



**THÈSE DE DOCTORAT DE L'ÉTABLISSEMENT UNIVERSITÉ BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ**  
**PRÉPARÉE À L'Université de Bourgogne Dijon**

École doctorale n°592

**LECLA**

Doctorat de civilisation britannique

Par

**Monsieur REVILLET Stéphane**

**L'expression du leadership des Premiers ministres conservateurs  
pendant les *PMQs* de 1990 à 2019**

Thèse présentée et soutenue à l'Université de Bourgogne, MSH, salle des Thèses, le 05 juin 2023

Composition du Jury :

Monsieur Andolfatto Dominique	Professeur des Universités	Université de Bourgogne
Madame Avril Emmanuelle Nouvelle – Paris 3	Professeure des Universités	Université Sorbonne
Madame Marshall Catherine Université	Professeure des Universités	Université Paris Cergy
Madame Tournier-Sol Karine	Professeure des Universités	Université de Toulon
Madame Alexandre-Collier Agnès	Professeure des Universités	Université de Bourgogne

## Résumés

Ce travail de thèse propose d'étudier l'expression du leadership de trois Premiers ministres conservateurs (J. Major, D. Cameron et T. May) par le truchement de leurs prestations au cours des séances de questions au gouvernement (*PMQs*). L'approche privilégiée pour cette étude est caractérisée par l'utilisation combinée d'outils relevant du champ anthropologique et d'outils appartenant à la science politique. Les critères d'évaluation et d'appréciation du leadership des Premiers ministres en question s'appuient sur trois éléments fondamentaux dans l'organisation politique et sociale des sociétés dites primitives : la parenté, le territoire et les rituels (et symboles). C'est à travers ces trois domaines que sont révélées à des degrés différents les qualités et les caractéristiques attendues du chef. Un des traits distinctifs du leader réside dans sa capacité à défendre le groupe et son territoire. Pour cela, il doit faire montre de qualités martiales en utilisant l'attaque verbale comme arme de choix. Le Premier ministre, à la tribune, sera évalué par la qualité, la fréquence, l'intensité et la ritualisation de ses attaques, appelées *FTAs* ou *FAAs*. Cette analyse permettra, par ailleurs, de mettre en évidence la nature individuelle ou au contraire collective du leadership du Premier ministre.

Non seulement le leader a la responsabilité de défendre le territoire, mais également celle de l'étendre ou de le consolider. Le territoire du parti conservateur est ici constitué de ses principes, de ses orientations doctrinales et de son éthos qui sont à leur tour constitués des thèmes et des enjeux défendus par les différents leaders. Cette capacité à défendre le périmètre thématique du parti repose sur les aptitudes du Premier ministre à revendiquer une grande compétence dans les domaines généralement acquis au parti et en accusant son opposant d'incompétence dans le but de s'approprier une partie de leur territoire. Un autre procédé de consolidation des thèmes de prédilection du parti consiste à invoquer la figure d'illustres « ancêtres » en l'associant au thème défendu par le leader. Par ailleurs, il incombe au leader de renforcer l'unité du groupe au sein du territoire défendu. Pour ce faire, les Premiers ministres conservateurs, dans un processus de filiation, utiliseront la force unificatrice et symbolique de grands principes du parti tels que *One Nation* tout en interprétant le concept à leur façon.

La troisième partie de ce travail de thèse s'intéresse à la mise en représentation du pouvoir du leader. A l'instar d'un chef de tribu responsable de l'accomplissement de rituels et de rites, le Premier ministre devient l'officiant de tels événements (en conduisant par exemple le rite d'affrontement ou d'inversion ou de rébellion). Il se met littéralement en scène. Cette théâtralisation du pouvoir du Premier ministre procède tout d'abord d'une mise en scène de soi.

Le Premier ministre peut, par exemple, dévoiler des éléments de sa vie privée, renforçant ainsi la personnalisation de sa fonction. Il met également en scène son propre discours à grand renfort de rituels d'exaltation, ou d'autres techniques de dramatisation de ses propos. Son leadership est apprécié à l'aune de ses capacités à la fois d'officiant du rituel mais également de ses capacités de metteur en scène. Les rites s'accompagnent de symboles qui deviennent des outils efficaces de mise en scène, mais cette fois-ci, il s'agit de la mise en scène de la politique et des principes du parti. Le leader doit savoir manipuler les symboles pour créer des clivages avec ses opposants afin de réaffirmer l'identité du groupe. Faire de l'Union européenne, des Travailleurs ou encore du socialisme des symboles négatifs contribue à la construction identitaire et idéologique du parti conservateur. Le recours à de tels dispositifs rhétoriques et discursifs amène le Premier ministre à créer un monde politique mythologisé, simplifié à l'extrême où la propagande aux accents populistes est de mise.

## The leadership style of Conservative Prime Ministers during PMQs from 1990 to 2019

This thesis aims to study the style of leadership of three Conservative Prime Ministers (J. Major, D. Cameron and T. May) through their performances during Prime Minister's Question Time. The approach adopted for this study is characterised by the use of anthropological tools combined with tools pertaining to political science. The criteria for evaluating and assessing the leadership of the Prime Ministers in question are based on three fundamental elements constitutive of the political and social organisation of so-called primitive societies: kinship, territory and rituals (and symbols). Demonstrating skills in these three fields reveals to varying degrees the qualities and characteristics expected of the leader. One of the distinctive features of the leader lies in his ability to defend the group and the group's territory. To do this, he or she will have to demonstrate martial skills, using verbal attacks as the preferred weapons of his/her arsenal. The Prime Minister's leadership will be evaluated by the quality, frequency, intensity and ritualisation of his attacks, also called FTAs and FAAs. This analysis will also highlight the individual or collective nature of the Prime Minister's leadership.

Not only does the leader have the responsibility to defend the group's territory, but also to enlarge it or consolidate its boundaries. What is referred to as the territory of the Conservative party is its principles, its doctrinal orientations and its ethos, which are in turn constituted and determined by the themes and issues defended by the three leaders of this study. This ability to defend the party's thematic perimeter relies on the Prime Minister's ability to claim competence in relation to issues generally held by the party and to accuse his or her opponent of incompetence in a bid to steal a part of their territory. Another method of consolidating the party's preferred issues is to invoke the figure of illustrious 'ancestors' by associating them with the issue defended by the leader. Furthermore, it is the leader's responsibility to strengthen the unity of the group within the territory. To this end, Conservative Prime Ministers will use the unifying and symbolic force of major party principles such as 'One Nation' while interpreting the concept in their own way.

The third part of this thesis focuses on the representation of the leader's power. Like a tribal chief responsible for performing rituals and rites, the Prime Minister becomes the performer of such events (e.g., by conducting the rites of confrontation or of rebellion for example). This dramatic representation of the Prime Minister's authority is first of all an exercise of self-staging. To sustain the process of personalisation, the Prime Minister can reveal elements of his private life. He also stages his own speech with rituals of exaltation, or other techniques of dramatisation of his speech. His leadership is assessed on the basis of his ability to perform the

ritual but also on the basis of his ability to direct the MPs. Furthermore, rites are accompanied by symbols which become effective tools in the representation of the party's policies and principles. The leader must know how to manipulate symbols to create clear dividing lines with his opponents in order to reinforce the group's identity. Making the European Union, Labour and socialism negative symbols contributes to the identity and ideological construction of the Conservative party. The use of such rhetorical and discursive devices leads the Prime Minister to create an oversimplified mythologised political world where propaganda with populist overtones is the norm of the PMQs.

# Table des matières

Résumés.....	2
Table des matières.....	6
Table des illustrations.....	11
Remerciements.....	12
Introduction.....	13
1. Cadrage général de l'étude.....	13
2. <i>Prime Minister's Question Time</i> .....	15
2.1. Présentation générale.....	15
2.2. Les <i>PMQs</i> , une institution dans l'institution.....	18
2.3. Les règles formelles.....	19
2.3.1. <i>Standing Orders</i> et <i>Erskine May</i> .....	19
2.3.2. Limites aux règles.....	20
3. Le leadership du Premier ministre.....	22
3.1. L'approche néo-institutionnaliste : le <i>neo-statecraft</i> .....	22
3.2. Le « capital leadership ».....	23
3.3. Le constructivisme, vers une approche anthropologique.....	24
3.4. L'étude anthropologique du leadership.....	26
3.5. Le groupe : une « équipe ».....	28
3.6. Leadership collectif ou individuel ?.....	30
4. Quelle famille politique ?.....	32
4.1. Le parti politique en tant que famille.....	32
4.2. Les Conservateurs, un groupe privilégié pour une approche anthropologique : longévité du lignage conservateur.....	34
5. Le territoire des idées.....	35
6. La guerre.....	38
6.1. L'art de la guerre.....	39
6.2. L'arsenal de guerre.....	41
6.2.1. La figuration et la théorie de la politesse.....	41
6.2.2. L'impolitesse comme arme de choix.....	43
7. Les rituels et les symboles.....	45
7.1. Fonctions du rituel.....	45
7.2. Les <i>PMQS</i> : un rituel.....	46

8. Cadre méthodologique .....	47
8.1. Problématique générale .....	47
8.2. Corpus .....	49
8.3. Méthodologie générale .....	50
8.4. Plan .....	52
8.5. Première Partie .....	52
8.6. Deuxième partie .....	60
8.7. Troisième partie .....	63
<b>Première partie– Leadership collectif et/ou individuel.....</b>	<b>65</b>
<b>1- Le Premier ministre : un chef guerrier .....</b>	<b>65</b>
1.1. Les attaques / <i>FTA</i> .....	65
1.1.1. L'évolution du nombre d'attaques par mandat et par Premier ministre .....	65
1.1.2. <i>FTA</i> : entre structure et agentivité.....	69
1.1.2.1. Changement de format des <i>PMQs</i> .....	69
1.1.2.2. La structure au service de l'agence.....	70
1.1.3. Lien entre impolitesse et pouvoir, la force de l'insulte.....	73
1.1.4. L'institutionnalisme normatif ou sociologique .....	81
1.1.5. Détail de l'évolution des <i>FTA</i> dans chaque mandat .....	83
1.1.6. Personnalisation de l'attaque, un degré supplémentaire dans la prise de risques ..	86
1.1.7. Détail des attaques personnelles.....	88
1.1.8. Degré supplémentaire dans l'agressivité : le harcèlement.....	95
1.1.9. Prise de risques maximum : la sanction .....	100
1.2. Le discours non-parlementaire en tant que norme .....	103
1.3. Conflit et leadership .....	111
1.4. Périodes intenses en attaques (verbales).....	114
1.4.1. Les périodes électorales.....	114
1.4.2. Autres périodes intenses en attaques .....	117
1.5. Les <i>FTA</i> redéfinissent la notion de redevabilité .....	134
<b>2. L'effort de groupe, un leadership collectif ? .....</b>	<b>136</b>
2.1. Les attaques des députés contre l'opposant .....	136
2.1.2. <i>PMQS</i> : un duel entre Premier ministre et Leader de l'opposition .....	142
2.2. Les interruptions .....	146
2.2.1. Périodes intenses en désordre/interruptions .....	152
2.2.2. Les interruptions, pour un leadership relationnel.....	159
2.2.3. Les interruptions comme outil de contrôle de l'action politique.....	162
2.2.4. Les <i>MPs</i> : la voix du peuple .....	164

2.3. Les rébellions .....	167
2.3.1. Lien entre leadership et actes de rébellion .....	167
2.3.2. Les facteurs expliquant les actes de rébellion .....	170
2.3.3. L'Union européenne : la pomme de discorde .....	174
<b>Deuxième partie - Le chef et le territoire .....</b>	<b>182</b>
1. Les thèmes politiques en tant que territoire thématique .....	182
1.1. Compétence/incompétence : évolution et stratégie.....	184
1.2. Circonscription du territoire de base .....	188
1.2.1. Variations dans la priorité accordée aux thèmes de base .....	189
1.2.1.1. La gestion des collectivités locales (« <i>councils</i> ») .....	191
1.2.1.2. La protection sociale et l'immigration.....	200
2. Le leadership à l'épreuve des campagnes électorales.....	205
2.1. Les <i>PMQs</i> , une plateforme de campagne.....	207
2.1.1. De la campagne au rite électoral .....	210
2.1.2. Le leader : un chef de campagne.....	211
2.2. Moyens pour revendiquer la propriété d'un thème .....	213
2.2.1. De l'éloges des bons résultats au « <i>issue framing</i> ».....	213
2.2.2. De l'effet de cadrage à l'imposition d'un thème .....	217
2.2.3. Comparaison dans l'utilisation des procédés de défense du territoire .....	219
3. Guerre des territoires.....	224
3.1. Défense de son territoire .....	224
3.1.1. John Major défend le concept de la « <i>Stakeholding society</i> » .....	224
3.1.2. David Cameron et l'enjeu économique.....	228
3.1.3. Theresa May et l'Union européenne.....	230
3.2. Incursions en territoire travailliste .....	234
3.2.1. Le <i>National Minimum Wage</i> .....	234
3.2.2. Le <i>National Health Service</i> .....	236
3.2.3. Le vote ouvrier.....	238
3.3. Élargissement du territoire.....	242
3.4. Les thèmes mineurs et les récompenses symboliques .....	247
3.5. Le parti conservateur, un « parti attrape-tout ».....	250
3.6. Les dangers de l'élargissement du territoire.....	253
4. « <i>One Nation</i> » comme principe unificateur du conservatisme .....	255
4.1. Éléments définitionnels de <i>One Nation</i> .....	256
4.2. La « nature double » du conservatisme <i>One Nation</i> .....	257
4.3. <i>One Nation</i> à travers trois mantras.....	259



4.3.1. John Major : Le succès de la privatisation.....	259
4.3.2. David Cameron : « <i>Hard working people who do the right thing</i> » .....	264
4.3.3. Theresa May : « <i>a country that works for everyone</i> » .....	272
<b>Troisième partie - L’art de la représentation .....</b>	<b>281</b>
1. La mise en scène de soi.....	282
1.1. Le personnage politique et la personnalisation du pouvoir .....	282
1.2. Fiction de vie privée.....	290
2. Mise en scène du discours .....	294
2.1. Le Premier ministre en tant que metteur en scène.....	294
2.2. Les différentes techniques de mise en scène du discours : Les bons mots, les jeux de mots, les saynètes et les sketches .....	296
2.3. Chacun son style .....	301
2.3.1. John Major partage la scène .....	301
2.3.2. David Cameron s’approprie la scène : les pseudo-événements.....	303
2.3.3. Theresa May, le double-entendre et l’humour affiliatif.....	306
2.4. Le chœur des <i>MPs</i> , qui dirige ? .....	307
2.5. Les mises en scène en tant que rites de communion .....	310
3. L’importance de la scène .....	314
3.1. Les faux-pas à éviter.....	314
3.2. Le pouvoir de la théâtralisation .....	321
4. Représentation de son action politique.....	323
4.1. Représentation par le symbole .....	323
4.1.1. Le symbole « démocratie ».....	324
4.1.2. Le symbole « société » .....	329
4.1.3. Le symbole « Europe » .....	333
4.2. Représentation par la filiation.....	346
4.2.1. Quand évocation devient invocation.....	346
4.2.2. Quand la filiation devient une contrainte.....	350
4.2.3. La filiation rhétorique .....	353
5. La représentation du monde politique .....	358
5.1. La création d’un ennemi .....	359
5.2. (Ré)Enchantement du monde.....	366
5.3. Un monde politique mythologisé.....	370
5.4. Dé-ritualisation des <i>PMQs</i> (affaiblissement du rite) .....	375
5.5. Du mythe (et du rite) à la propagande.....	379
5.6. <i>PMQs</i> : un mode de communication directe .....	389

5.6.1. Nécessité de communiquer plus directement .....	389
5.6.2. L'insulte comme moyen privilégié pour une communication directe.....	391
<b>Conclusion.....</b>	<b>397</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>406</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>454</b>
<b>Index .....</b>	<b>484</b>

## Table des illustrations

figure 1. Nombre moyen de <i>FTA</i> par Premier ministre.....	65
figure 2. Nombre d'attaques concernant les qualités attendues d'un parti politique.....	76
figure 3. Exemples d'attaques concernant les qualités attendues d'un parti politique (pour la liste complète voir Annexe 3) .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
figure 4. Évolution du nombre des <i>FTA</i> au cours des trois mandats.....	84
figure 5. Attaques verbales contre le parti travailliste et le Leader de l'opposition .....	88
figure 6. Attaques verbales contre le parti travailliste et le Leader de l'opposition .....	90
figure 7. Attaques verbales contre le parti travailliste et le Leader de l'opposition .....	94
figure 8. Les attaques ad hominem et le « <i>badgering</i> ».....	98
figure 9. Evolution du nombre moyen de <i>FTA</i> provenant des députés .....	136
figure 10. Nombre moyen d'interruptions par Premier ministre.....	147
figure 11. Évolution du nombre moyen d'interruptions sous J. Major .....	152
figure 12. Évolution du nombre d'interruptions sous D. Cameron .....	154
figure 13. Évolution du nombre moyen d'interruptions sous T. May .....	156
figure 14. Évolution du nombre moyen de revendications de compétence et d'accusations d'incompétence entre J. Major et T. May .....	184
figure 15. Comparaison di nombre de compétence/incompétence entre J. Major et D. Cameron ...	186
figure 16. Nombre moyen compétence/incompétence par thème et par Premier ministre .....	189
figure 17. Nombre moyen de compétence et incompétence additionnées pour chaque Premier ministre .....	190
figure 18. Ordre de priorité accordée aux thèmes selon les Premiers ministres.....	190
figure 19. Revenus des autorités locales selon les sources.....	199
figure 20. Nombre de références directes à une élection ou à une consigne de vote par le Premier ministre .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
figure 21. Nombre d'occurrences par procédé de défense du territoire thématique.....	219
figure 22. Évolution des procédés de défense du territoire thématique.....	220
figure 23. Vision de la « <i>shareholding society</i> » par le parti conservateur .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
figure 24. Évolution du nombre de références à l'électorat ouvrier.....	239
figure 25. Thèmes mineurs pour chaque Premier ministre .....	243
figure 26. Attaques des députés conservateurs contre l'Union européenne .	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
figure 27. Représentation des Travaillistes en tant qu'ennemis.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
figure 28. Première phase de définition du socialisme.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
figure 29. Deuxième phase de définition du socialisme .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
figure 30. Troisième phase de définition du socialisme.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

# Remerciements

Je tiens à remercier ma directrice de thèse, Madame Alexandre-Collier qui a eu la gentillesse d'accepter de diriger mes travaux de recherche. Son subtil dosage entre exigence et bienveillance m'a permis de conduire mon travail dans les meilleures conditions possibles. Elle a su identifier mes besoins méthodologiques et bibliographiques avec perspicacité et précision. Par ailleurs, Madame Alexandre-Collier, a été, tout au long de mon parcours, une extraordinaire personne ressource grâce à son accès privilégié à la *Bodleian Library*, bibliothèque de l'Université d'Oxford, sans lequel la qualité et la diversité de mes sources n'auraient pas été aussi riches. Ses encouragements et son action de mentorat m'ont permis de participer à de très utiles séminaires, journées d'étude et congrès, autant d'événements qui m'ont permis d'affiner et de préciser mon raisonnement et mes connaissances.

J'adresse également tous mes remerciements à Madame Avril, professeure des universités à Sorbonne Nouvelle Paris 3, sans qui je n'aurais certainement pas commencé ce travail de thèse. Madame Avril a été un acteur déterminant dans le choix de mon sujet de thèse. Lors de notre première collaboration, elle a su déterminer immédiatement quel domaine et quel sujet de recherche correspondaient à mes attentes et m'a fourni les références bibliographiques essentielles de mon matériau de base qui est l'anthropologie politique.

J'exprime ma gratitude à Madame Marshall, professeure des universités à Paris Cergy Université, qui m'a fait confiance pour l'écriture d'un article dans la Revue française de civilisation britannique. Ce travail très exigeant a fortement contribué à l'approfondissement de certains aspects clés de ma recherche et a ainsi pu enrichir mon travail et favoriser mon développement intellectuel.

Cette thèse a été rendue matériellement possible grâce à l'université de Bourgogne qui m'a accordé trois années d'aménagement de service pour me permettre de travailler dans les meilleures conditions.

# Introduction

## 1. Cadrage général de l'étude

Les recherches sur le leadership politique ont tendance à davantage étudier le leadership du chef de l'État ou du gouvernement à l'aune de ses actions politiques ou de ses prestations lors de débats publics. Cependant, au Royaume Uni, le système parlementaire implique que l'exécutif est lié au pouvoir législatif ; la coutume veut que le Premier ministre soit élu dans une circonscription et que ses ministres soient issus des rangs parlementaires. Peu d'études ont exploré le leadership du chef du gouvernement dans le seul contexte de Westminster. La particularité majeure dans l'étude du leadership politique dans un cadre législatif réside dans le fait que la construction ou l'expression de ce leadership est contrainte par des règles et des normes strictes, ce qui nécessite le recours à des stratégies spécifiques. Les séances de *PMQs* sont un moment de la vie parlementaire particulièrement propice à l'étude de ce leadership.

En effet, lors de ces séances, l'expression de la confrontation est portée à son paroxysme. Cela se justifie tout d'abord par la configuration de la Chambre et par le système bipartite qui range en deux camps opposés les deux plus grands partis du pays. De plus, la nature même de ces débats contribue largement à la confrontation ; il s'agit d'amener le Premier ministre à rendre des comptes sur l'action politique du gouvernement (d'où le terme « *accountability* » en anglais), en d'autres termes sur sa capacité à diriger le pays. L'opposition, au-delà de cette tâche, cherche à déstabiliser le Premier ministre, à le pousser dans ses derniers retranchements, à le discréditer en somme. Notons que l'opposition jouit d'un statut constitutionnel spécifique : le cabinet fantôme (le *Shadow Cabinet*) est en place pour remplacer, au pied levé, le gouvernement si cela était nécessaire<sup>1</sup>. On le comprend, les enjeux politiques sont très élevés lors des *PMQs*. D'ailleurs, ces séances sont parfois comparées à des campagnes électorales permanentes ; on observe en effet certains mécanismes propres aux élections : la confrontation des deux principaux leaders, l'un défendant son bilan et l'autre critiquant ce même bilan. Les attaques verbales dans les deux camps sont de mise et souvent violentes (*negative campaigning*<sup>2</sup>), en tout cas, elles le sont beaucoup plus que pendant les autres séances parlementaires ; et cela peut s'expliquer par le fait que l'exercice est très court, les attaques ne

---

<sup>1</sup> Si un gouvernement perd une motion de censure, il peut soit démissionner en faveur d'un autre gouvernement ou il peut dissoudre le parlement.

<sup>2</sup> David F. Damore, « Candidate Strategy and the Decision to Go Negative » *Political Research Quarterly*, vol. 55, n° 3, 2002, p. 669-685.

sont pas distillées avec parcimonie comme au cours d'un long débat et c'est en cela que l'on peut voir les *PMQs* comme une sorte de condensé métonymique de la confrontation politique. Les groupes de soutien, ici les députés (les *MPs*), sont galvanisés et leur enthousiasme confine à la frénésie ; pour preuve, le bruit est beaucoup plus élevé qu'à n'importe quel autre moment à la Chambre des communes<sup>3</sup>. Un autre aspect qui confère aux *PMQs* un statut particulier réside dans sa popularité auprès du public. En effet, depuis l'introduction des caméras en 1989, des études<sup>4</sup> montrent que les *PMQs* sont les moments de la vie parlementaire les plus regardés et les plus fréquentés par la presse et le public. L'auditoire étant donc considérablement élargi, les *PMQs* deviennent une plateforme idéale permettant au Premier ministre de démontrer ses compétences et ses capacités à diriger le pays. Il montrera qu'il est un combattant aguerri et à l'arsenal bien rôdé. Cette attitude martiale du chef a été observée et étudiée dans les sociétés primitives ; il s'agit d'une qualité requise pour n'importe quel membre qui souhaite accéder au statut de chef. Les comparaisons anthropologiques s'avèrent donc très utiles dans l'étude du leadership, et c'est la raison pour laquelle nous proposons d'adopter une telle approche dans notre étude du leadership législatif.

Les *PMQs* sont, d'autre part, le moment où la fréquentation (des députés) est la plus élevée comparé aux autres séances parlementaires<sup>5</sup>. En effet, le mercredi, à midi, les groupes parlementaires de chaque parti affluent en masse à la Chambre des communes. La visibilité qu'offre cette plateforme attire les *MPs* qui souhaitent se faire remarquer en posant une question au Premier ministre. Ils viennent également, et en premier lieu, pour soutenir le chef, les huées contre l'opposition et les manifestations de soutien au Premier ministre sont beaucoup plus élevées et plus fréquentes lors de ces séances. Outre mettre en exergue l'identité parlementaire du groupe, cette action collective, que nous identifierons comme un rite (le rite d'exaltation), interroge la nature du leadership : est-il individuel ou collectif (ou les deux) ? On assiste à une sorte de rituel où le chef part au combat, suivi par les membres de son groupe, qui affichent un front uni face à l'adversaire. L'image est appropriée dans la mesure où les *MPs*, eux-mêmes, ainsi que les observateurs politiques, parlent de tribalisme<sup>6</sup> en référence au comportement des députés lors des *PMQs*.

Précisons enfin, que les *PMQs* ne donnent pas lieu à un vote ou à une quelconque prise

---

<sup>3</sup> Hazarika Ayesha et Tom Hamilton, *Punch & Judy Politics: An Insiders' Guide to Prime Minister's Questions*, Londres, Biteback Publishing, 2018, p. 196.

<sup>4</sup> Shepard Mark, *Prime Minister's Question Time. Functions, Flux, Causes and Consequences: A Behavioral Analysis*, Thèse, University de Huston, soutenue en décembre 1999, p. 38.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> Crewe Emma, *The House of Commons: An Anthropology of MPs at Work*, Londres, Bloomsbury, 2015.

de décision ; il s'agit d'un outil de communication. Le Premier ministre communique, en effet, sous la pression de l'opposition, sur l'action et les décisions du gouvernement. Il usera de stratégies oratoires et rhétoriques afin de ne pas perdre la face devant des milliers de spectateurs et devant une galerie pleine de journalistes et surtout devant les députés du parti. Il s'agit bien d'un test du leadership du Premier ministre. L'opposition cherchera, en effet, à délégitimer, à discréditer le gouvernement en amenant le Premier ministre sur des territoires hostiles, c'est-à-dire à s'exprimer sur des sujets qu'il voulait précisément éviter. En retour, il mettra en avant ses thèmes de prédilection en y associant la bonne gestion du gouvernement (*competence ownership*)<sup>7</sup>, tout en accusant l'autre camp d'incompétence sur ces mêmes sujets. Tout doit se passer très vite, les séances ne durent que trente minutes environ, c'est pourquoi il est vital d'aborder le plus de thèmes possibles. Il s'agit, en termes anthropologiques, de défendre son territoire pour la survie (politique) de la tribu. Les *PMQs* deviennent un concentré des priorités thématiques du gouvernement, un moment de captation de l'essentiel. Ce format très court amène le Premier ministre à condenser son message en utilisant des formules lapidaires ou encore à utiliser toute une gamme de symboles différents. L'anthropologie politique, particulièrement, nous aidera à étudier la construction et la signification du leadership par le biais de symboles ou d'actes ritualisés.

Au vu de ces remarques préliminaires, nous proposons donc d'étudier l'expression du leadership politique du Premier ministre dans un contexte législatif et plus précisément dans le contexte des *PMQs* à la Chambre des communes. Du fait de sa longévité au Parlement (et pour d'autres raisons développées dans l'introduction), le parti conservateur sera le parti qui retiendra notre intérêt dans notre étude du leadership du Premier ministre.

## ***2. Prime Minister's Question Time***

### **2.1. Présentation générale**

Les séances de questions posées au Premier ministre (*PMQs*) se déroulent depuis 1997 chaque mercredi<sup>8</sup> et depuis 2003 de 12 heures à 12 heures 30 (environ) à la Chambre des communes du Parlement britannique. Ces séances, considérées comme « la vitrine du Parlement »<sup>9</sup>, sont perçues par ses partisans comme un exercice démocratique par excellence,

---

<sup>7</sup> Voir Stefaan Walgrave, Anke Tresch et Jonas Lefevere, « The Conceptualisation and Measurement of Issue Ownership », *West European Politics*, vol. 38, n°4, 2015, p. 778-796.

<sup>8</sup> C'est en 1961 que les séances de *PMQs* ont été formalisées en deux sessions hebdomadaires de 15 minutes le mardi et le jeudi après-midi. En 1997, Tony Blair fusionne les deux séances en une le mercredi à 15h et depuis 2003 à 12h.

<sup>9</sup> John Bercow, lors d'un discours au *Centre for Parliamentary Studies* en 2010.

dont la fonction est celle d'amener le Premier ministre à rendre des comptes publiquement sur l'action du gouvernement. La démocratie se donne à voir par le biais de débats impétueux se déroulant dans une atmosphère parfois fiévreuse et conflictuelle, conséquence de la disposition de la Chambre, organisée en rectangle avec de chaque côté des rangées de bancs qui se font face derrière une ligne rouge. Au centre se dresse la table centrale des débats (la *Dispatch Box*<sup>10</sup>), où s'affrontent le Premier ministre et le leader de l'opposition. La disposition des lieux reflète le bipartisme des institutions et le système électoral à un seul tour qui marginalise les partis autres que les deux partis principaux : les Conservateurs et les Travailleurs. Suite aux bombardements de 1941, Winston Churchill décida de trancher la question de la reconstruction, en hémicycle ou à l'identique de la Chambre des communes. Il opta pour l'identique. Il insista pour que le bâtiment soit rebâti comme une réplique de l'ancien, c'est-à-dire en forme rectangulaire, qui, selon lui, reflétait le système bipartite, essence de la démocratie parlementaire britannique, et conclut : « Nous façonnons nos bâtiments, puis nos bâtiments nous façonnent »<sup>11</sup>. Ce choix politico-architectural façonne en effet les comportements au sein de l'institution, les débats sont basés sur le mode de la confrontation, de l'affrontement. Comme les séances de *PMQs* sont caractérisées par l'esprit de compétition, les parlementaires s'engagent dans des débats partisans aux allures de joutes verbales.

Ce moment de la vie parlementaire britannique suscite beaucoup de critiques, certaines vives, comme celle de Woodrow Wyatt, qui les décrit en ces termes : « à peine plus utiles qu'un spectacle de Guignols »<sup>12</sup> où « presque toutes les questions des députés sont un soutien partisan non déguisé émanant des deux camps, l'opposant étant le mal et son propre parti étant le bien »<sup>13</sup>. Michael Latham ajoute : « C'est du théâtre de l'absurde, conçu comme une perpétuelle confrontation »<sup>14</sup>. On les accuse d'être devenues « un jeu parlementaire plus impressionnant dans la forme que dans le fond »<sup>15</sup>. Malgré les critiques à l'endroit de ces séances, les *PMQs*

---

<sup>10</sup> Le terme *Dispatch Box* est plus courant que *Despatch Box* en référence à la table des débats à la Chambre des communes

<sup>11</sup> *"We shape our buildings and afterwards our buildings shape us"*, Winston Churchill. Déclaration faite à la Chambre des Lords le 28 octobre 1943 concernant la reconstruction de la Chambre des communes suite au bombardement pendant le blitz sur Londres.

<sup>12</sup> *"hardly more useful than a Punch and Judy show"*, Woodrow Wyatt, *Turn Again, Westminster*, Londres, André Deutsch, 1973, p.31.

<sup>13</sup> *"Virtually every question from every MP is a shamelessly party-line effort with the other side being devils and one's side the angels"*, Michael Latham, cité dans M. Franklin and Philip Norton (eds.), *Parliament Questions*, Oxford, Clarendon Press Oxford, 1993, p. 73.

<sup>14</sup> *"It is the theatre of the absurd, devised as unremitting confrontation"*, cité dans Mark Franklin and Philip Norton (eds.), *Parliament Questions*, Oxford, Clarendon Press Oxford, 1993, p. 73.

<sup>15</sup> *"It develops into a parliamentary game more impressive in the appearance than the substance"*, Michael Rush, *Parliamentary Government in Britain*, Londres, Pitman Publishing, 1981.



sont le moment de la semaine parlementaire le plus suivi par le public et le plus populaire<sup>16</sup>. Certes, l'aspect théâtral et sensationnel des débats peut susciter un intérêt particulier auprès du public ; cependant d'autres raisons sont avancées par les défenseurs des *PMQs*, qui voient en ces dernières le moyen de montrer la démocratie à l'œuvre, une démocratie vivante et exaltée. D'aucuns diront qu'il s'agit là d'un moment utile afin de permettre aux tensions de se relâcher<sup>17</sup>, d'autres diront qu'il s'agit d'une présentation divertissante du débat politique, stimulant ainsi l'intérêt du public<sup>18</sup>. La fonction principale des *PMQs* est de permettre aux membres de la Chambre des communes de poser des questions au Premier ministre afin de « chercher à obtenir des informations ou amener le gouvernement à agir »<sup>19</sup>. À propos de cet exercice, Dunleavy *et al.*<sup>20</sup> ainsi que Mark Shephard<sup>21</sup> ont observé que ce mécanisme de contrôle de la responsabilité du gouvernement était de moins en moins efficace. D'autres mécanismes moins médiatisés et moins théâtraux existent, par exemple le *Liaison Committee*<sup>22</sup> qui, en comparaison, tend à reléguer les *PMQs* à un rôle davantage symbolique. Le rapport *Tuned in or Turned off : Public attitudes to Prime Minister's Questions*, après avoir fait l'inventaire des arguments en faveur et contre les *PMQs*, et sans arriver à une décision finale, reconnaît une fonction indéniable propre aux *PMQs*, en particulier celle d'être « un banc d'essai pour tester nos leaders de partis »<sup>23</sup>.

En effet, ce « combat de gladiateurs »<sup>24</sup>, pour reprendre les mots de Philip Norton ou dit plus modérément par Richard Rose, le « modèle contradictoire », sont l'occasion de juger les compétences parlementaires des députés et bien évidemment celles du Premier ministre, qui est

---

<sup>16</sup> "The highlight of the political week", *The Financial Times*, 12 novembre 2003; The Institute for Government a décrit les *PMQs* comme "the most distinctive and internationally famous feature of British politics." Rt Hon Peter Riddell CBE, 22 juillet 2011.

URL: <https://www.instituteforgovernment.org.uk/article/comment/prime-ministers-questions>

<sup>17</sup> "it is a unique and wonderful safety-valve, forum, and democratic hoo-ha", Alan Patrick Herbert, *The Point of Parliament*, 2<sup>ème</sup> édition, Londres, Methuen & Co., 1947, p. 24.

<sup>18</sup> Rob Salmond, « Parliamentary Question Time: How Legislative Accountability Mechanisms Affect Mass Political Engagement », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 23, n°3, 2014, p. 321-341

<sup>19</sup> "The right of Members of the House of Commons to ask questions of Ministers, to seek information or to press for action, is an essential part of the process by which Parliament exercises its authority and holds the Government to account", Select Committee on Procedure, Thrid Report.

<sup>20</sup> Patrick Dunleavy et Jones G., « Leaders, Politics and Institutional Change: The Decline of Prime Ministerial Accountability to the House of Commons, 1868-1990 », *British Journal of Political Science*, vol. 23, n°3, 1993, p. 267-298.

<sup>21</sup> Mark Shepard, *Prime Minister's Question Time. Functions, Flux, Causes and Consequences: A Behavioral Analysis*, Thèse, University de Huston, soutenue en décembre 1999, p. 198.

<sup>22</sup> Commission qui examine la responsabilité du gouvernement à partir de rapports élaborés par les *select committees (eux-mêmes organes de contrôle de l'action du gouvernement entre autres choses)*, elle se tient en présence du Premier ministre (seul) trois fois par an.

<sup>23</sup> "PMQs is nonetheless valuable as a testing ground for our party leaders", *Tuned in Or Turned Off: Public Attitudes to Prime Minister's Questions*, Hansard Society (ed.), Londres, Hansard Society, 2014.

<sup>24</sup> "Prime Minister's Question Time has acquired a considerable reputation of a twice-weekly gladiatorial contest.", Franklin Mark et Norton Philip, *Parliamentary Questions*, Oxford, Clarendon Press, 1993, p. 86.

en première ligne de l'affrontement<sup>25</sup>. Les *PMQs* sont pour Christopher Reid « un moyen de tester, dans des conditions de stress extrême, les compétences des leaders de partis dont les prestations sont soumises à l'examen minutieux du public »<sup>26</sup>. En ce sens, c'est un événement qui favorise l'émergence sur la scène politique des éléments les plus doués dans ce genre d'exercice. Il est donc tout à fait surprenant qu'il existe aussi peu d'études sur le leadership exercé au sein des institutions du pouvoir législatif, et plus précisément pendant les *PMQs*. Un article majeur en la matière est celui de Christopher Reid<sup>27</sup> qui explore la relation entre le leadership parlementaire et les procédés rhétoriques lors des *PMQs* au Parlement britannique. L'étude du leadership de l'exécutif (le Premier ministre par exemple) au sein d'un organe législatif (la Chambre des communes) présente un intérêt tout particulier dans la mesure où ce leadership se trouve contraint par les normes, les coutumes et les règles parlementaires. Contrairement à un leadership qui s'exprime plus librement dans des situations moins contraignantes (par exemple lors d'un discours devant les membres du parti ou lors d'un congrès de parti, ou encore dans le cadre de prises de parole dans une émission télévisée ou sur les réseaux sociaux, etc...), celui du Premier ministre lors des *PMQs* requiert des stratégies différentes.

## 2.2. Les *PMQs*, une institution dans l'institution

Les journaux, les chercheurs, les experts et observateurs politiques parlent des *PMQs* comme d'une institution nationale<sup>28</sup> ou encore comme d'une institution parlementaire. Suite à une série de réformes (depuis 1880), le format moderne des séances (depuis 1961) a « standardisé et institutionnalisé »<sup>29</sup> les questions posées au Premier ministre. Ce qui caractérise l'institution, outre la stabilité de la récurrence de cette activité de questions/réponses, c'est qu'elle se dote de règles et de normes pérennes<sup>30</sup> qui créent des obligations pour chacun de ses membres »<sup>31</sup>, c'est-à-dire des prescriptions et des procédures (formelles et informelles) qui

---

<sup>25</sup> *Select Committee on Procedure: Third Report 2001-02.*

<sup>26</sup> Christopher Reid, « Rhetoric and Parliamentary Leadership – Prime Minister's Questions », dans J. Atkins, A. Finlayson, J. Martin, N. Turnbull (eds.), *Rhetoric in British Politics and Society*. Londres, Palgrave Macmillan, 2014. « *PMQs is a trial of character in the sense that it subjects party leaders to public scrutiny under condition of maximum stress* »

<sup>27</sup> Christopher Reid, *op.cit.*

<sup>28</sup>. « *A loved-and-loathed national institution* », Michael White, *The history of PMQs Michael White, The Guardian*, 27 octobre 2011.

<sup>29</sup> Stephen R. Bates, P. Kerr, C. Byrne et L. Stanley, « Questions to the Prime Minister: A comparative Study of PMQs from Thatcher to Cameron », *Parliamentary affairs*, vol. 67, n°2, 2014, p. 253-280.

<sup>30</sup> James G. March, Johan P. Olsen, « Elaborating the "New Institutionalism" », dans Sarah A. Binder, R. A. W. Rhodes, and Bert A. Rockman (eds.), *The Oxford Handbook of Political Institutions*, p. 3-20, 2008.

<sup>31</sup> John Meyer et David Rowan, Meyer, John W., and Brian Rowan, « Institutionalized Organizations: Formal Structure as Myth and Ceremony », *American Journal of Sociology*, vol. 83, no. 2, 1977, p. 340-363.

ordonnent les interactions sociales en « contraignant et en permettant l'action des acteurs »<sup>32</sup>. Et enfin, les activités propres à l'institution correspondent à des rôles précis que les membres assument tour à tour. Le rôle que confèrent les *PMQs* au Premier ministre est celui de répondre à toutes les questions qui lui sont posées et c'est parce qu'il est le seul à accomplir cette tâche qu'on sait qu'il est le Premier ministre répondant aux questions des parlementaires le mercredi entre 12h et 12h30. On a bien l'imbrication d'une institution (*PMQs*) au sein d'une plus grande institution (le Parlement), ce qui nous amène à nous demander si les règles de ces deux institutions sont concurrentes ou identiques. En réalité, toutes les séances parlementaires y compris les *PMQs* sont soumises aux mêmes règles. Cependant, comme le met en évidence le rapport *Tuned in or Turned off*<sup>33</sup>, il est aisé de constater que les débats qui ont lieu pendant les séances de *PMQs* échappent plus souvent aux sanctions, comparé à ceux qui se déroulent à un autre moment<sup>34</sup>. Les règles sont en effet les mêmes pour toutes les séances, néanmoins les normes et les conventions sont différentes ; les *PMQs* ont, de ce fait, un statut à part. Rappelons que ces séances ne donnent pas lieu à un vote, il s'agit d'un moment orienté vers la communication et non la décision politique, d'où l'aspect plutôt symbolique de cet exercice<sup>35</sup>. L'environnement des *PMQs* est donc moins contraint par les règles et les normes que les autres séances, cela signifie que le Premier ministre et les députés en général peuvent adopter un comportement différent ; en d'autres termes, ils ont une plus grande marge de manœuvre pour s'exprimer, faire passer un message ou des idées.

Après avoir défini les *PMQs* comme une institution dotée des mêmes règles que n'importe quelle autre séance parlementaire mais avec un seuil de tolérance plus élevé de la part du président de séance, le *Speaker*, quant aux infractions commises, il semble nécessaire à ce stade de définir avec précision les règles en question. Cela nous permettra ainsi de mieux comprendre les stratégies utilisées par les différents membres de la Chambre lors des *PMQs*.

## 2.3. Les règles formelles

### 2.3.1. *Standing Orders* et *Erskine May*

---

<sup>32</sup> Gretchen Helmke et Steven Levitsky, « Informal Institutions and Comparative Politics: A Research Agenda », *Perspectives on Politics*, vol. 2, n°4, 2004, p. 725-740.

<sup>33</sup> *Tuned in Or Turned Off: Public Attitudes to Prime Minister's Questions*, *Hansard Society* (ed.), Londres, *Hansard Society*, 2014, p. 52-53.

<sup>34</sup> "PMQs with permissive rules", Rob Salmond, « Robust and partisan Parliamentary events like Prime Ministers Questions increase engagement with politics », *Democratic Audit UK*, 21 mai 2014.

URL: <https://www.democraticaudit.com/2014/05/21/robust-and-partisan-parliamentary-occasions-like-prime-ministers-questions-increase-engagement-with-politics/>

<sup>35</sup> Christopher Reid, *op. cit.*, p.46.

Les règles de bonne conduite à la Chambre des communes, ainsi que les règles du débat parlementaire, sont contenues dans deux documents principaux. Le premier fait la liste des règles écrites concernant les procédures parlementaires, elles sont réunies dans un code appelé *Standing Orders* (que nous abrègerons *SO*). Nous nous attacherons aux règles régissant la bonne conduite des débats ainsi que le comportement des députés les uns envers les autres et à l'égard de l'institution dans son ensemble. Ce code fournit une échelle graduelle des sanctions selon les infractions commises. Le *Standing Order 43*, qui porte sur les comportements inappropriés, indique que le Président de la Chambre, ou plus précisément de la séance (le *Speaker* ou son adjoint) peut demander à un député de quitter la Chambre pour le reste de la journée si ce dernier persiste à se conduire de manière inconvenante, ou si sa conduite a « largement outrepassé les règles de bienséance »<sup>36</sup>. En dernier recours, le *Speaker* peut désigner le député par son nom et faire appliquer le *Standing Order 44* qui congédiera le député pour une période plus longue que la journée (il s'agit d'une suspension de cinq jours). Quant au *Standing Order 46*, ce dernier s'applique dans un cas de désordre sérieux, le *Speaker* peut alors ajourner la séance pour la durée qui lui semblera adéquate. Le second document s'appelle : *Erskine May: Parliamentary Practice*<sup>37</sup>. Il s'agit d'un guide décrivant les procédures et les conventions parlementaires ainsi que leur évolution à travers le temps. C'est un guide qui précise les règles énoncées dans les *Standing Orders*, en détaillant tout ce qui peut constituer une infraction ou un comportement répréhensible.

Trois grands axes se dégagent concernant les règles contenues dans les deux documents mentionnés précédemment : le comportement (en dehors du langage), le langage et enfin le contenu des questions. Ces trois champs seront approfondis à un autre moment de notre étude.

### 2.3.2. Limites aux règles

Les termes utilisés dans les *Standing Orders* pour qualifier un comportement non conforme aux règles parlementaires sont plutôt vagues. On peut se demander en quoi consiste une conduite qui « enfreint outrageusement les règles de bonne conduite »<sup>38</sup>, ou se demander à quel moment l'agitation dans la Chambre est jugée excessive et constitue un « désordre sérieux »<sup>39</sup>. À ce sujet, *Erskine May* explique que toute décision est laissée à l'appréciation du président de

---

<sup>36</sup> *Standing Orders, 2016, Standing order 43, "any Member or Members whose conduct is grossly disorderly".*

<sup>37</sup> *A Treatise upon the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament*, première édition en 1844.

<sup>38</sup> "whose conduct is grossly disorderly", *Standing Order 43*.

<sup>39</sup> *Ibid.*, "In case of grave disorder arising in the House the Speaker may, if he thinks it necessary to do so, adjourn the House [...]"

séance<sup>40</sup>. Le guide précise, par ailleurs, qu'une parole ne peut être jugée non-parlementaire qu'en relation au contexte dans lequel elle est proférée<sup>41</sup>. Il existe donc des exceptions, des variations, rendant difficile l'appréciation du mot présumé répréhensible. De plus, les règles régissant le contenu des questions ne sont pas toujours respectées et peu sanctionnées. L'ironie, l'abus de rhétorique, la polémique (jugés inadmissibles pendant les débats) sont bien souvent l'ingrédient principal des questions, sans qu'aucun rappel à l'ordre ne soit prononcé. Il est important de préciser que les députés jouissent d'une liberté de parole<sup>42</sup> lors des débats tenus au sein de la Chambre des communes. Un membre peut dire ce que bon lui semble, et ce, même si ses propos peuvent paraître offensants ou injurieux à l'égard d'autres individus ; le député est protégé contre toute action en diffamation, et n'aura pas à rendre de comptes. Cette liberté de parole est toutefois, comme nous l'avons vu, subordonnée à la nécessité de maintenir l'ordre et le décorum. Le droit de parole est modéré par les règles écrites de la Chambre, qui, rappelons-le, sont appliquées aléatoirement selon les circonstances et à la discrétion et l'appréciation du président de séance.

On le voit, une certaine marge de manœuvre est laissée aux membres de la Chambre. Sous des aspects très rigides, les règles possèdent en réalité une certaine souplesse qui permet au leader de trouver la parade pour produire un effet qui l'aidera à « marquer des points » ou tout le moins les esprits. Dans une approche rationnelle et pragmatique l'acteur connaît parfaitement les règles de l'institution et cherche à les utiliser de façon à maximiser ses gains personnels<sup>43</sup>. Michel Crozier et Erhard Friedberg, dans leur ouvrage *L'acteur et le système* résument parfaitement la position des « acteurs qui, à l'intérieur des contraintes du système disposent d'une marge de manœuvre de liberté qu'ils utilisent de façon stratégique dans leurs interactions avec les autres »<sup>44</sup>. Sans aucun doute, il s'agit là d'une logique de calcul. On parle de rationalité stratégique de l'acteur, en l'occurrence celle du Premier ministre, qui va tirer profit des *PMQs* pour consolider son leadership.

---

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> Erskine May, *General requirement for moderate language*, part. 3, chap. 21, 21.21, "The Speaker has said [...] whether a word should be regarded as unparliamentary depends on the context."

<sup>42</sup> Erskine May, part 2, chap 13, *Freedom of speech in debate*, 13.2.

<sup>43</sup> Kenneth A. Shepsle, « Rational Choice Institutionalism Get access Arrow », dans Binder Sarah A, Rhodes R. A. W., Rockman Bert A. (eds.), *The Oxford Handbook of Political Institutions*, p. 23-38, 2009.

<sup>44</sup> Michel Crozier et Friedberg Erhard, *L'acteur et le système*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, p.30.

### 3. Le leadership du Premier ministre

#### 3.1. L'approche néo-institutionnaliste : le *neo-statecraft*

Dans son analyse du leadership de Margaret Thatcher, Jim Bulpitt<sup>45</sup>, dans une approche du choix rationnel, a dégagé certains critères d'évaluation du leadership ou de l'« art de gouverner » (*statecraft*) basés sur quatre axes principaux, parmi eux : la nécessité de gagner les élections et de faire montre de compétences à gouverner. Le primat est accordé à « l'art de gagner » et « de gouverner »<sup>46</sup> selon une approche pragmatique mise en œuvre dans une structure institutionnelle contraignante où tout est au service d'une victoire et du maintien au pouvoir (le tout dans une logique de darwinisme électoral). Cette approche a été vivement attaquée par Simon Griffith dans son article *Statecraft as a straightjacket: a reply to Hayton and Gamble*<sup>47</sup> qui accuse l'étude du leadership par ce seul prisme (*statecraft*) de réduire la politique à des objectifs trop limités, de reléguer l'idéologie et les principes à de simples instruments utilisés pour obtenir la victoire, et enfin, de négliger la personnalité du leader dans cet art de gouverner. Jim Buller et Toby S. James, entre autres, ont, par leurs travaux<sup>48</sup>, fait évoluer le *statecraft* vers une version plus complexe : le *neo-statecraft*. L'accent est mis davantage sur le collectif, l'environnement est relationnel, le leader œuvre pour la victoire en étroite collaboration avec ses conseillers (*the Court*). Par ailleurs, les contextes structurels spécifiques sont variables d'un mandat à un autre (facteurs économiques, contraintes électorales, attitude du public, situation internationale guerre, crise, etc.) et ont un impact différent sur le pouvoir de tel ou tel Premier ministre<sup>49</sup>. Buller et James apportent un critère supplémentaire à ceux développés par Jim Bulpitt, à savoir la capacité de manipuler les règles du jeu (*bending the rules of the game*)<sup>50</sup> pour servir ses propres intérêts. Les théories *statecraft* et *neo-statecraft* reposent avant tout sur une priorité : celle de gagner. Les *PMQs* sont le cadre idoine pour ce genre d'approche qui repose, comme nous l'avons dit, sur l'art de gagner et de

---

<sup>45</sup> Jim Bulpitt, « The Discipline of the New Democracy: Mrs Thatcher's Domestic Statecraft », *Political Studies*, vol. 14, n° 1, 1986, p. 19-39.

<sup>46</sup> Jim Buller et Toby S. James, « Statecraft and the Assessment of National Political Leaders: The Case of New Labour and Tony Blair », *The British Journal of Politics & International Relations*, vol. 14, n° 4, 2012, p. 534-555.

<sup>47</sup> Simon Griffiths, « Statecraft as a Straightjacket: A Reply to Hayton and Gamble », *Parliamentary Affairs*, vol. 69, n°3, 2015, p. 735-743.

<sup>48</sup> Jim Buller et Toby S. James, « Statecraft and the Assessment of National Political Leaders: The Case of New Labour and Tony Blair », *The British Journal of Politics & International Relations*, vol. 14, n° 4, 2012, p. 534-555.

<sup>49</sup> Jim Buller et Toby S. James, (2015) « Integrating Structural Context into the Assessment of Political Leadership: Philosophical Realism, Gordon Brown and the Great Financial Crisis », *Parliamentary Affairs*, vol. 68, n°1, p. 77-96.

<sup>50</sup> Toby S. James, *Elite Statecraft and Election Administration: Bending the Rules of the Games*, Basingstoke, Palgrave, 2012.

gouverner mais également sur deux autres piliers : l'élaboration d'une stratégie électorale gagnante (en créant un ensemble de politiques et en construisant une image du parti qui crée l'élan dans les sondages) et gagner la bataille des idées dans les débats d'élite. Les *PMQs*, comme nous avons déjà pu le souligner, sont un exercice de communication pendant lequel le Premier ministre défend son bilan (sa capacité et sa légitimité à gouverner) et ses actions politiques tout en accusant l'opposition d'incompétence. C'est également l'occasion de présenter ses projets, ses idées, de faire des promesses, de rappeler le manifeste électoral, le tout devant les caméras et devant un public fébrile. Beaucoup l'ont observé, les *PMQs* ressemblent davantage à une campagne électorale permanente<sup>51</sup> qu'à des séances destinées à contrôler l'action du gouvernement ; c'est dans ce sens que le *neo-statecraft* est pertinent et utile dans l'étude du leadership du Premier ministre à Westminster. Par ailleurs, d'autres éléments et d'autres critères sont utilisés dans l'évaluation du leadership d'un homme ou d'une femme politique, par exemple : le « capital leadership ».

### 3.2. Le « capital leadership »

Contrairement à l'approche fondée sur le *statecraft*, l'étude du leadership ne doit pas se limiter à l'évaluation des compétences réelles de l'homme/femme politique mais également à la façon dont elles sont perçues. Cette perception constitue ce qu'appelle Mark Bennister, Ben Worthy et Paul 't Hart<sup>52</sup>, le « capital leadership » (*leadership capital*). William Hague et Michael Howard disaient que « c'était l'impression de compétence qui compte le plus et pas nécessairement la réalité »<sup>53</sup>. Pour Cecil Gibb, une théorie complète (globale) du leadership doit prendre en compte non seulement les caractéristiques des leaders, des followers, des groupes et des situations mais également reconnaître que ce ne sont pas ces critères en soi qui entrent dans la construction du leadership mais plutôt la perception d'un bon leadership<sup>54</sup>. Charles D. Elder et Roger W. Cobb soutiennent le même point de vue : « ce qui est important c'est que le leader paraisse avoir le contrôle et semble être doté de bonnes intentions »<sup>55</sup>. Le Premier ministre doit

---

<sup>51</sup> Salmond Rob, « Parliamentary Question Time: How Legislative Accountability Mechanisms Affect Mass Political Engagement », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 23, n°3, 2014, p. 321-341.

<sup>52</sup> Mark Bennister, Paul 't Hart et Ben Worthy, « Assessing the authority of political office-holders: the leadership capital index », *West European Politics*, vol. 38, n°3, 2015, p. 417-440.

<sup>53</sup> “[...] *it was the perception of competence that mattered and not necessarily the reality*”, Toby James S., « Political Leadership as Statecraft? Aligning Theory with Praxis in Conversation with British Party Leaders », *British Journal of Politics & International Relations*, vol. 20, n°3, 2018, p. 565.

<sup>54</sup> “*it is not these variables per se that enter into the leadership relation, but rather the perception of the leader by himself and by others*”, Gibb Cecil, « Leadership Psychological Aspects », *International Encyclopedia of the Social Science*, New York, Macmillan, 1968. Vol. 9, p.91-101.

<sup>55</sup> Charles Elder et Roger Cobb, *The Political Uses of Symbols*, Londres, Longman, 1983, p. 20, “*What is important is that the leader appear to be in control and to have the right intentions.*”

donc se fondre dans le rôle du leader afin de projeter l'image d'un leadership efficace. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le souligner, les *PMQs* ne sont pas une plateforme décisionnelle, mais plutôt une tribune pour convaincre les autres du bienfondé de son action et, ce à grand renfort de prouesses rhétoriques et de stratégies communicationnelles. Le Premier ministre, avec l'aide de son groupe, va fabriquer une narration du succès, et c'est en cela qu'il s'agit d'art de convaincre et plus largement d'art de gouverner. D'ailleurs, Keith Grint publiera *The Arts of Leadership*<sup>56</sup> dans lequel il envisage le leadership sous l'angle philosophique et artistique ; le leadership selon lui, doit être considéré comme la combinaison de différents arts et non comme une science.

L'étude du leadership ne repose donc pas seulement sur le comportement de l'acteur qui serait conditionné par la recherche de l'efficacité et la rentabilité, d'autres paramètres comme le talent du Premier ministre à projeter l'image d'un leader efficace sont tout aussi importants. D'autres paramètres sont également essentiels à prendre en considération dans cette étude du leadership tels que les éléments moins tangibles relevant davantage du domaine socio-culturel comme les conventions, les habitudes, ou encore les obligations sociales qui déterminent le comportement organisationnel de l'acteur.

### **3.3. Le constructivisme, vers une approche anthropologique**

Les règles informelles non écrites qui sont créées, observées et transmises en dehors de tout mécanisme de sanction fonctionnent à l'instar de routines ritualisées. Colin Hay reprend les mots de Paul J. DiMaggio et Walter Powell pour définir ces habitudes, ces normes, comme des « rituels [qui deviennent] normalisés »<sup>57</sup>. Ce dernier va plus loin encore, il soutient, en s'appuyant sur la théorie du constructivisme et sur celle du réalisme critique soutenue par Andrew Sayer<sup>58</sup> et Colin Hay<sup>59</sup>, que le comportement de l'acteur est conditionné par des éléments non observables et indépendants de notre réalité et de notre connaissance. Cette approche se révèle, dans notre étude du leadership, très utile dans la mesure où elle viendrait compléter, voire éclairer, les études sur le leadership qui ont donné lieu à des typologies issues d'enquêtes et de données empiriques excluant toute considération d'éléments insaisissables et instables (qui existent en filigrane de ces éléments empiriques et observables). Une étude dialectique du leadership pourrait être plus pertinente que les études analytiques privilégiant

---

<sup>56</sup> Keith Grint, *The Arts of Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

<sup>57</sup> "The emergence of habits and norms and their reinforcement over time such that rituals become normalised", Colin Hay, *Political Analysis*, Palgrave Macmillan, 2002. p. 106.

<sup>58</sup> Andrew Sayer, *Realism and social Science*, Thousand Oaks, SAGE Publications Ltd, 1999.

<sup>59</sup> Colin Hay, *op.cit.*, p.122.



l'analyse séparée des critères tangibles identifiables. Ces éléments non tangibles sont liés au contexte, aux relations sociales complexes entre les membres du groupe ainsi qu'à leur interaction, aux qualités du leader, à l'histoire du groupe et de l'institution, à des éléments culturels. Cela revient à dire qu'une approche strictement institutionnaliste n'est pas suffisante dans l'analyse du leadership s'exprimant au sein d'une institution telle que les *PMQs*. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi, dans notre étude du leadership du Premier ministre, de privilégier une approche socio-anthropologique. C'est ainsi que nous avons pris appui sur la définition du leadership politique proposée par Chris Shore qui représente selon lui « un système de relations sociales impliquant l'autorité, le charisme ou autres formes de pouvoir personnel ou institutionnel mais dont les règles sont propres à et imbriquées dans un contexte culturel particulier »<sup>60</sup>.

Dans ce domaine, Emma Crewe<sup>61</sup> propose une étude des groupes parlementaires à la Chambre des communes (et des Lords) en adoptant une perspective ethno-anthropologique. Elle démontre par cette étude que les rituels et les cérémoniels ont un pouvoir significatif en termes de légitimation, de prise de décisions et de résultats stratégiques. Concernant les *PMQs* plus précisément, Joni Lovenduski<sup>62</sup> aborde celles-ci d'un point de vue également anthropologique en décrivant ces séances comme un rituel tout en étudiant le comportement des membres de la Chambre à l'aune de cette catégorisation.

Un autre travail notable a été conduit dans une approche anthropologique, voire ethnographique (proposant une vision de l'intérieur) : *Punch and Judy Politics* de Ayesha Hazarika et Tom Hamilton. Les auteurs ont aidé Ed Miliband à préparer les séances hebdomadaires de *PMQs* pendant cinq ans et font part des témoignages de différents acteurs politiques sur les *PMQs*. Outre l'aspect informatif sur le format et le fonctionnement des *PMQs*, les auteurs révèlent les coulisses du pouvoir, les différentes stratégies et tactiques utilisées par les leaders politiques pour remporter le combat.

L'anthropologie sera un outil de choix pour mettre à jour ces éléments qui se soustraient au sens commun. On pense par exemple à l'impact (émotionnel, fédérateur ou exaltant) qu'un rituel, un symbole ou une attaque verbale peuvent avoir sur le groupe ainsi que sur le public. G. Balandier explique que l'anthropologie conduit, et quel que soit le domaine, à faire apparaître

---

<sup>60</sup> Cris Shore, « Anthropology », dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 179.

<sup>61</sup> Emma Crewe, *The House of Commons: An Anthropology of MPs at Work*, London, Bloomsbury, 2015.

<sup>62</sup> Joni Lovenduski, « Prime Minister's Questions as Political Ritual at Westminster », dans Rai S.M. et Johnson, R.E. (eds), *Democracy in Practice*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014.

le biais culturel, le rapport du social aux valeurs, aux croyances, aux symboles<sup>63</sup>. Nous utiliserons l'anthropologie comme un révélateur des éléments sous-jacents du leadership pendant les *PMQs*. Cette approche permet de voir au-delà du quantitatif, de la statistique, en adoptant une approche plus qualitative et interprétative.

Nous utiliserons principalement l'anthropologie politique des années 1980-90, car cette dernière est principalement liée à la question de la construction de l'autorité et de la légitimation des institutions modernes et du pouvoir<sup>64</sup> et explore les différents procédés, les différentes stratégies pour y parvenir. Cette littérature explore les questions sur l'hégémonie et la résistance (tout en analysant la question du consentement), sur le langage et le pouvoir, sur la puissance politique des rituels et des symboles, et enfin sur la représentation, autant d'aspects essentiels à notre étude du leadership. C'est dans les années 1980 que l'intérêt lié aux qualités individuelles du leader s'est concentré sur des questions de mise en scène du pouvoir, de représentation, de genre et d'idéologie. Marc Abélès, Claude Rivière et George Balandier ont très abondamment écrit sur la mise en scène et la ritualisation de la politique moderne, ces ouvrages forment en grande partie le socle de notre étude du leadership politique. Notre recherche s'appuiera également sur les travaux de Murray Edelman, de David Kertzer, de Lucien Sfez, et de Philippe Braud qui, pour leur part, ont exploré l'utilisation et l'impact des symboles, des rituels et des mythes en politique.

### **3.4. L'étude anthropologique du leadership**

Le *neo-statecraft*, comme nous l'avons précisé plus haut, prend en compte le collectif, l'action commune et concertée entre les membres du groupe politique, de l'exécutif par exemple. Cette tendance à élargir l'étude du leadership au groupe est observable chez des chercheurs tels que Andrew Blick et George Jones<sup>65</sup>, ou Kevin Theakston<sup>66</sup>. Dans leurs travaux, ils adoptent une approche relationnelle et sociologique du leadership en mettant en exergue les réseaux, les connexions entre les membres de l'institution.

Le Premier ministre, ayant peu de fonctions inscrites dans la loi, assume cependant la charge d'affaires importantes de l'État<sup>67</sup>. Le rôle du Premier ministre au Royaume Uni n'est pas officialisé dans un texte constitutionnel ni dans un acte parlementaire mais relève des

---

<sup>63</sup> Georges Balandier, *Le détour : pouvoir et modernité*. Paris, Fayard, 1985.

<sup>64</sup> Cris Shore, « Anthropology », dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, p. 176-192, 2014, p. 179.

<sup>65</sup> Andrew Blick et George Jones, « The Contingencies of Prime Ministerial Power in the UK », dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

<sup>66</sup> Kevin Theakston, *Leadership in Whitehall*, Palgrave Macmillan, 1999.

<sup>67</sup> *Cabinet Manual*, 2011, chap. 3, *The Prime Minister*.

conventions, de la coutume. Les moyens d’agir pour un Premier ministre opérant dans les limites de ce statut à l’existence non-officielle restent la coopération, la négociation<sup>68</sup>, qui elles, reposent sur les qualités personnelles du leader, sur sa réputation ainsi que sur le contexte. Un parallèle peut être fait entre ce statut du Premier ministre et celui du *Big Man*<sup>69</sup> des sociétés segmentaires (dites égalitaires) dans lesquelles il agit en tant que *primus inter pares*<sup>70</sup>. Ses décisions se font sur la base du consensus, il s’assure de donner à ses actions une valeur collective. Pour devenir *Big Man*, le membre du groupe (n’importe quel membre, il n’existe pas de pouvoir héréditaire dans ces sociétés) doit être doté d’une solide réputation ainsi que de qualités personnelles spécifiques ou, dans les termes de Max Weber, de « qualités exceptionnelles<sup>71</sup> ». Le *Big Man* tire son autorité de sa relation avec les autres grâce à ses talents de persuasion et sa capacité à émouvoir<sup>72</sup>. Le Premier ministre, *mutatis mutandis*, en livrant une bonne prestation lors d’une séance de *PMQs*, renforce le soutien que lui apportent les *MPs*. Et enfin, le *Big Man* doit sans cesse obtenir le soutien des membres de la tribu, car s’il échoue il est vite remplacé ; sa place n’est jamais acquise<sup>73</sup>. Le parallèle avec les *PMQs* est pertinent dans la mesure où les *MPs* s’en remettent au chef, c’est-à-dire au Premier ministre, pour sortir victorieux du combat. Une bonne prestation du Premier ministre lors ces séances a pour effet d’accroître le moral des députés<sup>74</sup> et de renforcer leur confiance en lui. Si, au contraire, le Premier ministre a livré une piètre prestation, son crédit diminuera auprès des députés. C’est en cela que le leadership est relationnel. Le Premier ministre devra faire la démonstration publique de ses qualités oratoires, de son agilité d’esprit, ainsi que d’une bonne commande des attaques ritualisées. En choisissant les séances de *PMQs* comme plateforme pour démontrer ces qualités, le Premier ministre opère un choix très stratégique. En effet, ce déploiement de talents se déroule, comme nous avons déjà eu l’occasion de le dire, lors de séances les plus regardées et les plus fréquentées par le public et la presse. La diffusion radio, puis télévisée, des séances, a donné une plus grande visibilité au Premier ministre<sup>75</sup> et par conséquent l’impact sur son leadership est beaucoup plus élevé dans ce contexte. Par ailleurs, le groupe est (presque) au

---

<sup>68</sup> Andrew Blick et George Jones, 2014, art. cit.

<sup>69</sup> *Big Man* : leader des sociétés mélanésiennes dont l’influence politique est obtenue par des moyens oratoires et par des moyens de persuasion informels. Il est le (proto)type du leader politique charismatique.

<sup>70</sup> Donald Kurtz V., *Political Anthropology: power and paradigms*, Nashville, Westview Press, 2001, p. 47.

<sup>71</sup> Max Weber, *Economie et Société*, Paris, Plon, 1971.

<sup>72</sup> M. D. Sahlins, « Poor man, Rich man, Big Man, Chief: Political types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 5, n°. 3, 1963.

<sup>73</sup> Donald Kurtz, *op. cit.*, p. 49.

<sup>74</sup> Franklin Mark et Philip Norton, *Parliamentary Questions*. Oxford, Clarendon Press, 1993, p. 79.

<sup>75</sup> “[...] since attendance, profile and public visibility is highest during PMQT” Shepard Mark, *Prime Minister’s Question Time. Functions, Flux, Causes and Consequences: A Behavioral Analysis*, 2000, p. 38.

complet lors de ce rassemblement ritualisé, il fait corps derrière le Premier ministre. Les députés considèrent les *PMQs* comme une occasion de tester le Premier ministre, c'est-à-dire tester ses compétences en tant que leader<sup>76</sup>, en tant que chef ; Richard Crossman en 1972 l'expliquait très justement en ces mots : « Le chef de l'exécutif doit être là, debout à la tribune, il doit se présenter face à la Chambre, et doit se battre pour le pouvoir dans un combat contre l'opposant [...] Il est mis à l'épreuve et on sent que la Chambre des communes tout entière participe à ce test »<sup>77</sup>. L'anthropologie considère le leadership comme une fonction de groupe<sup>78</sup> et précise qu'il n'existe pas de leader sans fidèles ou adeptes<sup>79</sup>. Nous l'avons dit, le mercredi à midi, la Chambre est pleine, les députés restent même debout pour assister à la séance<sup>80</sup>. Les *MPs* ne sont pas spectateurs, ils peuvent poser des questions au Premier ministre selon une procédure particulière<sup>81</sup>, une réelle interaction existe entre le Premier ministre et les *MPs*. On observe, lors de ces séances, des mécanismes de soutien qui ont été décrits dans les sociétés primitives ; par exemple les huées ou le bruit provenant des députés du parti pour interrompre l'opposant ou couvrir ses propos. L'anthropologue parlera, dans ce cas, de rite politique ayant pour vocation de susciter l'exaltation<sup>82</sup> (ce point sera étudié en détail dans une partie ultérieure de notre travail). On pense également aux questions dites « faciles »<sup>83</sup> (celles qui ne mettent pas le leader en position délicate) posées par les membres du groupe, autant de stratégies qui concourent au renforcement du leadership du Premier ministre.

### 3.5. Le groupe : une « équipe »

Notre façon d'envisager le groupe parlementaire s'appuie sur les travaux de Erving Goffman. Selon lui, le groupe, ici le groupe parlementaire, pourrait être considéré comme une équipe (de représentation)<sup>84</sup>, c'est-à-dire un ensemble de personnes coopérant à la mise en scène

<sup>76</sup> « Tout le monde s'accorde à dire que les *PMQs* sont un redoutable test qui mesure votre endurance, et votre capacité en tant que leader politique à garder vos nerfs et la tête froide », *Hansard Society, Tuned in Or Turned Off: Public Attitudes to Prime Minister's Questions*, Hansard Society (ed.), Londres, Hansard Society, 2014.

<sup>77</sup> «The executive has to be there at the dispatch box, has to present himself, has to fight the contender for power [...]. He's been tested and the House of Commons feels itself to be participating in the test»

<sup>78</sup> Aaron Wildavsky, *The Nursing Father: Moses as a Political Leader*, Tuscaloosa, The University of Alabama Press, 1984.

Keith Grint, *The Arts of Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

<sup>79</sup> «Leaders are nothing if they cannot attract followers», Wildavsky Aaron, art cit, p. 185.

<sup>80</sup> «[...] the best attended by *MPs* often with standing room only in the chamber itself», Shane Martin, « Parliamentary Questions », *CAP Note*, SUNY Center for International Development, p. 3., 2013.

<sup>81</sup> Voir *Erskine May*, Chapitre 22, § 22.3.

<sup>82</sup> Claude Rivière, *Les liturgies politiques*, Paris : PUF, 1988, p.181.

<sup>83</sup> Stephen Bates R., Kerr, P., Byrne, C. et Stanley, L., « Questions to the Prime Minister: A comparative Study of *PMQs* from Thatcher to Cameron », *Parliamentary affairs*, vol. 67, n°2, 2014, p. 253-280.

<sup>84</sup> *Erving Goffman, La mise en scène de la vie quotidienne, 2 volumes, Paris, Éditions de Minuit, 1974, p.83.*

d'une routine, d'une représentation particulière (dans notre cas, les *PMQs*). La loyauté de chacun des membres envers son équipe et ses équipiers prévaut<sup>85</sup>. Un désaccord publiquement déclaré crée une fausse note et cela est à éviter car il s'agit de « maintenir une définition de la situation »<sup>86</sup>, c'est-à-dire le genre de représentation dans laquelle on se place. C'est en cela que les *PMQs* sont un moyen de tester la cohésion et la cohérence de l'équipe<sup>87</sup>. Le directeur (de la représentation) a la tâche de distribuer les rôles et définir la façade personnelle (appareils symboliques pour la représentation) que requiert chaque rôle. Le public tient, en premier lieu, le directeur responsable de la qualité de la représentation. Le directeur aura à assurer cette responsabilité en imposant à la représentation des exigences dramatiques que les acteurs pourraient ne pas s'imposer d'eux-mêmes. *Mutatis mutandis*, le Premier ministre devient le directeur de l'équipe et, est en effet, tenu responsable du succès ou de l'échec de la prestation du groupe pendant la séance de *PMQs*. La situation est semblable à celle d'une pièce de théâtre où les membres du groupe entrent dans leur rôle et suivent le script à la lettre. Les séances de *PMQs* sont le théâtre d'une telle mise en scène. Les différents acteurs occupent une place déterminée dans la Chambre, les questions sont connues et préparées à l'avance, chacun suit son script<sup>88</sup>, chacun connaît les répliques associées à son rôle. Les réponses sont, elles aussi, préparées à l'avance, l'équipe de conseillers du Cabinet briefent le Premier ministre, aucune place n'est laissée à l'improvisation. Aucune, ou très peu de fausses notes se font entendre pendant les séances de questions au Premier ministre au sein du groupe. Pendant les *PMQs*, qu'ils soient *backbenchers* (députés), *PPS*<sup>89</sup> (*Parliamentary Private Secretary*), *whips* (chefs de file), ou ministres, les membres du groupe, c'est-à-dire les « équipiers », agissent en fonction de leur rôle afin de préserver la cohésion et la dynamique du groupe. Un ministre ne s'autorisera pas le droit de répondre à la place du Premier ministre, un *PPS* ne donnera pas de fausses informations au Premier ministre pendant les séances, etc. Même si les *backbenchers* (contrairement aux ministres ou aux membres du Cabinet) ont peu d'obligations strictes, ou de devoirs stricts et peuvent ainsi agir selon le rôle qu'ils/elles préfèrent (rôle centré sur les intérêts

---

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>87</sup> "Les *PMQs* devenaient une torture pour J. Major qui devait afficher un front uni avec les membres de son cabinet qu'il appelait les 'bastards', ceux qui ne le soutenaient pas", Hazarika Ayesha et Tom Hamilton, *Punch & Judy Politics: An Insiders' Guide to Prime Minister's Questions*, Londres, Biteback Publishing, 2018, p.172.

<sup>88</sup> On pense ici à la pratique appelée "*syndication*" : le parti donne à ses *backbenchers* des questions à poser lors des *PMQs*. Selon Philip Norton, cette pratique a commencé dans les années 1970 et s'est généralisée dans les années 1980 (P. Norton, 1993, op. cit., p.15). Voir article : *How Prime Minister's Questions Is Staged By Tory MPs*, Emily Ashton, *Buzz Feed News*, 29 janvier 2015.

<sup>89</sup> En Grande-Bretagne, député attaché ministériel qui assure la liaison entre un ministre et la Chambre des communes. Il est assis juste derrière le PM pendant les *PMQs* et lui donne des informations en direct.

de sa circonscription ou rôle centré sur son ascension au sein du parti), il est rare qu'ils/elles attaquent violemment le leader de leur parti<sup>90</sup>. Cependant, les *PMQs*, comme nous avons eu le loisir de le souligner, présentent toutes les caractéristiques d'une plateforme de promotion de la personne ou du discours politique, dans ce cas, il s'agira d'autopromotion (du député) réalisée dans l'esprit d'équipe décrit plus haut. Emma Crewe évoque cette démarche en la qualifiant de rite de représentation<sup>91</sup>. Les députés vont user de stratégies souvent fondées sur l'utilisation de rituels et de symboles pour envoyer les bons messages soit au parti ou au gouvernement, soit aux électeurs de leur circonscription, ou aux deux en même temps. Étudier les *PMQs* comme une mise en scène est tout à fait approprié, Erving Goffman explique que « les relations sociales ordinaires sont-elles mêmes combinées à la façon d'un spectacle théâtral par l'échange d'actions, de réactions et de répliques théâtralement accentuées »<sup>92</sup>. Marc Abélès dit exactement la même chose tout en ajoutant que les rapports sociaux sont des relations de pouvoir, et par conséquent ce dernier (le pouvoir) ne peut donc pas exister sans théâtralisation<sup>93</sup>. Georges Balandier va plus loin, selon lui, le pouvoir trouve son origine dans la mise en scène, il parle de « théâtrocratie »<sup>94</sup>. Murray Edelman le dit clairement, « le leadership est une mise en scène »<sup>95</sup>, et c'est la raison pour laquelle l'approche anthropologique des relations de pouvoir par la théâtralisation (pratique caractéristique des tribus primitives) nous permettra de mettre en évidence les capacités, ou, plus précisément, les talents du Premier ministre à mettre en scène son pouvoir, et, plus spécifiquement, son discours politique pendant les *PMQs*.

### 3.6. Leadership collectif ou individuel ?

L'importance et le rôle du Premier ministre ont donné lieu à de nombreuses études. Certains accordent la prééminence au parti et au Parlement au détriment du Premier ministre<sup>96</sup> et soutiennent que l'affiliation partisane est plus forte que l'adhésion au leader seul<sup>97</sup>. D'autres soutiennent, au contraire, que le Premier ministre a acquis au fil des années de plus en plus de

---

<sup>90</sup> Graham, P. Thomas, « United Kingdom: The Prime Minister and Parliament », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 10, n°2-3, 2004, p. 7.

<sup>91</sup> Emma Crewe, 2015, *op. cit.*, p.84.

<sup>92</sup> Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, *op., cit.*

<sup>93</sup> Marc Abélès et Henri-Pierre Jeudy (eds.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 240.

<sup>94</sup> Georges Balandier, 1985, *op. cit.*

<sup>95</sup> "leadership is dramaturgy", Edelman Murray, *Constructing the Political Spectacle*, Chicago, University of Chicago Press, 1988, p. 40.

<sup>96</sup> Michael Foley, *Political Leadership: Themes, Contexts, and Critiques*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

<sup>97</sup> Diego L. Garzia, « The personalization of politics in Western democracies: Causes and consequences on leader-follower relationships », *The Leadership Quarterly*, vol. 22, n° 4, 2011, p. 697-709.

Mughan Anthony, *Media and the Presidentialization of Parliamentary Elections*, Londres, Palgrave, 2000.

pouvoir, au point d'être comparé à un président<sup>98</sup>. Une position intermédiaire est suggérée par Richard Heffernan<sup>99</sup> avec ce qu'il appelle la prédominance du Premier ministre (*Prime Ministerial predominance*), ou comme l'écrit Michael Foley : le leadership du Premier ministre répond à une « norme constitutionnelle d'une semi-dominance provisoire fondée sur le principe de collégialité »<sup>100</sup>. La formule « premier parmi ses pairs » (*primus inter pares*) rend parfaitement bien la position paradoxale qu'occupe le Premier ministre. En effet, d'un côté, ce dernier est complètement dépendant de la Chambre des communes pour sa subsistance, et d'un autre côté, il occupe une position de domination sur la majorité des députés au sein de cette même Chambre<sup>101</sup>.

En ce qui concerne les *PMQs* plus précisément, ce paradoxe est observable. Le principe formel de responsabilité collective ne s'étend pas aux députés du parti, ces derniers ne sont pas tenus, comme le sont les ministres par exemple, de toujours être d'accord publiquement avec le gouvernement. Ils peuvent en effet exprimer leurs divergences sans être contraints de démissionner. Cependant, dans l'esprit de retenue (mentionné plus haut), dans leur propre intérêt ou dans l'intérêt du parti, ces derniers affichent majoritairement un front uni avec le gouvernement pendant les séances de *PMQs*. Les députés jouent un rôle clé dans le leadership du parti, leurs actions pendant la séance sont toujours au service du Premier ministre, de plus, leurs questions ont le plus souvent pour objectif d'amener le Premier ministre à louer les actions positives et bénéfiques du gouvernement, donc de légitimer la position du parti au pouvoir. L'effet de solidarité et de collégialité est apparent et renforce l'autorité du gouvernement. Cependant, les séances de *PMQs*, tout particulièrement, accordent une place prédominante au Premier ministre. Comme son nom l'indique, il s'agit de séances de questions posées spécifiquement au Premier ministre, ce qui lui donne d'emblée une position centrale. Une succession de changements dans le format des *PMQs* a contribué à la surexposition du Premier ministre au dépend des *backbenchers*. L'arrêt du transfert des questions aux ministres, le nombre de séances réduite à une seule par semaine ou encore la rediffusion télévisuelle des débats ont contribué à ce qu'appelle Diego Garzia la personnalisation de la politique<sup>102</sup>.

---

<sup>98</sup> Thomas Poguntke et Paul Webb, « The Presidentialization of Politics in Democratic Societies: A Framework for Analysis » dans Poguntke Thomas, Webb Paul (eds.), *The Presidentialisation of Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

<sup>99</sup> Richard Heffernan, « There's No Need for the '-isation': The Prime Minister Is Merely Prime Ministerial », *Parliamentary Affairs*, vol. 66, n°3, 2013, p. 636-645.

<sup>100</sup> « the leadership position of prime ministers has generally returned to the constitutional norm of a provisional and collegiately based semi-prominence. », Michael Foley, 2013, *op. cit.*, p. 11.

<sup>101</sup> Graham P. Thomas., 2004, *op. cit.*

<sup>102</sup> Diego Garzia, 2011, *op. cit.*

L'individualité du Premier ministre est alors accentuée<sup>103</sup> tout en augmentant sa visibilité qui selon Murray Edelman est « la caractéristique la plus évidente d'un leader ».<sup>104</sup>

On voit bien que les séances de *PMQs* sont l'occasion pour le groupe d'agir ensemble mais toujours derrière le Premier ministre (au sens littéral et figuré). Une bonne prestation du Premier ministre aux *PMQs* renforce le soutien des députés du parti, elle a également comme conséquence de remonter le moral du groupe<sup>105</sup>, ainsi que de renforcer la réputation du parti. Le leader montre par la même occasion qu'il a un bon contrôle de la situation et du groupe. En fait, on passe de la notion de responsabilité collective à celle de responsabilité du groupe, et cette tâche incombe au Premier ministre. À l'instar des sociétés primitives, quand le chef ne remplit plus ses devoirs et ne satisfait plus les besoins du groupe, voire menace la survie du groupe, il est évincé et remplacé<sup>106</sup> (dans notre cas par l'action collective de défiance : le vote de confiance). Une mauvaise prestation aux *PMQs* peut être dramatique pour un Premier ministre, comme l'observait John Whittingdale : « livrer une mauvaise prestation lors des *PMQs* discrédite un leader plus que n'importe quoi d'autre »<sup>107</sup>.

## 4. Quelle famille politique ?

### 4.1. Le parti politique en tant que famille

Maurice Duverger considère le parti politique comme une communauté, c'est-à-dire un « groupement social spontané et naturel fondé sur la proximité (géographique ou familiale), le voisinage, la ressemblance »<sup>108</sup>. En anthropologie, la communauté participe d'une volonté organique ou d'une solidarité par similitudes, il s'agit de communautés de sang, de familles, de clans qui partagent des ressemblances physiques, linguistiques ou encore des coutumes ou un territoire<sup>109</sup>. Le pont entre les deux définitions donne lieu dans le langage courant à la formule « famille politique ». L'usage métaphorique de la famille pour un parti politique<sup>110</sup> est à considérer d'un point de vue culturel. On peut se référer à des individus que l'on appelle parents

---

<sup>103</sup> Abélès Marc, *Anthropologie de l'Etat*, Paris, Armand Colin, 1990, nouvelle édition Payot, « Petite bibliothèque Payot », 2005, p. 58.

<sup>104</sup> "The most conspicuous characteristic of leaders [...] is their visibility", Edelman M, *Constructing the Political Spectacle*, op. cit., p. 45.

<sup>105</sup> Joni Lovenduski, 2014, op. cit., A. Hazarika & T. Hamilton, 2018, op. cit.

<sup>106</sup> Patrick Weller, *First Among Equals: Prime Ministers in Westminster Systems*, Londres, Unwin Hyman, 1985.

<sup>107</sup> "doing badly at PMQs undermines a leader faster than anything", John Whittingdale cité dans *Punch & Judy Politics An Insiders' Guide to Prime Minister's Questions*, Hazarika Ayesha and Tom Hamilton, op. cit.

<sup>108</sup> Maurice Duverger, 1976, *Les partis politiques*, p. 192.

<sup>109</sup> Ferdinand Tönnies cité dans Maurice Duverger, *Sociologie de la politique*, 1973.

<sup>110</sup> Marc Abélès, « Filiation et politique dans les démocraties modernes », p. 369-386, dans *L'argument de la filiation : Aux fondements des sociétés européennes et méditerranéennes*. Bonte Pierre ; Porqueres Enric, Gené et Jérôme Wimgaux (eds.), Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2011.



sans qu'il y ait un lien généalogique réel<sup>111</sup>. Levis Strauss considère la parenté comme une construction culturelle<sup>112</sup> (le groupe passe de la nature, c'est à dire de la procréation, à la culture, c'est-à-dire à la notion de parenté). Les hommes communiquent au moyen de symboles et de signes qui évoquent la famille, la lignée à laquelle on appartient. Cette notion de parenté, de famille est fondamentale dans la construction sociale et identitaire du parti politique. Si l'on estime que le parti politique fonctionne à l'instar d'une famille, ce même parti compte donc des aïeux qui forment une généalogie, en anthropologie, on parle de lignée, de lignage. Cela est transférable à la famille politique. À ce propos, Stephen Evans<sup>113</sup> met en évidence le lien « filial » entre Margaret Thatcher et David Cameron dans un article au titre évocateur : *Mother's Boy: David Cameron and Margaret Thatcher*<sup>114</sup>. On s'inscrit dans une lignée par la revendication d'un lien de parenté (politique) avec un ancêtre, le plus souvent, en se présentant comme le digne héritier du patrimoine de cet aïeul. Cet héritage peut être de l'ordre linguistique ou idéologique ou encore patronymique. D'ailleurs, Marc Abélès, dans son étude entre la filiation et le pouvoir<sup>115</sup> dans un contexte politique moderne, parle de transmission de patrimoine (le patronyme par exemple) dans une perspective anthropologique de lignage<sup>116</sup>. Dans cette perspective anthropologique, les ancêtres, c'est-à-dire les grandes figures majeures du parti politique, seront invoquées par le leader pour assoir son autorité<sup>117</sup>. Il établit un lien mythique entre lui et un ancêtre aux dons surnaturels, ou à un événement clé dans l'histoire mythologique du groupe et qui est à l'origine de ce même groupe. La parole politique, en faisant référence au passé, aux mythes et aux grandes figures, renvoie à la transposition symbolique d'un passé plus proche. Un homme ou une femme ayant la capacité d'invoquer efficacement les ancêtres peut être accepté(e) comme un véritable leader<sup>118</sup>.

Pendant les *PMQs*, chaque Premier ministre aura sa façon de convoquer ces ancêtres, on pense aux références à Thatcher ou à Disraeli (*One Nation*), on se souvient également de D. Cameron qui arbore presque sans exception une cravate bleue, couleur du parti<sup>119</sup>. Qu'il s'agisse de références, par le biais linguistique ou discursif, ou bien par l'expression corporelle ou

---

<sup>111</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, op. cit. p. 22.

<sup>112</sup> Levi Strauss, *Structures de la parenté et de l'anthropologie structurale*, 1981.

<sup>113</sup> Stephen Evans, « Mother's Boy: David Cameron and Margaret Thatcher », *The British Journal of Politics & International Relations*, vol.12, n°3, 2010, p. 325-343.

<sup>114</sup> Stephen Evans, « 'Mother's Boy': David Cameron and Margaret Thatcher », art. Cite.

<sup>115</sup> Marc Abélès, « Filiation et politique dans les démocraties modernes », op. cit.

<sup>116</sup> Marc Abélès parle de « métaphores de la transmission » dans *Anthropologie de l'État*, 2005, op. cit.

<sup>117</sup> Georges Balandier, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 6<sup>ème</sup> édition, 2013, p. 121-147.

<sup>118</sup> George Balandier, *Anthropologie politique*, op. cit., p. 141.

<sup>119</sup> "blue-tied Cameron", Leo Robson, *The New Yorker*, 14 juillet 2016.

URL: <https://www.newyorker.com/news/news-desk/the-david-cameron-show>

vestimentaire, l'évocation des mythes fait partie intégrante de la construction du groupe et de la construction du pouvoir. L'évocation ou l'absence de toute évocation à une figure mythique du groupe est un choix stratégique, et il s'agira de recenser, pour chaque Premier ministre, le nombre de références à ces « mythes » pour ensuite essayer d'en interpréter les effets ou la signification.

#### **4.2. Les Conservateurs, un groupe privilégié pour une approche anthropologique : longévité du lignage conservateur**

Le parti politique au Parlement étant un groupe social aux caractéristiques proches de celles des sociétés primitives, il est tout à fait à propos d'utiliser l'angle anthropologique pour étudier les mécanismes de construction du leadership du chef. L'organisation de ces sociétés dites primitives ou segmentaires reposent sur deux éléments fondamentaux étroitement liés : le territoire et la parenté. Et c'est à partir de ces deux principes que se forment l'identité, les traditions, les mythes et les rituels du groupe. Plus la lignée a duré dans le temps, plus l'étude anthropologique est fournie. Dans le choix du parti politique nous avons utilisé la longévité comme principal critère. Seules des lignées suffisamment longues et installées dans le temps peuvent offrir un potentiel significatif pour une étude politico-anthropologique du leadership du Premier ministre dans la mesure où nous nous attacherons, entre autres, à l'étude de la filiation au sein du groupe conservateur au Parlement. La création du parti travailliste étant postérieure à celle du parti conservateur, nous avons donc fait le choix de nous attacher à l'étude des Conservateurs. Les Conservateurs ont été présents au Parlement britannique de façon continue (soit au gouvernement, soit dans l'opposition). Depuis leur existence, que Tim Bale fait remonter au 18<sup>ème</sup> siècle, les Conservateurs « ont gouverné la Grande-Bretagne pour une grande partie du 19<sup>ème</sup> siècle et presque pendant tout le 20<sup>ème</sup> »<sup>120</sup>. L'existence du parti conservateur précède celle des autres partis ; la création du parti travailliste (en 1900, mais le cadre idéologique sera clairement défini par les statuts de 1918), des Libéraux Démocrates (en 1988, fusion entre le parti libéral et le parti social-démocrate), du *UKIP* (créé en 1993), du *SNP* (créé en 1934), est postérieure à celle du parti conservateur, qui a, par ailleurs, vécu plus longtemps que le parti libéral (1859-1988 puis recréé en 1989). En termes de mandats, ils dépassent tous les autres partis. Les Conservateurs aiment, d'ailleurs, à se présenter comme « le parti naturel de gouvernement dans la politique britannique ». Une telle longévité offre un champ suffisamment large pour une étude anthropologique fondée sur le lignage et le territoire

---

<sup>120</sup> Bale Tim, *The Conservative Party: From Thatcher to Cameron*, Londres, Polity, 2011, p. 3.

(voir plus loin). En effet, dans une approche reposant exclusivement sur l'utilisation d'outils appartenant au champ des sciences politiques, ces aspects liés au lignage et à la longévité auraient certainement beaucoup moins d'importance. Il est vrai qu'un parti politique aux origines anciennes, comme celles du parti conservateur, a plus de chances d'avoir produit des grandes figures mythiques utiles aux divers Premiers ministres dans la consolidation de leur leadership. Depuis l'origine du parti, des grands « chefs de familles » se sont succédé en laissant un héritage spécifique comme Robert Peel (1834-1835, puis 1841-46) instaurant le pragmatisme et le libre-échange, Benjamin Disraeli (de février à décembre 1868, puis 1875-80) fondant le paternalisme *One Nation* ou Margaret Thatcher (1979-1990) initiant le néo-libéralisme. La même remarque concernant la longévité du groupe au Parlement s'applique aux *PMQs*. La présence des Conservateurs aux séances de questions posées au Premier ministre ne s'est jamais interrompue depuis que ces débats ont été formalisés, en 1881, sous la forme de créneaux de temps limité en fin de journée parlementaire. Par ailleurs, même si notre étude commence au début des années 1990 avec la rediffusion des *PMQs* à la télévision (en 1989), les Conservateurs enregistrent de loin le plus grand nombre d'années au pouvoir (20 ans contre 13 pour les Travailleurs). Afin de pouvoir étudier le leadership des trois Premiers ministres conservateurs sur la période retenue (1990- 2019), il est nécessaire de comparer les trois chefs du gouvernement entre eux mais également en référence à d'autres Premier(ère) ministres ou autres éminents personnages politiques conservateurs pour mettre en exergue les schémas récurrents, les différences et les caractéristiques de chacun(e), c'est pourquoi il est nécessaire d'avoir le plus grand nombre de responsables politiques dans un même parti ayant marqué différentes périodes, et comme nous l'avons expliqué précédemment, le parti conservateur est celui qui offre cette caractéristique sur notre période d'étude (1990-2019).

## 5. Le territoire des idées

La parenté, nous l'avons expliqué dans un chapitre précédent, est considérée par les anthropologues comme un pilier de l'organisation politique et sociale du groupe et de son identité. Cependant, un autre pilier qui remplit les mêmes fonctions a été identifié : le territoire<sup>121</sup>. En effet, pour les anthropologues Marie-José Jolivet et Philippe Léna, la juxtaposition des notions d'identité et de territoire renvoie généralement à « un espace communautaire spécifique, à la fois fonctionnel et symbolique permettant de définir un 'nous'

---

<sup>121</sup> Lewis H. Morgan, Henry S. Maine, M. Weber, Radcliffe-Brown, Robert Lowie, E.E. Evans-Pritchard, V. Lemieux cités dans George Balandier, *Anthropologie politique, op. cit.*

différencié et un sentiment d'appartenance »<sup>122</sup>. L'identité du groupe est relative à celle du groupe voisin<sup>123</sup>. Deux communautés de territoire s'opposent dans leur construction identitaire ; « c'est dans l'affirmation d'un 'nous' face aux 'autres' que le 'moi' exprime son ancrage territorial »<sup>124</sup>. Il est légitime de se demander de quel territoire il s'agit concernant le parti conservateur. Il s'agit là d'un espace immatériel et symbolique<sup>125</sup>, qui confère au groupe une identité spécifique et relative à d'autres groupes. L'espace idéologique du parti conservateur remplit exactement cette fonction identitaire. L'idéologie du groupe conservateur, ses principes ou encore sa philosophie, constituent un territoire dont les limites le distinguent des autres groupes au Parlement, l'opposition idéologique entre le « nous » et le « eux » est bien une réalité. Il est très fréquent de rencontrer l'association de la notion de territoire et celle d'idéologie ; les auteurs de *Punch and Judy Politics*, pour ne citer qu'eux, parlent de thèmes comme étant le *core territory*<sup>126</sup> (le territoire principal) du gouvernement, ils évoquent à un autre endroit le « territoire de l'opposition »<sup>127</sup>. Les *PMQs* en tant qu'outil de contrôle de l'action gouvernementale amènent le Premier ministre à s'exprimer sur une vaste palette de sujets ou de thèmes en très peu de temps. Cela représente donc l'occasion pour le leader de signifier à la Chambre quels sujets constituent le territoire idéologique du parti. L'idéologie politique constitue « un système d'hypothèses, de principes, et de postulats [...] qui affirment certaines valeurs sociales ainsi que certains principes éthiques et moraux »<sup>128</sup> ; elle repose également sur un ensemble de croyances et d'idées autour desquelles le groupe articule ses actions et ses décisions<sup>129</sup>. Les partis entrent en compétition pour imposer des « projets en matière de politiques publiques en vue de justifier, contester ou changer l'ordre social et politique d'une communauté »<sup>130</sup>, et cela se passe de façon ostensible lors des séances de *PMQs*. L'association entre espace et idéologie n'est pas nouvelle, elle a été développée par Anthony Downs<sup>131</sup>. Dans cette analogie spatiale, l'espace idéologique est constitué de dimensions

---

<sup>122</sup> Jolivet Marie-José, Léna Philippe, « Des territoires aux identités », Jolivet Marie-José (ed.), *Logiques identitaires, logiques territoriales*, n°14, 2000, p. 5-16.

<sup>123</sup> Marc Abéles, *Anthropologie de l'État*, op. cit., p. 89-90.

<sup>124</sup> Barel Yves, « le social et ses territoires », dans Franck Auriac, Roger Brunet (eds.), *Espaces, Jeux et Enjeux*, 1986.

<sup>125</sup> Yves Barel, 1986, op. cit. ; Guy Di Méo (ed.), *Les territoires du quotidien*, (coll. « Géographie sociale »), Paris, L'Harmattan, 1996.

<sup>126</sup> Ayesha Hazarika et Tom Hamilton, *Punch and Judy Politics*, op. cit., p. 42.

<sup>127</sup> *Ibid.* p. 40.

<sup>128</sup> Donald Kurtz, V., *Political Anthropology: power and paradigms*, op. cit.

<sup>129</sup> *Ibid.*

<sup>130</sup> « a set of ideas, beliefs and values that compete over providing and controlling plans for public policy with the aim of justifying, contesting or changing the social and political arrangements of a political community », Michael Freedon, *Ideology: A Very Short Introduction*, 2003.

<sup>131</sup> Downs Anthony, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row, 1957.

(appelées également espaces multidimensionnels)<sup>132</sup>, c'est-à-dire de grandes orientations idéologiques sur lesquelles tous les sujets et thèmes politiques sont indexés. Concernant ces thèmes, John R. Petrocik<sup>133</sup> parle de « *issue ownership* », appelée la « propriété d'enjeux »<sup>134</sup> (ou « compétition sur enjeux » et encore « appropriation thématique »). Cette théorie postule l'existence de différents profils thématiques qui seraient propres aux partis politiques qui tireraient un intérêt significatif à attirer l'attention sur les enjeux dont ils seraient les « propriétaires<sup>135</sup> ». Certains thèmes ou domaines sont souvent associés à un parti qui est perçu comme le plus apte à les gérer<sup>136</sup>. Ce qui compte, en effet, c'est la perception qu'ont les électeurs des capacités d'un parti à gérer le mieux un problème, on parle alors de « *competence issue ownership* »<sup>137</sup>. L'électeur se sent modérément concerné par la façon dont les partis proposent de régler les problèmes, il préfère savoir quels problèmes vont être leur priorité et quel parti donne l'impression d'être le plus apte à gérer la situation<sup>138</sup>.

Les *PMQs*, de par l'intérêt significatif qu'elles suscitent auprès du public et des médias, sont un moyen efficace de tester les leaders mais également un moyen de tester l'importance des thèmes du débat politique du pays<sup>139</sup>. Ces séances, ne donnant pas lieu à des décisions ou actions politiques spécifiques<sup>140</sup>, mettent en scène un jeu de questions/réponses dont la valeur est purement rhétorique et dont le contenu exposant la position des partis est déjà connu<sup>141</sup>. Simon Otjes & Tom Louwse<sup>142</sup> considèrent ces séances de *PMQs* comme la « continuation d'une campagne électorale » dans laquelle les leaders se disputent le vote des électeurs en s'attaquant sur des thèmes précis dans le but d'essayer de discréditer l'opposant. Les partis de l'opposition forcent le gouvernement à s'exprimer sur des sujets qui ne font pas partie de leurs

<sup>132</sup> Hortala-Vallve et Esteve-Volart Berta, « Voter turnout in a multidimensional policy space », *Economics of Governance*, vol. 12, n°1, 2011, p. 25-49.

<sup>133</sup> John Petrocik, « Issue Ownership in Presidential Elections, with a 1980 case study », *American Journal of Political Science*, vol. 40, n°3, 1996, p. 825-850.

<sup>134</sup> Brouard Sylvain, Grossman Emiliano et Guinaudeau Isabelle, « La compétition partisane française au prisme des priorités électorales : compétition sur enjeux et appropriations thématiques », *Revue française de science politique*, vol. 62, n°2, 2012, p. 255-276.

<sup>135</sup> Stefaan Walgrave, Anke Tresch et Jonas Lefevre, « The Conceptualisation and Measurement of Issue Ownership », *West European Politics*, vol. 38, n°4, 2015, p. 2, p. 15.

<sup>136</sup> John Petrocik, 1996, *op. cit.*

<sup>137</sup> Stefaan Walgrave, J. Lefevre et A. Tresch, 2015, *art. cit.*

<sup>138</sup> Romain Lachat, « Issue Ownership and the Vote: The Effects of Associative and Competence Ownership on Issue Voting », *Swiss Political Science Review*, vol. 20, n°4, 2014, p. 727-740.

<sup>139</sup> *Tuned in Or Turned Off: Public Attitudes to Prime Minister's Questions*, *Hansard Society (ed.), Londres, Hansard Society, 2014*, p. 49.

<sup>140</sup> Rob Salmond, « Parliamentary Question Time: How Legislative Accountability Mechanisms Affect Mass Political Engagement », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 23, n°3, 2014, p. 321-341.

<sup>141</sup> Simon Otjes et Tom Louwse, « Parliamentary Questions as Strategic Party Tool », *West European Politics*, vol. 41, n°2, 2018, p. 509, « *parties use questions to mark their own territory* »

<sup>142</sup> *Ibid.*

domaines de prédilection, voire de compétence<sup>143</sup>. Le Premier ministre en retour, usera de tactiques pour recentrer le débat sur les domaines de compétences du parti. Edward G. Carmines et James A. Stimson<sup>144</sup> résument parfaitement ce point en expliquant que « tout homme ou femme politique (qui rencontre du succès) comprend de façon instinctive quels enjeux leur seront bénéfiques et ceux qui ne le seront pas. L’astuce, c’est de politiser les premiers et de désamorcer les seconds <sup>145</sup>». Les *PMQs* donnent l’occasion de dresser un inventaire thématique en un temps très limité (en seulement trente minutes) ; le public reçoit un condensé des idéologies et des positions politiques<sup>146</sup> de chaque parti. Tout se passe très vite, et c’est la raison pour laquelle, il est très fréquent d’entendre le Premier ministre faire littéralement, et ce dans une seule réponse, la liste des thèmes et des problèmes que le gouvernement a su gérer avec succès et ceux que l’opposition est ou a été incapable de gérer. On le comprend, le Premier ministre et son groupe utiliseront cet exercice de questions/réponses pour délimiter et défendre leur territoire thématique<sup>147</sup>, et parfois même pour l’étendre en chassant sur les terres de l’opposant. On s’intéressera à cette qualité qu’a le leader d’associer la compétence du gouvernement dans certains domaines et l’incompétence de l’opposition dans ces domaines en utilisant les *PMQs* comme condensé thématique. Cet exercice à la fois stratégique et rhétorique donne aux débats des allures de combat.

## 6. La guerre

Les partis politiques évoluent dans un contexte où la compétition pour le pouvoir est très forte, les *PMQs* ressemblent beaucoup à un champ de bataille, ce que David Cameron décrit bien dans ses mémoires : « Vous ripostez plus que de raison. [...] Je me suis retrouvé à gagner la bataille et à sauter dans la tranchée pour porter des coups de baïonnettes aux blessés »<sup>148</sup>. Le groupe est prêt à en découdre et cette conscience tribale, pour reprendre les mots de Max Weber<sup>149</sup> amène les deux partis majoritaires à exprimer nettement leur différence d’identité. Dans ce contexte d’opposition partisane ainsi que dans la protection de son territoire

---

<sup>143</sup> Shaun Bevan et John Peter, « Policy representation by party leaders and followers: what drives UK PMQs? » vol. 51, n°1, 2016, p. 59-83.

<sup>144</sup> Edward G. Carmines et James A. Stimson, « On the Structure and Sequence of Issue Evolution », *The American Political Science Review*, vol. 80, n°3, 1986, p. 6.

<sup>145</sup> « all successful politicians instinctively understand which issues benefit them and their party and which do not. The trick is to politicize the former and deemphasize the latter », Edward G. Carmines, James A. Stimson, *art. cit.*

<sup>146</sup> Clifford Geertz voit ces condensés comme des symboles qui agissent comme des raccourcis de l’idéologie, « Ideology as a Cultural System », dans David Apter (ed.), *Ideology and Discontent*, New York, Free Press, p. 47-76, 1964.

<sup>147</sup> Walgrave *et al.*, 2015, *art. cit.*, p. 789-790.

<sup>148</sup> David Cameron, *For the Record*, William Collins, 2019, p. 245.

<sup>149</sup> Max Weber, *Économie et Société*, 1971, *op. cit.* p. 422-423.

(idéologique) ou dans une politique d'expansion de ce dernier, la guerre entre ces deux unités antagonistes est inévitable. Témoigner de sa loyauté envers le leader et le parti en nourrissant de l'animosité envers l'autre parti est un élément important de ce que les députés appellent le tribalisme.

### 6.1. L'art de la guerre

Le but de cette lutte est d'amenuiser les ressources de l'ennemi. Pendant les *PMQs*, l'objectif est d'entamer la crédibilité de l'opposant ainsi que d'affaiblir son idéologie, deux ressources essentielles à la survie ou l'élargissement du groupe. On peut disposer de peu de ressources et sortir quand même vainqueur de l'affrontement. Selon Frederick George Bailey « un leadership efficace relève davantage des compétences que des possessions »<sup>150</sup>. L'usage de stratégies spécifiques peut aider le leader à puiser dans les ressources de l'ennemi pour en tirer un profit en termes de nouveaux soutiens. La violation des règles normatives, par exemple, fait partie de ces « ruses<sup>151</sup> » et constitue une vraie attaque contre l'opposant. F.G. Bailey prend l'exemple de la tribu des Pashtuns. Un chef, lors d'une délibération du conseil, va créer le désordre en insultant un membre de l'assemblée, ce qui aura pour effet de couper la parole au chef rival qui était en train de s'exprimer. Il en résulte l'annulation de la séance qui se termine dans la confusion la plus assourdissante. Le chef perturbateur, en enfreignant les règles, en tire un bénéfice significatif. F.G. Bailey explique que « dans la poussière de l'arène, le plus important est de battre l'autre homme malgré les contraintes et les restrictions que les autorités cherchent à imposer »<sup>152</sup>. Les affrontements entre deux leaders ne sont jamais mortels, la violence se traduit en des actes de représentation de la violence, la violence physique est transposée en blessures symboliques, non corporelles<sup>153</sup>. F.G. Bailey, dans son étude des communautés au Bisipara (en Inde), explique qu'au conseil du village d'une des tribus, les combats sont des confrontations entre les chefs (*warriors*) du peuple qui se lancent de violentes attaques verbales, ou cherchent juste à protéger leur honneur dans une agressivité des plus virulentes<sup>154</sup>. Les coups portés par les chefs des deux camps reposent principalement sur des accusations d'actions malhonnêtes. Puis, lors des prochains conseils, la même chose se reproduit sans faillir, la bataille n'est jamais terminée, la confrontation devient un rituel doté

---

<sup>150</sup> “[...] *successful leadership is a matter of skills rather than just of possessions*”, Frederick G. Bailey, *Stratagems and Spoils*, 1971. New York, Schocken Books, 1969., p. 76.

<sup>151</sup> George Balandier, *Le détour*, *op. cit.*, p. 118.

<sup>152</sup> Frederick G. Bailey, *op. cit.*, p. 87.

<sup>153</sup> Ted C. Lewellen, *Political Anthropology: An Introduction*, Massachusetts, Bergin and Garvey, 1983.

<sup>154</sup> *Ibid.*, p. 89.

des qualités récréatives d'un jeu. Le parallèle avec les *PMQs* semble inévitable.

À Westminster, à midi, les troupes de députés investissent la Chambre des communes en masse et se rangent en bataille de part et d'autre de la pièce. Le Premier ministre et ses ministres les plus proches sont installés en ligne de front, les députés du parti font corps derrière eux. La guerre (qui relève ici d'un mode de communication et d'une posture) est ordonnée et commandée par le chef, qui lui-même, s'engage dans un duel avec l'opposition, et plus précisément avec le leader de l'opposition<sup>155</sup>. Les stratégies sont les mêmes que celles décrites dans les conseils des sociétés primitives, le groupe parlementaire va faire autant de bruit qu'il est nécessaire pour couvrir les prises de paroles de l'opposition<sup>156</sup>; le Premier ministre ou les députés vont lancer des attaques verbales contre l'opposition, ce qui ne manquera pas de créer de la confusion à la Chambre ; le groupe qui huera et gesticulera le plus fort sera le (prétendu) gagnant. À ce propos, Cumberbatch *et al.*<sup>157</sup> ainsi que Mark Shepard<sup>158</sup> se sont intéressés à l'impact que la télévision a eu sur le comportement des députés pendant les *PMQs*, et ont mis en évidence que les actes perturbateurs se sont accrus suite à l'introduction des caméras lors des séances. Ils observent également que le nombre d'interruptions pendant les *PMQs* a augmenté au cours du temps.

Les deux camps utilisent le même langage, ils connaissent les tactiques des uns et des autres, ils maîtrisent parfaitement les règles et s'y conforment sans jamais les remettre sérieusement en cause. Le gagnant est celui qui a le mieux défié l'autre. Le succès d'un chef lors des confrontations est un message sur sa force et sa crédibilité. Ce genre de séances aux conseils tribaux de Bisipara est un vrai test du leadership des chefs, tout comme le sont les séances de *PMQs* pour le Premier ministre. Pour Max Gluckman le leader acquiert son autorité par le facteur militaire et par son charisme. Maurice Godelier<sup>159</sup>, quelques décennies plus tard, arrive au même constat (d'après ses observations chez les Baruya), la guerre est un facteur déterminant dans la production des grands hommes. Et de façon plus générale, Max Weber met en corrélation l'autorité du chef avec ses qualités oratoires et celles relatives au combat. Le leader

---

<sup>155</sup> Stephen R. Bates, Peter Kerr, Christopher Byrne and Liam Stanley, *Questions to the Prime Minister: A Comparative Study of PMQs from Thatcher to Cameron*, 2012, *art. cit.*

<sup>156</sup> La stratégie du « *barracking* » consiste à lancer des cris et des huées à un moment stratégique pour parasiter le discours de l'opposant. Stratégie développée dans les années 80 par les Conservateurs (*Punch & Judy Politics*, 2018, *op. cit.*, p. 205.

<sup>157</sup> Guy Cumberbatch, Brian Brown et Julia Skelton, « The Implications of Parliamentary Broadcasting for Politicians », dans Bob Franklin (ed.), *Televising Democracies*, Milton Park, Abingdon-on-Thames, Routledge, p. 203-17, 1992.

<sup>158</sup> Mark Shepard, *Prime Minister's Question Time. Functions, Flux, Causes and Consequences: A Behavioral Analysis*, Thèse, University de Huston, soutenue en décembre 1999, p. 13.

<sup>159</sup> Maurice Godelier, *La production des Grands Hommes : pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*, Paris, Fayard, 1982.



acquiert de l'autorité en prouvant son héroïsme, en gagnant des batailles et en démontrant sa force. Le Premier ministre gagnera en pouvoir en remportant les batailles pendant les *PMQs*.

## 6.2. L'arsenal de guerre

### 6.2.1. La figuration et la théorie de la politesse

James R. McLeod<sup>160</sup> compare le duel entre les candidats à une élection, à une guerre symbolique qui mobilise toutes les stratégies de l'attaque (*attack politics*). Richard Rose, quant à lui, parle d'assauts verbaux pour qualifier les « questions supplémentaires »<sup>161</sup> et de duel verbal pour désigner les *PMQs* en général<sup>162</sup>. L'objectif, comme nous avons déjà eu l'occasion de le préciser, est de déstabiliser, voire de mettre à terre l'opposant. Dans les termes d'Erving Goffman, il s'agit de lui faire perdre la face en le présentant de la façon la plus négative qui soit, et l'impact sera encore plus significatif devant une galerie de journalistes et devant les caméras diffusant en direct la séance. En effet, Erving Goffman<sup>163</sup> est le premier à avoir développé de façon quasi exhaustive la théorie de la face. Pour lui, la face est « la valeur sociale positive qu'une personne revendique effectivement à travers une ligne d'action que les autres supposent qu'elle a adopté au cours d'un contact particulier »<sup>164</sup>. À partir de là, si la personne, a, avec plus ou moins de succès, réussi ou non à faire valider cette valeur sociale, cette identité, on dit qu'elle garde, sauve, ou bien, au contraire, perd la face. C'est dans ce cadre que Penelope Brown et Stephen C. Levinson, en 1978 et 1987, proposeront, dans le domaine de la pragmatique, une théorie de la politesse. En développant le travail de figuration de Erving Goffman, les deux chercheurs aboutissent à deux types de face, la face négative et positive. La première est la notion d'images valorisantes que l'on tente de donner de soi-même et que l'on tente d'imposer aux autres, dans une situation de communication. La seconde, la face positive, s'entend en termes de revendication fondamentale du territoire<sup>165</sup>, c'est-à-dire « la volonté de tout membre adulte compétent que ses actions ne soient pas empêchées par quelqu'un

---

<sup>160</sup> James R. McLeod, « The Sociodrama of Presidential Politics: Rhetoric, Ritual, and Power in the Era of Teledemocracy », *American Anthropologist*, vol. 101, n°2, 1999, p. 361.

<sup>161</sup> Question posée à la suite d'une réponse à une question qui, elle, a été déposée (*tabled*) au préalable. Le contenu de ce genre de question n'est donc pas connu à l'avance mais doit être en relation avec les activités politiques du gouvernement, [www.parliament.uk](http://www.parliament.uk)

<sup>162</sup> Richard Rose, « British Government: The Job at the Top » dans Richard Rose and Ezra N. Suleiman (eds.), *Presidents and prime ministers*, Washington, D.C., American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980, « a verbal duel with the lowliest of backbench MPs ».

<sup>163</sup> Erving Goffman, *Interaction Ritual, essays on face-to-face behaviour*, New York, Pantheon Books, 1967.

<sup>164</sup> « The positive social value a person effectively claims for himself by the line others assume he has taken during a particular contact. », Goffman E., 1967, *Interaction Ritual*, op. cit. p. 5.

<sup>165</sup> « the basic claim to territories », Brown Penelope et Stephen Levinson, 1987, *Politeness: Some Universals in Language Usage*. Cambridge, Cambridge University Press, p. 311.

d'autre »<sup>166</sup>. Par exemple, si l'opposition demande au Premier ministre de faire quelque chose (le pousse à faire une promesse ou l'oblige à répondre à une question) lors d'un débat ou d'une séance parlementaire, on dira que sa liberté d'action a été atteinte, qu'une intrusion sur son territoire a eu lieu. À la fois Erving Goffman et Penelope Levinson et Stephen C. Brown soutiennent que dans une situation de communication, les participants évitent de menacer la face de leur interlocuteur et cherchent à maintenir un niveau minimal de politesse et de bienveillance. « Certains actes sont intrinsèquement menaçants pour la face et ils nécessitent d'être atténués »<sup>167</sup>. C'est-à-dire que les participants usent de formules et de moyens stylistiques pour atténuer, voire annuler la menace dirigée à l'encontre de la face de l'autre. Cependant, Erving Goffman<sup>168</sup> ainsi que Penelope Brown et Stephen C. Levinson observent des situations dans lesquelles des actes menaçant la face (*face aggravation acts* ou *FTA* et *face threatening acts* ou *FAA*) de son interlocuteur sont utilisées à dessein afin d'en tirer un profit, un gain<sup>169</sup>. Dans ce cas, l'acteur se sert de la situation d'interaction pour valoriser sa face et saper celle de son opposant. L'interaction devient un match, un jeu, où le but est de marquer un maximum de points en présentant des faits qui lui sont favorables et associer des faits négatifs à son adversaire. Pour les auteurs, la norme est, néanmoins et avant tout, de préserver sa propre face ainsi que celle de l'autre, l'inverse est « une vraie menace pour la société »<sup>170</sup>. Dans le cadre de la théorie de la politesse, l'impolitesse est envisagée simplement comme un écart (voire une violation) par rapport aux règles de communication coopérative. En revanche, pour des chercheurs comme Jonathan Culpeper<sup>171</sup>, Cornelia Ilie<sup>172</sup>, ou encore Sandra Harris<sup>173</sup>, l'insulte ou l'impolitesse est perçue comme un réel outil de pouvoir<sup>174</sup>. En attaquant délibérément la face de l'autre on cherche à prendre le dessus et gagner en autorité, on cherche à faire perdre la face à l'autre et réduire son champ d'action (atteinte de la face négative).

---

<sup>166</sup> "The want of every 'competent adult member' that his actions be unimpeded by others", *Ibid.*, p. 312.

<sup>167</sup> Penelope Brown et Stephen Levinson, « Universals in Language Usage: Politeness Phenomena », dans E. Goody (ed.), *Questions and Politeness: Strategies in Social Interaction*, Cambridge: Cambridge University Press, 1978, p.24, "Some acts are intrinsically threatening to face and thus require 'softening'".

<sup>168</sup> Erving Goffman, 1967, *op. cit.*

<sup>169</sup> Erving Goffman, 1967, *op. cit.*, p. 24.

<sup>170</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>171</sup> Jonathan Culpeper, *Impoliteness: Using Language to Cause Offence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

<sup>172</sup> Cornelia Ilie, « Insulting as (un) parliamentary practice in the British and Swedish Parliaments: A rhetorical approach », dans Bayley P. (ed.), *Cross-Cultural Perspectives on Parliamentary Discourse*, Amsterdam: John Benjamins Publishing, 2004, p. 45-86.

<sup>173</sup> Sandra Harris, « Being Politically Impolite: Extending Politeness Theory to Adversarial Political Discourse », *Discourse and Society*, vol. 12, n°4, 2001, p. 451-472.

<sup>174</sup> Jonathan Culpeper, « Reflections on impoliteness, relational work and power », dans D. Bousfield et M. Locher (eds.), *Impoliteness in Language*, Berlin, Mouton de Gruyter, p. 17-44., 2008, p. 36.

## 6.2.2. L'impolitesse comme arme de choix

Nous souscrivons à la théorie de Sandra Harris, qui, dans son article *Being Politically Impolite*<sup>175</sup>, s'intéresse aux actes menaçant la face (FTA) pendant les séances de *PMQs*, et arrive à la conclusion que l'impolitesse est intentionnelle et récompensée à la faveur d'un système reposant sur un mode confrontationnel (conflictuel) et contradictoire<sup>176</sup>. Cornelia Ilie arrive à la même observation dans son article sur l'étude de l'insulte au sein des Parlements britanniques et suédois. Dans ce contexte particulier, ce genre d'occurrences fait partie du cadre culturel des séances. Les *MPs* ont été sociabilisés au sein de cette communauté de pratique<sup>177</sup> où les attaques et les passes d'armes verbales sont devenues communes et représentent depuis longtemps un critère pour évaluer les performances de ces derniers (les députés) qui ont intériorisé cette norme. D'ailleurs, Cornelia Ilie parle d'insultes institutionnalisées qui ont acquis toute légitimité lors des face-à-face ritualisés<sup>178</sup>. Elles se produisent de façon répétée et attendue dans un cadre strict. En effet, les députés ne s'autorisent pas d'attaques démesurées, parce que, tout d'abord, les règles régissant le langage parlementaire sont assorties de sanctions ; et d'autre part, cela serait perçu comme « perdre la face » et aurait un prix élevé en termes d'opinion publique défavorable. Soledad Pérez de Ayala, quant à elle, fait référence aux attaques menaçant la face, pendant les *PMQs*, comme faisant partie d'un genre à part entière (*face-threatening genre*<sup>179</sup>), et qualifie les règles de bienséance que commande le langage parlementaire d'« hypocrisie parlementaire institutionnalisée »<sup>180</sup>. Selon elle, tout peut être dit ou presque pourvu que cela soit dit avec un degré de politesse acceptable. Qui plus est, l'insulte, sanctionnée par le code de conduite, si elle est utilisée, sera retirée à la demande du *Speaker*, qui devra indiquer quel mot ou formule est à retirer. C'est ainsi que le mot répréhensible sera répété plusieurs fois et restera dans les mémoires. Et lorsqu'il y a reformulation, seuls les mots changent, l'idée reste identique, l'apparence est sauvée. Il s'agit là d'une stratégie aux gains élevés Erving Goffman explique :

---

<sup>175</sup> Sandra Harris, 2001, art. cit.

<sup>176</sup> "in accordance with the expectations of Members of the House by an adversarial and confrontational process", *Ibid.*, p. 466.

<sup>177</sup> Jean Lave, « *Situating learning in communities of practice* », dans Lauren Resnick, Levine B., M. John, Stephanie Teasley & D. (eds.), *Perspectives on Socially Shared Cognition*, 1991, p. 63-82.

<sup>178</sup> Cornelia Ilie, "certain kinds of institutional rudeness have acquired an acknowledged legitimacy that underlines ritualised confrontational encounter", « Insulting as (un) parliamentary practice in the British and Swedish Parliaments: A rhetorical approach », dans Bayley P. (ed.), *Cross-Cultural Perspectives on Parliamentary Discourse*, Amsterdam: John Benjamins Publishing, 2004, p. 52.

<sup>179</sup> Pérez de Ayala Soledad, « FTAs and Erskine May: Conflicting needs? —Politeness in question time », *Journal of Pragmatics*, vol. 33, n°2, 2001, p. 147.

<sup>180</sup> "parliamentary institutionalized hypocrisy", Pérez de Ayala Soledad, art. cit. p. 150.

Dans un échange agressif, le vainqueur, non content de nuire aux autres en se favorisant, réussit à démontrer qu'il est un meilleur interactant que ses adversaires. Cette démonstration est souvent plus importante que tout ce qu'il peut communiquer par ailleurs au cours de l'échange<sup>181</sup>.

Dans les limites des contraintes imposées par les codes de conduite (formels et informels), l'acteur jouit d'une marge de manœuvre non négligeable dans la formulation d'attaques verbales. Ces stratégies requièrent un talent particulier d'ingéniosité pour rester dans les limites des règles en vigueur. Les études sur les attaques verbales (*FTA* ou *FAA*) se sont davantage concentrées sur les questions posées par l'opposition au Premier ministre ; en effet, la position qu'occupent les deux partis est asymétrique, il est plus aisé pour l'opposition d'attaquer le parti au pouvoir, qui doit rendre des comptes (« Les *PMQs* sont une guerre asymétrique »<sup>182</sup>). Il s'agit d'ailleurs d'une des raisons pour lesquelles il nous a semblé plus approprié d'étudier le leadership du Premier ministre (plutôt que celui du Leader de l'opposition) qui doit démontrer davantage de compétences dans cet exercice. Dans la mesure où notre étude porte sur le leadership du Premier ministre, l'analyse des questions posées par l'opposition en termes de menaces dirigées contre la face du Premier ministre n'est pas pertinente. Il nous faudra plutôt examiner les *FTA/FAA* formulées par le Premier ministre dans ses réponses tout en prenant soin de les catégoriser et de commenter leurs effets sur le leadership de ce dernier. Pour ce faire, nous nous appuyerons sur les éléments contenus dans les typologies proposées par Sandra Harris<sup>183</sup>, Peter Bull et Pam Wells<sup>184</sup>, Maurice Waddle *et al.*<sup>185</sup> et Cornelia Ilie<sup>186</sup>. Le Premier ministre peut, selon ces auteurs, contrattaquer par l'insulte ou bien formuler à son tour une question qui menace ou attaque la face de l'opposant. Il s'agit d'ailleurs d'une des principales qualités attendues du chef et notre étude tentera de mesurer les qualités martiales du leader à l'aune de l'utilisation qu'il/elle fait des attaques verbales dirigées contre l'opposant.

Le choix d'une méthodologie fondée sur une approche anthropologique nous a amené à appliquer les grands principes d'organisation politique des sociétés primitives au parti conservateur au Parlement afin de révéler les mécanismes du leadership du Premier ministre. Notre étude serait toutefois très incomplète si celle-ci ne s'appuyait pas sur les recherches en

---

<sup>181</sup> Goffman Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne*, 2 volumes, Paris, Éditions de Minuit, 1974, p. 25.

<sup>182</sup> Hazarika Ayesha et Tom Hamilton, *Punch and Judy Politics*, *op. cit.*, p. 39.

<sup>183</sup> Sandra Harris, 2001, art. cit.

<sup>184</sup> Peter Bull et Pamela Wells, « Adversarial Discourse in Prime Minister's Questions », *Journal of Language and Social Psychology*, vol. 31, n°1, 2011, p. 5-7.

<sup>185</sup> Maurice Waddle, Bull Peter, et Böhnke Jan R., « "He is just the Nowhere Man of Politics": Personal Attacks in Prime Minister's Questions », *Journal of Language and Social Psychology*, vol. 38, n°1, 2018, p. 85-105.

<sup>186</sup> Cornelia Ilie, « Insulting as (un) parliamentary practice in the British and Swedish Parliaments: A rhetorical approach », art. cit.

anthropologie politique des années 1980-90 dont l'intérêt résidait principalement dans la puissance politique des rituels et des symboles et de la mise en scène. Ces différents aspects ne sont pas indépendants des autres questions anthropologiques de la parenté et du territoire, ils en sont des éléments constitutifs. L'étude des rituels, des mythes, des symboles ou de la mise en scène est essentielle pour mettre à jour les relations de pouvoirs entre les membres du parti conservateur et plus généralement entre les membres de la Chambre. Ces éléments sont, par ailleurs, des outils efficaces quant à la construction et la représentation du parti et de son identité.

## 7. Les rituels et les symboles

### 7.1. Fonctions du rituel

Dans un groupe où parfois plusieurs factions s'opposent, ou du moins ne sont pas toujours dans l'expression du consensus, le rituel deviendra un facteur essentiel dans l'organisation politique de ce groupement social en favorisant la création de liens de solidarité ; même si les individus ne partagent pas les mêmes idées ou croyances, le rituel peut susciter une solidarité sociale<sup>187</sup>. Steven Lukes, dans une approche plus dynamique que structuraliste du rituel<sup>188</sup>, prend ses distances avec les théories qui font principalement du rituel un vecteur d'intégration sociale. Il voit les rituels plutôt comme une force qui amène le changement, qui sert à conquérir ou exercer le pouvoir, à créer et/ou résoudre des conflits<sup>189</sup>. Cette pluralité des fonctions et des effets du rituel est développée dans l'étude de Claude Rivière<sup>190</sup>, pour qui les rituels ont un rôle de légitimation de l'autorité. Par leur aspect répétitif, ils agissent comme un produit d'incantation dont se sert le pouvoir afin de renforcer la légitimité politique du système et des leaders. Une autre raison justifiant l'étude des *PMQs* par le prisme des rituels et des symboles réside dans la puissance de leur impact émotionnel. En effet, ces derniers suscitent, auprès des participants, toute une gamme de sentiments qui les rend plus réceptifs aux messages transmis par le Premier ministre. La signification d'un rite politique dépasse de beaucoup les messages qu'il transmet<sup>191</sup>. La séduction l'emporte. Le rituel déclenche l'exaltation des sentiments collectifs dans une revitalisation festive du groupe politique, une revitalisation

---

<sup>187</sup> David Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, New Haven, Yale University Press, 1988, p. 67-69.

<sup>188</sup> Steven Lukes, « Political Ritual and Social Integration », *British Sociological Association*, vol. 9, n°2, 1975, p. 289-308.

<sup>189</sup> *Ibid.*

<sup>190</sup> Claude Rivière, *Les liturgies politiques*, Paris : PUF, 1988.

<sup>191</sup> David Kertzer, 1988, *op. cit.* p. 30.

amplifiée par l'attachement à quelques symboles déclencheurs d'enthousiasme<sup>192</sup>. Notre tâche consistera à étudier certains de ces rituels, rites et symboles et à en examiner le rôle dans la représentation publique du leader et du parti.

## 7.2. Les *PMQs* : un rituel

Steven Lukes définit le rituel comme une « activité régie par des règles et possédant un caractère symbolique qui concentre l'attention des participants sur des pensées et des sentiments auxquels ils attribuent une signification particulière »<sup>193</sup>. Les séances de questions posées au Premier ministre sont très clairement identifiables et identifiées par le nom qu'elles portent, elles sont généralement, et contrairement aux autres séances parlementaires, appelées *Prime Minister's Questions*. Cet acronyme convoque dans l'esprit des gens tout un réseau de signifiés objectivés en un symbole différent selon les individus, cela peut être celui de la démocratie à l'œuvre, ou bien celui de la politique, ou encore celui d'une nation libre. Marc Abélès insiste sur la dimension temporelle et itérative du rituel qui est « un phénomène qui prend tout son sens dans la durée »<sup>194</sup> et insiste sur l'effet de résonance avec le passé. Le rituel se nourrit de son existence passée, « tout rite est analogique »<sup>195</sup>, les us et coutumes sont reproduits au fil des séances, les députés et les ministres agissent par mimétisme en imitant leurs prédécesseurs dans l'exécution du rite. Par ailleurs, une caractéristique fondamentale du rituel est la dramatisation. Pendant les *PMQs*, les échanges entre le Premier ministre et l'opposition ou les *MPs* de son parti fonctionnent sur le mode de la théâtralisation. Toutes les mises en scène orchestrées par le Premier ministre ou les *MPs* sont autant d'éléments constitutifs du rituel des *PMQs*. Nous nous intéresserons à la capacité du leader à orchestrer ces mises en scène afin d'évaluer ses talents dramaturgiques et d'en analyser les effets.

Les *PMQs*, en tant que rituel, ont pour effet de renforcer l'unité du groupe<sup>196</sup>. Des dissensions, des conflits, des désaccords peuvent faire rage au sein du parti, mais pendant la séance de *PMQs*, le groupe se trouve réuni dans cet acte ritualisé du mercredi midi. L'illusion d'harmonie au sein du groupe prévaut, condition sine qua non pour remporter le combat face à l'opposant et renforcer son autorité en tant que parti. Cela dit, nous préférons nous intéresser au point de

---

<sup>192</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>193</sup> "rule-governed activity of a symbolic character which draws the attention of its participants to objects of thought and feeling which they hold to be of special significance", Lukes Steven, *op. cit.*, p. 291.

<sup>194</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, 1990, *op.cit.*, p. 107.

<sup>195</sup> Marc Augé, 1994, *op.cit.* Pour une anthropo p. 110.

<sup>196</sup> « L'exécution de rituels suscite chez les participants un sentiment d'unité tribale, celui de tous appartenir au même groupe, un sentiment qui transcende les divisions », Turner Victor W., *Schism and Continuity in an African Society*, Manchester, Manchester University Press, 1972, p. 350.

vue de Steven Lukes, qui voit un lien étroit entre rituel et pouvoir. Par leur force unificatrice, dramatique<sup>197</sup> et émotionnelle, les rituels représentent un moyen efficace de persuasion et de contrôle<sup>198</sup>. Les *PMQs*, comme souligné précédemment, se déroulent à l'instar d'un cérémonial protocolaire semblable à un rite liturgique qui produit en son sein d'autres rites. Nous évoquons, par exemple, dans une précédente partie le rite de représentation auquel se livrent les députés pendant les *PMQs* ; nous étudierons également celui qui a pour caractéristique essentielle de provoquer l'exaltation, c'est-à-dire celui qui consiste à manifester son enthousiasme dans un bruit assourdissant, ou encore le rite de rébellion<sup>199</sup> lorsqu'un député manifeste ouvertement son désaccord avec le Premier ministre (ces rites seront détaillés dans le corps de ce travail). Cette sorte de mise en abîme des rituels forme un système dont la matrice est le symbolique, les symboles étant constitutifs des rituels. Rappelons-le, les *PMQs* sont un exercice symbolique (de communication) qui est utilisé comme une plateforme de promotion de ses idées et de ses actions en vue de gagner la compétition. Le format très court de ces séances, nous l'avons dit, amène le Premier ministre à condenser son message et c'est en cela que l'utilisation de symboles se révèle très efficace dans la mesure où ils sont la somme de plusieurs éléments sémantiques<sup>200</sup>. De plus, l'utilisation de symboles permet au Premier ministre et aux députés de contourner les règles relatives au langage parlementaire. Par associations, métaphores ou par images, une formule ou une idée qui serait trop abrupte, voire répréhensible, devient recevable sous la forme d'un symbole. C'est la raison pour laquelle les symboles font partie intégrante de l'arsenal de guerre du Premier ministre. Les rituels et les symboles représentent de formidables instruments de pouvoir, leur utilisation ainsi que leur manipulation peuvent servir des objectifs de conquête et d'exercice du pouvoir, et les *PMQs* sont le cadre naturel pour une telle utilisation. Le leader en aura conscience et aura la responsabilité ou saura saisir l'opportunité de faire usage de tels outils.

## 8. Cadre méthodologique

### 8.1. Problématique générale

Les études sur le leadership des chefs d'États ou des Premiers ministres (par exemple dans les démocraties fondées sur le système de Westminster) sont nombreuses et s'intéressent souvent à une figure politique en particulier ou une succession de personnages politiques sur

---

<sup>197</sup> David Kertzer, *op. cit.*, p. 95-96.

<sup>198</sup> Georges Balandier, *Anthropologie politique, op. cit.*, p. 45-48 ; Marc Abélès, *Anthropologie de l'Etat, op. cit.*

<sup>199</sup> Max Gluckman, *Order and Rebellion in Tribal Africa (1963)*. Milton Park, Routledge, 1ère édition, 2004.

<sup>200</sup> Murray Edelman, *The Symbolic Uses of Politics*, Champaign, University of Illinois Press, 1964.

une période donnée et qui ont occupé la plus haute fonction d'État tout en œuvrant au service de la communauté qu'ils guident par leur action politique. Cependant, comme nous l'avons développé dans la partie précédente, et selon Keith Grint le leadership est une action collective<sup>201</sup>, partagée entre le chef et le groupe. Dès lors, l'étude prend une dimension socio-culturelle, le leadership devient un phénomène social. C'est ce qui amènera notre étude à considérer les relations de pouvoir entre les différents membres du groupe par le prisme socio-anthropologique. Il ne s'agira donc pas d'étudier le leadership du Premier ministre dans la posture du héros national comme lors d'un Congrès de parti ou d'un meeting électoral, il s'agira d'évaluer ses compétences de leader dans un contexte contraignant, très codifié et réglementé : les questions posées au Premier ministre au Parlement britannique (les *PMQs*). Ce genre de situation nous renseigne sur d'autres aspects du leadership, notamment sur les stratégies que le Premier ministre met en œuvre afin de contourner les règles en vigueur à la Chambre des communes ou de s'en servir à son profit.

La problématique de cette thèse s'insère dans un sujet général qui concerne l'influence des facteurs socio-culturels sur les relations de pouvoir ainsi que sur l'organisation politique au sein du groupe parlementaire pendant les *PMQs*. C'est dans ce cadre précis que l'on tentera de démontrer que l'expression du leadership du Premier ministre britannique pendant les *PMQs* repose sur des mécanismes anthropologiques semblables à ceux observés dans les sociétés dites primitives. Cette étude aura pour objectif de décrire et d'évaluer les capacités de leader de trois Premiers ministres conservateurs, John Major, David Cameron, et enfin Theresa May à l'aune de critères anthropologiques précis (voir plus bas).

Les *PMQs* combinent trois caractéristiques majeures qui rendent possibles les différents parallèles avec certaines sociétés segmentaires<sup>202</sup>. Tout d'abord, les débats sont comparés à une bataille, un affrontement entre le parti conservateur et l'opposition. Autre singularité, les *PMQs* représentent une plateforme de communication idéale pour promouvoir son idéologie, ses principes ou simplement son action politique (rappelons que ces séances sont l'événement parlementaire de la semaine le plus populaire et qui ne donne pas suite à un vote). Et enfin, les *PMQs* sont reconnues pour être une scène théâtrale aux effets dramatiques très marqués. Les compétences martiales, la maîtrise d'une rhétorique travaillée et l'utilisation efficaces d'effets de mise en scène sont autant de qualités essentielles à l'évaluation et l'étude du leadership des

---

<sup>201</sup> Keith Grint, *The Arts of Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

<sup>202</sup> Société segmentaire ou lignagère est une sorte de société tribal, ne présentant pas de pouvoir centralisé et étant relativement égalitaire. L'appartenance à un segment est souvent déterminée par le statut généalogique de la personne, de la famille, du clan. Nous utiliserons indifféremment les termes sociétés primitives, sociétés segmentaires et sociétés lignagères.



chefs de groupe. L'étude de ces différentes qualités et compétences grâce à l'approche anthropologique combinée à l'utilisation d'outils méthodologiques propres à la science politique donnera naissance à trois grandes parties (voir plan ci-dessous).

## 8.2. Corpus

Il s'agit du nombre total des séances de *PMQs* ramenées à environ trente minutes. En effet, avant 1997, il fallait compter deux séances hebdomadaires de quinze minutes, l'une le mardi et l'autre le jeudi, puis à partir de 1997, une seule séance d'environ trente minutes fut programmée le mercredi. Le total de ces séances de 30 minutes environ est de 429 sur une période de 15 ans, 3 mois et 10 jours. Les débats où le Premier ministre a été remplacé par un adjoint n'ont pas été pris en compte dans notre étude.

La répartition des séances de *PMQs* par PM est établie comme suit :

John Major – période du 28 novembre 1990 au 2 mai 1997 (6ans, 4 mois et 4 jours) = 304 séances d'environ 15 minutes chacune rapportée à environ 30 minutes = 152 séances

David Cameron – période du 11 mai 2010 au 13 juillet 2016 (5 ans, 10 mois et 24 jours) = 181 séances d'environ 30 minutes chacune.

Theresa May – période du 13 juillet 2016 au 24 juillet 2019 (3 ans et 12 jours) = 96 séances d'environ 30 minutes chacune.

L'accès au contenu des séances peut se réaliser par le biais de deux supports.

Le premier se présente sous la forme d'une transcription officielle quasi-verbatim des débats parlementaires, communément appelée Hansard et accessible sur le site du Parlement britannique : <https://hansard.parliament.uk/commons>.

Le second support est le support vidéo. Seule une partie des enregistrements des séances est disponible sur le site du Parlement britannique. En effet, les archives vidéo des *PMQs* commencent seulement à partir de 2010 sur ce site et n'étaient pas, au début de nos recherches, trouvables à d'autres endroits (comme à la *British Library* par exemple). Il n'était alors pas possible de visionner les séances antérieures à 2010 sans l'achat des enregistrements auprès du service archives du Parlement britannique. Depuis peu, l'ensemble des enregistrements sont en accès libre sur la chaîne *C-Span* :

URL : <https://www.c-span.org/video/?23511-1/question-time>

### 8.3. Méthodologie générale

L'élaboration de nos critères pour l'étude du leadership a été réalisée à partir d'une approche anthropologique. Les aspects ainsi que les effets du tribalisme ou encore ceux des rituels prennent tout leur sens que s'ils sont observés visuellement ou appréciés selon l'intensité du volume sonore. C'est la raison pour laquelle réaliser l'étude des *PMQs* seulement à partir de la transcription *Hansard* n'est pas satisfaisante. Cette étude a par conséquent débuté à partir du mandat de John Major qui commence quelques mois après l'introduction des caméras à la Chambre des communes. Cependant, l'utilisation de la transcription des débats s'est révélée très utile dans le recensement de formules ou de mots spécifiques contenus dans le discours du Premier ministre et des *MPs*. Nous avons dans un premier temps visionné un tiers des séances par Premier ministre. Nous avons ensuite lu la transcription de chaque séance pour chaque Premier ministre, et enfin, nous avons visionné les deux autres tiers des vidéos. On aura d'ailleurs remarqué que beaucoup d'incidents lors des séances ne sont pas retranscrits dans *Hansard*, ce qui rejoint les observations Stef Slembrouck<sup>203</sup> ou de Paul Chilton<sup>204</sup>.

La difficulté d'étudier le leadership de personnalités politiques réside dans le fait qu'il est constitué en partie d'éléments insaisissables tel que le charisme ou l'aura qui, eux-mêmes, dépendent des qualités évoquées précédemment. Le défi était alors de trouver une mesure scientifique de ces qualités afin d'éviter toute approximation relevant d'impressions et tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'un travail sur les images, le visuel et les effets dramatiques. Nous avons donc adopté une approche qui se veut être la plus rationnelle et la plus empirique possible, en empruntant les outils méthodologiques que certains chercheurs tels que Stephen R. Bate et al.<sup>205</sup>, Peter Bull<sup>206</sup> ou encore Mark Shephard<sup>207</sup> ont utilisés dans leurs études des *PMQs*. Prenons, par exemple, les travaux de Stephen R. Bates et al. Dans le cadre d'une étude tendant à démontrer que les *PMQs* sont devenues davantage le reflet d'une politique spectacle et futile qu'un réel exercice de redevabilité de la part du gouvernement, les auteurs ont choisi d'évaluer la performance et l'efficacité de cinq Premiers ministres (de M. Thatcher à D. Cameron) sur un

---

<sup>203</sup> Stef Slembrouck, « The parliamentary Hansard 'verbatim' report: the written construction of spoken discourse », *Language and Literature*, vol. 1, n°2, 1992, p. 104.

<sup>204</sup> Paul Chilton, *Analysing political discourse: Theory and practice*. Londres, Routledge, 2004, p.94.

<sup>205</sup> Stephen Bates, P. Kerr, C. Byrne and L. Stanley, « Questions to the Prime Minister: A Comparative Study of PMQs from Thatcher to Cameron », art. cit.

<sup>206</sup> Peter Bull et Maurice Waddle, « "Let me now answer, very directly, Marie's question": The impact of quoting members of the public in Prime Minister's Questions », *Journal of Language Aggression and Conflict*, vol. 7, n°1, 2019, p. 56-78.

<sup>207</sup> Mark Shephard, Daniel Brady, « Questions to the Prime Minister versus Question by the Prime Minister: An Examination of the State and Nature of 'Punch and Judy' Politics during PMQs at Westminster », *Journal of Legislative Studies*, vol. 26, n°1, 2020, p. 27-46.

nombre limité de séances. Pour ce faire, ils ont fondé leur analyse sur la pertinence des réponses fournies par les différents Premiers ministres. Une typologie précise des réponses a alors été établie, puis un recensement de ces réponses par catégorie a été réalisé, pour ensuite en tirer des conclusions objectives validant ou invalidant les hypothèses de départ. Cette méthode repose principalement sur le recensement et le dénombrement et la catégorisation d'occurrences spécifiques, qu'elles soient d'ordre discursif, comme l'emploi d'un terme, ou d'ordre comportemental, comme des effets de mise en scène. L'objectif est de proposer des critères stables et réutilisables dans d'autres circonstances et applicables à d'autres personnes dans d'autres fonctions. En d'autres termes, il s'agira de proposer un modèle d'étude du leadership qui viendrait s'ajouter aux nombreux déjà existants.

Cette analyse est rendue d'autant plus difficile que l'intérêt de l'anthropologie se porte très précisément sur l'insaisissable, sur les forces et les mécanismes qui échappent à la pure rationalité. Pour parvenir à l'élaboration de critères de mesure du leadership du Premier ministre pendant les *PMQs*, nous avons élaboré un système d'évaluation quantitative à l'aide de grilles d'étude. L'élaboration de ces critères a été rendue possible grâce à la déconstruction des rituels et des réseaux de symboles, et plus généralement des mécanismes de contournement de la rationalité pour en isoler des éléments précis et pertinents (comme les insultes dans un discours). Les données ont ensuite été présentées sous forme de tableaux et de graphiques pour permettre une lecture et une analyse plus aisée. L'objectif, dans ce cas, est celui d'observer les variations de valeurs, non seulement entre les différents Premier ministre, mais également à l'intérieur de chaque mandat. Pour se faire, il s'est révélé parfois utile de passer pour certains critères de la valeur absolue (c'est-à-dire du nombre exact d'occurrences par séance) à la valeur relative des occurrences (c'est-à-dire le nombre moyen d'occurrences par séance) relevées dans chaque séance dans la mesure où la longueur des mandats n'est pas identique d'un Premier ministre à l'autre. De plus, la valeur relative permet efficacement de dépasser les a priori fondés sur les chiffres qui ne sont pas comparables tels qu'ils sont présentés en valeur absolue. En effet, on peut avoir l'impression par exemple que David Cameron profère beaucoup plus d'insultes que John Major mais en réalité avec l'étude des valeurs relatives, c'est-à-dire les moyennes objectives par séances, on remarque que ce n'est pas tout à fait le cas. En revanche, la valeur absolue est dans certains cas beaucoup parlante que la valeur relative, par exemple concernant les incidents très singuliers qui ne sont pas répétés souvent mais qui sont très marquants même dans leur rare occurrence (traduire le nombre d'expulsions de la Chambre en valeur relative n'aurait aucun sens, on obtiendrait des moyennes de l'ordre de 0,0001 par séance). Par ailleurs, il n'est pas toujours possible, voire pertinent, d'utiliser une étude

quantitative pour chaque élément du leadership qui a été retenu. Une étude qualitative sera alors privilégiée pour mettre en exergue les différents procédés contribuant à la consolidation du leadership en se fondant cette fois-ci sur l'étude sémantique et symbolique des discours.

#### **8.4. Plan**

La première partie portera sur l'évaluation des qualités martiales du Premier ministre par l'étude des attaques verbales. Comme les *PMQs* présentent la particularité d'être un moment d'unité où tout le groupe est réuni, nous serons amenés à considérer le leadership du Premier ministre par le prisme de ses relations avec le reste du groupe dans l'utilisation de *FTA* et d'interruptions, ce qui débouchera sur la distinction entre leadership individuel et leadership collectif.

Une deuxième partie concerne la gestion du territoire thématique du groupe. On s'attachera à analyser les aptitudes du Premier ministre à défendre, étendre ou modifier ce territoire par l'effort rhétorique. On se demandera également dans quelle mesure la priorité accordée à tel ou tel sujet ou thème nous éclaire sur l'identité du groupe.

Et enfin, une dernière partie s'attachera à l'étude des compétences du Premier ministre dans l'art de la représentation politique et dramaturgique de soi-même, du groupe, et de son idéologie. L'essence même des *PMQs*, sa raison d'être, réside dans son aspect théâtral lié à sa nature d'outil de communication et de promotion. Le Premier ministre en tant qu'officiant principal du rituel des *PMQs* et des rituels imbriqués fait montre de ses talents et de ses aptitudes à orchestrer au mieux ces moments à forte charge émotionnelle car son capital leadership est indexé sur cette compétence.

#### **8.5. Première Partie**

##### **Grille 1 – Les *FTA* ou les attaques verbales (Annexe 1)**

Objectifs de la grille :

- mesurer les qualités martiales du Premier ministre. L'attaque verbale est un critère important en anthropologie pour reconnaître et évaluer les qualités de chef de guerre d'un leader. Par ailleurs, cette grille permettra de définir quelles périodes sont les plus marquées par l'utilisation d'attaques verbales et permettra également l'élaboration de micro-grilles dont l'objectif est de mettre en évidence les variations du degré d'agressivité à l'intérieur des mandats.

- mesurer la participation des députés (*MPs*) au conflit avec l'opposant et à la défense du groupe par l'utilisation d'attaques verbales. Ces données

fourniront une indication sur la nature collective ou individuelle du leadership du Premier ministre.

Afin de pouvoir procéder à une comptabilisation sérieuse et fiable des attaques il nous faut définir le plus précisément possible ce qu'est une attaque verbale dans ce contexte précis. Pour se faire nous nous appuyerons sur le guide des pratiques parlementaires, *Erskine May*, qui précise que « l'aspect cordial et modéré des échanges est la caractéristique du langage parlementaire »<sup>208</sup>. En s'appuyant sur ce que le traité d'Erskine May considère comme langage non-parlementaire, il est possible de classer ces commentaires non conformes aux règles d'usage en deux catégories.

L'une portera sur la forme. Parmi la liste, on retiendra les questions rhétoriques, ironiques, trop longues, vagues, dépourvues de sens, celles qui ressemblent à un argument ou à une campagne. L'autre catégorie concerne davantage le fond, comme l'imputation de motivations fausses ou non-avouées, l'accusation de déformer les propos d'un autre député, l'accusation de préférer un mensonge de façon délibérée, ou encore l'utilisation de propos insultants et offensants ou qui portent à la controverse, ou tout simplement des accusations ou des sous-entendus<sup>209</sup>.

Le guide ne propose pas de définition précise mais seulement des exemples de formules sanctionnées qui sont devenus des précédents. D'ailleurs, à ce propos, Cornelia Ilie souligne qu'il est en effet difficile de définir avec précision ce genre de propos<sup>210</sup>.

Afin de resserrer au maximum les contours d'une définition ou tout le moins de proposer une classification de l'attaque verbale, nous utiliserons la théorie de la face (développée par Erving Goffman<sup>211</sup> et que nous appellerons travail de la face ou figuration ainsi que les travaux de Penelope Brown et Stephen Levinson<sup>212</sup>). Ce que nous appellerons attaques verbales, ce sont, selon cette théorie, les actes menaçant la face et les actes attaquant la face, telles que les impolitessees ou les insultes ou encore les accusations en tout genre.

Cette théorie a inspiré la distinction que font Penelope Brown et Stephen Levinson<sup>213</sup> entre face négative et face positive. Tout d'abord, la face positive se définit à l'origine (par Brown et

---

<sup>208</sup> "Good temper and moderation are the characteristics of parliamentary language", *Erskine May*, part. 3, chap. 21, 21.21.

<sup>209</sup> *Erskine May*, 2019, part. 3, chap. 22, alinéa 22.12.

<sup>210</sup> Cornelia Ilie, « Unparliamentary Language: Insults as Cognitive Forms of Ideological Confrontation », dans René Dirven, Roslyn M. Frank et Cornelia Ilie (eds.), *Language and Ideology: Volume 2: descriptive cognitive approaches*, Amsterdam, John Benjamins Publishing, 2001, p. 242.

<sup>211</sup> Erving Goffman, *Interaction Ritual*, 1967, *op. cit.*, p. 24-25

<sup>212</sup> Penelope Brown et Stephen Levinson, *Politeness: Some Universals in Language Usage*. Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

<sup>213</sup> Penelope Brown et Stephen Levinson, 1978, 1987, *op. cit.*

Levinson) comme une image de soi valorisante (incluant en particulier le désir que cette image de soi puisse être estimée et approuvée) que l'on tente d'imposer dans l'interaction<sup>214</sup>.

Puis, cette définition sera adaptée au contexte parlementaire, et c'est ainsi que J. Murphy propose de définir la face positive comme « le désir d'être perçu comme quelqu'un de compétent mais également d'être populaire auprès des autres hommes et femmes politiques (particulièrement ceux appartenant au même parti politique) et plus important encore auprès de l'électorat. Le désir de voir ses idées, ses actions, ses propositions et ses lois soutenues et défendues à la fois par la communauté de pratique (c'est à dire le Parlement) mais aussi par les individus au-delà de ce périmètre (c'est-à-dire les électeurs)<sup>215</sup> ».

La face positive est à distinguer de la face négative qui est la revendication fondamentale du territoire dans le sens où les actions des personnes engagées dans une situation de communication ne sont pas entravées par l'autre<sup>216</sup>.

Nous ne ferons pas la différence entre les actes menaçant les deux faces car elles sont bien souvent liées.

Il est nécessaire à présent de préciser la nature des actes qui portent atteinte à la face (positive et négative). Les *FTA* (actes menaçant la face) que Brown & Levinson<sup>217</sup> définissent comme des actes qui menacent fondamentalement la face de l'autre, « des actes qui, par leur nature, vont à l'encontre de la face que l'interlocuteur a essayé de se composer »<sup>218</sup>. Parmi les exemples d'attaques menaçant la face positive, on citera les expressions de désapprobation, les critiques, le mépris ou le ridicule, les reproches, les contradictions, les désaccords, les provocations<sup>219</sup>... Quant aux attaques menaçant la face négative, on relève les ordres, les requêtes, les suggestions, les conseils, les rappels, les menaces ou les avertissements<sup>220</sup>. Dans notre cas, l'exemple le plus courant consiste à forcer le Premier ministre à faire une promesse, ou à admettre quelque chose.

Un autre genre d'attaques retiendra notre attention : les *FAA* (actes attaquant la face). La

---

<sup>214</sup> Penelope Brown et Stephen Levinson, *Politeness: Some Universals in Language Usage*, 1987, *op. cit.*, p.61

<sup>215</sup> James Murphy, "The desire to be thought of as competent, as well as to be popular amongst both other politicians (particularly those from the same party) and, more importantly, amongst the electorate. The desire to have one's views, actions, proposals and legislation endorsed and supported both within the community of practice (i.e. Parliament) and outside of it (i.e. amongst the electorate)", « (Im)politeness during Prime Minister's Questions in the UK Parliament », *Pragmatics and Society*, vol. 5, n°1, 2014, p. 79.

<sup>216</sup> Penelope Brown et Stephen Levinson, "[...] the want of every 'competent adult member' that his actions be unimpeded by others", 1987, *art. cit.*, p. 312.

<sup>217</sup> Penelope Brown and Stephen Levinson, *Politeness: Some Universals in Language Usage*, *op. cit.*, 1978. p. 65.

<sup>218</sup> Penelope Brown et Stephen Levinson FTAs: those acts are ones which "by their nature run contrary to the face wants of the addressee and/or the *Speaker*".

<sup>219</sup> Penelope Brown and Stephen Levinson, *ibid.*, p. 65-66.

<sup>220</sup> *ibid.*

définition la plus large consiste à dire que lorsque les actes de langage deviennent particulièrement menaçants, on les appelle « attaques de la face »<sup>221</sup>. Pour une définition plus précise on s'en réfèrera à Tracy Karen pour qui les *FAA* « sont jugées délibérément méchantes et méprisantes, et dont l'émetteur du propos offensant est perçu par la cible et au moins par quelques autres personnes comme étant délibérément irrespectueux et insultant »<sup>222</sup>.

Remarquons qu'une *FTA* peut être beaucoup plus violente et préjudiciable dans le fond qu'une *FAA* qui est plus violente dans la forme. Cela est possible grâce aux formules d'atténuation (*mitigated FTAs*) qui consistent à lancer une attaque verbale tout en restant dans les limites du langage parlementaire (en ayant recours par exemple à l'humour, aux sous-entendus, aux apartés ou encore aux citations)<sup>223</sup>. Il est difficile de catégoriser avec certitude et précision les attaques verbales pour savoir s'il s'agit d'une *FTA* ou d'un *FAA*. À ce propos, C. Ilie explique que les *FTA* représentent un « continuum entre des actes de parole légèrement offensants et d'autres qui sont très violents tels que les insultes<sup>224</sup> », quant à Jonathan Culpeper et James Murphy, ces derniers rangent ces deux formes d'attaque sous la notion globale d'impolitesse<sup>225</sup>. C'est la raison pour laquelle nous ne différencierons pas les *FTA* et les *FAA* dans notre grille. La différence qu'il nous semble, en revanche, essentielle de faire résider dans l'intensité, la gravité de l'attaque en termes de non-respect du code de bonne conduite. La prise de risques que prend le Premier ministre ou un député dépend de la sanction donnée par le *Speaker*. Plus le Premier ministre utilise le langage non parlementaire et, a fortiori celui relatif aux exemples consignés par Erskine May, plus il s'expose à une sanction. Le leader va prendre des risques plus ou moins grands, et ce sont précisément ces prises de risques qui nous renseignent sur son leadership.

Encore une fois, il nous faut nous tourner vers le code de bonne conduite *Erskine May* qui fait une distinction très claire entre une attaque dirigée contre un parti et une attaque dirigée

---

<sup>221</sup> Karen Tracy et Sarah Tracy, « Rudeness at 911 Reconceptualizing Face and Face Attack », *Human Communication Research*, vol. 25, n°2, 2006, p. 225-251.

<sup>222</sup> Karen Tracy, « *FAA are judged deliberately nasty and spiteful, where the Speaker is assessed by the target and at least some others as purposefully out to disrespect and insult* », « "Reasonable Hostility": Situation-appropriate face-attack », *Politeness Research Language Behaviour Culture*, vol. 4, n° 2, 2008, p. 173.

<sup>223</sup> Peter Bull et Pamela Wells, « Adversarial Discourse in Prime Minister's Questions », *Journal of Language and Social Psychology*, vol. 31, n°1, 2011, p. 30-48.

<sup>224</sup> Cornelia Ilie, « *represent a continuum ranging from milder acts to very strong ones such as insults* », « Unparliamentary Language: Insults as Cognitive Forms of Ideological Confrontation », dans René Dirven, Roslyn M. Frank et Cornelia Ilie (eds.), *Language and Ideology: Volume 2: descriptive cognitive approaches*, Amsterdam, John Benjamins Publishing, 2001., p. 1143.

<sup>225</sup> James Murphy, « (Im)politeness during Prime Minister's Questions in the UK Parliament », *Pragmatics and Society*, vol. 5, n°1, 2014, p.76-104.

contre un membre de la Chambre en particulier, que nous appellerons « personnalisation »<sup>226</sup>. Les expressions ou paroles, lorsqu'elles sont dirigées à l'encontre d'un membre en particulier, sont jugées non-parlementaires, cependant, elles ne le sont pas toujours, voire jamais lorsqu'elles sont adressées à l'ensemble du parti. Erskine May protège, en effet, la face privée du membre de la Chambre mais pas la face publique du parti<sup>227</sup> (cela relève du « privilège » des *MPs*<sup>228</sup>, c'est-à-dire leur immunité). Aucun député ne doit s'adresser directement à un autre député ou l'appeler par son nom de famille. Il est d'usage de s'adresser au député par l'intermédiaire du *Speaker* et par une formule impersonnelle du type « Mon honorable ami », selon que ce dernier appartient au même parti ou non, ou encore par la fonction dudit député, par exemple : « l'Honorable député de York » ou « Le Leader de l'opposition ». Il est donc beaucoup plus risqué de formuler une attaque personnelle à l'encontre de l'opposant. La parade à cette règle consiste à ne pas s'adresser nominativement à l'opposant mais utiliser sa fonction, son rôle officiel ou une référence à sa circonscription et, dans ce cas, l'attaque est autorisée, en tout cas dans la forme. Il s'agit bien d'une personnalisation de l'attaque même si cette dernière est déguisée ; l'identité de la cible est très claire pour tout le monde.

Nous nous appuyerons sur la définition de l'attaque personnelle que proposent Maurice Waddle, Peter Bull et Jan R. Bühnke<sup>229</sup>. Selon eux, un énoncé est jugé personnellement irrespectueux selon sept critères : faire des commentaires négatifs sur la personnalité de l'autre, désigner un trait de caractère négatif persistant, utiliser des noms et des étiquettes négatives, lancer des calomnies ou des insinuations désobligeantes, faire des remarques condescendantes, se moquer, et enfin harceler son interlocuteur. Les attaques suivantes sont l'illustration de la différence que nous ferons au cours de cette étude entre une attaque personnelle (la première ci-dessous) et une attaque contre le parti (la seconde ci-dessous) :

- 1) John Major : L'Honorable Leader de l'opposition fait l'outré comme à son habitude [...].<sup>230</sup>
- 2) David Cameron : L'opposition s'est révélée être une bande de sacrés opportunistes, incapables de diriger l'opposition, et incompetents pour être au gouvernement.<sup>231</sup>

---

<sup>226</sup> Maurice Waddle et Peter Bull, « Playing the Man, Not the Ball: Personalisation in Political Interviews », *Journal of Language and Social Psychology*, vol.35, n°4, 2016, p. 412-434.

<sup>227</sup> Soledad Pérez de Ayala, art. cit., p 148.

<sup>228</sup> Erskine May, part. 2, chap. 13., *Freedom of speech in debate*, alinéa 13.2.

<sup>229</sup> Maurice Waddle, Peter Bull, et Jan R. Bühnke, « "He is just the Nowhere Man of Politics": Personal Attacks in Prime Minister's Questions », *Journal of Language and Social Psychology*, vol. 38, n°1, 2018, p. 11.

<sup>230</sup> *Hansard, HC, 02/12/1993, vol.233, col. 1161. J. Major: The right hon. and learned Gentleman grows indignant in his usual fashion.*

<sup>231</sup> *Hansard, HC, 22/02/2012, vol. 540, col. 867. D. Cameron: The Opposition are absolutely revealed as a bunch of rank opportunists, not fit to run opposition, not fit for government.*



Au vu de ces observations, notre grille (grille 1) comportera trois colonnes. Une première aura vocation à recenser le nombre d'attaques contre le parti de l'opposition (risque modéré), une deuxième comptabilisera le nombre d'attaques contre un membre en particulier (prise de risques plus élevée) et enfin, une dernière colonne où seront relevées les attaques sanctionnées par le *Speaker* (prise de risques élevée).

Par ailleurs, nous avons séparé les auteurs des attaques en deux groupes : d'une part celles émanant du Premier ministre et d'autre part, celles lancées par les *backbenchers*. Cette distinction nous informera sur la participation des *MPs* à la défense du groupe par l'attaque et *in fine* nous éclairera sur la nature du leadership du groupe (individuel ou collectif). Ces données seront utilisées en parallèle de la grille suivante (grille 2 : les interruptions) afin d'affiner cette étude du leadership collectif ou individuel.

De plus, il sera précisé si l'attaque verbale lancée par un député conservateur est dirigée contre son leader (le Premier ministre). Dans ce cas, il s'agit d'actes de rébellion dont le nombre sera utilisé dans le but de mettre ou non en évidence les dissensions au sein du parti pour apprécier si le leadership est contesté ou si l'aspect collectif de ce leadership est maintenu.

La présentation des résultats se fera sous la forme d'un tableau synthétique pour chaque Premier ministre. Ce dernier comprendra une première partie reprenant le nombre moyen, par année, de *FTA* utilisées par le Premier ministre contre les partis de l'opposition, puis contre un membre en particulier et enfin celles sanctionnées. Puis, une seconde partie dans le même tableau présentera le nombre moyen par année de *FTA* formulées par les *backbenchers* et dirigées contre l'opposition, puis contre un membre de l'opposition en particulier. Concernant les attaques des *MPs* dirigées contre leur leader, ces dernières seront traitées à part dans un autre tableau qui précisera si l'attaque concerne le sujet de l'Europe en particulier. Les résultats sont ensuite présentés sous forme de courbes ou de graphiques.

## **Grille 2 - Les interruptions** (Annexe 1)

Après avoir démontré en quoi les interruptions (provenant des *MPs*) sont une forme de participation active au débat parlementaire, les résultats mis en évidence par cette grille nous révéleront en quoi ces actes perturbateurs sont utiles afin de déterminer si le leadership est plutôt collectif ou individuel. Toujours à partir de ces résultats, une analyse sera menée sur la nature et les effets de ces interruptions lors de *PMQs* ainsi que sur les périodes qui enregistrent le nombre le plus élevé d'interruptions.

Afin de quantifier de façon précise le nombre d'interruptions, il est nécessaire de définir l'interruption. Nous nous sommes appuyé en premier lieu sur le texte qui fait autorité en matière

de règles parlementaires à la Chambre des communes : le Traité d'Erskine May. La règle générale veut que « tous les membres doivent rester silencieux ou doivent converser uniquement à voix basse<sup>232</sup> ». Lorsqu'il devient difficile d'entendre le débat, le *Speaker* peut demander à la Chambre de revenir au calme. De même, les députés ne doivent pas perturber ou interrompre un autre député qui a la parole, « en sifflant, chantant, huant ou en lançant des exclamations ou en causant toute autre interruption »<sup>233</sup>. Lorsqu'il s'agit d'interruptions provoquées par plusieurs députés en même temps<sup>234</sup>, elles sont souvent (mais pas toujours) signalées dans *Hansard*<sup>235</sup> par la mention [interruption]. Dans de tels cas, le *Speaker* peut, s'il le juge nécessaire, demander à la Chambre de revenir à l'ordre ou il peut rappeler à l'ordre nominativement le député en infraction, c'est ce que nous appellerons une interruption sanctionnée. Si le désordre persiste malgré les injonctions du *Speaker*, ce dernier peut ajourner la séance pour désordre aggravé.

Afin d'affiner la définition de ces actes perturbateurs, nous nous appuyons sur la typologie des interruptions que propose Cornelia Ilie. Elle commence par une définition générale qui décrit les interruptions comme des « intrusions verbales dans le discours d'un intervenant [...] qui sont porteuses de connotations plutôt négatives »<sup>236</sup>. Puis, elle fait la différence entre les interruptions collectives et individuelles (appelées *challenging interruptions*), celles qui ont pour objectif de nuire au camp opposé (*dismissive backchanneling interruptions*) ou au contraire celles qui viennent en soutien au leader (*supportive backchanneling interruptions*). Nous avons exclu de notre analyse les interruptions dites *supportive*<sup>237</sup> (même si nous les avons comptabilisées pour chaque Premier ministre) car elles ne sont quasiment jamais sanctionnées, le seuil de tolérance pour ces incidents étant très élevé, il aurait donc été impossible de les recenser de façon objective. Nous avons également exclu de cette grille les interruptions

---

<sup>232</sup> "all members should maintain silence or should converse only in undertones", Erskine May, part. 3, chap. 21, 21.37.

<sup>233</sup> *Ibid.*

<sup>234</sup> Appelées *indecipherable interruptions* par Shepard Mark, *Prime Minister's Question Time. Functions, Flux, Causes and Consequences: A Behavioral Analysis*, Thèse, University de Huston, soutenue en décembre 1999.

<sup>235</sup> *Hansard* : transcriptions officielles des débats parlementaires au Parlement britannique.

<sup>236</sup> Cornelia Ilie, « Interruption patterns in British parliamentary debates and drama dialogue », dans Anne Betten et Monika Dannerer (eds.), *Dialoganalyse IX: Dialogue in Literature and the Media*, Berlin, De Gruyter, 2005, p. 311-326.

<sup>237</sup> *supportive collective backchanneling* : indicateur de succès, le bruit, les cris ... servent parfois à indiquer la qualité, le succès de l'attaque du PM. D'ailleurs, Erskine May explique pourquoi les applaudissements doivent être proscrits : " if the practice became established it could lead to a situation where the success or failure of a speech was judged not by its content but by the length of the applause [...]. A positive evaluation by a group of MPs in a collective act that reinforces the scope and strength of the PM's message". Les applaudissements se sont transformés en l'émission d'autres bruits. Les *backbenchers* crient, tapent des pieds, rient très fort en réaction à une réponse du Premier ministre.

individuelles<sup>238</sup> car elles présentent davantage les caractéristiques d'une attaque verbale et ont donc été comptabilisées comme des *FTA*. La grille 2 s'intéresse donc uniquement aux interruptions collectives dans le but de nuire aux partis de l'opposition : les « *dismissive backchanneling interruptions* ». Ce sont des remarques, des commentaires négatifs formulés spontanément et en référence aux propos de l'intervenant<sup>239</sup>. Elles sont généralement utilisées pour dénoncer un manquement à une règle (parlementaire) ou pour exprimer un désaccord ou de l'indignation ou encore pour empêcher l'opposition de parler en faisant ce que l'on appelle un « mur de bruit »<sup>240</sup> (forme d'obstruction par le bruit).

On remarque que les interruptions collectives sont de durée et d'intensité différentes, qui plus est, ces dernières finissent toujours par déclencher des huées et des cris dans le camp adverse. Une mesure scientifique du bruit causé par les interruptions collectives ne semble pas réalisable. Il n'était pas non plus envisageable de définir « à l'oreille » si telle séance était plus bruyante qu'une autre. Faith Armitage, dans son étude sur le désordre lors des séances parlementaires entre 1990 et 2010<sup>241</sup>, mesure l'importance du vacarme pendant les séances parlementaires à partir du nombre d'interruptions mentionnées dans les transcriptions de Hansard signalées par le mot [interruption] et seulement sur de courts échantillons. Malheureusement, dans ce cas de figure précis, il est laissé à la seule appréciation des rapporteurs de décider si oui ou non il est nécessaire de signaler une interruption, cela relève d'un choix subjectif qui dépend davantage d'une impression et ne repose pas sur des critères stables.

C'est en nous inspirant des travaux de Bates, Kerr, Byrne et Stanley<sup>242</sup> que nous avons décidé d'utiliser le nombre de rappels à l'ordre lancé par le *Speaker* lorsque ce dernier crie « *order* » afin de mettre un terme au désordre provoqué par les interruptions collectives. Nous considérons que seul le rappel à l'ordre par le président de séance peut servir d'indicateur fiable dans la mesure où il indique officiellement que le niveau du bruit est inacceptable et représente une infraction au code parlementaire. Ces occurrences sont reportées dans les comptes-rendus Hansard, cependant un nombre non négligeable de ces rappels n'est pas mentionné, ils ne sont repérables qu'en regardant ou écoutant les enregistrements vidéo des séances.

---

<sup>238</sup> Les interruptions individuelles, celles provoquées par un seul député lorsque ce dernier lance une remarque ou s'adresse directement au parti opposé sans y être autorisé (ex : *Answer the question !; Withdraw !*)

<sup>239</sup> Cornelia Ilie, « Interruption patterns in British parliamentary debates and drama dialogue », art. cit., p. 318.

<sup>240</sup> *Wall of noise* appelé également *barracking*, voir *Hansard, HC, 10/07/2013*, vol. 566, col. 354. *Speaker: Order. We cannot just have a wall of noise.*

<sup>241</sup> Faith Armitage, « Peace and quiet in the British House of Commons, 1990–2010 », *Democratization*, 2013, vol. 20, n° 3, 2013, p. 456-477.

<sup>242</sup> Stephen R. Bates, Kerr, P., Byrne, C. et Stanley, L., « Questions to the Prime Minister: A comparative Study of PMQs from Thatcher to Cameron », *Parliamentary affairs*, vol. 67, n°2, 2014, p. 264.

Notre grille sera composée d'une seule colonne et recensera les *collective dismissive backchanneling interruptions*, c'est-à-dire l'utilisation d'interruptions collectives pour nuire à son opposant. Le nombre de ces occurrences sera relevé pour chaque séance de chaque mandat.

Présentation des résultats :

Le nombre moyen d'interruptions par année et pour chaque mandat sera présenté sous forme de courbes (trois au total). Puis, le détail du nombre de ces interruptions par mois et par année sera également présenté sous forme de courbes afin d'identifier les périodes intenses en interruptions.

## 8.6. Deuxième partie

### Grille 3 – Délimitation du territoire : la revendication de thèmes de prédilection (Annexe 1)

L'objectif de cette grille est d'étudier les capacités du leader à défendre et/ou à agrandir ou encore à (re-)définir le territoire thématique et idéologique du parti. Cette grille aura vocation à mettre en évidence les thèmes et les sujets sur lesquels le parti conservateur déclare avoir la mainmise. Cette grille révélera également l'évolution éventuelle du parti sur ces sujets au fil des années et des mandats. Les résultats nous amèneront à nous demander dans quelle mesure la notion de leadership est affectée par l'élargissement ou la contraction du périmètre thématique.

Le territoire est entendu comme le périmètre thématique du parti, c'est-à-dire le nombre de thèmes ou domaines associés à ce parti. L'étude de la nature et de l'évolution du territoire conservateur repose principalement sur la théorie relative à la propriété d'enjeux (*issue ownership theory*) initiée par John R. Petrocik<sup>243</sup> selon laquelle certains partis sont considérés par le public comme plus aptes à gérer certains problèmes. Cette compétence, plus ou moins développée, à résoudre certains problèmes permettra au Premier ministre de conserver la mainmise sur un thème ou de s'en approprier d'autres. Afin de rationaliser au mieux l'évaluation de cette compétence, nous nous sommes appuyés sur les travaux de Stefaan Walgrave, Jonas Lefevere, et Anke Tresch<sup>244</sup> qui proposent différents types de compétition sur enjeux (*issue ownership*) ainsi que différentes façons pour revendiquer ou s'approprier des thèmes. En résumé, afin de mesurer l'importance d'un thème dans la construction du territoire

---

<sup>243</sup> John Petrocik, « Issue Ownership in Presidential Elections, with a 1980 case study », *American Journal of Political Science*, vol. 40, n°3, 1996, p. 825-850.

<sup>244</sup> Stefaan Walgrave, Jonas Lefevere, et Anke Tresch, « The Conceptualisation and Measurement of Issue Ownership », *West European Politics*, vol. 38, n°4, 2015, p. 778-796.

idéologique du parti conservateur, nous utiliserons la notion de compétence (du parti conservateur) et celle d'incompétence (du parti travailliste) relatives à un sujet politique spécifique (voir liste ci-dessous). Le Premier ministre attribue à son parti des compétences dans certains domaines déclarant être le parti le plus apte et le plus capable de gérer tel ou tel problème dans ces mêmes domaines tout en dénonçant l'incompétence du parti principal de l'opposition. Ce faisant, il revendique un territoire spécifique, c'est « son domaine ». Accuser l'opposant d'incompétence est un moyen de réaffirmer son emprise sur un domaine ou de chasser sur les terres de ses rivaux.

On aura donc une grille en deux colonnes : la première recensera les affirmations relatives à la compétence du parti dans un certain nombre de domaines. La seconde colonne comptabilisera les affirmations relatives à l'incompétence de l'opposition sur ces mêmes sujets. Grâce à ce recensement en deux colonnes, on espère voir quels domaines sont revendiqués comme propriété par le parti conservateur et dans quels domaines l'opposition est accusée d'incompétence. Cette méthode nous permettra d'avoir une cartographie du territoire thématique des conservateurs au fil des mandats. Par ailleurs, on aura soin d'observer si certaines périodes (électorales, par exemple) exacerbent cette tendance à revendiquer des territoires.

Précisons quelques détails sur les revendications de compétence et les accusations d'incompétence. Il ne s'agit pas de relever les simples références à un thème. Seules les références explicites seront dignes d'intérêt. De surcroît, le parti en question doit être explicitement associé à l'accusation d'incompétence ou à la revendication de compétence.

Exemple : « Il est vrai qu'en matière de défense, on ne peut pas faire confiance au *Labour* »<sup>245</sup>. Les revendications de compétence et les accusations d'incompétence peuvent être de trois types :

-(in)compétence hypothétique.

Par exemple : « *Un parti travailliste au gouvernement ferait s'effondrer l'économie* »<sup>246</sup>

- (in)compétence caractéristique.

Par exemple : « *Les étudiants savent qu'il est impossible de faire confiance au parti travailliste concernant les frais d'inscription à l'université* »<sup>247</sup>

---

<sup>245</sup> Hansard, HC, vol. 201, col. 1098, 16/01/1992. J. John: *It is true that on defence Labour cannot be trusted.*

<sup>246</sup> Hansard, HC, 08/05/2019, vol. 659, col. 546. T. May: *The Labour party in government would crash the economy.*

<sup>247</sup> Hansard, HC, 19/07/2017, vol. 627, col. 834. T. May: *Students know Labour cannot be trusted on student fees.*

-(in)compétence passée.

Par exemple : « *Le déficit et la pagaille que le Labour a laissés derrière lui* »<sup>248</sup>

La liste des sujets politiques a été établie à partir de leurs occurrences au fil des trois mandats. Ils ont ensuite été regroupés dans des catégories thématiques plus larges qui constituent les entrées dans la grille 3. Voici les catégories retenues :

L'économie regroupe les finances, la fiscalité, les taxes, le déficit, les dépenses publiques, la récession, les banques, la production industrielle, l'entreprise, le budget.

L'emploi concerne le chômage, la précarité de l'emploi, la formation.

La santé et principalement ce qui tourne autour du système national de santé (son financement, son organisation, son efficacité).

L'éducation c'est-à-dire les écoles, le système éducatif, les programmes scolaires.

La protection sociale qui inclut la sécurité sociale, les aides sociales, les retraites.

La sécurité concerne l'ordre, la défense, la police.

Les autorités locales.

Le logement, la construction de logements, l'accès à la propriété, les logements sociaux.

Les services publics.

Les salaires, les revenus, les hausses et le contrôle des bonus.

Le transport et ce qui a trait aux aménagements et aux infrastructures.

L'énergie, son prix, son type (nucléaire ou autre), sa production.

L'environnement, l'écologie, l'agriculture, la forêt.

L'évasion fiscale, la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale.

La politique étrangère renvoie à aide internationale.

L'Europe et plus précisément l'Union européenne, le traité de Maastricht ou encore le *Brexit*.

La pauvreté (en général).

Les inégalités, les droits individuels.

Présentation des résultats : un premier tableau (Annexe 9) se présente en deux parties, une première recense les sujets majeurs et une seconde recense les sujets mineurs. Les sujets sont définis comme majeurs ou mineurs selon le nombre de leurs occurrences lors des débats. Pour chaque sujet, le nombre total de revendications de compétence d'une part et d'accusations d'incompétence d'autre part apparaîtra sur une ligne avec le total des deux en fin de ligne. Le

---

<sup>248</sup> Hansard, HC, 16/06/2010, vol. 511, col. 867. D. Cameron: *they should first of all apologise for the mess they have left.*

taux d'évolution sera présenté pour les deux parties du tableau. L'objectif est d'apprécier avec détail l'évolution de l'importance des thèmes choisis au fil des mandats.

Un autre tableau (Annexe 10) présentera la somme du nombre total d'attributions de compétence et celui d'accusations d'incompétence, tous thèmes confondus, pour chaque mois de chaque année (pour les trois Premiers ministres) avec une mise en relief des mois où le nombre de ces incidences est le plus élevé.

### **8.7. Troisième partie**

Cette partie étudie le leadership du Premier ministre par le prisme de la notion de représentation. En nous appuyant sur la dimension polysémique de ce terme, trois types de représentation en relation au Premier ministre seront analysés. Tout d'abord, nous explorerons la représentation de la personne politique, c'est-à-dire de l'image que cette dernière donne d'elle au monde (*sa persona*) en étudiant les éléments de la vie privée du Premier ministre ainsi que la mise en représentation de son discours, c'est-à-dire les effets de mise en scène voulus par le Premier ministre. Puis, nous nous intéresserons à la représentation que le Premier ministre fait de sa politique. Et enfin, un dernier chapitre sera consacré à la représentation du monde politique en général. Le premier chapitre de cette troisième partie sur la représentation de soi repose en partie sur l'analyse de deux grilles.

#### **Grille 4 – Détails de la vie personnelle du Premier ministre**

L'objectif est de constater ou non une évolution dans le phénomène de personnalisation (de la politique) et d'en analyser l'impact sur le leadership du Premier ministre en utilisant les différentes références à la vie privée de ce dernier.

Le nombre de fois où le Premier ministre mentionne des éléments de sa vie personnelle sera comptabilisé pour chaque séance et chaque référence sera assortie d'un bref descriptif. La valeur quantitative alimentera la réflexion sur l'évolution de la personnalisation de la politique, alors que les détails sur les éléments de la vie privée du Premier ministre contribueront à l'analyse de la nature de l'image que le leader souhaite projeter.

#### **Grille 5 – Mise en scène du discours (Annexe 1)**

L'objectif de cette grille est de mettre en exergue les qualités plus ou moins importantes du leader à maîtriser la représentation ainsi que d'analyser les effets d'une telle mise en scène sur l'image et le leadership du Premier ministre. Cette grille concerne la mise en représentation du discours du Premier ministre (et des *MPs*) par les effets de mise en scène. Notons, cependant,

que notre étude n'a pas vocation à étudier les procédés techniques de la mise en scène mais plutôt à évaluer la propension plus ou moins grande qu'à le Premier ministre à recourir à ce genre de procédé.

Cette grille sera divisée en deux parties. Une première recensera le nombre d'effets de mise en scène des réponses du Premier ministre ou des questions des députés (*MPs*) et fournira un bref descriptif de chacune de ces occurrences. Concernant cette première partie de la grille, la mise en scène du discours est réalisée par différents procédés que nous avons identifiés au fur et à mesure des séances de *PMQs*. Nous nous fonderons en grande partie sur la théorie de la représentation élaborée par Ervin Goffman. Notons qu'il n'est pas toujours possible d'identifier ce genre de mise en scène seulement à l'aide du compte rendu de la séance dans Hansard. Seuls les éléments visuels et sonores nous indiquent qu'il s'agit d'un effet de mise en scène orchestré par le Premier ministre ou le groupe.

La seconde partie de la grille présentera ce que nous jugeons être un faux-pas commis par le Premier ministre lors de sa prise de parole pendant les *PMQs*. Les faux-pas seront décrits dans la grille et définis selon les travaux sur la cohérence de la représentation menés par Ervin Goffman (voir la troisième partie).

Nous avons procédé à une catégorisation puis à un recensement des faux-pas. Il ne s'agira pas tant d'évaluer la quantité de faux-pas que de décrire la nature de ces dissonances et d'analyser leur impact sur le leadership du Premier ministre.

Dans ce cas encore, les éléments visuels et sonores sont aussi, voire plus importants que le discours lui-même.

### **Représentation de sa politique et du monde politique**

Ces deux parties n'impliquent pas d'analyse quantitative sous forme de grilles. La représentation de la politique du Premier ministre et celle du monde politique proposée par le Premier ministre, dans ces deux derniers chapitres, seront analysée par le prisme des symboles, des rites, des mythes et de la filiation.



# Première partie– Leadership collectif et/ou individuel

## 1- Le Premier ministre : un chef guerrier

### 1.1. Les attaques / *FTA*

#### 1.1.1. L'évolution du nombre d'attaques par mandat et par Premier ministre

L'observation générale concernant l'évolution du nombre moyen des attaques lancées par le Premier ministre contre l'opposition met en évidence une diminution de l'utilisation des *FTA*<sup>249</sup>, (dirigées contre le parti et/ou contre le Leader de l'opposition) entre John Major et Theresa May. Plus précisément la courbe de l'évolution des *FTA* (voir graphique ci-dessous) montre une chute brutale à partir de Theresa May. Entre J. Major et T. May, le nombre d'attaques lancées par le Premier ministre contre l'opposition a chuté de 45,5% et de 40,7% entre D. Cameron et T. May. Néanmoins, ce nombre a baissé seulement de 8 % entre J. Major et D. Cameron. En d'autres termes, l'utilisation de *FTA* a sensiblement baissé entre J. Major et D. Cameron et a considérablement chuté avec T. May (qui a utilisé, en moyenne, environ 40% de *FTA* en moins que ses deux prédécesseurs). Par ailleurs, c'est J. Major qui enregistre le nombre moyen de *FTA* le plus élevé (attaques personnelles + attaques contre l'opposition) avec une moyenne de 9,05 attaques par séance sur l'ensemble de ses mandats. D. Cameron arrive second avec une moyenne de 8,32, et Theresa May se place en dernier avec une moyenne de 4,93 (voir figure1).

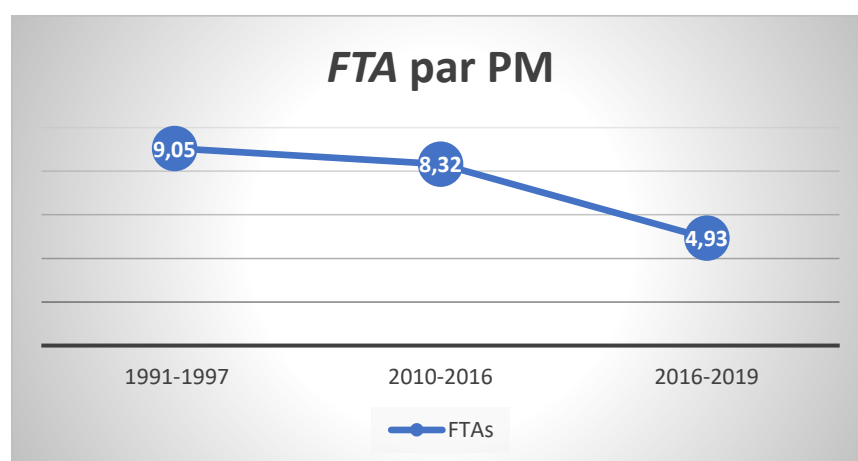


figure 1. Nombre moyen de *FTA* par Premier ministre

<sup>249</sup> *Face Threatening Acts*: attaques verbales menaçant la face de l'opposant (voir méthodologie)

Les *PMQs* sont traditionnellement décrites en des termes évoquant le combat (*warfare*), et l'utilisation d'attaques (*line of attacks*) et d'armes (*weapons*)<sup>250</sup>. En effet, la configuration spatiale ainsi que la nature conflictuelle des débats évoquent sans ambiguïté le combat, la guerre et plus précisément une « guerre civile enveloppée dans la rhétorique »<sup>251</sup>. C'est au cours de cet affrontement, que le leader, en tant que chef de guerre (pour reprendre la métaphore) va devoir faire montre de ses capacités à mener le combat.

En effet, la guerre joue un rôle majeur dans le leadership du chef. Tout d'abord, parce qu'elle est ordonnée, commandée et conclue par un chef qui est le dépositaire de l'autorité consacrée et est, par conséquent, le seul qui peut exposer la vie de ceux qui adhèrent au pacte commun du groupe<sup>252</sup>. Plus que tout autre phénomène ou événement auquel le leader doit faire face, la guerre est un « instrument entre les mains du prince et décuple ses pouvoirs »<sup>253</sup>. L'argument trouve un écho anthropologique, en effet, pour les Baruyas<sup>254</sup>, la guerre est un facteur déterminant dans la production des « grands hommes<sup>255</sup> » ; dans son étude des conflits et des coutumes en Afrique, Max Gluckman a observé que le leader obtient son autorité, d'une part par le facteur militaire, et d'autre part par le charisme, qui, lui-même, découle du facteur militaire<sup>256</sup>. Ce lien entre le charisme du chef et ses capacités à mener un combat est également mis en évidence par Max Weber pour qui le chef acquiert du charisme en prouvant son héroïsme en gagnant des batailles<sup>257</sup>. Les *PMQs* offrent toutes les opportunités au Premier ministre de prouver ses qualités de chef guerrier. Il faut aller encore plus loin, et prendre le soin de souligner que ces capacités de chef martial sont une condition essentielle et primordiale de son leadership. James M. Burns l'explique très bien : « les leaders ne fuient pas le conflit, ils y font face, en tirent parti et finissent par l'incarner »<sup>258</sup>. C'est précisément de cette faculté à incarner le conflit

---

<sup>250</sup> Ayesha Hazarika et Tom Hamilton, *Punch & Judy Politics: An Insiders' Guide to Prime Minister's Questions*, Londres, Biteback Publishing, 2018, p. 39, p. 40, p. 43, p. 47, p. 165.

<sup>251</sup> *Tuned in Or Turned Off: Public Attitudes to Prime Minister's Questions*, Hansard Society (ed.), Londres, Hansard Society, 2014, p. 13.

<sup>252</sup> Adam Michel, « La guerre », dans Abélès Marc et Henri-Pierre Jeudy (eds.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 91-128, p. 105.

<sup>253</sup> *Ibid.*

<sup>254</sup> Les Baruyas constituent une *tribu* de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

<sup>255</sup> Maurice Godelier, « Société à grands hommes, sociétés à Big Men : analyse de logiques sociales » p. 253-290 dans Godelier Maurice, *La production des Grands Hommes : pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*, Paris, Fayard, 1982.

<sup>256</sup> Max Gluckman (ed.), *Custom and Conflict in Africa*, Oxford, Blackwell, 1955 ; Gluckman Max, *Order and Rebellion in Tribal Africa (1963)*. Milton Park, Routledge, 1ère édition, 2004.

<sup>257</sup> Max Weber, *On Charisma and Institution Building (selected papers)*, Chicago, University of Chicago Press, 1968, p. 25-26.

<sup>258</sup> James MacGregor Burns, *Leadership*, New York, Harper, 1979, p. 39.

par l'attaque et les assauts verbaux que le chef détient sa légitimité<sup>259</sup>. Lorsque les qualités martiales du leader ne sont plus protectrices, le leadership du chef s'affaiblit et se trouve contesté par le groupe qui n'aura aucun scrupule à débarrasser de lui et choisir un autre leader<sup>260</sup>. En d'autres termes, le Premier ministre détient sa légitimité de sa maîtrise de l'attaque. Il existe donc une relation étroite entre les aptitudes du leader à attaquer l'opposant, la légitimité qu'il en tire et enfin sa longévité dans le rôle (de leader).

L'affrontement qui se déroule le mercredi à midi à la Chambre des communes est une guerre verbale, plutôt rhétorique ; cependant il ne s'agit pas là de la seule singularité que présentent ces conflits. Il s'agit d'une guerre asymétrique, c'est-à-dire que les relations de force sont déséquilibrées entre le Premier ministre et l'opposition. En effet, l'opposition est « hétérogène mais unie contre le gouvernement »<sup>261</sup>, et cet état de fait se trouve renforcé par les règles régissant les tours de prise de parole des membres à la Chambre. L'opposition se trouve en position de force, en position d'offensive, c'est elle qui pose les questions au Premier ministre. Rappelons que dans un environnement aussi compétitif que celui des *PMQs*, ces questions ont pour objectif, non seulement d'amener le Premier ministre à justifier les actions du gouvernement, mais également de déstabiliser le Premier ministre et nuire à sa crédibilité. Ces questions sont des attaques, des offensives contre le gouvernement. Cela place de facto l'opposition en position de force, et le Premier ministre en position de défense. Il est difficile pour le leader de valoriser ses aptitudes de chef guerrier en adoptant une position exclusivement défensive. Dans sa réponse, le Premier ministre devra répondre ou faire mine de répondre à la question tout en y incluant une forme d'attaque pour ainsi rétablir l'équilibre dans le rapport de force entre les deux camps. Il est même possible de déséquilibrer le rapport de force en faveur de l'attaqué au détriment de l'assaillant initial. En effet, les contraintes du débat parlementaire n'autorisent pas l'opposition à répondre à la réponse formulée par le Premier ministre ; en revanche le Premier ministre a la possibilité de contre-attaquer et sa position dans le schéma interactionnel de l'échange conflictuel devient alors le suivant : défense-attaque. Ne pas contre-attaquer est assurément une erreur, voire une faiblesse, cela renvoie une image d'inefficacité et d'indécision<sup>262</sup>. La capacité d'un Premier ministre à retourner la situation et inverser le schéma en mettant l'opposition en situation d'infériorité représente un indicateur majeur dans le

---

<sup>259</sup> Cris Shore, « Anthropology », dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, p. 176-192, 2014, p. 180.

<sup>260</sup> Donald, V. Kurtz, *Political Anthropology: power and paradigms*, Nashville, Westview Press, 2001, p. 49.

<sup>261</sup> Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1976, p. 541.

<sup>262</sup> David F. Damore, « Candidate Strategy and the Decision to Go Negative » *Political Research Quarterly*, vol. 55, n° 3, 2002, p. 673.

leadership du Premier ministre.

Les qualités martiales du leader seront évaluées à l'aune de ses capacités à utiliser les attaques verbales.

Au vu du nombre moyen de *FTA* pour chaque Premier ministre, nous constatons que John Major est le Premier ministre conservateur, parmi les trois soumis à notre étude, qui enregistre le plus grand nombre de contre-attaques verbales. En termes anthropologiques, il serait donc doté des qualités martiales requises attendues d'un chef guerrier. Cela entre quelque peu en contradiction avec l'image que beaucoup de commentateurs politiques ont voulu donner à John Major, « l'impression que [ce dernier] a été un premier ministre faible au cours de la plupart de ses mandats était partagée par ceux qu'il lui fallait convaincre »<sup>263</sup>. Mais également en contradiction avec ses propres déclarations selon lesquelles sa façon de faire de la politique « était silencieuse », et d'ajouter qu'il « n'aimait pas le populisme à tout crin » et qu'il « se méfiait du conflit » ajoutant qu'il était « davantage à l'aise avec l'esprit de conciliation »<sup>264</sup>. David Cameron enregistre le deuxième plus grand nombre d'attaques derrière J. Major. Encore une fois, cela peut paraître surprenant au vu des différentes remarques des journalistes et observateurs politiques concernant les prestations très agressives du Premier ministre<sup>265</sup>. Et enfin, Theresa May, quant à elle, apparaît comme le Premier ministre qui aurait le moins utilisé d'attaques verbales et serait la moins apte à adopter une attitude guerrière. Ce constat semble correspondre à la remarque du *Speaker*, John Bercow, qui explique que « Theresa May cherche sincèrement à communiquer à l'opposition davantage d'informations et qu'elle ne lâche pas en guise de réponse des petites phrases dans une attitude désinvolte »<sup>266</sup>. Ces remarques sont d'ordre général et peuvent, à ce stade, donner une impression erronée sur le leadership des trois Premier ministres ci-dessus évoqués. Il est nécessaire d'entrer dans le détail concernant les mécanismes de l'attaque ainsi que le contexte dans lequel elles sont utilisées. Il faut tout d'abord se demander si la baisse du nombre des *FTA* témoigne d'une tendance stable ou si cette baisse est le résultat d'un changement structurel des *PMQs*.

---

<sup>263</sup> Kevin Ellis, *Harold Macmillan and the personal influence of British Prime Ministers*, Thèse non publiée, University of Essex, 2002.

<sup>264</sup> John Major, *John Major: The Autobiography*, Harper Collins, 1999, p. xxii-xxiii.

<sup>265</sup> Maurice Waddle *et al.*, « He is just the nowhere man », art. cit.

<sup>266</sup> John Bercow: "You can say that Theresa May is genuinely seeking to get more information across and she is not giving flippant soundbite-type replies" dans *Punch and Judy Politics*, *op. cit.*, p. 160.

## 1.1.2. FTA : entre structure et agentivité

### 1.1.2.1. Changement de format des *PMQs*

Le caractère extrêmement confrontational des *PMQs* a longtemps été dénoncé comme un aspect négatif de la vie parlementaire de la Chambre des communes<sup>267</sup>. Les différents sondages corroborent d'ailleurs ces critiques. En effet, en 2014<sup>268</sup>, 67% des personnes interrogées pensaient que les séances de questions au gouvernement ressemblaient davantage à un match politique où le but est de marquer le plus de points possibles, et moins à un réel exercice de redevabilité (c'est-à-dire à celui d'un examen de la responsabilité du gouvernement). Dans le même sondage, près de la moitié des personnes interrogées pensaient que ces séances étaient trop bruyantes et trop agressives. Il n'est d'ailleurs pas rare que le président de séance rappelle avec insistance que le public déteste ces débordements<sup>269</sup>. Les parlementaires, eux-mêmes, déplorent cet état de fait et appellent de leurs vœux des changements qui permettraient aux débats d'être beaucoup plus pacifiés<sup>270</sup>. On se rappelle, bien sûr, David Cameron, qui, en 2005, promettait de mettre un terme au spectacle de Guignol, faisant allusion notamment aux insultes, aux attaques, et autres doigts pointés vers l'opposant<sup>271</sup>... Non seulement, il ne tiendra pas sa promesse mais il a entretenu, voire aggravé le caractère agressif des *PMQs*<sup>272</sup>. Ed Miliband (le Leader de l'opposition travailliste), quant à lui, proposait en juillet 2014 de remplacer les *PMQs* par des séances publiques de questions au Premier ministre<sup>273</sup>. Par ailleurs, le troisième rapport de la Commission sur les Procédures publié en 1995<sup>274</sup>, faisait remarquer que les *PMQs* ne pouvaient plus être considérées comme satisfaisantes au critère selon lequel « l'objectif d'une question est d'obtenir des informations ou inciter le gouvernement à agir » car l'exercice était

---

<sup>267</sup> Mark Franklin, Philip Norton, *Parliamentary questions, op. cit.*, p. 86

<sup>268</sup> Ipsos Mori, 11 février 2014. URL : <https://www.ipsos.com/en-uk/pmqs-poll>

<sup>269</sup> *Hansard, HC*, 30/11/2011, vol. 536, col. 930.

<sup>270</sup> *Hansard, HC*, 19/05/1994, vol. 243, col 953. Mr. Ashdown: *If, as I hope and believe, the Prime Minister is serious about wishing to use this opportunity permanently to improve the quality of debate in the House, would he be prepared to open discussions and take suggestions about how we might improve these 15 minutes of Prime Minister's Question Time—only a few weeks ago, he described as "ritual confrontation"—in order to make them more informative and more in keeping with what most people want?*

<sup>271</sup> Discours de victoire aux élections du leader Conservateur, 6 décembre, 2005

<sup>272</sup> Shephard Mark, Daniel Brady, « Questions to the Prime Minister versus Question by the Prime Minister: An Examination of the State and Nature of 'Punch and Judy' Politics during PMQs at Westminster », *Journal of Legislative Studies*, vol. 26, n°1, 2020, p. 27-46.

*David Cameron rudest prime minister at PMQs, according to study*, 3 juillet 2019, University of York. URL: <https://www.york.ac.uk/news-and-events/news/2019/research/david-cameron-rudest-prime-minister-at-pmqs/>

<sup>273</sup> *The Guardian*, *Ed Miliband proposes 'public question time' for prime minister*, Rowena Mason, 27 juillet 2014. URL: <https://www.theguardian.com/politics/2014/jul/27/ed-miliband-public-question-time-prime-minister>

<sup>274</sup> Select Committee on Procedure Third Report. Session 2001-02, Procedure Committee Publications. URL: <https://publications.parliament.uk/pa/cm200102/cmselect/cmproced/622/62203.htm>

devenu « une joute partisane entre les membres les plus bruyants des plus grands partis politiques »<sup>275</sup>. Au vu de ce constat, un certain nombre de réformes a été recommandé par le rapport : celles d'adopter un système de débats sur des sujets de fond, sur le principe de questions-réponses courtes ; ou encore demander aux députés de soumettre leurs questions au Premier ministre dans un format semblable à celui des *Select Committee*<sup>276</sup> ; ou bien de supprimer l'obligation de déposer une question au préalable et mettre en place un système de bulletins de vote nominatifs (pour poser des questions). Aucune de ces recommandations n'a été prise en compte par les différents gouvernements au pouvoir depuis cette date. Les seuls changements qui ont été apportés aux règles régissant les débats des *PMQs* n'ont pas eu pour objectif d'apaiser les débats, ils ont même contribué à l'aggravation de l'aspect conflictuel des *PMQs*. En 1997, Tony Blair, a décidé de faire fusionner les deux séances hebdomadaires en une seule de trente minutes, et plus tard en 2003, de placer cette unique séance du mercredi à douze heures. Ces changements ont eu pour effet de renforcer la confrontation entre les deux leaders car le Leader de l'opposition pose depuis lors ses six questions autorisées à la suite en un bloc<sup>277</sup>, et ce, à une heure de plus grande écoute. On en conclut donc que l'argument selon lequel l'institution aurait changé ses règles pour pacifier les débats n'est pas valable.

Un autre argument démontrant que cette baisse du nombre moyen de *FTA* entre John Major et Theresa May n'est pas dépendant de la structure ou du format des *PMQs* se trouve dans la hausse de ce nombre pendant le mandat de Boris Johnson. En effet, pour les sept premiers mois de son mandat en tant que Premier ministre et avant les mesures de distanciation sociale, le nombre moyen de *FTA* est de 8,36 par séance (par rapport à un total de 4,93 pour les trois ans de T. May). Cela nous laisse à penser que l'évolution des *FTA* est davantage dépendante de la volonté ou des capacités du Premier ministre à attaquer.

### 1.1.2.2. La structure au service de l'agence

---

<sup>275</sup> *Ibid.* 5.1. *The Procedure Committee last reviewed the operation of PMQs in 1994-95. In their report they commented that PMQs could no longer be held to satisfy the test that 'the purpose of a question is to obtain information or press for action'. They summarised the criticism of PMQs that it had "developed from being a procedure for the legislature to hold the executive to account into a partisan 'joust' between the noisier supporters of the main political parties" and observed that it was "not seen outside the House to reflect well on the performance of the House".*

<sup>276</sup> Le gouvernement est également soumis au contrôle exercé par les Comités Spéciaux (*Select Committees*). Ces comités, formés de membres représentant tous les partis, examinent les dépenses, l'administration et la politique des différents départements ministériels.

<sup>277</sup> Ayesha Hazarika et Tom Hamilton, *Punch & Judy Politics: An Insiders' Guide to Prime Minister's Questions*, Londres, Biteback Publishing, 2018.

Si les variations du nombre des *FTA* ne sont pas le résultat de changements structurels, l'utilisation modérée ou élevée des *FTA* est donc un choix personnel de l'acteur (*agency*)<sup>278</sup> dans ce contexte particulier. La structure, telle qu'elle est, rend possible l'utilisation de ces attaques, et ces dernières deviennent ainsi un instrument stratégique dans la compétition ; libre à l'agent de les utiliser ou non, modérément ou avec excès. Parmi les différentes théories institutionnalistes, plusieurs modèles reposent sur l'étude de l'importance de la structure et de l'agence dans la constitution du pouvoir du Premier ministre britannique. Dans notre cas précisément, nous retiendrons l'approche stratégique-relationnelle conceptualisée par Jessop et Hay<sup>279</sup>. Il n'est pas question d'opposer structure et agentivité mais de les envisager comme deux éléments synergiques et constitutifs du pouvoir : leur interaction n'est pas réduite à la somme des facteurs structurels d'une part et ceux relatifs à l'agent d'autre part, traités séparément. On remplace donc le dualisme structure et agence par « l'action stratégique »<sup>280</sup> qui est conçue comme une conduite intentionnelle orientée vers un environnement particulier, qui va de pair avec un contexte de sélectivité stratégique (on entend par là des environnements favorisant des stratégies particulières). Ainsi, le Premier ministre est un acteur stratégique ayant des intérêts et des préférences, et opérant dans un contexte institutionnel qui favorise certaines stratégies par rapport à d'autres. En effet, dans notre cas précisément les *PMQs* encouragent l'utilisation de *FTA*, ainsi l'acteur a le choix de faire usage de ces attaques dans cet environnement précis à des fins économiques, c'est-à-dire pour des gains personnels. On parlera alors de choix rationnel, c'est-à-dire, le Premier ministre devient l'*homo economicus*<sup>281</sup> qui a recours aux calculs et aux stratagèmes pour marquer des points au détriment de son opposant.

Par ailleurs, le néo-institutionnalisme du choix rationnel nous intéresse tout particulièrement dans notre étude. Michel Crozier et Erhard Friedberg expliquent dans *L'acteur et le système* que « l'acteur n'existe pas au-dehors du système qui définit la liberté qui est sienne et la rationalité qu'il peut utiliser dans son action. Mais le système n'existe que par l'acteur qui seul peut le porter et lui donner vie, et qui seul peut le changer »<sup>282</sup>. Dans l'esprit de l'institutionnalisme du choix rationnel, l'acteur se sert en quelque sorte du cadre organisationnel

---

<sup>278</sup> Cette notion est à comprendre dans la dualité entre agence et structure dans une approche institutionnaliste. Dans ce contexte, les capacités d'influence et d'action de l'acteur sont contraintes, voire déterminées par le système c'est-à-dire par les réalités physiques et sociales objectives (organisation structurelle) ou alors ces mêmes capacités participent des choix et des caractéristiques de l'acteur (qui utilise toute marge de manœuvre au sein du système). Voir Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Éditions du Seuil, 1977.

<sup>279</sup> Colin Hay, *Political Analysis: A Critical Introduction*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002, p 127-8.

<sup>280</sup> *Ibid.*

<sup>281</sup> Terme utilisé pour la première fois par les commentateurs du travail de John Stuart Mill sur l'économie politique.

<sup>282</sup> Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, Éditions du Seuil, 1977.

et institutionnel très codifié pour en tirer des gains personnels en usant de stratégies rationnelles<sup>283</sup>. Le pouvoir dépend de l'autonomie de l'acteur, qui peut faire autre chose que ce qui est attendu de lui, cela lui donne donc une certaine marge de manœuvre. Dans ce système qu'évoquent les sociologues, Michel Crozier et Erhard Friedberg, les *PMQs* sont un maillon essentiel pour le Premier ministre qui souhaite maximiser ses profits en termes politiques. L'acteur a créé cette structure et en maîtrise les codes parfaitement bien. Le Premier ministre est parfaitement conscient qu'il ou elle dispose d'un arsenal d'attaques avec une marge de manœuvre plus ou moins grande selon les circonstances (selon la personnalité du *Speaker*, les périodes électorales...) pour attaquer son adversaire.

Pour l'anthropologue, Frederick G. Bailey, l'un des principaux initiateurs de la théorie du jeu, la politique, et dans notre cas les *PMQs*, est envisagée comme un jeu de compétition qui comprend cinq éléments : un prix (sous la forme d'un ou de plusieurs objectif(s), par exemple, défendre sa légitimité, gagner du pouvoir ou s'y maintenir), les participants au conflit (le Premier ministre et les ministres, et les *backbenchers*, les membres de l'opposition), un leadership et des fidèles (*followers*), la compétition en soi (la confrontation, la rencontre), et enfin un juge, un arbitre<sup>284</sup> (le *Speaker*). Ce jeu, par sa visibilité et sa popularité, devient un match aux enjeux politiques très élevés où le plus de points doivent être marqués. Pour y parvenir, le Premier ministre et son groupe vont recourir à des stratégies, des « ruses<sup>285</sup> », en naviguant entre règles normatives, imposées par le jeu lui-même, et règles pragmatiques<sup>286</sup>, c'est-à-dire les manœuvres et tactiques utilisées dans les limites imposées par les règles du jeu. Frederick G. Bailey établit un lien direct entre un leadership efficace et les capacités du leader à utiliser les règles pragmatiques « grâce auxquelles les ressources de l'opposant peuvent être exploitées pour attirer ainsi un plus grand nombre de fidèles »<sup>287</sup>. Typiquement, ces tactiques sont inhérentes à la politique qui encourage l'acteur à dévoyer les règles normatives à son avantage et au détriment de l'autre. Les stratégies pour gagner le débat s'articulent donc autour de l'utilisation de *FTA*. L'acteur connaît les différentes catégories d'attaques, leurs effets, ainsi que les risques liés à leur usage. Pour Sandra Harris, les *FTA* sont voulues et récompensées, et dans une logique de jeu à somme nulle, un gagnant et un perdant sont déclarés à l'issue du débat. Les décibels correspondant à l'exaltation des députés sont un bon indicateur du succès

---

<sup>283</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>284</sup> Frederick G. Bailey, *Stratagems and Spoils*, 1971. New York, Schocken Books, 1969, p. 19-33.

<sup>285</sup> Georges Balandier, *Le détour : pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, 1985, p. 118.

<sup>286</sup> Frederick G. Bailey, *op. cit.*, 1971.

<sup>287</sup> Frederick G. Bailey, *op. cit.*, p. 76.



de la prestation du Premier ministre. Les médias annoncent généralement le vainqueur à l'aide de formules telles que : « Qui a gagné les *PMQs* d'aujourd'hui ? »<sup>288</sup>. Pour reprendre l'analyse du politologue et économiste, Anthony Downs, « les leaders cherchent à optimiser le nombre de votes en leur faveur »<sup>289</sup> et c'est précisément cette capacité à aller chercher le plus grand nombre d'électeurs qui constitue un leadership fort. Ne pas utiliser ce qu'offre la structure et le jeu pour augmenter son « capital leadership »<sup>290</sup> est une erreur, voire une faiblesse qui peut coûter cher au Premier ministre.

### 1.1.3. Lien entre impolitesse et pouvoir, la force de l'insulte

Selon Jürgen Habermas la connaissance n'est pas une représentation neutre d'un monde objectif mais se réalise à travers une certaine ambivalence du langage<sup>291</sup>. Dans une situation d'interaction communicative, les acteurs doivent, selon lui, soutenir des « prétentions à la validité »<sup>292</sup> qui, selon l'auteur, varient selon les intérêts de l'acteur car la communication est toujours « perturbée et déformée quand des intérêts sont en jeu »<sup>293</sup>, c'est-à-dire lorsque qu'une forme ou une part de pouvoir peut être acquise au cours d'une relation de communication, le linguiste, Paul Chilton, distingue, parmi d'autres, deux fonctions stratégiques principales pour s'approprier le pouvoir par le langage politique : la coercition et la délégitimation. L'insulte remplit précisément ces deux fonctions.

La coercition est à entendre selon l'auteur comme une menace de la face négative de l'opposant, un acte qui force l'interactant à faire ou ne pas faire quelque chose ou à agir d'une manière que ce dernier n'avait pas prévue. En effet, l'insulte, et plus globalement l'impolitesse, pour utiliser la terminologie du linguiste, Jonathan Culpeper<sup>294</sup>, a pour effet de pousser la cible de l'insulte à réagir, que ce soit pour adopter une attitude d'auto-préservation, ou prendre la décision de ne pas réagir ou, au contraire, de réagir d'une quelconque manière (voir plus bas), il s'agit à chaque fois d'une action non souhaitée et qui présente un risque plus ou moins grand. On dit alors qu'une telle situation de communication implique un conflit d'intérêts entre les deux partis ainsi

---

<sup>288</sup> "Who won PMQs? Rishi Sunak and Keir Starmer clash over economy and leadership - our verdict", Imogen Howse, *National World*, 23 novembre 2022.

<sup>289</sup> Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row, 1957.

<sup>290</sup> Mark Bennister, Paul 't Hart et Ben Worthy, « Assessing the authority of political office holders: the leadership capital index », *West European Politics*, vol. 38, n°3, 2015, p. 417-440.

<sup>291</sup> Jürgen Habermas, *The Theory of Communicative Action*, Boston, Beacon Press, 1981.

<sup>292</sup> Habermas distingue quatre types de « prétentions à la validité » : validité par l'intelligibilité, validité par la logique, validité par la justesse vis à vis de la communauté sociale, et validité par la sincérité des expériences vécues.

<sup>293</sup> Paul Chilton, *Analysing political discourse: Theory and practice*, Londres, Routledge, 2004, p. 43.

<sup>294</sup> Jonathan Culpeper, *Impoliteness: Using Language to Cause Offence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

qu'une limitation de la liberté de la cible de l'insulte, et cela a pour effet de mettre en évidence les relations de pouvoir pendant les *PMQs*. C'est dans ce sens que l'insulte représente un instrument de pouvoir qu'il est nécessaire pour le leader de maîtriser. Par ailleurs, l'insulte, comme le démontre la spécialiste du discours institutionnel, Cornelia Ilie, a la caractéristique de couper court au débat, de clore toute argumentation<sup>295</sup>, elle agit comme un instrument de neutralisation de l'opposant. De plus, le Premier ministre a le dernier mot, même si le Leader de l'opposition est autorisé à poser plusieurs questions à la suite, il n'est pas censé fournir de réponse au Premier ministre, son rôle se confine à poser des questions au chef du gouvernement. Le Premier ministre, en lançant une insulte en fin de réponse, inhibe son opposant et donne l'impression de contrôler la parole de cet adversaire. En guise d'exemple, il est possible de citer une réponse de David Cameron adressée au Leader de l'opposition, Ed Miliband au cours de la séance de *PMQs* du 11 mai 2011. Le Premier ministre interrogé sur les réformes du système national de santé (le *NHS*) explique la nécessité de certaines modifications apportées à ces réformes pour rendre le système plus accessible grâce à un plus grand financement et au soutien des médecins. A la toute fin de cette réponse, il attaque Ed Miliband en lui lançant que « lorsqu'[il] regarde l'Honorable chef de l'opposition, qui a déclaré que la riposte commencerait en Écosse avant que tout cela ne finisse en une défaite cuisante<sup>296</sup>, il [lui] fait penser à Eddie the Eagle »<sup>297</sup>. Le même effet est produit à la fin d'une réponse de John Major, qui au cours d'une *PMQs* d'avril 1996, explique point par point les progrès et l'embellie dans le secteur industriel et dans l'emploi dans ce même secteur avant de finir par conclure que l'instauration d'un « salaire minimum détruirait tout cela et que n'importe quel idiot comprendrait cela, même le leader adjoint du parti travailliste »<sup>298</sup>.

La deuxième façon d'accroître son pouvoir par le discours est la délégitimation. Pour Paul Chilton, il s'agit d'accuser, de rendre responsable, d'insulter, ou encore de faire passer son adversaire pour un bouc émissaire. La lutte pour le pouvoir passe par la nécessité de remettre en question l'éthos de l'opposant, c'est-à-dire sa crédibilité et ses qualités morales, tout en cherchant à renforcer son propre éthos. La raison justifiant l'utilisation du langage non-

---

<sup>295</sup> Cornelia Ilie, « Unparliamentary Language: Insults as Cognitive Forms of Ideological Confrontation », dans René Dirven, Roslyn M. Frank et Cornelia Ilie (eds.), *Language and Ideology: Volume 2: descriptive cognitive approaches*, Amsterdam, John Benjamins Publishing, 2001.

<sup>296</sup> Référence aux élections au Parlement Écossais du 05 mai 2011 où les Travaillistes ont perdu 22 sièges en faveur du *SNP* qui obtinrent la majorité au Parlement écossais.

<sup>297</sup> *Hansard*, HC 11/05/2011, vol. 527, col. 1156-57. D. Cameron: *I must say that when I look at the right hon. Gentleman, who told us that the fight back would start in Scotland before going down to a massive defeat, he rather reminds me of Eddie the Eagle.*

<sup>298</sup> *Hansard*, HC 25/04/1996, vol. 276, col. 585. D. Cameron: *As the deputy leader of the Labour party said some time ago, any silly fool knows that—even the deputy leader of the Labour party.*

parlementaire réside dans la volonté de projeter de façon indirecte, dans un contexte institutionnel, une image positive de soi et de présenter au public une image négative de son opposant politique<sup>299</sup>. Une fois encore, le leadership du Premier ministre est lié à la notion de pouvoir et plus précisément à la capacité qu'a le Premier ministre d'accroître son pouvoir à travers l'utilisation de *FTA*. Ces attaques verbales sont une stratégie pour augmenter ses gains et définir ou redéfinir les relations de pouvoir à la Chambre des communes.

Il ne suffit pas toutefois de conclure que l'utilisation de *FTA* est suffisante pour marquer des points. Il est nécessaire de bien cibler la nature de ces insultes, car toutes n'ont pas les mêmes effets, ni la même valeur. Attaquer certaines caractéristiques de l'opposant plutôt que d'autres se révèle plus rentable et plus efficace. Pour guider les préférences des électeurs, l'affiliation politique n'est plus suffisante. Les électeurs sont davantage sensibles aux qualités morales et humaines des membres du parti<sup>300</sup>. Les qualités auxquelles les électeurs sont le plus attentifs sont l'honnêteté<sup>301</sup>, le côté ordinaire en phase avec le public<sup>302</sup>, la sincérité<sup>303304</sup>, la compétence<sup>305</sup>, et enfin, une autre qualité attendue du parti : l'unité et la cohésion<sup>306</sup>. Dans cette logique économique le leader choisira une insulte, ou plus généralement une attaque verbale qui aura pour effet de remettre en question l'honnêteté et la sincérité de l'opposant. Une accusation de mensonge ou de déformation volontaire de la réalité s'avère très préjudiciable ; comme Erving Goffman l'explique : « beaucoup de publics estiment que, si quelqu'un se permet de mentir une seule fois, on ne doit plus jamais lui faire pleinement confiance »<sup>307</sup>. C'est la raison pour laquelle accuser son opposant de mentir<sup>308</sup>, ou de chercher à induire sciemment la Chambre en erreur reste un exemple de langage non-parlementaire très remarqué. On notera que les accusations portent principalement sur le mensonge, la corruption, la manipulation des chiffres, l'insincérité et l'hypocrisie, l'opportunisme, les manœuvres politiques pour servir ses propres intérêts, la diffamation, le manque de fiabilité, les activités criminelles, ... (pour la liste

---

<sup>299</sup> Cornelia Ilie, « Unparliamentary Language: Insults as Cognitive Forms of Ideological Confrontation, *op. cit.* Bousfield Derek, Locher Miriam A. (eds.), *Impoliteness in Language: Studies on its Interplay with Power in Theory and Practice*, Berlin, Mouton de Gruyter, 2008, p. 103.

<sup>300</sup> Samuel L. Popkin, *The Reasoning Voter*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991, p. 15.

<sup>301</sup> Diego L. Garzia, « The personalization of politics in Western democracies: Causes and consequences on leader-follower relationships », *The Leadership Quarterly*, vol. 22, n° 4, 2011, p. 2.

<sup>302</sup> *Ibid.*

<sup>303</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>304</sup> Samuel Popkin, *The Reasoning Voter*, *op. cit.*, p. 70.

<sup>305</sup> *Ibid.*, p.14

<sup>306</sup> De Beus Jos, « Populist Leadership, Leadership » dans John Kane, Haig Patapan, Paul 't Hart (eds.), *Dispersed Democratic Leadership: Origins, Dynamics, and Implications: Origins, Dynamics, and Implications*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

<sup>307</sup> Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, 2 volumes, Paris, Éditions de Minuit, 1974, p.64.

<sup>308</sup> Pas nécessairement pendant les *PMQs* mais à d'autres moments.

complète, voir Annexe 2).

C'est ainsi que le Premier ministre tentera de faire passer l'opposition pour un groupe corrompu et insincère, voire menteur. Et bien évidemment, dans une dynamique de jeu à somme nulle, une accusation de corruption ou de mensonges lancée à l'opposition reflétera en miroir inversé l'image d'un gouvernement intègre et fiable. Cela fonctionne, bien sûr, pour les autres qualités concernant les compétences du parti, leur crédibilité, leur unité ainsi que leur volonté d'être proche des gens. Parmi les *FTA* dirigées contre les compétences et la crédibilité du parti travailliste, on notera qu'elles rendent le parti travailliste coupable d'amateurisme, d'irresponsabilité, d'inefficacité, d'incompétence, d'être incohérent, de manquer de politique sérieuse ou réaliste, de manquer de courage, de ne pas être apte à gouverner ou à diriger le pays, de ne pas être digne de confiance, d'être faible et inutile, de manquer de leadership, d'être un parti du passé et rétrograde (pour la liste complète, voir Annexe 2) .

Les attaques verbales ont été classées en quatre catégories correspondant aux quatre qualités attendues d'un parti et de ses membres : connexion avec le peuple ; honnêteté ; unité ; et enfin compétence.

	<b>Honnêteté/sincérité confiance</b>	<b>Unité/cohésion</b>	<b>Parti connecté avec le peuple</b>	<b>Parti compétent / crédibilité</b>
<b>Major</b>	<b>102</b>	35	4	70
<b>Cameron</b>	85	25	7	<b>116</b>
<b>May</b>	<b>21</b>	11	6	16

figure 2. Nombre d'attaques concernant les qualités attendues d'un parti politique

Au regard de ce tableau, deux observations s'imposent et nous éclairent sur le leadership de chacun des trois Premiers ministres. Tout d'abord, nous remarquons que les *FTA* les moins utilisées parmi les quatre catégories sont celles liés à la relation de proximité que le parti tente d'établir avec les Britanniques à travers le discours. En effet, de telles occurrences demeurent plutôt rares (voir Figure 2 ci-dessus). Faut-il en conclure que cet aspect dans la communication politique est négligé par les trois Premiers ministres ? Nous pensons au contraire qu'il s'agit d'un des éléments les plus importants parmi les quatre mentionnés ici. Nous verrons dans une autre partie (voir troisième partie, 5.6 *PMQs* : un mode de communication direct) que ce phénomène de rapprochement avec le public, avec les électeurs, se fera d'une façon moins explicite, sans que le Premier ministre ait besoin de stipuler clairement qu'il/elle est plus proche et plus soucieux(se) du bien-être des citoyens britanniques que son opposant. Par ailleurs, les

Premiers ministres montrent davantage d'intérêt à utiliser des attaques visant de façon explicite l'honnêteté et la compétence du parti travailliste (voir figure 2 ci-dessus et figure 3 ci-dessous pour des exemples).

Figure 3. Exemples d'attaques concernant les qualités attendues d'un parti politique (pour la liste complète voir Annexe 3)

	John Major	David Cameron	Theresa May
Honnêteté	<p>- J Major : On ne peut pas faire confiance au <i>Labour</i><sup>309</sup> (16/01/92)</p> <p>- Mr Bellingham : Le <i>Labour</i> [...] aux pratiques outrageusement hypocrites<sup>310</sup> (09/03/95)</p> <p>- J. Major : les Travaillistes se complaisent dans le mensonge<sup>311</sup> (27/04/95)</p> <p>- David Nicholson : [...] ceci est typique de la malhonnêteté des Travaillistes (02/05/95)<sup>312</sup></p>	<p>- D. Cameron : Tout ce que nous avons de la part du parti travailliste c'est de la totale hypocrisie<sup>313</sup> (04/05/11)</p> <p>- L'Honorable Leader de l'opposition fait de la politique politicienne<sup>314</sup> (06/01/16)</p> <p>- Ces deux-là au ministère des Finances étaient les amis des évadés fiscaux<sup>315</sup> (11/02/15)</p> <p>- D. Cameron : une culture du secret et de dissimulation sous le <i>Labour</i><sup>316</sup> (03/07/13)</p>	<p>- T. May : Il est temps qu'il s'excuse pour les tracts mensongers du parti travailliste<sup>318</sup> (06/12/17)</p> <p>- T. May : ce que nous avons de la part du parti travailliste, ce ne sont que des faits alternatifs<sup>319</sup> (08/02/17), [...] des promesses non tenues<sup>320</sup> (09/05/18)</p> <p>- T. May : [...] les gens n'ont pas confiance dans le parti travailliste<sup>321</sup> (09/05/18)</p>

<sup>309</sup> Hansard, HC, 16/01/1992, vol. 201, col.1084. *Their muddled statements show that they cannot be trusted on tax; col. 1098 It is true that on defence Labour cannot be trusted.*

<sup>310</sup> Hansard, HC, 09/03/1995 vol. 256, col. 460. *Mr. Bellingham: Is it any wonder that more and more Members on the Labour Front Bench want to send their children to grant-maintained schools, and is it any wonder that the public find that grossly hypocritical?*

<sup>311</sup> Hansard, HC, 24/04/1995, vol. 258, col. 978 He speaks of higher standards in politics and he allows the Labour party to indulge in falsehoods, day after day.

<sup>312</sup> Hansard, HC 02/05/95, vol.259, col.166. Mr. David Nicholson Does not my right hon. Friend agree that this is typical of the dishonesty and the bogus statistics being used by both Opposition parties.

<sup>313</sup> Hansard, HC, 04/05/2011, vol. 627, col. 666. *D. Cameron: what we are getting from the Labour party is complete and utter hypocrisy.*

<sup>314</sup> Hansard, HC, 06/01/2016, vol. 580, col. 146. *D. Cameron: the right hon. Gentleman is trying to play politics rather than backing the national interest.*

<sup>315</sup> Hansard, HC, 11/02/2015, vol.592, col. 770. *D. Cameron: Those two in the Treasury were the friends of the tax dodger.*

<sup>316</sup> Hansard, HC, 03/07/2013, vol. 565, col. 911. *D. Cameron: Yes, we do need to end the culture of secrecy and cover-up that we had under Labour.*

<sup>318</sup> Hansard, HC, 06/12/2017, vol. 1027, col. 632. *T. May: It is time he apologised for the grossly misleading Labour leaflets.*

<sup>319</sup> Hansard, HC, 08/02/2017, vol.621, col [inexistante]. *T. May: What we get from Labour is alternative facts.*

<sup>320</sup> Hansard, HC, 09/05/18, vol. 640, col. 670. *T. May: [...] to reject the back-to-the-future economic policy of the Labour party and the broken promises of Labour.*

<sup>321</sup> Hansard, HC, 09/05/ 2018, vol. 640, col. 670. *T. May: They do not trust Labour, and they do not trust its leader.*

		- tout ce que nous avons de la part du parti travailliste, c'est du pur opportunisme <sup>317</sup> (20/11/2013)	
Unité	- J. Major : [...] Le Leader de l'opposition ferait mieux de regarder les divisions dans son propre parti <sup>322</sup> (24/11/94) - Mr Evans : Les députés travaillistes projettent de se débarrasser de leur leader et de son adjoint <sup>323</sup> (07/03/ 1991) - John Major : ils se querellent en public <sup>324</sup> (23/07/96)	- D. Cameron [...] comment battre un parti travailliste divisé et inutile <sup>325</sup> (17/07/2013) - D. Cameron : c'est une opposition faible et divisée <sup>326</sup> (05/09/12) - les membres du parti travailliste se querellent entre eux <sup>327</sup> (10/07/13) - D. Cameron : nous voyons chaque jour un parti travailliste plus faible et plus divisé <sup>328</sup> (21/01/15)	- T. May : Le parti travailliste se bat et se déchire <sup>329</sup> (20/07/16) ; ils sont divisés <sup>330</sup> (08/03/17) - T. May : Le parti travailliste [...] s'intéresse davantage à ses querelles idéologiques au sein du parti que de défendre les intérêts des travailleurs <sup>331</sup> (21/03/18)
Proximité	- J. Major : Le <i>Labour</i> est si déconnecté <sup>332</sup> (02/07/92)	- D. Cameron : Le parti travailliste est profondément	- T. May : Le <i>Labour</i> est déconnecté de la classe

<sup>317</sup> Hansard, HC, 20/11/2013, vol. 559, col. 307. D. Cameron: *That is what Labour said in Government. Now that it is in opposition, all we get is rank opportunism and irresponsibility.*

<sup>322</sup> Hansard, HC, 24/11/1994 vol. 250, col. 725. J. Major: *If he really wants to know about divisions and rabbles, he might well look at the divisions in his own party, not least below the Gangway.*

<sup>323</sup> Hansard, HC, 07/03/1991 vol. 187, col 456. Mr Evans: [...] that lot on the other side who are busy scheming to remove their leader and his deputy.

<sup>324</sup> Hansard, HC, 23/07/1996 vol.282, col. 142. J. Major: *Labour Members squabbling in public this morning and denouncing the Shadow Chancellor.*

<sup>325</sup> Hansard, HC, 17/07/2013, vol. 566, col. 1092. D. Cameron: *the role of Lynton Crosby is to advise me on how to defeat a divided and useless Labour party.*

<sup>326</sup> Hansard, HC, 05/09/2012 vol.549, col. 232. D. Cameron: [...] *and in spite of all the opportunity this is a weak and divided Opposition.*

<sup>327</sup> Hansard, HC, 10/07/2013, vol. 566, col. 355. Mark Spencer: [...] *in that those in the Labour party chose to stay away and squabble with themselves over fixing within the unions?*

<sup>328</sup> Hansard, HC, 21/01/2015 vol. 591, col. 210. D. Cameron: [...] *every day we see a Labour party weaker, more divided and more unfit for office.*

<sup>329</sup> Hansard, HC, 20/07/2016, vol. 613, col. 820. T. May: *The Labour party may be about to spend several months fighting and tearing itself apart.*

<sup>330</sup> Hansard, HC, 08/03/2017, vol. 622, col. 801. T. May: *That is Labour: weak, divided and unfit to govern this great country.*

<sup>331</sup> Hansard, HC, 21/03/2018, vol. 638, col. 273. T. May: [...] *the Labour party "has been taken over by the hard-left who are more interested in fighting internal ideological battles than standing up for the priorities of working men and women."*

<sup>332</sup> Hansard, HC, 27/06/1991 vol. 210, col. 959. J. Major: *it is the fact that they are that out of touch which helped them lose the last election.*

	- Mrs Gillan : totalement déconnecté des Britanniques <sup>333</sup> (02/12/93)	déconnecté de la Nation <sup>334</sup> (19/12/12) - D. Cameron : les Travailleurs n'écourent jamais les Britanniques <sup>335</sup> (16/01/13)	ouvrière <sup>336</sup> (13/06/18) [...] et manque de respect envers les Britanniques <sup>337</sup> (20/03/19)
Compétence	- Sir A. Grant : Nous devons faire face à l'opposition la plus inexpérimentée <sup>338</sup> (06/07/1995) - J Major : La politique du <i>Labour</i> est incohérente <sup>339</sup> (19/01/93) - Mr Twinn: [...] New Labour, nouvelle incompétence <sup>340</sup> 03/12/96) - J. Major : Le <i>Labour</i>	- D. Cameron : [...] la totale incompétence des Travailleurs <sup>342</sup> (13/10/13) - D. Cameron : tout ce que nous entendons de la part de l'opposition, c'est de l'irresponsabilité <sup>343</sup> (27/02/13) - D. Cameron : le <i>Labour</i> n'a aucune crédibilité <sup>344</sup> (26/06/13) - D. Cameron : L'opposition, assise là-bas, est	- T. May : Le <i>Labour</i> est une risée <sup>346</sup> (07/09/16) ; [...] ils sont faibles et incapables de gouverner <sup>347</sup> (08/03/17) - T. May : (le <i>Labour</i> est) un parti d'opposition qui attend de mettre notre pays en faillite <sup>348</sup> (05/07/2017) - T. May : les Travailleurs sont incapables d'unir notre pays <sup>349</sup> (07/09/16)

<sup>333</sup> Hansard, HC, 02/12/1993, vol. 233, col. 1162. Mrs Gillan: [...] the Labour party is totally out of touch with the British people.

<sup>334</sup> Hansard, HC, 19/12/2012, vol. 555, col. 850. D. Cameron: That is why they are so profoundly out of touch with the nation.

<sup>335</sup> Hansard, HC, 16/01/2013 vol. 556, col. 872. D Cameron: The view of the Opposition is that we should sit back, do nothing, accept the status quo and never listen to the British people or British business, either

<sup>336</sup> Hansard, HC, 13/06/2018, vol. 642, col. 895. Philip Davies: That shows how much the Labour party has lost touch with working-class people.

<sup>337</sup> Hansard, HC, 20/03/2019, vol. 656, col. 1038. T. May: It is not this Government who are being disrespectful to the British people; it is the right hon. Gentleman and his Labour party.

<sup>338</sup> Hansard, HC, 06/07/1995, vol. 263, col. 514. Sir A. Grant: [...] that his Government are faced with the most inexperienced and fatuous Opposition

<sup>339</sup> Hansard, HC, 19/01/93, vol. 217, col. 257. J. Major: the reality is that Labour policy is inconsistent.

<sup>340</sup> Hansard, HC, 03/12/1996 vol. 286, col. 793. Mr Twinn: Is that not another example of new Labour, new incompetence.

<sup>342</sup> Hansard, HC, 13/10/2013 vol. 516, col. 327. D. Cameron: [...] the complete incompetence of the people now sitting on the Opposition Benches

<sup>343</sup> Hansard, HC, 27/02/2013 vol. 559, col. 312. D. Cameron: [...] but all we hear is irresponsibility from the Opposition.

<sup>344</sup> Hansard, HC, 26/06/13, vol.565, col. 302. D. Cameron: That is why Labour has absolutely no credibility whatever.

<sup>346</sup> Hansard, HC, 07/09/2016, vol. 614, col. 325. T. May: Labour is a laughing stock.

<sup>347</sup> Hansard, HC, 08/03/2017, vol. 622, col. 801. T. May: That is Labour: weak, divided and unfit to govern this great country.

<sup>348</sup> Hansard, HC, 05/07/2017, vol. 626, col. 1161. T May: a "Government in waiting" [...] and waiting to bankrupt our country.

<sup>349</sup> Hansard, HC, 07/09/2016, vol. 614, col. 327. T. May: [...] the Labour party, divided among themselves and incapable of uniting our country.

	n'est pas apte à diriger le pays <sup>341</sup> (26/11/96)	complètement incapable et inéligible <sup>345</sup> (03/12/14)	
--	--	--	--

Cela est d'ailleurs une priorité pour John Major, et Theresa May ; parmi les quatre catégories, celle relative à l'honnêteté, la sincérité et la confiance est celle qui enregistre le plus grand nombre de *FTA* pour ces deux Premiers ministres. Concernant John Major, ce constat peut paraître étonnant dans la mesure où les mandats de ce dernier ont été profondément marqués par des accusations de corruption et d'affaires immorales (*sleaze*). C'est précisément pour cette raison que le Premier ministre en question, John Major, a dû contre-attaquer sur le même registre pour essayer de faire passer l'accusateur pour un parti encore plus corrompu et immoral. Il s'agit d'une situation à somme nulle, donc il ne faut pas perdre la manche sur ce point précis, il faut qu'à l'issue de l'affrontement, ce soit l'opposant qui soit coupable des accusations de corruption. Dans le cas de Theresa May, les attaques se rapportant au manque de confiance, d'honnêteté et sincérité, que cette dernière veut attribuer au parti travailliste, sont très largement liées à l'absence de coopération de l'opposition dans le cadre du vote sur le projet d'accord de sortie de l'Union européenne par le Royaume Uni. Pour D. Cameron, la priorité ne semble pas être celle de dénoncer le déficit de sincérité chez les Travaillistes mais plutôt d'attaquer leur crédibilité et leur compétence en tant que parti susceptible de prendre le pouvoir (voir figures 2 et 3 ci-dessus). David Cameron utilise sa position de nouveau Premier ministre (le 11 mai 2010) dans le schéma de l'alternance politique pour dénoncer les échecs de ses prédécesseurs<sup>350</sup>. Contrairement à John Major et Theresa May, David Cameron n'est pas le successeur d'un Premier ministre de son propre parti mais un candidat élu par les urnes remplaçant un Premier ministre travailliste. L'atout à jouer est, bien entendu, de critiquer tout ou presque tout ce qu'a fait le parti précédent lorsqu'il était aux commandes du pays (pendant la période de 1997 à 2010). Cette stratégie va durer tout le mandat de David Cameron (de mai 2010 à juillet 2016), même lorsque son gouvernement aura été responsable de quelques échecs.

La baisse du nombre de *FTA* utilisées par les trois Premiers ministres conservateurs de notre étude n'est pas, comme nous l'avons précisé, dépendante des changements structurels des *PMQs*. Dans une approche rationnelle, l'acteur a la possibilité d'utiliser les opportunités

<sup>341</sup> Hansard, HC, 26/11/1996, vol. 286, col. 149. J. Major: [...] unfit to govern.

<sup>345</sup> Hansard, HC, 03/12/2014, vol. 589, col. 296. D. Cameron: [...] the Opposition [...] they sit there, completely hopeless and unelectable.

<sup>350</sup> Ayesha Hazarika et Tom Hamilton, *Punch and Judy Politics*, op. cit., p. 151.



qu'offre la structure du jeu afin d'optimiser ses gains. Par ailleurs, une approche sociologique fournit une analyse tout à fait pertinente concernant l'utilisation des *FTA* dans ce contexte institutionnel. L'argument selon lequel la culture de la confrontation est une force à laquelle les membres de la Chambre se soumettent pendant les *PMQs* mérite d'être développée. Afin de comprendre comment et pourquoi les députés intègrent des mécanismes d'interaction propre à un environnement tel que celui des *PMQs*, il est nécessaire de s'intéresser à l'institutionnalisme normatif (ou sociologique).

#### **1.1.4. L'institutionnalisme normatif ou sociologique**

Cet institutionnalisme normatif est fondée sur une interprétation socio-culturelle des institutions et des comportements des acteurs. Les individus se socialisent dans l'environnement de l'institution en se comportant de façon appropriée, c'est-à-dire en « agissant selon les règles institutionnelles de la collectivité, pratiques fondées sur la reconnaissance mutuelle et tacite de ce qui est vrai, raisonnable, naturel, bon et juste »<sup>351</sup>. La culture est, en ce sens, normative, elle forme un ensemble de règles de conduite auxquelles les personnes sentent qu'elles doivent se plier dans une certaine mesure. L'individu intériorise une culture donnée, partage avec d'autres membres des comportements et des valeurs communes. Philip Norton parle du Parlement comme un lieu de socialisation des députés et explique que les *PMQs* « créent des expériences communes qui forgent les liens sociaux »<sup>352</sup>. Il n'est donc pas inopportun de parler de culture parlementaire. La culture est, selon Maurice Duverger, « un ensemble coordonné de manières d'agir, de penser et de sentir, constituant les rôles qui définissent les comportements attendus d'une collectivité de personnes »<sup>353</sup>. La culture des *PMQs* se reflète dans les différentes manières de se comporter qui sont spécifiques aux rôles de chacun au sein de cette institution ; on ne retrouve pas les mêmes comportements ailleurs. Lors du débat entre le Premier ministre et le leader de l'opposition et plus généralement entre le Premier ministre et l'opposition, la confrontation atteint à son paroxysme. Les attaques font partie de la culture du débat parlementaire pendant les *PMQs*. On s'attend à voir un Premier ministre belliqueux ; il s'agit précisément de ce genre de comportement qui est intériorisé par les Premiers ministres (hommes et femmes) et reproduit par mimétisme lors des *PMQs*. Cette idée est très bien résumée par Mark Shephard : « Puisque la fréquentation, la médiatisation et

---

<sup>351</sup> James G. March, Johan P. Olsen. « Elaborating the "New Institutionalism" », dans Sarah A. Binder, R. A. W. Rhodes, and Bert A. Rockman (eds.), *The Oxford Handbook of Political Institutions*, 2008, p. 9.

<sup>352</sup> Philip Norton "creates shared experiences that form social bonds", *Does parliament matter?* Londres, Prentice Hall / Harvester Wheatsheaf, 1993, p. 136.

<sup>353</sup> Maurice Duverger, *Sociologie de la politique*, Presses Universitaires de France, 1973. p. 101.

la visibilité est la plus élevée pendant les *PMQs*, les nouveaux *MPs* seront soucieux de se familiariser avec la mécanique des *PMQs* aussi vite que possible »<sup>354</sup>. Et, comme dans toute société, les membres sont soucieux de respecter les codes culturels de leur communauté pour éviter d'en être exclus<sup>355</sup>. Cette culture des *PMQs* est très prégnante. Harriet Harman, pour justifier son attitude très combative lors des débats face W. Hague lors des *PMQs* a expliqué qu'elle n'avait pas d'autre choix que celui de suivre les conventions et conclut en ces termes : « Je devais le faire de cette manière »<sup>356</sup>. David Cameron formule une remarque similaire lorsqu'il explique qu'il n'a pas d'autre choix que d'attaquer mais que cela, c'est-à-dire cette attitude « n'est pas ce qu'il est vraiment »<sup>357</sup>. Cette nécessité de se conformer aux codes culturels des *PMQs* est renforcée par la qualité ritualisée des séances. En effet, le rituel confère à l'évènement une force telle, qu'il est impossible de se soustraire aux pratiques du rite, et c'est ainsi que le *statu quo* est préservé<sup>358</sup>. L'insulte, et plus généralement l'attaque verbale ou encore l'interruption, sont ce qu'appellent Gretchen Helmke et Steven Levitsky des institutions informelles<sup>359</sup>, c'est-à-dire des normes et des procédures institutionalisées par les membres du groupe qui les perpétuent par mimétisme au fil du temps. Les auteurs indiquent que ces normes sont « hautement résistantes au changement »<sup>360</sup>. Ces normes n'existent pas en dehors du cadre normatif et prescriptif des institutions formelles, elles sont subordonnées à ces dernières. Un éventuel changement ne peut donc intervenir seulement si la structure formelle des *PMQs* est réformée ou refondue. On pourrait imaginer une réforme radicale qui limiterait, voire supprimerait l'aspect conflictuel des débats, c'est-à-dire une configuration spatiale différente, un nombre équivalent de questions pour chaque parti de l'opposition ou encore

---

<sup>354</sup> "Since attendance, profile and public visibility is highest during PMQT, new MPs will be keen to learn the mechanics of PMQT and general parliamentary behavior as quickly as possible", Shepard Mark, *Prime Minister's Question Time. Functions, Flux, Causes and Consequences: A Behavioral Analysis*, (dissertation), 2000, p. 38.

<sup>355</sup> Colin Hay, *Political Analysis*, op. cit., p. 106.

<sup>356</sup> Joni Lovenduski, « Prime Minister's Questions underpins an expectation that politics is an activity best performed by men », *Democratic Audit UK*, 16 mars 2014.

URL: <https://www.democraticaudit.com/2014/03/16/prime-ministers-questions-acts-as-a-barrier-between-women-and-political-leadership/>

<sup>357</sup> David Cameron, "[PMQs] is very aggressive, confrontational [...] I don't think you can change it actually [...] I apologise for that. That's not what I'm like" dans Maurice Waddle, P. Bull and J.R Böhnke, « He's just the nowhere man », art. cit. Voir également Joni Lovenduski, « Prime Minister's Questions as Political Ritual at Westminster », dans Rai S.M. et Johnson, R.E. (eds), *Democracy in Practice*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014, p. 145.

<sup>358</sup> Joni Lovenduski, « Prime Minister's Questions as Political Ritual at Westminster », dans Rai S.M. et Johnson, R.E. (eds), *Democracy in Practice*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014, p. 136.

<sup>359</sup> Gretchen Helmke et Steven Levitsky, « Informal Institutions and Comparative Politics: A Research Agenda », *Perspectives on Politics*, vol. 2, n°4, 2004, p. 725-740.

<sup>360</sup> *Ibid.*

l'adoption d'un système de questions semblables aux *Select Committees*<sup>361</sup> avec toutefois, un nombre limité de députés autorisés à assister aux débats. Une telle refonte structurelle des *PMQs* serait plutôt le résultat d'une remise en cause du système politique britannique. Les *PMQs* ne seraient alors plus le reflet d'un système bipartite au style confrontationnel et dans lequel les groupes parlementaires joueraient un rôle essentiel mais le reflet d'un tout autre type de forme de gouvernement. Le changement le plus radical dans les règles des débats pendant les *PMQs* jusqu'à présent a été initié par la nécessité d'imposer des mesures de distanciation physique à la Chambre suite à l'irruption de l'épidémie de Covid-19<sup>362</sup>. Nous verrons dans une autre section les effets de telles mesures sur la nature et la fonction des *PMQs*.

Les normes informelles, ou ce qu'appelle G. Bailey les « règles pragmatiques »<sup>363</sup>, et plus précisément, dans notre cas, les attaques verbales sont un élément constitutif majeur et puissant de la culture des *PMQs*, et ne pas s'y conformer peut être perçu comme une faiblesse ou une défaillance du leadership<sup>364</sup>. Au vu du nombre moyen d'attaques enregistrées pour les mandats de Theresa May, cette dernière apparaît comme la Première ministre la plus réfractaire à se soumettre aux exigences culturelles de l'attaque et ne semble pas se fondre entièrement dans cette culture de l'affrontement. Il serait cependant erroné de dire qu'elle est à contre-courant de cette culture, ou encore qu'elle est dans une attitude de rébellion car elle utilise, malgré tout, les *FTA* et notamment, et ce, de façon significative, à la fin de son mandat, comme nous le verrons un peu plus loin.

### 1.1.5. Détail de l'évolution des *FTA* dans chaque mandat

---

<sup>361</sup> Les commissions de contrôle de l'action du gouvernement sont chargées de contrôler les dépenses, l'administration et la politique d'un ministère particulier ainsi que les organes qui en dépendent.

<sup>362</sup> Mesures de distanciation sociale introduites en mars 2020

<sup>363</sup> Frederick G. Bailey, *Stratagems and Spoils*, 1971. New York, Schocken Books, 1969, p. 76.

<sup>364</sup> *Ibid.*

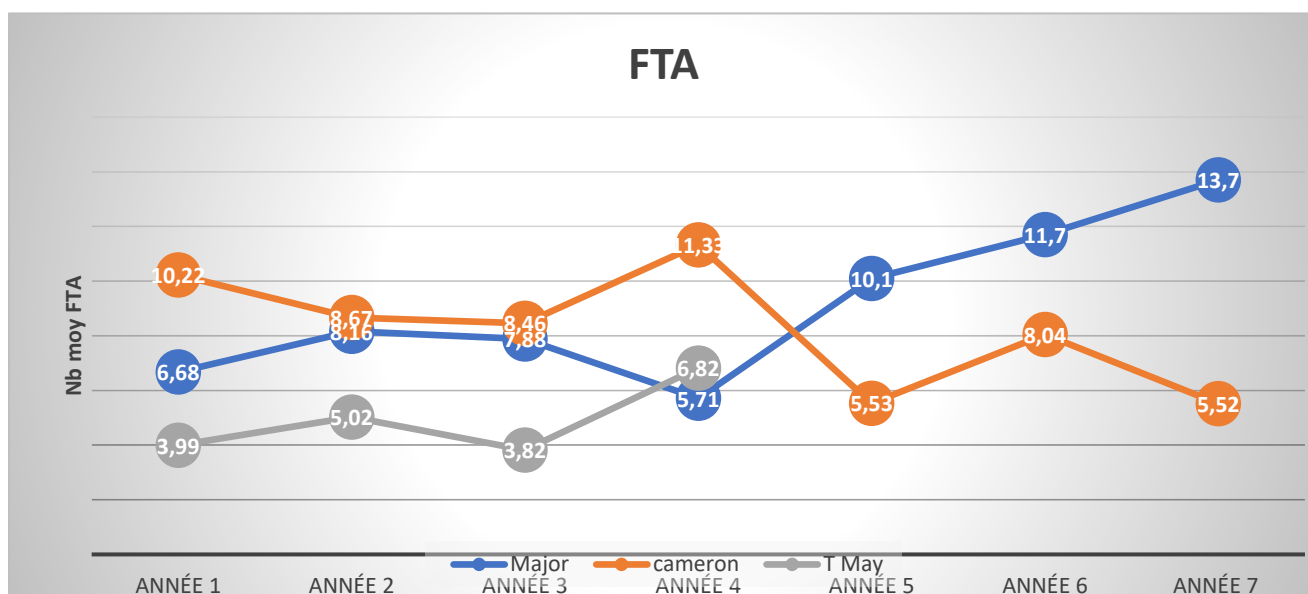


figure 4. Évolution du nombre des FTA au cours des trois mandats

### John Major

Le nombre moyen d'attaques verbales au début du premier mandat de J. Major en 1991 (année 1 sur le graphique, figure 4) s'élève à 6,68 par séance et atteint 13,75 en 1997 (année 7 sur le graphique, figure 4), soit une augmentation de plus de 105,8 % en sept ans. Il s'agit d'une augmentation constante à l'exception de l'année 1994 (année 4 sur le graphique, figure 4). Cette observation correspond à la conclusion de Maurice Waddle, Peter Bull et Jan R Böhnke<sup>365</sup> selon laquelle John Major est devenu moins coopératif et moins poli au cours de ses mandats. John Major, au début de son mandat correspond à l'acteur cynique que décrit Erving Goffman. Selon cette théorie, l'acteur assume parfois un rôle, qui en premier lieu ne lui correspond pas, pour ensuite se fondre dans ce même rôle avec plus ou moins de talent. De l'aveu de John Major lui-même, il « n'aimait pas le populisme à tout crin, [il] ne croyait pas au conflit, [il] était plus à l'aise avec le compromis »<sup>366</sup>. Au fil des années, J. Major finira par adopter un style plus agressif et plus humiliant comme s'il n'avait pas pu ou su échapper au déterminisme socio-structurel des *PMQs*. Une autre interprétation est également possible. Elle rejoint celle de Erving Goffman mais sous un angle plus anthropologique. J. Major a perçu la nécessité vitale de se défendre et de faire montre de qualités de chef guerrier. En effet, le groupe comme nous avons eu l'occasion de le mentionner, est très sensible aux capacités que possède le chef pour défendre le groupe. Dans le cas de John Major, il est important de rappeler qu'il n'est pas devenu Premier ministre

<sup>365</sup> Maurice Waddle, Peter Bull et Jan R Böhnke Waddle Maurice, Bull Peter, et Böhnke Jan R., « "He is just the Nowhere Man of Politics": Personal Attacks in Prime Minister's Questions », *Journal of Language and Social Psychology*, vol. 38, n°1, 2018, p. 76.

<sup>366</sup> John Major, *John Major: The Autobiography*, 1999, *op. cit.*, p. xxii-xxiii

par les urnes mais par succession. Cela signifie qu'un homme politique peut devenir un leader après avoir été élu chef de parti ou Premier ministre. Selon ce critère anthropologique relatif aux qualités martiales du chef, la célèbre remarque cinglante de Norman Lamont<sup>367</sup> prononcée à l'endroit de J. Major lors de son discours de démission à la Chambre des communes le 9 juin 1993 : « il occupe la fonction mais sans autorité »<sup>368</sup> se révèle vraie en quelque sorte à ce moment précis du mandat du Premier ministre, elle aurait toutefois perdu de sa pertinence après 1994.

### **David Cameron**

L'évolution du nombre moyen de *FTA* présente plutôt une tendance à la baisse au cours du mandat de David Cameron, sauf pour l'année 2013 et 2015 (années 4 et 6 sur graphique, figure 4). En 2015, deux mois de campagne électorale (février et mars) gonflent artificiellement le nombre moyen d'attaques (sans toutefois dépasser le nombre moyen des trois premières années). En 2010, au début du mandat de D. Cameron, le nombre moyen d'attaques s'élève à 10,22 *FTA* par séance en 2010 pour ensuite chuter à 5,52 en 2016, soit une baisse de 46% en six ans. Le schéma est inversé par rapport à celui de John Major, David Cameron devient de moins en moins belliqueux au fil des années. En termes anthropologiques et quantitatifs, ses capacités de chef guerrier semblent s'émousser. Certains chercheurs et critiques politiques expliquent cette baisse du nombre de *FTA* par la baisse de popularité du parti travailliste avant les élections de 2015<sup>369</sup> ainsi que par le relatif consensus entre les Conservateurs et les Travaillistes sur le maintien du Royaume Uni au sein de l'Union européenne<sup>370</sup>.

### **Theresa May**

A première vue, l'évolution du nombre d'attaques verbales contre l'opposition présente une tendance à la hausse au cours du mandat de T. May. Le nombre moyen de *FTA* est de presque quatre attaques par séance en 2016 (année 1 sur graphique, figure 4) et atteint 6,82 en fin de mandat en 2019 (année 4), soit une augmentation de plus de 70% en 3 ans. Cependant, il faut considérer que la hausse de 1 point enregistrée pour l'année 2017 correspond à l'élection générale où le nombre d'attaques monte inévitablement. Puis, ce nombre redescend à son taux d'origine, c'est-à-dire autour de quatre *FTA* par séance, ce qui donne en réalité une courbe

---

<sup>367</sup> Norman Lamont était le Chancelier de l'Échiquier de novembre 1990 à mai 1993 sous J. Major

<sup>368</sup> Hansard, HC, *Personal Statement*, 09/06/1993, vol.226 col. 285. N. Lamont: *We give the impression of being in office but not in power.*

<sup>369</sup> Victoria Honeyman, « Is Labour struggling in the polls because of Ed Miliband? », 13 novembre 2014, LSE, <https://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/is-labour-struggling-in-the-polls-because-of-ed-miliband/>

<sup>370</sup> Maurice Waddle, P. Bull et J.R. Böhnke, « He's the Nowhere Man of Politics », art. cit.

stable autour de quatre attaques par séance pour les années 2016 à 2018 (année 1 à année 3 sur graphique, figure 4). Puis une augmentation de trois points (c'est-à-dire une augmentation de 78 %) est enregistrée sur sept mois en 2019. Même s'il s'agit d'une hausse brutale et significative, le pic reste très en deçà de ceux observés pendant les mandats de ses deux prédécesseurs J. Major (13,7 en 1997) et D. Cameron (11,3 en 2013). Malgré la relativité de ce nombre par rapport aux autres Premiers ministres, T. May a décidé d'avoir recours aux *FTA* de façon marquée à la toute fin de son mandat comme si elle n'avait plus aucune autre solution ou aucun autre moyen d'affirmer son autorité. Malheureusement pour elle, cela ne suffira pas, car elle démissionnera en juillet 2019. Cette acmé à ce moment précis dans l'évolution de l'utilisation des attaques ressemble à un acte de survie, ou encore, à un baroud d'honneur. Theresa May est à ce moment acculée, face à un Parlement qui refuse de voter son projet de sortie du Royaume Uni de l'Union européenne. Il s'agit du troisième vote et l'état se resserre, le temps n'est plus aux négociations mais à l'offensive. Cet épisode montre à nouveau que les attaques sont bel et bien l'arme par excellence (ou de dernier recours dans le cas de T. May) du leader, elles sont l'instrument du pouvoir du chef ainsi que l'unité de mesure de l'autorité ce dernier.

S'en tenir au nombre moyen de *FTA* pour chaque Premier ministre ne reflète pas réellement la réalité sur les capacités de chaque Premier ministre à attaquer. Il existe des degrés dans l'attaque, en effet certaines attaques sont moins fréquentes, car beaucoup plus risquées en termes de sanctions. Il faut entrer dans le détail des attaques pour réévaluer les qualités de chef guerrier de chacun. Pour cela, il nous faudra faire la distinction entre les attaques dirigées contre les partis de l'opposition et notamment le parti travailliste, et celles dirigées contre le Leader de l'opposition en particulier.

#### **1.1.6. Personnalisation de l'attaque, un degré supplémentaire dans la prise de risques**

Contrairement à une attaque contre le parti adverse, une attaque (une *FTA*) dirigée contre un membre en particulier est plus susceptible d'être sanctionnée par un rappel à l'ordre du *Speaker* si cette dernière n'est pas atténuée par une formule de politesse ou par une stratégie de contournement sémantique. Si l'objectif est d'attaquer personnellement l'opposant, c'est-à-dire attaquer la face privée de ce dernier, il suffit donc d'utiliser une formulation adroite ou profiter de la clémence du *Speaker*.

Le guide *Erskine May*<sup>371</sup> précise que le commentaire irrespectueux dirigé contre la personne est

---

<sup>371</sup> Il s'agit du guide de Thomas Erskine May, répertoriant et expliquant les pratiques parlementaires, intitulé : '*A treatise on the law, privileges, proceedings and usage of Parliament*'

non toléré, en revanche, il est généralement accepté lorsqu'il est dirigé contre le parti. Lorsque le Premier ministre s'attaque directement et personnellement au Leader de l'opposition ou à un député de l'opposition, il/elle prend davantage de risques en termes de sanctions. La réprimande formulée par le *Speaker* représente, comme le démontre Sandra Harris, une sorte de récompense<sup>372</sup>, une preuve de bravoure. Parmi les stratégies de compétition, l'insulte constitue un outil majeur à disposition du Premier ministre. Quand bien même aucune sanction ne serait prononcée pour un acte supposé délictueux, la récompense est malgré tout substantielle, car adresser un commentaire offensant au Leader de l'opposition tout en échappant à la vigilance du *Speaker*, et ce, grâce à un sens remarquable et remarqué de la formule, représente en soi un acte audacieux.

Au-delà de la recherche de la récompense liée à la sanction ou d'une simple prise de risque plus élevée, s'attaquer personnellement à son adversaire, représente une stratégie efficace pour discréditer l'adversaire. D'un point de vue socio-anthropologique, l'homme politique tient « sa puissance proprement magique sur le groupe de la croyance qu'a ce groupe dans l'image que cet homme donne et qui est une image du groupe lui-même »<sup>373</sup>. Le leader possède un capital symbolique qui est construit par le biais de ce qu'appelle Pierre Bourdieu des idées-forces<sup>374</sup> (c'est-à-dire la parole de l'homme politique, ses propos, ses programmes, ses promesses, ses pronostics...) qui doivent une part de leur autorité, voire leur puissance, au crédit de la personne, qui en les professant, les garantit. Pour l'opposant, il ne s'agit pas seulement de les réfuter par une argumentation logique mais de les disqualifier en discréditant leur auteur. L'expression anglaise « *playing the man, not the ball* »<sup>375</sup> illustre bien ce procédé, dans une métaphore footballistique, il s'agit en effet, de tacler un joueur de l'équipe adverse au lieu de frapper le ballon. En adressant une insulte, ou plus généralement un propos offensant à une personne précise, au Leader de l'opposition (dans notre cas), le Premier ministre sape la crédibilité de cet opposant et par ricochet celle de tout le parti travailliste. On peut citer comme exemple l'accusation sans cesse répétée par David Cameron selon laquelle le Leader de l'opposition est un leader faible<sup>376</sup>, ce qui projette par extension l'image d'un parti travailliste

---

<sup>372</sup> Sandra Harris, « Being Politically Impolite: Extending Politeness Theory to Adversarial Political Discourse », *Discourse and Society*, vol. 12, n°4, 2001, p. 451-472.

<sup>373</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Éditions Fayard, 2014, p. 239.

<sup>374</sup> *Ibid.*, p. 241.

<sup>375</sup> S'attaquer à l'opposant au lieu du ballon qui est contrôlé par cet opposant

<sup>376</sup> *Hansard, HC*, vol. 569, col. 913. D. Cameron: [...] *will tell you what is weak: being too weak to stand up and admit to economic failures; being too weak to stand up to Len McCluskey, who tried to wreck Scotland's petrochemical industry; and being too weak to stand up to the shadow Chancellor on HS2—[Interruption.] [...] He has cowered in his office, too weak to make a decision.*

faible. Cet exemple entre dans la typologie des attaques personnelles proposées par Maurice Waddle et Peter Bull. Parmi les sept catégories identifiées par les auteurs, la dernière : « *badgering* », c'est-à-dire pousser l'opposant, avec force et persistance, à faire ou dire quelque chose, sera isolée des six autres, car de notre point de vue, elle représente un degré supplémentaire dans l'attaque.

### 1.1.7. Détail des attaques personnelles

#### John Major

L'évolution du nombre moyen d'attaques personnelles n'a cessé d'augmenter au cours des sept années de mandat de John Major (seule l'année 1994 enregistre une baisse). En 1991, ce nombre s'élève à 3,26 et atteint 7,05 en 1997, soit une augmentation de 116 % en sept ans. Ces observations correspondent à celles de Waddle *et al.* pour qui les attaques personnelles ont été utilisées de façon beaucoup plus soutenue à la fin du mandat de J. Major<sup>377</sup>. Par ailleurs, l'évolution du nombre moyen d'attaques contre le Leader de l'opposition en particulier est presque identique à celle concernant les attaques dirigées contre le parti (voir figure 5).

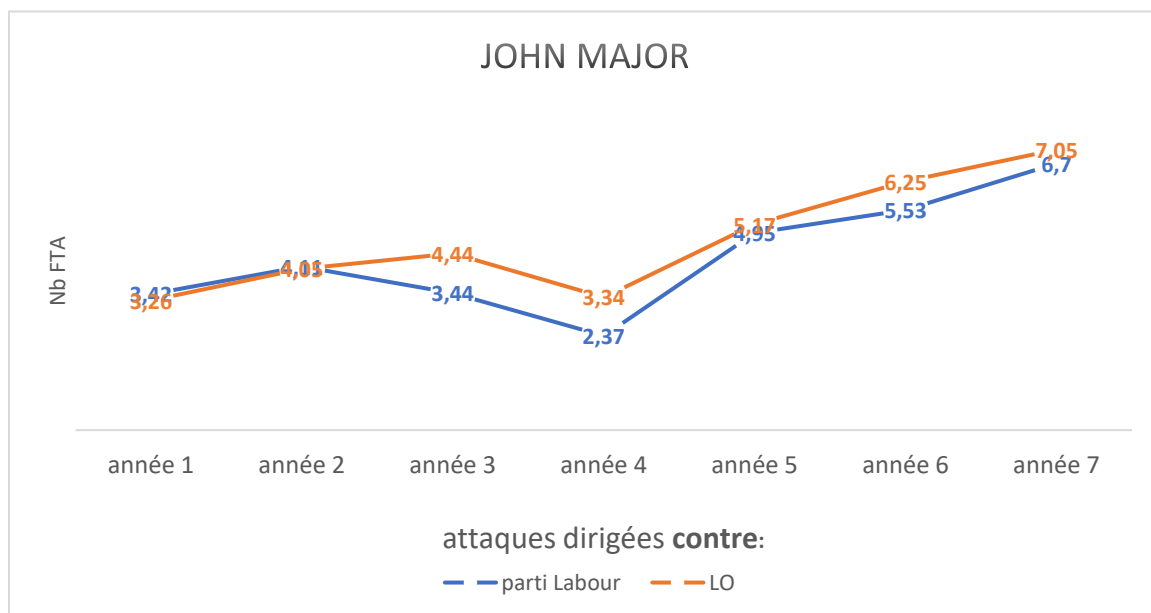


figure 5. Attaques verbales contre le parti travailliste et le Leader de l'opposition

Le total du nombre moyen des attaques personnelles pour l'ensemble du mandat de J. Major est de 4,63 par séance, valeur supérieure de 0,3 par rapport au nombre total des attaques contre les

<sup>377</sup> Maurice Waddle *et al.*, « He is just the nowhere man », art. cit., p. 76.



partis de l'opposition, notamment le parti travailliste. Dans le détail, cette observation se vérifie pour chaque année entre 1991 et 1997 (sauf pour 1992 où les deux valeurs sont presque égales), le nombre moyen d'attaques personnelles est toujours légèrement supérieur au nombre moyen d'attaques contre les partis de l'opposition sans toutefois présenter un écart significatif. En d'autres termes, John Major ne privilégie pas une cible en particulier de façon marquée, le parti dans son ensemble est aussi important que son leader, et les deux méritent, pour J. Major, d'être l'objet d'attaques, à intensité presque égale. La courbe des attaques personnelles (contre le Leader de l'opposition) grimpe plus rapidement à partir de 1994, période correspondant à l'arrivée de Tony Blair en tant que leader du parti travailliste. L'avènement du *New Labour* incarné par un nouveau Leader de l'opposition au style caractérisé par un esprit acéré et une rhétorique brutale<sup>378</sup> a sans aucun doute contribué à cette augmentation du nombre de *FTA* dirigées contre la personne de Tony Blair. Il faut également souligner qu'outre une évolution à la hausse des personnalisations, le nombre moyen des attaques personnelles est plutôt élevé et supérieur à celui de ses deux successeurs conservateurs. En termes anthropologiques, ces observations corroborent celles présentées concernant le nombre global d'attaques : J. Major assume de plus en plus un rôle de chef guerrier et, ce de façon efficace, et sait s'adapter et faire face aux attaques plus soutenues venant de l'opposition.

### **David Cameron**

Le total du nombre moyen des attaques dirigées contre le Leader de l'opposition pour l'ensemble des mandats de D. Cameron est de 3,37 (voir figure 6) par séance, ce qui est bien inférieur au nombre moyen enregistré pour J. Major (4,63).

---

<sup>378</sup> Thomas McMeeking, 2021, *The Political Leadership of Prime Minister John Major: A Reassessment Using the Greenstein Model*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021, p. 84.

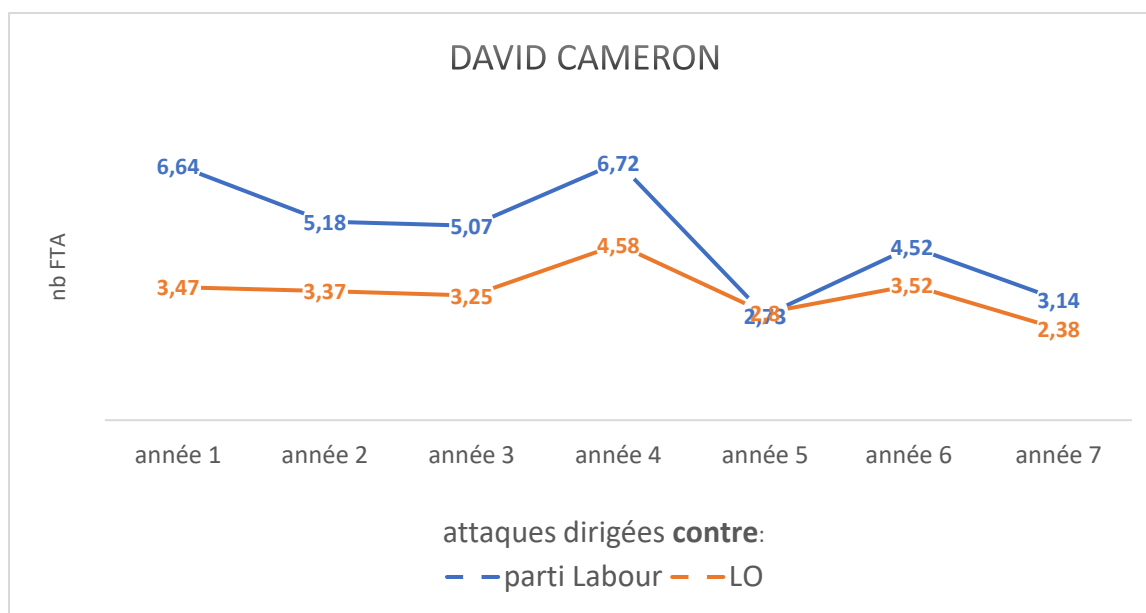


figure 6. Attaques verbales contre le parti travailliste et le Leader de l'opposition

Les courbes correspondant aux attaques personnelles d'une part, et contre le parti travailliste d'autre part, évoluent en parallèle, c'est-à-dire qu'elles suivent la même évolution au cours du mandat. L'écart, en revanche, entre les deux courbes est assez important ; la moyenne des *FTA* personnelles est inférieure à celle des attaques dirigées contre le parti travailliste (la différence est de 1,40 en moyenne, c'est-à-dire environ 30%). À aucun moment le nombre d'attaques personnelles contre le Leader de l'opposition dépassent celui des attaques contre le parti travailliste, et l'écart est parfois significatif (par exemple entre 2010 et 2014, l'écart moyen est de 2,12, soit 57%). Cela indique que pour D. Cameron, la priorité est accordée aux attaques contre le parti dans son ensemble. Cela ne signifie pas qu'il néglige les attaques personnelles, la moyenne reste haute. Contrairement à John Major, le nombre moyen de *FTA* dirigées spécifiquement contre le LO diminue en fin de mandat. Certains chercheurs et commentateurs politiques ont avancé l'argument selon lequel Jeremy Corbyn était moins agressif qu'Ed Miliband<sup>379</sup>. J. Corbyn avait appelé de ses vœux en 2015 sur *ITV* « un nouveau genre de politique » et cela incluait la décision de poser au Premier ministre, pendant les séances de *PMQs*, des questions émanant directement du public. Selon Peter Bull et Maurice Waddle, cette stratégie a réussi à neutraliser une part de l'agressivité de D. Cameron car le nombre d'attaques personnelles en réponse à ce genre de questions publiques est inférieur au nombre d'attaques personnelles en réponse aux questions non publiques. Cependant, nous avons pu constater lors

<sup>379</sup> Maurice Waddle *et al.* « He is just the nowhere man », art. cit. Voir également, URL : <https://www.york.ac.uk/news-and-events/news/2019/research/david-cameron-rudest-prime-minister-at-PMQs/>.

de notre étude que David Cameron a parfaitement su retourner la situation à son avantage. Même si les réponses contenaient moins d'attaques personnelles, elles n'en demeuraient pas moins des *FTA*. Lors de la séance du 14 janvier 2015 (voir également 10/02/16), Jeremy Corbyn lit la question de Kelly, une citoyenne britannique qui demande au Premier ministre comment elle peut s'en sortir sans les crédits d'impôt et sans augmentation de salaire. En réponse, le Premier ministre va associer le prénom Kelly à toute sorte d'avantages auxquels elle est prétendument éligible grâce aux mesures du gouvernement. Les députés de l'opposition font obstruction par leur huées assourdissantes et le Premier ministre ironise sur la nouvelle approche souhaitée par J. Corbyn et explique d'un ton sarcastique que les *MPs* du parti travailliste doivent également écouter la réponse fournie (même si cette dernière n'est pas à leur goût). En répétant maintes fois (quatre fois dans une seule réponse) le prénom Kelly en lui associant les mesures bénéfiques introduites par le gouvernement, le public s'identifie à cette femme. La communication devient intime, Kelly est prise en charge par le gouvernement, ce qui a pour effet de faire passer J. Corbyn pour un opportuniste profitant des doléances des citoyens pour marquer des points politiques.

L'argument selon lequel la diminution de nombre d'attaques personnelles serait lié au style de J. Corbyn n'est pas complètement satisfaisant dans la mesure où ce nombre a chuté en 2014, bien avant le changement de Leader de l'opposition. Une hausse est enregistrée l'année suivante en 2015 toujours avant l'élection de J. Corbyn à la tête du parti travailliste, mais il s'agit d'une augmentation due aux élections générales du mois de mai 2015, et la hausse n'est pas spectaculaire, il s'agit d'un pic ponctuel en période électorale. La dimension du leader belliqueux semble s'éteindre après 2013. Une raison à cette observation peut être trouvée dans le changement d'adversaire à combattre. En 2013 le parti de Nigel Farage, *UKIP*<sup>380</sup>, représente un réel danger pour les Conservateurs. En effet, en avril 2013, les sondages créditent ce parti de 13% d'intention de vote pour atteindre 17% en novembre 2014<sup>381</sup>. La frange eurosceptique est de plus en plus séduite par ce parti, d'ailleurs D. Cameron leur accordera un référendum sur l'Europe pour tenter de les retenir au sein du parti<sup>382</sup>, en dépit de cette concession, les députés n'ont pas confiance en un leader qui fera campagne pour le maintien du Royaume Uni au sein de l'Union européenne. La menace s'intensifie suite aux bons résultats du *UKIP* aux élections locales du 2 mai 2013 qui placent ce dernier juste derrière le parti conservateur avec un gain de

---

<sup>380</sup> *United Kingdom Independence Party (UKIP)*, un parti politique britannique fondé en 1993 d'inspiration nationaliste. Il adopte une philosophie populiste libertarienne centrée sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE.

<sup>381</sup> Anthony Seldon et Peter Snowdon, *Cameron at 10: The Verdict*, London, William Collins, 2015, p. 391.

<sup>382</sup> *Ibid.*, p. 384.

147 sièges (22%), ainsi qu'aux élections européennes de mai 2014 (le parti arrive premier au Royaume Uni en obtenant 27,5% des votes et 24 sièges et le parti conservateur se place en troisième position). Puis, deux figures importantes du parti conservateur font défection pour rejoindre le *UKIP*, Douglas Carswell fin août 2014 puis Mark Reckless en septembre de la même année. En novembre 2014, Le *UKIP* comptait donc deux députés à la Chambre. Face à ce nombre très réduit de députés *UKIP*, D. Cameron, lors des séances de *PMQs*, n'a pas ou presque jamais cet adversaire en face de lui, ce qui rend très difficile l'attaque directe des membres de ce parti. On peut noter, malgré tout, une insulte qui résume assez bien les raisons de la baisse du nombre d'attaques personnelles contre l'opposition travailliste. Le 27 avril 2016 un député travailliste demande au Premier ministre s'il est préférable d'écouter leurs plus proches amis et alliés ou alors d'écouter un « mélange de fascistes français, de Nigel Farage et de Vladimir Poutine ». Le député en question prend soin de prononcer Farage avec une prononciation anglaise c'est-à-dire avec le son /i/ pour le deuxième « a » dans son nom et non le son /a : / plutôt à consonnance étrangère. David Cameron ne manque pas de rebondir sur cette prononciation pour humilier Nigel Farage<sup>383</sup>. Il s'agit à ce moment précis, d'une union entre les Travaillistes et le Premier ministre en faveur du « *Remain* » contre le leader du *UKIP*, en faveur du « *Leave* ». De telles occurrences restent rares car l'ennemi commun n'est pas sur les bancs de la Chambre. Dans ce cas de figure, les qualités du chef de guerre ne diminuent pas parce que l'autorité du Premier ministre s'affaiblit, mais plutôt parce la configuration des forces politiques échappe à la logique politico-structurelle de la Chambre des communes. En effet, le *UKIP* à cette période en particulier, représente une force politique émergente importante et n'est cependant presque pas représentée au Parlement. Il faudra attendre les élections de 2015 pour qu'un député du *UKIP* siège au Parlement britannique, cela ne suffira pas pour diriger contre ce député toutes les attaques proportionnelles à la menace du parti.

Une autre caractéristique des attaques personnelles qu'utilise D. Cameron consiste à attaquer personnellement le membre du gouvernement fantôme, en charge de l'économie et des finances<sup>384</sup> (*Shadow Chancellor of the Exchequer*). Cette stratégie est bien pensée car cette

---

<sup>383</sup> *Hansard, HC, 27/04/2016, vol. 608, col. 1427. Mr Ben Bradshaw: With the United Kingdom facing its most momentous decision for a generation in eight weeks' time, does the Prime Minister think it makes more sense to listen to all our closest friends and allies around the world, or to a combination of French fascists, Nigel Farage and Vladimir Putin?*

*The Prime Minister: I am glad the right hon. Gentleman takes the English pronunciation of Farage, rather than the poncey, foreign-sounding one that he seems to prefer—a thoroughly good thing.*

<sup>384</sup> *Hansard, HC, 18/12/2013, vol. 572, col. 734 D. Cameron : [...] j'aurais cru qu'après le compte-rendu dans les journaux, le geste réservé au Chancelier de l'Échiquier devrait être celui d'un au revoir. Pas besoin d'être Noël pour savoir quand vous êtes assis à côté d'une dinde. Autres exemples : Hansard, HC, 18/12/13, vol. 572, col.*

fonction de Chancelier de l'Échiquier est un des piliers majeurs du gouvernement dans la mesure où les ressources principales dans le système gouvernemental résident dans la personne du Premier ministre et du Chancelier<sup>385</sup>. En effet, le tandem Premier ministre et ministre des Finances est la relation la plus importante au gouvernement<sup>386</sup> et lorsque le Premier ministre veut mettre en œuvre un programme politique ou un changement de régime, il ou elle œuvre de concert avec le Chancelier de l'Échiquier. Le Premier ministre est dans le rôle de celui/celle qui définit l'agenda politique et celui du chef symbolique des réformes. Quant au Chancelier de l'Échiquier, ce dernier assume un rôle plus substantiel dans la mise en œuvre des politiques<sup>387</sup>. Lorsque leur relation se détériore, le gouvernement est très vite face à de gros problèmes. On se souvient à quel point la démission de Nigel Lawson en octobre 1989 ébranla le gouvernement et entraîna une suite d'évènements qui força Margaret Thatcher à démissionner<sup>388</sup>.

### **Theresa May**

Le total du nombre moyen des attaques dirigées contre le Leader de l'opposition pour l'ensemble des mandats de T. May est de 2,39 par séance. Entre 2016 et 2018, ce nombre était plutôt à la baisse (voir figure 7) ; en 2017, une légère hausse est toutefois à observer mais comme dans les cas précédents avec J. Major et D. Cameron, il s'agit d'une année d'élection générale qui gonfle mécaniquement le nombre d'attaques personnelles.

Le nombre moyen de *FTA* dirigées personnellement contre le Leader de l'opposition est inférieur de 0,15 par rapport aux attaques dirigées contre les partis de l'opposition. Cette tendance n'est valable que pour les trois premières années de mandat de Theresa May. En 2019, le nombre d'attaques dirigées contre le Leader de l'opposition a brusquement augmenté et a atteint 4,37 par séance (contre 2,45 contre le parti de l'opposition), soit une augmentation de 2,92 attaques par séance (147%). Remarquons que cette moyenne est très supérieure à celle enregistrée par David Cameron en fin de mandat (2,38). Ces attaques contre le Leader de l'opposition représentent le taux d'attaques moyen le plus élevé, toutes catégories et toutes périodes confondues pour le mandat de T. May (4,37 attaques contre J. Corbyn par séance en

---

734 ; 22/06/2011, vol. 530, col. 318 ; 09/01/13, vol. 556, col. 307, 12/06/2013 vol. 564, col. 334 ; 19/06/2013, vol. 564 col. 884 ; 26/02/14, vol. 576, col. 255.

<sup>385</sup> David Marsh, David Richards et Martin Smith, « Unequal Plurality: Towards an Asymmetric Power Model of British Politics », *Government and Opposition*, vol. 38, n°3, 2003, p. 306-332.

<sup>386</sup> Institute for Government LIVE – Discussions with the Institute for Government.

URL: <https://podcasts.apple.com/fr/podcast/ifg-live-discussions-with-the-institute-for-government/id1503524246>

<sup>387</sup> Paul Strangio, Paul 't Hart et James Walter, *Understanding Prime Ministerial Performance*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 84-89.

<sup>388</sup> Tony Wright, *British Politics: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 60-69.

2019 contre une moyenne de 2,2 attaques contre le parti travailliste et contre le Leader de l'opposition pour l'ensemble du mandat du Premier ministre).

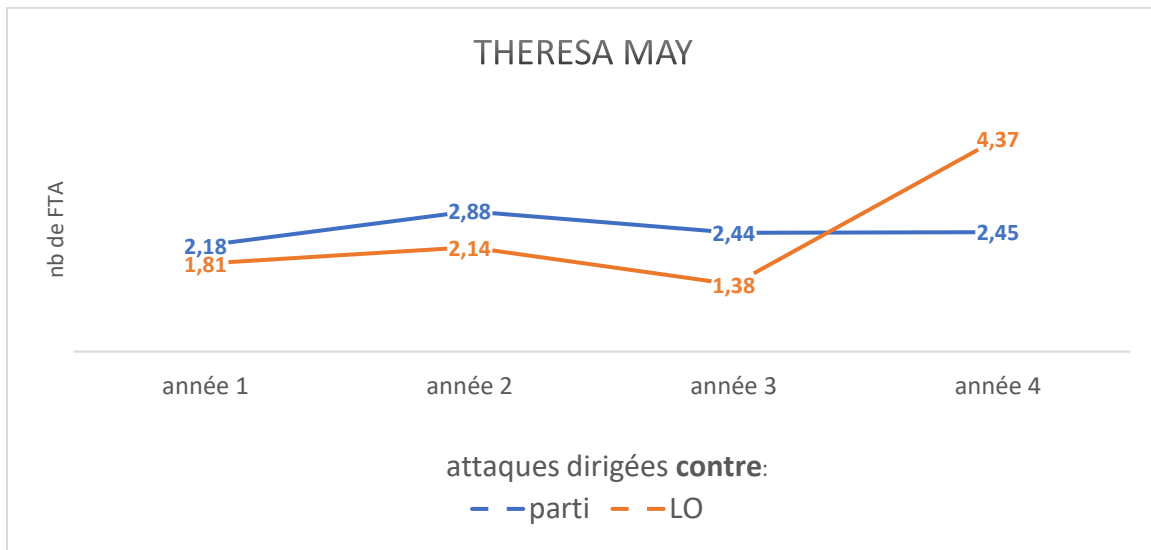


figure 7. Attaques verbales contre le parti travailliste et le Leader de l'opposition

Comme nous avons eu l'occasion de le dire dans nos remarques sur l'évolution générale des *FTA* concernant T. May, cette dernière semble utiliser les attaques comme dernier ressort pour augmenter son capital leadership. Elle ne se contente pas d'attaquer le parti travailliste en général car le nombre de ces *FTA* n'augmente pas mais stagne. Elle utilise les attaques personnelles, ce qui signifie qu'elle décide de prendre davantage de risques en termes de sanctions. Elle entre dans son rôle de chef guerrier de façon très marquée lors de ces derniers mois de mandat. Il s'agit réellement d'une confrontation avec le Leader de l'opposition, le conflit prend une dimension personnelle, elle s'en prend à Jeremy Corbyn personnellement. Elle s'attaque au chef du camp adverse, ce qui a du sens d'un point de vue anthropologique dans la mesure où le chef de la tribu est celui qui a été choisi pour protéger les membres de cette tribu<sup>389</sup>. Elle s'attaque à la tête du groupe pour affaiblir, voire vaincre tout le groupe. Elle dédie ses ressources à l'attaque du chef de l'opposition sans cibler le parti en entier dans l'espoir de faire s'effondrer toute la structure du groupe et gagner ainsi un avantage stratégique. Un événement précis va contribuer à l'augmentation des attaques personnelles contre J. Corbyn. En effet, Jeremy Corbyn en tant que leader est censé commander l'action du groupe et doit, en dernière instance, donner des instructions concernant le vote sur la proposition de projet de retrait de l'UE de T. May. Et c'est ainsi que, début avril 2016, Theresa May va entrer en discussion avec le Leader de l'opposition pour tenter de se rapprocher de l'opposition afin d'élaborer son projet

<sup>389</sup> Marshall Sahlins, « Poor Man, Rich Man, Big-Man, Chief: Political Types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 5, n°3, 1963, p. 285-303.

de sortie du Royaume Uni de l'Union européenne<sup>390</sup>. Le 17 mai 2016, Jeremy Corbyn décide de mettre un terme à cette collaboration sous prétexte qu'il n'a pas confiance en un parti aussi divisé et affaibli que le parti conservateur<sup>391</sup>. Sans le soutien des *Brexiters*<sup>392</sup> radicaux, elle ne peut compter que sur les voix de l'opposition pour faire voter son projet au Parlement. J. Corbyn, ne faisant pas montre de coopération et étant celui qui donnera *in fine* les consignes de vote à son groupe parlementaire, cristallise donc toutes les frustrations de Theresa May<sup>393</sup>. Cette analyse mettant en exergue l'aspect personnel des attaques contre J. Corbyn se trouve renforcée par le nombre de *FTA* dirigées contre J. Corbyn enregistrées en juillet. En effet, c'est précisément en juillet 2019 alors que Theresa May a officiellement annoncé sa démission que le nombre moyen d'attaques personnelles est le plus élevé parmi les trois années de mandat du Premier ministre. Ce qui contribue à nuancer ce point de vue réside dans le fait que T. May sait à ce moment précis qu'un *hard Brexiteer* (un partisan radical de la sortie de l'UE par le Royaume Uni) prendra la direction du parti, c'est-à-dire une position beaucoup plus radicale que la sienne. Elle réussit à dépasser les clivages de son propre parti pour défendre ce qui est le plus important à ses yeux : la survie du parti conservateur (voir plus bas).

### 1.1.8. Degré supplémentaire dans l'agressivité : le harcèlement

Comme nous l'avons précisé plus haut, la septième catégorie dans la typologie des attaques personnelles proposée par Maurice Waddle et Peter Bull (le « *badgering* ») sera développée en marge des six autres, car celle-ci concerne la face négative. Par ailleurs, il s'agit d'une des formes les plus violentes d'attaques de la face négative, qui plus est, de la face négative privée de l'opposant. Le procédé consiste à adresser une question directe au Leader de l'opposition ou bien à lui intimer un ordre (par l'utilisation de l'impératif). Selon les règles parlementaires, il est formellement interdit de s'adresser directement à son interlocuteur afin d'éviter toute attaque personnelle (protection absolue de la personne). Poser une question est un acte aux risques élevés pour le Premier ministre. Une question posée par le Premier ministre constitue deux infractions. D'une part, parce que son rôle est exclusivement celui de répondre aux questions, l'interrogation est la prérogative de l'opposition. D'ailleurs, le *Speaker* doit

---

<sup>390</sup> Anthony Seldon et Raymond Newell, *May at 10*, Londres, Biteback Publishing, 2019, p. 616.

<sup>391</sup> *Idid.*

<sup>392</sup> Partisans du *Brexit*

<sup>393</sup> *Hansard, HC, 24/07/2019*, vol. 663, col. 1294. *T. May: I worked tirelessly to get a good deal for the UK, and I also worked hard to get that deal through this Parliament. I voted for the deal. What did the right hon. Gentleman do? He voted against a deal. He voted to make no deal more likely, and when there was a prospect of reaching consensus across this House, the right hon. Gentleman walked away from the talks. At every stage, his only interest has been playing party politics, and frankly, he should be ashamed of himself.*

intervenir parfois pour rétablir les rôles<sup>394</sup>. D'autre part, la question est une attaque de la face négative (on cherche à susciter chez l'opposant une réaction contre son gré), mais elle peut également contenir une menace de la face positive (une insulte par exemple imbriquée dans une question). Il existe deux grandes catégories de questions, les questions rhétoriques qui possèdent davantage les qualités d'une affirmation et sont des *FTA* (attaque de la face positive) et n'ont pas vocation à susciter de réponse. Ces questions ont été comptabilisées avec les *FTA* et ne nous intéressent pas ici.

D'autres sont de vraies questions qui appellent une réponse et dont l'effet est tout autre. On cherche à « coincer », à acculer l'opposant, le mettre dans une situation d'impuissance. Par exemple, lorsque David Cameron demande à Ed Miliband si ce dernier a l'intention d'utiliser le droit de veto dont bénéficie le Royaume-Uni dans certains votes au sein de l'UE. La façon dont la question est posée indique clairement que D. Cameron souhaite une réponse.

D. Cameron : Nous avons été clairs que nous utiliserons le droit de veto, comme nous l'avons fait auparavant. Alors, laissez-moi lui demander : Utiliserez-vous le droit de veto ?<sup>395</sup>

Et cela est encore plus flagrant quand le Premier ministre pose une question fermée en « oui ou non ? »<sup>396</sup>. Ce genre de questions posées par le Premier ministre est l'acte le plus menaçant pour le jeu car comme l'explique Joanna Thornborrow, il existe, même lors d'un grand désordre, d'une dispute, ou lors d'interruptions, un ordre qui est généralement respecté<sup>397</sup>. Dans notre cas, il s'agit du modèle interactionnel fondé sur le schéma questions / réponses. Il s'agit là d'un principe fondamental du jeu, et ne pas respecter cet ordre représente une menace à l'existence du jeu tel qu'il est.

Les risques sont encore plus élevés lorsque la question est adressée directement au Leader de l'opposition en utilisant le pronom personnel « *you* ». Toute distance et toute retenue sont abolies. Le Premier ministre attaque de façon rapprochée le Leader de l'opposition. Il s'agit dans ce cas d'une triple infraction : violation des règles normatives du débat (poser une question en tant que Premier ministre), attaque dirigée à l'endroit du Leader de l'opposition et l'utilisation du pronom personnel « *vous* ». L'exemple suivant illustre parfaitement ce point :

---

<sup>394</sup> Hansard, HC, 14/07/2010, vol.513, col. 943. *Speaker: Order. I hope that the right hon. and learned Lady will confine herself—as I know she will want to do—to her role, which is not to answer questions but to ask them.*

<sup>395</sup> Hansard, HC, 31/10/2012, vol. 552, col.226. *D. Cameron: We have made it clear that we will use the veto, as I have used it before. So, let me ask him: will you use the veto?*

<sup>396</sup> Hansard, HC, 25/03/2015, vol.594, col. 1424. *D. Cameron: [...] Est-ce qu'il compte ne pas augmenter les cotisations sociales ? Oui ou non ?*

<sup>397</sup> Joanna Thornborrow, *Power Talk: Language and Interaction in Institutional Discourse*, Harlow, Longman, 2002, p. 38-39.



D. Cameron : Je dis à l'Honorable députée<sup>398</sup> qu'elle ne peut pas poser ces questions concernant l'aide à l'accès à la propriété si elle ne répond pas à cette simple question : Aiderez-vous les membres d'associations de logements sociaux à acheter leur propre logement ? Oui ou non ?<sup>399</sup>

Non seulement Cameron dans cet exemple inverse les rôles mais renverse également la situation. Cette stratégie a en effet l'avantage de neutraliser l'opposant et de menacer dangereusement sa face négative. Le Leader de l'opposition, face à la question du Premier ministre, peut choisir de répondre, ce qui constitue une infraction et n'est pas autorisé par le *Speaker*, ou de ne pas répondre, ce qui est l'attitude attendue et la plus répandue. Dans ce cas, le Leader de l'opposition est réduit au silence donnant l'impression d'être en situation de subordination (au Premier ministre). Ce qui semble le plus dommageable, cependant, réside dans le fait qu'aucune réponse n'est fournie par le Leader de l'opposition laissant ainsi le public imaginer eux-mêmes la réponse sans contrôle aucun.

La deuxième manière d'attaquer la face négative de l'opposant dans le cadre de ce que l'on a appelé le harcèlement est l'utilisation de l'impératif. En effet, cette forme verbale s'affranchit des filtres imposés par les formules impersonnelles (formules qui protègent la personne). Il nous semble que cette forme d'attaque est la plus violente. La forme verbale de l'impératif contient en elle le pronom personnel « *you* » (qui est éliminé). Elle donne l'impression d'un coup porté physiquement à l'adversaire. Il n'y a plus de distance entre l'assaillant et la victime, il s'agit là d'attaques ad hominem. Le Leader de l'opposition est acculé, paralysé. Il ne peut rien faire. Nombreux sont les exemples contenant l'ordre de s'excuser<sup>400</sup>, (formulé à l'impératif). On se souvient également de David Cameron lançant à Jeremy Corbyn : « pour l'amour du ciel, mon gars, va-t'en »<sup>401</sup>. L'effet de harcèlement s'intensifie lorsque ce genre d'impératifs ou de questions directes se répètent dans la même séance sur le même thème. David Cameron, à nouveau, fournit un exemple de ce procédé lorsqu'au cours de plusieurs séances de *PMQs* il demande au Leader de l'opposition (Ed Miliband) d'admettre que la politique de ce dernier consiste à emprunter toujours plus. À trois reprises lors de la même séance il demande

---

<sup>398</sup> Harriet Harman, alors leader adjoint du parti travailliste et à ce moment-là leader de l'opposition par intérim avant l'élection de Jeremy Corbyn le 12 septembre 2015

<sup>399</sup> *Hansard, HC, 03/06/2015, vol. 596, col. 581. D. Cameron: I say to the right hon. and learned Lady that she cannot ask these questions about supporting home ownership unless she answers the simple question: will you back housing association tenants being able to buy their homes—yes or no?*

<sup>400</sup> *Hansard, HC, 06/03/2013, vol.559, col. 951. D. Cameron: Before we go on to the spare room subsidy, let him get to his feet and apologise for the mess that he left in this country. Apologise! ; 29/10/2014, vol.587, col. 302. D. Cameron: I ask the right hon. Gentleman again: get up and apologise for your record.*

<sup>401</sup> *Hansard, HC, 29/06/2016, vol. 612, col. 294. D. Cameron: I would say: for heaven's sake man, go!*

au Leader de l'opposition : « Peut-être admettra-t-il que le *Labour* emprunterait plus »<sup>402</sup>, puis demande à nouveau dans sa réponse suivante : « si oui ou non il va admettre qu'il veut augmenter les emprunts. Va-t-il l'admettre ? »<sup>403</sup>, puis à nouveau dans sa réponse suivante : « Il refuse de répondre, je recommence : va-t-il admettre que le volume d'emprunt augmenterait avec le *Labour* ? »<sup>404</sup>. Cela avait commencé en février 2013 où cette fois, David Cameron ne demandait pas au Leader de l'opposition d'admettre qu'il envisageait d'augmenter les emprunts mais lui ordonnait de l'admettre (*Admit it !*)<sup>405</sup>. L'effet visuel est encore plus marquant, en tant que spectateur, on ressent le harcèlement de façon assez aigüe.

John Major utilisera seulement les questions adressées au Leader de l'opposition à la troisième personne du singulier. On en comptabilise douze en tout sur les sept ans au pouvoir (voir figure 8).

David Cameron, quant à lui, fait usage des questions adressées au Leader de l'opposition à la troisième personne du singulier (51 questions), ainsi qu'à la deuxième personne du singulier (8 occurrences). Et enfin, il utilise à huit reprises l'impératif pour forcer le Leader de l'opposition à faire quelque chose contre sa propre volonté.

	J. MAJOR	D. CAMERON	T. MAY
Questions directes à la 3 <sup>ème</sup> personne du singulier	12	51	4
Questions directes à la 2 <sup>ème</sup> personne du singulier = <i>you</i>	0	8	0
Impératif	0	8	0

figure 8. Les attaques ad hominem et le « badgering »

D. Cameron utilise parfois ces attaques ad hominem à répétition dans la même séance, ce qui produit un effet d'acharnement (voir précédemment), d'où le terme de harcèlement. La violence est à son comble. Theresa May, pour sa part, a seulement recours aux questions posées à la troisième personne du singulier et avec une très grande parcimonie, on enregistre seulement quatre questions de ce type (voir figure 8). Elle se tient à bonne distance de l'ennemi.

<sup>402</sup> Hansard, HC, 26/06/2013 vol. 565, col. 292. D. Cameron: *Perhaps the leader of the Labour party will admit it when he gets to his feet: Labour would borrow more.*

<sup>403</sup> Hansard, HC, 26/06/2013 vol. 565, col. 294. D. Cameron: *That is the proof of what we are doing and we all know that the one question he has to answer is whether he will now admit that he wants to put borrowing up. Will he admit it?*

<sup>404</sup> Hansard, HC, 26/06/2013 vol. 565, col. 294. D. Cameron: *Let me give him another go: will he admit that borrowing would go up under Labour?*

<sup>405</sup> Hansard, HC, 27/02/2013, vol. 559, col. 303. D. Cameron: *Will he finally now admit that he is in favour of more borrowing? Admit it!*

L'utilisation de questions (directes) ainsi que d'injonctions adressées à l'opposition a pour effet de corriger la nature asymétrique des relations de pouvoir entre le gouvernement et l'opposition, voire d'inverser ces mêmes relations en faveur du gouvernement. Nous considérons que ce procédé est différent dans ses effets par rapport à celui consistant à contre-attaquer à l'aide de *FTA* ou d'insultes crues. En effet, inverser le schéma séquentiel questions/réponses ne repose pas uniquement sur la volonté d'enfreindre les règles parlementaires pour se défendre ou marquer un point (en attaquant la face positive de l'opposant), mais il s'agit bien d'une manœuvre pour modifier la structure même du débat des *PMQs*. Un tel changement dans les rôles change la nature des *PMQs* (on interroge cette fois-ci sur la responsabilité de l'opposition) et place le Premier ministre en position d'attaquant. Ce procédé relève de ce que William Riker nomme l'héresthétique dans le domaine de la manipulation politique<sup>406</sup> (alors que la rhétorique concerne l'art de la persuasion politique). Selon la définition proposée par l'auteur, il s'agit de « structurer le monde pour pouvoir ainsi gagner », dans d'autres termes : modifier la structure d'une situation à votre avantage. Il poursuit en précisant que « l'art de façonner des situations, de créer des alternatives parmi lesquelles les acteurs politiques doivent choisir, de telle façon que, même ceux qui ne veulent pas le faire, y sont forcés par la configuration de la situation. »<sup>407</sup> C'est précisément ce que fait David Cameron en forçant le Leader de l'opposition à répondre à une question. Les gains sont doubles, le Premier ministre se retrouve dans une position de force contribuant ainsi à augmenter son capital leadership (l'impression d'efficacité et de pouvoir) ; par ailleurs, le Premier ministre assène par sa question un coup à son adversaire lui permettant ainsi de prendre l'avantage. Le Leader de l'opposition fait alors face à un non-choix ; qu'il réponde ou qu'il refuse de répondre, il s'affaiblit dans les deux cas. Le choix de ne pas utiliser ce procédé implique que le Premier ministre doit redoubler d'efforts dans l'utilisation d'autres procédés d'attaques, ou alors, que le leader apparaîtra ou sera dans une position de faiblesse. C'est par ce prisme en particulier que nous concluons que D. Cameron est celui qui utilise les formes les plus agressives du langage non parlementaire (le *badgering*) et est celui qui parvient le mieux à modifier la configuration du débat forçant le Leader de l'opposition à occuper une position subordonnée (les limites à ce procédé seront étudiées dans la troisième partie). Comme cela vient d'être dit, le (quasi-)harcèlement par le biais d'ordres répétés ou de questions adressées directement au Leader de l'opposition n'est pas ou très peu sanctionné. Cela pourrait laisser croire que les propos non-parlementaires sanctionnés atteignent un degré supérieur dans

---

<sup>406</sup> William H. Riker, *The Art of Manipulation*, New Haven, Yale University Press, 1986, p. ix

<sup>407</sup> William H. Riker, « Political theory and the art of heresthetics », p. 55, dans A. W. Finifter (ed.), *Political Science: The State of the Discipline*, Washington DC, American Political Science Association, 1983, p. 47-67.

l'agressivité. Comme nous le verrons ci-dessous, cela n'est pas toujours le cas et le résultat est très différent selon que l'auteur de l'attaque cherche à être sanctionné ou non.

### 1.1.9. Prise de risques maximum : la sanction

Bien que quelques incidents concernant l'exhibition d'accessoires de campagne ou de promotion d'une circonscription pendant les séances de *PMQs* aient déjà fait l'objet de remontrances de la part du *Speaker* (par exemple l'incident concernant une banderole : *I Love Balsidon*<sup>408</sup> brandie par une députée conservatrice), les sanctions résultent presque toujours de l'utilisation d'un langage non parlementaire.

Les paroles délictueuses et sanctionnées, c'est-à-dire interrompues par le *Speaker* qui jugera le propos inconvenant et qui, dans certains cas, demandera le retrait des paroles offensantes, peuvent être catégorisée comme suit :

- Une attaque personnelle contre l'opposant (incidents qui constituent la majorité des propos sanctionnés). En guise exemple, on peut citer David Cameron insultant Ed Mililand « d'idiot bafouilleur »<sup>409</sup> pratiquant la « politique de l'escroc »<sup>410</sup>, ou John Major qui accuse le Leader de l'opposition « d'induire délibérément le Chambre en erreur »<sup>411</sup> ou de « répandre des mensonges »<sup>412</sup>.
- Une adresse directe au Leader de l'opposition contenant le pronom personnel « *you* ».
- Une attaque contre le parti travailliste, généralement par le truchement de citations non autorisées incriminant le parti travailliste<sup>413</sup> ou encore par le biais de remarques offensantes hors propos et gratuites. Par exemple, lorsque le Leader de l'opposition pose au Premier ministre une question sur la rétention d'échantillons d'ADN de suspects de viol, D. Cameron ne répond pas du tout à cette question et préfère attaquer l'opposition sur leur manque de communication interne et sur leur projet en matière de TVA<sup>414</sup>.

Le nombre de comportements non parlementaires sanctionnés (ici *FTA*) par Premier ministre

---

<sup>408</sup> Hansard, HC, 27/10/1992, vol. 212, col. 864.

<sup>409</sup> Hansard, HC, 23/05/2012, vol. 545, col 1131. D. Cameron: [...] Which we would not have if we listened to the muttering idiot sitting opposite me—[Interruption.]

<sup>410</sup> Hansard, HC, 23/10/2013, vol. 569, col. 296. D. Cameron: It simply is the politics of the conman to pretend that you can freeze prices when you are not in control of global energy prices.

<sup>411</sup> Hansard, HC, 25/04/1996, vol 276, col 583. J. Major: he right hon. Gentleman is deliberately misleading, and he knows that he is deliberately misleading—

<sup>412</sup> Hansard, HC, 14/04/94, vol. 241, col. 415. J. Major: Despite the fact that the right hon. Lady has peddled an untruth and continues to do so, there is no policy—

<sup>413</sup> Hansard, HC, 07/07/2010, vol 513, col 364. D. Cameron: There is going to be a rush of new Labour memoirs coming up, so perhaps hon. Members should start with the report of the spin doctor who worked for the last Prime Minister, who—

<sup>414</sup> Hansard, HC, 22/06/2011, vol. 530, col. 318.

est le plus élevé chez D. Cameron, on dénombre 11 incidents. Notons que seul D. Cameron fait usage du pronom personnel « *you* » pour s'adresser au Leader de l'opposition ; on enregistre trois occurrences de ce type pour être exact<sup>415</sup>. John Major, quant à lui, se fait sanctionner trois fois. Et enfin, T. May, quant à elle, n'enregistre aucune sanction pour ce genre de comportement.

Au regard de ces chiffres, David Cameron apparaît donc plus enclin à prendre des risques. Il apparaît plus téméraire. Theresa May et John Major, quant à eux, semblent davantage réticents à utiliser la stratégie de la sanction pour affirmer leur leadership, ou à tout le moins accroître leur capital leadership. Même si, comme l'explique Richard Heffernan, la témérité et l'audace d'un leader de parti est l'atout majeur dans le succès électoral du parti<sup>416</sup>, on peut se demander si l'on doit en conclure que la qualité du leadership est systématiquement indexée sur la prise de risques en termes de sanctions ? En termes simples, doit-on en conclure que plus le Premier ministre se fait sanctionner, plus son capital leadership est élevé ?

Afin d'apporter une réponse à cette interrogation, il nous faut au préalable analyser les effets de la sanction en se demandant tout d'abord si cette dernière est proportionnelle au degré injurieux, voire au degré de l'outrance (ou encore d'agressivité) de l'attaque. Au regard du corpus, cela n'est pas nécessairement vrai ; deux insultes similaires peuvent recevoir un traitement différent. De nombreuses *FTA* dirigées contre le Leader de l'opposition ou un parlementaire en particulier ne sont pas sanctionnées tout en étant pourtant identiques. Comparons cette réponse contenant une formule délictueuse et pourtant non sanctionnée :

D. Cameron : [...] Pour être juste envers les Libéraux Démocrates, ils n'ont jamais souscrit à la commission Browne<sup>417</sup>. Cela n'est pas le cas pour l'Honorable leader de l'Opposition, et il est donc coupable de totale hypocrisie<sup>418</sup>.

avec cette réponse contenant la même formule répréhensible, et cette fois-ci sanctionnée :

---

<sup>415</sup> *Hansard, HC*, 25/01/2012; 31/10/12, vol. 552, col. 226. *D. Cameron: [...] Will you use the veto?*; 14/12/11, vol. 537, col.786. *D. Cameron: While he was here on Monday his aides were running around the Press Gallery briefing that he would not have signed up to the treaty. Well, here is another try: what's your answer?*

<sup>416</sup> "The notion that parties today can only be electorally successful when they are dominated by a modern, daring party leader", Richard Heffernan, « The Predominant Party Leader as Predominant Prime Minister? David Cameron in Downing Street », Open University, août 2010. URL : <https://ssrn.com/abstract=1669422> ou <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1669422>

<sup>417</sup> *The Browne Review*, publié en octobre 2010, proposait une réflexion sur l'avenir du financement de l'enseignement supérieur en Grande-Bretagne.

<sup>418</sup> *Hansard, HC*, 08/12/10, vol.520 col. col 299. *D. Cameron: To be fair to the Liberal Democrats, they never signed up to the Browne review. The right hon. Gentleman did, and he is the one guilty of rank hypocrisy.*

D. Cameron : La question est de savoir pourquoi l'Honorable Leader de l'opposition approuve des choses lorsqu'il est dans l'opposition qu'il n'a jamais faites lorsqu'il était au gouvernement. Certains pourraient appeler cela être dans l'opposition. D'autres pourraient appeler cela de l'hypocrisie<sup>419</sup>.

D'autre part, il faut se demander si la prise de risques est toujours proportionnelle au degré du préjudice causé par l'agressivité de l'attaque. Il ne faut pas laisser penser que les sanctions traduisent un degré supérieur dans le tort causé par l'attaque, il s'agit d'un degré supérieur dans la prise de risques par rapport aux règles parlementaires (et nous renseigne sur le caractère plus ou moins audacieux du Premier ministre).

En accord avec Derek Bousfield<sup>420</sup>, nous considérons que bon nombre de *FTA* moins directes (ce que l'on appelle les « attaques atténuées ») sont aussi redoutables que les insultes directes mais elles sont moins exposées à la sanction, ce qui rend la prise de risques moins importante. La sanction d'une *FTA* ne signifie pas que cette dernière est plus dommageable qu'une *FTA* non-sanctionnée ou assortie d'une formule d'atténuation, c'est juste la forme qui n'est pas acceptable. Une reformulation est nécessaire mais le message reste le même. Une *FTA* sanctionnée peut être plus violente dans la forme mais moins dommageable dans le fond qu'une *FTA* non-sanctionnée.

J. Major et D. Cameron enregistrent un nombre équivalent d'attaques personnelles à l'encontre du Leader de l'opposition. Comme nous avons eu l'occasion de le préciser, il s'agit là d'un indicateur de leadership efficace car tous les deux s'attaquent au chef du camp adverse. Ce qui les différencie néanmoins, ce sont les sanctions et le degré d'agressivité de l'attaque. Il s'agit de deux stratégies aux effets très différents.

Dans le cas d'une insulte sanctionnée, l'agressivité ne garantit pas toujours l'efficacité de l'attaque, l'auteur recherche un autre effet : accroître sa visibilité. Une des caractéristiques les plus importantes chez un leader réside dans sa visibilité<sup>421</sup>, c'est la raison pour laquelle le Premier ministre cherchera à marquer les esprits<sup>422</sup>. Dans ce cet effort de mise en visibilité de

---

<sup>419</sup> *Hansard, HC, 01/02/2012 vol. 539, col. 814. D. Cameron: The issue for the right hon. Gentleman is why he is in favour in opposition of things he never did in government. Some might call it opposition; some people might call it hypocrisy.*

<sup>420</sup> "There is reason to believe that the more indirect forms of impoliteness can be more offensive than the direct", Bousfield Derek, Locher Miriam A. (eds.), *Impoliteness in Language: Studies on its Interplay with Power in Theory and Practice*, Berlin, Mouton de Gruyter, 2008, p. 130.

<sup>421</sup> "The most conspicuous characteristics of leaders is their visibility", Murray Edelman, *Constructing the Political Spectacle*, Chicago, University of Chicago Press, 1988, p. 45.

<sup>422</sup> "[...] the test of leadership of this type of opposition role (in a confrontational system) is fundamentally one of publicity", John Uhr, « Parliamentary Oppositional Leadership », dans John Kane, Haig Patapan, Paul 't Hart (eds.), *Dispersed Democratic Leadership: Origins, Dynamics, and Implications: Origins, Dynamics, and Implications*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p.71.

sa personne, le leader recherche des gains plus personnels, c'est-à-dire attirer l'attention sur une seule personne qui peut, dans certains cas, ne pas œuvrer pour le parti mais pour lui/ elle seul(e) (afin d'obtenir un soutien du public). Alors que dans le cas d'une attaque non sanctionnée, le but est d'atteindre l'adversaire et lui nuire, ce qui fait de l'action du Premier ministre un effort plus collectif où les gains profitent à l'ensemble du parti. Dans tous les cas, la stratégie est très claire, soit le leader cherche à attirer l'attention sur lui/elle en lançant une insulte crue qui va « personnaliser » son leadership ou soit il/elle préfère utiliser une *FTA* plus « discrète » mais plus dommageable sur le fond (insinuation de corruption par exemple) afin d'ébranler la crédibilité de l'opposant.

Par exemple, l'insulte que Theresa May lance au Leader de l'opposition (J. Corbyn) en l'appelant Groucho Marx<sup>423</sup> est plus percutante que l'accusation certainement plus préjudiciable de D. Cameron qui accuse de façon détournée le parti travailliste de pratiquer la corruption :

D. Cameron : Il est très important que dans un pays libre les ministres n'aient pas accès aux détails concernant les noms des personnes faisant l'objet d'une enquête [...]. Cela n'est pas le cas dans d'autres pays et nous avons un mot pour cela : ça s'appelle de la corruption, et il semble que c'est la façon de faire que suggère le parti travailliste<sup>424</sup>.

Il s'agit d'un mode de communication différent qui ne signifie pas qu'un leadership est plus faible que l'autre, il s'agit seulement d'une stratégie dont le résultat est très différent. D. Cameron recherche avant tout la visibilité de l'attaque grâce à la sanction qui l'accompagne et se sert de l'opposant comme un faire-valoir, alors que J. Major est plus discret et velléitaire de ce point de vue et semble plutôt chercher à éviter la sanction ainsi qu'un degré trop élevé dans l'outrance de l'insulte préférant une forme d'attaque plus substantielle. Theresa May, qui n'enregistre aucune sanction, recherche cette visibilité seulement dans les saillies ou petites phrases qui restent dans les limites de l'acceptable, selon les règles en vigueur dans la Chambre. D. Cameron est celui qui augmente son capital leadership par ses prises de risques qui ont pour effet d'augmenter sa visibilité en apparaissant plus belliqueux et plus martial.

## **1.2. Le discours non-parlementaire en tant que norme**

---

<sup>423</sup> Hansard, HC, 10/07/19, vol.663, col. 309. T. May: *I was merely going to point out to him that those were the words not of Karl but of Groucho.*

<sup>424</sup> Hansard, HC, 11/02/2015, vol. 592, col. 773. D. Cameron: *This does not happen in other countries, and we have a word for that: it is called corruption, but it seems to be the path suggested by the Labour party.*

Sandra Harris, en référence aux travaux de Jean Lave and Etienne Wenger<sup>425</sup> compare la Chambre des communes à une « communauté de pratique<sup>426</sup> » dans laquelle les membres intériorisent les us et coutumes des *PMQs*, en d'autres termes, ils assimilent et reproduisent les pratiques socio-culturelles qui prévalent lors des débats des *PMQs*, pratiques fondées sur un mode de communication conflictuel. Le degré de tolérance du président de séance concernant l'utilisation du langage non-parlementaire contribue à entretenir cette culture, à tel point que ce type de langage est devenu « très parlementaire »<sup>427</sup>, voire un prérequis pour tout membre de la Chambre qui souhaite participer avec succès aux débats<sup>428</sup>. Soledad Pérez de Ayala, dans son étude sur la relation entre les règles parlementaires et la (imp)politesse pendant les questions orales qualifie les *PMQs* de genre à part entière et plus précisément de « genre de la menace de la face<sup>429</sup> ». Les attaques et plus largement les différentes formes d'impolitesse sont devenues un mode d'interaction convenu et attendu et représentent le « comportement approprié<sup>430</sup> » à adopter. L'auteur démontre que l'impolitesse, dans notre cas, l'usage de propos offensants, représente la norme dans des situations ou des contextes spécifiques. Par conséquent, cette normalisation de l'impolitesse signifie que les insultes par exemple, sont légitimes, peu soumises aux restrictions ou aux sanctions<sup>431</sup>. Paradoxalement, en se conformant aux normes de langage des *PMQs*, c'est-à-dire au recours aux infractions, les membres de la Chambre font acte de conformité.

Est-ce à dire que le refus de se conformer à cette culture de l'impolitesse et de l'attaque constitue un acte de rébellion ? Afin d'apporter des éléments de réponse à cette question et poursuivre notre étude du lien qui existe entre les règles parlementaires et le leadership, il nous faut tout d'abord préciser la nature exacte de la relation que les leaders entretiennent avec ces mêmes règles à travers des exemples précis.

---

<sup>425</sup> Jean Lave, « *Situating learning in communities of practice* », dans Lauren Resnick, Levine B., M. John, Stephanie Teasley & D. (eds.), *Perspectives on Socially Shared Cognition*, 1991, p. 63-82.

<sup>426</sup> Sandra Harris, « *the House of Commons can be described as a community of practice* », « Being politically impolite », art. cit., p. 453.

<sup>427</sup> Cornelia Ilie, « Unparliamentary Language: Insults as Cognitive Forms of Ideological Confrontation », dans René Dirven, Roslyn M. Frank et Cornelia Ilie (eds.), *Language and Ideology: Volume 2: descriptive cognitive approaches*, Amsterdam, John Benjamins Publishing, 2001.

<sup>428</sup> « *unparliamentary language [...] a pre-requisite of parliamentarians' participating successfully in the debates* », Cornelia Ilie, « Parliamentary Discourse », dans K. Tracy, C. Ilie & T. Sandel (eds.), *The International Encyclopedia of Language and Social Interaction*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2015.

<sup>429</sup> Soledad Pérez de Ayala, « FTAs and Erskine May: Conflicting needs? —Politeness in question time », *Journal of Pragmatics*, vol. 33, n°2, 2001, p. 147.

<sup>430</sup> Jonathan Culpeper, *Impoliteness: Using Language to Cause Offence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, chap. 5, chap. 6.

<sup>431</sup> Peter Bull et Pamela Wells, « Adversarial Discourse in Prime Minister's Questions », *Journal of Language and Social Psychology*, vol. 31, n°1, 2011, p. 30–48.



Revenons à la distinction entre les règles normatives et les règles pragmatiques que l'on pourra également appeler respectivement règles formelles et informelles<sup>432</sup>. Les règles normatives peuvent être envisagées comme le cadre formel et prescriptif du jeu à l'intérieur duquel un système de règles informelles se développent<sup>433</sup>, et ce sont ces règles qui sont devenues la norme, c'est-à-dire des règles ou des principes qui définissent des actions qui sont nécessaires, permises ou interdites indépendamment de toute institution légale ou sociale<sup>434</sup>. Dans le même esprit, Peter Bull et Maurice Waddle expliquent, dans leur étude sur l'aspect confrontationnel des *PMQs*, que « le caractère agressif de la confrontation est apparemment devenu l'ordre moral des *PMQs*<sup>435</sup> ». C'est en transgressant les règles formelles que des règles informelles se créent et façonnent la culture des *PMQs* pour devenir la norme dans le comportement des membres de la Chambre. Enfreindre ces règles informelles, c'est-à-dire ne pas respecter la norme, par exemple en excluant complètement l'impolitesse et les attaques de son discours lors des débats pendant les *PMQs*, pourrait être interprété comme un acte de rébellion<sup>436437</sup>. En effet, refuser de se conformer à l'ordre moral des séances est l'expression d'une volonté de changement. Jeremy Corbyn, lors de sa première séance de *PMQs* en tant que leader de l'opposition travailliste a appelé de ses vœux un tel changement. Se faisant le porte-parole de nombreuses personnes dans le pays, ce dernier reproche aux *PMQs* d'être « déconnectées des gens et trop théâtrales »<sup>438</sup> et a donc décidé de donner « un ton plus adulte aux séances »<sup>439</sup> ; pour ce faire il a pris la décision de changer la nature des questions posées au Premier ministre. À partir de mi-septembre 2015, le Leader de l'opposition posera six questions parmi les 40 000 envoyées par les citoyens désireux de questionner David Cameron.

En réalité, ce changement dans l'origine et la nature des questions ne relève pas du tout de l'acte de rébellion. Au contraire, il s'agit bien d'une stratégie pour neutraliser l'opposant et prendre

---

<sup>432</sup> Gretchen Helmke et Steven Levitsky, « Informal Institutions and Comparative Politics: A Research Agenda », *Perspectives on Politics*, vol. 2, n°4, 2004, p. 725-740.

<sup>433</sup> *Ibid.*

<sup>434</sup> “[...] a socially-constructed set of understandings and a tradition of thought worked out over time within a community which influences the actions of individual in a group setting”, Kathy Domenici et Stephen W. Littlejohn, *Facework: Bridging Theory and Practice*, Londres, SAGE Publications, 2006.

<sup>435</sup> Peter Bull et Maurice Waddle, « “Let me now answer, very directly, Marie's question”: The impact of quoting members of the public in Prime Minister's Questions », *Journal of Language Aggression and Conflict*, vol. 7, n°1, 2019, p. 24.

<sup>436</sup> “Language styles in the same way to signal conformity or rebellion”, Murray Edelman, *Politics as Symbolic Action: Mass Arousal and Quiescence*, New York, Academic Press, 1971, p. 74.

<sup>437</sup> Maurice Bloch, *Political Language and Oratory in Traditional Society*, Academic Press, 1975, p. 25.

<sup>438</sup> *Hansard, HC*, 16/09/2015, vol. 599, col. 1037. *J. Corbyn: Many told me that they thought Prime Minister's question time was too theatrical, that Parliament was out of touch and too theatrical [...]*

<sup>439</sup> *Hansard, HC*, 16/09/2015, vol. 599, col. 1038. *J. Corbyn: [...]and do Prime Minister's Question Time in a more adult way than we have done it in the past.*

l'avantage sur lui pendant le débat (les questions sont scrupuleusement sélectionnées). J. Corbyn agit en total accord avec les règles du jeu et s'en sert à son profit. Selon le sociologue, Richard Sennett, J. Corbyn ne se « rebelle pas contre l'autorité mais dans l'autorité »<sup>440</sup>. Selon Waddle *et al.*, ce genre de questions provenant directement des citoyens a eu pour effet de désamorcer l'agressivité de D. Cameron dirigée à l'encontre du Leader de l'opposition<sup>441</sup>. Cependant, D. Cameron et T. May ont retourné la situation à leur avantage. Ne pas réagir à ce nouveau procédé aurait été une erreur majeure.

Au cours des séances du 16 septembre<sup>442</sup> et du 14 octobre 2015<sup>443</sup> ou encore du 10 février 2016<sup>444</sup>, J. Corbyn lit la question de plusieurs Britanniques (Mary, Steve, Paul, Rosie...), par exemple, Kelly qui s'interroge sur les conséquences néfastes sur sa vie de la réforme des crédits d'impôts menée par le gouvernement, ou d'autres comme Rosie, qui déplore un marché de l'immobilier beaucoup trop prohibitif pour les foyers modestes. La stratégie de D. Cameron sera d'énumérer tous les avantages fiscaux et financiers dont cette personne pourra bénéficier grâce aux réformes (*National Living Wage*<sup>445</sup>) ou aux programmes (*Help to Buy*<sup>446</sup>, par exemple) mis en place par le gouvernement. Il prendra, bien sûr, le soin de répéter le prénom de la personne mentionnée par J. Corbyn pour y associer tous les bienfaits des actions du gouvernement créant ainsi une communication plus intime (il répète le prénom Rosie six fois dans une seule réponse<sup>447</sup>). David Cameron donne ainsi un visage populaire à ses réformes, Kelly, Rosie, Mary deviennent tous les Britanniques. Bien sûr les députés travaillistes s'insurgent face à ce qui est pour eux une imposture et huent le Premier ministre à gorge déployée. D. Cameron fera remarquer de façon très ironique que les bonnes résolutions du Leader de l'opposition ne s'appliquent pas aux Travaillistes qui se comportent précisément comme ce que J. Corbyn avait qualifié de théâtral et d'immature.

Theresa May, quant à elle, usera d'une stratégie différente pour retourner la situation à son avantage. Au cours de la séance du 11 octobre 2017<sup>448</sup>, T. May demande à Jeremy Corbyn de lui envoyer les détails concernant la situation d'une certaine Georgina qui fait part, par le biais de sa question adressée au Leader de l'opposition et destinée au Premier ministre, de sa situation

---

<sup>440</sup> Richard Sennett, *Authority*, New York, W. W. Norton Company, 1993, p. 51.

<sup>441</sup> Maurice Waddle, P. Bull et J.R. Böhnke, « He is just the nowhere man of British Politics », art. cit.

<sup>442</sup> *Hansard, HC*, vol. 599, col. 1037.

<sup>443</sup> *Hansard, HC*, vol. 600, col. 305.

<sup>444</sup> *Hansard, HC*, vol. 605, col. 1568.

<sup>445</sup> Le taux horaire pour le salaire minimum dépend de votre âge et si vous êtes en apprentissage.

<sup>446</sup> Programme gouvernemental, mis en place en 2013, destiné à aider les Britanniques à devenir primo-accédants avec seulement un apport minimum de 5%

<sup>447</sup> *Hansard, HC*, 10/02/16, vol. 605, col 1568.

<sup>448</sup> *Hansard, HC*, 11/10/2017, vol. 629, col. 323.

précaire due à l'introduction du crédit universel. Le mois suivant, pendant la séance du 15 novembre 2017, Theresa May propose à nouveau de regarder les détails concernant la lettre d'une agence immobilière qui menace d'expulser ses locataires qui auraient des retards de paiement dus à la mise en place du crédit universel<sup>449</sup>. Theresa May, cette fois encore, demande au Leader de l'opposition de lui envoyer cette lettre pour examiner plus en détail cette affaire. Puis, elle prend le soin de mentionner que dans « l'affaire Georgina », Jeremy Corbyn n'a pas pris la peine de faire suivre la lettre de cette personne. Cette tactique consiste à mettre à jour l'instrumentalisation des lettres des citoyens et l'opportunisme supposé de la part du Leader de l'opposition en faisant mine de donner la parole aux gens ordinaires seulement pour un gain politique. T. May, quant à elle, en se souvenant de Georgina (et d'autres d'ailleurs) et en reprochant au Leader de l'opposition de ne pas réellement se soucier de son cas en particulier apparaît comme celle qui se préoccupe du sort des gens ordinaires et parvient ainsi à renverser la situation.

Cette originalité dans la formulation et la nature des questions de Jeremy Corbyn (questions non-publiques) a eu pour effet de réduire le nombre d'attaques personnelles à l'encontre du Leader de l'opposition mais n'a pas réussi à rendre le débat plus dialogique et moins confrontationnel<sup>450</sup>.

En réalité, malgré les vœux pieux des uns et des autres pour changer le format et le ton des *PMQs*, personne n'a réellement l'intention de détruire le jeu. Les membres de la Chambre agissent en acteurs rationnels, leur marge de manœuvre est toujours calculée par rapport aux règles et aux gains potentiels. L'action politique est traitée comme un processus de négociations permanentes où les protagonistes obéissent à la même rationalité<sup>451</sup>. Un parallèle avec les conseils de village pendant lesquels les chefs du peuple de Bisipara<sup>452</sup> s'affrontent sans ménagement met à jour les mêmes mécanismes du jeu du débat politique que ceux observés pendant les *PMQs*. Lors de ces conseils, les confrontations ont un aspect récréatif, les acteurs/chefs jouent dans les limites de ce qui est autorisé. Il ne s'agit en réalité que d'une bataille de mots, il ne s'agit en aucun cas d'un combat réel. Et le gagnant est celui qui a le mieux défié l'autre. Les deux partis utilisent le même langage, sont d'accord sur les règles concernant les tactiques et les « coups » possibles. Ils jouent un jeu et sont soucieux de conserver la

---

<sup>449</sup> Mis en place en 2013, il regroupe les différentes aides sociales en un seul versement tous les mois

<sup>450</sup> Peter Bull et Maurice Waddle, « "Let me now answer, very directly, Marie's question": The impact of quoting members of the public in Prime Minister's Questions », art. cit.

<sup>451</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, op. cit.

<sup>452</sup> Se situe à Orissa (aujourd'hui Odisha) qui est dans un État de l'Inde, situé au nord-est de la péninsule.

structure du jeu intacte<sup>453</sup>. Pierre Bourdieu appelle ce *modus vivendi* une « collusion originaire »<sup>454</sup> qu'il définit ainsi :

Cette solidarité de tous les initiés, liés entre eux par la même adhésion fondamentale au jeu et aux enjeux par le même respect du jeu lui-même et des lois non écrites qui le définissent, par le même investissement fondamental dans le jeu dont ils ont le monopole et qu'il leur faut perpétuer pour assurer la rentabilité de leurs investissements<sup>455</sup>.

Les députés (*MPs*) et les leaders préfèrent mener leur action dans les limites des procédures et des règles existantes, ils économisent ainsi leurs ressources et leurs capacités cognitives et consacrent ces dernières à des tâches qui correspondent plus directement à leurs besoins politiques et électoraux<sup>456</sup>. Cette observation se trouve corroborée par le nombre d'expulsions enregistrées par les leaders. La sanction ultime à la disposition du *Speaker* est le recours au *Standing Order 43*, c'est-à-dire à l'expulsion du membre de la Chambre reconnu être en infraction. Cette sanction n'est pas proportionnelle à l'outrage commis envers un autre membre de la Chambre mais envers les règles elles-mêmes. Il s'agit le plus souvent du refus de retirer une formule, un mot non conforme au langage parlementaire. Dans ce cas le contrevenant doit quitter la Chambre des communes pour le reste de la journée. Ce refus de s'exécuter représente la plus grande menace pour le jeu. Il s'agit du test ultime des règles du jeu.

Dans le cas des Conservateurs, aucun leader ne s'est jamais fait renvoyer de la Chambre. Par comparaison, aucun leader chez les Travailleurs ne s'est fait expulser de la Chambre des communes. Concernant les députés, depuis 1990, un seul député conservateur, contre quatre du côté des Travailleurs, a été contraint de quitter la Chambre suite à l'utilisation des *Standing Order 43 et 44*<sup>457</sup>. Ces remarques coïncident avec les conclusions de Faith Armitage selon lesquelles « les Conservateurs semblent davantage contraints par l'idée du bien-fondé du respect des règles de la Chambre »<sup>458</sup>. D'ailleurs, il serait intéressant de voir à quel point cette attitude conformiste s'étend à l'ensemble des institutions politiques du pays et du système politique en général (on pense par exemple à l'attitude hostile des Conservateurs face à la réforme du système électoral en 2011).

---

<sup>453</sup> Frederick G. Bailey *Stratagem and Spoils*, p.91

<sup>454</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, *op. cit.*, p.221

<sup>455</sup> *Ibid.*

<sup>456</sup> Philip Norton, « Playing by the Rules: The Constraining Hand of Parliamentary Procedure », *Journal of Legislative Studies*, vol. 7, n° 3, 2001, p. 26.

<sup>457</sup> Voir la liste : [https://en.wikipedia.org/wiki/Suspension\\_from\\_the\\_UK\\_parliament](https://en.wikipedia.org/wiki/Suspension_from_the_UK_parliament)

<sup>458</sup> Faith Armitage, « Peace and quiet in the British House of Commons, 1990–2010 », *Democratization*, 2013, vol. 20, n° 3, 2013, p. 465.

Le seul leader à faire l'objet d'une suspension<sup>459</sup> est Ian Blackford, alors chef du Parti national écossais (*SNP*) à Westminster. Une courte analyse de l'attitude de Ian Blackford pendant les *PMQs* mettra en lumière, par contraste, celle des Conservateurs. La comparaison avec ses homologues du parti conservateur et du parti travailliste est à propos dans la mesure où Ian Blackford est le chef du deuxième plus grand parti de l'opposition au Parlement. Il peut d'ailleurs poser deux questions au Premier ministre lors des *PMQs*. De prime abord, les stratégies qu'utilise le leader du groupe *SNP* au Parlement sont identiques aux autres leaders de la Chambre. En revanche, ce qui le différencie du Premier ministre et du Leader de l'opposition, c'est bien cette volonté de se faire expulser de la Chambre et donc de pousser les limites du jeu le plus possible. Il utilise les *FTA* dans des proportions importantes, il ne manquera pas lors de sa première question au Premier ministre, dans le cadre du Parlement semi-virtuel (pendant l'épidémie de Covid), à enfreindre la consigne de ne pas laisser paraître de signes distinctifs et plus précisément de messages politiques ou de campagne en arrière-plan face à la caméra. Il se servira de cette nouvelle configuration pour arborer à côté de lui un certain nombre d'objets, tous symboliques de l'identité écossaise. On remarquera aisément que bon nombre de ses infractions sont relatives à un message spécifique : le rejet du système de Westminster<sup>460</sup> et l'indépendance de l'Écosse<sup>461</sup>. L'effet cumulatif de toutes ces différentes sortes d'infractions contribue à faire de Ian Blackford l'archétype du « briseur de règles ». Il ne se sert pas de cette stratégie tant pour entrer en compétition dans le jeu entre le Premier ministre et le Leader de l'opposition mais plutôt pour amplifier son message selon lequel il rejette le système

---

<sup>459</sup> Notons que le 13 juillet 2022, Neale Hanvey et Kenny MacAskill, leader et leader adjoint du groupe parlementaire du parti Alba se sont fait exclure de la Chambre pour 5 jours pour conduite inappropriée relative à une protestation pour l'indépendance de l'Écosse lors d'une séance de *PMQs*.

<sup>460</sup> *Hansard, HC, 30/10/19, vol. 667, col. 362. I. Blackford: Only a vote for the SNP can secure the escape route for Scotland away from this Brexit mess, from the chaos of Westminster ; 22/01/20, vol. 670, col. 296. I. Blackford: [...] Powers are being grabbed back to Westminster ; 18/11/20, vol. 684, col. 319. I. Blackford: Over the past 20 years, Westminster has imposed an extreme Brexit, an illegal war in Iraq, £9,000 tuition fees, the Windrush scandal, the rape clause and the bedroom tax, and a decade of Tory austerity cuts which have pushed millions into poverty ; 24/02/21, vol. 689, col. 909. I. Blackford: Coronavirus has exposed the deep inequalities under this broken Westminster system ; 14/04/21, vol. 692, col. 315. I. Blackford: Apparently, the only basis of the UK Government's legal case is that the law constrains Westminster powers.*

<sup>461</sup> *Hansard, HC, 20/03/19, vol. 656, col. 1040. I. Blackford: The people of Scotland deserve a choice on the future, and if Westminster fails, Scotland will act ; 03/07/19, vol. 662, col. 1199. I. Blackford: Does the Prime Minister think the future of Scotland should be decided by the people who live and work there or by her party ; 30/10/19, vol. 667, col. 362. I. Blackford: [...] and protect Scotland's right to choose our own future as an independent country in Europe ; 05/02/20, vol. 671, col. 309. I. Blackford: Is it any wonder that poll after poll shows majority support for Scottish independence ; 15/01/20, vol. 669, col. 1017. I. Blackford: Does he accept that, by ignoring Scotland, by imposing Brexit and by his pursuance of cruel and punishing policies, he is strengthening the case for Scottish independence? ; 16/12/20, vol. 686, col. 268. I. Blackford: [...] to protect Scotland's interests and our place in Europe is for Scotland to become an independent country? ; 18/11/20, vol. 684, col. 319. I. Blackford: [...] the only way to protect Scotland's interests, our Parliament and our place in Europe is for Scotland to become an independent country?*

institutionnel de Westminster et souhaite rejoindre le système institutionnel de l'Écosse en l'affranchissant de sa sujétion à Westminster. La situation de Ian Blackford est l'illustration parfaite du rapport entre les contraintes structurelles d'un système et le pouvoir de la subjectivité. Ian Blackford s'intègre à la culture des *PMQs* tout en conservant une forme de subjectivité pour « résister », il va même se servir des codes socio-culturels comme acte de contestation. Selon J.C. Scott<sup>462</sup>, l'idée que les subalternes et les groupes dominés consentent complètement à leur domination est absurde. Ils ont le pouvoir de résistance sous la forme de subterfuges, de tactiques. Ces tactiques de contournement du contrôle est un acte de résistance qui n'a pas vocation à renverser le pouvoir tel qu'il est mais relève de la notion d'infra-politique, c'est-à-dire « la capacité des subalternes à refuser l'idéologie imposée par le pouvoir dans leurs pratiques », dans les formes quotidiennes de résistance<sup>463</sup> qui n'empruntent pas la forme explicite d'une rébellion. L'anthropologue, Sherry Ortner, utilisera cette même notion de résistance pour décrire l'attitude de certaines femmes qui s'acculturent au sein du système imposé mais restent actrices de leur développement au sein de ce même environnement. Il serait intéressant d'étudier (dans un autre travail de recherche) dans quelle mesure ce phénomène s'applique aux trois seules femmes Premières ministres pendant les *PMQs*.

Ian Blackford ne cherche pas à détruire le jeu, mais il ne veut plus jouer dans ce jeu-là précisément, il souhaite sortir de ce système. Et cela se retrouve également dans sa posture physique. Contrairement à ses prédécesseurs (et à son successeur Stephen Flynn), lorsqu'il s'adresse au Premier ministre, il franchit systématiquement la ligne rouge devant lui pour se poster face à son opposant, ceci est l'illustration des « formes quotidiennes de résistance », mentionnées plus haut. En dernière analyse, l'attitude de Ian Blackford dénote un certain manque de déférence envers l'institution, celle des *PMQs*, et par extension celle de Westminster. En revanche, en comparaison, les Conservateurs montrent davantage de respect pour cette institution et sont plus réticents à en changer les codes et les normes.

Au vu du nombre d'infractions et de l'attitude guerrière des différents Premiers ministres, Ed Milliband semble résumer lequel, parmi ces leaders conservateurs, paraît le plus prompt à mettre les règles parlementaires à rude épreuve : « Je pense que Cameron était bon dans ce genre d'exercice. Cameron est agile et se moque des conventions...Ce que je veux dire c'est qu'il a décidé tout simplement que la survie était ce qu'il y avait de plus important et peu

---

<sup>462</sup> James C. Scott, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985.

<sup>463</sup> Sivaramakrishnan K., « Some Intellectual Genealogies for the Concept of Everyday Resistance », *American Anthropologist*, vol. 107, n°3, 2005, p. 346-355.

importe le moyen »<sup>464</sup>. Cette affirmation est à la fois exacte et inexacte. En effet, parmi les trois Premiers ministres conservateurs de cette étude, c'est lui qui enfreint le plus de règles mais il ne le fait pas à n'importe quel prix. David Cameron reste toujours dans les limites de ce qui est admissible, même si parfois il flirte avec l'excès et se retrouve à la limite de l'acceptable (voir la troisième partie). L'idée selon laquelle le leadership dépend de cette tension entre deux positions, celle, d'une part, qui consiste à enfreindre les règles et celle, d'autre part, à veiller à ne pas mettre en péril le jeu par des actes destructeurs semble en accord avec la vision que le public se fait du leader. En effet, selon une étude de la *Hansard Society*<sup>465</sup> de 2019, 54% des personnes interrogées affirment que « le Royaume Uni a besoin d'un leader fort qui est prêt à enfreindre les règles »<sup>466</sup> (ce dernier veillera, bien sûr, à ne pas subir de sanctions informelles, c'est-à-dire celles du public, voir la troisième partie). Le leadership de Theresa May, à l'aune de cet indicateur, paraît être le moins solide. En effet, dans cet exercice qui consiste à donner l'illusion de jouer avec la transgression des règles, cette dernière semble plus en retenue.

### 1.3. Conflit et leadership

Les attaques verbales échangées dans un contexte caractérisé par la confrontation et le conflit sont, comme nous avons eu l'occasion de le voir, assez violents dans certains cas. L'opposition, par le biais d'attaques répétées, fait acte de rébellion envers le gouvernement en place. En effet, leur action relève d'une contestation du pouvoir qui a pour objectif d'entraîner le remplacement des personnes qui occupent les postes d'autorité, sans que le système de domination ne change de nature<sup>467</sup>. Comme expliqué précédemment, personne ne tient réellement à changer en profondeur le système tel qu'il est. Max Gluckman, dans son étude sur l'importance du conflit dans la vie politique africaine<sup>468</sup>, décrit les fonctions du conflit dans les sociétés primitives. Quand le conflit n'a pas vocation à engendrer de changements structureaux ou systémiques, il est alors d'une autre nature. En effet, selon lui, dans ce cas il s'agit de rituels de rébellion c'est-à-dire des « conflits ritualisés dont le mode de résolution [fait] l'objet d'une mise en scène rituelle qui, dans le même temps, libère l'expression d'une rébellion contre

---

<sup>464</sup> "I think Cameron was good at it (*PMQs*). Cameron is fleet of foot and he didn't care about the conventions [...] I mean he basically decided survival is what matters and by any means necessary", Hazarika Ayesha et Tom Hamilton, *Punch & Judy Politics*, *op. cit.*, p. 316.

<sup>465</sup> La *Hansard Society* est un *think tank* britannique créé en 1944 pour promouvoir la démocratie parlementaire.

<sup>466</sup> 54% say Britain needs a strong leader who is willing to break the rules (Hansard society). URL: <https://www.hansardsociety.org.uk/publications/reports/audit-of-political-engagement-16>

<sup>467</sup> Riccardo Ciavovella et Eric Wittersheim, *Introduction à l'anthropologie du politique*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur Université, 2016, p. 58.

<sup>468</sup> Max Gluckman (ed.), *Custom and Conflict in Africa*, Oxford, Blackwell, 1955.

l'ordre social et le résorbe »<sup>469</sup>. Cette relation entre conflit et rituel est repris par l'anthropologue Eva Hunt, qui explique que « le ritualisme tend à se manifester dans des situations d'opposition, d'antagonisme social ou de conflits potentiels entre segments de la société qui sont structurellement définis »<sup>470</sup>.

Il s'agit, en réalité, de donner l'illusion d'un conflit entre le Premier ministre et le Leader de l'opposition, et ces rites de rébellion reposent sur la mise en scène de faux combats, de fausses escarmouches entre tribus. John Major l'a bien compris quand il qualifie les *PMQs* « d'affrontement ritualisé »<sup>471</sup>. Philip Norton ainsi que Mark Shepard, en s'appuyant sur la typologie des fonctions des *PMQs* réalisée par Richard Pakenham, parlent de « soupape de sécurité » pour qualifier les séances de questions au Premier ministre. En effet, ces séances permettent aux tensions qui règnent au sein du parti, ou plus généralement entre les partis, voire dans la société en général de se relâcher<sup>472</sup>. Au-delà de l'analyse selon laquelle les députés profitent de cet instant pour exprimer leur colère et leurs frustrations, une analyse basée sur des études anthropologiques permettent de mieux comprendre les pratiques de relâchement des tensions.

Dans son étude de l'Incwala des Swazis de l'Afrique sud-orientale (grande cérémonie tribale), Max Gluckman décrit le rituel d'inversion, qui est comparé au rituel de rébellion, comme un « drame politique où le souverain tient le rôle du personnage central en étant soumis à une agression rituelle qui lui permet de se définir périodiquement et de se renforcer effectivement »<sup>473</sup>. Le roi ou le chef est exposé à l'hostilité du peuple. Le jeu politique est montré sous l'aspect des oppositions et des coalitions, par exemple le roi et l'État contre les sujets. De ces épreuves le chef sort vainqueur, il en triomphe et sa force se trouve avivée. Selon Max Gluckman, l'objectif de ce genre de rituels est de provoquer une catharsis qui purge les émotions, les colères, les passions des membres de la communauté, de la société, pour ensuite leur permettre de réintégrer cette même société et de permettre ainsi au système de perdurer<sup>474</sup>. Lors des *PMQs*, cet affrontement entre le Premier ministre et l'opposition constitue un rituel qui présente toutes les caractéristiques d'un rituel d'inversion (ou rituel de rébellion). Les citoyens prêtent leur voix à des représentants membres de la Chambre basse qui vont attaquer le Gouvernement pendant la séance de *PMQs* en posant des questions chargées d'hostilité. Le

---

<sup>469</sup> Riccardo Ciavovella et Eric Wittersheim, *Introduction à l'anthropologie du politique*, p. 59.

<sup>470</sup> Claude Rivière, *Les liturgies politiques*, Paris, PUF, 1988, p. 174.

<sup>471</sup> Hansard, HC, 19/05/94, vol. 243, col. 953. Mr. Ashdown: [...] only a few weeks ago, he described as "ritual confrontation"—

<sup>472</sup> Mark Shepard, *PMQ Time- functions, flux, causes and consequences*, op. cit.

<sup>473</sup> Georges Balandier, *Le Détour*, op. cit., p. 101.

<sup>474</sup> Kertzer David, *Ritual, Politics and Power*, New Haven, Yale University Press, 1988, p. 55.



Premier ministre va en retour contre-attaquer et faire ainsi monter la tension jusqu'à l'attaque finale dont le paroxysme agit comme un agent libérateur. Tout cela est rendu possible dans la mesure où les tensions socio-politiques et les conflits de nature potentiellement violente et destructrice sont insérés dans le discours du rituel et sont par conséquent rendus inoffensifs et favorisent par la même le maintien de l'ordre établi, du *statu quo*<sup>475</sup>.

Lors de ces débats, plus le conflit entre le Premier ministre, soutenu par son groupe parlementaire, et l'opposition est intense et brutal, plus les colères sont désamorçées par l'effet d'abréaction (dont l'effet produit est la catharsis, c'est-à-dire la purgation des émotions). Qu'il s'agisse des députés conservateurs de la majorité ou de l'opposition, l'effet est le même. Ce processus de libération des tensions fonctionne également pour le public qui regarde les séances de *PMQs*. Ce dernier va vivre l'affrontement entre les deux partis par procuration, et le rite prend alors des airs de rite carnavalesque où les pouvoirs s'inversent. En effet, le public, se substituant aux députés, prend le pouvoir en plaçant le gouvernement en position d'attaqué (position inférieure). Non seulement l'individu est purgé de ses passions mais il aspire au retour à l'ordre et au calme car une fois que l'effet cathartique s'est produit, le public rejette les tensions comme modèle, et c'est ainsi que l'ordre s'en trouve renforcé<sup>476</sup>. L'anthropologue, Mary Douglas, explique avec clarté le paradoxe inhérent au désordre. Ce dernier renferme un désir d'utopie mais également les dangers d'un renversement de l'ordre établi, ce qui, en dernière instance, neutralise tout fantasme d'un tel changement. Le conflit serait en ce sens un convertisseur de désordre. Le pouvoir est moqué lors de sa plus grande faiblesse, mais, en même temps, il était rendu manifeste que son rétablissement et donc son renforcement restait la seule alternative ouverte.

Claude Rivière résume bien cette idée :

On est incité à penser la ritualisation comme un phénomène de sécurisation, c'est-à-dire d'expression libératoire des tensions par une catharsis [...] qui vient à bout des conflits en les transmuant [...] par une stratégie d'inversion permettant, après caricature du désordre, de l'irrévérence et de l'arbitraire, de donner à l'ordre du pouvoir une nouvelle vigueur<sup>477</sup>.

Le leader a donc tout intérêt à se prêter au rituel, voire en être l'officiant car les enjeux sont très importants. Il est donc impératif que le leader accepte les règles du jeu qui consistent à laisser

---

<sup>475</sup> James R. McLeod, « The Sociodrama of Presidential Politics: Rhetoric, Ritual, and Power in the Era of Teledemocracy », *American Anthropologist*, vol. 101, n°2, 1999, p. 59-80.

<sup>476</sup> Eric Wittersheim, Riccardo Ciavolella, *Introduction à l'anthropologie politique*, op. cit., p. 60.

<sup>477</sup> Claude Rivière, *Les liturgies politiques*, op. cit., 173-174.

à l'opposant une marge de manœuvre pour l'attaque<sup>478</sup>. Un leader qui refuse de contre-attaquer, de créer ce désordre par le biais d'attaques verbales (qui, rappelons-le encore une fois, représente une infraction aux codes des règles parlementaires) ne permet pas aux différentes colères d'être désamorçées, il/elle apparaît seulement comme une victime, ce qui suscitera davantage le pathos que l'effet cathartique. De plus, il/elle risque l'effet d'accumulation des ressentiments et met sa position en péril. Par ailleurs, jouer le jeu du rituel d'inversion permet de renforcer son autorité et sa légitimité<sup>479</sup>. Par leur nature désincarnée et purement rhétorique, l'anthropologue écossais, Victor Turner, appellera ces conflits ritualisés des sociodrames, du grand cirque.

Cette mise en spectacle du conflit ritualisé procède bien d'une stratégie choisie par le leader et implique des qualités spécifiques nécessaires à la bonne réalisation de cette illusion de conflit.

#### **1.4. Périodes intenses en attaques (verbales)**

##### **1.4.1. Les périodes électorales**

Comme précédemment évoqué, le nombre d'attaques dirigées contre l'opposition augmente de façon significative pendant les périodes électorales<sup>480 481</sup>. En effet, le Premier ministre lance davantage d'attaques verbales au cours de ces périodes-là. Afin de définir le début de la campagne électorale proprement dit, nous nous référerons aux indications fournies, en janvier 1992, par le *Speaker*, Bernard Weatherill : « La campagne électorale a débuté au moment où nous sommes revenus de la pause parlementaire de Noël [...] cela en a toujours été ainsi »<sup>482</sup>. Cela signifie que lorsque l'élection est prévue entre mai et juin (sauf dans le cas de l'élection de 2019 où des élections anticipées ont été convoquées), généralement le nombre d'attaques augmente de façon visible à partir de janvier et atteint normalement un paroxysme à la veille de l'élection générale. Puis, une très nette baisse de ce nombre se produit systématiquement juste après les élections.

En mars 1992, le nombre monte jusqu'à 22,5 attaques par séance (voir Annexe 4), pics avant élections) puis retombe à 5 et 4 les mois suivant l'élection (le nombre moyen d'attaques par séance sur les sept années des mandats de John Major est de 11,28). En février et mars 2015, le

---

<sup>478</sup> Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, p. 91-104.

<sup>479</sup> Claude Rivière, *Les liturgies politiques*, *op. cit.* p. 174.

<sup>480</sup> Maurice Waddle, Peter Bull et J.R. Böhnke, « He's just the nowhere man of British politics », art. cit.

<sup>481</sup> David Damore, « Candidate Strategy and the Decision to Go Negative » *Political Research Quarterly*, vol. 55, n° 3, 2002, p. 672.

<sup>482</sup> *Hansard, HC*, 21/01/92, vol.202, col. 180. *Speaker: The election campaign started when we came back from the Christmas recess [...] it has ever been thus*

nombre atteint 15 attaques par séances (pour un nombre moyen de 8,6 pour les mandats de David Cameron) et on retombe à 5,3 en juin 2015. Il en est de même pour Theresa May : on enregistre 13 attaques par séance en moyenne en avril 2017 et 2,5 en juin après l'élection. Notons que le nombre d'attaques moyen pendant le mois d'avril 2017 est le plus élevé de tous les mandats de T. May.

Les élections de 1997 présentent une particularité. On observe en juillet 1996 un très haut pic dans le nombre moyen d'attaques, ce dernier s'élève à 23,6 (voir Annexe 4) ; d'ailleurs, il s'agit de la plus haute moyenne de *FTA* au cours des sept années de mandat de J. Major. Ce qui explique ce phénomène serait le lancement d'une campagne précoce dès le mois de juillet appelée *New Labour, New Danger*<sup>483</sup>. Ce nombre reste élevé jusqu'à la veille des élections. En décembre 1996, la moyenne était de 16,8 *FTA* par séance, puis, elle a atteint un acmé en janvier 1997 avec 22 *FTA* par séance. Cependant, au lieu de monter en puissance jusqu'aux élections, le nombre moyen d'attaques décroît au cours des mois de février (14,5) et mars (12,6). On passe de 22 attaques par séance en moyenne en janvier 1997 à 14,5 en février et à seulement 12,6 en mars (en sachant que la moyenne pour les sept années est de 11,28). Cela s'explique par le sentiment très prégnant que les élections étaient perdues d'avance. De l'aveu même de John Major, les élections de 1997 étaient une cause perdue<sup>484</sup>. Remarquons toutefois qu'entre 1991 et 1997, ce sont les périodes de campagnes électorales qui enregistrent le nombre moyen d'attaques le plus élevé comparé à n'importe quel autre moment du mandat de John Major. Pour John Major, l'élection est sans conteste, un moment capital, ses ressources sont mobilisées en priorité pendant ces périodes. La même remarque s'applique à David Cameron qui fait monter le nombre moyen de *FTA* entre janvier et mars au-dessus de la moyenne globale. Concernant T. May, l'augmentation est, comme nous l'avons dit, très nette sur le mois qui précède l'élection ; les élections représentent, également pour elle, un moment clé pendant lequel la mobilisation des ressources combatives est très forte.

En effet, la raison d'être d'un parti est de gagner les élections générales<sup>485</sup> pour, soit se maintenir, soit accéder au pouvoir et dans un tel contexte darwinien ces élections sont le moment décisif de la survie du groupe. C'est pourquoi, il n'est pas surprenant de voir le chef mener une lutte sans merci contre l'ennemi à grand renfort d'attaques verbales.

---

<sup>483</sup> Seldon Anthony, *Major: A Political Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997, p. 658-659.

<sup>484</sup> "people believed Labour were bound to win before the campaign even started. They were right", *John Major: The Autobiography*, Harper Collins, 2000, p. 690.

<sup>485</sup> L'expression « élections générales » est préférée à l'expression « élections législatives » car nous considérons que ce terme peut prêter à confusion. En effet, lors d'élections générales les Britanniques élisent leurs députés mais également le Premier Ministre qui est le leader du parti vainqueur.

C'est dans ce contexte de brutalité verbale que le leader du parti des Libéraux Démocrates, Paddy Ashdown, demandait au Premier ministre lors de la séance de *PMQs* du 25 juin 1996 si John Major « désirait réellement voir une campagne électorale centrée sur des attaques personnelles qui touchent même nos familles »<sup>486</sup>. Examinons rapidement dans quelle mesure cette remarque est fondée.

Il s'agit d'une question posée à la fin du mois de juin où la campagne électorale, en vue des élections générales, avait déjà commencé (voir plus haut). De nombreuses références explicites à ces élections<sup>487</sup> lors des débats des *PMQs* en avril 1996 confirment que la campagne était lancée depuis quelque temps déjà.

C'est en avril 1996 que le nombre moyen d'attaques personnelles est le plus élevé de tous les mandats de J. Major, on atteint 13,6 attaques personnelles par séance en moyenne pour une moyenne générale de 4,63 (voir Annexe 5). Cela semble donc justifié que Paddy Ashdown s'inquiète de la tournure que prenait alors la campagne. Il est nécessaire de vérifier dans quelle mesure cette remarque est devenue un invariant des campagnes électorales menées par les Conservateurs. En 1992, le nombre d'attaques personnelles montait déjà à sept par séance en mars, ce qui représente en effet un pic important avant l'élection générale d'avril 1992. Puis en janvier et février 1997, cette moyenne par séance monte jusqu'à 8,8, période précédant l'élection générale de mai 1997. On observe la même chose pour les périodes de campagnes électorales en 2015 et en 2017 (le nombre moyen d'attaques personnelles est de 6,5 par séance en mars 2015 pour une moyenne de 3,3 pour la période 2010-16, et le nombre moyen d'attaques personnelles s'élève à 5 par séance en avril 2017 pour une moyenne de 2,3 pour la période 2016-2019). On peut donc en conclure que les attaques personnelles sont beaucoup plus intenses en période de campagne électorale. Il s'agit de la même stratégie de survie évoquée précédemment ; les Premiers ministres s'attaquent directement au chef du groupe adverse afin d'ébranler la position de l'opposant.

Même si le nombre moyen de *FTA* reste très majoritairement le plus élevé pendant les campagnes électorales précédant les élections générales, d'autres périodes enregistrent des pics très importants, voire plus élevés que pendant les campagnes électorales. Quelles autres situations amènent le Premier ministre à avoir recours aux attaques verbales de façon plus soutenue ? Que cela nous apprend-il sur les autres priorités des différents leaders ?

---

<sup>486</sup> *Hansard, HC, 25/06/1996, vol. 280, col 150. Mr. Ashdown: Does the right honourable Gentlemen really want an election campaign run around personality attacks (which extend even to our families)?*

<sup>487</sup> Exemples de références aux élections avril 1996, *Hansard, HC, 30/04/1996, vol. 276.*

### 1.4.2. Autres périodes intenses en attaques

Nous prendrons les deux ou trois périodes au cours desquelles le nombre moyen de *FTA* est le plus élevé en dehors des périodes électorales. L'intérêt est de définir quelles circonstances, quels contextes politiques amènent le Premier ministre à user de *FTA* avec une telle force. Les motivations sont-elles les mêmes pour les trois Premiers ministres ? Existe-t-il un schéma ?

#### John Major

Deux des trois périodes qui enregistrent le nombre le plus élevé de *FTA* en dehors des campagnes électorales correspondent à une crise notable dans le mandat de John Major.

Nous mettrons en parallèle la période correspondant à juin 1995 et celle correspondant à avril 1996. En effet, ces deux moments du mandat de John Major présentent de fortes similitudes, à la fois dans le contexte mais également dans la réaction du Premier ministre.

Les deux périodes font suite à des revers électoraux. En effet, en mai 1995 le parti conservateur enregistre, à ce moment-là, le pire résultat au niveau national concernant des élections locales depuis le début du mandat de J. Major<sup>488</sup>. Par ailleurs, les sondages d'opinion en mai 1995 révèlent un niveau de confiance très bas dans le gouvernement.<sup>489</sup>

En avril 1996, les Conservateurs perdent une élection partielle réduisant alors leur majorité parlementaire d'un siège. De plus, les élections locales de mai 1996 seront le deuxième plus mauvais résultat pour le parti depuis 30 ans, ce qui ne manque pas de donner lieu à des sondages catastrophiques pour le parti conservateur<sup>490</sup>.

Autre événement commun aux deux périodes et qui a entamé l'unité et la crédibilité du parti : les fuites d'informations confidentielles. Le 6 juin 1995, les gros titres de la presse britannique livraient les conclusions non officielles du rapport Scott<sup>491</sup>. Le 20 mars 1996, une fuite relayée par le *Daily Mirror* révélait, quant à elle, le lien entre la maladie de Creutzfeldt-Jakob et la *BSE* (maladie de la vache folle) alors que le gouvernement s'était échiné à rassurer les consommateurs que leurs mesures pour éradiquer la *BSE* garantissait une viande qui ne présentait aucun danger pour la santé. Cette révélation a conduit l'Europe à interdire l'exportation de la viande bovine britannique. Cette décision a eu pour effet immédiat d'irriter

---

<sup>488</sup> Anthony Seldon, *Major: A Political Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997, p. 550.

<sup>489</sup> *Ibid.* p. 553.

<sup>490</sup> *Ibid.* p. 643.

<sup>491</sup> John Major a demandé, en 1992, au juge Richard Scott de mener une enquête publique indépendante sur la vente (illégal) d'armes britanniques à l'Irak (entre 1984 et 1990), affaire dans laquelle certains membres du gouvernement ont été mentionnés.

la frange eurosceptique du parti. D'ailleurs, au même moment, James Goldsmith<sup>492</sup> annonçait le lancement de sa campagne (dans le cadre de son parti militant pour un référendum sur la sortie de l'Europe par le Royaume uni), ce qui encore une fois exacerba les sensibilités eurosceptiques au sein du parti conservateur. En juin 1995, c'était le groupe *Fresh Start* (groupe eurosceptique au sein du parti opposé au traité de Maastricht) qui mettait la pression sur John Major afin que ce dernier exprime un refus sans ambiguïté quant à l'adoption d'une monnaie unique avec l'Europe.

Et enfin, le moral et le soutien des *backbenchers*<sup>493</sup> étaient au plus bas pendant les deux périodes en cause. En juin 1995, les propositions du rapport Nolan commandité par John Major ont irrité les députés au plus haut point<sup>494</sup>. Même chose concernant le rapport Scott que les députés auraient souhaité voir pris en charge par une commission constituée de conseillers du *Privy Council* (et dirigé par quelqu'un d'autre que Richard Scott, jugé trop libéral à leur goût<sup>495</sup>). En avril-mai 1996, le moral des troupes est en berne, à peine un député conservateur interrogé sur quatre pensait que le parti pourrait gagner les élections générales<sup>496</sup>. Les dissensions sont publiques. Michael Portillo et Michael Bruce Forsyth soutiennent le projet anti-fédéraliste de Iain Duncan-Smith, qui, d'ailleurs, recueillera le soutien de 66 députés en directe opposition à la ligne politique du gouvernement<sup>497</sup>.

En juin 1995, comme en avril 1996, la position de leader de John Major est remise en cause. Le 22 juin 1995 John Major démissionne en tant que leader du parti conservateur afin de faire taire les critiques et les opposants au sein du parti<sup>498</sup>. En avril 1996, les rumeurs d'une motion de confiance étaient au plus haut depuis juin 1995<sup>499</sup>, sans toutefois déclencher un vote de confiance.

Dans un tel contexte, la stratégie du parti travailliste, consiste à mettre en évidence les faiblesses du Premier ministre dans sa gestion d'un parti divisé aux pratiques douteuses sinon

---

<sup>492</sup> Citoyen Franco-britannique, magnat de la finance, élu au parlement européen entre 1994 et 1997. Il fut d'abord proche du parti conservateur puis il prit ses distances avec ce parti le jugeant trop proche des intérêts de l'Union européenne, il créa son propre parti (eurosceptique) dont le mot d'ordre était la tenue d'un référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

<sup>493</sup> Députés sans portefeuille ministériel assis derrière le premier banc à la Chambre des communes

<sup>494</sup> Anthony Seldon, *Major: A Political Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997, p. 557.

<sup>495</sup> *Ibid.* p. 560.

<sup>496</sup> *Sunday Times*, 14 avril 1996 dans Seldon Anthony, *Major: A Political Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997, p. 643.

<sup>497</sup> Anthony Seldon, *Major: A Political Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997, p. 646.

<sup>498</sup> John Major fait une annonce dans les jardins du 10 Downing Street le 22 juin 1995 pour annoncer sa démission en tant que chef du parti conservateur tout en invitant les dissidents au sein du parti à agir ou à se taire (*time to put up or shut up*).

<sup>499</sup> Anthony Seldon, *Major: A Political Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997, p. 645.

malhonnêtes<sup>500</sup> (selon l'opposition). Tony Blair profite de cette très grande fragilité de la cohésion du parti conservateur pour attaquer violemment le gouvernement pendant les séances de *PMQs*. Il fait des divisions du parti conservateur le sujet principal de ses questions au cours de presque tout le mois d'avril en 1996. Tony Blair s'attaque, tour à tour, aux divisions au sein du Cabinet, au sein du gouvernement et du parti. En juin 1995, il parle d'un gouvernement en train de « se désintégrer »<sup>501</sup>, « d'un parti gangrené par les divisions, la haine et l'anarchie<sup>502</sup> » et dans lequel les « guerres intestines ne prendront jamais fin<sup>503</sup> ». En juin 1996, Tony Blair présente le parti conservateur et le gouvernement comme « faibles, divisés, incompetents »<sup>504</sup>, « en État de déliquescence et en pleine confusion »<sup>505</sup>. La conclusion du parti travailliste est sans appel en juin 1995 comme en avril 1996 : les Britanniques ne font plus confiance aux conservateurs, les conservateurs ne sont « plus aptes à gouverner le pays »<sup>506</sup>.

Deux tableaux en annexe (Annexe 6) présentent 18 échanges entre Tony Blair et John Major autour de questions concernant les divisions au sein du parti conservateur, la compétence du gouvernement et son leadership. La quasi-intégralité des échanges entre les deux leaders porte sur ces points précis concernant les deux périodes à l'étude (juin 1996 et avril 1995). Tony Blair utilise les attaques directes (le parti conservateur n'est plus apte à gouverner le pays), ou crues (le Gouvernement est faible, divisé ; la confusion et l'incompétence règne au sein du Gouvernement), il pratique l'exagération (la haine et l'anarchie qui existe au sein de son parti), l'humiliation (l'humiliation qu'ont essuyée les Conservateurs lors de la dernière élection partielle ; une stratégie fondée sur Le Grand Duke d'York<sup>507</sup> n'est pas la bonne). De plus, Tony Blair attaque la face négative de John Major de façon soutenue en forçant ce dernier à répondre à la même question par oui ou par non (par exemple, si oui ou non il demandera la démission des ministres qui seraient incriminés par les conclusions du rapport Scott). L'attitude de Tony Blair confine à ce que l'on a défini auparavant comme du harcèlement (*badgering*), c'est-à-dire

---

<sup>500</sup> Hansard, HC, 16/03/95, vol. 256, col. 1021. Mr Shaw: Does my right hon. Friend agree that the evidence of Labour councillors personally benefiting from fraud, corruption, nepotism and inefficiency.

<sup>501</sup> Hansard, HC, 20/06/1995, vol. 262, col. 149. T. Blair: [...] that will put the final seal of contempt on a disintegrating Government.

<sup>502</sup> Hansard, HC, 29/06/1995, vol. 262, col. 1078. T. Blair: [...] that has become clear is the divisions, the hatred and the anarchy that exist within his party.

<sup>503</sup> Hansard, HC, 22/06/1995, vol. 262, col. 472. T. Blair: If even Cabinet Ministers decide that the bitter in-fighting is damaging the national interest [...]

<sup>504</sup> Hansard, HC, 23/04/1996, vol. 276, col. 194. T. Blair: Until that changes, he and his Government will be divided, weak and incompetent.

<sup>505</sup> Hansard, HC, 25/04/1996, vol. 276, col. 583. T. Blair: Does not that vote show the advanced state of decay of his Government.

<sup>506</sup> Hansard, HC, 22/06/1995, vol. 262, col. 472. T. Blair: Will not the people of Britain conclude that the Conservative party is no longer fit to govern the country?

<sup>507</sup> "The Grand Old Duke of York" est une comptine pour enfants souvent chanté comme une pantomime.

une catégorie d'attaques agressives.

Lorsqu'il est attaqué sur les divisions au sein de son parti et de son gouvernement, John Major retourne la situation en exposant des problèmes similaires au sein du parti travailliste (on recense sept occurrences de ce type sur les 18 échanges). Il s'agit davantage d'un moyen de justification que d'un moyen d'attaque. Par ailleurs, lorsqu'il doit faire face à une attaque directe et violente, John Major ne répond pas avec la même violence et préfère l'attaque indirecte, c'est-à-dire rendue moins agressive par une formule de politesse ou un effet de style, par exemple l'ironie, le sous-entendu, l'humour ou encore l'argumentation. Par exemple, lorsque Tony Blair accuse le gouvernement d'être faible, divisé et déchiré par les divisions, John Major réplique que « cela était bien préparé, mais que l'Honorable leader de l'opposition est trop timide pour dire qu'il a changé sa politique sur l'Europe »<sup>508</sup>.

Par ailleurs, face aux attaques de la face négative, une formule résume bien sa stratégie. Lorsqu'il est forcé par l'opposition de fournir une réponse par oui ou par non à une question ayant trait au rapport Scott, il répond en ces termes : « Je répondrai à la question à ma façon »<sup>509</sup>. Cette « façon » est caractérisée par le refus de se hisser au même niveau d'agressivité et d'outrage contenue dans la question posée et par la volonté de recourir à la justification par un effet de contraste (tout en bottant en touche). En revanche, contrairement à T. Blair, J. Major utilise l'attaque personnelle (celle, par exemple, dirigée contre le ministre de Affaires étrangères de l'opposition, et cinq autres contre le Leader de l'opposition) et essaie ainsi de saper l'autorité du leader de l'opposition. Par ailleurs, J. Major va jouer une autre carte, une que Tony Blair n'a pas utilisée à cette occasion : la recherche de la sanction. Suite à une attaque violente de la part de T. Blair, lors d'une séance en avril 1996<sup>510</sup>, J. Major accuse à deux reprises le Leader de l'opposition de délibérément induire la Chambre en erreur. Il devra reformuler ces mots mais l'infraction a produit son effet. Et enfin, on remarquera que, lors de cette même séance et lors de sa dernière réponse au Leader de l'opposition, J. Major utilise le registre de l'insulte (« dans le nouveau parti travailliste autocratique où leurs sbires surveillent tout »)<sup>511</sup>, et multiplie les attaques personnelles à l'endroit de T. Blair (4 occurrences pour une seule prise de parole). Cela laisse penser que lorsque John Major utilise un mode d'attaque moins violent que celui du

---

<sup>508</sup> Hansard, HC, 02/04/1996, vol. 275, col. 148. *J. Major: That was well prepared, but the right hon. Gentleman was too shy to mention that he has changed his policies on Europe [...]*

<sup>509</sup> Hansard, HC, 06/06/1995, vol. 261, col. 15. *J. Major: I will reply to the question in my own way.*

<sup>510</sup> Hansard, HC, 25/04/1996, vol. 276, col. 583. *J. Major: The right hon. Gentleman is deliberately misleading, and he knows that he is deliberately misleading [...] I will simply say that the right hon. Gentleman is being disingenuous in the way in which he addresses this issue.*

<sup>511</sup> *Ibid.*, col. 584. *J. Major: I realise that in the new autocratic Labour party—where party henchmen oversee everything.*



Leader de l'opposition, il s'agit bien d'un choix. Cependant, il est possible de se demander si ce choix est bien stratégique. Selon Mark Bennister, Ben Worthy et Paul t'Hart, le « capital leadership » du leader dépend de l'impression de compétence que ce dernier donnera au public et aux fidèles. Dans notre cas, l'impression que T. Blair domine les échanges et maîtrise mieux que John Major l'art de l'attaque est manifeste. Cette impression est confirmée dans un échange datant du 23 avril 1996, entre T. Blair et J. Major. Le Leader de l'opposition pose une question au Premier ministre au sujet de la position du gouvernement à adopter quant à l'embargo sur le bœuf britannique. Le Premier ministre répond à cette question et T. Blair ne se lève pas pour poser une autre question mais pour commenter les propos du Premier ministre sans poser de question comme il aurait dû impérativement le faire<sup>512</sup>. Le *Speaker* ne le sanctionne pas et John Major ne saisit pas cette opportunité pour mettre le Leader de l'opposition en difficulté et se contente de rebondir sur un point totalement différent. Les rôles sont quasiment inversés, signifiant les relations de pouvoir en faveur de Tony Blair. Ces deux épisodes montrent clairement que John Major adopte une position bien plus défensive qu'offensive et le nombre important d'attaques enregistrées sur ces périodes pour le compte de John Major est dû au caractère très offensif de Tony Blair. John Major n'utilise l'arsenal lourd qu'avec grande parcimonie et de façon trop tardive, laissant Tony Blair émerger comme le chef guerrier par excellence, doté des capacités martiales requises pour un leader de groupe. Cette conclusion fait écho aux observations de Michael Foley pour qui les mandats de John Major sont « caractérisés par une crise quasi continue du leadership »<sup>513</sup>.

Cependant, il serait erroné d'affirmer que John Major est un leader trop faible de ce point de vue. Succédant à Margaret Thatcher dont le style était clivant et très conflictuel, John Major a trouvé opportun de se démarquer de ce style que le public avait fini par rejeter et d'adopter un ton plus doux et conciliant<sup>514</sup>. Malgré ce rôle et cette attitude moins confrontationnelle, John Major a eu recours aux attaques de façon plus appuyée pendant ces périodes où l'unité, le moral ainsi que le leadership du groupe étaient mis à mal de façon virulente, signifiant la volonté de défendre le groupe mais, malheureusement, il a conduit ces attaques « à sa façon », peut être sans stature guerrière convaincante. D. Cameron en tire les leçons et annonce qu'il répondra

---

<sup>512</sup> Hansard, HC, 23/04/1996, vol. 276, col. 194.

<sup>513</sup> Michael Foley, *The British Presidency*, Manchester, Manchester University, Macmillan, 2000, p. 149-150.

<sup>514</sup> *Ibid.* p. 149.

aux questions posées par l'opposition de « façon très directe<sup>515</sup> », il s'agit là de l'annonce d'un mode de communication différent et plus offensif.

## David Cameron

Les deux périodes qui enregistrent le nombre le plus important en termes de *FTA* correspondent aux mois de février 2012 et d'avril 2012. Ces deux périodes sont marquées par deux épisodes très similaires dans leur nature et dans les mécanismes de défense adoptés par David Cameron. Le premier concerne le plan de réforme du système national de santé et le second est lié au vote sur le budget proposé par le ministre des Finances.

Après la promesse réitérée de ne pas s'engager dans des projets de restructuration du *NHS*<sup>516</sup>, David Cameron accepte (contre l'avis de certains de ses ministres tels que William Hague et George Osborne) de lancer une réforme majeure du système de santé britannique sur les sollicitations de son ministre de la Santé, Andrew Lansley. Le projet, dans sa forme embryonnaire en 2009, débute dès 2010 et sera promulgué le 27 mars 2012. Cependant, cette réforme restera, de l'aveu même de D. Cameron, une erreur majeure dans son mandat. À ce propos, pour le journal *The Independent*, il s'agit du pire raté de son mandat de Premier ministre ; Anthony Seldon, quant à lui, consacre un chapitre entier à cette « débâcle »<sup>517</sup>. Mal comprise par le public et même par beaucoup de membres du gouvernement, cette réforme a été rejetée très rapidement par le corps médical à tous les niveaux. D. Cameron, malgré tout, soutiendra cette réforme, non pas sans conséquence.

Quant au budget proposé pour l'année 2012, ce dernier reçut un accueil similaire à celui réservé à la réforme du système de protection sociale et notamment du *NHS*. George Osborne, le ministre des Finances, présentait le 21 mars son troisième budget d'austérité consécutif, caractérisé par une baisse du taux d'imposition des plus hauts revenus. George Osborne a annoncé ce jour-là l'abaissement de 50% à 45% du taux marginal d'imposition sur les revenus annuels supérieur à 150 000 livres. Le budget prévoyait également un gel des allocations personnelles pour les retraités<sup>518</sup>. Le budget de 2012-13 est devenu un vrai fiasco s'il ne l'était

---

<sup>515</sup> Hansard, HC, 07/03/2012, vol. 541, col. 840. D. Cameron: First, let me set the context for this—[Hon. Members: "Answer!"] I will answer the question very directly,

<sup>516</sup> *The Coalition: Our Programme for Government*, 2010, p.24. URL: [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/78977/coalition\\_programme\\_for\\_government.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/78977/coalition_programme_for_government.pdf)

<sup>517</sup> Anthony Seldon et Peter Snowdon, *Cameron at 10: The Verdict*, London, William Collins, 2015, chap. 15, p. 181-194.

<sup>518</sup> Afin de calmer la colère de Nick Clegg et les Libéraux-Démocrates (qui souhaitaient davantage d'aides aux plus défavorisés) le gouvernement a accepté un relèvement immédiat du seuil de l'impôt sur le revenu de 8.100 à 9.205 livres qui profitera aux bas salaires. Contrepartie qui sera rendue publique par les Libéraux, juste avant l'annonce du budget pour couper l'herbe sous le pied d'Osborne. Dans ce contexte très tendu le syndicat *Unite*

pas déjà avec la divulgation par les Libéraux-Démocrates de trois taxes prévues par le budget : la *Pasty tax*, imposant une TVA sur les plats chauds à emporter ; la *Caravan tax* (augmentation de la TVA sur les caravanes non mobiles) ; et enfin la *Charity tax* (limitation du crédit d'impôt sur les dons aux œuvres caritatives). Pour Anthony Seldon, il s'agit d'une période où le gouvernement a dû faire face à la plus grosse crise de confiance en deux ans de pouvoir<sup>519</sup>.

En février 2012, la quasi-intégralité des questions du Leader de l'opposition, lors des séances de *PMQs*, est consacrée à la réforme du *NHS*. En effet, Ed Miliband attaque sans relâche D. Cameron et son gouvernement sur leur réforme. Il s'agit de la dernière ligne droite avant la promulgation de la loi *The Health and Social Care Act 2012*.

En avril 2012, Ed Miliband, après avoir tenté de discréditer le gouvernement en matière de santé s'attaque à un des piliers principaux de la politique des conservateurs : l'économie. Ed Miliband s'attaque au budget : les chiffres relatifs au budget sont « faux<sup>520</sup> », c'est un budget en faveur des millionnaires<sup>521</sup>, à cet égard, Ed Miliband utilisera l'expression « le budget des millionnaires<sup>522</sup> », détruisant le message des Conservateurs selon lequel « nous sommes dans le même bateau<sup>523</sup> ». Ed Miliband va utiliser une expression qui restera associée à ce budget précisément : un « *Omnishambles Budget* »<sup>524 525</sup> (un cafouillis complet). L'objectif est bien de discréditer les conservateurs en matière économique, et pour ce faire, Ed Miliband accuse explicitement les Conservateurs d'incompétence, leur budget, selon lui, « ne satisfait pas aux critères de justice et de compétence »<sup>526</sup>. Très clairement, le Leader de l'opposition cherche à ouvrir une brèche et à s'y engouffrer tout en utilisant des sujets hautement politiques.

Par ailleurs, on assiste à une vraie instrumentalisation du *NHS* pour marquer des points politiques. Ed Miliband cherche clairement à discréditer les conservateurs en matière de gestion

---

menaçait d'organiser une grève paralysant l'activité des raffineries du pays. Pour éviter une crise majeure Cameron décide de négocier avec les grévistes mais le mal était fait : l'impression que le gouvernement a perdu le contrôle est forte dans l'opinion. La situation est rendue encore davantage difficile par l'annonce le 25 avril des chiffres de l'économie qui chutent de 0.2%.

<sup>519</sup> Anthony Seldon et Peter Snowdon, *Cameron at 10: The Verdict*, op. cit., p. 203.

<sup>520</sup> *Hansard*, HC, 18/04/2012, vol. 543, col. 312-313. *Ed Miliband: As for the figures produced for the Budget, today even the Treasury Committee says they are bogus. Millionaires are winners from this Budget, but what about everyone else?*

<sup>521</sup> *Ibid.*

<sup>522</sup> *Hansard* HC, 21/03/2012, vol. 542, col. 812.

<sup>523</sup> “*We’re all in this together*”, dans Seldon Anthony et Snowdon Peter, *Cameron at 10: The Verdict*, op. cit., p. 210.

<sup>524</sup> *Hansard*, HC, 18/04/2012, vol 543, col 314. *Ed Miliband: [...] even people within Downing Street are calling it an omnishambles Budget.*

<sup>525</sup> Terme utilisé pour la première fois en 2009 par le personnage fictif de Malcolm Tucker, le directeur de communication des Travaillistes dans le programme humoristique de la *BBC*, *The Thick of It*.

<sup>526</sup> *Hansard*, HC, 18/04/2012, vol 543, col 314. *Ed Miliband: This Budget comprehensively fails the test of fairness and it spectacularly fails the test of competence.*

du *NHS*. Il s'attaque au projet de loi en le qualifiant de désastre, de pagaille, de projet impopulaire et incompréhensible (même pour le gouvernement) qui suscite le rejet et l'opposition de tout le corps médical<sup>527</sup>. Puis il attaque le parti conservateur et plus précisément leur promesse de campagne de ne pas entreprendre de restructuration de grande ampleur du *NHS*, suggérant ainsi que les conservateurs ont menti et n'ont pas de scrupules à rompre ou trahir leurs engagements<sup>528</sup>. En résumé, le « *NHS* n'est pas entre de bonnes mains<sup>529</sup> » si ce sont les Conservateurs qui sont aux commandes. Et enfin, le Leader de l'opposition dirige ses assauts contre le Premier ministre afin d'entamer sa crédibilité en matière de service public de santé en martelant que « personne ne peut faire confiance au Premier ministre concernant le *NHS* »<sup>530</sup>. L'assaillant finira par s'attaquer à la personnalité de D. Cameron en rendant son arrogance responsable du désastre lié à sa réforme dont les conséquences seront, selon lui, identiques à celle de la *poll tax*<sup>531</sup> ; il lui prédit que son « projet de loi sur la santé sera sa *poll tax*<sup>532</sup> ». La conclusion qu'Ed Miliband propose en dernière séance du mois de février met en exergue la nature politicienne du sujet du *NHS*. Il établit le parallèle entre le soutien d'une telle réforme et un échec cuisant aux prochaines élections<sup>533</sup>.

Anthony Seldon explique très bien les enjeux lorsqu'il fait remarquer que « si David Cameron et George Osborne ont appris une chose sur les bancs de l'opposition c'est que ne plus être crédibles sur le *NHS* leur fera perdre les élections générales »<sup>534</sup>, cela était tout aussi valable pour les élections de 2010 que pour celles de 2015. D'ailleurs, cet épisode d'instrumentalisation du *NHS* par Ed Miliband atteindra son paroxysme en janvier 2015 où D. Cameron l'accusera d'avoir confié à un journaliste politique de la *BBC* que son intention était d'instrumentaliser le *NHS*<sup>535</sup>.

---

<sup>527</sup> Hansard, HC, 29/02/2012, vol. 541, col. 282-283. Ed Miliband: *And 98% of those in the Royal College of General Practitioners oppose the Bill.*

<sup>528</sup> Hansard, HC, 22/02/2012, vol. 540, col. 867. Ed Miliband: *I asked him two weeks ago and admit that he has broken his promise of no top-down reorganisation?*

<sup>529</sup> Hansard HC, 08/02/2012, vol. 540, col. 298. Ed Miliband: *[...] it becomes clearer that the health service is not safe in his hands.*

<sup>530</sup> Hansard, HC, 22/02/2012, vol. 540, col. 866. Ed Miliband: *Nobody believes the Prime Minister and nobody trusts him on the health service.*

<sup>531</sup> *Poll tax* : officiellement appelée *community charge*, est un impôt à somme fixe par tête, indépendamment des ressources de la personne, instauré au Royaume-Uni par le gouvernement de Margaret Thatcher en 1989.

<sup>532</sup> Hansard, HC, 22/02/2012, vol. 540, col. 867. Ed Miliband: *I tell him this: this will become his poll tax.*

<sup>533</sup> Hansard, HC, 29/02/2012, vol. 541, col. 284. Ed Miliband: *[...] but let me tell them that their support for the health Bill is digging their own burial at the next general election.*

<sup>534</sup> Anthony Seldon et Peter Snowdon, *Cameron at 10: The Verdict*, op. cit., p 181.

<sup>535</sup> Hansard, HC, 28/01/2015, vol. 591, col. 850. D Cameron: *It is very simple: one of the most respected political journalists in Britain, Nick Robinson, the political editor of the BBC, said—and I shall quote it however long it takes—“A phrase the Labour leader uses in private is that he wants to—and I quote—‘weaponise’ the NHS for politics.”*

On comprend tout à fait pourquoi l'agressivité de D. Cameron est montée d'un cran face aux attaques du Leader de l'opposition sur la réforme du gouvernement. D'ailleurs, la presse ne manque pas de faire remarquer que la seule défense du Premier ministre est de crier à la tribune pour faire taire les critiques<sup>536</sup>.

Cet épisode a entamé le capital politique et la popularité du parti comme en témoignent les sondages de l'époque. La cote de popularité des conservateurs a accusé une baisse début mars qui serait attribuée selon les instituts de sondage au projet de réforme du *NHS*<sup>537</sup>.

Cela dit, l'importance du nombre moyen d'attaques par séance pour ce mois de février témoigne d'une vraie volonté de la part du Premier ministre de défendre cette réforme coûte que coûte. La situation est la même pour la période précédant le vote sur le budget. Ces épisodes aux enjeux très élevés vont mettre en évidence toutes les stratégies qu'utilise David Cameron pour garder la face. Le Premier ministre utilisera quasiment la même stratégie lors de ces deux périodes de crise. Afin d'éviter une redite, nous nous attacherons à une seule d'entre elles, la crise liée à la réforme du *NHS*.

Cet épisode dura, comme le fait remarquer le Premier ministre, quatre semaines d'affilée, toutes consacrées à la réforme du *NHS* et plus largement du système de protection sociale<sup>538</sup>. Sur 47 attaques contre le parti travailliste, 29 portent sur le *NHS* et sur les 18 attaques dirigées contre le Leader de l'opposition 11 concernent ce même sujet. Face aux offensives provenant de l'opposition, David Cameron utilise, à ce moment-là, toute une panoplie d'attaques aux degrés de violence et de risques variables. Comme toile de fond, pour ainsi dire, il formule des attaques contre le parti de l'opposition dénonçant la collusion entre les Travaillistes les syndicats qui, au final, décident du fonctionnement du système de santé. L'objectif de ces *FTA* est de discréditer le parti travailliste sur la question du système de santé et du système social plus généralement. D. Cameron accuse les Travaillistes d'entretenir une culture du « je-reçois-quelque-chose-sans-rien-donner-en-retour »<sup>539</sup> ou de présenter une gestion désastreuse du *NHS* par les Travaillistes au pays de Galles. D. Cameron pousse le curseur d'un cran et passe aux insultes contre le parti, et accuse l'opposition de n'être qu'« une bande d'opportunistes, incapables d'être au

---

<sup>536</sup> "a deep-rooted belief that shouting at the Despatch Box will silence one's critics", *The Independent*, Matt Chorley, *Should David Cameron wash his hands of Lansley's NHS reform Bill?*, 12 février 2012.

<sup>537</sup> Anthony Seldon et Peter Snowdon, *Cameron at 10: The Verdict*, London, William Collins, 2015, p. 192.

<sup>538</sup> *Hansard, HC*, 29/02/2012, vol. 541, col. 284. *D. Cameron: Here we are having had four weeks in a row of NHS questions but not a single question of substance.*

<sup>539</sup> *Hansard, HC*, 19/12/12, vol. 555, col. 844. *D. Cameron: The fact is that he has got absolutely nothing to offer except for the same old something-for-nothing culture that got us in this mess in the first place.*

gouvernement ou de diriger le pays »<sup>540</sup>. Une autre stratégie à laquelle D. Cameron a largement recours pendant ces séances de *PMQs* consiste à citer un membre éminent du parti travailliste qui aurait fait des déclarations favorables aux mesures prises par le gouvernement en matière de santé. Il fait référence à des politiciens travaillistes appartenant à des gouvernements précédents (un ancien ministre de la Santé par exemple) qui vantent les mérites de la « compétition, du choix et de l'implication du secteur privé dans le service de santé britannique »<sup>541</sup>. Il va citer Tony Blair faisant l'éloge des réformes en général, déclarations que David Cameron rapproche des réformes du gouvernement<sup>542</sup>. Il va également citer William Beveridge<sup>543</sup> à plusieurs reprises pour appuyer ses propos. Il ne le cite pas directement mais rapporte les paroles d'un député travailliste qui prête à William Beveridge des pensées sur le financement du système de santé. David Cameron cite Mr Byrne expliquant que William Beveridge « n'aurait pas même imaginé que les aides aux logements coûtaient au Royaume-Uni 20 milliard par an à elles seules. Ce montant est tout simplement trop élevé »<sup>544</sup>.

Un autre effet rhétorique utilisé par le Premier ministre consiste à lancer des formules aux allures de slogans : « Voilà ce que nous donnent les Travaillistes : pas d'argent, pas de réforme, pas de service de santé digne de ce nom »<sup>545</sup>. Par ailleurs, D. Cameron s'attaque directement au Leader de l'opposition. Les attaques deviennent personnelles : « Je sais que cela suffit aux syndicats de l'élire chef du parti de l'opposition mais c'est à peu près tout ce qu'il se passera »<sup>546</sup>. Il utilisera également l'humour agressif en guise d'attaque (ce que l'on appelle l'humour

---

<sup>540</sup> *Hansard, HC, 08/02/12 vol. 540, col. 296 D. Cameron: They are just a bunch of opportunists.; 22/02/12, vol 540, col. 867. D. Cameron: The Opposition are absolutely revealed as a bunch of rank opportunists, not fit to run opposition, not fit for government.*

<sup>541</sup> *Hansard, HC, 29/02/12, vol.541, col. 283 This is what Lord Darzi said: "The right competition for the right reasons can drive us to achieve more. This is what John Hutton said. He was a Health Minister under the last Government [...] he said: "Competition can make the NHS more equitable. What about an adviser to the last Labour Government, Julian Le Grand, who specifically looked at competition? This is what he said: "the measured effects of competition have not been trivial...evidence shows that the introduction of competition in the NHS could be credited with saving hundreds of lives."*

<sup>542</sup> *Hansard, HC, 01/02/12, vol. 539, col 817. D. Cameron: Let me tell the right hon. Gentleman something that Tony Blair once wrote about the process of reform. That was someone who knew a thing or two about reform.*

<sup>543</sup> Un des pères fondateurs de l'État-providence notamment avec son rapport parlementaire de novembre 1942 : le « rapport Beveridge ».

<sup>544</sup> *Hansard, HC, 29/02/2012, vol 541, col. 290. D. Cameron: As the hon. Gentleman's own welfare spokesman, the right hon. Member for Birmingham, Hodge Hill (Mr Byrne) said, Beveridge "would scarcely have believed housing benefit alone is costing the UK over £20bn a year. That is simply too high."*

<sup>545</sup> *Hansard, HC, 08/02/12, vol. 540, col. 305. D. Cameron: That is what we get from Labour: no money, no reform, no good health service.*

<sup>546</sup> *Hansard, HC, 29/02/12, vol. 541, col. 284.D. Cameron: I know that that is enough for the unions to elect him leader of the opposition party, but that is about as far as it will go.*

non-affiliatif)<sup>547</sup>. Par exemple, D. Cameron dira : « Même lorsqu'il [Ed Miliband] élargit la cage des buts, il n'arrive pas à mettre le ballon dans le filet »<sup>548</sup>, ou encore : « si le Très Honorable Leader de l'opposition avait mis plus de temps (pour poser sa question) nous l'aurions inscrit sur la liste d'attente pour voir un médecin »<sup>549</sup>. Ou carrément l'insulte, David Cameron dénonce un « plan de gauche totalement fou que seul le chef de l'opposition pouvait imaginer »<sup>550</sup> ; il traite le ministre de la Santé de l'opposition, Liam Byrne de « *Baldemort* »<sup>551552</sup>, ou encore accuse Ed Miliband d'hypocrisie<sup>553</sup>, ce qui lui vaut une sanction de la part du *Speaker* et il devra retirer le mot délictueux.

Et enfin, afin de porter la tension à son comble, David Cameron pratique le harcèlement de façon intense. Le 1<sup>er</sup> février 2012, un vote sur une mesure qui visait à limiter le montant des aides sociales devait avoir lieu à la Chambre des communes. Ce jour-là pendant la séance de *PMQs*, David Cameron force le Leader de l'opposition à dire si oui ou non le parti travailliste votera en faveur de cette mesure. Il harcèle littéralement son opposant.

David Cameron : Est-ce qu'il nous soutiendra ce soir dans le Lobby ? Pourquoi est-ce le Leader de l'opposition ne se contente pas d'hocher la tête ? Un signe de la tête ? Une réponse, aucune ne vint. Allons ! une seule décision audacieuse – juste un hochement de la tête. [...]. Serez-vous avec nous ou serez contre nous ? Un grand, grand vide<sup>554</sup>.

[...] Accordons à l'opposition un nouvel essai. Serez-vous avec nous ce soir dans le Lobby ? Complètement désespérant !<sup>555</sup>

[...] mais si on peut travailler on ne devrait pas être plus riche en touchant les aides. C'est un

---

<sup>547</sup> Rod Martin, Patricia Puhlik-Doris, Gwen Larsen, Jeanette Gray, Kelly Weir, « Individual differences in uses of humor and their relation to psychological well-being: Development of the Humor Styles Questionnaire », *Journal of Research in Personality*, vol. 37, n°1, 2003, p. 48-75.

<sup>548</sup> *Hansard, HC, 08/02/12* vol. 540, col. 298. D. Cameron: *Even when he (the Leader of the Opposition) moves the goalposts, he can't put it in the back of the net.*

<sup>549</sup> *Hansard, HC, 22/02/12* vol. 540, col 867. D. Cameron: *If the Right Honourable Gentleman took any longer, we would have put him on a waiting list for care, his question took so long.*

<sup>550</sup> *Hansard, HC, 08/02/12*, vol. 540, col. 299. D. Cameron: [...] *crazy left-wing plan which only the Leader of the Opposition could have come up with.*

<sup>551</sup> *Hansard, HC, 01/02/12*, vol. 539, col. 820. D. Cameron: *Where is "Baldemort"? He is not at home today.*

<sup>552</sup> Jeu de mot avec le mot « *bald* » (chauve) et avec Lord Voldemort, un personnage fictif et maléfique dans la série des romans Harry Potter.

<sup>553</sup> *Hansard, HC, 01/02/12*, vol.539, col. 814. D. Cameron: *Some might call it opposition; some people might call it hypocrisy.*

<sup>554</sup> *Hansard, HC, 01/02/2012* vol. 539, col 819. D. Cameron: [...] *it was time to make some bold decisions. Come on, one bold decision—just nod. Are you with us or are you against us? A great big vacuum.*

<sup>555</sup> *Ibid.*, col. 820. D. Cameron: *So, let me give the Opposition one more go. Are you with us in the Lobby tonight? Absolutely hopeless.*

principe simple, et je trouve formidable que le parti Travailleiste ne soit pas d'accord avec cela. Encore une tentative ? Un petit signe de la tête ? Rien !<sup>556</sup>

Comme nous avons eu l'occasion de l'expliquer, quand l'attaque est personnalisée et sous forme d'injonction directe elle devient *ad hominem*, et surtout elle exprime un degré d'agressivité beaucoup plus important que l'attaque indirecte ou dirigée contre un parti de l'opposition. David Cameron, contrairement à John Major, ne se contente pas de rester sur une position défensive mais adopte une posture offensive très violente. La répétition de la même question et de la même injonction formulées par David Cameron, de façon aussi rapprochée, et aussi menaçante (l'effet est encore plus menaçant à l'image), assorties d'un commentaire des plus offensants paralyse l'ennemi. D. Cameron défend la réforme du *NHS* de façon très martiale, il est un chef belliqueux prêt à tout pour défendre ce qu'il a décidé être l'intérêt du groupe.

Cet épisode montre de façon manifeste comment ce genre de communication, c'est-à-dire par l'attaque, illustre la nature performative du langage. Ce langage est clairement une forme d'action, et pas seulement un outil pour décrire une situation ou un état de fait. Les attaques ne sont pas purement rhétoriques. Ce genre de langage produit un effet. Les *FTA* contribuent à faire évoluer une situation ou à infléchir le cours d'une action ou encore à influencer l'opinion du public et/ou des parlementaires. En l'occurrence, dans le cas de cet épisode, elles contribuent, selon les critères définis auparavant, à augmenter le capital leadership de David Cameron.

### **Theresa May**

Deux périodes se distinguent concernant l'utilisation intense de *FTA* au cours du mandat de Theresa May. La première concerne le mois de décembre 2018. Début décembre, le Parlement accuse Theresa May de s'être rendue coupable d'« outrage au Parlement »<sup>557</sup>. A l'approche du vote prévu le 11 décembre au Parlement sur l'accord de sortie de l'UE que Theresa May a négocié avec Bruxelles, l'opposition a forcé la Première ministre à rendre public les avis juridiques de l'*Attorney General*<sup>558</sup>, Geoffrey Cox sur le *Brexit*. Ce document de six pages gardé jusqu'alors secret révélait que le Royaume-Uni pourrait alors se retrouver bloqué indéfiniment dans le *backstop*<sup>559</sup> et « soumis à des cycles de négociations très longs et répétés ».

---

<sup>556</sup> *Ibid.*, col. 820. D. Cameron: *One more go? One little nod? Nothing.*

<sup>557</sup> Le 4 décembre 2018, les députés de la Chambre ont reconnu Theresa May coupable d'outrage à la Chambre suite à un refus de publier les conseils juridiques sur l'accord de sortie du RU.

<sup>558</sup> Ministre chargé de conseiller le gouvernement en matière juridique

<sup>559</sup> *The Irish backstop (the Northern Ireland Protocol)* a pour effet de ne pas matérialiser de frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande.



Par conséquent, Theresa May décide (le 12 décembre) de repousser le vote sur le projet d'accord. Cette période est particulièrement tendue pour la Première ministre. La considérant trop conciliante avec l'UE, le *ERG*<sup>560</sup>, qui attend depuis le sommet de *Chequers*<sup>561</sup> de se débarrasser de Theresa May, souhaiterait voir un membre de leur cercle devenir le leader du parti. (Cette phalange du parti conservateur qui est constituée d'euroseptiques rebelles est qualifiée de « parti dans le parti »)<sup>562</sup>. Suite au report du vote sur le projet d'accord, et ayant réuni les quarante-huit lettres nécessaires pour déclencher un vote de confiance contre le leader du parti, ils déposent une motion de confiance qui est proposée au vote le 12 décembre. Depuis novembre, et particulièrement suite à la présentation de son accord aux membres de son Cabinet, le parti est très divisé et le point de convergence de la colère est la Première ministre et son projet d'accord de sortie de l'Union européenne.

À partir du 12 décembre 2018, lorsque Theresa May décide de repousser le vote sur l'accord qu'elle a négocié, Jeremy Corbyn attaque la Première ministre de façon bien plus violente qu'au début du mois de décembre (le 05 décembre 2018) et globalement plus qu'à son habitude. Il reproche à Theresa May de ne pas soumettre sa proposition d'accord au vote à la Chambre et l'accuse de mépriser le Parlement. Il s'en prend à l'accord lui-même en le qualifiant tour à tour de criminel, de destructeur, un accord bâclé qui, selon lui, sème le chaos et plonge le pays dans une crise terrible<sup>563</sup>. Il s'en prend tout aussi violemment à Theresa May et à son gouvernement, présentant leur attitude comme honteuse et cynique et les rendant responsables de créer une crise ravageant la vie de beaucoup de citoyens<sup>564</sup>. Theresa May, quant à elle, doit faire face à ces attaques ainsi qu'à celles de son propre parti. Cette séance de *PMQs* du 12 décembre est d'une importance capitale car elle précède le vote de confiance prévu le soir même. Elle doit non seulement être convaincante dans son rôle de leader et remonter le moral des troupes en livrant une prestation impeccable, mais elle doit également désamorcer les critiques de Jeremy Corbyn et le neutraliser. Theresa May utilise toute une gamme d'attaques. Elle retourne la situation en accusant l'opposition des mêmes choses qui lui ont été reprochées, à savoir semer le chaos (dans l'économie du pays), nourrir la division dans le pays et créer de l'incertitude.

---

<sup>560</sup> *ERG (European Research Group)* est un groupe de recherche au sein du groupe parlementaire conservateur eurosceptique dont les activités principales sont liées aux relations entre le RU et l'UE et principalement au *Brexit*.  
<sup>561</sup> Réunion du *Cabinet à Chequers* (demeure du Premier ministre dans la campagne anglaise) pendant laquelle Theresa May a fait signer à ses ministres un plan (un livre blanc) de sortie de l'UE en maintenant une zone de libre-échange.

<sup>562</sup> Anthony Seldon et Raymond Newell, *May at 10*, Londres, Biteback Publishing, 2019, p. 499.

<sup>563</sup> *Hansard, HC, 12/12/2018, vol. 651, col.274. J. Corbyn: The people of this country are more and more concerned about the ongoing chaos at the centre of her Government.*

<sup>564</sup> *Hansard, HC, 12/12/2018, vol. 651, col. 276 J. Corbyn: Will she now put this deal before Parliament and halt the escalating crisis which is so damaging to the lives of so many people in this country?*

Elle dénonce, non pas le mépris de Jeremy Corbyn envers le Parlement mais son mépris envers le référendum, qui est l'expression même du peuple. Elle lance des formules assassines<sup>565</sup>, s'en prend personnellement à Jeremy Corbyn, a recours à l'hyperbole et l'exagération dans les accusations (« un gouvernement dirigé par Jeremy Corbyn serait la plus grosse menace pour le pays et ses citoyens »)<sup>566</sup>. Elle pratique également l'attaque gratuite hors propos<sup>567</sup>. Afin de stimuler les députés conservateurs, elle se sert de blagues<sup>568</sup> et de jeux de mots préalablement écrits pour humilier Jeremy Corbyn. La petite histoire imaginant Jeremy Corbyn en train de chercher un plan pour organiser le *Brexit* dans une chaussette de Noël suspendue au-dessus de sa cheminée<sup>569</sup> est, selon Anthony Seldon, « une de ses meilleures piques de l'année »<sup>570</sup>. Et enfin, chose très rare pour Theresa May, par le biais d'une injonction, elle s'adresse directement à Jeremy Corbyn, l'enjoignant de regarder derrière lui pour se rendre compte que ses députés « ne sont pas du tout impressionnés par leur leader »<sup>571</sup>. Theresa May est à l'offensive ce jour-là.

La seconde période enregistrant un pic significatif de *FTA* concerne juillet 2019. Le 7 juin, T. May démissionne officiellement en tant que leader du parti<sup>572</sup>. Le 9 juillet, J. Corbyn annonce officiellement la position du *Labour* sur le *Brexit*, et s'apprête à ébranler le leadership du prochain chef du parti conservateur en le forçant à soumettre son projet d'accord à un référendum en ajoutant sur le bulletin la position « *remain* » (maintien du Royaume Uni au sein de l'UE) qui sera soutenue par le parti travailliste. Par ailleurs, J. Corbyn doit faire face à la menace d'un vote de confiance provenant des Lords sur le problème de l'antisémitisme au sein de son parti<sup>573</sup>. Jeremy Corbyn attaque sur quatre fronts. Tout d'abord, il accuse le gouvernement de vouloir faire sortir le pays de l'Union européenne sans accord et plus

---

<sup>565</sup> Hansard, HC, 19/12/2018, vol. 651, col. 789. T. May: *I have some advice for the right hon. Gentleman: look behind you. They are not impressed, and neither is the country.*

<sup>566</sup> Hansard, HC 12/12/2018, vol. 651, col. 276. T. May: *The biggest threat to people and to this country is not in leaving the EU; it is a Corbyn Government.*

<sup>567</sup> Hansard, HC, 12/12/2018 vol. 651, col. 274

<sup>568</sup> Hansard, HC, 12/12/2018, vol. 651, col. 276. T. May: *Whatever change in Labour policy we see, the right hon. Gentleman will send out his henchman to reveal it all to the world: "The Inconstant Gardiner."*

<sup>569</sup> Hansard, HC, 19/12/18, vol. 651, col 787. T. May: *I know it is Christmas, and I know that he has looked in his stocking, down the chimney and under the Christmas tree, but he still has not found a Brexit plan.*

<sup>570</sup> Anthony Seldon et Raymond Newell, *May at 10*, Londres, Biteback Publishing, 2019, p. 517.

<sup>571</sup> Hansard, HC, 19/12/ 2018, vol. 651, col. 789. T. May: *I have some advice for the right hon. Gentleman: look behind you. They are not impressed, and neither is the country.*

<sup>572</sup> Malgré un vote de confiance dans le gouvernement de Theresa May (325 contre 306), elle démissionnera quelques mois plus tard suite à son incapacité à trouver un accord de sortie soutenue par le Parlement.

<sup>573</sup> En juillet 2019, plus de 60 membres du parti travailliste siégeant à la Chambre haute ont déclaré publiquement que J. Corbyn n'a pas réussi à résoudre le problème de l'antisémitisme au sein de son parti (rappelant que huit députés travaillistes ont quitté le parti au cours de l'année 2019) et l'ont menacé d'un motion de défiance qui, finalement ne sera pas voté.

généralement d'avoir échoué dans la gestion du *Brexit*. Puis, en réaction aux accusations d'antisémitisme dont le parti travailliste serait coupable selon Theresa May, Jeremy Corbyn dénonce le prétendu racisme régnant au sein du parti conservateur, se traduisant par une islamophobie latente ainsi que par l'expulsion de citoyens britanniques (en référence au scandale de *Windrush*)<sup>574</sup>, ou encore, par les campagnes de publicité incitant les clandestins à « rentrer chez eux »<sup>575</sup>. Le troisième axe de l'offensive travailliste consiste à remettre en cause la politique des Conservateurs en matière de lutte contre la pauvreté (par exemple sur la réduction de l'aide juridictionnelle). Et enfin, Jeremy Corbyn s'en prend au successeur de Theresa May remettant en question ses compétences et sa légitimité, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il demande des élections générales<sup>576</sup>.

Notons que juillet 2019 est le mois au cours duquel le nombre de *FTA* est le plus élevé de tout le mandat de Theresa May en dehors de la période électorale d'avril 2017. Theresa May utilise toute la panoplie d'attaques identifiées dans les parties précédentes. Sa stratégie et ses prestations ressemblent d'ailleurs à celles de David Cameron au cours des mois de février et avril 2012. Elle retourne la situation à plusieurs reprises lorsqu'elle est, par exemple, accusée de faire marche arrière sur certaines promesses<sup>577</sup> ou de mettre en péril des emplois. Elle déclare le parti travailliste coupable d'antisémitisme et utilise cette accusation à la fois en guise d'arme de défense (face aux accusations de racisme de la part de Jeremy Corbyn) mais également en tant qu'arme offensive, souvent utilisée hors propos<sup>578</sup>. Elle a recours à l'attaque directe, à l'attaque personnelle (d'ailleurs, c'est ce mois de juillet 2019 qui enregistre le nombre moyen d'attaques personnelles le plus élevé de tout le mandat de T. May) et enfin à l'insulte : elle accuse le parti travailliste de trahison et J. Corbyn de divulguer des informations erronées ou encore de servir seulement des intérêts partisans ; elle reproche à ce dernier de n'être qu'un

---

<sup>574</sup> Il s'agit de la notification d'expulsion du territoire envoyée à des dizaines de milliers de personnes originaires des Caraïbes venus au RU après la guerre en 1948 et déclarés citoyens britanniques mais sans documents officiels.

<sup>575</sup> *Hansard, HC, 17/07/2019* vol. 663, col. 827. *J. Corbyn: And coming from a Prime Minister who encouraged the hostile environment, sent "go home" vans around London.*

<sup>576</sup> *Hansard, HC, 24/07/2019*, vol. 663, col. 1294. *J. Corbyn: Does she not agree that the best thing that the right hon. Member for Uxbridge and South Ruislip could do later on today when he takes office is to call a general election and let the people decide their future?*

<sup>577</sup> *Hansard, HC, 24/07/2019, ibid.* *J. Corbyn: Let me conclude by welcoming some of the Prime Minister's notable U-turns over the last couple of years. The cruel dementia tax was scrapped. Plans to bring back grammar schools were ditched. The threat to the pensions triple lock was abandoned. The withdrawal of the winter fuel payments was dumped. The pledge to bring back foxhunting was dropped, and the Government binned their plan to end universal free school meals for five to seven-year-olds. The Prime Minister has dumped her own manifesto.*

<sup>578</sup> *Hansard, HC, 10/07/2019*, vol. 663, col. 308; 17/07/19, vol. 663, col. 826-27.

« beau parleur sans rien dans le pantalon » ou le compare à Groucho Marx<sup>579</sup>. Elle ponctue également ses attaques par des formules aux allures de slogans : « *a betrayal of the many by the few* »<sup>580</sup> (une trahison de la part de quelques-uns envers la majorité)<sup>581</sup>, *tax, tax, tax. Injustice injustice injustice*<sup>582</sup> en parlant du credo des Travaillistes. Et enfin, à l’instar de David Cameron, elle pratique le harcèlement (*badgering*), qui, rappelons-le, est la forme d’attaque la plus agressive. Elle commence, le 17 juillet 2019 par demander à Jeremy Corbyn de s’excuser de ne pas avoir réussi à résoudre le problème de l’antisémitisme au sein de son parti. Puis, elle finit sa tirade par un ordre très appuyé, voire menaçant : « Excusez-vous maintenant ! »<sup>583</sup>. Elle cherche toujours, quelques instants plus tard, à obtenir des excuses du Leader de l’opposition : « Je remarque, toujours pas d’excuses de la part de l’Honorable Leader de l’opposition »<sup>584</sup>. Ce nombre élevé d’attaques au cours de ce mois de juillet peut surprendre pour plusieurs raisons. D’abord, il s’agit des dernières séances de *PMQs* assurées par T. May en tant que Première ministre. En effet, elle a annoncé officiellement sa démission au début du mois de juin. On pourrait alors être amené à penser que le nombre de *FTA* soit relativement bas comme ce fut le cas lors des dernières séances de *PMQs* de David Cameron. La nature des attaques plutôt personnelles ainsi que le niveau d’agressivité de ces mêmes attaques laissent à penser que Jeremy Corbyn est le point de convergence de toute la rancœur de Theresa May. Il ne serait pas insensé de penser que ce ressentiment trouve ses origines dans une sorte de frustration liée à l’absence de coopération de la part du Leader de l’opposition. Une attaque de Theresa May lors de sa dernière participation aux *PMQs* en tant que Première ministre résume parfaitement bien les raisons de ce sentiment de rancœur :

Theresa May : J’ai voté pour cet accord. Qu’est-ce que l’Honorable chef de l’opposition a fait ? Il a voté contre l’accord. Il a voté de façon que la possibilité d’un no-deal soit plus probable, et lorsqu’il y avait une perspective d’arriver à un consensus au sein de la Chambre, l’Honorable

---

<sup>579</sup> *Hansard, HC, 10/07/2019, vol. 663, col. 309. T. May: I know the right hon. Gentleman is keen to get to the Dispatch Box when the name Marx is mentioned. I was merely going to point out to him that those were the words not of Karl but of Groucho. 03/07/2019, vol. 662, col. 1198. T. May: That is absolutely typical of the right hon. Gentleman: all mouth and trousers.*

<sup>580</sup> *Hansard, HC, 03/07/2019, vol. 662, col. 1198. T. May: and that would be a betrayal of the many by the few.*

<sup>581</sup> En référence au slogan du parti travailliste : "For the many not the few" était le nouveau slogan du New Labour de Tony Blair. Jeremy Corbyn l’a repris en avril 2017.

<sup>582</sup> *Hansard, HC, 10/07/2019, vol. 663, col. 310. T. May: [...] now, it is just "Tax, tax, tax. Injustice, injustice, injustice."*

<sup>583</sup> *Hansard, HC, 17/07/2019, vol. 663, col 826. T. May: Apologise now.*

<sup>584</sup> *Hansard, HC, 17/07/2019, vol. 663, col 827. T. May: Still no apology, I note, from the Right Honourable Gentleman.*

chef de l'opposition s'est retiré des négociations. À chaque étape, son seul intérêt a été celui de jouer la politique partisane, et sincèrement, il devrait avoir honte de lui<sup>585</sup>.

Les derniers mots de Theresa May qu'elle adresse au Leader de l'opposition est un conseil, celui qu'« il est peut-être temps pour lui de faire la même chose »<sup>586</sup> qu'elle, c'est-à-dire de démissionner. Cependant, au-delà du ressentiment exprimé à l'égard de Jeremy Corbyn, son attitude peut être interprétée d'une autre façon. Anthony Seldon parle de Theresa May comme d'un leader connu pour son sens du tribalisme<sup>587</sup>. Meg Russel dans son article *Brexit and Parliament : The Anatomy of a Perfect Storm*, décrit également Theresa May, et ce à trois reprises, comme une « politicienne à l'instinct tribal »<sup>588</sup>, préférant se tourner vers son parti plutôt qu'envisager un compromis ou un consensus avec l'opposition. Elle est prête à défendre son camp, son parti, malgré l'approche imminente de la fin de son mandat. Il s'agit précisément de la deuxième raison qui justifie le nombre élevé d'attaques au cours de ce mois de juillet. Elle doit faire face aux attaques dirigées, non pas contre elle mais contre son successeur, Boris Johnson. Environ une dizaine d'attaques ont été formulées à l'encontre de B. Johnson seulement sur la séance du 24 juillet. Afin d'apprécier pleinement l'esprit tribal de Theresa May, il est nécessaire de rappeler qui est Boris Johnson pour elle. Leur relation a été conflictuelle. Ils s'opposaient déjà pendant la campagne pour le référendum sur la sortie de l'Union européenne par le Royaume Uni en 2016. Et cette divergence d'opinion et de position quant aux relations avec l'Union européenne perdurera pendant tout le mandat de Theresa May. Par choix stratégique, Theresa May essaie de neutraliser ce « meilleur ennemi » en lui proposant le poste de ministre des Affaires étrangères. Malgré de nombreuses gaffes, elle préfère le maintenir à ce poste et faire quelques blagues acerbes (qui parfois sont rendues publiques) au détriment de son ministre des Affaires étrangères (le comparant par exemple à un chien qui a été abattu par son maître)<sup>589</sup>. Après le succès très relatif aux élections générales de juin 2017, les alliés de Boris Johnson se mirent à fomenter un complot contre la Première ministre en vue de la remplacer par un *Brexit*er plus radical. À partir de ce moment, Boris Johnson ne cessera d'attaquer publiquement Theresa May et ses différentes propositions d'accord de sortie de l'UE. On se

---

<sup>585</sup> Hansard, HC, 24/07/2019, vol.663, col. 1294. T. May: He voted to make no deal more likely, and when there was a prospect of reaching consensus across this House, the right hon. Gentleman walked away from the talks. At every stage, his only interest has been playing party politics, and frankly, he should be ashamed of himself.

<sup>586</sup> Hansard, HC, 24/07/2019, vol. 663, col. 1295. T. May: [...] might I suggest that perhaps the time is now for him to do the same? [Hon. Members: "More!"]

<sup>587</sup> Anthony Seldon et Raymond Newell, *May at 10*, Londres, *op. cit.*, 2019, p. 601.

<sup>588</sup> Meg Russel, « Brexit and Parliament: The Anatomy of a Perfect Storm », *Parliamentary Affairs*, vol. 74, n°2, 2020, p. 443-463, p. 459.

<sup>589</sup> "May would make jokes in public at Johnson's expense, once comparing him to a dog who was shot by his master", Tim Ross, *The Tory Rivalry Shaping Brexit Britain*, Bloomberg, 28 septembre 2018.

souvent lors du déplacement de T. May à Florence en septembre 2017, de l'article dans le *Daily Telegraph* qui annonçait sa candidature pour une éventuelle investiture à la tête du parti conservateur, ce qui ne manqua pas d'affaiblir la position de la Première ministre. Puis en 2018, il démissionne de ses fonctions de ministre et attaque brutalement le bilan de Theresa May sur le *Brexit* jusqu'à son élection en tant que leader du parti en juillet 2019. Malgré ces relations très difficiles avec son successeur, Theresa May prendra sa défense de façon explicite quand ce dernier est attaqué par l'opposition<sup>590</sup>. À aucun moment elle ne baissera la garde et elle défendra la position du parti à tout prix. Dans cette dernière séance qui ressemble à un baroud d'honneur, elle démontre ses qualités de leader guerrier et défenseur du groupe, quelque chose qu'elle n'a pas forcément fait au cours de son mandat à la tribune. À ce moment-là précisément, les enjeux ne sont plus personnels, sa démission est actée. L'utilisation de *FTA* dans des proportions si importantes et avec un tel degré d'agressivité dans un tel contexte nous renseigne sur le type de femme politique que Theresa May peut être. En termes anthropologiques, et selon la théorie structuraliste, Theresa May adopte une approche davantage holiste<sup>591</sup> qu'individualiste ; elle se considère comme un maillon au service du groupe. Elle se sert des attaques comme arme de défense du groupe et non comme outil de promotion personnelle ; à ce propos, on remarquera qu'elle a peu recours aux attaques outrageantes ou à celles qui rapportent le plus de visibilité et de publicité (ce qui renforce cette idée d'action pour le bien commun du groupe).

### **1.5. Les *FTA* redéfinissent la notion de redevabilité**

Dans un contexte tel que celui des *PMQs*, l'essentiel pour le Premier ministre est de garder la face et de contre-attaquer, il s'agit d'un exercice qui consiste à marquer des points, à avoir le dessus sur l'opposant. La consolidation du leadership du Premier ministre pendant ces séances dépend majoritairement de la capacité de ce/cette dernier(ère) à adopter une posture martiale et belliqueuse. On peut alors se demander dans quelle mesure l'utilisation de *FTA* (attaques verbales) par le Premier ministre joue un rôle dans la fonction première des *PMQs* : celle de contrôler l'action du gouvernement et l'amener à rendre compte de ses décisions.

Il est tout d'abord nécessaire de proposer une définition de la notion de redevabilité du gouvernement. Selon Graham Thomas, il s'agit de « cette obligation qu'a le représentant de

---

<sup>590</sup> *Hansard, HC, 24/07/2019, vol. 663, col. 1296. T. May! [...] yes, I congratulate my right hon. Friend the Member for Uxbridge and South Ruislip (Boris Johnson) on winning the Conservative leadership election. He will take over as Prime Minister and I look forward to a first-class Conservative Government under his leadership, delivering for the whole of the United Kingdom.*

<sup>591</sup> Selon la perspective holiste (Radcliffe-Brown) la société est un « corps biologique » où chaque élément participe au fonctionnement de l'ensemble permettant une certaine stabilité de la vie sociale. Eric Wittersheim, Riccardo Ciavolella, *Introduction à l'anthropologie du politique*, op. cit., p. 42.

répondre aux représentés sur la façon dont il remplit ses devoirs et ses responsabilités, de prendre en compte les critiques et de répondre à la nécessité d'agir quant à ses échecs, son incompetence et sa duplicité »<sup>592</sup>. Formuler des questions ayant trait à de potentiels échecs, erreurs, flagrants délits d'incompétence ou tromperies dont le gouvernement se serait rendu coupable sont des *FTA*, des attaques en soi. Ces dernières sont donc consubstantielles à la fonction première des *PMQs*. Ne pas répondre aux critiques de l'opposition serait perçu comme une faiblesse c'est la raison pour laquelle les *PMQs* sont un « moyen considérable pour tester les leaders de parti »<sup>593</sup>. Si d'aventure un(e) Premier(e) ministre ne se conformait pas à cette norme, son autorité et donc sa légitimité seraient considérablement affaiblies mettant ainsi sa position de leader en péril. Dans ses mémoires<sup>594</sup>, David Cameron confie que « lorsque vous êtes attaqué, vous vous défendez et vous frappez en retour ». Cette capacité à se défendre par la contre-attaque est commentée le soir même par les médias, elle sera jugée médiocre ou au contraire excellente selon la prestation, auquel cas le leader aura gagné la bataille. Ses talents à se défendre et à contre-attaquer vont rejaillir sur sa crédibilité. Une attaque ou plus généralement une critique qui est mise en échec par un bon mot, une pique sarcastique ou une insulte de la part du Premier ministre va faire apparaître ce dernier comme un chef combattif qui a le dernier mot, invalidant ainsi la critique le l'opposant. La critique se trouve éclipsée par le retentissement de la vexation infligée à l'opposition. Pierre Bourdieu explique bien ce phénomène : la vérité de la parole<sup>595</sup> du politicien « dépend de la véracité mais aussi de l'autorité de celui qui les prononce c'est-à-dire de sa capacité de faire croire en sa véracité et en son autorité<sup>596</sup> ». Faire croire en sa véracité ne repose pas exclusivement sur l'argumentation mais également sur la qualité de la contre-attaque, et la démonstration de cette capacité à se défendre par l'offensive est plus importante que toutes les informations apportées par l'interactant au cours de l'échange<sup>597</sup>. Cela revient à dire que l'exercice de contrôle du gouvernement est indexé sur les capacités qu'à le Premier ministre à manipuler l'insulte et l'attaque pour « gagner le débat », sur ses compétences martiales en d'autres termes. De

---

<sup>592</sup> Graham, P. Thomas, « United Kingdom: The Prime Minister and Parliament », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 10, n°2-3, 2004, p. 4.

<sup>593</sup> *Tuned in Or Turned Off: Public Attitudes to Prime Minister's Questions*, Hansard Society (ed.), Londres, Hansard Society, 2014.

<sup>594</sup> Cameron David, *For the Record*, Londres, William Collins, 2019, p. 244.

<sup>595</sup> Ce que Bourdieu appelle idées-forces dans Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, 1981, p. 236.

<sup>596</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, 1981, *op. cit.*, p. 239.

<sup>597</sup> "[...] the winner (...) demonstrates that as an interactant he can handle himself better than his adversaries. Evidence of this capacity is often more important than all the other information the person conveys in the interchange", Erving Goffman, *Strategic Interaction*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1969, p. 25.

nombreux commentateurs politiques et chercheurs<sup>598</sup> s'accordent à dire que le contrôle de l'action du gouvernement lors des débats parlementaires s'est affaibli de façon significative, mais il serait plus exact de dire que cet exercice qui consiste à justifier son action directement aux administrés a changé de nature.

## 2. L'effort de groupe, un leadership collectif ?

### 2.1. Les attaques des députés contre l'opposant

Le nombre moyen d'attaques utilisées par les *MPs* par séance au cours des mandats de David Cameron et de Theresa May est très bas, il s'élève à environ 0,50 (voir Annexe 7 et figure 9). En revanche, au cours du mandat de John Major le nombre moyen d'attaques provenant des *backbenchers* est très supérieur en comparaison, il s'élève à plus de 2,85 *FTA* par séance en moyenne. Cela représente une baisse de plus de 80% du nombre d'attaques utilisées par les députés entre J. Major et D. Cameron / T. May.

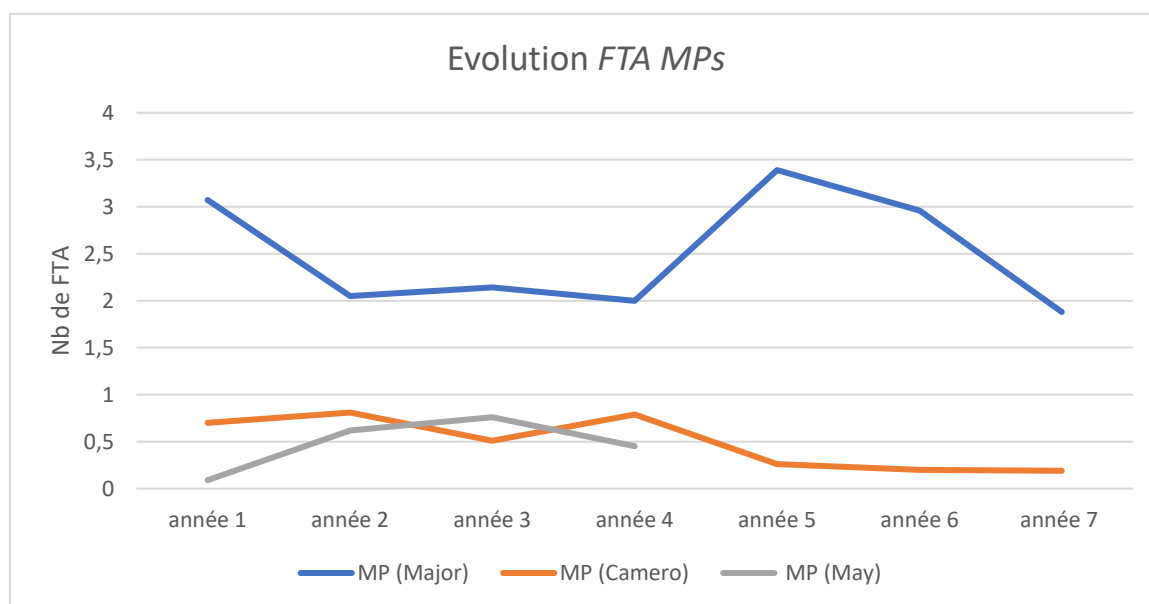


figure 9. Evolution du nombre moyen de FTA provenant des députés

La première observation qu'il est possible de formuler en regardant ces chiffres concerne le statut de l'attaque. En effet, l'attaque était une tâche davantage partagée sous John Major, puis, à partir de 2010 elle est devenue l'apanage du Premier ministre. Cette tendance est confirmée par le nombre moyen de comportements non parlementaires sanctionnés et attribués aux

<sup>598</sup> Patrick Dunleavy et G. W. Jones, 'Leaders, Politics and Institutional Change: The Decline of Prime Ministerial Accountability to the House of Commons, 1868-1990', *British Journal of Political Science*, vol. 23, n°3, 1993, p. 267-298.



*backbenchers* qui est nul sous T. May et quasi nul sous David Cameron (0,02 ; c'est-à-dire 5 sanctions en valeur absolue) et beaucoup plus élevé sous John Major (0,12 c'est-à-dire 19 sanctions en valeur absolue). John Major se fait sanctionner seulement trois fois en sept ans ; en revanche les députés sur les bancs conservateurs se font sanctionner 19 fois pour la même période. Dans ce cas, on voit très clairement que les risques d'une sanction sont laissés aux *MPs*. John Major se réserve l'usage des *FTA* non sanctionnées (9 contre 2,85 pour les *MPs*). D. Cameron, quant à lui, se fait sanctionner plus souvent que les *backbenchers* assis derrière lui (11 sanctions pour le Premier ministre contre 5 pour les *MPs*). Dans ce cas, David Cameron semble avoir le monopole non seulement des *FTA* mais également des *FTA* sanctionnées. Et enfin, dans le cas de Theresa May, personne ne cherche à prendre de risques inconsidérés, aucune sanction n'est enregistrée ni pour le Premier ministre ni pour les députés conservateurs. Trois configurations différentes relatives à l'effort collectif de l'attaque sont à commenter. Le premier cas de figure est celui de la coopération et cela se produit entre John Major et le groupe parlementaire conservateur. En effet, John Major œuvre davantage de concert avec les *backbenchers*. Les députés et le Premier ministre partagent les *FTA* selon la répartition suivante : un quart pour les *backbenchers* et trois quarts pour le Premier ministre. Concernant les prises de risques plus élevées, comme celles nécessitant l'intervention du *Speaker* par exemple, les *MPS* sont beaucoup plus volontaires, voire téméraires que John Major et que tous les autres Premiers ministres à l'étude.

Les périodes au cours desquelles le nombre moyen de *FTA* utilisées par les *backbenchers* est le plus élevé correspondent majoritairement aux campagnes électorales, et ce, dans les mêmes proportions énoncées plus haut. Le nombre moyen de *FTA* utilisées par les *MPs* est en effet élevé à la veille des élections de 1992 ; on enregistre cinq interruptions en moyenne par séance en mars et sept en juillet 1996 (période de lancement de la campagne pour 1997). En revanche, pour les mois qui précèdent l'élections de 1997, l'activité des *backbenchers* en termes de *FTA* diminue considérablement sans pourtant que ces derniers abandonnent toute tentative d'attaques malgré la défaite annoncée, car le nombre d'interruptions au cours du mois de mars reste en augmentation par rapport au début de l'année et supérieur au nombre total moyen d'interruptions par séance qui est de 1,21 pour les sept années. Les députés conservateurs semblent être dans le même état d'esprit que leur leader (nombre de *FTA* faible pour un mois précédant les élections générales). Notons que le nombre moyen de *FTA* pour le compte des *backbenchers* au cours des derniers mois du mandat de John Major (janvier à mars 1997) est le plus bas des sept années de mandat. Le moral des troupes semble au plus bas, ce qui reste très surprenant à la veille d'une élection générale. Selon la définition et les indicateurs

correspondant aux différents types de régimes proposés par Curt Nichols et Adam S. Myers<sup>599</sup> (en se référant aux travaux de Stephen Skowronek)<sup>600</sup>, le groupe parlementaire conservateur souffre à ce moment-là des effets d'un régime affaibli (*enervated regime*)<sup>601</sup>.

Les relations entre John Major et le groupe parlementaire conservateur pendant les séances de *PMQs* fonctionnent à l'instar des sociétés primitives organisée sur le modèle hiérarchique de *primus inter pares* selon lequel le leader est choisi et contrôlé par ses pairs. Dans des sociétés comme celles organisées dans les villages balinais, le langage est strictement encadré lors des réunions publiques ; un système d'amendes et de pénalités sert à réguler les prises de parole. Lors de ces assemblées de village, la norme consiste à ne pas entrer en conflit direct mais à exprimer ses critiques et ses reproches de façon indirecte sans chercher à humilier son interlocuteur. Cela ne signifie pas qu'il ne se produit aucune altercation, ou conflit mais cette tâche est déléguée aux plus jeunes orateurs laissant les plus expérimentés critiquer les arguments de l'opposant<sup>602</sup>. Bien entendu, dans la théorie rationnelle du jeu<sup>603</sup>, cette attitude peut devenir une stratégie et c'est précisément ce qu'Emma Crew explique dans son ethnographie de la Chambre des communes<sup>604</sup> ; selon elle,

les députés sont encouragés par les chefs de file à entretenir une hostilité (du moins en apparence) entre les groupes pour que leur camp apparaisse finalement le plus fort. Témoigner sa loyauté en créant de l'animosité envers le camp adverse est un élément majeur dans ce que les députés nomment le tribalisme<sup>605</sup>.

L'attitude de John Major correspond, à l'aune du partage des attaques, aux remarques sur son style de leadership selon lequel il était plutôt un leader privilégiant l'approche collégiale et consensuelle<sup>606</sup>. Cependant, l'équilibre dans la répartition des attaques semble parfois difficile

---

<sup>599</sup> Curt Nichols et Adam S. Myers, « Presidential Responses to Enervated Political Regimes Exploiting the Opportunity for Reconstructive Leadership », *American Politics Research*, vol. 38, n°5, 2010, p. 806-841.

<sup>600</sup> Stephen Skowronek, *The Politics Presidents Make: Leadership from Adams to Bill Clinton*, Harvard, Harvard University Press, 1997.

<sup>601</sup> Selon Curt Nichols et Adam Myers (art. cit.), un régime qui a est entré dans une phase de maturation, qui a perdu sa cohésion et qui n'est pas parvenu à maintenir le bon fonctionnement des dispositifs institutionnels face à de nouvelles configurations.

<sup>602</sup> Maurice Bloch, *Political Language and Oratory in Traditional Society*, *op. cit.*

<sup>603</sup> Voir Frederick G. Bailey, *Stratagems and Spoils*, 1971. New York, Schocken Books, 1969.

<sup>604</sup> Crew Emma, *The House of Commons: An Anthropology of MPs at Work*, London, Bloomsbury, 2015.

<sup>605</sup> "[...] more often MPs are encouraged by the whips to maintain hostility (or the appearance of it) between the gangs to make their side look dominant. Inspiring loyalty by cultivating animosity towards the other side is an important aim of what MPs refer to as tribalism", Crew Emma, *The House of Commons: An Anthropology of MPs at Work*, *op. cit.*, p. 68.

<sup>606</sup> John Kane, Haig Patapan, Paul 't Hart (eds.), *Dispersed Democratic Leadership: Origins, Dynamics, and Implications: Origins, Dynamics, and Implications*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

à trouver. L'utilisation des *FTA* est pour le chef l'instrument de pouvoir par excellence, c'est par ce moyen qu'il/elle constitue et consolide son leadership. Le partage avec d'autres membres du groupe signifie que le chef est prêt à envisager un leadership plutôt collectif. Cela est vrai surtout au début du mandat de John Major où la répartition des attaques était de 1/3 (pour les députés) – 2/3 (pour le Premier ministre). Plus de 30% des attaques étaient ainsi prises en charge par les *backbenchers*, ce qui est considérable au vu de la répartition des *FTA* réalisée pour le mandat des successeurs conservateurs du Premier ministre. Norman Lamont, à ce moment du mandat de J. Major, saluait l'approche consensuelle et collégiale du Premier ministre<sup>607</sup>, puis en mai 1993, ce même Norman Lamont critiquait cette attitude qui, selon lui, donnait l'impression que le Premier ministre occupait la fonction sans autorité<sup>608</sup>. Et c'est précisément à ce moment-là que le nombre moyen d'attaques par séance va augmenter de façon quasi constante et représenter, en 1997, 75% des *FTA* pour le Premier ministre, et 23% pour les députés. Cela ne signifie pas que les députés ont attaqué moins, car le nombre moyen de *FTA* enregistré pour les *backbenchers* au cours du mandat de John Major n'a pas varié considérablement. Il s'agit en revanche, d'une affirmation des qualités martiales de John Major, toutes proportions gardées, car il ne faut pas oublier que ce sont les *backbenchers*, sous John Major, qui ont pris le plus de risques dans les attaques ; ce sont eux, et non pas le Premier ministre qui enregistrent le plus grand nombre de sanctions en termes de langage non-parlementaire.

Ces observations mettent en exergue une possible confusion concernant l'approche collégiale du leadership. Dans le cas de John Major, il est possible de s'interroger sur les causes exactes de la répartition des *FTA* entre le Premier ministre et les députés du groupe. S'agit-il d'une volonté de partager le leadership entre les membres du groupe ou d'une faiblesse dans le leadership du Premier ministre. Dans une célèbre formule du 25 mai 1995, Tony Blair marque la différence entre lui qui mène son parti et John Major qui suit son parti<sup>609</sup>. En l'absence d'un leader belliqueux, l'action des *backbenchers* est perçue comme un moyen de compenser cette lacune. Comme l'explique de façon très pertinente Keith Grint dans *The Art of Leadership*, le chef peut se tromper, faire des erreurs, ne pas toujours être au sommet de ses performances, ou à l'instar de John Major, un chef qui ne s'est pas encore glissé dans le rôle du chef belliqueux,

---

<sup>607</sup> "Like everyone else, I appreciated the more consensual style of conducting business compared with Margaret's" cité dans Hennessy Peter, *The Prime Minister: The Office and its Holders since 1945*, Londres, Penguin Books, 2001, p. 445.

<sup>608</sup> Hansard, HC, *Personal Statement*, 09/06/1993, vol. 226, col. 285. N. Lamont: [...] the impression of being in office but not in power.

<sup>609</sup> Hansard, HC, 25/04/1995, vol. 258, col. 656. T. Blair: I lead my party, he follows his.

et ce qui le différencie d'un chef médiocre « c'est d'être à la tête d'un groupe qui a les moyens ou auquel il donne les moyens de compenser ses faiblesses »<sup>610</sup>. Le succès d'un leader dépend donc de la capacité des *backbenchers* à compenser l'incompétence du chef. Dans ce cas, la construction du leadership du groupe est bien un effort collectif et pas uniquement individuel et est dotée d'une dimension sociale qui proscrit une vision traditionnelle et héroïque du leader tout puissant<sup>611</sup>.

Le second cas de figure relatif au partage de l'attaque verbale concerne David Cameron. D. Cameron, pour sa part, apparaît comme le chef martial par excellence où tout partage des attaques et des prises de risques avec les députés (*MPs*) semble réduit au minimum. Il utilise un nombre conséquent de *FTA* (presque autant que Major) ; en revanche, les *backbenchers* n'en font presque pas l'usage. L'écart considérable entre la moyenne des *FTA* pour le Premier ministre (8,32 par séance) et des *FTA* pour les *MPs* (0,49 par séance) met en évidence, sur ce point-là, un manque de collaboration entre l'exécutif et les *backbenchers*. De plus, les risques les plus élevés en termes d'attaques semblent pris par le Premier ministre en priorité, il s'expose davantage aux sanctions que les *MPs*, deux fois plus, en réalité.

Cette tendance est confirmée par le nombre quasi nul de *FTA* provenant de *MPs* pendant la période électorale de 2015 (une moyenne de 0,33 pour février et 0,25 pour mars, c'est-à-dire une seule *FTA* pour tout le mois). En revanche, le nombre moyen de *FTA* utilisées par le Premier ministre à cette période est très élevé. Assurer seul l'offensive en période électorale est le signe patent d'une volonté de concentrer le leadership du groupe en une seule personne. D'ailleurs, de l'aveu même de David Cameron, ce dernier « mène le groupe, [il] ne se contente pas de suivre son parti, [il] les dirige »<sup>612</sup>. Il ajoute que diriger son parti en occupant la première position (la ligne de front) est une vertu. Il est assez révélateur, par ailleurs, qu'au cours d'une *PMQs*, David Cameron évoque, au détour d'une blague, les séminaires de Margaret Thatcher où l'ordre régnait en maître<sup>613</sup>.

Et enfin, le dernier cas de figure impliquant le partage des attaques verbales entre le Premier ministre et les députés concerne Theresa May. L'attitude des *MPs* quant à l'utilisation de *FTA*

---

<sup>610</sup> Grint Keith, *The Arts of Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 414.

<sup>611</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>612</sup> 22 mai 2007, David Cameron confiait à la *BBC Radio 4's Today programme* "I lead, I don't follow my party. I lead them.

<sup>613</sup> *Hansard, HC, 20/04/2016, vol.608, col. 917-18. D. Cameron: I always listen very carefully to my right hon. and learned Friend and will consider such seminars. I hope they will not be as frightening as seminars sometimes used to be under Margaret Thatcher. I remember that one of the very first times I met her, I was responsible for trade and industry research. She asked me what the day's trade figures were and I did not know. I have never wanted the floor to open up and swallow me any more than at that moment.*

sous T. May ressemble à celle adoptée par les députés conservateurs sous le mandat de D. Cameron. Le nombre moyen de *FTA* par séance est très faible (0,58) les *backbenchers* ne semblent pas apporter leur concours au Premier ministre quand il s'agit d'attaquer le camp adverse, ils sont très en retrait. Cela pourrait être interprété comme dans le cas de David Cameron où le chef prend seul en charge l'offensive. Cependant, dans le cas de Theresa May, la prise en charge des *FTA* ainsi que la prise de risques ne sont pas, non plus, assumées par la Première ministre de façon marquée. Nous avons eu l'occasion de le mentionner, Theresa May n'est pas un chef aussi martial que ces prédécesseurs et cette dernière ne peut pas non plus compter sur le soutien des *MPS* pour mener l'offensive verbale. Cette configuration est la plus dommageable pour le groupe et pour le leadership du groupe dans la mesure où les *backbenchers* ne semblent pas enthousiastes à l'idée de lancer des assauts verbaux contre l'opposant ; ces derniers ne compensent pas les défaillances de la Première ministre. La grande différence entre Theresa May et John Major réside réellement dans l'effort collectif d'attaquer l'opposant. Cette observation est rendue très visible en période électorale. Non seulement aucune augmentation du nombre moyen de *FTA* (provenant de *MPS*) n'est observable mais ce nombre demeure plus bas que la moyenne générale sur l'ensemble du mandat de Theresa May (le mois d'avril n'enregistre aucune *FTA* provenant de *backbenchers*). En revanche, dans un sursaut belliqueux, Theresa May réagit et prend en charge la tâche de l'attaque, le nombre moyen de *FTA* s'élève à 8 en mars, à 13 en avril (moyenne la plus haute de tout le mandat de Theresa May).

Considérées sous un angle anthropologique, la répartition des attaques verbales nous aide à mieux cerner l'organisation sociale et hiérarchique du groupe parlementaire pendant les *PMQs*. Les insultes constituent la base des échanges conflictuels et ritualisés au sein de l'institution<sup>614</sup> et c'est la raison pour laquelle les attaques, les insultes, sont considérées, pendant les *PMQs*, comme un rituel à part entière ; on parle d'attaques ritualisées ou encore de « rituel de l'insulte »<sup>615</sup>. Cette mise en abîme du rituel de l'insulte dans un plus large rituel (celui des *PMQs*) révèle l'ordre hiérarchique du groupe. En effet, l'officiant du rite est le chef du groupe, c'est lui/elle qui est le chef d'orchestre du rituel. Le rituel est dans ce sens l'instrument par lequel les relations de pouvoir sont communiquées aux autres.<sup>616</sup> Le rituel n'est pas simplement

---

<sup>614</sup> Cornelia Ilie, « Insulting as (un) parliamentary practice in the British and Swedish Parliaments: A rhetorical approach », dans Bayley P. (ed.), *Cross-Cultural Perspectives on Parliamentary Discourse*, Amsterdam: John Benjamins Publishing, 2004, p. 53.

<sup>615</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>616</sup> David Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, New Haven, Yale University Press, 1988, p.18, p. 29.

le reflet des relations de pouvoir déjà existantes au sein de l'institution, il est utilisé pour consolider son autorité. Cela signifie, que le chef du groupe se sert du rite de l'insulte pour affirmer et accroître son autorité. Si le leader parvient à conduire le rituel avec franc succès, les participants lui apporteront leur soutien de façon inconditionnelle car la légitimité du chef dépend de l'appréciation de son rôle d'officiant par le reste du groupe. Quand le Premier ministre a fait preuve d'efficacité dans son rôle d'officiant du rituel de l'insulte (c'est-à-dire qu'il a réussi à mobiliser une grande capacité à attaquer verbalement), les participants au rituel estimeront que le Premier ministre mérite son rôle de leader. Lorsque les attaques provenant des *MPs* diminuent et se concentrent entre les mains du leader, par exemple dans le cas de David Cameron, la configuration sociale du groupe est changée, les relations de pouvoir sont redistribuées (souvent au détriment des députés). Le chef est le seul à assumer la fonction d'officiant sans l'aide du reste du groupe. Il devient la figure quasi-mythique et sacrée (à l'instar d'un totem) du groupe déstabilisant au passage le principe de *primus inter pares* ; l'unité repose donc dans ce cas de figure sur une autorité verticale. En revanche, lorsque le chef, en tant qu'officiant, du rituel fait ou laisse participer les membres du groupe de façon plus ou moins significative, comme dans le cas de John Major, son autorité diminue, le sacré est dilué ce qui signifie que les relations de pouvoir sont davantage horizontales.

Pourquoi est-on passé d'un leadership plutôt collectif (sous John Major) à un leadership davantage individuel (David Cameron et Theresa May) ? Les raisons sont-elles relatives aux affinités qu'entretiennent les députés avec le leader et ses positions ou plutôt à des changements d'ordre plus structurel ?

### **2.1.2. *PMQs* : un duel entre Premier ministre et Leader de l'opposition**

Les *PMQs* sont devenues progressivement au fil des ans une tribune de plus en plus réservée aux leaders des deux grands partis. C'est réellement à partir de 1997, sous Tony Blair, que les séances de questions au gouvernement sont devenues un vrai duel entre le Premier ministre et le Leader de l'opposition captant toute l'attention de la Chambre et du public. En effet, une des premières choses que T. Blair réalise en tant que Premier ministre en 1997 est de faire fusionner les deux séances de *PMQs* hebdomadaires en une seule de trente minutes le mercredi après-midi. Selon George Osborne cette fusion, sans aucun doute, « divise par deux l'exposition du leader de l'opposition et représente plus généralement un acte qui avantage le Premier ministre »<sup>617</sup>. Cela était vrai au moment du regroupement de ces séances dans la mesure

---

<sup>617</sup> Ayesha Hazarika et Tom Hamilton, *Punch & Judy Politics*, op. cit., p. 33.

où le Leader de l'opposition n'utilisait pas le nombre total des questions qu'il lui était autorisé de poser (sauf John Smith qui, en 1993, mit un point d'honneur à poser trois questions par séance). Il faudra attendre Ed Miliband en 2010 pour voir un Leader de l'opposition utiliser le total des six questions. Quand le Leader de l'opposition s'est mis à poser le nombre maximum de questions autorisées au Premier ministre, principalement après la fusion des deux séances, cela a entraîné une réduction du temps de parole des députés au profit des deux leaders<sup>618</sup> à tel point que les *PMQs* sont devenues « un duel entre les leaders des deux plus gros partis » à la Chambre des communes reléguant les députés au second plan<sup>619</sup>.

Au-delà du duel entre les deux chefs de parti qui confère une importance notable au Leader de l'opposition, les *PMQs* accordent la prééminence au Premier ministre en termes d'exposition, de visibilité et de temps de parole. Cet effet est renforcé par la diffusion télévisée des *PMQs* qui débuta en novembre 1989. Cependant, à cette époque l'effet resta limité car la médiatisation des *PMQs* n'était pas vraiment nouvelle, les séances passaient à la radio et avant cela les journaux avaient pour habitude de donner un compte rendu des séances<sup>620</sup>. Ce qui a réellement contribué à rendre les *PMQs* et le Premier ministre encore plus visibles, c'est la programmation, à partir de 2003 par Tony Blair, de ces débats le mercredi à 12h « comme pour confirmer le statut de symbole de ce moment central de la semaine parlementaire »<sup>621</sup>. C'est ainsi que, selon Andrew Blick et George W. Jones, le Premier ministre est devenu, lors de ces séances, un point de convergence de l'intérêt du public<sup>622</sup>. Les *PMQs* contribuent ainsi à faire du Premier ministre le représentant par excellence du parti, un peu comme une métonymie du parti. Qui plus est, la personnalisation des attaques renforce cette idée d'un premier ministre seul à la tête du gouvernement. En effet, il est très fréquent que le/la Leader de l'opposition utilise le pronom personnel il/elle pour le/la rendre responsable individuellement d'une erreur ou d'une forme d'incompétence.

D. Cameron : Qu'est-ce qu'il a contre les jeunes ? Il a supprimé le livret d'épargne des enfants ; il a supprimé l'aide à la scolarité ; il supprime l'aide au chômage pour les jeunes ; et maintenant

---

<sup>618</sup> Stephen Bates R., Kerr, P., Byrne, C. et Stanley, L., « Questions to the Prime Minister: A comparative Study of PMQs from Thatcher to Cameron », *Parliamentary affairs*, vol. 67, n°2, 2014, p. 253-280.

<sup>619</sup> John Bercow, discours au Centre for Parliamentary Studies, 6 juillet 2010.

URL: <https://www.johnbercow.co.uk/content/speech-centre-parliamentary-studies/>

<sup>620</sup> Les *PMQs* étaient diffusées à la radio à partir de 1978.

<sup>621</sup> "[...] as if to confirm its role as the symbolic high noon and rhetorical centerpiece of parliamentary week", Christopher Reid, « Rhetoric and Parliamentary Leadership – Prime Minister's Questions », dans J. Atkins, A. Finlayson, J. Martin, N. Turnbull (eds.), *Rhetoric in British Politics and Society*. Londres, Palgrave Macmillan, 2014, p. 46.

<sup>622</sup> Andrew Blick et Jones George, *Premiership: The Development, Nature and Power of the Office of the British Prime Minister*, Charlottesville, Societas, 2010, p. 101.

il triple les frais d'inscription à l'université. N'est-ce pas la vérité de dire qu'il retire l'échelle derrière lui parce qu'il ne comprend pas ce qu'est la vie des gens ordinaires dans ce pays ?<sup>623</sup>

Le Premier ministre devient la face publique du parti<sup>624</sup>, et cela va avoir un impact sur la place du leader au sein du groupe parlementaire et du parti plus généralement. Alors que les grands partis rencontrent parfois des difficultés à conserver une idéologie cohérente, les leaders deviennent pour les électeurs de plus en plus une représentation du parti et de son identité<sup>625</sup>. Il est bien plus que le chef du Cabinet, il devient une figure nationale à part entière dont le public se servira pour juger son parti. Les individus se servent du leader, et moins du parti, comme élément principal dans la construction et l'organisation de leur pensée politique<sup>626</sup>. La politique moderne dépend beaucoup de la propension qu'ont les gens à réifier les institutions politiques telles que l'État, les partis politiques, le gouvernement. Les individus ne voient pas ces entités comme des objets qui existent indépendamment des gens<sup>627</sup> ; l'autorité, par exemple, est incarnée par une personne en chair et en os (par exemple le Premier ministre) ou encore le gouvernement, lui aussi incarné par une personne, le Premier ministre. Par ce processus d'incarnation le Premier ministre devient le symbole du parti<sup>628</sup>, il est le parti.

Les *PMQs* mettent en évidence une prééminence certaine du Premier ministre qui ne lui permet plus dans ce cas précisément d'être considéré comme l'égal de ses pairs, mais comme se distinguant de ses pairs. En réalité, les *PMQs* sont le reflet de ce qu'il se passe plus généralement au sein du gouvernement ou du parti. John Bercow, en 2010, déplorait le fait que les députés traitaient le premier ministre comme s'il/elle était « un président qui contrôle à lui seul le gouvernement »<sup>629</sup>. Cette remarque fait écho à la théorie de la présidentialisation de la fonction de Premier ministre au Royaume-Uni<sup>630</sup>. La place qu'occupe le Premier ministre pendant les *PMQs* correspond parfaitement aux caractéristiques que P. Webb and T. Poguntke

---

<sup>623</sup> *Hansard, HC, 8/12/2010, vol. 520, col. 301. D. Cameron: What does he have against young people? He has taken away the child trust fund; he is abolishing the education maintenance allowance; he is scrapping the future jobs fund; and now he is trebling tuition fees. Is not the truth that he is pulling away the ladder because he does not understand the lives of ordinary people up and down this country?*

<sup>624</sup> Anthony Mughan, *Media and the Presidentialization of Parliamentary Elections*, Londres, Palgrave, 2000.

<sup>625</sup> "As the major parties forego ideological coherence, leaders have increasingly become a surrogate for party identity and ethos", Paul Strangio, Paul 't Hart et James Walter, *Understanding Prime Ministerial Performance*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 14.

<sup>626</sup> Strangio, 't Hart, Walter, *Understanding Prime Ministerial Performance, op. cit.*, p. 15.

<sup>627</sup> David Kertzer, *Ritual, Politics and Power, op. cit.*, p. 6-7.

<sup>628</sup> Strangio Paul, 't Hart Paul et Walter James, *Understanding Prime Ministerial Performance, op. cit.*, 2013, p. 14.

<sup>629</sup> John Bercow, discours au Centre for Parliamentary Studies, 6 juillet 2010.

URL: <https://www.johnbercow.co.uk/content/speech-centre-parliamentary-studies/>

<sup>630</sup> Développée notamment par Thomas Poguntke et Paul Webb



attribuent à la présidentialisation du pouvoir du Premier ministre, à savoir une plus grande autonomie du chef de l'exécutif par rapport au corps législatif<sup>631</sup> et par rapport au parti, ainsi qu'un accès à des ressources qui accroissent le leadership du Premier ministre et enfin un style politique centré sur le leader. Il s'agit d'un processus par lequel un régime parlementaire devient plus présidentiel dans sa pratique sans changer le cadre structurel du système<sup>632</sup>. Aucun changement dans la structure même des *PMQs* n'a contribué à cette personnification du leader mais plutôt des ajustements organisationnels (voir plus haut) qui ont permis aux séances de questions au gouvernement de donner cette impression que le Premier ministre occupe une place dominante et centrale de la vie politique ainsi qu'au sein du gouvernement. Cette théorie de la présidentialisation du pouvoir du Premier ministre a été remise en cause par de nombreux constitutionnalistes et chercheurs en science politique pour qui un tel phénomène n'est pas compatible avec la nature même de la fonction de Premier ministre<sup>633</sup>. Richard Heffernan préfère parler de prédominance du Premier ministre. Pour lui, le Premier ministre est un acteur prédominant au sein du gouvernement britannique grâce à des ressources personnelles<sup>634</sup>. Outre les ressources institutionnelles dont le Premier ministre peut bénéficier, ce dernier peut augmenter l'influence de son leadership et plus généralement son autorité grâce à trois ressources personnelles différentes. La première concerne sa réputation, ses compétences et ses aptitudes. Les *PMQs* permettent précisément au Premier ministre de faire montre de telles qualités lors de son affrontement avec l'opposition. La seconde ressource disponible est celle associée à un succès politique réalisé ou à venir. Les séances de *PMQs* donnent l'occasion au Premier ministre de faire campagne pour les élections générales, insistant sur tous les accomplissements réalisés par le gouvernement tout en prédisant leur victoire certaine aux élections à venir. Et enfin, la troisième ressource concerne la position du Premier ministre au sein de son parti, c'est-à-dire un Premier ministre à la tête d'un groupe parlementaire uni, centralisé et discipliné. Encore une fois, les *PMQs* sont un moment d'unité apparente autour du chef par excellence. Il ne fait aucun doute que les *PMQs* constituent une ressource à disposition des membres de la Chambre ; elles représentent un moyen d'accroître considérablement ses

---

<sup>631</sup> Thomas Poguntke, Paul Webb, Poguntke Thomas et Webb Paul, *Party Leadership in the Age of Presidentialization: Lessons from Germany and Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 4.

<sup>632</sup> Thomas Poguntke et Paul Webb, « Presidentialization, Party Government and Democratic Theory ». Travail présenté à l'ECPR atelier sur Democracy & Political Parties, Grenade, Espagne, 15-19 avril 2005, p. 27.

<sup>633</sup> Mark Bennister, *Prime Ministers in Power: Political Leadership in Britain and Australia*, Basingtoke, Palgrave/Macmillan, 2012.

Voir également Richard Heffernan, « Prime ministerial predominance? Core executive politics in the UK », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 5, n°3, 2003, p. 347-72.

<sup>634</sup> Richard Heffernan, « There's No Need for the '-isation': The Prime Minister Is Merely Prime Ministerial », *Parliamentary Affairs*, vol. 66, n°3, 2013, p. 347.

ressources personnelles. Pour reprendre les mots de Philip Norton, elles sont « une denrée précieuse, une ressource rare »<sup>635</sup>. Le fait que le Premier ministre domine les *PMQs* prive d'une certaine manière les députés de cette ressource et empêche un potentiel député de faire la démonstration de ses talents de guerrier ou de combattant le/la maintenant au second plan. Comme le souligne Soledad Pérez de Ayala : « tout le monde sait que le devoir d'un bon député est de critiquer et d'attaquer, voire d'être provocateur »<sup>636</sup>. Comme précédemment démontré, les députés sous David Cameron et Theresa May n'utilisent pas tout le potentiel de cette ressource en limitant leurs attaques.

Au regard du développement sur la présidentialisation ou la prédominance du Premier ministre, il est possible d'expliquer pourquoi les députés recourent si peu aux attaques verbales à partir de 2010. Par un processus d'individualisation et de personnification de la fonction du Premier ministre, le parti se trouve résumé et symbolisé par la figure du chef du parti, dans notre cas le Premier ministre. Les députés sont alors moins prompts à soutenir un individu qui représente le parti plutôt que le parti en général. De plus, le revers de l'autonomisation du Premier ministre a conduit les *MPs* à s'autonomiser également et devenir plus indépendants vis-à-vis de l'exécutif<sup>637</sup>. Ils sont prêts à défendre le parti mais pas forcément la personne qui occupe la fonction représentative du parti : le leader. L'attaque verbale n'est pas le seul moyen de contribuer au leadership du groupe, les *backbenchers* peuvent avoir recours à un autre type d'action : l'interruption.

## 2.2. Les interruptions

L'usage de *FTA* et le recours aux interruptions représentent deux modes d'action différents dans leur nature et dans leurs effets. Les attaques verbales participent d'un mode d'expression individuelle ; les insultes ou les propos offensants sont prononcés par un seul individu pendant la séance de *PMQs*. En revanche, l'interruption procède davantage d'une action collective<sup>638</sup> que l'on nommera interruption collective, c'est-à-dire l'irruption simultanée de (plusieurs) éclats de voix (du type huées) ou/et de tapage à l'aide du pied ou des mains. Ce genre d'action souvent décrite comme du *barracking* organisé comparable à un mur de bruit

---

<sup>635</sup> Mark Franklin et Philip Norton, *Parliamentary Questions*. Oxford, Clarendon Press, 1993, p. 117.

<sup>636</sup> "[...] everybody knows that the duty of a good MP is to criticize and attack and be provocative even", Soledad Pérez de Ayala, art. cit., p. 164.

<sup>637</sup> Alexandre-Collier Agnès, « Le Nouveau visage de l'eurosepticisme conservateur à la Chambre des communes », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 22, n°2.

<sup>638</sup> David Judge, « Disorder in the 'Frustration' Parliament of Thatcherite Britain », *Political Studies*, vol. 4, n° 3, 1992, p. 541.

(*wall of noise*) ressemble à un concours de cris<sup>639</sup> et peut atteindre des niveaux sonores très élevés comme en témoigne cette remarque du *Speaker* lors d'une séance de *PMQs* :

Speaker : Du calme ! Le nombre de décibels – [Interruption.] Du calme ! Le nombre de décibels est bien trop élevé. Le Premier ministre ne devrait pas avoir à crier pour se faire entendre<sup>640</sup>.

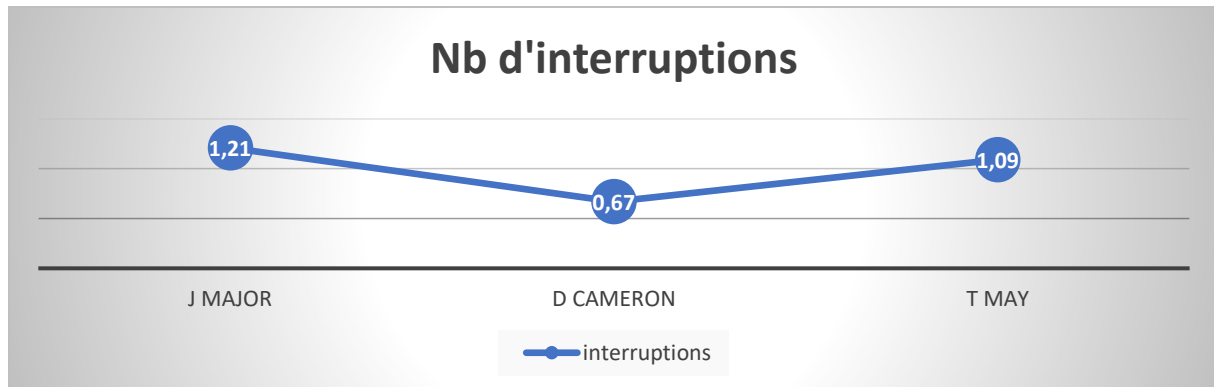


figure 10. Nombre moyen d'interruptions par Premier ministre

L'évolution du nombre moyen d'interruptions par séance ne suit pas le même schéma que celui des *FTA* provenant des députés. C'est sous John Major que ce nombre est le plus élevé (1,21 interruptions par séance entre 1991 et 1997), puis il diminue de moitié sous David Cameron et augmente ensuite de 60% sous Theresa May (1,09) et atteint presque le même niveau que sous John Major. Notons que cette évolution n'est pas le reflet d'une quelconque réforme des codes de conduite des débats parlementaires ni le résultat d'un changement dans les sanctions. En réalité, beaucoup de raisons peuvent expliquer la baisse ou la hausse du nombre d'interruptions au cours des différents mandats. Par exemple, la tenue d'une ou plusieurs élections, le seuil de tolérance plus ou moins élevé du *Speaker*, l'agressivité ou au contraire la modération du *Leader* de l'opposition, les périodes de consensus ou au contraire les périodes de grandes tensions inter-partisanes et intra-partisanes<sup>641</sup>, etc...

De plus, le calcul du nombre d'interruptions (contrairement à celui des *FTA*) ne reflète pas fidèlement la réalité. Nous avons choisi de compter seulement les interruptions sanctionnées par le *Speaker* (lorsqu'il ordonne à la Chambre de revenir au calme en criant « *Order* !»). Un très grand nombre d'interruptions aussi importantes, voire plus sérieuses, ne sont pas sanctionnées. Parfois, elles apparaissent sous la simple mention [interruption] dans *Hansard*

<sup>639</sup> "a shouting match", *ibid.* p.541

<sup>640</sup> *Hansard, HC, 29/06/2011, vol.530, col. 948. Speaker: Order. The decibel level is—[Interruption.] Order. The decibel level is far too high. The Prime Minister should not have to shout to make himself heard.*

<sup>641</sup> Notamment entre les eurosceptiques radicaux et les eurosceptiques modérés

quand elles ne sont pas complètement passées sous silence. L'exemple s'appuie sur la séance du 27 avril 2016 (voir Annexe 8). Une seule interruption est sanctionnée par le Speaker<sup>642</sup> (d'ailleurs ce sera la seule interruption sanctionnée pour tout le mois d'avril). Or, il est possible d'identifier cinq interruptions qui auraient dû être stoppées, voire sanctionnées par le Speaker, seulement trois d'entre elles sont retranscrites dans *Hansard* et les deux autres ne sont pas du tout mentionnées, bien que plus sérieuses que certaines qui ont fait l'objet d'une intervention du Speaker. En comptabilisant uniquement les interruptions dénoncées par le *Speaker*, nous sommes très en dessous de la réalité du nombre exact d'interruptions illégales. Cela est bien illustré par la journée du 27 avril 2016 pour laquelle nous recensons, pour cette étude, une seule interruption au lieu de six. Ce phénomène n'est pas observable avec les *FTA* car il est possible de relever chaque attaque provenant des *MPs*.

Ces remarques sur le recensement des interruptions nous invitent à une certaine prudence dans l'interprétation du nombre moyen d'interruptions par séance pour les différentes périodes à l'étude. Il est certain que le nombre réel d'interruptions est très supérieur à celui de cette étude et non l'inverse. Même si l'on constate un fléchissement sous David Cameron, cela ne signifie pas qu'il y a significativement moins de bruit et moins d'interruptions au cours de ses mandats, il serait erroné de dire que les séances de *PMQs* sous D. Cameron sont deux fois moins bruyantes que celle au cours des mandats de John Major. Les *backbenchers* conservateurs réagissent beaucoup aux attaques que David Cameron lance au Leader de l'opposition pendant l'affrontement des deux leaders, leurs huées sont à interpréter comme des interruptions collectives en soutien<sup>643</sup> au Premier ministre (ce duel n'existant pas encore réellement, ce phénomène était beaucoup moins important sous John Major). Il est très difficile de comptabiliser ce genre d'interruptions car elles ne sont pas sanctionnées par le *Speaker*. En revanche, le nombre d'interruptions sous John Major et Theresa May reste à un niveau presque identique. Contrairement aux *FTA*, l'interruption reste une activité utilisée de façon régulière. C'est seulement au cours du mandat de David Cameron que l'évolution du nombre d'interruptions suit l'évolution du nombre de *FTA* même si le désordre et le bruit ne semblent pas avoir diminué de façon marquée par rapport à John Major. Cependant, il est difficile d'attribuer les mêmes causes à ce fléchissement. Le phénomène de prédominance ou de présidentialisation de la fonction de Premier ministre n'est pas une raison solide pour justifier

---

<sup>642</sup> *Hansard, HC, 27/04/2016, vol. 608, col. 1426.*

<sup>643</sup> Cornelia Ilie, « Interruption patterns in British parliamentary debates and drama dialogue », dans Anne Betten et Monika Dannerer (eds.), *Dialoganalyse IX: Dialogue in Literature and the Media*, Berlin, De Gruyter, 2005, p. 318.

cette baisse dans la mesure où l'interruption peut survenir à n'importe quel moment. Cela signifie que, même si le temps de parole des députés a diminué significativement au cours des années (au profit des leaders de parti), les interruptions, elles, peuvent être provoquées à tout moment, il s'agit d'un acte spontané indépendant de la prise de parole autorisée. Le nombre d'interruptions remonte par ailleurs sous T. May, ce qui signifie qu'aucune tendance ne s'est confirmée. Les interruptions collectives, contrairement aux *FTA*, sont plus difficiles à maîtriser car la source de ce bruit n'est pas immédiatement identifiable, il s'agit d'un tumulte, parfois d'un vacarme général. Cela prendrait beaucoup trop de temps au *Speaker* de chercher à identifier l'auteur ou les auteurs de ces interruptions. Cela explique pourquoi le seuil de tolérance du *Speaker* peut varier d'un gouvernement à l'autre.

De plus, cette activité ne peut pas être préemptée par le Premier ministre car il ne participe jamais au *barracking*. Cette activité est l'apanage des *backbenchers*. Face à la diminution de leur temps de parole et de leur relégation au second plan les *backbenchers* ont recours au bruit, au désordre comme moyen privilégié de s'exprimer, de se manifester pendant les débats. L'interruption représente un moyen de communication à part entière.

L'objectif des interruptions et plus généralement du désordre causé par le bruit des *MPs* repose sur un schéma actionnel offensive-défensive des *backbenchers*. Nous verrons plus loin qu'un autre objectif est lié à cette activité perturbatrice, ce qui nous renseignera d'ailleurs sur le type de leadership associé à cette activité.

Dans un premier temps, nous nous attacherons à examiner les motivations qui incitent les *MPs* à pratiquer l'interruption pendant les débats.

Le bruit, les huées, les cris peuvent survenir en réaction à un commentaire négatif, voire incriminant, formulé par l'opposition, dans ce cas, il s'agit d'un acte défensif. Lorsque les *MPs* forment une sorte d'écran sonore empêchant l'opposition de formuler leurs questions, il s'agit d'une offensive. À ce propos, David Judge rappelle que la pratique de l'obstruction par le bruit, le *barracking*, a débuté avec les Conservateurs, qui dans les années 1980 « ont ajouté cette nouvelle arme offensive à leur arsenal (d'actions perturbatrices) pour perturber les débats »<sup>644</sup>. L'intérêt est de savoir si ces actions tendent à défendre le parti ou à protéger le leader. Une manière de répondre à cette interrogation est d'analyser les périodes où le nombre moyen d'interruptions est le plus élevé au cours des mandats des trois Premiers ministres conservateurs à l'étude.

---

<sup>644</sup> “[...] conservative backbenchers added a new offensive weapon to their disruptive armoury”, David Judge, art. cit., p. 542.

On remarque que les périodes électorales enregistrent généralement une hausse notable du nombre d'interruptions. Cela se vérifie en mars 1992 où le pic est de quatre interruptions en moyenne par séance pour une moyenne totale de 1,21. Ce nombre devient moins important, en mars 1997 à l'approche des élections, il s'élève à deux interruptions par séance, ce qui est, malgré tout, bien au-dessus de la moyenne pour les sept ans de mandat de John Major. On notera que le nombre moyen de *FTA* provenant des députés est quasi nul au cours de ce mois mars 1997 (0,6 attaques verbales en moyenne par séance), alors qu'au cours du mois de mars 1992 ce nombre de *FTA* provenant des députés était élevé (cinq attaques en moyenne par séance). La différence entre les deux périodes électorales réside dans les chances minimes de gagner l'élection de 1997 (voir plus haut), d'où une plus faible mobilisation des députés. Cependant, il est intéressant de remarquer que malgré la défaite annoncée, les *MPs* utilisent beaucoup les interruptions en guise d'instrument de campagne électorale. Et cela est confirmé par le nombre moyen d'interruptions enregistré pour le mois de mars 1992 qui est le plus élevé de tout le mandat de John Major (quatre interruptions en moyenne par séance) alors que celui concernant les *FTA* pour ce même mois n'est pas le plus élevé au cours des sept années de mandat de John Major. Les *backbenchers* semblent préférer l'action collective (le recours aux interruptions collectives) à l'action individuelle (d'utilisation de *FTA*) pendant les périodes de campagnes électorales. Cette observation est confirmée pendant les années Cameron. Le nombre moyen d'interruptions s'élève à 2 (en février) et 1,5 (en mars) pour les mois précédant l'élection de 2015<sup>645</sup> pour une moyenne de 0,67 pour l'ensemble du mandat de David Cameron. En comparaison, le nombre moyen de *FTA* provenant des *MPs* pour ces mêmes mois est quasiment nul (0,25). Si l'on se réfère aux remarques concernant le monopole de l'attaque verbale par le Premier ministre, on peut en conclure que l'interruption est le moyen privilégié et exclusif des *backbenchers*. Les *MPs* ont apporté leur contribution à la campagne de 2015 par les interruptions collectives.

En revanche, pendant la période électorale de 2017, les *backbenchers* ne semblent pas mobilisés, ni en termes de *FTA* ni en termes d'interruptions. Le nombre moyen d'interruptions par séance pour le mois d'avril 2017 est relativement bas pour une période aux enjeux si importants (il s'élève à 1 pour une moyenne générale de 1,09) et le nombre de *FTA* est de 0 pour ce même mois d'avril. Il serait peut-être précipité de tirer des conclusions selon lesquelles le groupe n'est pas du tout impliqué dans la campagne électorale car, en réalité, il n'y a pas eu de campagne possible pendant les dernières séances de *PMQs* avant l'élection. Theresa May a

---

<sup>645</sup> Aucune *PMQs* n'a eu lieu au cours du mois d'avril qui précède l'élection du 7 mai 2015, donc les mois qui précèdent l'élections en termes de séance de *PMQs* sont février et mars 2015

annoncé, le 18 avril, à son cabinet et publiquement qu'elle organiserait une élection générale le 8 juin 2017. Or, il restait seulement 2 séances de *PMQs* avant cette date dont une devait se dérouler le lendemain de l'annonce du Premier ministre. Cela explique pourquoi le nombre d'interruptions et de *FTA* sont si bas, les députés n'ont pas eu le temps de s'organiser.

Les périodes électorales sont des moments de grande mobilisation des *MPs* pendant les *PMQs*. Leur instrument de campagne de prédilection reste les interruptions collectives. En effet, ce déploiement d'énergie se traduit moins par l'utilisation des *FTA* que par les interruptions, même si les deux activités sont complémentaires. Cependant, comme nous avons eu l'occasion de l'expliquer, l'utilisation de *FTA* est bien plus limitée et contrainte que les interruptions. En effet, les *FTA* sont rendues possibles par le *Speaker* quand il autorise un député à poser une question (qui peut contenir une attaque verbale) ; cependant le nombre de questions autorisées reste faible comparé au nombre total de députés présents qui souhaitent prendre la parole<sup>646</sup>. Les interruptions, quant à elles, peuvent survenir à n'importe quel moment et être causées par n'importe quel député. Cela justifie alors la différence significative entre le nombre de *FTA* (très bas) et le nombre d'interruptions en période électorale.

Les élections sont un moment de la vie politique du parti aux enjeux cruciaux, il en va de la survie du groupe mais également de la survie politique du député. Les députés œuvrent, lors de campagnes électorales, tout autant pour le compte du parti que pour leur compte personnel, sans leur (ré)élection la position du parti au pouvoir est en péril. On remarque, par ailleurs, que le seuil de tolérance du *Speaker* est très élevé au cours de ces séances pré-électorales. Il suffit de regarder les séances précédant les élections générales, le bruit est assourdissant<sup>647</sup>. Les périodes électorales représentent un moment capital de la vie démocratique du pays. Comme l'explique le journaliste politique, Andrew Gimson, la censure serait perçue comme aller à l'encontre de cette valeur, car selon lui, le « désordre [le bruit] et l'impolitesse institutionnalisée des *PMQs* sont l'expression d'une nation libre »<sup>648</sup>. Cela est d'autant plus vrai que la fonction des *PMQs* est de contrôler l'action du gouvernement et l'élection est précisément l'ultime outil de contrôle<sup>649</sup> dans la mesure où les électeurs peuvent, à l'aide de leur bulletin, décider de sanctionner un gouvernement. Il n'est donc pas étonnant que le *Speaker* autorise la voix des

---

<sup>646</sup> *Catching the Speaker's eye* est le procédé par lequel un député se lève à la fin d'une réponse (donnée par un autre MP) pour poser une question (supplémentaire).

<sup>647</sup> Pour exemple, voir les séances du 12 mars 1992 ; 18 mars 1997 et du 25 mars 2015

<sup>648</sup> "[...] such institutionalised rudeness [...] is part of being a free nation", Gimson Andrew, « PMQs: That's the Way to do It! » *British Journalism Review*, vol. 23, n°3, 2012, p. 11.

<sup>649</sup> Thomas Graham, P., « United Kingdom: The Prime Minister and Parliament », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 10, n°2-3, 2004, p. 4-37.

*MPs* à se faire entendre plus qu'à l'accoutumée lors des campagnes électorales. Les *PMQs* sont un exercice démocratique par excellence et sont le reflet de l'importance du débat démocratique du pays.

Quelles sont les différentes périodes de pic dans le nombre moyen des interruptions ? Est-ce que l'action des *MPs* par les interruptions est au service du leader seulement ?

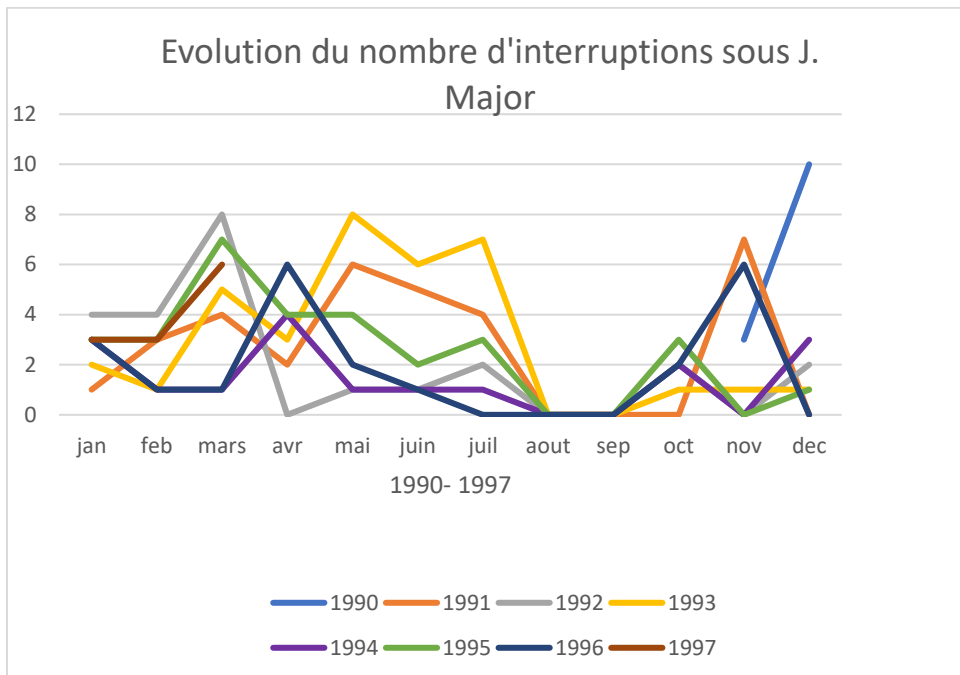


figure 11. Évolution du nombre moyen d'interruptions sous J. Major

### 2.2.1. Périodes intenses en désordre/interruptions

#### Mai 1993

Ce mois enregistre le nombre d'interruptions le plus élevé après la période électorale de 1992, la moyenne est de 2,6 interruptions par séance (8 en valeur absolue). Le contexte est le suivant. Deux lignes d'attaque ont été adoptées par l'opposition pour mettre le gouvernement en difficulté. Le premier élément concerne le ministre des Finances (le Chancelier de l'Échiquier) Norman Lamont qui, après le « mercredi noir »<sup>650</sup>, a concentré toutes les critiques de la presse, de la City de Londres et des électeurs<sup>651</sup>. D'ailleurs, le résultat catastrophique des conservateurs aux élections locales du 6 mai ainsi que leur défaite à l'élection partielle (pour le siège de *Newbury*) ont été imputés à l'impopularité de Norman Lamont. Refusant un autre

<sup>650</sup> Le « *Black Wednesday* » a eu lieu le 16 septembre 1992, après plusieurs jours d'une bataille monétaire qui a vu la Banque d'Angleterre déverser 28 milliards de dollars en interventions sur le marché des changes tout en augmentant ses taux d'intérêt jusqu'à 15 %, la livre a été éjectée du Système monétaire européen.

<sup>651</sup> Anthony Seldon, *Major: A Political Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997, p. 375-376.



ministère lors du remaniement de fin mai, N. Lamont préfère démissionner début juin. Lors des *PMQs* précédant la démission du ministre des Finances, le *Speaker* a dû intervenir pour faire cesser le bruit et les interruptions destinés à parasiter les questions incessantes du Leader de l'opposition, John Smith, sur l'éventuel départ de ce ministre. L'autre élément important exacerbant les critiques à l'endroit du gouvernement au cours de ce mois de mai est l'affaire très médiatisée impliquant Michael Mates, secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord. Ce dernier s'est rapproché de Asil Nadir, un homme d'affaires chypriote et très grand donateur du parti conservateur dans les années 1980. M. Mates accepta une montre que Asil Nadir lui offrit en cadeau d'anniversaire avant que le riche Chypriote prenne la fuite pour se réfugier dans la République de Chypre du Nord afin d'échapper à un procès pour fraude et diverses malversations financières (13 millions de livres). Les *MPs* conservateurs se sont mobilisés de façon marquée au cours de ce mois de mai pour empêcher, par le bruit, l'opposition de poser des questions concernant l'argent prétendu sale que le parti conservateur aurait reçu de Asil Nadir, ainsi que des questions concernant la décision du gouvernement de mener une enquête privée, et non publique, sur l'affaire de l'infirmière Beverley Allitt<sup>652</sup>, ce qui a suscité l'indignation de l'opposition.

C'est dans ce contexte et face aux critiques de l'opposition que les *MPs* ont eu recours de façon très marquée aux interruptions collectives. L'action des *backbenchers* a pour objectif, dans ce cas précisément, de défendre le parti. En effet, la réputation du parti est en jeu, et les accusations de corruption (malhonnêteté et dissimulation) sont ce qu'il y a de plus préjudiciable pour un parti<sup>653</sup>. Par ailleurs, l'insistance de John Smith à vouloir faire avouer à John Major que Norman Lamont ne serait plus au gouvernement pour présenter le prochain budget est une stratégie d'attaque redoutable. La relation entre le Premier ministre et le ministre des Finances est très spéciale. Révéler le divorce entre le Premier ministre et son ministre des Finances, tout particulièrement, est l'attaque suprême contre l'unité d'un parti, le signe de tensions, d'un manque patent d'unité au sein du parti. La mise en évidence d'une telle désunion au sein d'un parti est également un signe d'affaiblissement de ce parti, et c'est ce qui, en dernière instance, le discrédite. L'affaire était sérieuse, c'était la première fois depuis 1962 qu'un Chancelier de l'Échiquier fut renvoyé par un Premier ministre conservateur<sup>654</sup>. De plus, le souvenir de la

---

<sup>652</sup> L'infirmière B. Allitt, tueuse en série, a commis ses crimes sur une période de 59 jours entre février et avril 1991 dans le service des enfants de l'hôpital où elle travaillait. Le gouvernement a préféré mener une enquête privée et non publique ce qui a suscité beaucoup de critiques de l'opposition.

<sup>653</sup> Raffaele Asquer, Miriam A. Golden, Briant T. Hamel, *Corruption, party leaders and candidate selection*, St Louis, Washington University, 2019.

<sup>654</sup> Anthony Seldon, *Major: A Political Life*, op. cit., p. 378.

relation difficile entre Geoffrey Howe (alors vice Premier ministre) et M. Thatcher, ayant abouti à la démission fracassante du ministre<sup>655</sup>, planait de façon mortifère sur le gouvernement, on craignait une éventuelle annonce publique de Norman Lamont dans la veine de celle de G. Howe, celle qui précipita la chute de Margaret Thatcher. En conséquence, les sondages en faveur du parti conservateur chutèrent de 5% à ce moment-là.

La seconde période enregistrant un nombre très élevé d'interruptions concerne le mandat de David Cameron.

### Juillet 2013

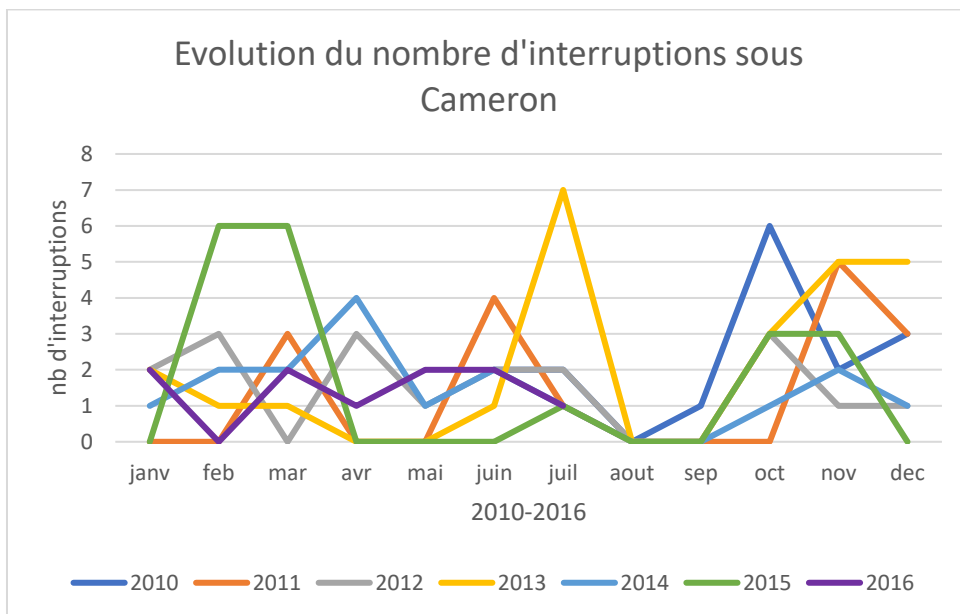


figure 12. Évolution du nombre d'interruptions sous D. Cameron

Juillet 2013 est la période où le nombre d'interruptions est le plus élevé (périodes électorales comprises), 2,3 interruptions en moyenne par séance (7 en valeur absolue).

Suite aux scandales liés aux dépenses des parlementaires (en 2009), David Cameron prédit alors que le lobbying serait « le prochain gros scandale au Parlement »<sup>656</sup>. Dans l'accord de coalition avec les Libéraux Démocrates, David Cameron a souhaité inclure un projet de loi qui donnerait plus de transparence dans le financement des partis et des campagnes. L'initiative intervient également en réaction au processus de sélection des candidats travaillistes à Falkirk en juillet 2013 où l'influence du syndicat *Unite* était jugée trop importante. Le projet de loi a été introduit

<sup>655</sup> Sa démission en novembre 1990 et sa sévère déclaration aux Communes (le 13 novembre 1990) déplorant l'intransigeance de la première ministre face à une plus grande intégration économique avec l'Europe provoquent une crise au sein du Parti conservateur qui se conclut par la chute de Thatcher elle-même trois semaines plus tard.

<sup>656</sup> "David Cameron warns lobbying is next political scandal", Andrew Porter, *The Telegraph*, 8 février 2010.

pour la première fois au Parlement en juillet 2013, ce dernier cherchait à limiter le soutien financier provenant de contributeurs non-inscrits au parti bénéficiaire pendant les campagnes électorales.

En réaction à un projet qui visait le parti travailliste et particulièrement les affinités d'Ed Miliband avec *Unite* (et plus particulièrement son secrétaire général McCluskey), le leader des Travaillistes attaque David Cameron lors des *PMQs* de juillet 2013 sur le financement du parti conservateur par des fonds spéculatifs qui, en retour, auraient bénéficié d'un allègement d'impôts de 145 millions de livres<sup>657</sup>. Le Leader de l'opposition accuse les conservateurs de collusion avec les milliardaires et les puissantes sociétés des eaux au détriment des contribuables<sup>658</sup>.

Les *MPs* deviennent très agités et ne cessent d'interrompre le Leader de l'opposition lorsque ce dernier explique que la réforme devra inclure, outre une limite sur le deuxième salaire des députés, l'interdiction pour les *MPs* de cumuler, en plus de leur charge de parlementaire, toute mission rémunérée de directeur et de consultant pendant les campagnes électorales.

À travers ces interruptions, on voit que les *MPs* sont très mobilisés. Ils contrent les accusations de corruption par des “murs de bruit”. Comme dans l'exemple précédent sous John Major, les attaques sur l'intégrité et l'honnêteté du parti sont ce qui semble le plus faire réagir les députés pour les raisons que nous avons évoquées plus haut. Et selon le journal le *Guardian* du lundi 8 juillet 2013, le groupe conservateur avait matière à s'inquiéter car selon le journal « lorsqu'il est question de concentration de fonds, d'opacité autour de la provenance d'argent ainsi que de liens entre les intérêts des donateurs et les décisions politiques, les Conservateurs semblent beaucoup plus corrompus »<sup>659</sup>. Cependant, cet épisode de forte mobilisation des *MPs* montre que ces derniers ne défendent pas seulement le parti mais également leurs intérêts personnels. Ils se déchaînent contre les propositions visant à limiter leurs prérogatives en termes d'activités rémunérées. On observe d'ailleurs la même réaction suite à la publication des recommandations du rapport Nolan en 1994<sup>660</sup>.

## Novembre et décembre 2018

---

<sup>657</sup> *Hansard, HC*, 10/07/2013, vol. 566, col. 351-52.

<sup>658</sup> *Ibid.*

<sup>659</sup> “when it comes to concentration of funding, the opacity over where the cash comes from and the overlap between policy and donor interests, the Conservatives look far more corrupted” Aditya Chakraborty, *The Guardian*, lundi 8 juillet 2013. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/jul/08/party-funding-scandal-david-cameron-conservatives>

<sup>660</sup> Anthony Seldon et Raymond Newell, *May at 10*, Londres, Biteback Publishing, 2019, p. 557.

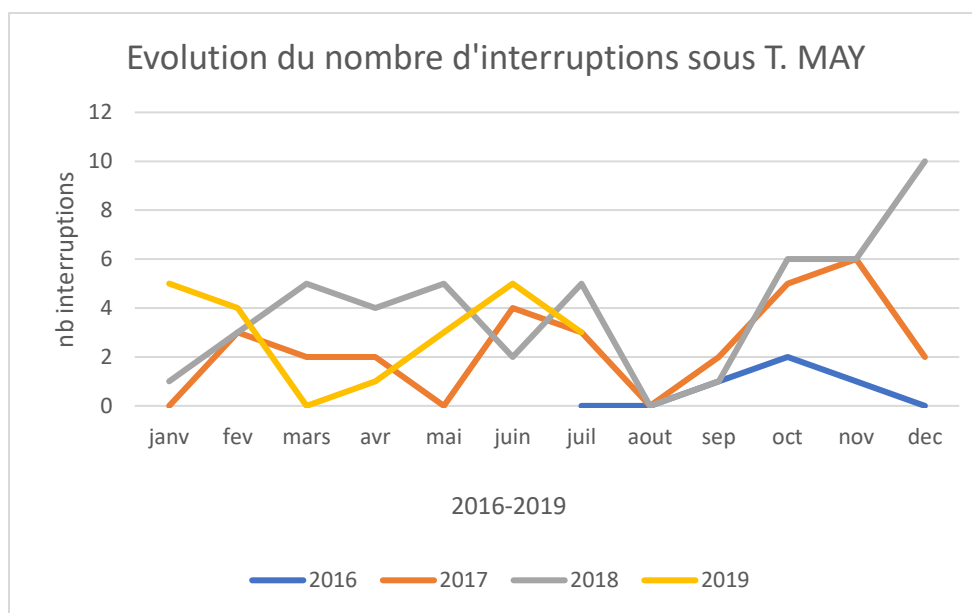


figure 13. Évolution du nombre moyen d'interruptions sous T. May

On dénombre 6 et 10 interruptions en valeur absolue pour chaque mois respectif. Il s'agit d'une période de très grandes turbulences pour le parti conservateur. Le vote sur le projet d'accord que Theresa May a négocié avec l'Union européenne prévu le 11 décembre est critiqué de toutes parts. Les tensions à la Chambre sont à leur comble. Elles le sont tout autant au sein du parti, les démissions se succèdent (E. McVey, D. Raab, N. Da Costa), le *ERG*, prêt à tout pour se débarrasser de Theresa May et la remplacer par l'un d'entre eux (un *hard Brexiteer*), parvient à provoquer un vote de défiance contre le Premier ministre le 12 décembre. C'est une période où le parti est le plus divisé (à un moment où ce dernier n'a pas la majorité à la Chambre). *L'ERG* et le *DUP*<sup>661</sup> d'un côté réclamant davantage de concessions de la part de l'Union européenne et l'autre aile du parti demandant un maintien du Royaume-Uni dans l'union douanière ainsi que la tenue d'un deuxième référendum pour résoudre la crise. Le désordre atteint son paroxysme le 12 décembre. La séance est extrêmement bruyante et tendue. Les *backbenchers* interrompent J. Corbyn lorsque ce dernier met en avant le « chaos qui règne au cœur du gouvernement »<sup>662</sup> ou lorsqu'il accule le gouvernement en dénonçant le projet d'accord de May comme étant « ce qu'il y a de pire »<sup>663</sup> et en accusant le Premier ministre de les mener à une sortie sans accord. Les sondages d'opinion indiquent à ce moment-là une

<sup>661</sup> *Democratic Unionist Party* entre en coalition avec les Conservateurs qui n'obtiennent pas une majorité franche aux élections générales de 2017

<sup>662</sup> *Hansard, HC, 12/12/2018, vol. 651, col. 274. J. Corbyn: The people of this country are more and more concerned about the ongoing chaos at the centre of her Government. [Interruption.]*

<sup>663</sup> *Hansard HC, 28/11/2018, vol. 650, col. 241. J. Corbyn: [...] described her Brexit deal as the worst of all worlds.*

augmentation de la popularité des Travailleurs, c'est donc le moment parfait pour le Labour de caresser l'espoir de gagner une motion de confiance contre le gouvernement. Cela est sans compter l'outrage au Parlement dont le gouvernement s'est rendu coupable en refusant de publier la totalité de l'avis juridique de l'Attorney General sur le projet d'accord de sortie de l'Union européenne. Comme dans les situations décrites sous John Major et David Cameron, ce qui mobilise les *MPs* c'est la perspective de perdre le pouvoir. Et pour éviter un tel désastre ils contre-attaquent à grand renfort de cris et de huées. Ce qui fait le plus réagir les députés conservateurs ce sont, comme dans les cas précédents, les attaques contre l'unité du parti et l'intégrité du gouvernement. Ce n'est donc pas surprenant que lorsque Ian Blackford (chef du *SNP* au Parlement) accuse le Premier ministre d'avoir induit sciemment la Chambre en erreur, voire d'avoir menti, les *backbenchers* tentent le faire taire en l'interrompant violemment et en lui demandant, à grands cris, de retirer ses propos<sup>664</sup>.

Même si le parti n'a jamais été aussi divisé, et ce, à tous les niveaux, du Cabinet aux rangs des *backbenchers*, il n'est pas question de céder le pouvoir aux Travailleurs. Le *ERG*, malgré leur farouche opposition à leur leader, "se rangera bien sûr derrière le Premier ministre" car selon eux "[ils] sont conservateurs - et [ils] soutiendront le gouvernement conservateur" lors du vote de confiance du 16 janvier<sup>665</sup>.

D'ailleurs, ce besoin de faire front contre l'opposant pour éviter une débâcle qui conduirait à fragiliser la position du parti conservateur au pouvoir se traduit dans l'attitude des *backbenchers* lors de la séance du 12 décembre, le jour du vote sur la motion de confiance contre le leader du parti et la séance du 19 décembre pendant laquelle J. Corbyn est très offensif et profite de la fragilité de l'unité du parti conservateur<sup>666</sup>. Il est donc nécessaire de projeter une image de parti solidaire et fort. Outre les interventions bruyantes des *MPs*, ces derniers se mobilisent pour apporter publiquement leur soutien au Premier ministre. Quatre députés vont publiquement soutenir Theresa May et dénoncer le vote de confiance contre leur leader. Après que le député conservateur Mr Kenneth Clarke a attaqué la motion de confiance comme la chose « la plus inutile, inefficace et irresponsable »<sup>667</sup>, les *backbenchers* (ceux, bien sûr, en soutien à Theresa May) crient à n'en plus finir. Comme le soulignent plusieurs députés conservateurs, dont Maggie Throup, lors de ces séances du mois de décembre, la vraie menace n'est pas à l'intérieur

---

<sup>664</sup> *Hansard, HC, 5/12/2018, vol. 650, col. 884. Hon. Members: Withdraw.*

<sup>665</sup> Anthony Seldon et Raymond Newell, *May at 10, op. cit.*, p. 526.

<sup>666</sup> *Ibid.*, p. 514.

<sup>667</sup> *Hansard, HC, 12/12/2018, vol. 651, col 279. K. Clarke: can my right hon. Friend think of anything more unhelpful, irrelevant and irresponsible than for the Conservative party to embark on weeks of a Conservative leadership election?*

du parti mais dans les rangs de l'opposition « car la vraie menace pour notre grand pays, c'est le parti travailliste »<sup>668</sup>. Le plus grand danger serait donc de perdre le pouvoir au profit des Travaillistes dont la motion de confiance contre le gouvernement est à portée de main.

Les enjeux sont si importants que la ferveur des députés ne semble pas avoir de limite. Au cours d'une *PMQs* au mois de décembre, le ministre conservateur Mr Opperman ira jusqu'à interrompre brutalement sa collègue, la députée conservatrice Anna Soubry lorsque cette dernière attaque, dans sa question, la Première ministre sur la perspective d'un no deal (lui lançant que ce serait irresponsable de devoir choisir entre son accord ou une sortie sans accord)<sup>669</sup>. Cet acte contreproductif est dénoncé sans réserve par le Speaker. Non seulement le Speaker nomme le député en infraction mais il lui fait remarquer que cette attitude est contraire à l'éthique : on ne pratique pas le « *barracking* »<sup>670</sup> contre son propre camp<sup>671</sup>. Les députés sont prêts à faire beaucoup pour protéger le parti. Theresa May de son côté, afin de montrer qu'elle a le contrôle et pour remonter le moral des troupes, lancera à l'opposition quelques piques assassines<sup>672</sup> dûment préparées à l'avance et qui n'ont pas manqué de provoquer l'hystérie générale dans les bancs derrière elle et un vacarme à tout rompre. Les députés ont été très coopératifs ces deux jours-là, le groupe, en soutien à la Première ministre, a défendu le parti en pratiquant les interruptions sous forme de « *barracking* » et d'ovation de façon très soutenue, voire intense.

On le voit, les *MPs*, par leur action en termes d'interruptions, possèdent un pouvoir important pour protéger le parti. Cependant, ils ont également le pouvoir de nuire au leadership du Premier ministre. La comparaison avec une période de tensions similaires au sein du parti confirme que le soutien des *backbenchers* devient intense quand le parti est en danger et pas nécessairement lorsque la position du leader est en danger. La période du mois d'avril 2019 est un exemple

---

<sup>668</sup> Hansard, HC, 12/12/2018, vol. 651, col 281. M. Throup: [...] as the real threat to our great nation is the party opposite and a Labour Government?

<sup>669</sup> Hansard, HC, 19/12/2018, col. 651, vol. 795. A. Soubry: I gently say that no responsible Conservative Prime Minister—we are, after all, the party of business—would be so reckless as to take us out of the European Union without a deal.

<sup>670</sup> Huées et tapage provenant du camp opposé lorsqu'un député, le Premier ministre ou le Leader de l'Opposition est à la tribune. L'effet recherché est celui d'empêcher l'intervenant de parler ou de dénoncer ses propos.

<sup>671</sup> Ibid. Speaker: Order. Some junior Minister presumes to try to shout down the right hon. Lady. Not only unethical, Mr Opperman, but always—everywhere, without exception—doomed to fail.

<sup>672</sup> Hansard, HC, 12/12/2018, vol. 651, col 276. T. May: Whatever change in Labour policy we see, the right hon. Gentleman will send out his henchman to reveal it all to the world: "The Inconstant Gardiner." *The Inconstant Gardiner* est une attaque préparée par Danny Finkelstein. Puis le 19/12/2018, vol. 651, col. 787. T. May: I know it is the Christmas season and the pantomime season, but what do we see from the Labour Front Bench and the Leader of the Opposition? He is going to put a confidence vote. Oh yes, he is! [Hon. Members: "Oh no he isn't!"] I have some news for him. I have some advice for the right hon. Gentleman: look behind you. They are not impressed, and neither is the country.

édifiant de ce constat, le nombre d'interruptions est proche de zéro. Après l'échec du troisième vote sur le projet d'accord de Theresa May, Julian Smith parle publiquement « du pire exemple d'indiscipline dans l'histoire politique britannique »<sup>673</sup> ; de plus, le nombre total de démissions depuis juin 2018 ne cesse d'augmenter pour atteindre 19 départs en avril 2019<sup>674</sup>. Ce qui est très différent dans cette situation c'est l'abandon de soutien des *backbenchers* envers Theresa May, et ce, pour trois raisons majeures. L'une d'entre elles participe d'une certaine radicalisation de l'opinion publique en faveur d'un Brexit dur. L'extension au 31 octobre du délai de sortie de l'Union européenne par le Royaume Uni est vécue comme une trahison par le *ERG* et les membres du « *pizza club* »<sup>675</sup> et autres eurosceptiques radicaux. La base du parti, représentée par la *National Conservative Convention*, souhaite également se débarrasser de Theresa May<sup>676</sup>. Par ailleurs, le *Brexit Party* de Nigel Farage mobilise de plus en plus de soutien en vue des élections européennes. Même le *1922 Committee* envisage de changer les règles pour obtenir un autre vote de confiance contre Theresa May. L'humeur n'est plus trop aux compromis avec l'Europe. Ce qui est radicalement différent par rapport à décembre 2018, ce sont les sondages qui en mars 2019 donnent, selon *Yougov*, 40%<sup>677</sup> d'opinion favorable aux Conservateurs contre 31% pour les Travailleurs. La différence majeure c'est le sentiment que le parti n'est pas en danger.

### 2.2.2. Les interruptions, pour un leadership relationnel

Les différentes réactions des députés dans les circonstances décrites ci-dessus (pour chaque mandat de Premier ministre) nous invitent à une réflexion sur le rôle des parlementaires et son impact sur le leadership du Premier ministre. Sont-ils acteurs ou suiveurs (fidèles partisans du parti et/ou du Premier ministre) ?

En utilisant la typologie de Donald Searing de 1994<sup>678</sup> concernant le rôle des députés au Parlement britannique, on peut classer les parlementaires en quatre catégories selon leurs ambitions : ceux qui cherchent à influencer les décisions législatives (*policy advocacy*), ceux

---

<sup>673</sup> 1er April 2019, *BBC News*, "UK Politics The chief whip, Julian Smith, has said the cabinet is the "worst example" of cabinet ill-discipline in British political history". <https://www.bbc.com/news/av/uk-politics-47769369>

<sup>674</sup> Anthony Seldon et Raymond Newell, *May at 10*, op. cit., 2019, p. 607, p.622.

<sup>675</sup> *Pizza Club* formé en octobre 2018 par des membres du parti conservateur eurosceptiques radicaux (Andrea Leadsom, Chris Grayling, Michael Gove, Penny Mordaunt and Liam Fox) dont l'objectif était d'empêcher Theresa May de faire voter son accord de sortie de l'UE jugé trop modéré (*soft Brexit*).

<sup>676</sup> Seldon Anthony et Newell Raymond, *May at 10*, op. cit., p. 611.

<sup>677</sup> URL: <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2019/03/08/voting-intention-conservatives-40-labour-31-3-4-ma>

<sup>678</sup> Donald D. Searing, *Westminster's World: understanding political roles*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1994.

que l'on appelle les membres du club parlementaire, qui se contentent de leur fonction et statut de député (*Parliament men*), ceux qui aspirent à une fonction au sein du gouvernement (*ministerial aspirants*), et enfin les députés de terrain, ceux qui défendent en premier lieu les intérêts de leur circonscription (*constituency members*). L'appartenance à ces catégories est fluide et parfois cumulative. Cependant, elles ne prennent pas en compte la condition sine qua non à l'existence même de ces rôles, à savoir la (re-)sélection du député. C'est la raison pour laquelle nous préférons la typologie proposée par Kaare Strøm<sup>679</sup> qui s'organise autour des objectifs à atteindre par le député. Cette catégorisation des rôles s'articule autour de deux pôles. Le premier concerne l'accès à la députation par la nomination (par le parti) ou la re-sélection (par le parti) et le second s'organise autour de deux grands types d'activités, celles relatives à des fonctions au sein du parti (leader, chef de groupe, membre du Cabinet...) et celles relatives uniquement à des fonctions parlementaires (président de Chambre, ou de séance, président ou membre des commissions...). L'élection précède tout autre objectif au sein du Parlement, se faire (re)sélectionner puis se faire élire reste l'objectif premier de tout parlementaire ou aspirant parlementaire. Le système électoral et politique du Royaume Uni accorde la préséance aux partis politiques plutôt qu'aux personnes politiques lors des élections générales<sup>680</sup>, les électeurs dans les circonscriptions choisissent avant tout un parti plutôt qu'un candidat. Il est donc impératif pour un député d'œuvrer en premier lieu pour la popularité du parti, car sans parti au pouvoir, les chances d'intégrer le Parlement ou d'être promu à des fonctions ministérielles ou législatives sont moindres. Présentée sous cet angle, la raison d'être d'un député semble être son parti avant tout (avant même ses électeurs). Il n'est donc pas étonnant d'observer un nombre élevé d'interruptions lorsque qu'un scandale ou encore des accusations de divisions au sein du parti font irruption dans les débats à la Chambre, il s'agit de situations de crise qui mettent en péril la sécurité du groupe. Dans ce cas de figure, les *MPs* sont d'ardents défenseurs du parti mais pas nécessairement du leader, ce qui rend le leadership plutôt collectif et participatif. Le Premier ministre a le monopole des attaques verbales et les députés ont le monopole des interruptions collectives. Les effets de ces deux modes d'interaction sont différents. Les interruptions collectives sont au service du groupe et parfois du leader lorsque ces dernières sont des acclamations de soutien au chef. Cette action n'a pas vocation à mettre en lumière une personnalité en particulier. En revanche, les *FTA*, nous l'avons vu, sont un outil de promotion individuelle, l'arme par excellence du chef qui le place au centre de toutes les attentions lors

---

<sup>679</sup> Kaare Strøm, « Rules, reasons and routines: Legislative roles in parliamentary democracies », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 3, n°1, 1997, p. 155-174.

<sup>680</sup> Philip Norton, *Parliament in British Politics*, Londres, Palgrave MacMillan, 2005, p. 198.



des *PMQs*. Si l'on place le leadership sur un continuum entre le pôle collectif et le pôle individuel, cela amène le curseur du leadership sur une position plus personnelle. On serait alors amené à penser que le leadership du groupe dépend majoritairement et en grande partie du succès et de l'importance de la personnalisation de la fonction de Premier ministre ainsi que de la bonne maîtrise des *FTA* par le Premier ministre. Les députés s'attendent à ce que le leader livre de bonnes prestations qui ont pour effet de maintenir le moral du groupe à bon niveau. Dans ce cas précisément, les *backbenchers* adopteraient un rôle de suiveur et non d'acteur, s'en remettant au Premier ministre pour qu'il/elle impose les opinions et les arguments du parti de façon la plus efficace<sup>681</sup>. Cependant, le principe de *primus inter pares* reprend ses droits et rétablit l'équilibre du leadership au sein du groupe. En effet, sans la loyauté et le soutien tonitruant des *backbenchers*, la possibilité pour le Premier ministre de dominer les débats lors des *PMQs* est significativement réduite<sup>682</sup>. Les députés ont même le pouvoir de nuire au Premier ministre, par le silence ; lorsque les *backbenchers* refusent de jouer le jeu, l'effet d'unité est rompu, ce qui est préjudiciable pour l'image du leader qui sera accusé par l'opposition de ne pas être suivi par son groupe. En réalité, le continuum entre leadership individuel et leadership collectif devrait être plutôt pensé en termes de leadership relationnel. Le Premier ministre peut généralement compter sur le soutien des *backbenchers* mais cet appui est fluctuant et jamais acquis<sup>683</sup> ; l'autorité du Premier ministre n'est jamais plus puissante que ce qu'en a décidé le groupe.

Les interruptions collectives sont utilisées à des fins semblables à celles des *FTA* : défendre le parti. Au-delà de cette utilité, nous avons vu que les *FTA* entretiennent un lien étroit avec la notion de redevabilité. Il en va de même pour les interruptions, ces dernières jouent également un rôle important dans la fonction première des *PMQs*, c'est-à-dire de contrôler l'action du gouvernement. La participation des députés aux débats lors des *PMQs* par le biais d'interruptions collectives n'est pas a priori reconnue comme un processus facilitant le contrôle de la responsabilité du gouvernement. Au contraire, le désordre et le bruit sont très souvent accusés de nuire à cet exercice. Nous pensons cependant que ces interruptions peuvent jouer un rôle important dans la mise en évidence et le signalement de propos qui prêtent à caution ou qui ne correspondent pas à la justification objective d'une action ou d'une décision

---

<sup>681</sup> Danny Kinkelstein dans *Punch and Judy Politics*, *op. cit.*, p. 331.

<sup>682</sup> Graham, P. Thomas, « United Kingdom: The Prime Minister and Parliament », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 10, n°2-3, 2004, p. 4-37.

<sup>683</sup> Philip Norton, « Playing by the Rules: The Constraining Hand of Parliamentary Procedure », *Journal of Legislative Studies*, vol. 7, n° 3, 2001, p. 13-33.

gouvernementale. C'est dans cette mesure que l'action des députés participe au leadership du groupe car une bonne prestation aux *PMQs* renforce l'impression que le gouvernement a le contrôle sur les affaires du pays et par conséquent le leadership s'en trouve renforcé.

### 2.2.3. Les interruptions comme outil de contrôle de l'action politique

Beaucoup de commentateurs de la vie politique britannique reprochent aux *PMQs* de ne pas être un outil efficace pour amener le Premier ministre à justifier l'action du gouvernement devant les parlementaires. Le vacarme qui règne à la Chambre le mercredi midi ralentirait les débats, réduisant ainsi le nombre de questions posées<sup>684</sup> au Premier ministre, ou encore intimiderait certains députés qui n'osent plus poser de questions<sup>685</sup>. D'autres analystes politiques, en revanche, soutiennent que le bruit et le désordre sont essentiels à cette obligation de redevabilité. Cette opinion s'est fait entendre de façon plus explicite lors des mesures de distanciation sociale mises en place à la Chambre des communes à partir du 18 mars 2020. Puis, le 22 avril un système hybride avec une connexion vidéo a permis au débat de se tenir à la fois en présentiel et à distance. La fréquentation de la Chambre pendant ces mesures a chuté considérablement, le *Speaker*, Lindsay Hoyle, faisait remarquer que « la fréquentation ce jour est très en dessous du nombre habituel »<sup>686</sup>, ce qui a inévitablement rendu les débats beaucoup plus silencieux, les cris assourdissants sont remplacés par un calme inhabituel, notera la presse<sup>687</sup>. Certains ont accueilli ce changement avec satisfaction en expliquant que des débats démocratiques pouvaient enfin avoir lieu pendant les *PMQs*<sup>688</sup>. En revanche, d'autres commentateurs, ainsi que des députés de la Chambre, ont déploré cet état de fait en dénonçant l'impossibilité pour la Chambre d'amener le gouvernement à justifier ses décisions et ses actions.

---

<sup>684</sup> Mark Shephard, « Administrative review and oversight: the experience of Westminster » dans Pelizzo Riccardo et Staplehurst, Rick, (eds.), *Legislatures and Oversight. Series on contemporary issues in parliamentary development*, Washington, D.C., The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, 2004, p. 40-46.

<sup>685</sup> Joni Lovenduski, « Prime Minister's Questions as Political Ritual at Westminster », dans Rai S.M. et Johnson, R.E. (eds), *Democracy in Practice*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014.

<sup>686</sup> *Hansard, HC*, 18 mars 2020, vol. 673, col. 993. *Speaker: Those watching our proceedings will have noticed that our attendance today is significantly below the normal numbers.*

<sup>687</sup> *The 'Zoom parliament' could inspire a more democratic Commons*, Richard Power Sayeed, *The Guardian*, 26 avril 2020.

<sup>688</sup> « Wednesday's *PMQs* was like never before. No facile insults were screamed. There was no sonic wall of jeering. [...] This week our semi-digital Commons looked, for the first time in a long while, like the epicentre of a grownup democracy, sensible and pleasingly boring. (DNYUZ, April 26, 2020 in News, Politics, Tech).

Peter Bone (Cons) : La technologie est utile pour le travail de circonscription. Mais pour contrôler l'action du gouvernement c'est juste impossible. Vous ne pouvez pas intervenir, vous ne pouvez pas interroger un ministre lors d'un débat, le gouvernement échappe à tout contrôle<sup>689</sup>.

Dans la même veine, le journaliste John Craig de *Sky News* reproche aux séances de *PMQs* tenues en semi-présentiel d'être un « substitut médiocre » et conclut que « la Chambre a besoin de retrouver le bruit, le désordre et la spontanéité qui la caractérise si l'on veut vraiment contrôler l'action du gouvernement »<sup>690</sup>. Cette remarque interroge par conséquent le lien entre le désordre et la notion de redevabilité. On peut se demander dans quelle mesure le bruit, les interruptions, sont des moyens efficaces pour amener le Premier ministre à justifier son action au gouvernement.

Les interruptions, qu'elles cherchent à acculer son interlocuteur en le faisant reconnaître quelque chose ou en le forçant à dire quelque chose ou encore qu'elles soient de simples remarques négatives sur ce qui est dit, ou encore de nature à faire taire l'opposant par un mur de bruit, ces interruptions ont un objectif, celui d'interrompre la question ou la réponse toute faite et dument préparée de l'intervenant et de l'amener ainsi à réagir de façon spontanée. Cette situation est redoutable : l'intervenant ne peut pas se permettre lors d'une telle exposition médiatique de négliger ces interruptions. Cela pourrait être considéré comme de l'arrogance ou un manque de courage, la meilleure option étant de rétorquer. Ce sont précisément ces remarques hors script et impromptues qui permettent d'évaluer la redevabilité et la crédibilité du gouvernement ou de l'opposition. Le Premier ministre et le Leader de l'opposition seront davantage jugés sur ces commentaires improvisés que sur leurs discours préparés en amont des séances. Quoi qu'il en soit, le rôle des interruptions est d'attirer l'attention des parlementaires et par extension celle du public sur un aspect précis d'un propos tenu par un des leaders. Elles envoient un signal qui engage l'auditoire à prendre garde aux messages délivrés. Que l'interruption dénonce un point inexact ou carrément un mensonge, cela n'a pas d'importance, ce qui compte c'est que l'attention du public soit dirigée sur un élément qui est discutable. Par exemple, lors de la séance de *PMQs* du 27 octobre 2010, lorsque la députée travailliste, Mrs Sharon Hodgson, déclare que son parti aurait fait les choses différemment (du gouvernement), les députés conservateurs crient à l'unisson, « comme quoi ? »<sup>691</sup>. Puis, elle reprend, et explique qu'elle aurait taxé les banques au lieu de supprimer des fonds sociaux à l'enfance, les députés

---

<sup>689</sup> "Coronavirus: The story behind UK's new Zoom democracy - and questions over whether it's really working", Tamara Cohen, political correspondent, *Sky News*, 15 mai 2020.

<sup>690</sup> "Coronavirus: 'Virtual' parliament leaves government less accountable" Jon Craig, *Sky News*", 23 avril 2020.

<sup>691</sup> *Hansard, HC, 27/10/2010, vol.517, col. 314. Hon. Members: What?*

conservateurs crient « Ce ne sont que des mots ! ».

L'action d'amener le gouvernement ou l'opposition à rendre des comptes sur leurs actions ou leurs décisions politiques prend toute son importance et son efficacité en dehors du script des intervenants, cela se passe en « off », dans un méta discours pour ainsi dire, dans les réactions spontanées. Cela nous fournit d'ailleurs un autre critère pour évaluer le leadership du chef de groupe. En effet, il est possible d'entrevoir, lors de ces apartés, les compétences que possède le leader à gérer l'imprévu.

En termes de contrôle de l'action du gouvernement, d'autres outils sont utilisés tels que les *Select Committes* ou encore le *Liaison Committee* pendant lequel le Premier ministre répond aux questions des membres de ce comité. Cependant, il semble, comme le souligne le journaliste John Craig ainsi que certains députés, que l'absence des députés dans ces comités et lors des *PMQs* ne permet pas un réel contrôle de l'activité du gouvernement. Cela nous amène à nous demander ce que signifie un « vrai contrôle » dans le cadre des *PMQs*.

#### **2.2.4. Les MPs : la voix du peuple**

La position des *MPs*<sup>692</sup> au sein du Parlement est très complexe. Comme nous avons eu l'occasion de le préciser, l'existence politique de ces derniers dépend à la fois du parti qui décide de la sélection du candidat à la députation (et cela est d'autant plus vrai depuis l'intervention accrue du siège au détriment des sections locales<sup>693</sup>) mais également et principalement des votes des électeurs de sa circonscription. C'est dans cette mesure qu'il existe pour le député à la Chambre des communes une réelle confrontation des représentations. En effet, pendant les *PMQs*, le MP conservateur doit œuvrer afin de donner l'impression d'unité et de cohésion, signe d'un parti fort, et en même temps il/elle doit également cultiver publiquement son appartenance à une localité, sa circonscription dont les intérêts sont parfois contraires à ceux de certaines politiques adoptées par le gouvernement. On a assisté depuis quelques décennies à une normalisation des rébellions des députés conservateurs, ce qui signale l'indépendance croissante des députés (depuis les années 1990)<sup>694</sup> et une plus grande dépendance vis-à-vis de leurs électeurs<sup>695</sup>. Il s'agit d'un constat partagé par d'autres experts de la vie politique

---

<sup>692</sup> Pour une étude détaillée du rôle et des fonctions des *MPs* au Parlement, voir Emma Crewe, *The House of Commons: An Anthropology of MPs at Work*, *op.cit.*

<sup>693</sup> Agnès Alexandre-Collier, « De la prise de parole et la défection à l'expulsion : les rébellions conservatrices face à la turbulence du *Brexit* », *Politique européenne*, 2021, vol. 3, n°73, p. 32-57.

<sup>694</sup> Cowley, Philip (2017), « What makes a Tory Rebel – and what are the red lines on Brexit? », *LSE Blogs*, <<http://blogs.lse.ac.uk/brexit/2017/07/03/whatmakes-a-tory-mp-rebel-and-what-are-their-red-lines-on-brexit/>>.Relations, vol. 1 (1), p. 84-105.

<sup>695</sup> Agnès Alexandre-Collier, « De la prise de parole et la défection à l'expulsion : les rébellions conservatrices face à la turbulence du *Brexit* », *Politique européenne*, 2021, vol. 3, n°73, p. 32-57.

britannique qui ont observé que le pouvoir de l'exécutif et des *Whips* (chef de file du parti) sur les *backbenchers*<sup>696</sup> a diminué. Cette autonomisation des députés renforce la pertinence du rôle que ces derniers occupent dans un système de démocratie représentative tel que celui de Westminster ; c'est-à-dire faire entendre la voix de leurs mandants et défendre leurs intérêts<sup>697</sup>. Contrairement aux autres outils de contrôle du gouvernement (par exemple le *Liaison Committee*), les *PMQs* sont une plateforme où les députés ont la possibilité d'évoquer les doléances et les souhaits des électeurs de leur circonscription<sup>698</sup>. C'est dans ce sens que nous pouvons dire que le/la député(e) est la voix des hommes et des femmes qui l'ont élu(e). Même si les séances de *PMQs* sont devenues un duel entre le Premier ministre et le Leader de l'opposition, les députés jouent un rôle actif dans les débats. Ils peuvent poser des questions au Premier ministre mais cette possibilité est très limitée car peu d'entre eux sont sélectionnés. La plupart d'entre eux n'ont d'autre moyen que de faire entendre leur voix en la prenant de force. Cela est d'autant plus vrai pour le groupe au pouvoir qui ne peut, en théorie, pas poser de questions à l'opposition. Ils ont donc recours à d'autres moyens et notamment celui d'interrompre l'opposant. L'interruption, le bruit et le désordre se font l'écho des griefs, des désaccords des mandants. Cette façon d'interagir avec l'opposant est populaire par définition. Par populaire, nous entendons qu'il s'agit là d'un mode d'interaction discursif qui trouve son origine dans le peuple ou le public en général. Dans la Grèce antique, à Athènes, le *thorubos* (le bruit, voire le vacarme de la foule lors des débats politiques) était l'expression de la souveraineté du peuple (*dèmos*). Interrompre les hommes politiques en plein débat ou faire du bruit de façon intempestive représentait une participation active et reconnue du peuple dans la vie politique<sup>699</sup>. Cette pratique est toujours observable dans nos démocraties parlementaires modernes et particulièrement pendant les *PMQs*. L'agitation et le désordre provoqués par les députés sont l'expression populaire de la défiance, de l'indignation, et du mécontentement des personnes représentées par l'élu à la Chambre, en d'autres termes : le peuple. Par ce procédé de communication, on dénonce les discours préparés à l'avance, voire élitistes, qui se déploient de façon convenue à la Chambre. L'interruption est, sans conteste, un moyen plus direct, et non médiatisé (c'est-à-dire sans intermédiaire) de contrôler l'action du gouvernement au pouvoir ou

---

<sup>696</sup> Emma Crewe, *The House of Commons: An Anthropology of MPs at Work*, op. cit., p. 130-131.

<sup>697</sup> John Kane, Haig Patapan, Paul 't Hart (eds.), *Dispersed Democratic Leadership: Origins, Dynamics, and Implications: Origins, Dynamics, and Implications*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

<sup>698</sup> Peter Bull et Anita Fetzer, « "I quote and I am not making this up": The role of quotations in the adversarial discourse of PMQs », *Political Studies Association*, 2017.

URL: <https://www.psa.ac.uk/sites/default/files/conference/papers/2017/Text.pdf>

<sup>699</sup> Paula Cossart, Emmanuel Taïeb, « Spectacle politique et participation », *Sociétés et Représentation*, vo.1, n°31, 2011, p. 144-145.

celle de l'opposition<sup>700</sup> par l'effet de surprise et de spontanéité. C'est dans ce sens que la notion de « vrai contrôle » doit être comprise, c'est-à-dire faire entendre la voix, le bruit du peuple en utilisant un mode de communication instauré par les citoyens ordinaires qui interroge directement et spontanément la responsabilité des dirigeants. Cela ne pourrait pas se faire sans le principe fondamental de la démocratie médiatisée, faisant du député le corps et la voix de ses électeurs au niveau local. Interrompre le Leader de l'opposition ou un député de l'opposition signale comme nous l'avons expliqué une dissonance, un hiatus avec les intérêts des représentés conservateurs.

Le contrôle de la responsabilité des acteurs politiques est assumé à la fois par le Premier ministre et également par les *backbenchers* par leurs manifestations sonores et leurs interruptions. Non seulement ce partage met en évidence un leadership collectif au sein de la Chambre, mais également un leadership qui s'étend aux électeurs, ce que l'on peut appeler : un leadership dispersé.

On a un élargissement concentrique du leadership qui part du centre élitiste que représente le Premier ministre et les *frontbenchers* (le gouvernement) à une entité plus populaire représentée par les députés. Il s'agit d'un processus de dispersion du leadership vers une sorte de souveraineté populaire, et ceci est rendu possible par le droit dont disposent les membres du corps souverain, c'est-à-dire le peuple, et plus précisément les électeurs de contester et contrôler l'action des dirigeants<sup>701</sup>.

Ce mécanisme de dispersion du leadership s'illustre également avec d'autres types d'interruptions provenant de *backbenchers*. Lorsque qu'un député fait la promotion de sa circonscription en prenant soin de la mentionner et de l'associer à des actions positives ou encore en brandissant en pleine séance de *PMQs* un insigne comme un drapeau représentant ladite circonscription<sup>702</sup>, cela a pour effet d'accroître la visibilité de ce député à la fois auprès

---

<sup>700</sup> On a l'habitude de tenir pour acquis que seul le gouvernement doit répondre publiquement de ses décisions lors des *PMQs*. Cependant, l'opposition est bien souvent amenée, lors de ces séances, à exposer, voire expliquer leur position ou leurs décisions. L'opposition jouit d'un statut officiel, il s'agit de la « loyale opposition de Sa Majesté », le leader de l'opposition reçoit un salaire statutaire pour cette fonction, il forme avec de proches collaborateurs le Cabinet fantôme qui lui-même est imbriqué dans un gouvernement '*in waiting*', c'est-à-dire prêt à remplacer au débotté le gouvernement au pouvoir. Lors des débats le Leader de l'opposition et les *backbenchers* de l'opposition au détour de leurs questions au Premier ministre présentent leur politique, leurs projets qui rappelons-le bien pourraient être mis en œuvre à n'importe quel moment si le gouvernement venait à perdre une motion de confiance. Il s'agit bien d'une politique officielle sur laquelle il est légitime de demander des comptes, ce que font bien sûr, les députés conservateurs et le Premier ministre à travers des critiques ou parfois même des questions. Voir R. K. Alderman, *Alderman R. K., « The Leader of the Opposition and Prime Minister's Question Time », Parliamentary Affairs, vol. 45, n°1, 1992, p. 66-76.*

<sup>701</sup> Kane John, Patapan Haig, 't Hart Paul (eds.), *Dispersed Democratic Leadership: Origins, Dynamics, and Implications: Origins, Dynamics, and Implications*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

<sup>702</sup> Voir *Hansard, HC, 27/10/1992, vol. 212, col. 864.*

des électeurs de la circonscription concernée mais également du Premier ministre. Ce genre d'action a pour objectif d'augmenter la réputation du député, et du parti par ricochet, accroissant ainsi les chances du parti de conserver leur siège aux prochaines élections. C'est ainsi que le/la député(e) devient, de façon plus personnelle, un maillon essentiel entre les électeurs de ladite circonscription et le parti. Le parti et le gouvernement ne sont pas les seuls décideurs, les seuls meneurs, mais leur action dépend également de la décision des électeurs (qui seront sensibles aux actions de leurs représentants).

## 2.3. Les rébellions

### 2.3.1. Lien entre leadership et actes de rébellion

A l'instar des *FTA*, on observe une graduation dans l'action de s'opposer au leader du groupe. Non seulement les *MPs* peuvent nuire au leadership du Premier ministre par le silence (l'inaction) mais ils peuvent également le remettre en cause, voire le menacer par l'attaque verbale. Ce genre d'attaques à l'endroit du leader du groupe (ici, le Premier ministre) est un acte de rébellion dans le sens d'une « posture de rébellion ».

La rébellion dans ce cas précisément est en effet à différencier du sens qu'il lui est généralement attribuée dans le contexte de la Chambre des communes. Ainsi, on qualifie généralement de rebelles les députés qui refusent de suivre les consignes de vote du gouvernement. En termes anthropologiques, la rébellion s'entend davantage comme une remise en question de l'autorité du chef par des actes de rébellion (désaveu du Premier ministre, contestation, désapprobation). Max Gluckman précise la différence qu'il existe entre révolution et rébellion. La rébellion, selon lui, est une forme de contestation du pouvoir qui entraîne le remplacement des personnes qui occupent les postes d'autorité, sans que le système de domination ne change de nature<sup>703</sup>. Dans notre cas, il s'agit de contester le pouvoir du leader, du Premier ministre, avec l'objectif, ou du moins l'idée de le/la remplacer sans remettre en cause la fonction institutionnelle de leader ou de Premier ministre.

Il est possible de catégoriser les différents actes de rébellion provenant des *backbenchers*, (observables à l'écran ou en présentiel). Le plus bénin est celui qui consiste, pour un député, à s'asseoir loin derrière le Premier ministre et à le forcer à se retourner pour lui répondre tout en lui faisant face. Plus préjudiciable : le silence et l'inaction, c'est à dire le refus de participer à l'attaque collective du camp opposé ou de soutenir bruyamment le Premier ministre par des

---

<sup>703</sup> Riccardo Ciavovella et Eric Wittersheim, *Introduction à l'anthropologie du politique*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur Université, 2016, p. 58.

huées. Ne pas venir et laisser vides, ou à moitié vides, les bancs derrière le chef, ou pire encore, s'asseoir sur les bancs de l'opposition compte parmi les affronts les plus graves que les députés peuvent faire subir au leader. Et enfin, l'acte de rébellion le plus courant et certainement le plus dommageable se présente sous la forme de l'attaque verbale personnelle. C'est cette dernière catégorie que nous utiliserons principalement pour le recensement des actes de rébellions concernant les *MPs*.

Les enjeux de tels actes sont très élevés. Rappelons que les séances de *PMQs* sont un moment crucial où il est essentiel pour le parti parlementaire conservateur d'afficher un front uni, de projeter une image d'unité sans faille. Richard Rose précise que les désaccords au sein du gouvernement et du Cabinet sont institutionnalisés et courants mais « ce qui est important c'est l'apparence de responsabilité collective »<sup>704</sup> (qui, d'ailleurs, est une convention constitutionnelle). Alors, quand des voix discordantes ou des commentaires désobligeants provenant des *backbenchers* conservateurs adressés au leader se font entendre lors de ces séances de *PMQs*, l'effet est aussi marquant que destructeur. Le message est celui d'une remise en cause du leadership du groupe et l'image est celle de conflits internes et de divisions au sein du parti. De tels actes sont lourds de conséquences, les députés affaiblissent la position de leur parti au pouvoir. Des attaques contre le chef qui appellent explicitement à la démission de ce(tte) dernier(e) (voir plus bas) peuvent coûter très cher pour reprendre les termes de Thomas Quinn<sup>705</sup>. Ces actes ne peuvent pas être réalisés à la légère, ils sont le résultat de décisions réfléchies dépendantes de situations plus favorables au parti qu'au leader. En effet, l'utilisation de *FTA* à l'endroit du leader est une remise en cause du leadership de ce dernier. À double titre car l'attaque verbale, nous avons eu l'occasion de l'expliquer, est l'outil lié aux qualités essentielles requises pour devenir et rester le chef, notamment celles liées aux compétences martiales de ce dernier. L'attaque est devenue l'instrument de pouvoir du chef par excellence : il en a l'apanage et le privilège tout en entier. L'utilisation de cet instrument par un ou des membres du groupe autre que le chef lui-même s'interprète donc comme une tentative de s'approprier le leadership du groupe. Il s'agit d'un moyen pour les membres du groupe qui convoitent la fonction de leader de démontrer leur compétence en matière d'offensive, qualité

---

<sup>704</sup> Richard Rose, « British Government: The Job at the Top » dans Richard Rose and Ezra N. Suleiman (eds.), *Presidents and prime ministers*, Washington, D.C., American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980.

<sup>705</sup> «La remise en cause du leader peut coûter cher en termes de décision (les priorités seront réévaluées au détriment des tâches essentielles inhérentes à l'action de gouverner), de financement (la procédure de sélection est onéreuse, et de divisions du parti (les candidats vont se critiquer)», Thomas Quinn, « Electing and Ejecting Party Leaders », dans Thomas Quinn, *Electing and Ejecting Party Leaders in Britain*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012.



qui leur permettra d'asseoir leur légitimité en tant qu'aspirant leader<sup>706</sup>. Par ailleurs, ces attaques par les députés ne sont pas dirigées contre l'opposant mais contre leur propre leader, ce qui ne laisse plus du tout de doute quant à leur intention. Le leadership bascule du côté des *MPs* au détriment de celui du Premier ministre. Les groupes dissidents menacent de prendre le monopole des attaques ; en d'autres termes, ils signifient par cet acte de rébellion leur souhait de se débarrasser du leader actuel. Ce genre d'épisodes rappelle la nature transactionnelle du leadership qu'il est possible d'observer dans les sociétés primitives organisées autour du *Big Man*. En effet, ce dernier doit continuellement entretenir le soutien des autres membres du groupe. S'il échoue, parce qu'il ne parvient pas à remplir la part du contrat (c'est-à-dire unifier le groupe, le défendre et le faire triompher), il sera remplacé très rapidement et le soutien du reste du groupe sera accordé à un autre *Big Man*<sup>707</sup>.

Dans un groupe politique moderne tel que le parti conservateur, le maintien du Premier ministre dans sa fonction dépend du succès électoral mais aussi de sa capacité à conserver la confiance et le soutien de son parti<sup>708</sup>. Les rébellions lors des séances de *PMQs* illustrent assez justement ces mécanismes de migration du leadership au sein du groupe.

Entre 1991 et 1997 le nombre d'attaques provenant des *backbenchers* conservateurs contre leur leader, John Major, s'élevait à huit au total. Ce nombre était de 26 sous Cameron et de 31 sous Theresa May. On observe une augmentation prodigieuse du nombre d'attaques verbales dirigées à l'encontre du leader entre John Major et Theresa May, trois fois plus d'attaques en trois mandats. Les *backbenchers* s'autorisent davantage à entrer en conflit avec le leader du groupe lors des *PMQs*. Pire encore, certains députés demandent ouvertement la démission de Theresa May à plusieurs reprises en 2019<sup>709</sup>, ce qui représente l'acte de rébellion ultime. Non seulement le nombre de ce genre d'attaques a augmenté, mais le degré de défiance et d'agressivité a également augmenté par rapport aux années 1990. La nécessité d'afficher un front uni et de donner l'impression d'unité et de solidarité pendant ces séances très médiatisées semble s'être émoussée au fil des années. Selon la théorie du *statecraft*<sup>710</sup> de Jim Bulpitt, le quatrième critère pour évaluer les qualités d'un leadership efficace repose sur « le besoin pour le leader de gérer son parti au Parlement afin d'éviter des divisions intra partisanes ou des

---

<sup>706</sup> Donald, V. Kurtz, *Political Anthropology: power and paradigms*, Nashville, Westview Press, 2001.

<sup>707</sup> *Ibid.*

<sup>708</sup> Paul Strangio, Paul 'T Hart and James Walter (eds.), *Understanding Prime-Ministerial Performance*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

<sup>709</sup> *Hansard, HC*, 08/05/2019, vol. 659, col. 553. Andrea Jenkyns: *We have lost 1,300 hard-working councillors, and sadly the public no longer trust her to run the Brexit negotiations. Is it not time to step aside and let someone new lead our party, our country and the negotiations?*

<sup>710</sup> L'art, la capacité de gouverner

rivalités »<sup>711</sup>, ce qui n'est pas toujours le cas lorsque les rébellions sont violentes et répétées comme cela a été le cas entre 2010 et 2019. Est-ce que cela signifie que David Cameron et Theresa May sont moins efficaces lorsqu'il s'agit de cette compétence à unifier le groupe, ou est-ce que ces rébellions sont davantage liées à l'évolution de la nature du groupe et des relations entre le Premier ministre et les députés, ou plus simplement à des facteurs structurels

### 2.3.2. Les facteurs expliquant les actes de rébellion

L'équilibre dans les relations de pouvoir entre le leader conservateur et les *MPs* conservateurs a beaucoup changé entre 1990 et aujourd'hui. Sous John Major, le Premier ministre pouvait menacer les députés récalcitrants de convoquer des élections générales lorsque ces derniers se rebellaient en refusant de voter selon les consignes du gouvernement. On se rappelle sa démission le 22 juin 1995 où ils appellent les rebelles au sein du parti à agir ou à se taire<sup>712</sup>. Cependant, les députés pouvaient encore faire entendre leur voix sans être menacés d'expulsion. Les menaces de désélection des députés rebelles par le parti restaient en effet inefficaces car les sections locales jouissaient alors d'une forte autonomie vis-à-vis du siège du parti<sup>713</sup>.

À partir de 1998, des réformes ont contribué à modifier l'équilibre des forces au profit du leader dans la mesure où l'élection de ce dernier a été ouverte aux adhérents du parti (après une sélection de deux candidats par les députés), ce qui a eu pour effet de mettre le leader davantage en relation avec la base et moins avec les députés. De plus, cette réforme s'est accompagnée d'une réforme du mode de sélection des candidats aux législatives accordant une intervention accrue du siège du parti au détriment des sections locales (la section fournit une liste de postulants qui doit être approuvée par le siège)<sup>714</sup>. Pour rétablir quelque peu l'équilibre dans les rapports de forces entre le Premier ministre et *MPs*, l'adoption du *Fixed-term Parliaments Act* 2011<sup>715</sup> n'autorise plus le Premier ministre à convoquer de façon unilatérale des élections à n'importe quel moment de son mandat, rendant beaucoup plus difficile la menace de faire taire les députés rebelles par une élection anticipée (voir plus haut). Notons que le Premier ministre peut, malgré tout, par d'autres moyens, convoquer une élection anticipée<sup>716</sup>, ce que Theresa

---

<sup>711</sup> Jim Bulpitt, « The Discipline of the New Democracy: Mrs Thatcher's Domestic Statecraft », *Political Studies*, vol. 14, n° 1, 1986, p. 19-39.

<sup>712</sup> « *Time to put up or shut up* », discours de démission dans les jardins du 10 *Downing Street*

<sup>713</sup> Voir Agnès Alexandre-Collier, « De la prise de parole et la défection à l'expulsion », art. cit., p. 50.

<sup>714</sup> Voir Agnès Alexandre-Collier et Emmanuelle Avril, *Les Partis Politiques en Grande-Bretagne*, Paris, Armand Colin, 2013, p.61-62.

<sup>715</sup> Abrogé le 24 mars 2022 par le *Dissolution and Calling of Parliament Act* 2022.

<sup>716</sup> Theresa May provoquera des élections anticipées (prévues en 2020 par le *Fixed-term Parliaments Act* 2011) en s'en remettant pour cela à l'approbation des deux tiers des membres de la Chambres des communes. Quant

May et Boris Johnson ont fait, le concours des députés reste toutefois nécessaire.

De nombreux auteurs s'accordent à dire que les mandats de John Major sont caractérisés par une crise du leadership<sup>717</sup>. La défaite des Conservateurs en 1997 serait due en grande partie aux rébellions ouvertes ainsi qu'aux divisions au sein du parti, et les changements apportés aux différentes règles procédurales à l'intérieur du parti après 1997 avaient pour but avoué de réduire la possibilité qu'avaient les députés de se rebeller<sup>718</sup>. Si le nombre d'actes de rébellion enregistrés pour les députés sous John Major (8 au total pour les sept ans) est relativement bas pendant les *PMQs*, ce même nombre devrait, en toute logique, être encore plus bas concernant les mandats de David Cameron et de Theresa May qui ont connu des crises similaires mais dotés de davantage de dispositifs (institutionnels) pour éviter les rébellions. Cependant, David Cameron connaît un nombre très conséquent de rébellions (votes dissidents) pendant son mandat, selon *The Guardian*, il s'agit du Parlement (sous Cameron) le plus rebelle depuis 1945<sup>719</sup>. Contrairement à John Major, le nombre d'actes de rébellion enregistrés pendant les *PMQs* s'élève à 26, soit une augmentation de 2/3 et le constat est le même pour Theresa May. Pour résumer, les changements structurels au sein du parti concernant les différentes procédures, qui avaient pour vocation de modifier l'équilibre des forces entre le Premier ministre et les *MPs*, ne représentent pas une explication satisfaisante pour justifier les variations dans le nombre d'actes de rébellion au cours des trois mandats à l'étude. Si les rébellions sont moins visibles pendant les *PMQs* sous John Major et plus visibles sous David Cameron et Theresa May sans que les facteurs structurels liés à l'organisation du groupe ne jouent de rôle significatif, est-ce à dire que John Major possède de meilleures qualités que ces deux successeurs conservateurs dans le maintien de l'ordre et de l'unité du groupe parlementaire pendant les séances de questions au gouvernement ? Ou bien, est-ce qu'un tel constat signifie que les dispositifs dont jouissait John Major étaient davantage coercitifs et dissuasifs que ceux mis à la disposition de D. Cameron et T. May ? Cet état de fait pourrait également être justifié par des différences d'ordre conjoncturel comme une coalition par exemple, qui causerait davantage de rébellions<sup>720</sup>. On pense à la frustration de certains députés conservateurs en 2010

---

à Boris Johnson, pour contourner le *Fixed-term Parliaments Act 2011*), il fera voter une loi *The Early Parliamentary General Election Act 2019* qui rendit possible la tenue d'une élection générale le 12 décembre 2019.

<sup>717</sup> Michael Foley, *The British Presidency*, Manchester, Manchester University, Macmillan, 2000, p.150.

<sup>718</sup> Agnès Alexandre-Collier et Emmanuelle Avril, *Les Partis Politiques en Grande-Bretagne*, op. cit., 2013, p. 47-48.

<sup>719</sup> *David Cameron on course to lead most rebellious parliament since 1945*, Caroline Davies, *The Guardian*, 14 mai 2013.

<sup>720</sup> Hayton Richard, « Conservative Party Statecraft and the Politics of Coalition », *Parliamentary Affairs*, vol. 67, n°1, 2014, p. 6-24.

qui ont dû renoncer à des postes ministériels au profit de députés du *Lib Dem*<sup>721</sup>. L'explication qui consisterait à justifier le nombre peu élevé de rébellions pendant les *PMQs* par les « qualités exceptionnelles »<sup>722</sup> du leader, celles qui participent d'une autorité naturelle et charismatique, semble intéressante. Cela impliquerait que le leadership dans ce cas-là dépend de la relation entre le leader et le groupe. Qu'il s'agisse d'une relation fondée sur un échange intangible (relations morales), ou sur une relation plutôt contractuelle, la question de la nature et de l'esprit du groupe se pose.

Pendant les années Major, le groupe, bien que très divisé, faisait bonne figure lors des *PMQs*. Il semble que les députés à cette époque, s'obligeaient à présenter au public un front uni au nom de l'unité du groupe, du parti. On parle ici d'une vision plutôt holiste du groupe, fondée sur le statut, la réciprocité et sur l'obligation morale. L'ordre et l'équilibre sont des priorités pour le groupe qui se pense comme un corps biologique<sup>723</sup> où la collaboration des différents segments sociaux, et dans notre cas, des différentes factions s'interprète comme une contribution à l'intégrité du « tout »<sup>724</sup>. Les relations entre les membres sont à interpréter par le prisme des liens collectifs. Entre 1991 et 1997, les membres du parti parlementaire conservateur contribuent à l'équilibre du groupe en assumant certaines fonctions du leadership que le leader leur concédait. Le leadership était plus fluide entre les membres du groupe. Puis, on assiste au passage de ce groupe à tendance holiste vers un parti reposant davantage sur un fonctionnement individualiste fondé cette fois-ci sur l'individu et le contrat.

Selon Thomas Poguntke et Paul Webb, les rébellions sont le résultat d'une prise d'autonomie croissante à la fois du leader et du parti<sup>725</sup>. Puisque que le leader est plus indépendant vis-à-vis du parti, le parti parlementaire à tendance à se sentir lui aussi plus indépendant et plus enclin à se rebeller<sup>726</sup>. Nous avons observé ce phénomène d'autonomisation du Premier ministre au fil des années pendant les *PMQs*. En effet, le leadership du Premier ministre s'est retrouvé renforcé par l'appropriation quasi-totale des *FTA* par ce dernier ainsi que par le renforcement de son exposition sur la scène publique dû, entre autres, aux changements de format et d'horaire des séances ainsi qu'à l'allongement du temps de parole du Premier ministre au détriment des

---

<sup>721</sup> Thomas Poguntke et Paul Webb, *Party Leadership in the Age of Presidentialization: Lessons from Germany and Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 20.

<sup>722</sup> Weber Max, *On Charisma and Institution Building (selected papers)*, Chicago, University of Chicago Press, 1968, p. 48.

<sup>723</sup> Radcliffe-Brown, A.R., "Preface", dans Evans-Pritchard E. E. & Fortes M., *African Political Systems*, *op.cit.* p. XXIII

<sup>724</sup> Ted C. Lewellen, *Political Anthropology: An Introduction*, Massachussets, Bergin and Garvey, 1983.

<sup>725</sup> Thomas Poguntke et Paul Webb, *Party Leadership in the Age of Presidentialization: Lessons from Germany and Britain*, *op. cit.*, p. 21.

<sup>726</sup> *Ibid.* p 4.

*backbenchers*. Cela correspond, en effet, à la théorie de la présidentialisation élaborée par Thomas Poguntke selon laquelle le leadership et l'autorité du Premier ministre oscilleraient sur un axe entre « partification » (c'est-à-dire un mode de gouvernance par le parti)<sup>727</sup> et « présidentialisation » (selon le degré de visibilité personnelle, d'autonomie et de ressources que ce dernier possède)<sup>728</sup>. Le facteur qui limite l'interprétation du leadership du Premier ministre par le prisme de la présidentialisation est l'autonomisation concomitante des *backbenchers*. Que ce soit pour des raisons endogènes liées à la diminution d'adhérents au parti ou à son financement, ou pour des raisons impliquant les sections locales qui ne veulent pas que leurs députés soient trop dépendants du gouvernement, ou alors, pour des raisons exogènes comme l'influence des médias et des sondages en continu sur les réseaux sociaux qui attaquent le gouvernement et encouragent les *backbenchers* à être plus indépendants, ou encore, pour des raisons liées au respect de moins en moins fort envers les institutions en générale<sup>729</sup>, les *backbenchers* sont devenus plus indépendants de l'exécutif et donc plus prompts à s'opposer frontalement au leader. Cette prise de distance par rapport à l'exécutif représente une contrainte significative concernant les marges de manœuvre du Premier ministre. Par ailleurs, en référence à une partie antérieure dans cette étude, il est possible de justifier les rébellions des *MPs* par l'effet de personnification du pouvoir<sup>730</sup>. Que le leader devienne la figure du parti sépare nettement l'homme de la fonction, ce qui permet aux députés d'attaquer la personne et non la fonction. Qu'il soit prédominant ou sur un continuum entre « présidentialisation » et « partification », le Premier ministre n'en demeure pas moins dépendant du parti parlementaire présent aux *PMQs* qui peut se retourner contre lui lorsqu'il s'est trop autonomisé<sup>731</sup>. Un type d'acte de rébellion ou plus précisément d'un signal de désaveu du Premier ministre, nous paraît très pertinent pour illustrer les limites de l'individualisation du Premier ministre. Lors de la séance de *PMQs* du 17 novembre *PMQs*, et en pleine tempête médiatique contre le parti conservateur et plus particulièrement contre Boris Johnson, un grand nombre de députés, pour faire acte de rébellion, ne sont pas venus s'asseoir sur les bancs derrière leur leader (le privant de l'effet de tribalisme et de soutien ostensible). Le jour même, le journal écossais, *The*

---

<sup>727</sup> Thomas Poguntke et Paul Webb, « The Presidentialization of Politics in Democratic Societies: A Framework for Analysis » dans Poguntke Thomas, Webb Paul (eds.), *The Presidentialisation of Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 9.

<sup>728</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>729</sup> Emma Crewe, *The House of Commons: An Anthropology of MPs at Work*, London, Bloomsbury, 2015, p. 130-131.

<sup>730</sup> Maurice Duverger, *Sociologie de la politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1973, p. 186.

<sup>731</sup> Parliamentary parties and cabinets can under certain circumstances strike back at individual leaders and even knock them clean off their elevated political perch", Thomas Poguntke et Paul Webb, *Party Leadership in the Age of Presidentialization: Lessons from Germany and Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 17.

*National*, annonce que « la rébellion Tory a commencé : les députés laissent vides les bancs derrière Boris Johnson »<sup>732</sup>. En décidant de ne remplir que partiellement les bancs derrière B. Johnson, les députés envoient publiquement un message de désolidarisation envers ce dernier tout en matérialisant (presque symboliquement) l'isolement du Premier ministre dans sa fonction, situation, qui nous le savons, met son avenir de leader en péril. Le pouvoir des *MPs* s'illustre, ici, par leur absence ; leur présence est une condition au bon fonctionnement du groupe et au leadership du Premier ministre.

Même si un retour à un esprit plus collectif dans le sens holiste n'est pas certain, une trop grande individualisation des membres du groupe ne permet pas à ce dernier de fonctionner de façon pleinement satisfaisante.

### **2.3.3. L'Union européenne : la pomme de discorde**

En considérant plus en détail les caractéristiques des attaques provenant des *backbenchers* conservateurs contre le Premier ministre, il apparaît très nettement que ces attaques sont relatives, en très grande partie, à des désaccords liés à l'Union européenne. Ces attaques proviennent d'une faction eurosceptique au sein du parti conservateur qui n'est pas déterminée structurellement (contrairement aux partis de l'opposition, par exemple) mais dont les acteurs agissent selon des stratégies personnelles pour répondre à un besoin idéologique (euroscepticisme idéologique) ou pragmatique (euroscepticisme stratégique<sup>733</sup>). Concernant l'analyse de ces *FTA* en lien avec l'Europe (et dirigées contre le leader), nous ferons deux observations. Tout d'abord, il est à noter que leur nombre augmente de façon considérable au cours des trois mandats à l'étude. En effet, entre 1991 et 1997, ce nombre est de 6 (sur un total de 8 attaques), il s'élève à 15 (pour un total de 26 attaques) entre 2010 et 2016 et enfin, il atteint 26 (pour un total de 31 attaques) entre 2016 et 2019, soit une augmentation de 4 fois et demie par rapport aux années 1990. Cela pourrait laisser penser que l'Europe est le seul sujet déclencheur de telles rébellions et qu'il s'agit d'un phénomène à dissocier de celui qui concerne plus largement l'attitude jugée plus frondeuse des *MPs* au fil du temps (voir partie précédente). Cette remarque se trouve invalidée par le nombre significatif de critiques ouvertes et plus ou moins violentes (6 en tout entre 2011 et 2013) adressées au Premier ministre concernant son

---

<sup>732</sup> *Tory 'rebellion has started' with empty seats behind Boris Johnson*, Xander Richards, *The National*, 17 novembre 2021. URL: <https://www.thenational.scot/news/19723097.PMQs-tory-rebellion-started-empty-seats-behind-boris-johnson/>

<sup>733</sup> Paul Taggart et Aleks Szczerbiak font la distinction entre les motivations « idéologiques-programmatiques » et « stratégiques-tactiques » de l'euroscepticisme partisan. Voir *Szczerbiak Aleks et Taggart Paul, Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism, vol. 2, Londres, Oxford University Press, 2008.*

attitude et sa position vis-à-vis de la coalition avec les Libéraux-démocrates.

La seconde observation concernant les *FTA*, qui ont pour cible l'Union européenne et adressées au Premier ministre, met en exergue l'intensité croissante dans l'agressivité de ces attaques au fil des mandats. Sous Major les *FTA* sont peu agressives, il s'agit principalement pour les députés d'obtenir des garanties de la part du Premier ministre en attaquant la face négative de ce dernier. Par exemple, lorsque M. Marlow demande à John Major « si une monnaie européenne unique est pratique d'un point de vue commercial, ou si cela signifie [...] (la création) d'un seul État européen ». Puis de rajouter, « et si cela est le cas, est-ce que mon Honorable ami pourrait dire à la Chambre qu'il est déterminé à ne pas présenter ce choix au peuple britannique ? Cela serait un plaisir simple pour beaucoup de gens simples s'il pouvait l'affirmer »<sup>734</sup>. Ou encore une députée conservatrice (Teresa Gorman) demandant un vote libre à l'occasion de la troisième lecture du traité de Maastricht signifiant ainsi son intention de voter contre le gouvernement<sup>735</sup>. Sous David Cameron, les attaques deviennent personnelles, par exemple, lorsque Richard Drax demande au Premier ministre « d'arrêter de dénigrer notre grand pays, car cela est un signe, s'il en fallait un, qu'il est en train de perdre la bataille »<sup>736</sup> ou lorsque Jacob Rees-Mogg insinue que le Premier ministre a menti sur les chiffres de l'immigration<sup>737</sup>. Alors que la campagne pour le référendum bat son plein dans les deux camps (*remain* et *leave*), Peter Bone soulève la question de la démission de David Cameron dans le cas où le vote *Leave* l'emporterait<sup>738</sup>. Et enfin, les attaques deviennent encore plus violentes à l'encontre de Theresa May, certains députés appellent à sa démission. On se rappelle les mots durs d'Andrea Jenkyns,

---

<sup>734</sup> Hansard, HC, 14/07/1994, vol. 246, col. 1163. Mr. Marlow: *Is a single European currency a commercial convenience, or does it mean single European interest rates, a single European economy, harmonised and high levels of European taxation and, effectively, a single European state? And, if it is the latter, could my right hon. Friend tell the House that he is most unlikely ever to put it before the British people? It would give a great deal of simple pleasure to a lot of simple people if he could say so.*

<sup>735</sup> Hansard, HC, 25/06/1992 vol. 210, col. 381. Mrs. Gorman: *May I recommend the attitude of one of his predecessors, my right hon. Friend the Member for Old Bexley and Sidcup (Sir E. Heath), who allowed a free vote of the House in similar circumstances when he was piloting the European Communities legislation through the House? Does my right hon. Friend not agree that that would be an excellent way to test the water before we come to voting on the Maastricht Bill?*

<sup>736</sup> Hansard, HC, 08/06/16, vol. 611, col. 1184. Richard Drax: *The Prime Minister has repeatedly stated that he secured changes to reform the EU. Will he now confirm that, on 23 June, the voters are not guaranteed any treaty change in EU law as no treaty change was achieved despite a promise to deliver one, and that an international agreement cannot change EU law? Finally, will he stop denigrating our great country, because it is a sign, if any were needed, that he is losing the argument?*

<sup>737</sup> Hansard, HC, 13/04/2016, vol. 608, col. 352. Mr Jacob Rees-Mogg: *Over 200,000 economic migrants came from the European Union in the period for which we have figures. Yet the propaganda sheet sent out to the British people claims that we maintain control of our borders. Have we withdrawn from the free movement of people, or is that sheet simply untrue?*

<sup>738</sup> Hansard, HC, 08/06/2016, vol. 611, col. 1189. Peter Bone [...] *Given what he has just said, will he confirm that if the country votes to leave, he will be able to stay on as Prime Minister and negotiate the exit?*

en mai 2019, accusant Theresa May, lors d'une séance de *PMQs*, d'avoir échoué et lui demandant « s'il n'est pas l'heure de démissionner et de laisser quelqu'un d'autre, de nouveau, diriger notre parti, notre pays et de conduire les négociations »<sup>739</sup>. Peter Bone, quant à lui, utilise la deuxième personne du pluriel (au lieu de la 3<sup>ème</sup> personne ou bien la tournure « Mon Honorable amie ») pour s'adresser directement à Theresa May et l'attaquer de façon encore plus rapprochée en effaçant la distance de protection qu'offrent les tournures impersonnelles et indirectes. L'augmentation du nombre des attaques dirigées contre le leader conservateur au sujet de sa position sur les sujets européens reflète l'évolution du nombre des *FTA* contre le Premier ministre. Cependant, la différence réside dans l'aggravation du caractère agressif des *FTA* au cours des trois mandats lorsque celles-ci concernent l'Union européenne. Nous avons remarqué en effet une augmentation des actes de rébellions (pendant les *PMQs*) sans que ceux-ci soient plus violents au fil des années sauf lorsqu'ils ont trait à la question de l'intégration au sein de l'UE, voire de sa sortie. Nous avançons l'affirmation selon laquelle la virulence des attaques augmente à mesure que l'euroscpticisme des députés se durcit (voir détails plus bas).

Contrairement aux rites de rébellion ou d'inversion, caractérisés par des affrontements dans lesquels la violence est ritualisée et réduite à une fonction symbolique et cathartique, ces rébellions au sein du groupe sont bien réelles. Elles surviennent brusquement dans le rituel des *PMQs* et plus précisément dans le rituel des attaques et des insultes et détruisent la magie quasi-incantatoire de ces rituels ainsi que leur puissance unificatrice en faisant surgir la réalité d'un conflit interne. Ces conflits ne détruisent pas le groupe, ne le font pas disparaître mais ils le font évoluer. Selon Éric Wittersheim et Ricardo Ciavolella, le conflit ne sert pas à reconstituer un ordre : il est au cœur du changement social<sup>740</sup>. Ces conflits créent une dynamique (dans le sens anthropologique de Georges Balandier) dans la construction de l'identité du groupe conservateur. On s'aperçoit que le parti conservateur se révèle plus euroscptique à chaque élection<sup>741</sup>. Ce processus d'« euroscpticisation » du parti s'accompagne d'un isolement du leader. Plus la frange euroscptique du parti adopte une ligne radicale, plus le leader se retrouve

---

<sup>739</sup> Hansard, HC, 08/05/2019, vol. 659, col. 553. Andrea Jenkyns: *My right hon. Friend the Prime Minister has tried her best. Nobody could fault or doubt her commitment and sense of duty, but she has failed. She has failed to deliver on her promises. We have lost 1,300 hard-working councillors, and sadly the public no longer trust her to run the Brexit negotiations. Is it not time to step aside and let someone new lead our party, our country and the negotiations?*

<sup>740</sup> Riccardo Ciavovella et Eric Wittersheim, *Introduction à l'anthropologie du politique*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur Université, 2016, p. 162.

<sup>741</sup> Agnès Alexandre-Collier, Alexandre-Collier Agnès, « Le Nouveau visage de l'euroscpticisme conservateur à la Chambre des communes », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 22, n°2.



isolé.

Commençons par John Major. Malgré un groupe plutôt actif (*l'ERG*), parmi lequel John Major identifiera quelques « salauds » (*bastards*), et qui le poussera même à avouer qu'« il est un gouvernement de coalition à lui tout seul »<sup>742</sup>, peu de rébellions et encore moins de rébellions violentes sont recensées lors des *PMQs* au cours du mandat de ce Premier ministre. Il s'agissait alors, au vu de l'évolution de ce sentiment, d'un euroscepticisme modéré (il n'était pas alors question de sortie de l'Union européenne mais plutôt de modalités d'intégration ou de davantage, ou non, d'intégration). Puis, treize ans plus tard, David Cameron, après avoir autorisé un référendum sur le maintien ou non du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, s'est lancé dans une campagne pour le vote « *Remain* », c'est-à-dire le maintien du royaume dans l'UE. Deux camps s'affrontent alors, les *Remainers* et les *Leavers* (les partisans d'une sortie de l'UE). À cette occasion, le clivage, pendant les *PMQs*, n'est plus vraiment entre les deux partis majoritaires, les Conservateurs contre les Travaillistes mais entre les *Remainers* et les *Leavers*. Les *backbenchers* conservateurs opposent « *le camp du Remain à Downing Street* »<sup>743</sup> aux « *partisans du Leave* »<sup>744</sup>. D. Cameron se fait attaquer, comme nous l'avons dit, par sa frange eurosceptique en faveur d'une sortie de l'UE, ainsi que par les députés de l'opposition. En juin, David Cameron dont la survie politique dépend du vote *Remain* ira jusqu'à s'allier publiquement aux Travaillistes à la tribune des *PMQs* et tirer à boulet rouge sur une partie de son groupe. Lors de la *PMQs* du 08 juin 2016, il se félicite de l'entente qu'il a avec le parti travailliste sur la campagne en faveur du maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE :

D. Cameron : Sur ce point, (non seulement) l'Honorable Leader de l'opposition et moi-même sommes d'accord [...]. Il s'agit d'une situation où les entreprises, petites et grandes et les syndicats sont du même côté. Je pense que nous devons célébrer cela et faire campagne du mieux que l'on peut<sup>745</sup>.

---

<sup>742</sup> John Major dans une conversation avec le Chancelier Helmut Kohl lors du sommet du G7 en juin 1995 a été surpris en train de dire "*I'm a coalition government on my own*".

<sup>743</sup> *Hansard, HC, 15/06/16, vol. 611, col. 1758. Jack Lopresti: despite the panic-driven negativity from the remain camp in Downing Street; 08/06/16, vol. 611, col. 1191. Mr John Baron: Will the Prime Minister address an issue that the remain camp has so far fudged?*

<sup>744</sup> *Hansard, HC, 08/06/16, vol. 611, col. 1189. Peter Bone: [...] I say to the Prime Minister that a group of global-looking leave campaigners will be descending on Witney at lunch time this Sunday? I will be there.*

<sup>745</sup> *Hansard, HC, 08/06/2016, vol. 611, col.1183. D. Cameron: On this issue, not only do the right hon. Gentleman and I agree [...] This is one occasion when business, large and small, and the trade unions are on the same side. I think that we should celebrate that and get out and campaign as hard as we can.)*

Il accuse également Michael Gove et Priti Patel (nominativement) d'être des ministres qui « font campagne pour l'autre camp »<sup>746</sup> (celui des *Leavers*). En terme anthropologique, David Cameron pactise avec l'ennemi et trahit son groupe. Généralement, le chef de la tribu fait alliance avec un groupe ennemi pour s'opposer à un troisième groupe plus dangereux. Dans ce cas, David Cameron s'allie bien à un groupe ennemi, les Travailleurs, pas dans le but de combattre un tiers, extérieur au clan, mais afin d'affronter une frange de son propre parti.

Concernant Theresa May, le clivage au sein du parti est alors entre les partisans modérés du *Brexit* (*soft Brexiteers*), voire les *Remainers*, et les partisans radicaux du *Brexit* (*hard Brexiteers*), ceux qui pensent que l'accord négocié par Theresa May « signifie rester dans l'UE »<sup>747</sup> ou « a l'odeur du *Remain* »<sup>748</sup>. Puis, au sein du groupe parlementaire conservateur, les *Brexiteers* se divisent en deux groupes : les partisans d'une sortie de l'Union européenne seulement si un accord est voté à la Chambre des communes et les partisans d'une sortie sans accord. Theresa May doit faire face à l'opposition, aux *Brexiteers* radicaux et également aux modérés, ceux qu'Agnès Alexandre-Collier appellent les « Brexisceptiques »<sup>749</sup>. Theresa May s'isole de plus en plus à la Chambre des communes en grande partie à cause de son refus de travailler sur une base transpartisane<sup>750</sup>. Au début de la séance du 20 février 2019, après avoir démissionné et créé *The Independent Group*, trois députés conservateurs<sup>751</sup> *Remainers* s'installent ostensiblement dans les rangs de l'opposition signifiant l'impossible adhésion des *Remainers* aux différents accords de Theresa May et le refus d'un no-deal (une sortie sans accord). Anna Soubry, demande à Theresa May de « laisser cette Chambre considérer par un vote indicatif toutes les options qui existent, en dehors de son accord »<sup>752</sup>. Par ailleurs, la frange radicale du groupe parlementaire accuse Theresa May d'être déloyale en voulant éviter une

---

<sup>746</sup> Hansard, HC, vol.611, col. 1182-83. D. Cameron: [...] but of course there are Ministers in the Government who, in a personal capacity, are campaigning on another side of the argument. I do not agree with them—I do not agree with what my right hon. Friend the Member for Surrey Heath (Michael Gove) said and I do not agree with what my right hon. Friend the Member for Witham (Priti Patel) said.

<sup>747</sup> Hansard, HC, 18/07/18, vol. 645, col. 398. A Jenkyns: Could the Prime Minister inform the House at what point it was decided that Brexit means remain?

<sup>748</sup> Hansard, HC, 28/11/2018, vol. 650. Col 246. D. Amess: Does my right hon. Friend agree with those young people that the agreement that this House is being asked to vote on actually threatens our Union, was worked out by largely unelected people, and has a distinct remain flavour?

<sup>749</sup> Agnès Alexandre-Collier, « De la prise de parole et la défection à l'expulsion : les rébellions conservatrices face à la turbulence du *Brexit* », *Politique européenne*, 2021, vol. 3, n°73, p. 32-57.

<sup>750</sup> Meg Russel, « Brexit and Parliament: The Anatomy of a Perfect Storm », *Parliamentary Affairs*, vol. 74, n°2, 2020, p. 459.

<sup>751</sup> Anna Soubry, Sarah Wollaston, Heidi Allen

<sup>752</sup> Hansard, HC, 19/12/2018, vol 651, col. 795. A. Soubry: [...] will she then commit to allowing this House to consider all the various options that exist, other than her deal, by way of proper meaningful votes?

sortie sans accord et donc reporter cette sortie<sup>753</sup>. Et enfin, l'opposition s'oppose également à l'alternative entre l'accord négocié et la perspective d'une sortie sans accord. Alors que la voix des partisans modérés d'un *Brexit* ne se fait presque pas entendre lors des *PMQs*, celle des membres plus radicaux semble porter davantage<sup>754</sup>, et ce, par le biais des attaques dirigées contre le leader. Le schéma des oppositions est bouleversé, il ne s'agit plus des traditionnels clivages sur l'axe idéologique droite-gauche ou libéral-conservateur mais des clivages sur l'axe *Remain* et *Leave* (dont les membres se trouvent aussi bien à l'intérieur et à l'extérieur du parti). D'ailleurs, l'élection de 2017 corrobore cet état de fait<sup>755</sup> ; il s'agissait, selon nombreux journaux, d'« une élection sur le *Brexit* »<sup>756</sup>. La situation au début de l'année 2019 présente une Première ministre seule contre le Parlement, qui, selon Theresa May, est la seule responsable de l'impasse dans laquelle se trouve le pays concernant le *Brexit*. La séance du 20 mars 2019 en est l'illustration parfaite lorsque que la Première ministre accuse la Chambre d'« avoir rejeté un second referendum, d'avoir rejeté un no-deal, d'avoir rejeté l'accord des Travailleurs, d'avoir rejeté l'union douanière, d'avoir soutenu une sortie avec un accord »<sup>757</sup> ou « de passer des heures à se regarder le nombril sur l'Europe sans parvenir à prendre en compte les problèmes qui sont importants pour nos électeurs »<sup>758</sup>. Le seul allié qu'elle met en avant est le peuple britannique, qui, selon elle est maltraité par la Chambre des communes.

---

<sup>753</sup> *Hansard, HC, 15/05/2019, vol. 660, col. 230. Peter Bone: More importantly, Sir, they have lost confidence in the Prime Minister, and wish her to resign before the European elections. Prime Minister, what message have you for those dedicated and loyal Conservatives?*

<sup>754</sup> Voir article sur les mutations de l'identité eurosceptique du parti conservateur : Agnès Alexandre-Collier, « De la prise de parole et la défection à l'expulsion : les rébellions conservatrices face à la turbulence du *Brexit* », art. cit.

<sup>755</sup> Dennis Kavanagh, « Brexit, the Conservatives and the General Election », *Revue française de civilisation britannique*, 2017, vol. 23, n°2, 2018.

<sup>756</sup> *The Brexit election? The 2017 General Election in ten charts*, Ed Fieldhouse and Chris Prosser, *The University of Manchester*, 1 août 2017. URL : <https://www.manchester.ac.uk/discover/news/the-brexit-election/>

*Voting in the 2017 general election: a Brexit election?* Geoff Evans, *UK in a Changing Europe*, 31 janvier 2018. URL : <https://ukandeu.ac.uk/voting-in-the-2017-general-election-a-brexit-election/>

<sup>757</sup> *Hansard, HC, 20/03/19, vol. 656, col 1037. T. May: [...] this House has voted on and rejected a second referendum; it has voted on and rejected no deal; it has voted on and rejected Labour's deal; it has voted on and rejected a customs union; and it has voted on and supported leaving with a deal. It is time that this Parliament faced the consequences.*

<sup>758</sup> *Hansard, HC, 20/03/19, vol. 656, col. 1038. T. May. [...] be the House spending yet more endless hours contemplating its navel on Europe and failing to address the issues that matter to our constituents, such as schools, hospitals, security and jobs. The House has indulged itself on Europe for too long*

Theresa May : Il est temps pour la Chambre de décider qu'elle va mener à son terme le *Brexit* au nom des Britanniques. C'est ce que le peuple britannique mérite. Il mérite mieux que ce que la Chambre lui a proposé jusqu'ici<sup>759</sup>.

Il incombe au chef la tâche d'unifier le groupe et d'en maintenir la cohésion ; cependant, comme nous avons eu l'occasion de le constater dans cette partie, cette tâche s'est avérée de plus en plus difficile au fur et à mesure que le sentiment eurosceptique au sein du parti conservateur s'est durci au fil des années, tout en isolant le leader. Le sujet de l'Europe est très sensible car il touche à l'identité profonde du groupe<sup>760</sup> et seule une identité forte et bien définie permet au groupe de rester soudé. Le succès ne peut être garanti pour le leader « seulement si ses fidèles (followers) sont amenés à croire dans une identité collective »<sup>761</sup>. Cependant, pendant les *PMQs* et dans le cas du parti conservateur, cette identité eurosceptique n'est pas forgée par le leader lui-même mais bien par le groupe parlementaire. La construction identitaire du parti se réalise sur un axe plus horizontal que vertical. Cette identité collective est devenue de plus en plus radicale dans son euroscepticisme, ce qui rend un leader consensuel (John Major) ou seulement trop modéré (David Cameron et Theresa May) une personnalité inacceptable pour représenter l'ethos du groupe, il n'est donc pas surprenant qu'une figure de l'euroscepticisme radical comme Boris Johnson devienne leader du parti.

Le conflit est dynamique, générateur de mouvement et de mutations au sein du groupe, il n'est pas comme les anthropologues structuro-fonctionnalistes<sup>762</sup> le pensaient un facteur de destruction menaçant la structure fondamentale du groupe. Le groupe conservateur accepte le changement tout en rationalisant le conflit. En effet, face au désordre et aux désaccords qui menaçaient dangereusement la cohésion du groupe, les fondations de l'identité du groupe refirent surface dans une remarque faite par la députée conservatrice Caroline Johnson :

Les électeurs de Sleaford et North Hykeam ont, comme moi, voté pour le *Brexit* et veulent le voir mis en œuvre [...]. Mais si on en arrive au point de devoir comparer le risque d'une sortie

---

<sup>759</sup> *Hansard HC, 20/03/2019, vol. 656, col. 1038. T. May: It is time for the House to determine that it will deliver on Brexit for the British people. That is what the British people deserve. They deserve better than what the House has given them so far.*

<sup>760</sup> En anthropologie, selon E.E. Evans-Pritchard (Evans-Pritchard E. E., *The Nuer*, Oxford, Oxford University Press, 1940), les dissensions ou conflits peuvent mener à des « fissions » entraînant l'éclatement des unités politiques qui se reconstruisent différemment.

<sup>761</sup> Grint Keith, *The Arts of Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 6-8.

<sup>762</sup> Par exemple, Radcliffe-Brown ou Bronislaw Malinowski.

sans accord et le risque de laisser tomber le pays et laisser le pouvoir à un gouvernement marxiste et antisémite, quel est selon elle [Theresa May] le risque le moins élevé ?<sup>763</sup>

Le message est clair, les principes qui sous-tendent l'identité du parti conservateur reposent sur l'opposition à et au rejet du parti travailliste<sup>764</sup>. La fission<sup>765</sup>, c'est-à-dire le conflit entre différentes inter sections d'une même tribu, d'un même groupe se transforme en une fusion, un regroupement de ces différentes sections pour s'opposer à une autre tribu<sup>766</sup> réaffirmant ainsi leur identité (voir partie 3).

Outre le fait de contribuer à la consolidation de l'identité et de la cohésion du groupe face à l'opposant, les attaques verbales représentent un élément fondamental du leadership du chef. Les *FTA* contribuent très largement à l'identification et la reconnaissance du leader, elles servent également d'outil de mesure du leadership du Premier ministre. Par ailleurs, ces attaques remplissent une autre fonction : elles jouent un rôle majeur dans la défense du territoire, et deviennent ainsi, parmi d'autres instruments, un moyen d'évaluation des capacités du leader à défendre, agrandir ou reconfigurer le territoire thématique du parti conservateur.

---

<sup>763</sup> *Hansard, HC, 03/04/2019, vol. 657, col. 1033. C. Johnson: The people of Sleaford and North Hykeham—like myself, like the country—voted for Brexit and want to see it delivered. [...]. But if it comes to the point when we have to balance the risk of a no-deal Brexit versus the risk of letting down the country and ushering in a Marxist, antisemite-led Government, what does she think at that point is the lowest risk?*

<sup>764</sup> *Hansard, HC, 12/12/2018 vol. 651, col 281. Maggie Throup: [...] time for us to unite on the Conservative benches, as the real threat to our great nation is Labour.*

<sup>765</sup> Evans-Pritchard E. E., *The Nuer*, Oxford, Oxford University Press, 1940.

<sup>766</sup> *Ibid.*

# Deuxième partie - Le chef et le territoire

## 1. Les thèmes politiques en tant que territoire thématique

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le mentionner, le système politique britannique est très compétitif ; cela est dû en majeure partie au mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour (*first-past-the-post*) qui engendre le bipartisme composé de partis rigides<sup>767</sup>. Dans ce jeu politique à somme nulle, les partis doivent accepter un principe fondamental, celui qu'un seul parti peut accéder à la tête du gouvernement, et ce, grâce à son succès électoral<sup>768</sup>, et que cette victoire doit être sans cesse renouvelée car le droit de gouverner s'étend seulement sur une période limitée. C'est dans ce contexte que David Robertson élaborera une théorie de la compétition entre partis politiques. Selon lui, un parti politique, dans un tel système, n'est pas perpétuellement au gouvernement, ni en permanence dans l'opposition et accepte la légitimité de son opposant principal<sup>769</sup>. Une fois au pouvoir, il est nécessaire pour un parti d'identifier et d'offrir des solutions à des problèmes sociaux car gouverner repose sur la capacité à résoudre des problèmes. Un problème, selon l'auteur,

existe lorsque certains aspects de la réalité ne correspondent pas à nos valeurs ou à nos souhaits et lorsque nous espérons qu'il y aura un point de convergence entre les deux ou qu'il sera possible de changer le monde de façon à ce que ce dernier corresponde à nos désirs<sup>770</sup>.

David Robertson précise que ce cadre très compétitif entre les partis fait émerger celui ou celle qui aura les meilleures solutions, ce qui lui assurera la victoire.

Ces problèmes sont relatifs à de grands thèmes telles que l'économie, la défense, l'écologie ou encore la santé (voir liste dans méthodologie, deuxième partie). Bien souvent l'électeur, ou plus généralement le citoyen, n'est pas en mesure de maîtriser les aspects techniques d'une politique menée par un gouvernement ou proposée par l'opposition et préfère forger son jugement à partir des compétences générales des partis<sup>771</sup> sur les grands thèmes précédemment évoqués. L'association de certains thèmes à un parti en particulier est ce qui est communément appelé *issue ownership* (propriété thématique d'un parti), cette *issue ownership* est « communément utilisée lorsque certains partis sont considérés par le public en général comme étant le plus apte

---

<sup>767</sup> Maurice Duverger, *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 528-29.

<sup>768</sup> David Robertson, *A Theory of Party Competition*, Londres, John Wiley & Sons Ltd, 1976., p. 3.

<sup>769</sup> *Ibid.*

<sup>770</sup> *Ibid.*

<sup>771</sup> *Ibid.*

à traiter ou à prendre en compte certains problèmes »<sup>772</sup>. La réussite d'un gouvernement sera alors indexée sur ses compétences dans des domaines spécifiques, sur sa capacité (réelle ou non)<sup>773</sup> à gérer les problèmes liés à ces grands thèmes. Samuel Popkin soutient cette même opinion car pour lui les électeurs se préoccupent parfois moins de la position que les partis ou les candidats adoptent sur tel ou tel problème (*an issue*) que de leur capacité à bien gérer ces problèmes. Il précise que les électeurs se soucient davantage des fins que des moyens et que l'image du parti dépend des compétences que possède le parti à traiter différents problèmes<sup>774</sup>. Pour Richard Rose, deux éléments sont fondamentaux pour les électeurs dans leur choix d'un parti : leur appréciation du leader des partis et leur sentiment quant à l'efficacité des partis à bien gérer le pays et les différents problèmes. En revanche, pour d'autres chercheurs<sup>775</sup>, l'impression générale d'un gouvernement efficace est, pour un électeur, plus important que la popularité du Premier ministre. En réalité, les deux sont indissociables, surtout pendant les *PMQs*. Comme nous l'avons vu dans une partie antérieure, le leader, à la tribune, est la face publique du parti, et a le devoir de défendre le territoire de ce même parti. C'est au Premier ministre qu'incombe la tâche de présenter à la Chambre, et par extension aux téléspectateurs (électeurs pour certains d'entre eux), l'image d'un parti compétent et efficace. Ce qui compte, bien sûr, c'est donner l'impression de compétence et d'efficacité<sup>776</sup>, et les *PMQs* offrent le moyen idéal au Premier ministre de convaincre ses opposants que seul le parti conservateur est apte à gouverner, car il est le plus compétent dans les domaines clés de la vie politique du pays. Il est évident que dans un contexte où la compétition et l'affrontement sont portés à leur paroxysme, l'opposition remettra en cause ces compétences tant vantées par le gouvernement. Ils revendiqueront, tour à tour, être le parti le plus compétent dans tel ou tel domaine ou pour résoudre tel ou tel problème. Nous considérons, comme nous l'avons développé dans l'introduction, puis dans la méthodologie, que certains thèmes (domaines) sont la « propriété » des Conservateurs, et forment leur territoire thématique dont la défense réside entre les mains du Premier ministre. Le leadership de ce dernier sera évalué à l'aune de ses capacités à

---

<sup>772</sup> Romain Lachat, « Issue Ownership and the Vote: The Effects of Associative and Competence Ownership on Issue Voting », *Swiss Political Science Review*, vol. 20, n°4, 2014, p. 728.

<sup>773</sup> Michael Howard et William Hague "it was the perception of competence that mattered and not necessarily the reality" dans Toby James S., « Political Leadership as Statecraft? Aligning Theory with Praxis in Conversation with British Party Leaders », *British Journal of Politics & International Relations*, vol. 20, n°3, 2018, p. 555-572.

<sup>774</sup> Samuel L. Popkin, *The Reasoning Voter*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991.

<sup>775</sup> Andrew Blick et George Jones, « The Contingencies of Prime Ministerial Power in the UK », dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

<sup>776</sup> Mark Bennister, Ben Worthy, Paul 't Hart (eds.), *The leadership capital Index, A new perspective on political leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

conserver la mainmise sur certains sujets ou à projeter l’image d’un gouvernement apte à diriger le pays ou encore à étendre le territoire du parti en y intégrant d’autres thèmes.

### 1.1. Compétence/incompétence : évolution et stratégie

En première analyse, la somme du total du nombre moyen des revendications de compétence (attribuées au parti conservateur) et d’accusations d’incompétence (adressées aux partis de l’opposition) pour chaque Premier ministre fournit une première indication sur les capacités générales du leader à défendre le territoire thématique du parti. Pour des raisons d’ordre stylistique, nous utiliserons la formule : (nombre moyen de) compétence/incompétence, en référence à ce nombre moyen cité plus haut. Comme le montre le tableau ci-dessous (figure 15), on observe une augmentation de 3,18 points c’est-à-dire de 50,8% du nombre moyen de compétence/incompétence entre John Major et David Cameron, et une diminution de ce nombre de 25% entre David Cameron et Theresa May (voir figure 14 ci-dessous).

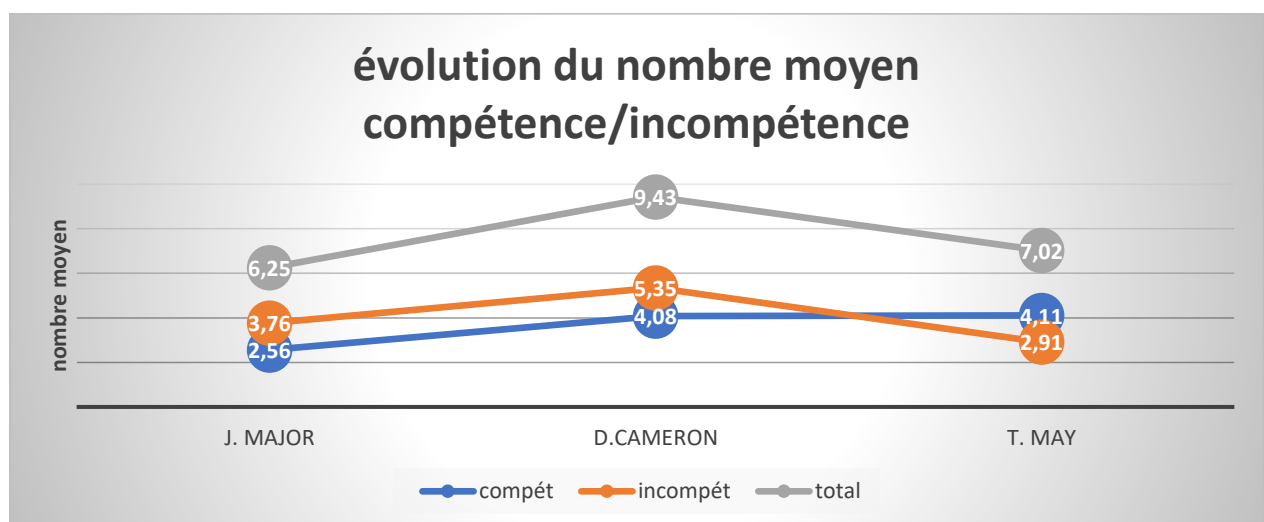


figure 14. Évolution du nombre moyen de revendications de compétence et d’accusations d’incompétence entre J. Major et T. May

Il apparaît clairement que les thèmes de prédilection du parti sont soumis à une plus grande compétition pendant les années Cameron (d’où le pic à 9,43 par séance). Dans la mesure où le socle thématique (c’est-à-dire les six mêmes thèmes défendus par les trois Premiers ministres à l’étude, c’est-à-dire l’économie, la santé, la protection sociale, l’éducation, la sécurité et la gestion des autorités locales<sup>777</sup>) est, dans son ensemble, resté le même au cours des trois mandats conservateurs, on peut déjà conclure que les trois Premiers ministres ont réussi à

<sup>777</sup> Selon notre étude pendant les PMQs : 1- l’économie, 2- la santé (majoritairement le NHS), 3- la protection sociale (le Welfare), 4- l’éducation, 5- la sécurité (Law & order), et enfin, 6- la gestion par le parti des autorités locales



défendre ce territoire tout en maintenant un contrôle sur les thèmes du socle de base. Il s'agit là d'une compétence capitale pour un leader car changer radicalement de stratégie en termes d'identité thématique est inopportun, voire dangereux. En effet, le socle thématique défendu par un parti représente son identité, c'est-à-dire que la priorité, constante, accordée à une série de sujets et de problèmes permet de rassurer les électeurs conservateurs. Tout changement dans la nature du socle thématique de base du parti peut causer un certain affolement et une certaine confusion auprès de ses électeurs<sup>778</sup>.

Par ailleurs, la grille compétence/incompétence (Annexe 9) présente à la fois le nombre moyen de revendications de compétence de la part du gouvernement concernant les six grands thèmes majeurs évoqués plus haut, mais également, et nous avons déjà eu l'occasion de le dire, le nombre moyen d'accusations d'incompétence dirigées contre le parti travailliste. Ce choix de séparer ces deux critères fait apparaître différentes stratégies utilisées par les Premiers ministres pour projeter une impression de compétence. Tout d'abord, il est nécessaire de préciser la raison pour laquelle le nombre (d'accusations) d'incompétence a été pris en compte dans l'évaluation des compétences du gouvernement à diriger les affaires du pays. Dans une logique de jeu à somme nulle, un parti ne peut pas être aussi compétent que son opposant dans un domaine donné. Il n'est pas forcément nécessaire de revendiquer une quelconque compétence dans un domaine pour, malgré tout, donner une impression de bien gérer tel ou tel problème dans ce domaine. Cette impression de compétence peut se faire par défaut, par un processus inversé qui consiste à signaler l'incompétence de l'opposant. En effet, un parti peut jouir d'une bonne réputation dans un domaine donné simplement parce que son opposant n'a pas bonne réputation dans ce même domaine. D'où l'importance d'associer l'opposition à un sentiment d'incompétence et d'inefficacité sur certains thèmes afin de projeter par contraste une image d'un parti conservateur compétent et efficace. Il est plus rationnel pour un parti d'attaquer l'opposition sur les thèmes qui leur sont généralement associés par le public et d'instiller le doute concernant leur compétence à gérer les problèmes liés à ces domaines précis et pour, peut-être, à long terme, essayer de conquérir ces territoires en question<sup>779</sup>.

À la lumière de ces observations, on remarque dans la grille (de l'Annexe 9) que John Major et David Cameron ont davantage recours aux accusations d'incompétence (plutôt qu'aux

---

<sup>778</sup> John, R. Petrocik., « Issue Ownership in Presidential Elections, with a 1980 case study », *American Journal of Political Science*, vol. 40, n°3, 1996, p. 825-850., p. 5.

<sup>779</sup> Chritian Elmelund-Praestekaer, « Issue Ownership as a determinant of negative campaigning », *International Political Science Review*, vol. 32, n°2, 2011, p. 209-221.

revendications de compétence du parti) envers le parti travailliste pour façonner l'image d'un gouvernement conservateur compétent.

	J. Major	D. Cameron	
Compétence (du parti conservateur)	2,56	4,08	+ 60 %
Incompétence (du parti travailliste)	3,76	5,35	+ 42 %
Total	6,25	9,43	+50.8%

figure 15. Comparaison de nombre de compétence/incompétence entre J. Major et D. Cameron

Malgré une proportion plus grande de compétence/incompétence en faveur de D. Cameron, le ratio entre le nombre moyen de compétence et incompétence est presque le même entre John Major et David Cameron, il est respectivement de 1,4 et de 1,3 (ils utilisent tous les deux environ 1,35 accusations d'incompétence des Travaillistes par séance pour une seule revendication de compétence du parti conservateur). Ce qui différencie les deux Premiers ministres réside dans le nombre moyen d'accusations d'incompétence formulées par David Cameron à l'endroit du parti travailliste, qui est 42 % supérieur à celui de John Major, en d'autres termes D. Cameron fournit beaucoup plus d'efforts à projeter une image de compétence que J. Major par « image inversée » (voir plus haut). Ce constat est corroboré par le nombre plutôt faible de revendications de compétence par John Major qui est seulement de 2,56 en moyenne par séance contre 4,08 pour D. Cameron (c'est-à-dire 60% de plus). Il y a toutefois chez John Major un sujet, la santé (le *NHS*), pour lequel la proportion entre compétence et incompétence s'inverse, ce qui n'est pas le cas avec D. Cameron pour lequel le nombre d'incompétence reste plus élevé pour tous les sujets du socle thématique de base, sans exception. L'utilisation plus fréquente par les deux Premiers ministres d'accusations d'incompétence (de l'opposant) nous renseigne sur leur stratégie qui se trouve être davantage fondée sur l'attaque offensive et la contre-attaque défensive. Il semble plus aisé pour eux de donner une impression de compétence par un effet de miroir inversé, c'est-à-dire par des formules négatives adressées à son adversaire pour faire rejaillir sur eux une image positive de gouvernement efficace et capable de diriger le pays. En regardant dans le détail le nombre d'accusations d'incompétence relevées pour J. Major et D. Cameron, on voit dans le tableau ci-dessus (figure 15), que le total est de 5,35 pour D. Cameron et de 3,76 pour J. Major, c'est-à-dire une différence de 42% ; par ailleurs, on constate que cette différence est la plus marquée pour le thème de l'économie (2,75 pour Cameron et 1,56 pour Major, c'est-à-dire une augmentation de 76%).

La raison la plus plausible pour justifier l'utilisation intense, par D. Cameron, d'accusations d'incompétence à l'endroit du parti travailliste se trouve dans l'alternance politique. En effet, David Cameron succéda à treize années de mandature travailliste (Tony Blair 1997-2007 puis Gordon Brown 2007-2010), il ne pouvait donc pas, à ce moment-là, vanter les compétences du parti conservateur alors dans l'opposition. Qui plus est, treize ans passés au gouvernement est une période suffisamment longue (près de trois mandats entiers) pour faire le bilan des Travaillistes au pouvoir<sup>780</sup>. La stratégie de D. Cameron consiste très clairement à rendre responsable le parti travailliste de tous les maux du pays<sup>781</sup>. Le parti travailliste sort très affaibli de ces treize années au pouvoir, notamment par la crise financière de 2008.

Concernant John Major, c'est précisément l'inverse qui s'est produit. L'opposition attaque le bilan du gouvernement précédent, celui de Margaret Thatcher. Face à ces attaques, John Major préfère renverser la situation et contre-attaquer en mettant en avant l'incompétence des Travaillistes comme parti susceptible de gouverner. Cette stratégie repose sur trois axes principaux. Le premier consiste à démontrer l'incompétence du parti travailliste dans la gestion des autorités locales. Le second consiste à exposer les conséquences néfastes des différentes politiques du parti travailliste si celles-ci étaient mise en application (dans le cas où les Travaillistes seraient au gouvernement), on notera que l'argument récurrent concerne l'intention des Travaillistes à instaurer le salaire minimum dans le pays<sup>782</sup>. Et enfin, le troisième axe repose sur l'attaque du bilan des Travaillistes avant les années 1980<sup>783</sup>.

Afin de défendre le territoire thématique du parti, John Major et David Cameron ont, tous les deux, eu davantage recours aux accusations d'incompétence dirigées contre les Travaillistes, même si les mécanismes de ce procédé ne sont pas les mêmes dans les deux cas.

En revanche, Theresa May, suivra le schéma inverse en utilisant beaucoup plus de références directes aux compétences du gouvernement à bien gérer les problèmes du pays. L'écart entre le nombre moyen de compétence et d'incompétence est significatif, le ratio est le suivant : une accusation d'incompétence pour 1,40 revendication de compétence. Notons également que c'est Theresa May qui enregistre le nombre moyen de revendications de compétence le plus élevé des trois Premiers ministres conservateurs à l'étude (4,11 contre 4,08 pour Cameron et

---

<sup>780</sup> Hansard, HC, 04/02/2015, vol.592, col. 265. *D. Cameron: I have to say that for 13 years, during many of which the right hon. Gentleman was in the Treasury, they did absolutely nothing about this.*

<sup>781</sup> Timothy Heppell, *Cameron: The Politics of Modernisation and Manipulation*, Manchester, Manchester University Press, 1ère édition, 2020.

<sup>782</sup> Pour des exemples types, voir séances du 27/02/1992, col 1110 ; 16/01/1992, col 1095 ou encore le 21/01/1993 col 495 et le 11/05/1995 .

<sup>783</sup> Voir exemples types : séances 04/07/91, col 434, 436 ; 27/02/1992, col 1111 ; 17/02/1994, col 1064 ; 11/05/1995, col 881 ; 16/07/1996, col 939 ; 16/01/1997, col 450.

2,56 pour Major) et que cette tendance s'applique, sans exception, aux six thèmes du socle thématique de base. Contrairement à ses deux prédécesseurs, Theresa May privilégie la stratégie qui consiste à affirmer clairement les compétences des Conservateurs dans les domaines clés du socle thématique du parti plutôt que de mettre en avant l'incompétence du parti travailliste. À un moment de grande désunion au sein du parti conservateur et des partis en général où les oppositions se reconfigurent autour des lignes de l'euroscepticisme radical (*hard brexiteers*) et de l'euroscepticisme modéré (voire autour de la ligne « Brexisceptique »)<sup>784</sup>, il n'apparaît plus pertinent d'accuser le parti travailliste d'être incompétent dans tel ou tel domaine, et Theresa May préfère faire converger toutes les attentions sur les capacités du parti conservateur à bien gérer les problèmes, comme s'il s'agissait d'un signal envoyé aux différents acteurs économiques leur signifiant que la situation est entre de bonnes mains en cette période d'incertitude liée au *Brexit*. Cette stratégie (qui consiste à parler des compétences du parti et non de l'incompétence de l'opposition) est plus directe dans le processus d'association d'un thème ou d'un problème avec le parti conservateur. En utilisant la stratégie de l'image inversée (en accusant le parti travailliste d'incompétence dans tel ou tel domaine pour projeter une impression de compétence du parti), il est possible que l'impression de compétence soit accordée à un autre parti que le parti conservateur, ou tout le moins, ce sentiment de confiance dans un domaine particulier peut se trouver plus volatile et donc moins solidement attaché au parti.

## 1.2. Circonscription du territoire de base

Pour chacun des vingt thèmes ou « problèmes » (pour reprendre le terme de D. Robertson<sup>785</sup>) récurrents lors des *PMQs* depuis John Major dans les années 1990, nous avons calculé le nombre de références directes aux compétences attribuées au parti conservateur faites par le Premier ministre ainsi que le nombre d'accusations d'incompétence dirigée contre le parti travailliste. Nous avons ensuite séparé les thèmes dits majeurs des thèmes dits mineurs (qui feront l'objet d'une étude détaillée plus tard). Afin de définir quels sujets étaient d'une plus grande importance, nous avons additionné le nombre moyen de compétence et d'incompétence pour chaque thème et pour chaque Premier ministre. Un ordre de priorité accordé à certains thèmes spécifiques apparaît alors (voir figure 16 ci-dessous et annexe 9 pour le détail). Il s'agit d'une base thématique qu'il est possible de qualifier de stable dans la mesure où nous

---

<sup>784</sup> Agnès Alexandre-Collier, Alexandre-Collier Agnès, « De la prise de parole et la défection à l'expulsion : les rébellions conservatrices face à la turbulence du *Brexit* », *Politique européenne*, 2021, vol. 3, n°73, p. 32-57.

<sup>785</sup> David Robertson, *A Theory of Party Competition*, Londres, John Wiley & Sons Ltd, 1976, p. 4.

retrouvons les six mêmes thèmes traités de façon prioritaire au cours des trois mandats à l'étude. L'ordre général de priorité de ces thèmes s'établit comme suit : 1- l'économie, 2- la santé (majoritairement le *NHS*), 3- la protection sociale (le *Welfare*), 4- l'éducation, 5- la sécurité (*Law & order*), et enfin, 6- la gestion par le parti des autorités locales (ce qui équivaut aux conseils régionaux et départementaux en France).

Thèmes majeurs	Nombre moyen compétence/ incompétence			TOTAL
	John Major	David Cameron	Theresa May	
1 -économie	3,47	5,22	3,16	<b>3,95</b>
2 - <i>NHS</i> – Santé	0,68	1,72	1,07	<b>1,15</b>
3-protection sociale	0,36	1,38	1,37	<b>1,03</b>
4 -éducation	0,46	0,52	0,61	<b>0,53</b>
5 -sécurité	0,56	0,46	0,47	<b>0,49</b>
6-(gestion) autorités locales	0,72	0,13	0,34	<b>0,39</b>

figure 16. Nombre moyen compétence/incompétence par thème et par Premier ministre

Après une présentation des différentes stratégies de protection de ce territoire thématique, il est nécessaire d'analyser plus en détail le socle thématique du parti conservateur ainsi que l'ordre de priorité de ces thèmes à l'intérieur de chaque mandat des trois Premiers ministres à l'étude afin de voir si des variations notables sont à observer entre ces Premiers ministres, et, bien sûr, de tenter d'expliquer ces changements dans l'ordre de priorité générale.

### 1.2.1. Variations dans la priorité accordée aux thèmes de base

L'invariant principal est le thème de l'économie. En effet, nous observons que le nombre moyen de revendications de compétence en matière économique est très largement supérieur à celui relatif aux cinq autres domaines, et ce, pour les trois mandats. Cela n'est pas étranger au fait que l'économie représente le sujet majeur dans l'évaluation des compétences d'un parti à gouverner. Lors d'une séance de *PMQs*, David Cameron cite son opposante Harriet Harman (alors leader adjoint du parti travailliste). Selon elle, « les gens ont tendance à préférer un leader qui leur semble compétent dans le domaine économique »<sup>786</sup>. Celui ou celle qui investit ce territoire, qui s'approprie ce domaine, prend un avantage politique et électoral considérable sur

<sup>786</sup> Hansard, HC, 10/06/2015 vol. 596, col. 1180. D. Cameron: For instance, she said the other day: "People tend to like a leader who they feel is economically competent".

ses rivaux.

En ce qui concerne les autres sujets, tous ne reçoivent pas la même attention et l'ordre peut être différent selon les leaders (voir figure 17 et figure 18 ci-dessous).

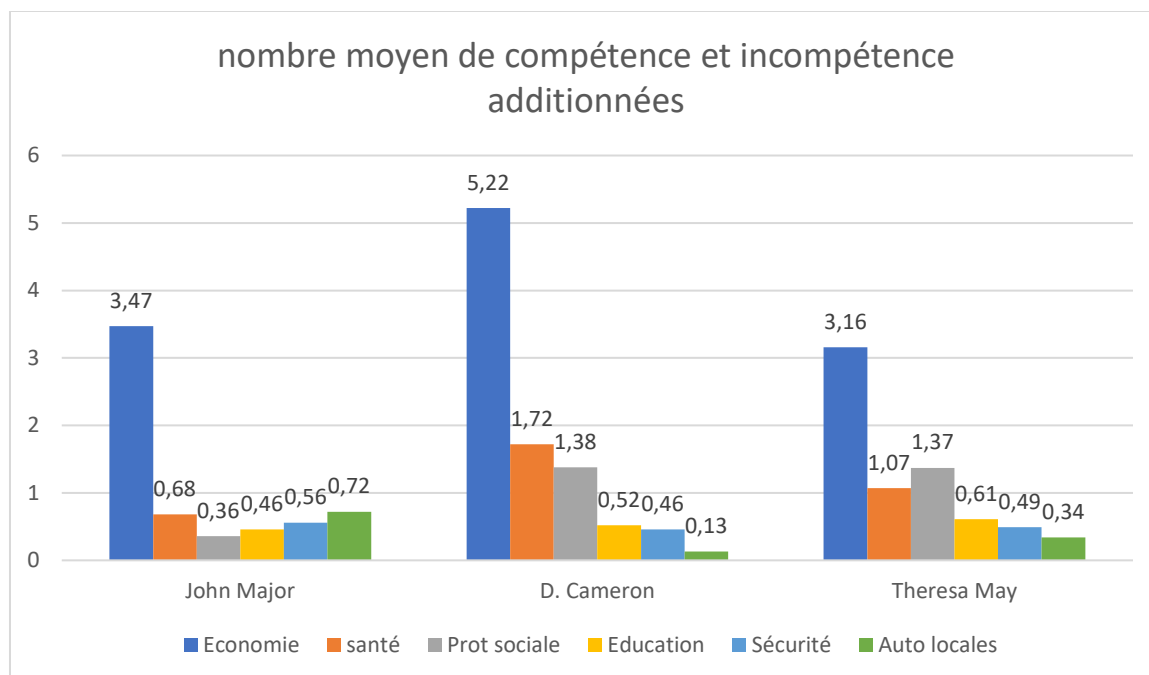


figure 17. Nombre moyen de compétence et incompétence additionnées pour chaque Premier ministre

Rang de priorité	John Major	David Cameron	Theresa May
1	Économie	Économie	Économie
2	Gestion autorités locales	NHS – santé	Protection sociale
3	NHS – Santé	Protection sociale	NHS – santé
4	Sécurité	Éducation	Éducation
5	Éducation	Sécurité	Sécurité
6	Protection sociale	Immigration	Gestion autorités locales

figure 18. Ordre de priorité accordée aux thèmes selon les Premiers ministres

Quatre sujets occupent une place quasi similaire dans l'ordre de priorités au cours des mandats des trois Premiers ministres à l'étude, et pendant les *PMQs*, à savoir : l'économie, la santé (le *NHS*) l'éducation et la sécurité. L'importance accordée à ces thèmes reste donc stable. On observe une continuité marquée entre David Cameron et Theresa May dans la revendication de ces thèmes. La seule différence majeure entre les deux réside dans le dernier thème dans l'ordre

de priorité. Pour David Cameron, il s'agit de l'immigration (rang 6, voir figure 18 ci-dessus) et pour Theresa May, il s'agit de la gestion des autorités locales (rang 6, voir figure 18 ci-dessus). On observe une rupture notable dans l'ordre des priorités thématiques entre John Major et ses deux successeurs conservateurs. Deux sujets occupent une place totalement différente chez J. Major par rapport aux mandats de D. Cameron et T. May : d'une part la gestion des autorités locales et d'autre part la protection sociale. En effet, John Major met un point d'honneur à défendre le thème de la gestion des autorités locales ; ce sujet occupe la deuxième place dans l'ordre de ses priorités. En revanche, ce thème est relégué à la onzième place pendant les années Cameron, c'est-à-dire exclu du socle de base et arrive en dernière position dans ce même socle au cours du mandat de Theresa May. Ces observations générales doivent nous conduire à nous interroger sur ce changement de rang dans les priorités des différents Premiers ministres.

#### **1.2.1.1. La gestion des collectivités locales (« *councils* »)**

Il nous faut, dans un premier temps, évoquer les raisons qui peuvent justifier l'importance accordée à la gestion des « *councils* »<sup>787</sup> pendant les années 1990. Les pics dans le nombre de revendications de compétence (de la part du gouvernement) et d'accusations d'incompétence (envers l'opposition) en matière de gestion des « *councils* » fournissent un point de départ très pertinent dans la justification de cet intérêt pour ce thème. En effet, on remarque que ce nombre devient soudainement plus élevé au cours du mois d'avril 1993 et plus particulièrement lors de la séance du 1<sup>er</sup> avril 1993. Avant cette date, le nombre moyen de mentions de compétence/incompétence est faible. L'augmentation soudaine de ce nombre correspond à l'introduction (le 1<sup>er</sup> avril 1993) de la *council tax*<sup>788</sup>, ce qui correspond plus ou moins à la taxe d'habitation en France (d'autres raisons seront évoquées plus loin). Cet impôt est en quelque sorte l'avatar de la *community charge*<sup>789</sup> instaurée par le gouvernement Thatcher à la fin des années 1980. Cet impôt, également appelé *poll tax*, était perçu à l'époque comme une injustice fiscale patente, provoquant un climat quasi-insurrectionnel parmi la population britannique. Dans un tel contexte, la mise en place de la *council tax*, quelques années plus tard, nécessitait de la part du gouvernement Major un plan de communication très efficace afin

---

<sup>787</sup> La structure des autorités locales (gouvernement local) varie selon les régions. Dans la majorité du pays, il existe deux niveaux : les *county councils* (24 en tout) divisés en *district councils* (181 en tout) qui se partagent les responsabilités concernant les services à fournir aux administrés.

<sup>788</sup> La *Council Tax* est déterminée en fonction du quartier où on vit, de la surface du lieu d'habitation et du nombre de personnes qui y vivent. Le montant de la *Council Tax* est également évalué en fonction du "Band" (Band A, Band B, Band C, jusqu'à Band H), c'est-à-dire de la valeur de la propriété. Elle peut varier entre 700 et 2500 livres par an.

<sup>789</sup> *Poll tax* : est un nouvel impôt forfaitaire que tous les habitants âgés de 18 ans et plus doivent payer.

d'assurer une relative acceptation de la mesure et pour ne pas perdre trop de sièges aux élections locales de mai<sup>790</sup>. C'est la raison pour laquelle tout un plan de défense de la *council tax* pendant les *PMQs* a été activé au début du mois d'avril. La tactique consistait à amener le sujet par un *backbencher* en louant les bienfaits de cet impôt afin de permettre au Premier ministre, John Major, de démontrer la compétence du gouvernement en matière de finances locales dans les « *councils* » tenus par les conservateurs.

Mr Fry : Alors que nous entrons dans l'ère de la *council tax*, est-ce que mon honorable ami veut bien se joindre à moi pour féliciter le conseil du borough de Wellingborough, placé sous l'administration des conservateurs, dont le montant de l'impôt est de 117 livres, ce qui représente le taux le plus bas du pays ? N'est-ce pas là un formidable succès, tout en sachant que les services n'ont pas été réduits, et n'est-ce pas là le signal adressé à l'électorat de ce pays de voter conservateur lors des élections locales de cette année ?

John Major : Je crois que tout le monde, de façon générale dans ce pays, comprend que la *council tax* est le moyen le plus juste que nous ayons jamais eu pour gérer les finances des autorités locales. Non seulement cela, mais les gens qui ont la chance d'avoir un « *council* » tenu par les Conservateurs verront qu'à mesure égale ils payeront moins de *council tax* que ceux qui ont un « *council* » dirigé par les Travailleurs<sup>791</sup>.

D'autre part, un an plus tard un autre pic est atteint lorsque l'opposition attaque violemment le gouvernement et le Premier ministre concernant la mise en place de la *council tax*. Mrs Beckett, alors leader de l'opposition par intérim, rapproche habilement la *council tax* de la *poll tax*<sup>792</sup> afin de raviver les sentiments négatifs à l'égard de cette dernière et d'accuser le gouvernement, et plus précisément le Premier ministre de chercher à tromper les citoyens britanniques. Puis, les accusations de l'opposition convergent sur l'incompétence du gouvernement conservateur dans leur gestion fiscale des « *councils* ».

---

<sup>790</sup> Les Conservateurs perdront 15% de leurs sièges lors des élections de mai 1993 (soit 486 sièges)

<sup>791</sup> *Hansard, HC, 01/04/1993, vol. 222, col. 493. Mr. Fry: As we enter the era of the council tax, will my right hon. Friend join me in congratulating Conservative-controlled Wellingborough borough council, which is to levy an average tax of £177—by far the lowest in the country? Is that not a wonderful achievement, considering that services have not been cut, and is it not the clearest possible signal to the electorate of this country to vote Conservative in this year's local government elections?*

*J. Major: I believe that there is widespread understanding around the country that the council tax is the fairest method that we have yet had of dealing with local government finance. Not only that, but those people who are fortunate enough to have a Conservative council will find that, band for band, they will pay less council tax than those whose council is Labour controlled.*

Voir également *PMQs* du 21/04/1994, vol. 241, col. 1037; 01/04/93, vol.222, col. 496.

<sup>792</sup> *Hansard, HC, 12/04/1994 vol. 241, col. 16. J. Major: [...] he and his government deceived the public about the poll tax [...] and are now trying to deceive the public about the council tax.*



Mrs Beckett (alors leader adjoint du parti travailliste), en avril 1994 lors d'une séance de *PMQs*, répète à l'envi que le Gouvernement, suite à un audit dans le « *council* » de Westminster, « cautionne volontiers le gaspillage et l'incompétence »<sup>793</sup>. En réponse, John Major tentera de retourner l'accusation d'incompétence contre son opposante et de réaffirmer l'efficacité du parti conservateur à gérer l'économie au niveau local<sup>794</sup> en martelant que « les *councils* gérés par les Conservateurs sont significativement moins « chers » (moins taxés) que ceux placés sous l'administration des Libéraux-démocrates et encore moins chers que ceux gérés par les Travaillistes »<sup>795</sup>. Puis, les accusations d'incompétence en matière de gestion des finances locales s'étendent à d'autres sujets tels que l'éducation et la police dans différents « *councils* » du pays. Iain Duncan Smith et le Premier ministre reprochent, par exemple, aux conseils de Lambeth et de Kent (dirigés par le parti travailliste), de ne pas lever l'impôt de la *council tax*, recette fiscale qui pourrait être dirigée vers l'éducation<sup>796</sup>. D'ailleurs, à ce propos, John Major ne manque pas de faire remarquer que le taux d'absentéisme le plus élevé à l'école se trouve dans les zones administratives travaillistes et d'ajouter que ces conseils, dans leur refus de collecter cet impôt local, « punissent les élèves par leur incompétence »<sup>797</sup> et doivent par ailleurs, « réduire le budget de la police »<sup>798</sup>.

On remarque que les thèmes dont les partis se disputent la propriété sont identiques à ceux du socle thématique de base des Conservateurs, à savoir l'économie, la sécurité, et l'éducation. Notre analyse nous conduit à établir un parallèle dans la gestion des problèmes entre le niveau local et le niveau national. Les « *councils* » sont présentés comme des zones tests, qui par projection au niveau national, fourniraient des indications sur les compétences d'un parti à diriger le pays. Ce phénomène se traduit très clairement dans la rhétorique des leaders de partis. Mrs Beckett commence par reprocher au Premier ministre de créer une confusion autour des taux d'imposition qui s'appliquent selon le type d'habitation concernée par la *council tax*, puis

---

<sup>793</sup> *Hansard, HC, 12/04/1994, vol. 241, col. 16.* Mrs Beckett accuse le gouvernement d'avoir vendu trois cimetières pour 5 *pence* chacun et d'avoir racheter ces mêmes cimetières des millions de livres. Elle accuse le gouvernement d'avoir gaspillé 21 millions de livres d'argent public.

<sup>794</sup> *Hansard, HC 12/04/1994, vol. 241, col. 16 ; 19/04/1994, vol. 241, col. 736 ; 28/03/95, vol.257, col. 825*

<sup>795</sup> *Hansard, HC, 21/04/94 vol. 241, col. 1037, J. Major: if he looks at matters on a like-for-like basis he will find that Conservative-controlled councils are noticeably cheaper than Liberal Democrat-controlled councils and even less expensive than Labour-controlled councils.*

<sup>796</sup> *Hansard, HC 28/03/1995, vol.257, col. 823. Mr. Duncan Smith: Does my right hon. Friend agree that local authorities, far from complaining about what they call cuts in education, would do far better thinking carefully about the money that they have failed to raise from the rates, the community charge and the council tax.*

<sup>797</sup> *Hansard, HC, 28/03/95, vol.257, col 823. I. Duncan Smith: Are not such councils punishing pupils as a result of their incompetence?*

<sup>798</sup> *Hansard, HC, 26/04/94 vol. 242, col 101. Mr Rowe: Is my right hon. Friend aware that, despite having inherited a remarkably sound economy and having driven up the council tax quite unnecessarily, the Labour-Liberal coalition which runs Kent has decided to cut the police budget?*

généralise l'incompétence du gouvernement en matière fiscale pour enfin transposer cet État de fait au niveau national :

Mrs Beckett : N'est-ce pas là la preuve que [...] le gouvernement est incapable de dire la vérité à propos de l'imposition. Au niveau local ou au niveau national ; avec les Conservateurs vous payez plus pour obtenir moins<sup>799</sup>.

John Smith utilisera le même procédé en reprochant au gouvernement « d'imposer de considérables augmentations d'impôts aux familles britanniques qui détesteront encore davantage l'incompétence du gouvernement, désormais devenue légendaire »<sup>800</sup>. John Major prendra le soin, dans sa contre-attaque, de recentrer le sujet au niveau local pour ensuite, à son tour, projeter l'incompétence du parti travailliste au niveau national, en affirmant que les Travaillistes « augmentent toujours les impôts même quand ils n'ont pas besoin de le faire »<sup>801</sup>. Le thème qui concerne la gestion des autorités locales est donc un critère pour évaluer la capacité et les compétences du gouvernement à diriger le pays. Il est donc tout à fait compréhensible que le nombre de références à la compétence et/ou à l'incompétence des partis à bien gérer les autorités locales augmentent de façon significative pendant la période des élections locales.

Il s'agit précisément de la seconde raison, bien sûr en parallèle avec l'introduction de la *council tax*, qui explique pourquoi le thème de la gestion des « *councils* » se place à la deuxième place dans l'ordre des priorités thématiques de John Major. Les élections locales deviennent l'instrument de sanction de l'incompétence ou la récompense de la compétence du gouvernement à diriger le pays. La campagne précédant les élections locales du 5 mai 1994 illustre particulièrement bien ce point. Mrs Beckett accuse les Conservateurs

---

<sup>799</sup> *Hansard, HC, 17/03/1994, vol. 239, col. 1012. Mrs. Beckett: It is the Prime Minister who is wriggling. He started off with average measures of council tax, he went on to quote band D and now he is quoting band C. Is not this just further evidence that we are fast reaching the stage where the Government are incapable of telling the truth about taxation? In local government or national government, with the Conservatives one pays more and one gets less.*

<sup>800</sup> *Hansard, HC, 26/04/94, vol. 242, col. 100. Mr. John Smith Does not the Prime Minister realize that families all over Britain—the real quiet majority—who are now paying huge tax increases imposed by his Government will bitterly resent this further example of the Government's now legendary incompetence?*

<sup>801</sup> *Hansard, HC, 28/04/94, vol. 242, col. 378. Mr. Jenkin: Is he aware that substantial extra grants were given to Lib-Lab Essex and Lib-Lab Colchester and that they still chose to put the council tax up? Does not that demonstrate that they always put taxes up, even when they do not have to?*

de tromper le public concernant leur bilan au niveau des autorités locales, à tel point que personne ne croit plus le Gouvernement et que c'est la raison pour laquelle les élections locales seront un référendum sur le bilan du Premier ministre et sur son gouvernement <sup>802</sup><sup>803</sup>.

Dans la même veine, un député travailliste (Mr Turner) appelle, à plusieurs reprises, le Premier ministre à démissionner en cas de défaite aux élections locales<sup>804</sup> (le parti conservateur perdra 516 sièges<sup>805</sup>). C'est dans un contexte aussi tendu et aux enjeux aussi élevés que les deux camps opposés se livrent une vraie guerre pour ce territoire local que sont les « *councils* » et plus généralement le territoire économique, c'est-à-dire la réputation des Conservateurs à gérer les problèmes économiques du pays. La défense de ce territoire est primordiale. Au cours de ce mois d'avril 1994, le conflit s'organise autour du taux d'imposition appliqué dans chacune des zones administratives détenues par les Conservateurs et les Travaillistes. Le Premier ministre et ses opposants essaient de prouver, tour à tour, et à grand renfort de chiffres et de détails techniques, que ce sont les régions sous administration conservatrice ou travailliste qui, au final, coûtent le moins cher pour les résidents (en termes de taux d'imposition et de services fournis par le « *council* »). La bataille s'articule également autour de la dette détenue par chaque « *council* ». L'indicateur de compétence en matière économique est indexé sur le taux d'endettement de chaque région. Pour représenter l'importance de la dette des « *councils* » travaillistes, les conservateurs, au cours du mois de mars 1994, vont utiliser l'échelle mondiale et comparer le taux d'endettement des « *councils* » de Birmingham et de Manchester (tous les deux sous contrôle travailliste) à celui de la dette nationale du Paraguay et du Salvador<sup>806</sup> — aucun chiffre n'est donné à la tribune, seule une comparaison à l'emporte-pièce est jugée suffisante pour convaincre. Mrs Beckett surenchérit en faisant une comparaison similaire mais, cette fois ci, avec un « *council* » tenu par les Conservateurs : la dette du « *council* » de

---

<sup>802</sup> *Hansard, HC, 12/04/1994, vol. 241, col. 16. Mrs Beckett: [...] are now trying to deceive the public about council tax and about their record on local authorities, that no one believes the Government any longer and that that is why the local elections and the Euro elections will be a referendum on the record of the Prime Minister and his whole Government?*

<sup>803</sup> Déclaration faite avant les élections locales du 5 mai 1994

<sup>804</sup> *Hansard, HC, 14/04/94, vol. 241, col. 416. Mr Turner: I have to ask the Prime Minister whether, if the local elections go badly for him, he will do the noble thing with his Government and resign. 19/04/94, vol. 241, col 737. Mr. Turner: In the aftermath of his defeat in the local and European elections, will he continue to limp along with his battle-weary Government, or will he take the honourable path and resign?*

<sup>805</sup> Ces élections locales diminuent le nombre de « *councillors* » conservateurs à 7,286 contre 9 257 pour les Travaillistes. Quant aux Libéraux Démocrates ils ont gagné 428 sièges portant le total de leurs sièges à 4 551.

<sup>806</sup> *Hansard, HC, 17/03/1994, vol. 239, col. 1011. Mr. Bellingham: Will the Prime Minister find time today to plan a visit to Birmingham and Manchester city councils, where he will find debt at the same level as the national debts of Paraguay and El Salvador?*

Westminster est supérieure à celle de la Mongolie<sup>807</sup>. Toujours dans la surenchère de la comparaison, John Major fait la liste des « *councils* » travaillistes qui ont une dette respectivement supérieure au Togo, au Tchad, au Botswana et au Lesotho<sup>808</sup>. Quelques semaines plus tard c'est la dette de Hammersmith et de Fulham qui est égale à celle de la Gambie<sup>809</sup>. La conclusion est sans appel : les « *councils* » conservateurs sont plus efficaces que ceux sous autorité travailliste. Par ailleurs, John Major et les députés conservateurs se servent de l'argument de malhonnêteté et de corruption pour discréditer le parti travailliste dans leur gestion des affaires locales<sup>810</sup>. John Major poussera le curseur un peu plus loin en accusant la leader de l'opposition (Mrs Beckett) d'être une femme qui se comporte comme une idiote<sup>811</sup> qui ne dit que des bêtises ou encore comme quelqu'un (J. Smith cette fois-ci) dont chaque parole prononcée était fautive<sup>812</sup>. On le voit, la défense du territoire s'organise sur le mode de l'insulte dont les effets ont été analysés dans la première partie. L'utilisation de ce mode d'interaction utilisé par John Major met en exergue la gravité de la situation et la nécessité de ne pas perdre l'argument de la compétence dans la gestion des autorités locales.

On comprend bien que c'est l'effet de la combinaison de l'introduction de la *council tax* en avril 1993 et des élections locales qui ont fait augmenter le nombre de compétence/incompétence à partir du premier trimestre 1993, et ce, jusqu'à l'année 1996. À partir des années 2010, sous les mandats de David Cameron, ce nombre moyen se réduit à une peau de chagrin et descend à 0,13 par séance. Certes, l'effet de la *council tax* s'est estompé, mais d'autres raisons peuvent également aider à expliquer une telle baisse entre les mandats de John Major et de ses deux successeurs conservateurs.

Avant les années Blair, le gouvernement national avait une plus lourde responsabilité dans les affaires des autorités locales. En effet, dans les années 1980 et 1990 les différents gouvernements conservateurs ont passé des lois, telles que le *Local Government Planning and Land Act*, 1980, le *Rates Act*, le *Local Government and Finance Act*, 1988 ou encore le *Local*

---

<sup>807</sup> *Ibid.*, Mrs Beckett: *Does not the Prime Minister realise that he need look no further than Westminster, which has a debt higher than that of Mongolia?*

<sup>808</sup> *Ibid.*, col. 1012. J. Major: *On the right hon. Lady's first point about debt, she might bear in mind the fact that Islington owes more than Togo, Camden more than Chad, Bradford more than Botswana and Leeds more than Lesotho.*

<sup>809</sup> *Hansard*, HC, 21/04/1994, vol. 241, col. 1038. Mr. Carrington: *What action would my right hon. Friend take over a local authority that has debts of £356 million, more than Gambia, through its waste and corruption has cost the council tax payers of Hammersmith and Fulham £250 each and in a local authority.*

<sup>810</sup> *Hansard*, HC, 12/04/1994, vol. 241, col. 17; 14/04/1994, vol. 241, col. 414; 21/04/94, vol. 241, col. 1038; 02/05/1995, vol.259, col. 166.

<sup>811</sup> *Hansard*, HC, 17/03/1994, vol. 239, col. 1012. J. Major: *[...] the hon. Lady is being extremely silly and is talking rubbish.*

<sup>812</sup> *Hansard*, HC, 26/04/1994, vol. 242, col. 100. J. Major: *Every single thing that he has said today is bogus.*

*Government and Finance Act*, 1992 qui avaient vocation à limiter le contrôle des autorités locales sur leurs services et leurs finances<sup>813</sup>, conférant au gouvernement national un pouvoir accru dans la gestion des « *councils* ». Puis, le *New Labour*, certes réticent à accorder aux « *councils* » une gestion totalement autonome, a malgré tout passé des réformes permettant aux conseils de jouir d'une plus grande autonomie en abolissant, par exemple, le plafonnement des dépenses des autorités locales ou en créant dans certaines zones administratives des postes de maires élus<sup>814</sup>. La relation d'autorité entre le niveau national et le niveau local s'assouplit quelque peu et cela sera davantage le cas avec la politique de David Cameron selon laquelle la volonté de réduire le déficit a conduit à une réduction majeure des dépenses publiques. Outre la réduction considérable des dotations financières accordées aux autorités locales<sup>815</sup>, le gouvernement a trouvé le moyen de passer outre ces autorités en encourageant la multiplication des missions bénévoles organisées par des acteurs locaux. Par ailleurs, dans le domaine de l'éducation, le gouvernement a permis la création de *Free Schools*<sup>816</sup> échappant au contrôle des autorités locales. Qui plus est, entre 2010 et 2015 le gouvernement a encouragé les conseils locaux à geler le taux de la *council tax* en offrant, en contrepartie à ceux qui accepteraient de le faire, une plus grosse dotation financière. Et enfin, David Cameron, instaura, avec le *Localism Act*, 2011, un système de référendum local pour laisser aux résidents la décision de monter ou non le plafond du taux de la *council tax* au-delà de 2%, donnant ainsi aux administrés des « *councils* » une plus grande responsabilité dans les finances locales<sup>817</sup>.

Il est possible que pour toutes ces raisons, à la fois dépendantes de changements structurels, mais également de la volonté du Premier ministre, les enjeux liés à la gestion des « *councils* » aient perdu une part de leur importance dans les débats lors des *PMQs*.

Quoi qu'il en soit, il serait imprudent d'affirmer que le sujet de la gestion des « *local councils*

---

<sup>813</sup> Par exemple, un nouveau système d'attribution d'enveloppes budgétaires basées sur des estimations réalisées par le gouvernement pour chaque *council* a été mis en place. Ces lois ont également conféré au gouvernement national le pouvoir de plafonner les dépenses des autorités locales. Source: Local Government Reform in Great Britain Dr Helen Sullivan, University of the West of England, UK Reforming Local Government: Closing the Gap Between Democracy and Efficiency, 25-27 September 2000

<sup>814</sup> Créés par le *Local Government Act*, 2000

<sup>815</sup> Voir URL : <https://www.instituteforgovernment.org.uk/explainers/local-government-funding-england>

<sup>816</sup> *Free schools* sont financées par le gouvernement mais ne sont pas dirigées par les autorités locales. Elles ont une plus grande autonomie dans leur fonctionnement. Il existe deux types de *Free Schools*, les *University technical colleges* et les *Studio schools*. Elles ont le contrôle sur les salaires du personnel, sur les programmes ainsi que sur l'organisation de l'année scolaire ; en revanche, elle n'ont pas de système de sélection à l'entrée. Voir :

URL : <https://www.gov.uk/types-of-school/free-schools>

<sup>817</sup> providing a direct link between local residents and the spending decisions of the local authorities to whom they pay their *council* [...] and to ensure that excessive *council* tax increases occur only where they have a clear mandate from local people and to abolish central government capping powers; <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/SN05682/SN05682.pdf>

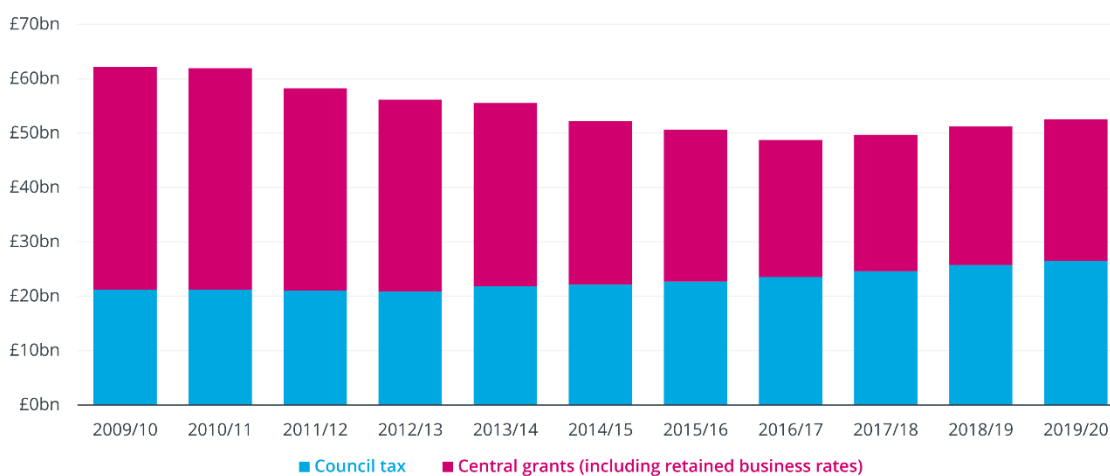
» n'est plus un thème d'importance après David Cameron. Tant que les « *councils* » ne seront pas des autorités totalement indépendantes, le gouvernement sera tenu responsable des politiques générales régissant les finances locales. Il n'est pas étonnant que le nombre moyen de compétence/incompétence fluctue et remonte même au point de faire entrer à nouveau ce sujet dans le socle thématique de base sous le mandat de Theresa May (passant de la 11<sup>ème</sup> place à la 6<sup>ème</sup> de notre classement, voir figure 18). Plus précisément, on observe deux grands pics dans l'évolution de ce nombre, ces deux augmentations soudaines et notables se sont produites juste avant les élections locales du 3 mai 2018 et du 2 mai 2019. Les élections locales sont encore un test des compétences du gouvernement au niveau national à travers leur gestion des affaires locales. Comme les élections locales de 2018 concernaient d'importants « *councils* », ce scrutin représentait le premier test à l'échelle nationale, depuis les élections de 2017, en termes d'opinion publique vis-à-vis du gouvernement. On assiste lors des *PMQs* du 21, du 28 mars et du 2 mai 2018 à une vraie campagne le part de Theresa May et de Jeremy Corbyn. Ce dernier se servira de la gestion par les Conservateurs des affaires locales pour projeter une image d'incompétence au niveau national.

J. Corbyn : Est-ce que le Premier ministre pense que la faillite du Conseil du Northamptonshire est le résultat de l'incompétence des Conservateurs au niveau local ou est-ce qu'il s'agit de l'incompétence des Conservateurs au niveau national <sup>818</sup>?

En réalité, il n'est pas surprenant que le Leader de l'opposition (Jeremy Corbyn) se serve de l'argument d'incompétence des Conservateurs dans la gestion financière des « *councils* », car comme le montre le diagramme ci-dessous, la dotation financière des local « *councils* » a considérablement baissé entre 2010 et 2016 sans que la *council tax* ne soit augmentée, réduisant ainsi les ressources des « *councils* » de façon significative. Puis, à partir de 2017, les dotations ont connu une légère hausse dont les effets sont neutralisés, voire annihilés par une hausse concomitante de la *council tax*. En résumé, Theresa May, doit assumer les conséquences de la politique d'austérité du gouvernement précédent ainsi que ses propres décisions en matière de gestion financière des local « *councils* », notamment celle de relever le plafond de 2% d'augmentation annuelle de la *council tax* à 3% sans avoir à organiser un referendum comme cela était le cas depuis le *Localism Act* de 2011.

---

<sup>818</sup> Hansard, HC, 21/03/2018, vol. 638, col. 271. *Jeremy Corbyn: Does the Prime Minister believe that the collapse of Northamptonshire Council is the result of Conservative incompetence at a local level, or is it Conservative incompetence at a national level?*



Source: Institute for Government analysis of MHCLG, Local Authority Revenue expenditure and financing in England: individual local authority data - revenue outturn. Excludes grants for education services, police and public health. 2019/20 includes one month of emergency Covid-related funding (March 2020) which increased the proportion of funding from government grants. BY-NC

figure 19. Revenus des autorités locales selon les sources

C'est dans un tel contexte, et surtout face à un Leader de l'opposition déterminé à se servir du problème de la gestion financière des « *councils* » pour discréditer le parti conservateur au niveau national<sup>819</sup>, que Theresa May agira de façon similaire à John Major dans les années 1990 afin de défendre la propriété thématique du parti, à savoir l'économie. Sur le fond Theresa May n'est pas tout à fait convaincante face aux attaques de J. Corbyn. Par exemple, lors de la séance du 21 mars 2018, ce dernier reproche au parti conservateur d'avoir conduit le « *council* » du Northamptonshire à la faillite (en 2018, le « *council* » se déclara en faillite avec une dette de 1 milliard) suite à la mise en place d'un nouveau modèle économique dans la gestion de ce « *council* » qui s'inspire du secteur privé et fondé, par exemple, sur la sous-traitance du personnel administratif. Theresa May brandit les résultats d'un audit<sup>820</sup> concluant que la faillite de ce « *council* » n'est pas liée à un problème de sous-financement de la part du gouvernement et accuse Jeremy Corbyn de se servir de cet argument comme une attaque injustifiée, mais Jeremy Corbyn n'a pas du tout parlé de sous-financement, Theresa May est hors sujet. Cette faiblesse de la part de Theresa May se traduit également dans ses contre-attaques totalement hors propos, surtout, lorsqu'au lieu de répondre précisément aux questions du Leader de l'opposition sur la gestion des autorités locales, cette dernière utilise les accusations d'antisémitisme comme moyen de détourner l'attention sur ses difficultés à convaincre sur le

<sup>819</sup> *Hansard, HC, 21/03/2018, vol. 638, col. 271.*

<sup>820</sup> Le rapport, *Financial sustainability of local authorities*, 2018 réalisé par le *National Audit Office* met en lumière les difficultés financières sans précédent auxquelles le *Northamptonshire County Council* a dû faire face.

sujet des « *councils* ». En résumé, elle n'est pas solide sur le fond face aux attaques relatives à la gestion par les Conservateurs de certains conseils locaux. En revanche, dans l'acte de défense du territoire, à la fois physique, à savoir la zone administrative tenue par les conservateurs et le territoire thématique, c'est-à-dire le sujet économique, celui de la gestion économique de ces zones, Theresa May démontre les qualités attendues du chef. David Cameron, quant à lui, n'a pas eu à prouver ses talents de chef dans la défense de ce thème dans la mesure où il a réussi à faire disparaître des radars le sujet des *PMQs*. En réalité, il a laissé une sorte de bombe à retardement à son successeur. Lorsque l'aide ponctuelle sous forme de dotations additionnelles a pris fin en 2015, les problèmes de financement et de gestion financière par le gouvernement ont resurgi. David Cameron ne peut pas être accusé de ne pas avoir réussi à démontrer les compétences du parti en matière de gestion des affaires locales car il a trouvé le moyen de neutraliser le sujet et de rendre plus difficile la projection au niveau national de l'inefficacité du gouvernement sur les questions locales. Ce serait une erreur de penser que D. Cameron a abandonné ce thème au profit des Travailleurs. Il a simplement changé de stratégie pour que ce sujet ne devienne pas un exemple emblématique des conséquences de sa politique d'austérité et le fait disparaître du débat au profit d'un thème à la priorité plus importante (l'immigration, par exemple).

### **1.2.1.2. La protection sociale et l'immigration**

Le deuxième thème qui occupe une place très différente entre les mandats de John Major d'une part et de D. Cameron et T. May d'autre part est celui de la protection sociale. Ce sujet arrive en dernière place chez J. Major et en troisième et deuxième position chez ses successeurs conservateurs. Il est possible de justifier un tel changement par la mise en avant, par les Conservateurs, d'une politique plus humaine, plus compassionnelle<sup>821</sup>. Cependant, la réalité semble différente. Ce qui fait monter le nombre de compétence/incompétence en matière de protection sociale (à partir de D. Cameron) est lié à la réforme du système de protection sociale de 2012<sup>822</sup>, mise en place en 2013, afin de réduire le déficit public et d'encourager la recherche d'emploi. Le parti travailliste et, plus particulièrement, Ed Miliband, attaque le Premier ministre

---

<sup>821</sup> Agnès Alexandre-Collier, *Les habits neufs de David Cameron. Les conservateurs britannique (1990-2010)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

<sup>822</sup> *The Welfare Reform Act, 2012* prévoit la mise en place du crédit universel (UC) qui regroupe toutes une palette d'allocations sociales en un seul paiement, le plafonnement des aides et indemnités que les actifs de 16 à 64 ans peuvent recevoir, la suppression des aides pour les locataires de logement social avec une pièce non utilisée, le remplacement de la pension invalidité par le *personal independence payment*, le plafonnement à 1% des prestations sociales accordées aux actifs.



sur chaque point de la réforme<sup>823</sup> entre 2011 et 2013, ce qui pousse David Cameron à défendre son projet en réaffirmant la compétence du gouvernement en matière de protection sociale. À partir de 2014, une fois le *Welfare Act* mis en place (en avril 2013), le nombre de références aux compétences du gouvernement en matière de protection sociale chute de façon significative. Puis, entre 2016 et 2019 les pics dans le nombre de compétence/incompétence sur ce thème sont la conséquence du *Welfare Act* et des ajustements qui ont suivi. Par exemple, l'annonce du calendrier concernant le transfert, à partir de fin 2019, des bénéficiaires d'aides sociales vers le système du Crédit Universel<sup>824</sup> n'a pas manqué de susciter l'indignation de Jeremy Corbyn qui accuse Theresa May, au cours du mois d'avril et de mai, d'appauvrir la population.

On le voit le socle thématique du parti conservateur (entre J. Major et T. May) est plutôt stable. Seul David Cameron a changé la nature de ce socle en faisant sortir (sans toutefois l'abandonner au parti travailliste) le problème de la gestion des autorités locales pour le remplacer par le thème de l'immigration. Cet acte semble participer d'une tentative de redéfinition du périmètre thématique du parti. L'explication de l'apparition ou plutôt de la résurgence de ce sujet nous est proposée par Rebecca Partos dans son ouvrage *The Making of the Conservative Party's Immigration Policy*<sup>825</sup>. Comme l'explique l'auteure, au cours de la période qui a immédiatement suivi l'élection de David Cameron en tant que leader du parti conservateur, l'immigration était rarement mentionnée. Ce silence faisait partie d'une stratégie pour redorer l'image néfaste du parti conservateur, que les deux précédents leaders du parti (William Hague et Michael Howard) avaient contribué à ternir avec une rhétorique populiste<sup>826</sup> lors des campagnes électorales de 2001 et 2005. Puis à partir de 2007, et plus encore après l'installation du parti conservateur au pouvoir, la menace que représentait le *UKIP*<sup>827</sup> a poussé le gouvernement à adopter une position ferme en matière d'immigration à la fois d'un point de vue rhétorique mais

---

<sup>823</sup> La réforme du système de pension de retraite, l'instauration de la *bedroom tax*, la réduction du crédit d'impôt ont donné lieu à des affrontements entre le Premier ministre et le Leader de l'opposition pendant les *PMQs* (voir 08/06/2011, vol. 529 ; 16/01/2013, vol. 556 ; 6/02/2013, vol. 557). Ed Miliband utilisera le recours accru aux banques alimentaires comme attaques récurrentes entre 2012 et 2013 (voir 16/01/2013, vol. 556 ; 19/12/2012, vol. 55 ; 11/09/2013, vol. 567).

<sup>824</sup> Regroupement de différentes aides sociales en un seul paiement mensuel, voir <https://www.gov.uk/universal-credit>

<sup>825</sup> Rebecca Partos, *The Making of the Conservative Party's Immigration Policy*, Abingdon-on-Thames, Routledge, 2019.

<sup>826</sup> William Hague, dans un discours avant l'élection générale de juin 2001, avait déclaré que Tony Blair voulait faire de la Grande-Bretagne « une terre étrangère ». On pense également aux slogans de campagne (2005) comme « *are you thinking what we're thinking* » ou « *It's not racist to impose limits on immigration* ».

<sup>827</sup> Richard Hayton, « Conservative Party Statecraft and the Politics of Coalition », *Parliamentary Affairs*, vol. 67, n°1, 2014, p. 6-24.

également dans les mesures proposées. En effet, comme l'explique Karine Tournier-Sol, dans ses discours nationalistes et eurosceptiques, Nigel Farage, chef du *UKIP*, arrive à corréler les problèmes de l'immigration à la question européenne<sup>828</sup>, ce qui trouve un écho particulier auprès des eurosceptiques radicaux conservateurs. La forte augmentation du nombre de revendications de compétence (attribuée au parti) et d'accusations d'incompétence (dirigées contre le parti travailliste) concernant l'immigration pendant les années Cameron est liée à la nécessité de retenir les membres de la frange eurosceptique radicale séduite par le *UKIP*, en envoyant des signaux explicites contre les flux migratoires (rendus en grande partie responsables de cette immigration). Cette tendance à revendiquer avec insistance des compétences dans le domaine de l'immigration ne sera toutefois pas suivie par Theresa May, qui préfère réintégrer dans le socle de base le thème de la gestion des local *councils* tout en rejetant le sujet de l'immigration en dernière position des thèmes mineurs (selon notre étude pendant les *PMQs*, voir figure 18). En effet, après le *Brexit*, ce problème n'apparaissait plus comme aussi saillant qu'avant 2016. Par ailleurs, le parti était perçu comme moins compétent<sup>829</sup> dans ce domaine à la fin des mandats de D. Cameron car le public reprochait à ce dernier de ne pas avoir respecté ses promesses en termes de réduction du solde migratoire<sup>830</sup>. Toutes les nouvelles mesures de lutte contre l'immigration n'étaient plus crédibles aux yeux du public, le seul moyen de restaurer le contrôle sur les flux migratoires était le *Brexit* que le *UKIP* appelait de ses vœux.

Il apparaît clairement que le socle thématique est davantage fondé sur une approche pragmatique que sur une approche idéologique comme le prouve le traitement des problèmes de la protection sociale, de l'immigration ou de la gestion des autorités locales par les différents leaders conservateurs. Les Premiers ministres établissent leurs priorités en fonction des besoins électoraux ou pour les besoins de la défense d'une politique ou encore, simplement pour accroître leur popularité.

Parmi les six thèmes majeurs pour lesquels les trois Premiers ministres à l'étude se mobilisent activement en mettant en avant leur compétence en la matière, deux sont très instables (c'est-à-dire qu'ils n'occupent pas le même rang de priorité au cours des mandats) : la

---

<sup>828</sup> Karine Tournier-Sol, « L'impact du *UKIP* et du *Brexit Party* sur l'échiquier politique britannique », *Revue Française de Civilisation Britannique* [Online], vol. 27, n°2, 2022.

URL : <https://journals.openedition.org/rfcb/9498>

<sup>829</sup> Rebecca Partos et Tim Bale, « Immigration and asylum policy under Cameron's Conservatives », *British Politics*, vol. 10, n°2, 2015, p. 13.

<sup>830</sup> Par exemple la promesse de réduire le solde migratoire en dessous de 100,000 n'a pas été tenue, ce solde est monté à 243,000 en aout 2014 et 298,000 en septembre.

protection sociale et la gestion des autorités locales. Le Premier ministre doit, à certains moments, redoubler d'effort pour ne pas perdre l'argument face à l'opposition dans ces domaines. Ces thèmes sont selon la typologie de Stefaan Walgrave des « *competence issue ownership* », celles qui renvoient aux capacités perçues que possède un parti à bien gérer et à résoudre des problèmes et qui nécessitent un travail important pour conserver ou projeter l'image d'un parti efficace dans ces domaines. D'autre part, dans ce même socle, quatre autres thèmes sont stables et occupent quasiment la même place dans l'ordre de priorité accordés aux problèmes : l'économie, la santé, l'éducation et la sécurité. Il s'agit de sujets souvent associés au parti conservateur, et selon la même typologie mentionnée précédemment, il s'agit de « *associative issue ownership* » ; il s'agit de l'identification spontanée de certains thèmes à certains partis sans que la notion de compétence soit prise en compte<sup>831</sup>. Stefaan Walgrave explique dans son étude que des recherches expérimentales récentes ont montré qu'il « est impossible pour les partis de voler les thèmes que les électeurs associent à un autre parti »<sup>832</sup>. En revanche, il leur est possible de changer la perception ou l'opinion que le public a de l'efficacité de l'autre parti à gérer ces problèmes<sup>833</sup>. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire pour le Premier ministre d'entretenir une impression de compétence même dans ces domaines réputés acquis au parti conservateur.

En dernière analyse, et d'un point de vue anthropologique, la notion de compétence représente, selon Claude Rivière<sup>834</sup>, outre le charisme et la coercition, la condition d'accès au pouvoir la plus importante. On retrouve cette même observation dans une des cinq dimensions du *statecraft* (efficacité d'un leader à gérer les affaires de l'État) établies par Jim Bulpitt<sup>835</sup>. Selon lui, un bon leader est celui qui parvient à démontrer des compétences à gouverner, il explique que « gouverner ce n'est évidemment pas juste une question de (mesures) politiques, c'est aussi une question de compétence »<sup>836</sup>. L'auteur précise, par ailleurs, que cette compétence à gouverner repose tout d'abord sur l'application de politiques choisies. C'est la raison pour laquelle les Premiers ministres mettent un point d'honneur à affirmer sans détour que leur gouvernement, ou leur parti plus généralement, a été efficace dans la gestion d'un problème grâce à la mise en place de mesures gouvernementales. De ce point de vue, on peut confirmer

---

<sup>831</sup> Stefaan Walgrave, Anke Tresch et Jonas Lefevere, « The Conceptualisation and Measurement of Issue Ownership », *West European Politics*, vol. 38, n°4, 2015, p. 5.

<sup>832</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>833</sup> Christian Elmelund praestekaer, « Issue Ownership as a determinant of negative campaigning », art. cit.

<sup>834</sup> Claude Rivière, *Anthropologie politique*, Armand Colin, 2000, p. 18.

<sup>835</sup> Jim Bulpitt, « The discipline of the New Democracy: Mrs Thatcher's Domestic Statecraft, *Political studies* », 1986, art. cit.

<sup>836</sup> *Ibid.*, p. 22.

que les trois Premiers ministres conservateurs n'ont pas négligé cette dimension du leadership et ont fourni, à intensité variable, des efforts notables dans la volonté de projeter une image d'un gouvernement compétent et d'efficace. Comme l'indique la courbe de l'évolution du nombre moyen de compétence/incompétence (voir figures 17) pour les trois Premiers ministres, John Major est celui qui remplit le moins la fonction de « compétence à gouverner » de J. Bulpitt et la comparaison est très marquée avec David Cameron qui, lui, est le leader parmi les trois à l'étude qui semble le plus valider ce critère (il enregistre une augmentation de 68,42% par rapport aux années 1990). Theresa May, même si l'évolution de la courbe est à la baisse par rapport à son prédécesseur (mais plus bien plus élevée que John Major), montre de vraies capacités à projeter cette image de compétence à gouverner.

La revendication, par le Premier ministre, de compétence dans les domaines clés de la vie politique britannique permet de conforter les électeurs dans l'idée qu'ils ont fait le bon choix en permettant au parti conservateur d'accéder au pouvoir. Cette stratégie a vocation à rallier de nouveaux électeurs, car être perçu comme compétent est l'atout majeur pour un parti dans sa (ré)élection. À ce sujet, Jane Green et Sara B. Hobolt précisent que « les partis politiques augmentent leur chance de gagner les élections s'ils accordent davantage d'attention aux sujets dont ils peuvent revendiquer la propriété »<sup>837</sup>. La revendication de compétence du parti conservateur dans tel ou tel domaine devient donc un argument de campagne électorale. D'ailleurs, on observe une forte augmentation du nombre moyen de compétence/incompétence pendant les périodes précédant des élections générales (voir Annexe 10). De plus, un grand nombre de revendications de compétence sont associées à un appel, par le Premier ministre, à voter pour le parti conservateur. David Cameron, dans une séance de *PMQs* de mars 2015 appelle les citoyens à voter pour le parti conservateur car « le choix dans quarante-trois jours sera entre la compétence et un plan (économique) à long-terme qui donnent des résultats ou le chaos d'une crise économique provoquée par les Travaillistes »<sup>838</sup>. Theresa May, pour sa part, fait, lors d'une séance en mars 2017, le bilan positif du gouvernement en matière de contrats relatifs à l'achat de biens et de services britanniques et demande aux citoyens « de voter pour les Conservateurs s'il veulent une collectivité locale qui prend leurs intérêts à cœur »<sup>839</sup>.

---

<sup>837</sup> Jane Green et Sara Hobolt, « Owing the issue agenda: Party strategies and vote choices in British elections », *Electoral Studies*, vol. 27, n°3, 2008, p. 460-76.

<sup>838</sup> *Hansard, HC*, 25/03/2015, vol. 594, col.1425. D. Cameron: *That is the choice in 43 days' time: competence and a long-term plan that is delivering, instead of the chaos of economic crisis from Labour.*

<sup>839</sup> *Hansard, HC*, 29/03/2017, vol.624, col. 249. T. May: *We have, as a Government, been encouraging the procurement of British goods and services. The right hon. Gentleman asks what we can do for local authorities; if people around the country want local authorities that take their best interests to heart, they should vote Conservative.*

À la lumière de ces remarques liminaires, on peut se demander à quel point les *PMQs* servent de plateforme de campagne électorale et en quoi cette caractéristique nous renseigne sur le leadership de John Major, David Cameron et Theresa May. Avant de définir l'importance des *PMQs* comme outil de campagne, il est nécessaire, dans un premier temps, d'établir un lien entre les séances de *PMQs* et les caractéristiques de la campagne électorale, puis d'exposer à grands traits le contexte dans lequel les campagnes sont devenues centrales dans la vie politique.

## 2. Le leadership à l'épreuve des campagnes électorales

La campagne électorale est confrontationnelle et fondée sur l'idée que les participants cherchent à battre leur adversaire. La campagne est une compétition et donc une situation à somme nulle, un seul parti ne peut sortir vainqueur de l'affrontement<sup>840</sup>. Dans la logique rationnelle de Anthony Downs, les partis politiques sont en compétition pendant les élections pour le pouvoir et « sont engagés dans une guerre politique » avec leurs opposants<sup>841</sup>. Nous retrouvons exactement ce même principe pendant les *PMQs*, les deux partis principaux se livrent une guerre ouverte pour remporter la victoire, c'est-à-dire pour apparaître le plus compétent à diriger le pays. Par syllogisme, les *PMQs* s'apparentent à une campagne électorale, et particulièrement pendant les périodes électorales comme le montrent les fortes augmentations du nombre de compétence/incompétence et des *FTA* avant les élections générales. Ce qui rend la compétition encore plus féroce réside dans la nature même du système de Westminster qui accorde un statut légal à l'opposition, qui est prête à remplacer le gouvernement au débotté suite au succès d'une motion de confiance envers le gouvernement. L'objectif pour l'opposition est d'ébranler le leadership du Premier ministre et de provoquer des élections au sein du parti pour affaiblir ce même parti. Le test que le Premier ministre, en tant que leader, doit réussir est fondamentalement celui qui consiste à utiliser de façon la plus efficace les *PMQs* et autres Question Time pour projeter une image positive du parti<sup>842</sup>, et en ce qui nous concerne ici, une image de compétence et d'aptitude à diriger le pays. Le Premier ministre est sur la brèche à tout moment afin d'entretenir cette image. Cette tâche a été rendue plus ardue à la suite de changements structurels et constitutionnels. En effet, selon Jacob Rees Mogg<sup>843</sup>, le *Fix-term Parliaments Act (FTPA)* de 2011 (abrogé par le *Dissolution and Calling of Parliament Bill* en

---

<sup>840</sup> Ornstein Norman J. and Mann Thomas E, (eds.), *The Permanent Campaign and its Future*, Washington D.C, American Enterprise Institute, 2000, p. 11.

<sup>841</sup> Downs Anthony, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row, 1957, p. 138.

<sup>842</sup> John Uhr, « Parliamentary Oppositional Leadership, Leadership », dans John Kane, Haig Patapan, Paul 't Hart (eds.), *Dispersed Democratic Leadership: Origins, Dynamics, and Implications: Origins, Dynamics, and Implications*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 59.

<sup>843</sup> *The Moggcast* du 08 février 2022. URL : <https://www.radio-uk.co.uk/podcasts/the-moggcast>

mars 2022) a provoqué chez le nouveau Premier ministre, notamment celui ou celle qui est devenu(e) leader du parti après la démission du Premier ministre (suite à une motion de défiance par exemple), un besoin accru de convoquer des élections générales. Avant cette loi de 2011, le nouveau leader du parti et successeur au poste de Premier ministre pouvait convoquer, à sa guise, des élections anticipées au moment qui lui semblait le plus opportun, pour obtenir une plus large majorité à la Chambre, ou simplement pour obtenir une légitimité en tant que Premier ministre (on se rappelle John Major qui avoua avoir « l'impression de vivre dans le péché avec l'électorat<sup>844</sup> » avant les élections de 1992). Après le passage du *FTPA*, il est devenu plus difficile pour le Premier ministre de dissoudre la Chambre et convoquer des élections générales quand bon lui semblait, ce qui, le ou la force en théorie à rester dans cette position, c'est-à-dire celle de leader de parti et Premier ministre sans mandat officiel (par les urnes) jusqu'à la fin des cinq années<sup>845</sup>. À l'heure d'un plus grand besoin de transparence et de démocratie (et très certainement à l'heure d'une plus grande présidentialisation de la fonction de Premier ministre), le besoin de légitimité est plus aigu que jamais, ce qui pousse le Premier ministre à trouver des moyens pour malgré tout dissoudre le Parlement<sup>846</sup>. Theresa May et surtout Boris Johnson ont créé une sorte de précédent en réussissant à s'affranchir des contraintes imposées par le *FTPA* et, selon Jacob Rees-Mogg, la nouvelle norme serait pour un leader « non élu » de convoquer automatiquement des élections générales. Cela nous amène à conclure que le nombre d'élections générales est devenu significativement plus élevé sur la période de mandat où le Premier ministre a démissionné (entre 2015 et 2020, durée initiale du mandat de D. Cameron, deux élections générales ont eu lieu, une en 2015 et une autre en 2017, même chose avec le mandat de Theresa May, une première élection en 2017 et une autre en 2019). Mécaniquement cela fait monter le nombre de périodes électorales et donc le nombre de compétence/incompétence.

Par ailleurs, Tim Bale et Paul Webb expliquent les raisons de l'importance grandissante des campagnes dans la vie politique des partis britanniques<sup>847</sup>, ils affirment en effet, que les campagnes électorales sont beaucoup plus importantes que par le passé (en raison d'un plus grand désengagement électoral des citoyens). Ils estiment que la campagne est devenue l'instrument principal dans la victoire électorale des partis car, selon les résultats de leur

---

<sup>844</sup> John Major, *John Major: The Autobiography*, London: Harper Collins, 1999, p. 291.

<sup>845</sup> Notons que le *FTPA* a été abrogé le 22 mars 2022 par le *Dissolution and Calling of Parliament Act 2022*

<sup>846</sup> On pense à Boris Johnson qui passe le *the Early Parliamentary General Election Act 2019* pour contourner le *Fixed-term Parliaments Act* et convoquer les élections générales le 12 décembre 2019.

<sup>847</sup> Paul Webb et Tim Bale, *The modern British party system*, second edition, Oxford, Oxford University Press, 2021.

Voir également, podcast, <https://play.acast.com/s/timesredbox/thepoliticalsystem> à 17'00.

recherche, les électeurs changent leur vote entre les élections, ils ne sont plus affiliés à un parti ; en 2021, seulement 16% de l'électorat s'identifiait à un parti en particulier ; et 30% décident quel parti aura leur vote pendant la campagne électorale.

À travers ces arguments on comprend à quel point la campagne a pris une place capitale dans la vie politique des partis et du pays en général. Cette tendance a été, et ce, de façon non anecdotique, renforcée par l'utilisation des nouvelles technologies de communication (la télévision, les réseaux sociaux...).

## 2.1. Les *PMQs*, une plateforme de campagne

Afin de démontrer que les *PMQs* sont une plateforme de campagne électorale, nous nous sommes appuyé sur différents critères. L'objectif ici n'est pas de définir si tel ou tel débat pendant les *PMQs* est représentatif ou relève des méthodes discursives propres à la campagne électorale mais plutôt d'essayer de mettre en évidence comment les parlementaires et plus particulièrement les leaders à la Chambre des communes envisagent les séances de *PMQs* comme un outil de campagne. Pour cela, nous commencerons par remarquer que les trois Premiers ministres à l'étude expliquent publiquement que les séances de questions au gouvernement font office de débat électoral (télévisé). Le 18 février 1992, le député travailliste, Dennis Skinner, demande à John Major si ce dernier est prêt à prendre part à un débat télévisé pendant la campagne électorale, ce à quoi John Major répond que c'est précisément « ce qu'ils font ici deux fois par semaine »<sup>848</sup> (les *PMQs*, à cette époque duraient quinze minutes, une fois le mardi et une autre le jeudi). Le Premier ministre réitérera sa remarque en avril 1996 lors d'une séance précédant les élections du 1<sup>er</sup> mai 1997<sup>849</sup>. Même chose avec David Cameron en mars 2015, ce dernier propose de commencer les débats électoraux pendant les *PMQs*<sup>850</sup>. Theresa May, quant à elle, refuse le débat télévisé que lui propose J. Corbyn avant l'élection de juin 2017 en avançant l'argument qu'elle débat avec le Leader de l'opposition tous les mercredis depuis qu'elle est devenue Première ministre<sup>851</sup>, ici au Parlement. Il devient très clair, au vu de ces remarques, que les *PMQs* se substituent aux débats électoraux et deviennent donc une tribune publique où s'affrontent les candidats aux élections. Un autre moyen de constater

---

<sup>848</sup> Hansard, HC, 18/02/1992, vol. 204, col. 173. J. Major: *As the hon. Gentleman knows, we hold televised debates in the House twice a week—*

<sup>849</sup> Hansard, HC, 02/04/1996 vol 275, col 150. J. Major: *I enjoy my tussles with the right hon. Gentleman on Tuesdays and Thursdays and on other occasions.*

<sup>850</sup> Hansard, HC, 04/03/2015 vol. 593, col 942. J. Major: *I have been very clear. I have said, "Get on with the debates before the election campaign," and I think we should start now.*

<sup>851</sup> Hansard, HC, 19/04/17, vol. 624, col 665. T. May: *I point out to the right hon. Gentleman that I have been answering his questions and debating these matters every Wednesday that Parliament has been sitting since I became Prime Minister.*

que les séances de *PMQs* remplissent cette fonction de plateforme électorale est de recenser le nombre de fois où le Premier ministre mentionne une élection et appelle explicitement les électeurs à voter pour le parti conservateur ou plus généralement pour un candidat ou un projet conservateur. En mars 1993, John Major déclare que « pour le 6 mai, la réponse est claire : votez pour le parti conservateur »<sup>852</sup>, en octobre 2014, David Cameron affirme qu'« il n'y a qu'un seul choix, et que celui-ci est de voter pour le parti Conservateur »<sup>853</sup>.

Du tableau ci-dessous (figure 20) se dégagent deux observations venant en appui aux remarques précédentes. La première concerne le nombre des références directes aux différentes élections. Le nombre total de ces références est très élevé et reste constant pour les trois Premiers ministres concernés (le nombre moyen est d'environ 0,30 tout au long des trois mandatures).

Figure 20. Nombre de références directes à une élection ou à une consigne de vote par le Premier ministre

	John Major	David Cameron	Theresa May
Année 1	8 références	1 référence	2 références
Année 2	5	4	18
Année 3	7	2	4
Année 4	10	12	3
Année 5	10	11	
Année 6	11	13	
Année 7	2	8	
<b>TOTAL</b>	<b>53 (0,34)</b>	<b>51 (0,28)</b>	<b>27 (0,30)</b>
Détail	Élections générales : 27 Élections locales : 12 Élections partielles : 10 Élections européennes : 2	Élections générales : 27 Référendum : 7 Mesures / projets (de loi) : 6 Élections locales : 4 Maire : 3 Élections partielles : 2	Élections générales : 12 Élections locales : 7 Maire : 3 Budget : 2 Élections Ecosse : 1

<sup>852</sup> Hansard, HC, 23/03/1993, vol.221, col. 759. J. Major: For 6 May, the answer is clear—vote Conservative

<sup>853</sup> Hansard, HC, 15/10/2014, vol.586, col. 290. J. Major: there is only one choice, and that is to vote Conservative.



		Commissaires de police : 1	
		Élections Écosse : 1	

Par ailleurs, et cela est notre seconde observation, on constate que ces références ne sont pas nécessairement concentrées sur les périodes qui précèdent immédiatement les élections, elles sont réparties sur l'ensemble des années du ou des mandats. Par exemple, une première mention des élections générales est faite à deux reprises lors de la séance du 18 avril 1991 alors que John Major n'a pas encore annoncé une élection anticipée. Des remarques sur la défaite des Travaillistes annoncées par le Premier ministre dès le mois de mai 1994 fait débiter la campagne prématurément, trois ans avant la date officielle. Avec David Cameron, c'est dès janvier 2013 que les références aux prochaines élections générales commencent à apparaître<sup>854</sup>. D'ailleurs, l'ancien directeur de campagne de D. Cameron, Lynton Crosby, confirme que, dès mars 2013, le parti conservateur est déjà en campagne<sup>855</sup>. En dehors de toutes ces références directes aux élections générales, le reste de l'année est jalonné de références à d'autres élections, notamment les élections locales et partielles. Les années 1994, 1996, 2013, 2014, 2016 illustrent parfaitement nos propos concernant la répartition des références aux élections sur l'année entière. Prenons 2014, les références s'échelonnent comme suit : 29 janvier, 26 février, 19 mars, 18 juin, 09 juillet, 03 septembre, 15 et 29 octobre et enfin le 05 et 20 novembre. La quasi-omniprésence de ces références aux élections prédisant la victoire du parti (ou la défaite de l'opposant) ou appelant à voter pour le parti ou pour tel ou tel candidat du parti nous amène à la conclusion que les *PMQs* sont bien une plateforme de campagne électorale. En regardant dans le détail les consignes de vote ou les incitations à voter pour le parti conservateur, on note une certaine évolution entre John Major et David Cameron dans l'utilisation des *PMQs* comme tribune de campagne. John Major utilise ce mode de communication (décrit juste avant) pour trois types d'élections : les élections générales, les élections locales et les élections partielles. En revanche, David Cameron, étend ce type de communication à des programmes et des projets de loi lorsque ces derniers nécessitent un vote à la Chambre. David Cameron se sert de la tribune pendant les *PMQs* pour inciter les parlementaires de l'opposition à voter, par exemple, le budget préparé par le Chancelier de l'Échiquier<sup>856</sup> (et/ou par Whitehall) ou pour le

<sup>854</sup> Hansard, HC, 16/01/2013, vol. 556, col 864. D. Cameron: *If you want to take power back to Britain, you vote Conservative; if you want to give power to Brussels, you vote Labour.*

<sup>855</sup> Anthony Seldon et Peter Snowdon, *Cameron at 10: The Verdict*, London, William Collins, 2015, p. 290.

<sup>856</sup> Hansard, HC, 23/06/2010, vol. 512, col. 288. D. Cameron: *The choice in terms of the Budget is the road to recovery from this party, or the road to ruin offered by the Labour party.*

projet de réforme du système de protection sociale. Par exemple, le 15 juin 2011, pendant la séance de *PMQs* précédant le vote sur la réforme du système de protection sociale, David Cameron exhorte « tous ceux qui croient à la nécessité de plafonner les aides sociales [de] voter pour le *Welfare Reform Bill* ce soir »<sup>857</sup>.

Un autre phénomène apparaît sous D. Cameron, celui qui consiste à faire campagne pour un vote lors d'un référendum. David Cameron fera campagne contre la sortie du Royaume Uni par l'Écosse<sup>858</sup>, et contre la sortie de l'Union européenne par le Royaume-Uni<sup>859</sup>. En réalité, les *PMQs* sont devenues plus généralement une plateforme promotionnelle.

À la lumière des toutes ces observations il est à tout à fait à propos de parler des *PMQs* comme d'une plateforme de campagne permanente.

### **2.1.1. De la campagne au rite électoral**

La définition que nous donne Sydney Blumenthal de la campagne permanente est assez éclairante. Il la décrit comme l'association de deux éléments nécessaires pour entretenir, à long terme, la popularité des élus, à savoir la production de certaines images associées au parti ou à un candidat, et le calcul stratégique ; c'est « cette combinaison qui transforme l'acte de gouverner en une campagne perpétuelle »<sup>860</sup>. Lorsque le parti est dans l'opposition et accède au pouvoir, on voit un basculement dans le statut politique du parti mais pas nécessairement dans le processus de campagne. En effet, le parti ou le candidat en lice fait campagne pour obtenir le plus grand nombre de soutiens et de votes, et lorsqu'il est au gouvernement, il fait campagne pour retenir ces soutiens en espérant qu'ils feront à nouveau le même choix aux prochaines élections<sup>861</sup>. Dans les deux cas, cette campagne s'appuie sur la projection de l'image d'un parti efficace et compétent ainsi que d'une stratégie de confrontation bien rôdée (voir plus bas).

La structure même des *PMQs* reflète cette caractéristique de la campagne permanente. Une campagne suit un schéma précis : tout d'abord il y a l'enthousiasme de lancer la campagne, puis on observe une accélération du rythme et le redoublement de l'intensité jusqu'à l'acmé, le jour de l'élection, puis le retour au calme complet dès le jour suivant. Concernant les *PMQs*, cette structure se retrouve à deux niveaux. Tout d'abord, pendant les séances qui précèdent les

---

<sup>857</sup> *Hansard, HC*, 15/06/2011, vol. 529, col 769. *D. Cameron: [...] that everyone who believes in the necessity of capping benefits must vote for the Welfare Bill tonight.*

<sup>858</sup> *Hansard, HC*, 03/09/2014 col 281, col. 282

<sup>859</sup> *Hansard, HC*, 23/03/2016, vol. 607, col. 1572 ; 08/06/2016 vol. 611, col. 1183, col. 1188 ; 15/06/2016 vol. 611, col. 1752.

<sup>860</sup> Sidney Blumenthal, *The Permanent Campaign*, New York, Simon and Schuster, 1982, p. 7.

<sup>861</sup> Catherine Needham, « Brand Leaders, Clinton, Blair and the Limitations of the Permanent Campaign », *Political Studies*, vol 53, n°2, 2005, p. 343-361.

élections, on a une montée en puissance dans la confrontation et dans le nombre d'accusations et de revendication de compétence/incompétence (mais également dans le nombre des *FTA*), puis, un calme très marqué s'impose juste après les élections. Par ailleurs, ce même schéma s'observe à l'intérieur d'une séance de *PMQs*, l'enthousiasme des députés se manifestent par leur venue en grand nombre à la séance de questions, puis la tension monte pendant ce que l'on peut appeler le tour de chauffe avec la première, voire la deuxième question émanant de députés, puis arrive la confrontation allant crescendo entre le Premier ministre et le Leader de l'opposition jusqu'au point culminant de l'affrontement, et enfin le retour au calme avec les autres questions des députés. Cet aspect itératif et sans variation de ce schéma s'inscrit parfaitement dans ce que Claude Rivière appelle le rite électoral<sup>862</sup>. Ce dernier découpe le rituel électoral en phases, en épisodes et sous-unités parmi lesquelles figurent les « activités épisodiques de participation à des affrontements politiques », ou encore le vote lui-même tout en prenant soin de faire apparaître clairement la structure des rôles du rite (démarcation entre les concurrents, entre les tâches...). Il est possible de superposer le rite électoral au rite de confrontation examiné dans la première partie. Ils suivent un schéma similaire car la campagne électorale se conduit sur un mode conflictuel. Outre le rôle de chef guerrier faisant une campagne quasi-militaire, le Premier ministre endosse celui de chef de campagne électoral. Les mêmes remarques peuvent être faites concernant les compétences du chef officiant à mener, avec succès, ce rite. En effet, il/elle est responsable de la bonne conduite et de la pérennité de ce rituel dans sa forme originale. À ce propos, les trois Premiers ministres enregistrent un nombre relativement élevé et quasiment identique de références explicites à une élection ou un vote ; cela indique qu'ils inscrivent sciemment leurs discours dans le cadre d'une campagne et prennent part activement et de façon continue à cette campagne. Par ailleurs, le nombre moyen de compétence/incompétence a augmenté depuis John Major, la tendance est donc bien à la préservation du rite électoral qui, en dernière analyse, servira, comme nous le disions, à conforter les électeurs dans leur choix (de parti) lors des dernières élections.

### **2.1.2. Le leader : un chef de campagne**

Ces indications sur les compétences du leader à bien mener ce rite, c'est-à-dire à mener une bonne campagne, nous éclaire sur un autre aspect du leadership du Premier ministre pendant les *PMQs*. Selon Samuel Popkin<sup>863</sup>, les électeurs se servent de ce genre d'informations sur les candidats pour mettre en adéquation les performances du candidat à mener une bonne

---

<sup>862</sup> Claude Rivière, *Anthropologie politique*, Armand Colin, 2000, p. 164.

<sup>863</sup> Samuel Popkin, *The Reasoning Voter*, op. cit.

campagne avec les compétences du gouvernement à bien gérer les affaires du pays. Le raccourci est le suivant : un candidat qui sait bien mener une campagne est, ou sera, un bon chef de gouvernement. Faire campagne nécessite une capacité à se rendre attractif aux yeux du public de façon que les électeurs ne puissent pas résister<sup>864</sup> et cela implique donc pour le Premier ministre (et son parti) d'apparaître le plus apte à diriger le pays en revendiquant le plus de compétences possibles dans le plus grand nombre de thèmes clés possibles. En regardant le nombre moyen de compétence/incompétence, on remarque que ce dernier augmente fortement entre John Major et David Cameron mais qu'il redescend entre David Cameron et Theresa May. Doit-on en conclure que Teresa est moins efficace que David Cameron, qui lui-même serait beaucoup plus efficace que John Major ?

Les *PMQs* sont un débat qui dure seulement trente minutes environ et le Premier ministre, dans le cadre d'une campagne permanente, doit pouvoir aborder le plus de thèmes, de problèmes possibles. Il n'est jamais arrivé qu'une seule séance soit consacrée à un seul thème. Le Premier ministre dispose donc de très peu de temps pour promouvoir un programme ou un projet de loi ou à défendre un thème ou encore à convaincre les députés, ou plus généralement les électeurs de voter pour le parti/candidat conservateur. Il se trouve qu'après John Major, de nouvelles élections ont vu le jour, par exemple les élections des assemblées ou des Parlements locaux, mais aussi l'élection des maires ainsi que des commissaires de police<sup>865</sup>. Un nouveau mode de communication est apparu et a considérablement augmenté depuis les années 1990 pendant les *PMQs*, celui de la communication promotionnelle pour présenter et défendre les réformes du gouvernement ou encore son budget. Même si le nombre des compétence/incompétence, sous T. May a baissé par rapport à David Cameron, il reste malgré tout bien supérieur à celui enregistré par John Major. Theresa May a, en dépit du temps consacré aux débats autour du *Brexit* pendant les *PMQs*, réussi à démontrer de réelles et de solides compétences à faire campagne. David Cameron a également su démontrer de telles capacités, d'autant plus qu'il a concédé à deux référendums majeurs qui ont nécessité une mobilisation accrue pendant les débats, réduisant encore le temps de campagne pour les autres thèmes. John Major est sans doute le moins convaincant dans ce rôle de chef de campagne dans la mesure où la diversité et le nombre d'élections étaient moins importants qu'après les années 1990. Il est important de rappeler à ce stade que l'élection est le test ultime pour le leadership du PM mais également

---

<sup>864</sup> Hugh Hecló, « Campaigning and Governing: A Conspectus », dans Ornstein Norma J. et Mann Thomas E. (eds), *The Permanent Campaign and Its Future*, Washington, D.C., American Enterprise Institute and The Brookings Institution, 2000.

<sup>865</sup> Suite à une réforme de l'organisation des forces de police voulue par D. Cameron, le contrôle de ces forces est depuis 2011 entre les mains d'un *police and crime commissioner* élu dans chaque région (préfecture)

pour le groupe dont la survie dépend du succès électoral, qui lui, dépend des compétences du leader et du groupe à défendre leur territoire thématique tout en projetant une image de parti apte à gouverner.

On comprend alors pourquoi les *PMQs*, en tant qu'outil de communication, est une vraie plateforme de campagne au sens général. Il apparaît également que le leadership du Premier ministre est dépendant des capacités de ce dernier à forger une image de parti compétent par l'utilisation stratégique de différents thèmes ou problèmes (issues). Afin d'apprécier au plus juste les compétences des trois Premiers ministres dans cet exercice, il est nécessaire de définir la façon dont ces thèmes sont utilisés au profit du parti conservateur.

## 2.2. Moyens pour revendiquer la propriété d'un thème

### 2.2.1. De l'éloges des bons résultats au « *issue framing* »

Plusieurs mécanismes sont identifiés pour revendiquer la propriété d'un domaine thématique ou pour conserver la main mise sur ces thèmes.

Le parti, et plus précisément le Premier ministre, trouvera opportun de mettre en avant les bons résultats que le parti conservateur a obtenu en matière de gestion de tel ou tel problème<sup>866</sup> ou encore de renforcer le lien entre un thème et le parti ou un ministère en particulier<sup>867</sup>, par exemple : « c'est le résultat de l'action de ce gouvernement » ; « ceci est le bilan d'un parti Conservateur qui a su agir pour le logement » ; « c'est ce gouvernement qui a réduit le déficit de 25% » ; « ceci est la vérité, sous ce gouvernement le *NHS* se porte mieux », « nos taux d'intérêt sont quasiment aussi bas que ceux de l'Allemagne grâce à la façon remarquable dont mon Honorable Chancelier a su gérer nos affaires »<sup>868</sup>. Le Premier ministre martèlera que les solutions apportées par le gouvernement sont les plus efficaces : « N'est-il pas vrai que l'on ne peut compter que sur un gouvernement conservateur pour faire tout ce qu'il faut pour régler ce

---

<sup>866</sup> Stefaan Walgrave, Anke Tresch et Jonas Lefevere, « The Conceptualisation and Measurement of Issue Ownership », *West European Politics*, vol. 38, n°4, 2015, p. 778-796.

<sup>867</sup> "[...] by strengthening the connections between an issue and an office", Samuel Popkin, *The Reasoning Voter*, *op. cit.*, p. 108.

<sup>868</sup> *Hansard, HC*, 19/10/2016, vol. 615, col. 797. *T. May: This is a result of the action that this Government have taken.* 26/04/2017, vol. 624, col. 1101. *T. May: That is the record of a Conservative Government delivering on housing and delivering for ordinary working families.* 23/05/12, vol. 545, col. 1124. *D. Cameron: [...] and that this Government have cut the deficit by 25%.* 26/02/2014, vol. 576, col. 256. *D. Cameron: The Government have a solid track record of cutting carbon, negotiating internationally and investing in nuclear.* 17/02/94, vol. 237, col. 1062. *J. Major: In view of the Government's excellent record of and commitment to safeguarding the value of pensions.* 06/11/2013, vol. 570, col. 243. *D. Cameron: [...] is the truth under this Government—the NHS getting better;* 12/03/1992, vol. 205, col. 969. *J. Major: [...] For the first time in a generation, our interest rates are almost down to German levels because of the successful manner in which my right hon. Friend the Chancellor has managed our affairs.*

problème ? » ; « ceci est la preuve d'une bonne gestion de l'économie, et cela n'est possible qu'avec les Conservateurs » ; « c'est seulement un gouvernement conservateur qui pourra... »<sup>869</sup>. Par ailleurs, la revendication d'un thème peut également se faire en s'adressant à un segment spécifique de l'électorat. Theresa May, par exemple, dans l'affirmation du gouvernement conservateur comme défenseur des droits individuels, va cibler les inégalités entre les hommes et les femmes en affirmant que « ce que le parti conservateur fait pour les femmes, c'est d'en faire des Premiers ministres »<sup>870</sup>. Par ailleurs, ce qui accroît la visibilité et l'importance d'un thème ou d'un problème auprès des électeurs, c'est d'amplifier les différences entre les candidats sur ce thème précis en mettant clairement en opposition les compétences du gouvernement et l'incompétence de l'opposition à gérer ce problème<sup>871</sup> dans une formule présentant ces deux aspects de façon symétrique, à la façon d'une formule antithétique ou d'une structure en chiasme. On prendra les formules suivantes comme exemple concernant l'emploi, l'économie ou encore le *NHS* : « Un parti travailliste [...] qui s'effondre sous nos yeux et un parti conservateur qui remet le pays sur les rails. Voilà le choix que vous avez : la compétence avec nous, le chaos avec eux » ; « toutes les choses que ce gouvernement a réalisées ; choses que son gouvernement ne ferait jamais » ; « il est temps pour eux d'expliquer qu'ils avaient tort et que nous avons raison »<sup>872</sup>.

Dans un contexte parlementaire, les Premiers ministres qui rencontrent le plus de succès en tant que leader sont ceux qui arrivent à convaincre le public, et plus encore l'opposition, de l'impéritie et de l'inutilité de cette dernière. David Cameron souligne ce point en particulier lorsque, dans une réponse à Ed Miliband, il fait remarquer à la Chambre que le Leader de l'opposition ne remplit plus son rôle de parti de l'opposition en ne parvenant plus à confronter le Premier ministre :

Cela est évidemment une nouvelle façon de conduire les *PMQs* : l'Honorable Leader de l'opposition vient à la Chambre et fait l'éloge du Premier ministre pour son engagement pour la

---

<sup>869</sup> Hansard, HC, 19/11/96, vol. 285, col. 833. J. Major: *Is it not true that only a Conservative Government can be relied upon to do anything about that problem.* 05/07/2017, vol. 626, col. 1160. T. May: *That is a record of good management of the economy—you only get that with the Conservatives.* 04/09/2013, vol. 567, col. 313. D. Cameron: *That is what a Conservative-only Government, after the next election, will deliver.*

<sup>870</sup> Hansard, HC, 20/07/2016, vol. 613, col. 817. T. May: *What does the Conservative party do for women? "It makes us prime minister!" The Labour MPs opposite her could only writhe, ...*

<sup>871</sup> Samuel Popkin, *The Reasoning Voter*, *op. cit.*

<sup>872</sup> Hansard, HC, 04/02/15, vol. 592, col. 267. D. Cameron: *[...] a Labour party that is anti-enterprise, anti-business and that is falling apart under scrutiny, and a Conservative party turning this country around. That is the choice: competence from us, chaos from them. It is time for them to explain that they were wrong and we were right.* 04/09/2013, vol. 567, col. 313. D. Cameron: *They know what the whole country can see—Britain is succeeding and Labour is failing.* 11/09/13, vol. 967, col. 970. D. Cameron: *All the things this Government have done; things his Government would never do* (26/04/2017, col 1101, col 1102, 1108).

lutte contre le réchauffement climatique et pour l'environnement. J'aime ce nouveau style. Je pensais que les séances à la Guignol et Gnafron me manqueraient peut-être, mais cela est bien plus rafraîchissant<sup>873</sup>.

Un autre procédé utilisé afin de renforcer l'association entre le parti et un thème consiste à présenter un problème et ses enjeux sous un angle partial, ce que l'on appelle : la définition des enjeux (issue framing). Ce procédé sert à présenter des faits de façon à ce que cela implique l'existence d'un problème qui nécessite une solution, et plus généralement, présenter un problème ou une question à résoudre d'une manière qui est susceptible de recueillir le plus d'approbation par les autres, c'est-à-dire le public et les membres de la Chambre dans notre cas. Nous entendons par problème ce qui renvoie à une situation dont la caractéristique principale est celle de résister aux solutions faciles car elle est dépendante de paramètres structurels profondément ancrés<sup>874</sup>. Comme le précise Murray Edelman, ces problèmes sont généralement endémiques<sup>875</sup>, comme le chômage, le mal logement, l'inflation, les inégalités... Cette notion de problème ne doit toutefois pas être confondue avec celle de crise (voir plus loin).

Le leader est celui ou celle qui trouvera des solutions à ces problèmes mais avant tout, il doit présenter ces problèmes de façon que le leader apparaisse en position d'apporter des solutions pour, soit régler le problème, ou tout au moins, atténuer les effets négatifs inhérents à ce problème. Le chercheur Philippe Zittoun<sup>876</sup> décrit plusieurs étapes dans le travail définitionnel d'un problème. Tout d'abord, le Premier ministre étiquettera le problème, puis il présentera la ou les causes du problème, et ensuite il désignera le(s) responsable(s) et le(s) coupable(s) en prenant soin de ne jamais imputer une quelconque responsabilité au gouvernement ou au leader. Le problème doit venir de l'institution ou de l'individu<sup>877</sup>. En ce qui concerne l'institution, le responsable tout désigné est le parti travailliste qui a, soit créé le problème, soit l'a aggravé. Et enfin, afin de tirer profit de cette présentation du problème, le leader proposera une solution ou fera l'éloge de la solution mise en place par le parti conservateur pour enfin déclarer avec force

---

<sup>873</sup> Hansard, HC, 26/02/2014, vol. 576, col. 256. D. Cameron: *This is obviously the new approach to Prime Minister's questions: the right hon. Gentleman comes to the House and praises the Prime Minister for his commitment on climate change and the environment. I like the new style. I thought that I might miss Punch and Judy, but this is much more refreshing.*

<sup>874</sup> Murray Edelman, *Constructing the Political Spectacle*, Chicago, University of Chicago Press, 1988., p. 31

<sup>875</sup> *Ibid.*

<sup>876</sup> Philippe Zittoun, *La fabrique politique des politiques publiques : Une approche pragmatique de l'action publique*, Presses de Sciences Po, 2013.

<sup>877</sup> Afin d'expliquer comment la faute est attribuée à tel ou tel acteur de la vie sociale et politique, Murray Edelman fait la différence entre « l'individu pathologique », celui qui est responsable de son problème et « l'institution pathologique », ce sont les institutions socio-économiques et politiques qui sont responsables des problèmes. Dans Murray Edelman, *Political Language: Words That Succeed and Policies That Fail*, Cambridge, Mass, Academic Press, 1977.

et vigueur que le parti a su faire face au problème et l'a géré avec succès. Prenons l'exemple de David Cameron. Il commence par identifier et étiqueter le problème : « C'est parce que nous avons hérité du plus gros déficit de toute notre histoire en temps de paix », l'étiquette ici est le « déficit », qui sera remplacé par « *mess* » (« Le parti travailliste devra se réveiller et se rendre compte de la pagaille qu'il a mis dans l'économie britannique») <sup>878</sup> ; puis il en présentera la cause : les dépenses publiques étaient, selon lui, trop élevées à cause d'une politique de dépense, et d'emprunt beaucoup trop importante. David Cameron ne cessera de marteler que les Travaillistes au pouvoir ont « laissé derrière eux un taux record d'endettement, et un déficit jamais égalé »<sup>879</sup>. David Cameron désignera les responsables et les coupables en expliquant que cela est dû à « la pagaille que le parti travailliste a laissé derrière lui », il précise que « le parti travailliste nous a mis dans une situation où nous nous faisons donner des leçons par l'Argentine sur l'État de notre déficit budgétaire », ou encore il accuse le parti travailliste de voter obstinément contre les mesures du gouvernement qui ont vocation à améliorer la situation du pays et des individus, voire de « détruire les mesures qui ont mené au succès »<sup>880</sup>. Et enfin, il rappelle les mesures que le gouvernement a prises, sans lesquelles le ou les problèmes n'auraient jamais pu être résolus : « nous avons agi » et « nous pouvons être fiers de nos réformes du système de protection sociale qui ont été rejetées une par une par le parti travailliste. Nous avons économisé 83 milliards de livres en protection sociale », « c'est grâce aux dures décisions que ce gouvernement a prises que nous pouvons à présent voir des progrès » ; « ce gouvernement est en train de nettoyer toute la pagaille que les Travaillistes ont laissée »<sup>881</sup>. Cette stratégie définitionnelle est ce que Elmer E. Schattschneider appelle « la mobilisation de biais »<sup>882</sup> ; un problème est présenté par un biais particulier comme dans l'exemple plus avant, pour ainsi arriver à redéfinir les termes du débat pendant les *PMQs* et orienter les préférences

---

<sup>878</sup> Hansard, HC, 23/06/10, vol. 512, col. 287. D. Cameron: [...] *the Labour party will have to wake up and realise what a mess it made of the British economy.*

<sup>879</sup> Hansard, HC, 02/11/11, vol 534, col 916. D. Cameron: [...] *it was the last Labour Government who left us the record debts and the record deficit.*

<sup>880</sup> Hansard, HC, 14/06/1994, vol. 244, col. 514. Mr Nicholls: *Is not it quite shameful that Labour Members of both this Parliament and the European Parliament are committed to destroying the very policies that have brought about that success?*

<sup>881</sup> Hansard, HC, 04/09/2013, vol. 567, col. 305. D. Cameron: [...] *but it is because of the tough decisions that this Government took that we can now see progress* ; 04/09/2013, vol. 567, col. 310. D. Cameron: *We should be proud of our welfare reforms, every single one of which was opposed by the Labour party. We have not just saved £83 billion in welfare measures that Labour Members opposed* ; 7/07/2010, vol. 513, col. 364. D. Cameron: *We are clearing up the mess that Labour made* ; 05/07/2017, vol. 626, col. 1159. T. May: *It is because we inherited the biggest deficit in our peacetime history, we have acted* ; 14/06/1994, vol. 244, col. 514. N. Nicholls: *The Labour committed to destroying the very policies that have brought about success.*

<sup>882</sup> Elmer Eric Schattschneider, « The Semisovereign People: A Realist's View of Democracy in America », dans Martin Lodge et al. (ed.), *The Oxford Handbook of Classics in Public Policy and Administration*, 2016, p. 123–136.



des électeurs. Il s'agit précisément du résultat de l'effet de cadrage (*framing effects*), qui « se produit lorsque la formulation subjective d'un problème entraînant le changement de point de vue de l'observateur modifie les informations et les idées que le dit observateur utilisera pour prendre une décision »<sup>883</sup>. L'objectif de ce procédé de « mobilisation de biais » n'est pas simplement de présenter les différentes politiques du gouvernement de façon positive mais de les rendre légitimes et conformes aux besoins de toute la communauté.

### 2.2.2. De l'effet de cadrage à l'imposition d'un thème

Et enfin, la dernière façon de conserver la main mise sur un thème est d'insister sur ce thème<sup>884</sup>, de constamment l'aborder pendant les débats. Certains chercheurs font le lien entre l'attention que le parti porte à un sujet et l'association du parti avec ce même sujet<sup>885</sup>. Pour résumer, plus le Premier ministre parle d'un sujet en particulier, plus il se l'approprie pour finalement le mettre au crédit du parti. Deux procédés peuvent être identifiés concernant la mise en exergue d'un sujet lors d'une séance de *PMQs*.

Le premier facteur facilitant la mise en lumière d'un thème dépend de l'environnement. En effet, le rôle des *PMQs* est de poser des questions au Premier ministre, et il s'agit précisément de la fonction des députés à ce moment précis, ces derniers peuvent, par le biais d'une question dite « facile »<sup>886</sup> (celle qui ne contient aucun effet de surprise et ne cherchant pas à déstabiliser le Premier ministre), demander au Premier ministre de confirmer les compétences du gouvernement concernant un problème particulier. L'exemple le plus fréquent est celui qui consiste à demander au Premier ministre de confirmer les bons résultats économiques du gouvernement ou encore de confirmer les effets positifs d'une mesure gouvernementale comme lorsqu'un député conservateur (Mr Coombe) demande à John Major de confirmer « qu'une famille moyenne dans ce pays sera plus riche de 450 livres par an d'ici à avril prochain grâce aux réductions d'impôts annoncées par le gouvernement »<sup>887</sup>.

Un autre moyen consiste, pour le Premier ministre, à imposer la présence d'un sujet dans le débat, en abordant un thème de façon abrupte, voire hors propos. Dans ce cas, le Premier ministre oriente l'agenda politique, il met à l'ordre du jour un sujet que le gouvernement

---

<sup>883</sup> Samuel Popkin *The Reasoning Voter*, *op. cit.*

<sup>884</sup> Walgrave Stefaan, Tresch Anke et Lefevere Jonas, « The Conceptualisation and Measurement of Issue Ownership », art. cit.

<sup>885</sup> Christian Elmelund-Praestekaer, « Issue Ownership as a determinant », art. cit., p. 212.

<sup>886</sup> Appelées également « *planted question* », voir M. Franklin et P. Norton, *Parliamentary Questions*, *op. cit.*, p. 77

<sup>887</sup> *Hansard*, HC, 02/07/1996, vol. 280, col. 720. *Mr Coombe: Will my right hon. Friend confirm that the average family in this country will be £450 a year better off by next April as a result of the tax cuts announced by the Government?*

souhaite mettre en lumière publiquement, et donc, forcer l'opposition à réagir sur ce thème. Cette stratégie est communément réservée à l'opposition qui cherche à forcer le Premier ministre à parler de sujets qui ne sont pas en faveur du gouvernement ou que le Premier ministre ne souhaite pas développer. Cependant, cette mise à l'agenda de certains problèmes n'est pas l'apanage de l'opposition comme le montre cet exemple :

T. May : Je remarque que l'Honorable Leader de l'opposition n'a pas, au cours de ses six questions, mentionné les chiffres du chômage parus aujourd'hui. Le taux d'emploi n'a jamais été aussi élevé et le chômage n'a pas été aussi bas depuis 1975<sup>888</sup>.

Un autre exemple concerne une motion qui forcerait le gouvernement à publier le rapport sur les risques qu'une réforme du *NHS* pourrait présenter :

D. Cameron : Six questions et pas une ne porte sur la motion que l'opposition présentera à la Chambre ce soir ! La présenter et ne pas la défendre (ici) est le signe d'un manque de leadership<sup>889</sup>.

Une fois encore, le fait d'inverser les rôles entre le Premier ministre et le Leader de l'opposition est un acte renforçant le leadership du Premier ministre. Ce dernier ne se contente pas de défendre le territoire du groupe face à une attaque lancée par l'opposition mais il décide de mettre à l'agenda un sujet particulier comme l'économie ou les réformes du *NHS* sans y avoir été invité ou même forcé, renforçant ainsi la main mise sur le sujet en question. Dans ce cas, il est possible d'évaluer le leadership du Premier ministre en utilisant sa maîtrise de l'héresthétique. Cette notion théorisée par William H. Riker, se différencie de la rhétorique. En effet, cette dernière concerne l'art de la persuasion, alors que l'héresthétique, elle, concerne la capacité du leader à définir l'agenda d'une campagne<sup>890</sup>. Il s'agit plus précisément de « l'art de structurer le monde pour vous permettre de gagner »<sup>891</sup>. Un leader efficace sera celui/celle qui saura manipuler l'agenda (politique) ou simplement afin de consolider sa mainmise sur un thème, et par conséquent renforcer l'impression de compétence du parti et ainsi orienter les préférences des électeurs. Il est toutefois nécessaire de faire remarquer que le recours à ce procédé par le Premier ministre demeure assez rare dans la mesure où la mise à l'agenda d'un

---

<sup>888</sup> Hansard, HC, 21/03/2018, vol.638, col. 274. T. May: [...] notice that in his six questions the right hon. Gentleman did not mention today's unemployment figures. Employment is at a joint record high. Unemployment has not been lower since 1975.

<sup>889</sup> Hansard, HC, 22/02/12, vol. 540, col. 867. D. Cameron: Six questions and not one mention of the motion that the Opposition are putting before the House tonight! To put it forward and then not back it up shows an absence of leadership. [Interruption.]

<sup>890</sup> William H. Riker, *The Art of Manipulation*, New Haven, Yale University Press, 1986.

<sup>891</sup> "structuring the world so you can win", W. H. Riker, *op. cit.*

thème spécifique est réalisée par le truchement des questions posées par les *MPs*.

Par ailleurs, une étude détaillée de l'utilisation, par le Premier ministre, des différents procédés de mise en évidence ou d'appropriation de thèmes (analysés plus haut) nous renseigne sur l'évolution des moyens de défense du territoire thématique au cours des différents mandats ainsi que sur le leadership des différents Premiers ministres.

### 2.2.3. Comparaison dans l'utilisation des procédés de défense du territoire

Pour ce faire, l'étude d'un échantillon d'une vingtaine de séances de *PMQs* a été réalisée pour le mandat de chaque Premier ministre. La sélection de ces séances n'a pas été réalisée de façon aléatoire, nous avons choisi les cinq ou six périodes au cours desquelles le nombre moyen de revendications de compétence et d'accusations d'incompétence a été le plus élevé<sup>892</sup>. Trois procédés ont été retenus dans cette analyse : l'utilisation d'une formule marquant clairement l'opposition entre la compétence du parti conservateur et l'incompétence du parti travailliste, puis le deuxième procédé concerne la capacité du parti conservateur à résoudre un problème, et enfin, le troisième critère est fondé sur la mise à l'agenda forcée d'un thème par le Premier ministre (voir exemples précis en annexe 11).

<b>Premier ministre</b>	<b>procédé 1</b> (formules marquant le contraste entre in/compétence)	<b>procédé 2</b> (mise à l'agenda forcée d'un thème)	<b>procédé 3</b> (résolution d'un problème)
John Major	17	2	2
David Cameron	47	3	11
Theresa May	51	3	5

figure 21. Nombre d'occurrences par procédé de défense du territoire thématique

<sup>892</sup> Pour John Major : décembre 1991, janvier, février et mars 1992, janvier 1993, et juillet 1996. Pour David Cameron : mai 2011, décembre 2012, mars, juin, septembre, octobre 2013 et octobre 2014. Pour Theresa May : avril, juillet, septembre, décembre 2017, avril et mai 2019.

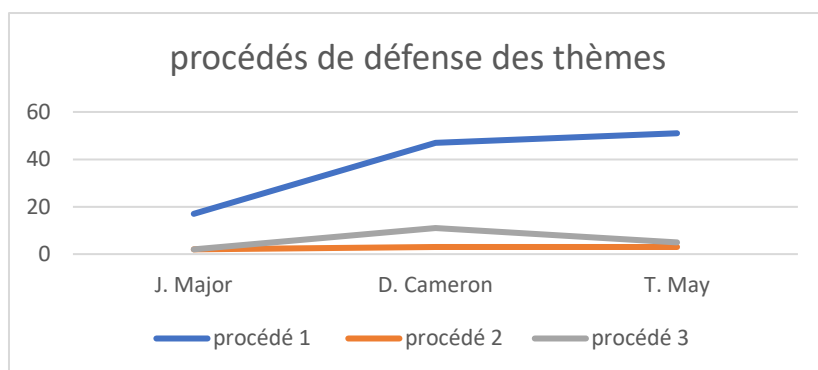


figure 22. Évolution des procédés de défense du territoire thématique

Trois constats s'imposent à nous (à partir du tableau ci-dessus, figure 21). Tout d'abord, les trois Premiers ministres à l'étude ont très peu recours à la mise à l'agenda forcée d'un thème (en moyenne trois occurrences pour 20 séances), ce qui signifie que cette tâche est presque exclusivement réservée aux députés du parti. Par ailleurs, cette analyse révèle que David Cameron utilise beaucoup plus le procédé qui consiste à présenter un problème, sa cause et sa résolution (par le gouvernement) avec 11 occurrences contre 5 pour T. May et 2 pour John Major, et ce, pour les raisons que nous avons déjà évoquées précédemment, selon lesquelles il est plus facile pour un gouvernement issu d'un parti de l'opposition de rendre responsable le gouvernement précédent de tous les problèmes laissés au nouveau parti au pouvoir. Et enfin, il est important de relever l'écart considérable entre John Major et ses deux successeurs conservateurs dans l'utilisation du procédé numéro un, c'est-à-dire la figure de l'antithèse présentée dans une formulation symétrique de compétence/incompétence. Malgré un nombre non négligeable d'accusations et de revendications de compétence/incompétence, John Major est plus enclin à dénoncer l'incompétence de l'opposition. Comme notre étude le démontre, le procédé numéro un est la stratégie la plus utilisée dans l'appropriation de thèmes. Cela trouve un écho anthropologique fort dans la mesure où (et nous le verrons plus en détail dans la partie trois de ce travail) un des éléments fondamentaux dans la cohésion et la structuration d'un groupe est le clivage ainsi que la mise en opposition à une altérité opposée<sup>893</sup>. Cette impression d'unité, de groupe uni derrière les politiques et les décisions du gouvernement s'assimile à une impression de compétence. De ce point de vue anthropologique, John Major semble moins à l'aise dans l'utilisation de la formule antithétique. On relève un très grand nombre de ses réponses dans lesquelles il n'associe pas les bons résultats du chômage et de l'économie au parti conservateur ou au gouvernement<sup>894</sup>. Il ne crée pas de contraste clair et efficace dans une seule

<sup>893</sup> Abélès Marc, *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin, 1990, nouvelle édition Payot, « Petite bibliothèque Payot », 2005, p. 90.

<sup>894</sup> Par exemple, voir la séance du 22/04/1993, *Hansard, HC*, vol. 223, col. 506.

formule mais préfère disséminer les accusations d'incompétence et les revendications de compétence au fil des séances et de façon séparée. Concernant le procédé numéro un, le cas de Theresa May présente un intérêt particulier. Comparé à John Major, le nombre de compétence/incompétence est supérieur chez Theresa May (8,68 contre 6,46 ; voir figure 28), sans que cet écart soit toutefois gigantesque (comparé à David Cameron pour qui ce nombre est de 9,43) ; il l'est, en revanche, concernant l'utilisation du procédé numéro un (la formule antithétique compétence/incompétence). Theresa May enregistre le nombre le plus élevé de ce genre de formules (51 occurrences contre 17 pour J. Major) et semble être la plus efficace dans cet exercice. Notons en comparaison, que contrairement à John Major, le nombre de *FTA* (attaques verbales) qu'elle enregistre est le plus faible des trois Premiers ministres à l'étude, ce qui nous amène à conclure que Theresa May est davantage à l'aise sur le mode de communication de la campagne électorale. David Cameron, quant à lui, est à l'aise à la fois dans l'utilisation des *FTA* (comme nous l'avons vu dans la partie 1) et dans le mode de communication de campagne (la fréquence dans son utilisation du procédé un est presque égale à celui de T. May, 47 occurrences contre 51). L'utilisation de procédés rhétoriques et plus précisément de figures de styles telles que l'antithèse, le chiasme ou l'opposition répond à un besoin de mise en évidence des différences entre les deux partis. On peut considérer que les techniques de communication politique telles que le marketing politique<sup>895</sup> fondé sur les ressorts publicitaires qui délivrent un message sous forme de formules rapides, marquantes et claires ont pris une importance croissante depuis John Major et surtout sous l'impulsion de Tony Blair. On peut également considérer que John Major n'a pas intuitivement ressenti la nécessité de renforcer le clivage sur les aptitudes à gouverner entre le parti conservateur et l'opposition, ce qui le rend d'un point de vue anthropologique moins efficace en tant que leader.

La préservation du territoire thématique du groupe repose sur des stratégies d'appropriation ou de revendication de thèmes spécifiques. Que ce soit par la présentation biaisée de problèmes, par l'évocation quasi constante de sujets précis ou encore par la mise à l'agenda (parfois forcée) de thèmes de prédilection, toutes ces manœuvres s'inscrivent dans un esprit de compétition féroce, voire, comme nous l'avons démontré, dans un contexte de campagne permanente. Il est tout à fait légitime de se demander alors dans quelle mesure la fonction de redevabilité, qui est au centre de l'exercice du contrôle de la responsabilité du gouvernement, est maintenue ou au contraire affectée par cette approche du débat parlementaire.

---

<sup>895</sup> Voir Philippe J. Maarek, *Communication et Marketing de l'homme politique*, quatrième édition, Paris, LexisNexis, 2014.

La campagne permanente se définit comme « un processus ininterrompu qui a vocation à manipuler les différents vecteurs d'adhésion du public afin de s'engager dans l'acte de gouverner à proprement parler »<sup>896</sup>. Pour Sidney Blumenthal « gouverner avec l'assentiment du public implique nécessairement une campagne politique perpétuelle » « afin d'entretenir la popularité de l'élu »<sup>897</sup>. La conclusion est sans appel, pour gouverner de façon efficace, le Premier ministre doit se comporter comme s'il/elle était en campagne alors qu'il/elle est à la tête du gouvernement<sup>898</sup>. Non seulement le Premier ministre travaille à sa réélection alors qu'il/elle est au pouvoir, mais il/elle brouille, sinon efface, la frontière entre faire campagne et gouverner<sup>899</sup>. Gouverner signifie, entre autres choses, être amené à rendre des comptes sur la politique du gouvernement une fois par semaine pendant les séances de questions au gouvernement ; cependant cette obligation de redevabilité est parasitée par les stratégies de campagne électorale. Cela est dénoncé avec verve par un député travailliste lors de la séance du 21 janvier 1992. Alors que le député conservateur Ian Taylor, censé interroger le Premier ministre sur les activités du gouvernement, formule une attaque sous forme de question contre la politique et le programme des Travaillistes. Le *Speaker* rappelle à l'ordre ce député mais laisse le Premier ministre répondre. Puis la même chose se produit quelques minutes plus tard avec la députée Teresa Gorman, ce qui amène le député travailliste Bruce Grocott à demander au *Speaker* un *point of order* (un rappel au règlement), c'est-à-dire demander au *Speaker* de rectifier une erreur de procédure ou de dénoncer une violation des règles procédurales du débat par un député. Ce député dénonce l'utilisation abusive des *PMQs* comme outil de campagne électorale au détriment de leur fonction de contrôle de l'activité gouvernementale :

Les membres de l'opposition comprennent très bien pourquoi les députés conservateurs ne veulent pas poser de questions au Premier ministre concernant la politique du gouvernement, mais pouvez-vous confirmer que l'objectif et la fonction des *PMQs* est de poser au Premier ministre des questions concernant l'action de son gouvernement ? Les membres de l'opposition seraient ravis de débattre sur les politiques du gouvernement et de l'opposition pendant la campagne des élections générales mais, étant donné que le Premier ministre n'a pas le courage de provoquer une élection, pouvez-vous vous assurer que, pendant les quelques semaines qu'il

---

<sup>896</sup> Hugh Hecla, « Campaigning and Governing: A Conspectus », dans Ornstein Norma J. et Mann Thomas E. (eds), *The Permanent Campaign and Its Future*, Washington, D.C., American Enterprise Institute and The Brookings Institution, 2000, p. 219.

<sup>897</sup> Sidney Blumenthal, *The Permanent Campaign*, New York, Simon and Schuster, 1982, p. 7.

<sup>898</sup> Dennis W. Johnson, *Routledge Handbook of Political Management*, (Part 2: American Campaigns and Elections, 7. The Permanent Campaign), p. 93., New York, Routledge, 2012.

<sup>899</sup> Norman Ornstein J. et Thomas E Mann, (eds.), *The Permanent Campaign and its Future*, art. cit.

reste au gouvernement à occuper ses fonctions, les *PMQs* soient utilisées pour poser au Premier ministre des questions sur la politique du gouvernement ?<sup>900</sup>

Cet exercice de redevabilité de la part du gouvernement passe par la justification de ses décisions politiques, et le Premier ministre, à la tribune, doit convaincre et prouver que les mesures prises par le gouvernement sont les plus efficaces donnant ainsi l'impression d'un gouvernement apte à gouverner. L'obligation de redevabilité devient un prétexte à faire campagne. Une certaine confusion s'installe entre justifier son action politique et faire la promotion de tel ou tel projet ou programme. La notion de redevabilité laisse place à celle de promotion marketing. L'essence de la campagne est de « parler pour gagner et non d'apprendre ou d'enseigner »<sup>901</sup>, les experts et chefs de campagne disent à leurs candidats de marteler le même message plutôt que de s'intéresser à ce que leurs opposants peuvent avoir à dire. Il est beaucoup plus efficace de présenter un sujet de façon biaisée, de changer de sujet et de contre-attaquer ou encore de choisir les thèmes qui sont davantage favorables au parti plutôt que de chercher à informer le public sur tous les sujets en détail<sup>902</sup>. Ces tactiques qui nuisent aux débats entravent considérablement l'action de contrôle de la responsabilité du gouvernement. Il ne s'agit plus de convaincre les autres parlementaires et les électeurs de l'aptitude du gouvernement à diriger le pays en s'appuyant sur le mode de l'argumentation mais de les persuader en « présentant leurs compétences et leurs bons résultats à l'aide d'une sélection biaisée de faits »<sup>903</sup>. Alors émerge un autre critère pour évaluer le leadership du Premier ministre : sa capacité à persuader son auditoire (sur ses compétences à diriger le pays). Ce talent de persuasion oratoire et rhétorique est l'instrument privilégié du leader pour défendre son territoire.

---

<sup>900</sup> Hansard, HC, 21/01/1992, vol. 202, col. 179-180. B. Grocott: *On a point of order, Mr. Speaker. Opposition Members can fully understand why Conservative Members do not want to ask the Prime Minister questions about Government policy, but can you confirm that the purpose and function of Prime Minister's Question Time is to ask the Prime Minister questions about the performance of his Government? Opposition Members would welcome the opportunity to debate Government and Opposition policies during the general election campaign, but, given that the Prime Minister does not have the guts to call an election, can you please ensure that, during the few remaining weeks of the Government's period of office, Prime Minister's Question Time will be used to ask the Prime Minister questions about Government policy?*

<sup>901</sup> "[...] campaigning is about talking to win not to learn or to teach", Heclou Hugh, « Campaigning and Governing: A Conspectus », dans Ornstein Norma J. et Mann Thomas E. (eds), *The Permanent Campaign and Its Future*, op. cit., 2000., p.13.

<sup>902</sup> *Ibid.*

<sup>903</sup> Anthony Downs, *An Economic Theory of Political Action in Democracy*, op. cit.

### 3. Guerre des territoires

Sans territoire géographique (c'est-à-dire par l'ancrage territorial du parti) ou doctrinal, la survie, voire l'existence du groupe, ne semble pas possible. C'est la raison pour laquelle la défense du territoire, c'est-à-dire du socle thématique de base, est impératif. Ce territoire se trouve menacé lorsqu'il devient objet de convoitise par le groupe antagoniste (le parti travailliste dans notre cas). Cela peut se produire lorsqu'une parcelle de ce territoire (nous entendons par là : un thème, un sujet dont le parti conservateur aurait le monopole), présente un intérêt particulier, bien souvent, électoral pour le parti de l'opposition. Selon Samuel Popkin,

lorsqu'un parti arrive à convaincre les électeurs que sa position sur certains thèmes (ou problèmes) est de toute évidence meilleure, l'autre parti n'a d'autre choix que de s'adapter ou dans le cas contraire de se résigner à ne plus gagner de voix supplémentaires<sup>904</sup>

Ce principe amène les partis à se repositionner sur certains thèmes les poussant parfois à empiéter sur le territoire de l'opposant, ce que l'on nomme « *issue trespassing* » ou encore « *issue convergence* »<sup>905</sup>. Dans les faits, un parti propose de trouver des solutions à un problème ou de traiter un thème qui est généralement associé à un autre parti. Dans ce cas, le parti dont le territoire se trouve menacé par une incursion ennemie met en action un mécanisme de défense afin de conserver la mainmise sur le thème convoité.

#### 3.1. Défense de son territoire

L'effort déployé pour la défense du territoire est proportionnel aux enjeux. Lorsqu'il s'agit d'une menace d'appropriation (par l'opposition) d'un thème automatiquement et durablement associé au parti conservateur (*associative issue ownership*), le leader a la responsabilité de mener un plan de défense le plus efficace possible et sera jugé sur la qualité de son action. Chaque Premier ministre de notre étude a dû faire face à une telle situation.

##### 3.1.1. John Major défend le concept de la « *Stakeholding society* »

Dans le milieu des années 1990 le parti travailliste, appelé le *New Labour*, se déplace vers le centre de l'échiquier politique de l'époque en adoptant une approche aux allures néo-libérales<sup>906</sup>. Le *New Labour* (nom officiellement dévoilé en octobre 1994) se voulait alors la

---

<sup>904</sup> "When one party convinces voters that its position is demonstrably better on some issues, the other party either adapts or fails to gain votes in the future", Samuel Popkin, *The Reasoning Voter*, op. cit., p. 52.

<sup>905</sup> Stefaan Walgrave, Anke Tresch et Jonas Lefevere, « The Conceptualisation and Measurement of Issue Ownership », art. cit., p. 3.

<sup>906</sup> Bob Jessop, «New Labour or the normalization of neo-liberalism», *British Politics*, vol. 2, n°3, 2007, p. 282-288.



marque d'un parti travailliste réformé, ayant modifié l'article IV de ses statuts pour accepter l'économie de marché et souhaitait se démarquer du *Old Labour* et de ses affinités avec les syndicats. En 1995, le parti travailliste annonça officiellement l'arrêt de son soutien au principe de propriété collective des moyens de production. Peu de temps après cette annonce, en janvier 1996, Tony Blair exposait sa vision d'une « société de participation » qu'il appela « *stakeholding society* »<sup>907</sup> dans laquelle « l'esprit du monde de l'entreprise s'orienterait vers une vision de l'entreprise qui ressemblerait à une communauté ou un partenariat où chaque employé détient une part<sup>908</sup> ». Les Conservateurs se sont très rapidement rendu compte qu'il était dangereux de laisser le parti travailliste s'approprier un tel concept, qui indéniablement représentait une tentative d'appropriation de principes économiques propres aux conservateurs et décidèrent de réagir en lançant une attaque éclair sur quelques semaines. John Major et le groupe parlementaire se sont donné beaucoup de mal pour empêcher le terme « *stakeholding economy* » de devenir un thème exclusivement associé au parti travailliste. John Major commença par accuser l'opposition de « voler bon nombre de [leurs] politiques »<sup>909</sup> (en référence à l'utilisation de capitaux privés dans les *inner cities*), de n'être qu'« une pale imitation en rose »<sup>910</sup> ou encore « d'emprunter à mauvais escient beaucoup de [leurs] idées sans réelle conviction tout en se débarrassant des leurs »<sup>911</sup> et finit par conclure qu'ils « devraient avoir honte » tout en les enjoignant « d'essayer de ne pas toutes les voler ». Puis, John Major s'attaque au changement de la Clause IV des statuts du parti travailliste la présentant comme une reformulation cosmétique qui ne change rien à l'éthos du parti en matière de (re-)nationalisation des sociétés privées<sup>912</sup>. J. Major accuse les membres du parti travailliste de faire fi de la nouvelle clause IV en continuant d'être de farouches partisans de la nationalisation (des entreprises) ainsi que des opposants convaincus à la propriété privée, ce qui amène J. Major

---

<sup>907</sup> Utilisée pour la première fois par Tony Blair devant une assemblée d'hommes d'affaires à Singapour en janvier 1996.

<sup>908</sup> “[...] is to shift the emphasis in corporate ethos... towards a vision of the company as a community or partnership in which each employee has a stake”, *Little substance in Blair's vision of partnership*, *The Independent*, 9 janvier 1996.

<sup>909</sup> *Hansard, HC, 27/04/95, vol. 258, col. 979. J Major: I know that the Labour party is stealing many of our policies, but the right hon. Member for Kingston upon Hull, East (Mr. Prescott) should have some shame and not try to steal all of them.*

<sup>910</sup> *Hansard, HC, 13/02/1997, vol 290, col. 464. Mr. Day: [...] why the electorate should consider voting for the pale pink imitation opposite, when it has the real thing in the person of my right hon. Friend the Prime Minister?*

<sup>911</sup> *Hansard, HC, 16/01/1996, vol.269, col. 538. J. Major: [...] have inadequately borrowed many of our ideas without real conviction and ditched their own.*

<sup>912</sup> *Hansard, HC, 13/02/1996, vol. 271, col. 800. Sir Giles Shaw: Is my right hon. Friend aware, from The Mail on Sunday, that the hon. Member for Dundee, East (Mr. McAllion) was persuaded to vote against the new clause IV relationship on the ground that it was only a change of words?*

à conclure que le *New Labour* est un parti qui joue le jeu de l'hypocrisie et de la « politique de l'envie », c'est-à-dire une politique opportuniste et de récupération :

J. Major : L'Honorable député joue encore à la politique de l'envie. [...]. Il exècre la privatisation, il exècre la propriété privée et tout ce qu'il a été amené à dire concernant la propriété privée et voilà un nouveau parti travailliste démasqué à chaque fois qu'il prononce cette phrase<sup>913</sup>

Au-delà des attaques et des formules offensantes à l'endroit du *New Labour*, la stratégie adoptée par John Major pour empêcher les Travaillistes de s'approprier l'argument économique (sous la forme de la promotion d'une « *stakeholding society* »), consiste à proposer, voire imposer sa propre définition de la « *stakeholder society* » en l'opposant à celle supposée proposée par le *New Labour*. Malgré la définition que Tony Blair donne de ce concept<sup>914</sup> (voir plus haut), ce dernier reste ambigu et vague due à une polysémie complexe du mot « *stake* »<sup>915</sup>. À ce propos, John Major fait remarquer « qu'il y a eu récemment des discussions autour du terme "*stakeholder society*" ou "*stakeholder economy*" »<sup>916</sup> et se met en devoir de clarifier les choses en proposant deux visions opposées de ce que le terme implique. Cependant, les éléments définitionnels que propose John Major sont formulés d'un point de vue exclusivement conservateur et à dessein biaisé afin de marquer un clivage entre l'approche positive du concept soutenue par le parti conservateur et une approche négative de la part des Travaillistes. Le tableau ci-dessous met en évidence cette opposition entre les deux partis.

Figure 23. Vision de la « *shareholding society* » par le parti conservateur

la « <i>stakeholding society</i> » des Conservateurs vue par les Conservateurs	la « <i>stakeholding society</i> » des Travaillistes vue par les Conservateurs
Lady Olga Maitland : [...] la seule façon de donner une part aux gens dans la société, c'est	Mr Legg : La vision que le parti travailliste a du capitalisme des parties prenantes ( <i>stakeholder</i>

<sup>913</sup> Hansard, HC, 06/02/1996, vol 271, col 133. J. Major: *The right hon. Gentleman is once again playing the politics of envy. [Interruption.] Let me be a moment. He loathes privatisation, he loathes private ownership and all that he has had to say about private ownership and a new Labour party is exposed every time that he takes that line.*

<sup>914</sup> Voir Avril Emmanuelle, « New labour et la culture d'entreprise. Troisième voie radicale ou prudence électorale ? », dans Emmanuelle Avril et Richard Davis (eds.), *Comprendre la Grande-Bretagne de Tony Blair*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 13-25, 2001.

<sup>915</sup> « *Stake* » peut signifier une participation (financière) dans une entreprise ou l'intérêt particulier que peuvent avoir les différents agents d'une organisation ou de la société en générale.

<sup>916</sup> Hansard, HC, 16/01/1996, vol269, col 537. J. Major: *There has been some discussion recently about the term "stakeholder society" or "stakeholder economy"*

leur permettre d'être propriétaires de leur maison, de posséder des actions, d'avoir leur propre dispositif d'épargne retraite et surtout de payer moins d'impôts (*Hansard, HC, 16/01/1996, vol.269, col. 537*).

John Major : Nous savons, et avons mis en pratique ce que cela signifie au cours des seize dernières années. Cela signifie : permettre aux gens d'avoir un intérêt personnel dans ce qui se joue, c'est-à-dire moins d'impôts, plus d'accès à la propriété, plus de plans épargne-retraite (*Hansard, HC, 16/01/1996, vol. 269, col. 537*).

John Major : La propriété privée permet aux gens d'avoir, si je peux me permettre d'utiliser ce terme, un intérêt personnel dans ce pays (*Hansard, HC, 09/01/1996, vol.269, col 14*).

John Major : La différence entre le gouvernement et l'opposition sur ce sujet, c'est que nous croyons que les gens doivent avoir une part qui leur revient dans le pays dont ils sont les seuls propriétaires (*Hansard, HC, 16/01/1996, vol.269, col 538*).

*capitalism*) ressemble davantage à l'échec du corporatisme des années 1970 plutôt qu'à tout ce qu'il se passe aujourd'hui à Singapour (*Hansard, HC, 16/01/1996, vol. 269, col. 538*).

John Major : Le Leader de l'opposition nous dit à présent qu'il s'agit d'un slogan, et l'Honorable député de Brent (Mr Livingstone) nous dit qu'il n'a pas la moindre idée de ce que cela signifie (*Hansard, HC, 16/01/1996, vol.269, col. 537*).

Lady Olga Maitland : La vision que le parti travailliste a d'une « *stakeholding society* » constituerait une entrave pour les hommes d'affaires et, bien sûr, profiterait aux intérêts particuliers des vieux amis du parti travailliste (*Hansard, HC, 16/01/1996, vol. 269, col. 537*).

John Major : Le Leader de l'opposition, dans une tentative désespérée et sans succès de donner de la substance à son slogan (*stakeholding society*), m'a conforté dans l'idée qu'il ne s'intéresse qu'au retour d'une sorte de Grande-Bretagne corporatiste que l'on a rejetée dans les années 1980 (*Hansard, HC, 16/01/1996, vol. 269, col. 538*).

John Major : Nous savons qui sont les « actionnaires » du parti travailliste. Nous savons qui possède 50% des votes à la Congrès du parti travailliste. Nous savons qui verse 50% de l'argent que le parti travailliste reçoit. Nous savons ce qui a été dit par les cadres des

	<p>syndicats. [...] Ces derniers sont les « actionnaires » du parti travailliste. (<i>Hansard, HC, 25/01/1996, vol. 270, col 476</i>).</p> <p>John Major : Ce syndicat (<i>National Union of Rail, Maritime and Transport Workers</i>) soutient l'adjoint du leader du parti travailliste ; il s'agit d'un des « actionnaires » du parti travailliste. (<i>Hansard, HC, 30/01/1996, vol.270, col. 774</i>).</p>
--	---

Deux visions s'opposent clairement. D'une part celle des Conservateurs, pour qui la « *stakeholding society* » est un concept qui fait de la propriété privée sous tous ses aspects (foncière ou financière), ainsi que l'intérêt personnel, une priorité non négociable. D'autre part, la supposée vision du concept par le parti travailliste pour qui la « *stakeholding society* » n'est rien d'autre qu'un slogan vide de toute substance et un renoncement des valeurs du parti travailliste. L'argument fort de la campagne visant à saper cette tentative d'appropriation du thème économique par Tony Blair consiste à décrire la société que les Travaillistes souhaitent construire sur le principe de participation des individus à l'économie comme une société dont seuls les intérêts des syndicats compteraient.

Cette contre-attaque menée par les Conservateurs et plus précisément par John Major illustre à quel point la défense du territoire est vitale et notamment lorsque le sujet principal du socle thématique tel que l'économie est menacé. John Major a su mobiliser avec efficacité une rhétorique de contre-offensive projetant l'image d'un parti travailliste anti-business et favorable au corporatisme. Le parti travailliste abandonnera très rapidement toutes références à la « *stakeholding society* » qui, comme l'espéraient les conservateurs, effraya le monde des affaires<sup>917</sup>.

### 3.1.2. David Cameron et l'enjeu économique

Dans le cas de David Cameron, c'est précisément le schéma inverse qui s'est produit. L'opposition ne s'est pas rapprochée du centre sur l'argument économique mais plutôt sur la

---

<sup>917</sup> Eunice Goes, « The Third Way and the politics of community », dans Sarah Hale, Will Leggett et Luke Martell (eds.), *The Third Way and beyond: Criticisms, futures and alternatives*, Manchester, Manchester University Press, 2004.

gauche de l'échiquier politique. La tentative d'appropriation du sujet de l'économie par le parti travailliste a commencé lors des congrès de partis. Lors du congrès annuel du parti conservateur à Manchester du 29 septembre au 2 octobre 2013, David Cameron annonça la poursuite du programme d'austérité et des coupes budgétaires afin d'éradiquer le déficit et de pouvoir dégager un excédent d'ici à 2020. Quelques jours plus tôt, les Travaillistes étaient rassemblés à Brighton à l'occasion de leur congrès annuel (du 22 au 25 septembre) pendant laquelle Ed Miliband promettait un gel du prix du gaz et de l'électricité s'il gagnait les élections de 2015. Cette déclaration fut perçue par les conservateurs comme un virage à gauche plaçant de facto le sujet du coût de la vie au centre des débats pour les semaines à venir<sup>918</sup>. Cette annonce s'inscrit dans le prolongement des attaques dirigées contre le gouvernement concernant les différentes taxes perçues comme particulièrement injustes telles que la *pasty tax*, ou la *bedroom tax*<sup>919</sup> ou encore concernant l'augmentation du nombre des personnes ayant recours aux banques alimentaires. Ed Miliband met D. Cameron en grande difficulté sur le sujet du prix des énergies à tel point que, de l'aveu de David Cameron lui-même, « ils (les Conservateurs) risquaient de perdre l'argument économique »<sup>920</sup>. À l'issue du congrès du parti travailliste, fort de sa proposition sur le gel du prix des énergies pour les foyers britanniques pendant vingt mois, Ed Miliband n'aura de cesse pendant les *PMQs* du mois d'octobre 2013 d'attaquer D. Cameron sur ce thème et de rendre le parti conservateur responsable de l'augmentation croissante du prix des énergies (+ 300 livres depuis 2010)<sup>921</sup>. Le contraste est saisissant, d'un côté un Premier ministre qui peine à se justifier et de l'autre un Leader de l'opposition qui semble avoir le dessus. Le coup de grâce est porté lors de la séance du 23 octobre suite aux commentaires négatifs de John Major sur la situation du pays en termes de prix du gaz et de l'électricité. Ce dernier expliqua publiquement que les prix étaient trop élevés et qu'un impôt sur les bénéficiaires des grandes sociétés du secteur de l'énergie serait la solution à envisager. Ed Miliband ironise sur le fait que l'ancien Premier ministre aurait été gagné par le « péril rouge » et aurait rejoint « l'univers marxiste »<sup>922</sup> que D. Cameron dénonçait dans la séance de *PMQs* deux semaines

---

<sup>918</sup> Anthony Seldon et Peter Snowdon, *Cameron at 10: The Verdict*, London, William Collins, 2015, p. 347.

<sup>919</sup> *Pasty Tax*, dans le budget de 2012, G. Osborne, afin d'harmoniser les différentes taxes sur les snacks à emporter, avait prévu d'instaurer une TVA à 20% pour tous les produits de restauration rapide à emporter.

<sup>920</sup> P 471 D Cameron: for the record. La *bedroom tax* avait pour objectif de réduire les aides sociales à tout occupant d'un logement social qui disposait d'une pièce non occupée.

<sup>921</sup> *Hansard, HC, 23/10/2013, vol. 569, col. 294. Ed Miliband: When I was Energy Secretary, energy bills went down by £100. Since he became Prime Minister, they have gone up by £300.*

<sup>922</sup> *Hansard, HC, 23/10/2013, vol. 569, col. 293. Ed Miliband: The Prime Minister has said that anyone who wanted to intervene directly in energy markets was living in "a Marxist universe". Can he tell the House how he feels now that the red peril has claimed Sir John Major?*

auparavant<sup>923</sup>. En effet, proposer d'intervenir directement dans le marché au moment même où D. Cameron reprochait la dimension marxiste<sup>924</sup> de la proposition du Leader de l'opposition n'a pas eu d'autre effet que celui d'embarrasser, voire de ridiculiser D. Cameron. La stratégie de prédilection de David Cameron pour inverser le rapport de force est l'attaque verbale et plus précisément l'insulte. C'est par ce moyen, comme nous l'avons expliqué dans la première partie de ce travail, que le PM démontrera ses qualités de défenseur du territoire. Sur seulement quatre séances, il utilisera une trentaine d'attaques contre les Travaillistes et contre le Leader de l'opposition contre à peine une vingtaine lancée par Ed Miliband. Le sujet disparaîtra des radars des *PMQs* en novembre.

### 3.1.3. Theresa May et l'Union européenne

Concernant Theresa May, les choses sont complètement différentes. Elle n'a pas eu à mener une offensive contre l'opposition en réaction à une incursion sur le territoire conservateur, comme cela a été le cas pour ses prédécesseurs. Elle a dû en revanche gérer un épisode de déstabilisation du territoire par une crise majeure provoquée par son propre parti. En effet, sur le sujet, ou plutôt sur le problème de l'Europe, thème largement associé aux conservateurs, Theresa May a dû assumer la responsabilité de faire sortir le Royaume-Uni de l'UE. On peut alors se demander comment l'Europe est passée du statut de problème au statut de crise et comment le leader sut ou non gérer cet épisode de turbulence pour certains<sup>925</sup>, de crise pour d'autres.

Tout d'abord, un problème, comme nous avons eu l'occasion de le préciser, se caractérise par un aspect endémique dont la solution n'est pas simple à trouver ou à mettre en œuvre. Par ailleurs, un problème peut être identifié comme tel dans la mesure où les partis politiques mettent en œuvre des stratégies et des mesures afin de les gérer et, de façon plus significative, de donner l'impression qu'ils sont compétents pour les gérer. En résumé, en politique, un problème implique nécessairement la compétence ou le manque de compétence des personnes au pouvoir, qui plus est, à l'occasion de débats parlementaires comme les *PMQs*. Les Conservateurs, en 1991, évoquent de telles compétences concernant l'Europe quand ils accusent le parti travailliste d'« avoir parlé de réformes de l'Europe lorsqu'ils étaient au pouvoir

---

<sup>923</sup> Hansard, HC, 09/10/2013, vol. 568, col. 152.

<sup>924</sup> *Ibid.*

<sup>925</sup> Agnès Alexandre-Collier, « De la prise de parole et la défection à l'expulsion : les rébellions conservatrices face à la turbulence du *Brexit* », *Politique européenne*, 2021, vol. 3, n°73, p. 32-57.

sans rien accomplir dans ce domaine »<sup>926</sup>, alors que, selon eux, le parti conservateur « continue de négocier dans les intérêts de ce pays au sein de la Communauté européenne comme [ils] l'ont fait avec grand succès dans le passé »<sup>927</sup>. Quant à David Cameron, il fait de l'Europe une compétence à part entière lorsqu'il clame que les Conservateurs ont « un excellent bilan sur l'Europe »<sup>928</sup>. Reste à définir ce que l'on entend par problème concernant l'Europe et quelles compétences sont réellement en jeu face à ce problème. David Cameron apporte des éléments de réponse lorsqu'il explique que « c'est ce gouvernement qui a été le premier à réduire le budget de l'Europe, à opposer son veto à un traité, à redonner à la Grande-Bretagne des pouvoirs considérables »<sup>929</sup>. En réalité, les compétences auxquelles il est fait allusion en référence à l'Europe relève d'un sentiment eurosceptique. Il est question, en premier lieu d'un euroscepticisme pragmatique, qui selon Taggart et Szczerbiak, relève de motivations « stratégiques-tactiques »<sup>930</sup>, c'est-à-dire favorable au maintien du Royaume Uni au sein de L'Union européenne ou de la Communauté européenne (pour les années Major) pour des raisons économiques, tout en protégeant les intérêts propres au pays. Même si au sein du parti une frange est plus radicale et appelle de ses vœux une sortie de l'UE par le Royaume-Uni, le problème « Europe » est envisagé d'un point de vue eurosceptique qui implique une résistance du parti conservateur et du gouvernement à davantage d'intégration (institutionnelle principalement) au sein de l'Union européenne. C'est dans cette perspective que l'Europe est devenue un problème à gérer au fil des mandatures conservatrices. L'instrumentalisation du problème par David Cameron a donné lieu à un vote référendaire en faveur d'une sortie de l'UE par le Royaume-Uni le 23 juin 2016. C'est à partir de ce moment précisément que le problème est devenu une crise. Selon la définition que propose Murray Edelman, une crise est un événement qui se produit rarement et ne ressemble pas aux problèmes politiques ou sociaux auquel le pays, ou le gouvernement, doit faire face au quotidien<sup>931</sup>. Contrairement au problème qui est chronique, la crise est aigue et vectrice d'instabilité<sup>932</sup>. Elle survient pour des raisons

---

<sup>926</sup> *Hansard, HC, 13/06/1991, vol. 192, col 1035. Mr. Amess: Does my right hon. Friend agree with many of my constituents in Basildon that although the Labour party talked about European reform when it was in power, it achieved nothing?*

<sup>927</sup> *Ibid. Will my right hon. Friend continue to negotiate in the interests of this country within the European Community, as we have done so successfully in the past?*

<sup>928</sup> *Hansard, HC, 16/12/2015, vol.603, col 1547. D. Cameron: We have a great record on Europe.*

<sup>929</sup> *Hansard, HC, 16/12/2015, vol. 603, col. 1547. D. Cameron: This Government were the first to cut the EU budget, the first to veto a treaty, the first to bring back substantial powers to Britain.*

<sup>930</sup> Aleks Szczerbiak et Paul Taggart, *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, vol. 2, Londres, Oxford University Press, 2008.

<sup>931</sup> Murray Edelman, *Political Language: Words That Succeed and Policies That Fail*, Cambridge, Mass, Academic Press, 1977, p. 44.

<sup>932</sup> Murray Edelman, *Constructing the Political Spectacle*, Chicago, University of Chicago Press, 1988, p. 31.

qui échappent au contrôle des leaders politiques et de l'industrie qui essaient de faire face à cet événement du mieux qu'ils peuvent. Et enfin, la crise nécessite des sacrifices pour la surmonter<sup>933</sup>. Nous considérons que le *Brexit* s'insère parfaitement dans cette définition, ce qui implique un changement dans la nature des compétences liées au thème de l'Europe. Il s'agit maintenant de faire montre de compétences à gérer une crise. Pour Theresa May, la résolution de la crise nécessite de trouver un accord pour une sortie effective de l'UE par le Royaume-Uni. Le cap à suivre pour le gouvernement est d'agir selon la volonté du peuple, qui a, à la majorité, souhaité cette sortie. Theresa May doit démontrer des compétences dans ce sens-là, c'est-à-dire convaincre, lors des *PMQs*, qu'elle et son gouvernement feront tout ce qui est en leur pouvoir pour satisfaire le souhait des Britanniques. Sa stratégie consiste, lors des séances de *PMQs*, à montrer sa ferme intention à réaliser le *Brexit* dans une formule désormais célèbre qui résonne comme un slogan : « je suis très claire, *Brexit* veut dire *Brexit* »<sup>934</sup>. Elle prendra le soin de projeter l'image d'un gouvernement compétent pour cette tâche en affirmant qu'ils « feront du *Brexit* un succès »<sup>935</sup> et que « ce sont les Conservateurs au gouvernement qui font avancer les choses et qui agissent selon la volonté des électeurs »<sup>936</sup>. Elle utilisera la formule « *we deliver Brexit* »<sup>937</sup> de façon très soutenue au cours des débats, un peu à la façon d'une formule illocutoire<sup>938</sup> prononcée à l'excès pour convaincre les Britanniques que ce gouvernement a les choses bien en main. Une autre tactique utilisée sert à opposer, dans un premier temps, l'incompétence de l'opposition pour mieux mettre en lumière la capacité du gouvernement à gérer le *Brexit* :

T. May : Je dois dire à l'Honorable député que la confusion qui règne sur les bancs de l'opposition concernant le *Brexit* nous donne encore un autre exemple d'un parti travailliste *qui* parle ; nous, nous agissons. Ils font semblant ; nous on agit. Nous nous sommes mis au travail, lui, il n'est pas à la hauteur de la tâche<sup>939</sup>.

Puis, dans un deuxième temps, Theresa May accusera l'opposition (et plus tard le Parlement comme nous l'avons vu dans la première partie) d'empêcher le gouvernement d'agir et de faire

---

<sup>933</sup> Murray Edelman, *Political Language, op. cit.*, p. 44.

<sup>934</sup> *Hansard, HC, 20/07/2016, vol. 613, col. 820. T. May: I am clear that Brexit does mean Brexit.*

<sup>935</sup> *Ibid. "we'll make a success out of it"*

<sup>936</sup> *Hansard, HC, 28/03/2018, vol.638 col. 751. T. May: It is the Conservatives in government who are getting on and delivering for the voters of North Devon.*

<sup>937</sup> Peut être traduit par : « nous agissons pour mettre en œuvre le *Brexit*, nous mettons à exécution le *Brexit* »

<sup>938</sup> Qui s'accomplit par l'usage même de la parole

<sup>939</sup> *Hansard, HC, 16/11/2016, vol.617 col.230. T. May: "I have to say to the right hon. Gentleman that from the confusion that he has on his Benches in relation to the issue of Brexit, it seems to be yet another example from Labour of how where they talk, we act. They posture, we deliver. We are getting on with the job, he is not up to the job.*



aboutir le *Brexit*. Elle est attristée « de voir le parti travailliste s’obstiner à essayer d’empêcher le *Brexit* de se réaliser plutôt que d’en faire quelque chose qui marche »<sup>940</sup>.

En dernier ressort, Theresa May en appellera à des symboles très puissants comme la démocratie, en accusant Jeremy Corbyn de « vouloir bafouer la démocratie en voulant tenir un second référendum »<sup>941</sup>, ou les partisans du maintien du Royaume-Uni au sein de l’Union européenne (les *Remainers*) de ne « pas comprendre le sens du mot démocratie »<sup>942</sup> lorsqu’ils utilisent des tactiques pour retarder le processus de sortie. Contrairement à ses prédécesseurs conservateurs, Theresa May n’a pas eu à défendre le territoire suite à une incursion de l’opposition sur les terres du parti, si, par exemple, le parti travailliste avait adopté une position eurosceptique radicale. Le problème « Europe », entendu dans le refus de davantage d’intégration au sein de l’UE, voire dans le souhait d’une sortie de l’UE, trouve une sorte de résolution avec le *Brexit*, et Theresa May a dû montrer ses aptitudes à gérer une crise déclenchée par la mise en œuvre d’une solution radicale au problème « Europe » initiée par son propre parti. Les enjeux étaient très élevés pour le parti, dans la mesure où le thème de l’Europe, sacrifié au profit d’un pari électoral, ne pouvait plus être utilisé comme un problème auquel le parti conservateur pouvait trouver des solutions et apparaître comme compétent dans ce domaine. Non seulement le parti se prive d’un thème qui lui est souvent bénéfique mais la crise que ce sacrifice a provoqué risquait de mettre en péril tout le territoire du groupe par un effet de contamination. Comme le fait remarquer une députée conservatrice (Mrs Helen Grant) dans une question adressée à Theresa May (qui donnera raison à cette députée dans sa réponse) expliquant que si « nous ne parvenons pas à mener à bien le *Brexit*, l’image que le public se fait des personnes politiques de ce pays tombera à un niveau qui n’aura jamais été aussi bas »<sup>943</sup>. En résumé, l’incompétence à gérer une sortie de l’UE par le Royaume-Uni annulerait toute impression de compétence dans quelque domaine que ce soit pour le parti conservateur. La bonne ou mauvaise gestion de cette crise s’évalue à l’aune des compétences revendiquée par le Premier ministre sur ce sujet du *Brexit*. Au vu du nombre important de revendications de compétence en matière de gestion du *Brexit*, il n’est pas faux d’affirmer que Theresa May a su faire face à cette crise de façon honorable. En effet, on enregistre un nombre moyen de 0,64

---

<sup>940</sup> Hansard, HC, 28/03/2018, vol.638, col. 751. T. May: *It is a pity that we have seen from the Labour party a track record of trying to frustrate Brexit, rather than trying to make it work.*

<sup>941</sup> Hansard, HC, 20/03/2019, vol.656, col. 1038. T. May: [...] *then had the nerve to stand up in this House and say that he reiterated Labour’s support for a second referendum.*

<sup>942</sup> Hansard, HC, 23/11/2016, vol.617, col. 892. T. May: [...] *delaying tactics from some remainers, who do not seem to understand the meaning of the word “democracy”*

<sup>943</sup> Hansard, HC, 16/01/2019, vol. 652, col. 1158. Mrs Helen Grant: *Does the Prime Minister agree with me that if we fail to deliver on Brexit, public perception of politicians in this country will be at an all-time low?*

compétence/incompétence (concernant le *Brexit*) par séance entre 2016 et 2019. Ce nombre est supérieur à celui enregistré pour quatre autres thèmes faisant partie du socle thématique principal qui compte sept thèmes en tout.

Qu'il s'agisse d'une tentative d'appropriation d'une parcelle du territoire par le camp adverse, ou qu'il s'agisse d'une crise mettant en péril la légitimité et la crédibilité du groupe, les trois Premiers ministres à l'étude ont réagi avec force et à leur manière en utilisant des stratégies différentes. Dans les situations précédemment étudiées, les trois leaders ont dû réagir à un événement sur le mode de la défensive afin de protéger les intérêts, les thèmes du parti conservateur. Cependant, à l'instar des tentatives d'incursion par l'opposition sur le territoire conservateur, les trois Premiers ministres ont essayé de s'approprier certains territoires du parti travailliste en utilisant des tactiques similaires.

### **3.2. Incursions en territoire travailliste**

Deux thèmes sont très convoités par le parti conservateur : le *National Minimum Wage* d'une part et le *NHS* d'autre part.

#### **3.2.1. Le *National Minimum Wage***

Commençons par le *National Minimum Wage (NMW)*. C'est le parti travailliste qui, en 1998, par le *National Minimum Wage Act*, instaura un salaire minimum au Royaume-Uni. Il fonctionnait par tranches d'âge en commençant par les 18-21 ans et les plus de 22 ans puis la tranche 16-18 ans a été ajoutée et enfin les personnes en apprentissage ont, par la suite, fait partie du dispositif. En avril 2016, les Conservateurs ont apporté un amendement à cet *Act* donnant lieu à la création du *National Living Wage (NLW)* qui prend le relais du *NMW* pour les plus de 23 ans (25 ans entre 2016 et avril 2021). En réalité, le parti conservateur a simplement renommé le *National Minimum Wage* en choisissant une appellation très proche de l'originale. Cette tentative de créer une confusion entre les deux termes et, surtout, autour des origines d'un tel dispositif se retrouve clairement dans le discours de David Cameron et de Theresa May au cours des *PMQs*. D. Cameron martèlera « qu'il y a pour la première fois dans notre pays, un salaire national de minimum vital »<sup>944</sup>, « qu'une des plus grandes choses que nous ayons faite pour aider à réduire les inégalités dans les revenus, c'est d'instaurer, et ce, pour la toute première

---

<sup>944</sup> *Hansard, HC, 20/01/2016, vol. 604, col. 1407. D. Cameron: But we are going further than that, of course, by making sure that there is, for the first time in our country, a national living wage, which will come in in April of this year.*

fois, un salaire national minimum vital»<sup>945</sup>, tout en enjoignant le Leader de l'opposition de « se lever et à remercier le gouvernement pour avoir mis en place ce salaire »<sup>946</sup> ou encore que « la meilleure chose que nous puissions faire pour le droit des travailleurs dans ce pays est de célébrer le salaire national minimal vital instauré par un gouvernement Tory »<sup>947</sup>. Theresa May utilise la même rhétorique lorsqu'elle clame que « c'est ce gouvernement qui a créé le *National Living Wage* »<sup>948</sup>. Elle explique que « les salariés aux plus faibles revenus ont vu la plus haute augmentation de leur salaire en 20 ans grâce à la mise en place du *NLW* »<sup>949</sup>, « un salaire national de minimum vital institué par un gouvernement conservateur pour être sûr que les gens aient un soutien »<sup>950</sup>, ce qui « n'a jamais été fait par le parti travailliste mais par un gouvernement conservateur »<sup>951</sup>. Face à cette appropriation abusive du National Minimum Wage, Jeremy Corbyn tente de restaurer la vérité en précisant à David Cameron et plus tard à Theresa May que « c'est le parti travailliste qui a, pour la première fois, instauré le salaire minimum, et ce, contre l'avis des Conservateurs »<sup>952</sup>, et que « le *NLW* proposé par l'ami du Premier ministre, le Chancelier de l'Échiquier, est franchement une corruption de l'idée même, car ce n'est pas, en réalité, un salaire de minimum vital digne de ce nom »<sup>953</sup>.

Un tel flagrant délit de vol de la part de deux Premiers ministres conservateurs est assez ironique au vu de ce que John Major disait du salaire minimum dans les années 1990. Pour lui, « un salaire minimum aurait des effets dévastateurs pour les gens »<sup>954</sup>, « détruirait des emplois, et

---

<sup>945</sup> Hansard, HC, 06/01/2016, vol. 604, col. 285. D. Camron: *One of the biggest things we are doing to help with income inequality is, for the first time ever, to bring in a national living wage.*

<sup>946</sup> Hansard, HC, 11/05/2016, vol. 609, col. 617. D. Cameron: *I really think he ought to get up and say that he supports the national living wage and thank the Government for introducing it.*

<sup>947</sup> Hansard, HC, 11/05/2016, vol. 609, col. 617. David Cameron: *The best thing that we can do for workers' rights in this country is to celebrate the national living wage, introduced by a Tory Government.*

<sup>948</sup> Hansard, HC, 19/07/2017, vol. 627 col. 831. T. May: *But what is important for Government as well is to ensure that we provide support to people. That is why we created the national living wage.*

<sup>949</sup> Hansard, HC, 27/02/2019, vol. 655, col. 329. T. May: *[...] he would know the lowest earners have seen the highest rise in their pay for 20 years as a result of the introduction of the national living wage—the national living wage introduced by a Conservative-led Government.*

<sup>950</sup> Hansard, HC, 19/07/2017, vol. 627, col. 831. T. May: *But what is important for Government as well is to ensure that we provide support to people. That is why we created the national living wage.*

<sup>951</sup> Hansard, HC, 05/07/2017, vol. 626, col.1160. T. May: *We have seen the introduction of the national living wage—never done by Labour but introduced by a Conservative Government.*

<sup>952</sup> Hansard, HC, 19/07/2017, vol. 627, col. 831. Jeremy Corbyn: *It was Labour that first introduced the minimum wage—with opposition from the Conservative party.*

<sup>953</sup> Hansard, HC, 05/11/2016, vol. 609, col. 617. Jeremy Corbyn: *The national minimum wage was introduced by Labour. The national living wage proposed by the Prime Minister's friend the Chancellor is, frankly, a corruption of the very idea. It is not, in reality, a proper living wage.*

<sup>954</sup> Hansard, HC, 06/06/1991, vol. 192 col. 406. *A minimum wage would have devastating effects for people. It would raise inflation and unemployment.*

ferait monter l'inflation »<sup>955</sup>. Selon lui, une telle politique « est totalement irresponsable »<sup>956</sup>, ce n'est qu'« un dogme partisan de la part du parti travailliste »<sup>957</sup>. S'attribuer la paternité d'un programme social de cette importance et surtout emblématique de progrès social montre comment le parti conservateur s'est renouvelé et s'est adapté aux évolutions sociales. Les débats des années 1990 pendant les *PMQs* se sont retrouvés dilués dans une rhétorique plus progressiste à partir des années 2010.

### 3.2.2. Le *National Health Service*

Le second domaine très prisé par le parti conservateur est le service public de santé, le *NHS*. Cette fois ci, c'est John Major qui va tenter de s'approprier la création de ce service public. Il commence par établir de façon ferme que le parti conservateur au pouvoir est le plus compétent en matière de santé et que leur action a donné lieu à « un bilan qu'aucun gouvernement n'a jamais pu égaler »<sup>958</sup>. Puis, il revient aux origines du *NHS* en concédant que c'est bien le *Labour* qui a créé le *NHS* tout en précisant toutefois que les Travaillistes n'ont fait que suivre les recommandations du rapport Beveridge qui avait été réalisé par un gouvernement trans-partisan. Puis, il explique que c'est le parti conservateur qui a construit le *NHS* dans « la mesure où ils ont été au pouvoir pendant deux tiers du temps depuis la création du service public de santé » et que c'est bien « eux qui ont bâti ce service depuis le départ »<sup>959</sup>. Il insiste et résume l'idée en une phrase « le parti travailliste a peut-être créé le *NHS*, mais c'est nous qui l'avons construit »<sup>960</sup>.

Le public est très attaché au service de santé<sup>961</sup> et David Cameron résume bien les enjeux liés à ce thème lorsqu'il reconnaît que si les Britanniques ne font pas confiance à un parti ou un gouvernement sur le *NHS*, ces derniers perdront de façon inéluctable les élections<sup>962</sup>. Le *NHS*

---

<sup>955</sup> *Hansard, HC, 06/06/1991, vol. 192, col. 406. J. Major: [...] which concludes that a minimum wage policy would destroy jobs, increase inflation and lead to a reduction in output? [...] is totally irresponsible.*

<sup>956</sup> *Ibid.*

<sup>957</sup> *Hansard, HC, 03/03/1992, vol. 205, col.160. J. Major: [...] a partisan dogma on the part of the Labour Party*

<sup>958</sup> *Hansard, HC, 19/11/1996, vol. 285, col. 836. J. Major: That is a record that no previous Government have been able to match [...]*

<sup>959</sup> *Hansard, HC, 21/01/1997, vol,288, col. 738. J. Major: It is perfectly true that the Labour party established the national health service, and I offer it full credit for its role in following up the Beveridge report instituted earlier by an all-party Government; but it is the Conservative party that has built up the health service. We have been in power for two thirds of the period that has elapsed since then, and we have built up the health service from its beginnings into a service that is now recognised as the best in the world.*

<sup>960</sup> *Hansard, HC, 18/03/1997, vol.292 col. 721. J. Major: The Labour party may have set up the health service, but we have built it.*

<sup>961</sup> Un sondage réalisé par Ipsos MORI en 2017 indique que 77% des personnes interrogées pensent que « le *NHS* est très important pour la société britannique et que nous devons tout faire pour le préserver ». <https://www.kingsfund.org.uk/publications/what-does-public-think-about-nhs>

<sup>962</sup> Anthony Seldon and Peter Snowdon, *Cameron at 10: The Verdict., op. cit., p. 181.*

n'est pas un sujet qui dépasse les clivages politiques, au contraire il les exacerbe. Le *NHS* est un sujet des plus politisé, voire instrumentalisé par les partis. Le rôle du leader conservateur est de veiller à ce que le *NHS* ne devienne pas la chasse gardée du parti travailliste. La principale stratégie adoptée par les Premiers ministres conservateurs est de faire passer le message que le parti travailliste ne se soucie que du service public de santé pour l'instrumentaliser à des fins partisans et électorales. L'image qu'ils utiliseront est celle du « football politique »<sup>963</sup> et le *NHS* devient le ballon de jeu. John Major fait remarquer au détour d'une de ses réponses que

le *NHS* est désormais bien géré et ce grâce à l'action des Conservateurs, et ce n'est pas quelque chose qui doit être utilisé comme un match de football politique par l'Honorable Leader de l'opposition à chaque fois qu'il trouve cela opportun de le faire<sup>964</sup>.

L'argument d'instrumentalisation du *NHS* par les Travaillistes touche à son paroxysme en janvier 2015, lorsqu'Ed Miliband aurait, selon D. Cameron, confié à un rédacteur politique de la *BBC* qu'il aurait voulu instrumentaliser le *NHS* à l'approche des élections générales<sup>965</sup>. David Cameron se servira des *PMQs* pour faire le procès en opportunisme d'Ed Miliband en prenant soin de tirer le maximum de profit de cet incident en réactivant l'image footballistique<sup>966</sup> en opposant « les Conservateurs dont l'intérêt est d'améliorer le *NHS* » et le Leader de l'opposition qui « veut juste utiliser le sujet comme un match de football politique »<sup>967</sup>. Il portera le coup de grâce lorsque, de façon plutôt dramatique, il accuse Ed Miliband publiquement à la tribune (bien sûr repris par la presse le jour même<sup>968</sup>) en ces termes :

D. Cameron : Vous pouvez tourner le problème dans tous les sens : le Leader de l'opposition a apparemment dit au rédacteur en chef de la *BBC* : ' je veux instrumentaliser le *NHS*'. Ce sont ses mots, et je pense que c'est une honte. Le *NHS* n'est pas une arme, c'est un moyen par lequel nous prenons soin de nos familles, de nos anciens, c'est un moyen par lequel nous nous occupons

---

<sup>963</sup> *Hansard, HC, 21/01/1997, vol. 288, col. 738. J. Major: [...] or is he playing "follow my leader" by trying to use Britain's national health service as a party political football for the Labour party?*

<sup>964</sup> *Hansard, HC, 05/11/1996, vol. 284, col. 1031. J. Major: The right hon. Gentleman knows that it needs to be properly managed, that it is now being properly managed and that, as a result, money is being allocated to where it should go. [...] not something to be used as a political football by the right hon. Gentleman whenever that is appropriate.*

<sup>965</sup> *PMQs: Cameron and Miliband on weaponizing NHS claim, BBC News 28 janvier 2015.*

URL: <https://www.bbc.com/news/av/uk-politics-31022002>, consulté le 12/06/2022

<sup>966</sup> *Hansard, HC, 07/01/2015, vol 590, col 264. D. Cameron: If ever we wanted proof that they want to use this issue as a political football, we have just seen it.*

<sup>967</sup> *Hansard, HC, 7/01/2015, vol 590, col 263. D. Cameron: That only says to me that while the Government are interested in improving the NHS, he simply wants to use it as a political football.*

<sup>968</sup> *Cameron accuses Miliband of seeking to 'weaponise' the NHS during election, Nicholas Watt et Rowena Mason, The Guardian, 07 Jan 2015. URL : <https://www.theguardian.com/politics/2015/jan/07/david-cameron-rejects-apologise-nhs-winter-crisis>, consulté le 12/06/2022*

des plus fragiles. Lorsqu'il se lèvera, il niera avoir dit qu'il voulait 'instrumentaliser' le NHS, c'est dégoûtant <sup>969</sup>.

### 3.2.3. Le vote ouvrier

Le sujet du NHS a toujours été une préoccupation pour les trois Premiers ministres conservateurs à l'étude, lors des *PMQs*, qui ont été constants dans la défense et la revendication de ce thème (rang 2 et 3, voir figure 18). En revanche, nous avons observé des changements de position concernant le sujet du salaire minimum pour les Conservateurs et concernant l'économie de marché pour les Travaillistes avec le *New Labour*. On a assisté à une vraie évolution de ces deux partis sur les questions économiques et sociales. Selon le modèle d'Anthony Downs<sup>970</sup>, les partis se sont adaptés aux préférences des électeurs (supposés rationnels) et se sont déplacés idéologiquement vers le centre de l'axe unidimensionnel gauche-droite conçu par A. Downs. Peter Mair, quant à lui, explique cette évolution par l'effacement de la séparation claire et distincte entre les lignes idéologiques et programmatiques des partis majoritaires. Ces partis partagent les mêmes électeurs et face à la désaffection grandissante des électeurs par rapport aux grands partis, ces derniers « sont plus enclins à courtiser les électeurs des bastions traditionnels de leurs opposants »<sup>971</sup>. Cela rend moins pertinente la vision d'une politique fondée sur la présence de partis représentant, de part et d'autre de l'échiquier politique, les intérêts de forces sociales opposées. Ce constat est manifeste dans l'étude de la stratégie d'appropriation du vote de l'électorat ouvrier par les Conservateurs. Cette stratégie consiste à s'adresser à la classe ouvrière traditionnellement perçue comme acquise et associée au parti travailliste. Comme dit précédemment, ce changement de discours est le produit d'une évolution, d'une adaptation aux différents changements sociaux et sociétaux. Comme le souligne Robert Leach, le monopole de l'équité ne doit plus être seulement entre les mains du parti travailliste, le thème de l'inégalité et de la justice sociale doit être récupéré par le parti conservateur<sup>972</sup>. Ce changement est clairement annoncé dans le discours de Theresa May lors du congrès annuel du parti à Birmingham le 5 octobre 2016. L'objectif du principal conseiller politique de T. May, Nick Timothy, était alors de présenter la nouvelle Première ministre

---

<sup>969</sup> Hansard, HC, 07/01/2015, vol. 590, col. 264. D. Cameron: *You can see this as plain as you like: the Leader of the Opposition apparently said to the political editor of the BBC, "I want to weaponise the NHS." That is what he said, and I think that is disgraceful. The NHS is not a weapon, it is a way we care for our families, it is a way we care for the elderly, it is a way we look after the frail. Perhaps when he gets to his feet he will deny that he said he wanted to "weaponise" the NHS—a disgusting thing to say.*

<sup>970</sup> Modèle fondé sur le choix rationnel des électeurs qui pèsent les bénéfices et les coûts de leur choix électoral

<sup>971</sup> Peter Mair, « Populist Democracy vs Party Democracy » dans Mény Yves, Surel Yves (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*, Londres, Palgrave Macmillan, 2002, p. 85.

<sup>972</sup> Leach Robert, *Political Ideology in Britain*, 3ème édition, Londres, Macmillan Education, 2015, p. 87.

comme le défenseur et le protecteur des plus démunis, des plus vulnérables, et des citoyens ordinaires<sup>973</sup>. L'objectif était de rallier l'électorat du parti travailliste déçu par des années de dérive sous Ed Miliband et par le leadership de Corbyn<sup>974</sup>. Lors de ce congrès, elle s'adresse directement aux électeurs de la classe ouvrière ; elle s'en prendra aux excès du capitalisme, des banques, des hommes d'affaires peu scrupuleux, tout en rendant hommage au Premier ministre travailliste, Clement Atlee, et surtout tout en ancrant fermement sa vision politique dans la tradition du conservatisme de Benjamin Disraeli<sup>975</sup> (*One Nation Conservatism*). C'est la raison pour laquelle on observe une courbe ascendante dans le nombre de références à l'électorat ouvrier et plus généralement aux travailleurs entre John Major et Theresa May lors des *PMQs*.

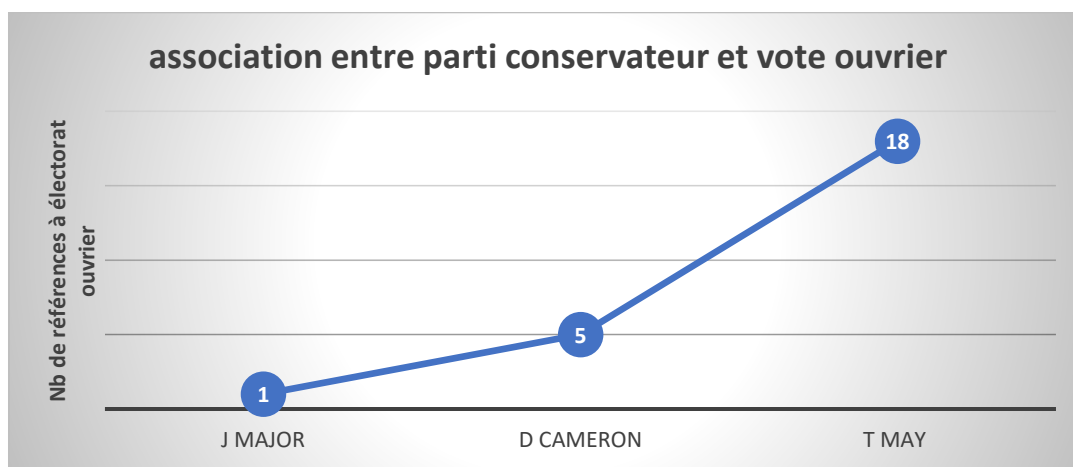


figure 24. Évolution du nombre de références à l'électorat ouvrier

En effet, on recense une seule de ces occurrences sous John Major. Il s'agit d'un député conservateur (Mr Dover) qui demande au Premier ministre de confirmer que « sous son leadership, les membres du parti conservateur serviront fidèlement et veilleront aux intérêts de la classe ouvrière, contrairement à certains membres de l'opposition »<sup>976</sup>. Puis, sous D. Cameron, les tentatives de séduction de la classe ouvrière restent encore timides mais en augmentation toutefois par rapport aux années 1990. La stratégie adoptée par le Premier ministre, à la tribune le mercredi midi, est d'essayer d'affaiblir le lien entre l'électorat en col bleu et le parti travailliste déclarant le *Labour* « le parti anti-ouvrier »<sup>977</sup> tout en attaquant « le

<sup>973</sup> Anthony Seldon et Raymond Newell, *May at 10*, Londres, Biteback Publishing, 2019, p. 150.

<sup>974</sup> *Ibid.*, p. 152.

<sup>975</sup> *Ibid.*, p. 150.

<sup>976</sup> *Hansard, HC*, 16/04/1996. vol.275 col. 508. Mr. Dover: Will the Prime Minister confirm that, under his leadership, Conservative Members will faithfully serve and look after the interests of the working class, in marked contrast to some Opposition Members?

<sup>977</sup> *Hansard, HC*, 24/06/2015, vol.597, col. 879. D. Cameron: That is why people see a party that believes in work up against a party that, according to one of its leadership contenders, is now the anti-worker party.

bilan épouvantable du parti travailliste qui se résume à s'attaquer aux travailleurs pauvres »<sup>978</sup>. Puis, il fera du parti travailliste le parti des privilégiés « extrêmement à l'aise avec l'idée que tout le monde soit indécentement riches »<sup>979</sup> et le parti qui aggrave le sort des plus pauvres<sup>980</sup> tout en déclarant que le parti conservateur « est le vrai parti des travailleurs »<sup>981</sup>. Theresa May, quant à elle, ira beaucoup plus loin dans cette étape d'usurpation du vote des ouvriers. Elle usera des mêmes tactiques que D. Cameron mais de façon beaucoup plus répétée. Elle présentera le parti travailliste comme le parti des riches profitant de la condition des plus pauvres, opérant dans un système où « des aides seraient accordées à des directeurs de fonds spéculatifs et payées par des hausses d'impôts touchant les travailleurs »<sup>982</sup> ; en résumé : « la politique des Travaillistes c'est de l'argent pour les riches payé par les impôts des pauvres »<sup>983</sup>. Elle est, par ailleurs, beaucoup plus insistante que D. Cameron dans ses tentatives de rompre le lien entre l'électorat populaire et le parti travailliste. Elle n'aura de cesse de montrer l'échec des Travaillistes en matière de protection des travailleurs<sup>984</sup> en répétant à l'envi que « la réalité, c'est que ce sont toujours les travailleurs qui paient le prix des politiques des Travaillistes »<sup>985</sup>. Sur sa lancée, T. May, dans un acte quasi contre-nature dans la tradition conservatrice, ira jusqu'à courtiser les syndicats. Contrairement à David Cameron qui souhaitait voir disparaître le rôle des syndicats face à un parti conservateur qui est devenu « à présent le mouvement syndical moderne des gens qui travaillent dur »<sup>986</sup>, Theresa May, quant à elle, « reconnaît le rôle important que les syndicats jouent dans notre démocratie et le travail qui peut être accompli avec eux pour améliorer les droits des travailleurs dans ce pays, et c'est exactement ce que fait le gouvernement »<sup>987</sup>. Et enfin, le moyen privilégié de T. May pour s'approprier l'électorat en

---

<sup>978</sup> Hansard, HC, 30/11/11, vol. 536, col. 932. D. Cameron: *That is a record to be proud of, instead of the right hon. Gentleman's appalling record of attacking the working poor.*

<sup>979</sup> Hansard, HC, 02/11/2011, vol. 534 col. 917. D. Cameron: *I have to say that we are a little wary about accepting lectures from a party that told us it was intensely relaxed about everyone getting filthy rich.*

<sup>980</sup> *Ibid.*, col. 882. D. Cameron: *The right hon. Gentleman referred to the poorest losing out. I will tell him when the poorest lose out: it is when a Labour Government come in.*

<sup>981</sup> Hansard, HC, 15/10/2014, vol. 586, col. 294. D. Cameron: *Does that not show that we are the true workers party now and the modern trade union movement for hard-working people?*

<sup>982</sup> Hansard, HC, 15/05/2019, vol. 660, col. 223. T. May: *[...] handouts to hedge fund managers paid for by tax hikes on working people. Labour's policy—money for the rich, paid by taxes on the poor.*

<sup>983</sup> *Ibid.*

<sup>984</sup> Hansard, HC, 16/01/2019, vol. 652, col. 1154. T. May: *That is Labour failing to deliver for working people, because working people always pay the price of the Labour party.*

<sup>985</sup> Hansard, HC, 27/02/2019 vol. 655, col. 329. T. May: *That is the reality: it is working people who always pay the price of Labour.*

<sup>986</sup> Hansard, HC, 15/10/2014, vol. 586, col. 294. D. Cameron: *Does that not show that we are [...] the modern trade union movement for hard-working people?*

<sup>987</sup> Hansard, HC, 15/05/2019, vol. 660, col. 228. T. May: *I recognise the important role that trade unions play in our democracy and the work that can be done with them to enhance workers' rights in this country. That is exactly what the Government are doing.*



col bleu est de répéter avec force que « le parti travailliste s'éloigne des préoccupations des électeurs de leur parti et que ce sont les Conservateurs qui comprennent et protègent la classe ouvrière »<sup>988</sup>, que ce sont eux qui « aident les familles de citoyens ordinaires qui travaillent »<sup>989</sup> et « pas seulement quelques privilégiés »<sup>990</sup> (renversant ainsi le slogan travailliste : *for the many, not the few*). Elle martèlera tout au long de son mandat que « le parti conservateur est désormais le parti des travailleurs »<sup>991</sup>.

La courbe du nombre de références associant le parti conservateur et le vote ouvrier (soit de façon explicite, ou soit en découplant le vote populaire du parti travailliste) se partage en deux segments très nets. Le premier couvre les années pendant lesquelles John Major et David Cameron étaient au pouvoir avec un nombre d'occurrences assez faible, le second correspond au mandat de Theresa May qui enregistre un nombre très élevé de ces occurrences. Ces deux mouvements correspondent à deux grandes périodes d'alignement et de réalignement partisans<sup>992</sup>. Selon le découpage proposé par Steve Davies<sup>993</sup>, les années 1985 à 2015 sont des années d'alignement politique, c'est-à-dire qu'au sein de l'électorat de nombreuses divisions existent mais ces différentes positions s'organisent pour la plupart entre deux pôles sur l'axe droite-gauche concernant un ou deux thèmes (ou problèmes) majeurs, tels que l'économie par exemple. Les années Major et Cameron s'inscrivent parfaitement dans cette période d'alignement politique qui a duré une trentaine d'années et qui fait suite à la phase de réalignement qui a eu lieu entre 1974 et 1985 et qui se produisit en réaction au consensus d'après-guerre, et vit l'émergence d'une économie plus libérale qu'interventionniste. Les années Cameron marquent la fin de cette période où le centre a été redéfini<sup>994</sup> (par l'acceptation du marché libre et de la libre concurrence d'une part, et par l'abandon du conservatisme social, d'autre part). Les prémices d'une nouvelle phase se trouvent dans le changement de rhétorique

---

<sup>988</sup> Hansard, HC, 02/11/2016, vol. 616, col. 882. T. May: *I have to say to him that the Labour party is drifting away from the views of Labour voters; it is the Conservative party that understands working class people.*

<sup>989</sup> Hansard, HC, 15/03/2017, vol. 623, col. 388. T. May: *It is the Conservative party that is helping ordinary working families.*

<sup>990</sup> Hansard, HC, 22/03/2017, vol. 623, col. 854. T. May: *[...] it was a vote to change the way that this country works, and who it works for, forever, to make Britain a country that works for everyone, not just the privileged few.*

<sup>991</sup> Hansard HC, 30/11/2016, vol. 617, col. 1517. T. May: *That shows that it is now the Conservative party that is the party of working people.*

<sup>992</sup> Changement important dans le comportement (électoral) des électeurs et dans leur identification aux partis politiques du pays. Cela donne lieu ou procède d'un changement significatif dans l'idéologie (ou plus largement les principes doctrinaux) et/ou l'organisation des partis.

<sup>993</sup> Steve Davies, *The Economics and Politics of Brexit: The Realignment of British Public Life*, American Institute for Economic Research (27 April 2020)

<sup>994</sup> "[...] when a realignment happens old alliances die and new ones are made. This is often seen inaccurately as a 'decline of the centre'. What is actually happening is a redefinition of the centre", Steve Davies, séminaire AGORA, 14/04/2022, Cergy Paris.

de David Cameron (fondée sur la promotion d'un conservatisme compassionnel<sup>995</sup>) et des quelques clins d'œil en direction de l'électorat plus populaire. Arrive ensuite la phase de réalignement entre 2015 et 2024 où le centre est à nouveau redéfini par l'émergence de nouveaux sujets tels que l'identité nationale et culturelle, ou la question du degré du rôle interventionniste de l'État. Theresa May a parfaitement vu ce processus de réalignement et a mis en œuvre une rhétorique adressée « aux familles ordinaires qui travaillent » (*ordinary working families*) à « ceux qui s'en sortent à peine » (*just about managing*) en insistant, bien sûr, sur le rôle positif du gouvernement conservateur et, dans une certaine mesure, de l'État, concernant le sort de ce segment de la population.

De ce point de vue, il est possible de conclure que les trois Premiers ministres conservateurs ont su être en phase, tout le moins d'un point de vue rhétorique pendant les *PMQs*, avec les préférences des électeurs selon les grandes périodes d'alignement et de réalignement. D'un point anthropologique, David Cameron et Theresa May ont su réagir face à ces mutations nécessaires à la survie du groupe grâce à leurs tentatives de renouvellement de leurs électeurs (de sympathisants, voire d'adhérents). Il ne s'agit pas d'un élargissement du territoire à proprement parler mais plutôt d'une augmentation du nombre des membres du groupe. En ne s'adressant, par exemple, qu'à une seule catégorie de personnes, les ouvriers et plus largement les travailleurs, on cherche à convaincre les membres du parti opposé de rejoindre le groupe sans pour autant changer le territoire thématique propre au parti. En réalité, le Premier ministre tente d'élargir le groupe à l'intérieur du même périmètre thématique, tout d'abord, en manifestant ostensiblement son intérêt pour cette catégorie d'électeurs à la tribune (comme nous l'avons plus haut) mais également en adaptant son message sur les compétences du parti à bien gérer les problèmes rencontrés par les classes ouvrières à l'intérieur des domaines de prédilection des Conservateurs (notamment dans le domaine économique avec par exemple la réduction d'impôt ou la revalorisation du travail ou encore l'accès à la propriété).

En revanche, la captation de nouveaux électeurs ou adhérents peut être réalisée en élargissant son territoire thématique.

### **3.3. Élargissement du territoire**

Rappelons que le territoire de base du parti conservateur a été étudié par le prisme du nombre de revendications de compétence (du parti) et d'accusation d'incompétence (envers le

---

<sup>995</sup> Agnès Alexandre-Collier, *Les habits neufs de David Cameron. Les conservateurs britannique (1990-2010)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

parti travailliste) dans des domaines très précis qui forment, comme nous l’avons expliqué plus avant, le socle thématique du parti, en d’autres termes le territoire de base du parti. Les contours de ce périmètre territorial peuvent être modifiés à la marge en revendiquant des compétences concernant des thèmes nouveaux ou délaissés. On appellera ces sujets « thèmes mineurs » en raison du nombre de compétence/incompétence nettement plus faible que celui enregistré pour les thèmes majeurs prioritaires.

L’analyse du nombre des revendications de compétence et des accusations d’incompétence concernant les sujets dits mineurs soulève deux questions principales. Tout d’abord, on se demandera quels sujets entrent dans cette catégorie de thèmes mineurs. Et ensuite, quel Premier ministre a le plus élargi le territoire ? Et en question subsidiaire on se demandera dans quelle mesure un tel élargissement est profitable au parti conservateur.

Le calcul du nombre moyen de compétence/incompétence par le Premier ministre permet, dans un premier temps, de faire une observation générale sur l’évolution de ce nombre au cours des mandats.

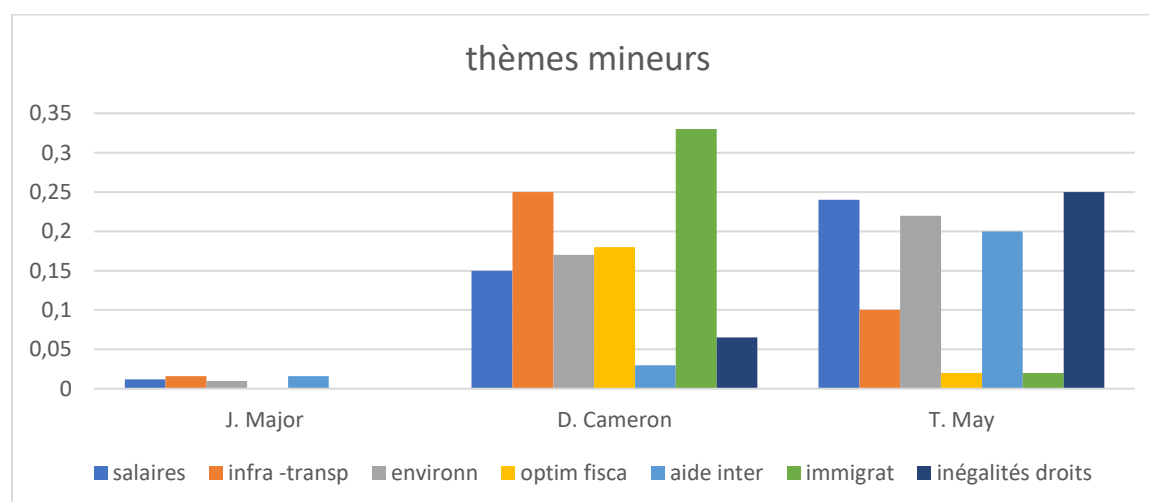


figure 25. Thèmes mineurs pour chaque Premier ministre

Comme le diagramme ci-dessus l’indique, aucun nouveau sujet ne vient s’ajouter de façon significative au socle de base du parti au cours du mandat de John Major. Le nombre de revendications de compétence et d’accusations d’incompétence est quasi nul (pour J. Major) pour chacun des thèmes mineurs recensés pour David Cameron et Theresa May. John Major ne tente à aucun moment d’élargir le territoire thématique du parti, il privilégie au contraire les thèmes principaux du socle thématique. Une telle attitude confirme notre remarque précédente selon laquelle John Major est au cœur d’une période d’alignement politique (1985-2015), et n’a donc pas nécessairement besoin de s’approprier de nouveaux thèmes très éloignés de ceux concernant l’économie de marché et la libre concurrence. Pour David Cameron et Theresa May,

les choses sont différentes. Entre 2010 et 2016, les thèmes mineurs, dont l'importance est définie par le nombre d'occurrences au cours des *PMQs* (voir graphique ci-dessus, figure 25), sont ceux relatifs à l'immigration en priorité (0,33 par séance), aux infrastructures (0,25 par séance) puis vient l'évasion fiscale (0,18 par séance), puis l'environnement (0,17 par séance) et enfin le dernier thème mineur assez important pour être intégré à ce socle concerne la revalorisation des salaires et la question des primes (0,15 par séance).

Le problème de la fraude fiscale n'est pas un thème en soi. Il n'est pas du tout évoqué par John Major comme une compétence du parti, puis le nombre de compétence/incompétence pour ce sujet augmente soudainement dans les années 2010 pour finalement redescendre à un seuil proche de zéro sous T. May. Ce sujet est amené par David Cameron à partir de 2012 dans les débats des *PMQs* dans le cadre d'une lutte contre la fraude fiscale. La première victime de cet assainissement fiscal est le candidat travailliste à la mairie de Londres, Ken Livingstone, qui est accusé à maintes reprises par le Premier ministre de ne pas payer ses impôts<sup>996</sup>. Puis, le sujet se transforme en une campagne de lutte contre l'optimisation fiscale abusive (*agressive tax avoidance*) qui sera annoncée publiquement et formalisée lors du 43<sup>ème</sup> Forum économique mondial à Davos (le 23 janvier 2013), quand D. Cameron, dans son discours inaugural, attaqua « les entreprises qui arrivent à ne pas payer leur part d'impôt et qui se complaisent dans des pratiques commerciales malhonnêtes »<sup>997</sup>. Cependant, les deux périodes où le nombre de compétence/incompétence est le plus élevé est tout d'abord en février 2015 lorsque les Travaillistes dévoilent que sept donateurs du parti conservateur sont liés au scandale d'évasion fiscale qui toucha le groupe *HSBC*<sup>998</sup>. Face aux attaques d'Ed Miliband (qui affirme, par exemple, que David Cameron est un Premier ministre véreux entouré de donateurs véreux)<sup>999</sup>, David Cameron réaffirme avec force l'action du gouvernement en matière de lutte contre l'évasion fiscale<sup>1000</sup>. La deuxième période où une forte augmentation du nombre de

---

<sup>996</sup> *Hansard, HC*, 21/03/2012 vol. 542, col. 786 ; 18/04/2012 vol.543, col 313-314.

<sup>997</sup> “[...] the prime minister strongly attacked companies that avoid paying their fair share of tax and which indulge in corrupt business practices in poor countries.”, Larry Elliott and Heather Stewart, *The Guardian*, 24 janvier 2013. URL: <https://www.theguardian.com/business/2013/jan/24/david-cameron-tax-avoidance-trade-davos> (consulté le 14/03/22).

<sup>998</sup> Il a été révélé en février 2015 que sept donateurs du Parti conservateur, détenteurs de comptes *HSBC* en Suisse, avaient fourni 5 millions de livres au parti conservateur de David Cameron. *HSBC* est alors accusée dans d'avoir fait transiter quelques 180,6 milliards d'euros de riches clients entre novembre 2006 et mars 2007 sur des comptes en Suisse, afin de leur éviter d'avoir à payer des impôts dans leur pays respectif.

<sup>999</sup> *Hansard, HC*, 11/02/2015 vol.592, col. 769. *Ed Miliband: he is a dodgy Prime Minister surrounded by dodgy donors.*

<sup>1000</sup> *Hansard, HC*, 11/02/2015, vol. 592, col. 770. *D. Cameron: Let me remind the right hon. Gentleman about what we found: hedge funds cutting their taxes by flipping currencies—allowed under Labour, banned under the Tories; foreigners not paying stamp duty—allowed under Labour, banned under the Tories; and banks not paying tax on all their profits—allowed under Labour, banned by the Tories.*

compétence/incompétence en matière de lutte contre la fraude fiscale est enregistrée correspond au scandale des *Panama Papers*<sup>1001</sup> en avril 2016 pendant lequel David Cameron, personnellement impliqué dans ce scandale, n'aura de cesse de marteler que le gouvernement est très actif contre l'évasion fiscale<sup>1002</sup>.

Un autre thème mérite un développement. Une grande place est accordée pendant les *PMQs* au sujet des infrastructures du pays et notamment ce qui concerne les réseaux ferroviaires. David Cameron, grâce à son projet de construire le réseau *Phase One HS2*<sup>1003</sup>, une nouvelle ligne ferroviaire à grande vitesse qui reliera Londres et les West Midlands, parle des compétences du parti et du gouvernement en matière d'infrastructures. Ce projet s'insère plus largement dans le programme *Northern Powerhouse*<sup>1004</sup> qui est une stratégie de développement économique des régions du nord de l'Angleterre grâce, notamment, à la création de lignes reliant les grandes villes du Nord, non seulement entre elles, mais également avec Londres et le Sud-Est du pays<sup>1005</sup>. Cette initiative fait écho aux différentes tentatives de la part de D. Cameron de courtiser l'électorat plus modeste. Nous avons vu que David Cameron, face à une désaffiliation partisane grandissante, s'intéressait davantage au vote plus populaire, celui des ouvriers et plus généralement à celui des salaires les plus faibles. Lancer un grand projet de redynamisation du Nord est un moyen de créer de la richesse mais également de s'adresser à un électorat vivant dans des zones (dés)-industrialisées et plus favorables au vote travailliste. À ce propos, Anthony Seldon dira que le projet *Northern Powerhouse*<sup>1006</sup> est une stratégie pour « lancer un assaut sur les bastions électoraux travaillistes »<sup>1007</sup>, c'est-à-dire de courtiser le vote de ces territoires. Quant au sujet de l'immigration, nous l'avons déjà évoqué dans une partie antérieure qui évoquait les raisons d'un tel intérêt pour la question migratoire. Afin d'affaiblir l'attrait que le *UKIP* représentait pour la frange eurosceptique radicale du parti conservateur, D. Cameron a

---

<sup>1001</sup> Il s'agit de la plus grosse fuite d'informations jamais exploitée par les médias au sujet d'un système d'évasion fiscale à l'échelle planétaire et concernant un grand nombre de personnalités politiques.

Cameron a admis, le jeudi 7 avril, qu'il avait tiré profit du fonds fiduciaire (*trust*) que son père, Ian, mort en 2010, avait géré par l'intermédiaire du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca sans payer le moindre impôt pendant trente ans.

<sup>1002</sup> *Hansard, HC, 13/04/2016 vol. 608, col. 345. D. Cameron: At the summer Budget in 2015 we gave an extra £800 million to HMRC to fund additional work to tackle tax evasion and non-compliance between now and 2021.*

<sup>1003</sup> Voir <https://www.hs2.org.uk/what-is-hs2/phase-one-london-west-midlands/>

<sup>1004</sup>

Voir

URL :

[https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/571562/NPH\\_strategy\\_web.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/571562/NPH_strategy_web.pdf)

<sup>1005</sup> *Hansard, HC, 24/06/15, vol. 597, col. 882.*

<sup>1006</sup> *Power House* est un projet initié sous le gouvernement de Cameron pour stimuler la croissance et le développement du nord de l'Angleterre (et principalement les villes de Hull, Manchester, Liverpool, Leeds, Sheffield et Newcastle) grâce à des investissements dans les réseaux de transport, dans les sciences, l'innovation et dans le transfert de compétences au niveau local.

<sup>1007</sup> Anthony Seldon and Peter Snowdon, *Cameron at 10*, p. 377

mis en place toute une rhétorique anti-immigration lors des *PMQs* en utilisant des formules aux allures de slogan comme celui-ci : « ceci est un service national de santé et non un service international de santé »<sup>1008</sup>, ou en accusant les immigrants de profiter des aides sociales du pays<sup>1009</sup>. Il saura également mettre en opposition les compétences du parti conservateur en matière d'immigration face à l'incompétence de l'opposition. David Cameron se fend d'un réquisitoire à l'endroit du parti travailliste qui « a donné un accès illimité à notre marché du travail quand la Pologne et d'autres pays ont rejoint l'UE », en ajoutant que « cela a conduit 1,5 million de personnes à entrer dans notre pays », ce qui « était une très grave erreur »<sup>1010</sup>. En revanche, le gouvernement, quant à lui, a réussi « à donner, l'an dernier, trois quarts des nouveaux emplois aux travailleurs de nationalité britannique », et est également parvenu « à faire baisser l'emploi de Roumains et de Bulgares au cours des trois premiers mois de cette année »<sup>1011</sup>. Outre cet objectif de rétention des eurosceptiques convaincus à l'aide un discours anti-immigration, ce genre de langage, à l'instar de celui de M. Thatcher, a également vocation à réactiver une rhétorique nationaliste et souverainiste destinée aux membres du socle électoral traditionnel du parti conservateur (et qui commencera à trouver un certain écho aux élections de décembre 2019, auprès d'une partie de l'électorat du *Red Wall*<sup>1012</sup>, c'est-à-dire des bastions travaillistes du nord du pays).

David Cameron, par l'utilisation de thèmes tels que l'Europe, la fiscalité, la sécurité, la famille et l'immigration, a tenté de consolider la base du parti ; cependant, le déclin du nombre d'adhérents persistait<sup>1013</sup>, ce qui a amené David Cameron à repositionner le parti vers un terrain idéologique plus centriste embrassant une stratégie du « *reaching out* », c'est-à-dire de s'adresser à un plus grand électorat (issu de toutes les couches de la société), notamment celui qui est indécis et flottant<sup>1014</sup> tout en élargissant la palette de thèmes. C'est la raison pour laquelle

---

<sup>1008</sup> Hansard, HC, 03/07/2013, vol. 565 col. 919. D. Cameron: *This is a national health service, not an international health service.*

<sup>1009</sup> Hansard, HC, 18/12/2013 col.743, vol. 572. D. Cameron: [...] *There is a right to work in different countries of the European Union, but there should not be a right to claim in different countries of the European Union*

<sup>1010</sup> Hansard, HC, 18/12/2013 col.743, vol. 572. D. Cameron: *We must learn the lesson from the mistake that Labour made by giving unfettered access to our labour market when Poland and others joined the European Union. That led to 1.5 million people coming to our country and was a profound mistake.*

<sup>1011</sup> Hansard, HC, 14/04/2014, vol. 580.col. 744. D. Cameron: [...] *that three quarters of the new jobs over the last year have gone to UK nationals, and also that the employment of Romanians and Bulgarians actually went down in the first three months of this year following the lifting of the controls, which is notable.*

<sup>1012</sup> Davies Steve, *The Economics and Politics of Brexit: The Realignment of British Public Life*, Great Barrington, American Institute for Economic Research, 2020.

<sup>1013</sup> Agnès Alexandre-Collier, « La démocratisation interne du Parti conservateur ou comment (re)devenir un « parti attrape-tout » », *Observatoire de la société britannique*, vol. 4, 2007, p. 35-47.

<sup>1014</sup> Timothy Heppell, « The conservative party leadership of David Cameron: Heresthetics and the realignment of British Politics », *British Politics*, vol. 8, 2013, p. 260-284.

le thème de l'environnement prend une importance non négligeable dans les discours de David Cameron. Le nombre de compétence/incompétence place le sujet, entre 2010 et 2015 en quatrième position parmi les thèmes mineurs (voir figure 25). L'écologie ou la protection de l'environnement n'est pas un sujet qui divise l'opinion outre mesure ; a priori tout le monde est d'accord pour que la planète soit protégée, si, bien sûr, cela n'interfère pas avec la croissance économique que David Cameron défend en priorité (lors des *PMQs*). Par ailleurs, il est à noter qu'au début du mandat de D. Cameron en tant que chef du parti conservateur dans l'opposition, ce dernier a accordé une importance très significative à l'environnement afin de rendre le parti plus attrayant pour un électorat sensible aux valeurs post-matérialistes<sup>1015</sup> privilégiant désormais le bien public sur les intérêts financiers des milieux des affaires<sup>1016</sup> (d'ailleurs en 2006, D. Cameron remplace le symbole du parti, la troche bleue, par un chêne vert). En revanche, il existe des sujets qui sont beaucoup plus clivants et qui ne sont pas traditionnellement associés au parti conservateur comme le mariage entre personnes du même sexe. Ce genre de thème est appelé *wedge issue*, il s'agit d'une stratégie rhétorique, généralement centrée sur un problème social, voire sociétal, qui est construit intentionnellement afin de diviser les électeurs des différents partis et de polariser l'opinion publique dans le but d'obtenir un avantage politique<sup>1017</sup>.

### 3.4. Les thèmes mineurs et les récompenses symboliques

Suite à une consultation sur le moyen de présenter un mariage civil pour les couples de même sexe, la nouvelle ministre chargée des droits des femmes et de l'égalité (Maria Miller) a annoncé en décembre 2012 qu'un projet de loi, *The Marriage (Same Sex Couples) Bill*, serait présenté au Parlement, ce qui se produisit le 24 janvier 2013. David Cameron, à l'issue du vote autorisant la poursuite du travail parlementaire sur ce texte (le 05 février 2013), continue de faire la promotion de ce projet de loi en s'érigeant comme « un fervent partisan du mariage » qui salue le résultat du vote de la veille donnant à « deux personnes homosexuelles qui s'aiment la possibilité de se marier »<sup>1018</sup>. Il n'est pas étonnant que le sujet divise également au sein du

---

<sup>1015</sup> Le terme a été rendu populaire par le politologue Ronald Inglehart à la fin des années 1970 dans son ouvrage *The Silent Revolution*. Il s'agit en sociologie, d'une théorie selon laquelle les valeurs individuelles fondées sur des éléments économiques, matériels et physiques seraient devenues des valeurs cette fois-ci post-matérielles fondées sur l'autonomie et l'expression individuelle (la liberté d'expression, l'égalité de genre...).

<sup>1016</sup> Agnès Alexandre-Collier, *Les Habites neufs de David Cameron*, op. cit., p. 103.

<sup>1017</sup> Fredel M. Wiant, « Exploiting factional discourse: Wedge issues in contemporary American political campaigns », *Southern Communication Journal*, vol. 67, n°3, 2002, p. 276-289.

<sup>1018</sup> *Hansard*, HC, 06/02/13, vol. 558, col. 269. D. Cameron: [...] but frankly I am a marriage man. I am a great supporter of marriage. I want to promote marriage, defend marriage, encourage marriage, and the great thing

parti. Certains membres ne sont pas prêts à autant élargir la focale thématique. Par exemple, Philip Davies demande au Premier ministre si ce dernier « peut, afin qu'il n'y ait aucun doute, confirmer de qui il est le plus proche ? Lord Tebbit ou le vice-Premier ministre ? »<sup>1019</sup>. Le choix est entre un farouche opposant au mariage de personnes du même sexe (Lord Tebbit) et Nick Clegg qui a initié une première consultation sur la question en septembre 2011. La réponse de David Cameron est très représentative de sa stratégie de ne pas s'aliéner sa base tout en élargissant malgré tout le socle thématique du parti en intégrant des thèmes plus progressistes. Il répondra : « J'ai réussi à fêter Noël sans passer de temps ni avec l'un, ni avec l'autre. Je rappellerai à mon Honorable ami que je suis plus près de tous les Conservateurs que de n'importe qui d'autre d'un autre parti »<sup>1020</sup>. Après un éloge du mariage entre personnes du même sexe, il prendra soin de réaffirmer les valeurs hétérosexuelles de l'institution du mariage lorsqu'il s'agit, cette fois, de parler de sujets prioritaires comme la fiscalité. Pour D. Cameron « celui ou celle qui n'utilise pas son abattement fiscal sera autorisé à le transférer sur le compte de son mari ou de sa femme », puis d'ajouter « cela revient à un principe très simple : nous voulons soutenir le mariage au sein du système fiscal<sup>1021</sup> ». Il ne faut pas créer de panique auprès des sympathisants et des membres du parti conservateur en allant à l'encontre des principes généraux du parti<sup>1022</sup>. C'est la raison pour laquelle le message, ici, est double chez David Cameron. Cette ambivalence est très bien traduite dans la nature des thèmes mineurs. En effet, cette volonté de toucher un nouveau type d'électeurs ou de convaincre les indécis passe par l'évocation de thèmes qui concernent les minorités sexuelles (dans l'exemple précédent) ou les femmes ou encore les minorités ethniques. En revanche, cela reste au niveau du clin d'œil ou de « l'opération séduction », car dans les faits cela ne se traduit pas dans les revendications de compétence du parti. David Cameron semble se soucier du sort des droits des minorités (sexuelles ou autres) mais le nombre de revendications de compétence en matière de lutte pour

---

*about last night's vote is that two gay people who love each other will now be able to get married. That is an important advance. We should be promoting marriage, rather than looking at any other way of weakening it.*

<sup>1019</sup> Hansard, HC, 09/01/13, vol. 556, col. 313. Philip Davies: *Just in case anybody is in any doubt, will the Prime Minister confirm who he is closest to, politically? Is it Lord Tebbit or the Deputy Prime Minister ?*

Tebbit était un farouche opposant au mariage entre personnes du même sexe alors que Nick Clegg (Libéral Démocrate) soutenait ce projet

<sup>1020</sup> *Ibid.* D. Cameron: *I managed to get through Christmas without spending any time with either of them. I would remind my hon. Friend that I am closer to all Conservatives than I am to anyone from any other party.*

<sup>1021</sup> Hansard, HC, 16/10/13, vol.568, col. 736. D. Cameron: *What I said was that the married couples tax allowance tax is available to all couples who are on basic rate tax. Anyone who has unused tax allowance is able to transfer it between the husband or the wife. It comes back to a very simple principle: we want to back marriage in the tax system.*

<sup>1022</sup> John R. Petrocik, « Issue Ownership in Presidential Elections, with a 1980 case study », *American Journal of Political Science*, vol. 40, n°3, 1996, p. 5.



les droits individuels et des minorités et contre les inégalités ou encore dans le domaine de l'aide internationale est très faible (une moyenne de 0.065 occurrences et de 0.03 respectivement par séance). Le Premier ministre utilise un moyen très économique pour tenter de rallier de nouveaux électeurs, en proposant ce que Charles Elder et Roger Cobb appellent des récompenses symboliques<sup>1023</sup>. Ces derniers expliquent dans leur ouvrage consacré à l'utilisation politique des symboles que ce serait une erreur de considérer que les groupes organisés sont seulement intéressés par des bénéfices ou des intérêts matériels. Les intérêts symboliques ont toute leur importance en politique car « les gestes symboliques ont un impact considérable sur notre sentiment d'orgueil, de mortification et sur notre sens de l'honneur »<sup>1024</sup>. James M. Burns développe cet argument en faisant des récompenses un outil essentiel dans la construction du leadership des dirigeants d'organisations de taille importante. Pour lui, le bon leader est celui-celle qui a su identifier le genre de récompense dont l'individu a besoin. Il ne s'agit pas nécessairement de récompenses quantitatives mais qualitatives telles que la reconnaissance, l'affection, le respect, ou encore l'estime<sup>1025</sup>. C'est la raison pour laquelle les récompenses symboliques contenues dans l'action gouvernementale sont hautement estimées. C'est dans cette logique précisément que l'on peut entendre D. Cameron faire un hommage à Alan Turing tout en annonçant « qu'il est heureux d'étudier la question d'un pardon »<sup>1026</sup> concernant le mathématicien et cryptologue homosexuel, qui choisit, pour éviter la prison à cause de sa sexualité, la castration chimique (en 1952). Dans la même veine, D. Cameron enverra à plusieurs reprises un message clair à l'électorat féminin avec lequel les choses n'ont pas toujours été simples (on se rappelle l'incident, en avril 2011 lors d'une *PMQs*, avec Angela Eagle, une députée travailliste à laquelle le Premier ministre ordonna de « se calmer »<sup>1027</sup>, ou encore la provocation de Harriet Harman qui arbora en pleine séance en octobre 2014 un T-shirt portant une inscription féministe<sup>1028</sup> en réaction au refus de Cameron de porter un T-shirt similaire pour un article du magazine *Elle*). On retiendra la réponse de David Cameron adressée à une députée travailliste (Dr Rupa Huq) qui lui demandait s'il était oui ou non un féministe.

---

<sup>1023</sup> Charles Elder et Roger Cobb, *The Political Uses of Symbols*, Londres, Longman, 1983, p. 115.

<sup>1024</sup> *Ibid.* p. 114.

<sup>1025</sup> James MacGregor Burns, *Leadership*, New York, Harper, 1979, p. 373.

<sup>1026</sup> *Hansard, HC, 16/10/2013, vol. 568, col. 734. D. Cameron: I am very happy to look at the specific issue of the pardon and respond to the hon. Gentleman, but above all what we should do is praise Alan Turing and the brave people who worked for him.*

<sup>1027</sup> *Hansard, HC, 27/04/2011, vol. 527, col. 170. D. Cameron: I said calm down. Calm down, dear—and I will say it to the shadow Chancellor, if he likes.*

<sup>1028</sup> *Hansard, HC, 29/10/2014, vol. 587.*

D. Cameron : Si le féminisme signifie que nous devons traiter les gens de façon égale, oui, absolument. Je suis fier que les femmes représentent un tiers des personnes du Cabinet, c'est ce que nous avons promis et c'est ce que nous avons fait<sup>1029</sup>.

### 3.5. Le parti conservateur, un « parti attrape-tout »

C'est grâce à une telle stratégie fondée sur des récompenses symboliques que D. Cameron tentera d'élargir le territoire thématique du parti. Le fait que l'engagement auprès de cet électorat en particulier soit davantage symbolique que concret et durable, (c'est-à-dire que le gouvernement n'est pas en mesure de revendiquer un nombre élevé de compétence/incompétence dans ces domaines) permet au Premier ministre de s'adresser à un grand nombre de nouveaux potentiels électeurs. C'est la raison pour laquelle Agnès Alexandre-Collier désignera le parti conservateur comme un « parti attrape-tout »<sup>1030</sup> (*a catch-all party*<sup>1031</sup>). Dans *The transformation of the Western Party Systems*, Otto Kirchheimer considère que le progrès économique et social ainsi que les mutations culturelles de l'ère post-matérialiste (des années 1980-1990) ont contribué à la diminution des clivages idéologiques. Progressivement, les partis politiques développent « des objectifs communautaires d'importance nationale [dépassant] les intérêts particuliers des groupes »<sup>1032</sup>. Kirchheimer propose ainsi un nouveau modèle de parti : le « parti attrape-tout » (*catch-all party*). Ces partis sont caractérisés par une ouverture doctrinale, par une démocratisation de l'organisation<sup>1033</sup> et enfin par une stratégie consensuelle recherchant l'adhésion électorale dans des segments multiples de la population. Les principaux critères proposés<sup>1034</sup> afin d'identifier un « parti attrape-tout » peuvent être appliqués au parti conservateur dans le cadre des *PMQs*. Tout d'abord, on remarquera que le catch-all party accorde plus d'importance aux dirigeants du parti et que le rôle des membres individuels du parti est réduit. Nous avons eu l'occasion, dans la première partie de ce travail, d'affirmer que l'évolution du format des *PMQs* après les années

---

<sup>1029</sup> Hansard, HC, 28/10/2015, vol. 601, col. 345. D. Cameron: *If feminism means that we should treat people equally, yes, absolutely. I am proud that women make up a third of the people I have sitting around the Cabinet table, which we promised, and we delivered.*

<sup>1030</sup> Agnès Alexandre-Collier, « La démocratisation interne du Parti conservateur ou comment (re)devenir un 'parti attrape-tout' », art. cit.

<sup>1031</sup> Selon la formule d'Otto Kirchheimer

<sup>1032</sup> Otto Kirchheimer, « The transformation of the Western party systems », dans Joseph La Palombara et Myron Weiner (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966.

<sup>1033</sup> Agnès Alexandre-Collier, « La démocratisation interne du parti conservateur », art. cit.

<sup>1034</sup> "a) drastic reduction of the party's ideological baggage, b) Further strengthening of top leadership groups, c) Downgrading of the role of the individual party member, d) Deemphasis of the class-gardée, specific social-class or denominational, e) Securing access to a variety of interest groups for financial and electoral reasons. clientele, in favour of recruiting voters among the population at large", André Krouwel, « Otto Kirchheimer and the catch-all party », *West European Politics*, vol. 26, n°2, 2003, p. 23-40.

1990 ont accordé une place privilégiée aux leaders des deux grands partis. Par ailleurs, nous avons également vu que David Cameron s'était emparé de la prérogative de l'attaque au détriment des députés affaiblissant ainsi leur rôle pendant les débats. Une autre caractéristique propre au parti « attrape-tout » est celle de moins insister sur la relation du parti avec une classe sociale spécifique mais au contraire d'attirer des électeurs appartenant à tous les segments de la population tout en assurant une liaison avec des groupes d'intérêts. David Cameron remplit tout à fait ce critère lors des *PMQs* lorsqu'il s'adresse par exemple à l'électorat ouvrier (et plus généralement les travailleurs) et plus populaire de façon générale tout en maintenant un lien avec le monde des affaires (voir partie suivante). Et enfin, pour devenir un parti « attrape-tout », il est nécessaire de limiter le recours à l'idéologie. Le mot d'ordre du parti conservateur, et cela se vérifie pendant les *PMQs*, selon David Seawright, est celui d'éviter la notion même d'idéologie et de paraître comme un « parti non-idéologique et non-doctrinaire »<sup>1035</sup>, préférant « des concepts plus attrayants pour les électeurs »<sup>1036</sup>. Pendant les *PMQs* et sous le leadership de David Cameron, le parti conservateur répond parfaitement à l'idéal-type de Otto Kirchheimer : le « parti attrape-tout ».

La différence avec Theresa May réside tout d'abord dans la nature des thèmes défendus et ensuite dans les convictions placées dans les thèmes mineurs. On retrouve les caractéristiques du catch-all party pendant les *PMQs* au cours des années May. Elle étend le territoire thématique de plus de 20% par rapport à John Major avec quatre thèmes importants : le *Brexit*, la revalorisation des salaires (et la question du contrôle des primes), la question des inégalités et des droits individuels et enfin l'environnement et l'écologie (voir figure 25). Il semble y avoir une vraie volonté de la part de Theresa May de paraître soucieuse des questions sociales et du sort des plus faibles, même si sur certains sujets, le pragmatisme l'emporte parfois. On peut citer en guise d'exemple l'écologie et le logement qui sont devenus des thèmes très présents pour séduire principalement les jeunes. En effet, selon Anthony Seldon, la population jeune était sous l'effet de la « *Corbymania* »<sup>1037</sup>, et pour limiter cet attrait des jeunes vers le parti travailliste, Theresa May a mis en branle un plan de séduction des jeunes avec l'argument écologique et l'argument du logement accessible<sup>1038</sup>. C'est la raison pour laquelle ces deux thèmes enregistrent une nette augmentation du nombre de revendications de compétence et d'accusations d'incompétence par rapport à D. Cameron et John Major. Concernant les thèmes

---

<sup>1035</sup> David Seawright, *The British Conservative Party and One Nation Politics*, London, Continuum, 2010, p. 162.

<sup>1036</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>1037</sup> Anthony Seldon et Raymond Newell, *May at 10*, Londres, Biteback Publishing, 2019, p. 318.

<sup>1038</sup> *Ibid.*, p. 326.

sociaux, Theresa May semble aller au-delà de la simple récompense symbolique. Elle aurait pu se contenter, à l'instar de son prédécesseur, d'envoyer quelques clins d'œil, quelques signaux à des groupes sociaux en particulier, mais elle prend la peine de faire l'inventaire des actions accomplies par le parti, par exemple, en matière d'inégalités, de droits des minorités ou encore des hausses de salaires pour les plus modestes. Le nombre de compétence/incompétence pour ces thèmes a bondi entre les années Cameron et le mandat de Theresa May (+0,2 points, c'est-à-dire +285 % pour les inégalités et droits individuels et de 0,1 point, c'est-à-dire +60% pour la hausse des salaires bas). Ce constat est corroboré par la différence entre le nombre total moyen de compétence/incompétence pour les thèmes majeurs et celui des thèmes mineurs. En effet, on remarque que la différence est la plus faible pendant les années May. L'écart est de 5,2 pour Theresa May, de 8,13 pour Cameron et enfin de 6,1 pour John Major. En d'autres termes, l'effort consenti à la défense des thèmes mineurs s'est répercuté sur celui réalisé en faveur des thèmes majeurs, et notamment celui de l'économie qui enregistre le nombre moyen de compétence/incompétence le plus bas des trois Premiers ministres à l'étude. Cela tend à prouver que Theresa May est davantage impliquée dans la promotion de sujets plus progressistes. Elle étend le territoire de façon plus engagée à tel point que l'identité du parti sera remise en question (voir plus bas, partie idéologie).

L'analyse des stratégies d'élargissement du territoire thématique du parti conservateur met en exergue trois attitudes différentes selon les Premiers ministres. John Major resserre au maximum le territoire sur les thèmes fondamentaux du parti. David Cameron, quant à lui, étend le socle de base à des thèmes soutenant sa politique de conquête de l'électorat plus populaire (salaires, contrôle des primes, infrastructure, lutte contre l'évasion et la fraude fiscale) tout en prenant soin de consolider ce socle (thème de l'immigration). Par ailleurs, D. Cameron, pratiquera en marge de ces efforts la stratégie qui consiste à séduire des groupes minoritaires ou des segments de la population aux intérêts particuliers en prodiguant des récompenses symboliques. Les thèmes mineurs de prédilection de D. Cameron et de T. May sont différents mais ne se cumulent pas (à l'exception du thème de l'écologie et de l'augmentation des faibles salaires). Theresa May étend le territoire en intégrant des thèmes qu'elle tente de mettre au crédit du parti en revendiquant de réelles compétences en la matière (par exemple l'écologie, ou les droits individuels) parfois au détriment des thèmes fondamentaux du groupe. Cette attitude, contrairement à celle de D. Cameron, pourrait être interprétée comme le signe d'un repositionnement des valeurs du parti.

A priori, John Major serait le leader le moins apte à étendre le territoire thématique du parti et

David Cameron et Theresa May les plus efficaces dans cette tâche en agrandissant le socle thématique de plus de 20 % par rapport à John Major. Cependant, d'un point de vue anthropologique, les choses peuvent paraître différentes. En effet, ne pas être capable d'élargir le territoire n'est pas nécessairement la marque d'un leadership défaillant.

### 3.6. Les dangers de l'élargissement du territoire

Marc Abélès explique qu'il est impossible d'avoir une société qui repose uniquement sur un système où les membres sont issus d'une même origine lignagère<sup>1039</sup> (l'exogamie est rendue possible, voire nécessaire). Henry James S. Maine explique dans *Ancient Law* qu'il est nécessaire de considérer la famille comme un groupe « qui s'élargit constamment par l'absorption d'étrangers en son cercle »<sup>1040</sup> (on parle ici de relation agnatique, c'est-à-dire d'une sorte de famille étendue), ce qui crée un élargissement artificiel des limites du groupe. Il est donc possible d'accueillir dans la lignée des étrangers, et ces derniers font comme s'ils descendaient de la même souche. On procède alors à la manipulation des filiations au sein des groupes, ce que Marc Abélès appelle des « fictions légales »<sup>1041</sup>. Maine précise que « les nouveaux arrivants devaient feindre de descendre de la même souche que les peuples auxquels ils se trouvaient greffés »<sup>1042</sup>. Malgré tout, différents groupes se forment et se renferment sur eux-mêmes, et le seul facteur d'union entre ces groupes est le principe de contiguïté territoriale<sup>1043</sup>. L'appartenance au même territoire est le facteur de solidarité et de cohérence du groupe, « c'est l'unité territoriale qui devient signifiante en tant que principe d'organisation politique »<sup>1044</sup>. Cependant, le groupe tend à se diviser lorsque qu'il atteint une certaine taille suite à l'intégration en son sein de membres extérieurs. Edward Evans-Pritchard a observé que plus le groupe local est réduit, plus il est cohérent et que la solidarité va décroissant à mesure que le cercle s'étend<sup>1045</sup>, car lorsque le groupe grossit, les liens de parenté s'affaiblissent<sup>1046</sup>. Le même phénomène s'observe lorsque la taille du territoire augmente (sans nécessairement une hausse concomitante du nombre de membres). Dans ce cas, plus le territoire est vaste, plus l'autorité du chef est diminuée dans la mesure où les membres aux confins du territoire ont

---

<sup>1039</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, op. cit.

<sup>1040</sup> "We must look on the family as constantly enlarged by the absorption of strangers within its circle", Maine Henry James Sumner (1861), *Ancient Law*, New York, chap. 5., Cosimo Classics, 2005.

<sup>1041</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, op. cit., p. 22.

<sup>1042</sup> Henry James Sumner Maine, *Ancient Law*, op. cit.

<sup>1043</sup> *Ibid.*

<sup>1044</sup> Leslie A. White, *The Evolution of Culture*, New York, Routledge, 1959, p. 301 (cité dans *Anthropologie Politique*, Georges Balandier, op. cit., p.162).

<sup>1045</sup> Evans-Pritchard E. E., *The Nuer*, Oxford, Oxford University Press, 1940.

<sup>1046</sup> Leslie A. White, *The Evolution of Culture*, op. cit., dans Georges Balandier *Anthropologie Politique*, p. 161.

tendance à s'autonomiser. Lorsque que le lien de parenté ainsi que le lien social se trouvent affaiblis par l'arrivée de membres extérieurs ou bien par un décentrage géographique, l'intégrité du groupe est menacée. Le parallèle est évident avec les groupes politiques. Plus le territoire thématique du parti est élargi, plus le socle de base est dilué et plus le nombre de nouveaux membres est susceptible d'augmenter. Le Premier ministre s'éloigne de la parole mythique propre au parti. Cette parole est fondée sur les références passées (sorte de vecteur mémoriel du parti conservateur). En d'autres termes, il s'agit d'évoquer tous les grands moments, les grands concepts historiques du parti. Et si cette parole mythique n'est pas constamment invoquée, elle perd de sa vigueur, et plus encore si elle n'est plus partagée par les nouveaux membres<sup>1047</sup> (ceux qui n'ont pas connu la parole originelle, par exemple les nouveaux membres ou les nouvelles générations). Qui plus est, elle perd de sa force si elle est dissoute dans un discours trop éloigné de ses origines (par exemple dans l'utilisation de thèmes mineurs). En résumé, plus le Premier ministre élargit son électorat en s'appropriant des territoires/thèmes étrangers aux principes fondamentaux du parti, plus il risque de perdre des membres. Non seulement il risque de s'aliéner certains membres traditionnellement partisans du socle thématique de base du parti mais il risque également de ne pas parvenir à attirer un nombre significatif de nouveaux adhérents. À ce propos, Marc Augé, en référence à la parole du chef qui est étendue à un large public, et dans notre cas à un plus large électorat, résume les dangers de cette stratégie :

Le responsable politique, aujourd'hui plus qu'hier, court le risque, s'adressant à tous, de ne véritablement parler à personne et de voir grandir le nombre de ceux qui estiment que ce n'est pas à eux que son discours s'adresse<sup>1048</sup>.

Le défi que le leader doit relever est celui de trouver le bon équilibre entre redynamiser le groupe en augmentant le nombre de nouveaux membres et conserver une bonne maîtrise du territoire en essayant de toujours le recentrer sur son périmètre originel<sup>1049</sup>.

À la lumière de cette analyse, on peut conclure que John Major a su gérer le territoire thématique du parti de façon appropriée et que l'absence de tentative d'élargissement territorial n'est pas une faiblesse de son leadership mais au contraire une position de (re-)centrage sur les fondamentaux du parti rassurant ainsi les membres du groupe. Quant à David Cameron, le besoin de recruter de nouveaux membres (adhérents, sympathisants, électeurs, activistes...)

---

<sup>1047</sup> Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier, 1994, p. 115.

<sup>1048</sup> *Ibid.*

<sup>1049</sup> George Balandier, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 6<sup>ème</sup> édition, 2013, p. 166-67.

relevait du besoin vital du groupe. Cependant, adopter la stratégie du parti « attrape-tout » aurait pu être risqué. Theresa May, quant à elle n'a pas réduit, ni recentré le territoire mais est allée encore plus en avant dans la conquête du territoire social.

#### **4. « *One Nation* » comme principe unificateur du conservatisme**

Il a été démontré que les électeurs identifiaient les partis politiques grâce aux thèmes que ces derniers privilégiaient ou à leur position concernant ces thèmes plutôt que par leur positionnement idéologique<sup>1050</sup>. Le parti conservateur, conscient de ces changements dans la façon dont les électeurs forgent leur opinion sur les partis politiques, a élargi son territoire thématique de façon notable (par l'inclusion de thèmes mineurs) afin de plaire à un nouvel électorat ou aux nouvelles préférences des électeurs. Un tel processus suscite, comme nous l'avons évoqué, des dissensions au sein du groupe menaçant non seulement l'unité du parti mais plus encore le leadership du chef, responsable de la promotion de ces thèmes mineurs. L'élément fédérateur d'un parti aussi ancien que le parti conservateur est l'idéologie. Le terme « idéologie » pour parler du conservatisme est controversé. En effet, cette notion a très souvent été exclue du discours des Conservateurs qui, au fil des décennies, ont préféré des termes comme « la tradition », « la pensée philosophique » ou encore « l'éthos » du parti conservateur<sup>1051</sup>, et cela afin de traduire, entre autres choses, une plus grande flexibilité des principes doctrinaux du parti. Michael Oakeshott, dans *On Being Conservative*, parle du conservatisme comme d'une « disposition » ; « être conservateur, c'est être disposé à penser et à agir d'une certaine manière »<sup>1052</sup>, quant à John Buchan<sup>1053</sup>, le conservatisme est « avant tout un état d'esprit et non une doctrine abstraite »<sup>1054</sup>. David Seawright, quant à lui, après avoir fait la généalogie de l'usage ou plutôt de l'absence d'usage du terme « idéologie » en relation au conservatisme, conclut que « les Conservateurs utilisent une idéologie, leur propre idéologie »<sup>1055</sup>. Même si, dans notre cas, elle est à différencier du territoire thématique, elle peut se retrouver en filigrane dans tous les thèmes associés au parti ou revendiquer par ce dernier, non pas dans une version définitive du conservatisme mais dans les composantes idéologiques

---

<sup>1050</sup> Peter Mair, Wolfgang Müller et Fritz Plasser, *Political Parties and Electoral Change: Party Responses to Electoral Markets*. Londres, Sage Publications, 2004.

<sup>1051</sup> David Seawright, *op. cit.*, p. 24-30.

<sup>1052</sup> Michael Oakeshott, « On Being Conservative » (1956), dans Oakeshott Michael, *Rationalism in Politics and Other Essays*, Indianapolis Liberty Fund, 2ème édition, p. 407.

<sup>1053</sup> J. Buchan (1975-1940) était un diplomate, écrivain, politicien affilié au *Unionist Party* et membre du comité éducatif d'Ashridge

<sup>1054</sup> Clarisse Berthezène, *Les conservateurs britanniques dans la bataille des idées, 1929-1954 : Ashridge College, premier think tank conservateur*, Paris, Les presses de Sciences Po, 2011, p. 121.

<sup>1055</sup> David Seawright, *op. cit.*, p. 28.

du conservatisme. L'élément idéologique principal et récurrent dans la tradition du parti conservateur repose sur le concept « *One Nation* ». Ce dernier forme le socle idéologique du parti conservateur, et, comme nous le verrons dans un instant, il est assez flexible pour s'adapter aux différents changements thématiques du parti. Nous considérons que l'idéologie ou les éléments doctrinaux sont un territoire (stable) sous-tendant le territoire thématique (plus instable).

Afin d'analyser en quoi *One Nation* est un vecteur d'unité et de stabilité au sein du parti conservateur depuis sa création, nous avons privilégié une approche synchronique, avec comme point de départ, l'étude, proposée par David Seawright<sup>1056</sup>, de la relation entre le parti conservateur britannique et le concept *One Nation*. D. Seawright propose de s'intéresser à la « nature double » du parti conservateur et du *One Nation Group* (formé dans les années 50, voir ci-dessous). Dans le même temps, nous examinerons le moyen par lequel les trois Premiers ministres à l'étude utilisent et réinventent l'imagerie de *One Nation* comme toile fond tendue derrière les différents thèmes utiles au parti.

#### 4.1. Éléments définitionnels de *One Nation*

Définir la nature de *One Nation* n'est pas une tâche aisée. Le terme n'entre pas de façon formelle dans la catégorie des idéologies, il est communément appréhendé comme un concept et une partie intégrante du parti conservateur. La plupart des Premiers ministres contemporains (dans notre cas John Major, David Cameron et enfin Theresa May), quand ils ne se sont pas autoproclamés leaders conservateurs du type « *One Nation* », ont eu recours à la rhétorique *One Nation* dans la présentation de leur programme politique et législatif<sup>1057</sup>. Certains, à l'instar de D. Cameron ont même rejoint le *One Nation Group* (en 2003) qui était initialement un groupe de députés conservateurs qui, pendant les années de sa création entre 1950 et 1954, se sont unis pour développer et promouvoir de nouvelles idées autour de l'amélioration des services sociaux<sup>1058</sup>. Au cours d'une séance de *PMQs*, un député conservateur, Alec Shelbrooke,

---

<sup>1056</sup> *Ibid.*

<sup>1057</sup> T. May a écrit dans son premier prospectus destiné à être publié dans le *Times* alors qu'elle lançait sa campagne en juin 2016 : « *This programme – true to my party's proud philosophical tradition of one nation – will include big change to the way we think about our economy, our society and our democracy* ». In *The Guardian*, Thursday 30 June 2016. <https://www.theguardian.com/politics/2016/jun/30/theresa-may-sets-out-one-nation-conservative-pitch-for-leadership> consulted 13 Dec 2022.

Les références à *One Nation* de John Major sont apparues dès le mois de novembre 1990 après son élection en tant que Premier ministre. Dans une rhétorique de type *One Nation* et caractéristique de MacLeod, John Major promettait de « *“engender [...] the social solidarity of a nation and [...] a nation at ease with itself”* ». <https://johnmajorarchive.org.uk/1990/11/28/doorstep-interview-28-november-1990/> consulted 13/12/2022.

<sup>1058</sup> Voir Walsh Robert, « The One Nation Group and One Nation Conservatism 1950–2002 », *Contemporary British History*, vol. 17, n°2, 2003, p. 69-120.



demanda à D. Cameron de montrer que le gouvernement « est un gouvernement *One Nation* digne de ce nom »<sup>1059</sup> suggérant ainsi que ce ne fut pas nécessairement le cas pour ces prédécesseurs. En établissant différents types de politiques *One Nation*, les authentiques et les autres, et selon les différents Premiers ministres, D. Cameron prouve que le concept *One Nation* est ouvert à plusieurs interprétations. Cependant, aussi abstraite et conceptuelle que peut être la notion de *One Nation*, celle-ci repose sur des principes clés datant du 19<sup>ème</sup> siècle et reposant sur la vision que Benjamin Disraeli avait de la société victorienne. Ce dernier défendait (même si cela était par pragmatisme) l'idée d'une société plus juste et moins divisée, objectif qui ne pouvait être atteint qu'en essayant de réduire l'écart entre les riches et les plus pauvres, qui selon lui, représentait deux nations séparées sans aucune interaction ni intérêts partagés<sup>1060</sup>. La philosophie *One Nation* était, à l'origine, fondée sur une approche paternaliste, sur une obligation patricienne des plus aisés envers les plus pauvres pour améliorer le sort de ces derniers. Ce principe n'impliquait pas de travailler à une société égalitaire. L'idée d'une stricte égalité entre les individus a toujours été exclue du concept *One Nation*. Disraeli préconisait la réduction des inégalités économiques entre les deux nations dans un souci de stabilité sociale mais il reconnaissait, par ailleurs, la nature intrinsèquement inégale de la société. Plus tard, dans les années 1950, de telles idées furent reprises par le *One Nation Group* en réaction et en opposition à l'idéologie socialiste fondée sur l'égalité sociale :

Les socialistes pensent que l'État doit assurer un niveau moyen (seuil moyen de subsistance). Nous pensons qu'il doit assurer un niveau minimum, au-dessus duquel les individus sont libres de s'élever dans la mesure où leur travail, leurs moyens, leur habilité ou leur génie le permettent<sup>1061</sup>.

Le concept de *One Nation* s'appuie largement sur les différentes approches que le gouvernement peut adopter afin d'assurer le niveau minimum mentionné plus haut et d'aider les plus démunis et plus particulièrement la classe ouvrière.

#### **4.2. La « nature double » du conservatisme *One Nation***

La question de l'intervention de l'État en tant qu'élément central du concept *One Nation* est apparue après la Seconde Guerre mondiale et plus précisément en réaction à ce qui est

---

<sup>1059</sup> Hansard, HC, 03/06/2015, vol. 596 col. 580. Alec Shelbrooke: [...] *to show that we are a true one nation Government?*

<sup>1060</sup> Benjamin Disraeli, *Sybil or The Two Nations* (1845), Londres, Oxford University press, 1975, p. 149.

<sup>1061</sup> Iain MacLeod et Angus Maude, *One Nation: a Tory Approach to Social Problems*, London, Conservative Political Centre, 1950.

communément appelé le *Butskellism*<sup>1062</sup>, c'est-à-dire le consensus politique d'après-guerre qui vit la création de l'État Providence. Jamais auparavant, l'État n'était intervenu aussi largement dans la vie privée de si nombreux citoyens britanniques. En 1950, les membres du *One Nation Group* ont élaboré leur vision politique à partir du rôle plus ou moins important que l'État doit jouer dans le soutien des plus nécessiteux. Cette vision implique deux lignes différentes que David Seawright<sup>1063</sup> inclut dans ce qu'il appelle la « nature double » du *One Nation Group*. Il démontre que le groupe n'est pas uni autour d'une seule et unique tendance idéologique mais qu'il est constitué à la fois de membres partisans d'une plus grande intervention de l'État dans les domaines de l'activité économique et sociale mais également de membres favorables à une intervention minimale de l'État. Il s'agit d'une opposition qui a été observée au sein du parti conservateur en référence aux « *wet* » ou bien aux « *dry* »<sup>1064</sup>.

*One Nation* n'est pas ancrée dans une position fixe mais se déplace sur un continuum entre le pôle d'un État non-interventionniste fondé sur le libre marché, la libre concurrence et la responsabilité individuelle et le pôle d'un État, à l'inverse, interventionniste, davantage protecteur et soucieux du sort des individus les plus vulnérables. La « nature double » de *One Nation*, qui « adhère à la fois aux idées conservatrices de la libre entreprise mais également au principe d'un filet de sûreté destiné aux membres les plus démunis<sup>1065</sup> de la société » se retrouve dans l'identité (double) du parti conservateur qui « contient en son sein les tenants d'une pensée politique qui oscille entre la libre concurrence inhérente au laissez-faire économique et le collectivisme politique »<sup>1066</sup>. Cette hétérogénéité dans la position des membres du parti conservateur permet au concept *One Nation* de se déplacer le long du continuum entre les deux pôles identifiés précédemment sans jamais se fixer définitivement à un endroit spécifique. Cette fluidité, caractéristique de *One Nation*, fait la force du concept lui permettant, par ailleurs, de subsister à travers les ans.

Les Premiers ministres à l'étude, John Major, David Cameron et Theresa May, ont, tous les trois, eu recours à la rhétorique *One Nation* comme instrument stratégique afin de positionner le parti conservateur à un endroit plus ou moins rapproché des deux pôles du continuum en projetant l'image d'un gouvernement humain et compatissant, ou alors, celle d'un parti pro-business, défenseur du libre marché et de la libre concurrence. Pour ce faire, ils utilisent des

---

<sup>1062</sup> Contraction de deux noms : celui du Chancelier de l'Échiquier Rab Butler (conservateur) et celui de Hugh Gaitskell du parti Travailleiste.

<sup>1063</sup> David Seawright, *The British Conservative Party and One Nation Politics*, op. cit.

<sup>1064</sup> David Willets, *Modern Conservatism*, Londres, Penguin, 1992.

<sup>1065</sup> David Seawright op. cit., p. 5.

<sup>1066</sup> *Ibid.*, p. 163.

mantras qui permettront d'interpréter *One Nation* de façon différente à chaque fois. Nous étudierons dans cette partie trois mantras en particulier. Le premier : « *privatisation is a success* » (la privatisation est un succès) est une formule qui jalonne tout le mandat de John Major lorsque celui-ci s'exprime à la tribune lors des *PMQs*. Le second : « *hard working people doing the right thing* » (ceux qui travaillent dur et qui font ce qui est juste) est une phrase que David Cameron répète *ad nauseam* pendant les séances de questions au Premier ministre. Et enfin, le troisième mantra qui sera étudié est celui que Theresa May ne cessera de marteler le mercredi midi à la Chambre des communes : « *a country that works for everyone* » (un pays qui fonctionne pour tout le monde). On cherchera, par l'étude de ces formules toutes faites, à analyser comment les trois Premiers ministres, mentionnés plus haut, ont (ré-)interprété le concept *One Nation* (pendant les *PMQs*) et comment ils l'ont instrumentalisé et, enfin, à quelle(s) fin(s).

### 4.3. *One Nation* à travers trois mantras

#### 4.3.1. John Major : Le succès de la privatisation

John Major a imité Margaret Thatcher quant aux moyens mis en œuvre pour réduire les inégalités économiques présentes au Royaume-Uni<sup>1067</sup> et afin de vivre dans « un pays à l'aise avec lui-même »<sup>1068</sup>. Lors de ses mandats, il proposa un programme politique et économique en accord avec ce que la publication du *One Nation Group* préconisait en 1992, à savoir « la création d'une Grande-Bretagne dans laquelle la prospérité grandissante des plus favorisés contribue à une vie meilleure pour les plus défavorisés, dans laquelle les profits de la libre entreprise profitent à tous »<sup>1069</sup>. L'instrument de prédilection à la disposition des « plus favorisés » pour créer de la richesse, qui, finalement, profiterait aux plus démunis, est la privatisation<sup>1070</sup> avec son double corollaire : la déréglementation et la concurrence à tout crin. En mars 1995, à la tribune (pendant une séance de *PMQs*), John Major parlait sans détour des avantages de la privatisation (commencée par son prédécesseur) :

---

<sup>1067</sup> Auda-André Valérie, « Écrire les années Major : quelle place pour la période 1990-1997 dans l'histoire de la résurrection du parti conservateur ? », *Observatoire de la société britannique*, vol. 7, 2009, p. 37-47.

<sup>1068</sup> Mots prononcés dans une interview avec un journaliste devant le perron de Downing Street le 28 novembre 1990. URL : <https://johnmajorarchive.org.uk/1990/11/28/doorstep-interview-28-november-1990/> consulted 13/12/2022.

<sup>1069</sup> “[...] create a Britain in which growing prosperity of the fortunate is reflected in the better welfare of the disadvantaged; in which the benefits of enterprise are to the benefits of all”, *One Nation Group* (1992), *The Responsible Society*, London, Conservative Political Centre, 1959.

<sup>1070</sup> Voir *A short history of privatisation in the UK: 1979-2012*, Richard Seymour, *The Guardian*, 29/03/2012.

[...] Il ne fait aucun doute que la privatisation s'est révélée être la bonne structure pour l'industrie, et que la promotion de la concurrence faite par les régulateurs indépendants est sans conteste dans l'intérêt du consommateur. Cela se voit dans la baisse des prix et, comme mon Honorable collègue l'a si bien expliqué, dans des services de meilleure qualité pour le nombre important de personnes qui sont en difficulté<sup>1071</sup>.

Le Premier ministre persiste dans cette voie en vantant les mérites du libre marché et de la déréglementation « qui fournira les vrais services, nécessaires aux familles et à ceux qui sont réellement dans le besoin »<sup>1072</sup>.

John Major a utilisé les *PMQs* pour faire la promotion de la privatisation comme le moyen le plus efficace pour réconcilier les « deux nations » et pour réduire l'écart entre les plus favorisés et les moins privilégiés, notamment la classe ouvrière. Il n'a eu de cesse de présenter la privatisation comme quelque chose de très positif et, pour cela, il a utilisé une rhétorique qui a contribué à faire du signifiant « privatisation » un symbole. Nous décrivons plus en détail le processus de symbolisation dans la troisième partie. L'essentiel dans ce procédé consiste à associer de façon très récurrente une signification et des valeurs positives au terme « privatisation ». Voici quelques exemples tirés des séances de *PMQs*, en 1992 : « la libéralisation de l'aviation [...] devrait signifier plus de choix, de meilleurs services et des billets moins chers »<sup>1073</sup>. En 1995, le Premier ministre affirmait que la privatisation « a permis d'avoir de meilleurs services pour le consommateur »<sup>1074</sup> et que *Railtrack*<sup>1075</sup> « sera une privatisation efficace et populaire »<sup>1076</sup> et que toutes les améliorations apportées à l'industrie ferroviaire sont « le signe d'un meilleur service grâce à la privatisation »<sup>1077</sup>. Cela est même devenu un modèle pour des « pays aux quatre coins du monde » qui « suivent la voie de la

---

<sup>1071</sup> *Hansard, HC, 19/03/1996, vol. 274, col. 170. J. Major: [...] There is no doubt that privatisation has proved to be the right structure for the industry, and the independent regulator's promotion of competition is very much in the interests of the consumer. We have seen evidence of that in falling prices and, as my hon. Friend has vividly illustrated, in a better service for the many people who face difficulties.*

<sup>1072</sup> *Hansard, HC, 28/06/94, vol. 245, col. 679. J. Major: [...] can sustain the genuine services necessary to sustain the family and those in genuine need.*

<sup>1073</sup> *Hansard, HC, 23/06/92, vol. 2010, col. 134. J. Major: aviation liberalisation [...] should mean more choice, better services and lower fares.*

<sup>1074</sup> *Hansard, HC, 12/12/1995, vol. 268, col. 830. J. Major: privatisation has produced a better service for the customer.*

<sup>1075</sup> C'est avec le *Railways Act 1993* que les chemins de fer ont été privatisés en Grande-Bretagne. *Railtrack* (groupement d'entreprises privées qui succéda à *British Rail* équivalent de la SNCF en France) reçoit la propriété de la totalité du réseau, voies, signalisation, et gares, alors que l'entretien et le renouvellement des voies ont été confiés à 13 entreprises sur tout le réseau. *Railtrack* sera renationalisée en 2002 pour devenir *NetworkRail*.

<sup>1076</sup> *Hansard, HC, 02/02/1995, vol. 253, col. 1215. J. Major: [...] will be an effective and popular privatisation.*

<sup>1077</sup> *Hansard, HC, 12/12/1995, vol. 268, col. 830. J. Major: [...] is a sign of a better service under privatisation.*

privatisation ouverte par le parti conservateur dans les années 1980 »<sup>1078</sup>, y compris des pays socialistes tels que la France où le Président « souhaite discuter du succès de notre programme de privatisation, comme il est question de mettre en place un programme similaire en France »<sup>1079</sup>. La privatisation est dépeinte ici comme une innovation introduite pour la première fois au Royaume-Uni par les Conservateurs qui se présentent comme des pionniers convoquant ainsi l'image de la conquête de nouveaux territoires, propice à la création de nouvelles richesses et de nouveaux emplois parce qu'« ils privatisent beaucoup d'entreprises, qui, sans cela, ne créeraient ni profits ni emplois »<sup>1080</sup>. De plus, la privatisation est, sans l'ombre d'un doute, bénéfique pour « les entreprises et bonne pour les contribuables »<sup>1081</sup>.

La deuxième façon de promouvoir de manière efficace la privatisation consiste à passer du factuel, en parlant de l'efficacité et des améliorations apportées par la privatisation, à une narration faisant appel aux émotions. John Major racontera l'histoire de la privatisation comme « un grand succès, si grand qu'il a fait taire ses détracteurs »<sup>1082</sup>. Il répéta à l'envi que la privatisation était un succès en apportant toutefois quelques variations : « chaque privatisation s'est révélée être un succès »<sup>1083</sup> ; « la privatisation de British Rail est un grand succès » ; « l'incroyable succès du gouvernement lorsqu'il a encouragé l'investissement privé » ; « le succès de la privatisation dans le domaine de l'électricité » ; « le succès de la privatisation au cours des dix-huit dernières années » ; « le succès de la privatisation dans de nombreux domaines »<sup>1084</sup>, ...

La prochaine étape pour donner une aura positive au concept *One Nation* est de conférer au terme une dimension plus abstraite en l'associant, par exemple, à des symboles puissants tels que la liberté ou la démocratie. John Major associe la privatisation au « capitalisme

---

<sup>1078</sup> *Hansard, HC, 22/07/1993, vol. 229, col. 500. J. Major: countries all around the world [...] following the privatisation trail blazed by the Conservative party in the 1980s.*

<sup>1079</sup> *Ibid. J. Major: [...] wish[ed] to discuss the success of our privatisation programme as there are plans to introduce a similar programme in France".*

<sup>1080</sup> *Hansard, HC, 11/03/1993, vol. 220. J. Major: [...] put many industries into privatisation without which they would not be in profit and creating jobs today.*

<sup>1081</sup> *Hansard, HC, 05/11/1996, vol. 284, col. 1032. J. Major: [...] companies and good for the taxpayers"*

<sup>1082</sup> *Hansard HC, 25/02/1997, vol. 291, col. 144, J. Major: a great success story –so successful that it has confounded its critics.*

<sup>1083</sup> *Hansard, HC, 25/02/1997, vol. 291, col. 144. J. Major: a great success story –so successful that it has confounded its critics.*

<sup>1084</sup> *Hansard, HC, 13/12/94, vol. 251, col. 768. "each privatisation has proved a success" ; 15/10/96, vol. 282, col. 590 "that (the privatisation of British Rail) is a great success" ; 06/02/97, vol. 289 col. 1141, "the government's remarkable success in encouraging inward investment" ; 19/11/96, vol. 285, col. 833, "the success of of electricity privatisation" ; 19/11/96, vol. 285 col. 834, "the success of privatisation over the past 18 years" ; 19/02/1997, vol. 290, col. 740, "the success across the whole range of privatisation"*

populaire »<sup>1085</sup>, une théorie illustrée par les politiques de M. Thatcher et ses alliés en matière d'accès à la propriété privée (à la fois foncière et d'actions d'entreprise). Le principe est simple, la privatisation repose sur l'idée que tout un chacun doit avoir l'opportunité de posséder une forme de propriété, un logement et/ou des parts dans une société donnant ainsi davantage d'importance à l'individu. John Major a montré beaucoup d'enthousiasme concernant toutes les opportunités qu'un programme de privatisations de grande ampleur pouvait représenter, tout en se félicitant que le nombre de citoyens britanniques propriétaires d'actions ait explosé en l'espace d'une dizaine d'années et finit par conclure que « les Britanniques n'en n'ont jamais assez du capitalisme populaire »<sup>1086</sup> et d'expliquer que « les gens veulent contribuer aux enjeux de la Grande-Bretagne. Ils veulent en posséder une part »<sup>1087</sup>. Présentées ainsi, les choses semblent vouloir dire que le capitalisme populaire est le moyen par lequel les citoyens britanniques peuvent se (ré)approprier leur pays, le Royaume-Uni et devenir des acteurs dans sa construction, grâce, à la fin, ou tout le moins, à la réduction de la propriété publique. Le lien étroit établi entre le capitalisme populaire et la Grande-Bretagne crée une relation explicite entre l'individu en tant que propriétaire d'actions et l'identité britannique. En résumé, pour que les citoyens britanniques deviennent des acteurs libres et investis dans l'avenir de leur pays, la propriété publique doit être confiée au secteur privé. C'est par ce moyen que l'individu deviendra libre économiquement<sup>1088</sup> et ce message fait écho au concept de « *property owning democracy* » (une démocratisation de l'accès à la propriété) développé par Antony Eden. Une autre manière de promouvoir de façon positive la privatisation est de lui reconnaître des valeurs morales. John Major associe des qualités morales au libre-échange et à la déréglementation, qui selon lui, « encourage l'innovation et l'estime de soi »<sup>1089</sup>, tout en affirmant que la privatisation est « *juste et éthique* ». Dans une attaque verbale à l'endroit du parti travailliste, un député (Mr Peter Bottomley) expliquait, lors d'une séance de *PMQs* en octobre 1994, que la dénationalisation empêcherait le népotisme dans la mesure où le gouvernement (ici un gouvernement travailliste) ne pourrait plus « nommer ses hommes de main pour diriger la

---

<sup>1085</sup> Selon John Campbell (*Margaret Thatcher, volume 2 : The Iron Lady*, London, Vintage, 2008, p.230-231.) l'origine du terme remonte au début de l'année 1986, quand Michael Heseltine utilisa lors d'un congrès des jeunes conservateurs l'expression « *caring capitalism* » en écho à Lawson qui appela la privatisation de British Telecom la « naissance du capitalisme du peuple ». Ce fut le 26 février 1986 que M. Thatcher utilisa l'expression « *popular capitalism* » pour la première fois sur l'émission radio (sur *BBC Radio 2*) *Jimmy Young Programme*. Dans son manifeste électoral de 1987, Margaret Thatcher parlera également de *capital-owning democracy*.

<sup>1086</sup> *Hansard, HC*, 15/06/1993, vol.226, col. 731. *J. Major: British people cannot get enough popular capitalism.*

<sup>1087</sup> *Ibid.* J. Major: [...] *people want to build up a stake in Britain. They want to own a part of it.*

<sup>1088</sup> Noel Skelton, *Constructive Conservatism*, Edinburgh, William Blackwood & Sons, 1924, p. 9.

<sup>1089</sup> *Hansard, HC*, 28/06/1994, vol. 245, col. 679, "encourage innovation and self-respect"

moitié de l'industrie britannique »<sup>1090</sup>. Et enfin, le tour de force rhétorique de John Major est lorsqu'il fait de la liberté le corollaire de la privatisation. Les Conservateurs vantent les mérites de la privatisation comme un vecteur de liberté sous la forme de politiques favorisant « le marché libre, le libre-échange, la libre entreprise<sup>1091</sup> » (*free trade, free markets, free enterprise policies*). Vu par le prisme du concept de liberté théorisé par Isaiah Berlin, la privatisation soutenue par John Major est le seul moyen par lequel les individus ont accès à la liberté positive et négative. La liberté négative, définie par l'auteur, est le fait de « laisser l'individu faire ou être ce qu'il/elle veut faire ou être sans aucune interférence de la part de quiconque »<sup>1092</sup>. L'individu est affranchi de toutes contraintes extérieures. John Major dresse la liste de ces contraintes aliénantes et privatives de liberté et érige sa politique économique comme rempart à ces attaques contre la liberté des citoyens. Il attaque le *Social Chapter*, c'est-à-dire le volet social du Traité de Maastricht qui, selon lui, « alourdit les coûts, et détruit la compétitivité »<sup>1093</sup> et qui « laisserait les gens au chômage pendant longtemps »<sup>1094</sup>. La deuxième entrave à la liberté se présente sous la forme du salaire minimum qui est « une aberration économique »<sup>1095</sup> qui « entraînerait un énorme taux de chômage »<sup>1096</sup>. Et enfin, il reproche à l'étatisme et à la nationalisation de faire vivre la population dans une « uniformité grise » et d'étouffer le potentiel économique des entreprises, qui ne pourront recouvrer leur liberté seulement lorsque « la main morte du contrôle de l'État aura disparue »<sup>1097</sup>. La liberté négative n'est guère utile sans la liberté positive. Afin de développer leur potentiel dans la vie et d'être capable d'agir selon leur volonté, les individus ont besoin d'en avoir la possibilité, c'est-à-dire de disposer de ressources nécessaires. Être libre de toute contrainte extérieure n'est pas suffisant si l'individu n'est pas libre ou capable de faire ce qu'il/elle désire. John Major fait savoir lors des séances de *PMQs* que la privatisation est sans aucun doute le seul moyen par lequel la liberté peut être atteinte car elle rend possible la liberté de choix, la création de meilleurs services, l'accès à une meilleure éducation et un meilleur logement... La stratégie adoptée ici par le Premier ministre est d'associer à la privatisation les grands principes du libéralisme.

Même si John Major a donné la priorité à un discours plutôt en faveur des entreprises et plus

---

<sup>1090</sup> *Hansard, HC, 25/10/1994, vol. 248, col. 756, "prevent the Government from appointing their own placemen to run half the British industry".*

<sup>1091</sup> *Hansard, HC 20/02/1996, vol. 272, col. 172.*

<sup>1092</sup> Isaiah Berlin, *Two concepts of liberty: an inaugural lecture delivered before the university of Oxford*, Oxford, Clarendon press, 1958, p. 118-172.

<sup>1093</sup> *Hansard, HC, 02/02/1993, vol. 218, col.139, "adds to costs, destroys competitiveness".*

<sup>1094</sup> *Hansard, HC, 04/05/1993, vol. 224, col. 17, "would keep people unemployed for a long time".*

<sup>1095</sup> *Hansard, HC, 11/04/1995, vol. 263, col. 741, "an economic nonsense"*

<sup>1096</sup> *Hansard, HC, 16/07/1996, vol. 298, col. 940, "would cost an enormous amount in unemployment"*

<sup>1097</sup> *Hansard, HC, 22/07/1993, vol. 229, col. 501, "the dead hand of state control has been removed"*

généralement au secteur privé, il n'a pas oublié de s'adresser aux sensibilités plus à gauche du parti. Pendant les *PMQs* John Major a mis un point d'honneur à projeter l'image d'un gouvernement qui a respecté son engagement de mener un pays sur le credo *One Nation*, « à l'aise avec lui-même ». Afin de « pousser le conservatisme vers ses racines compassionnelles »<sup>1098</sup>, le gouvernement Major a lancé deux programmes importants : la *Classless Society* qui encourage « l'égalité des chances »<sup>1099</sup> et la *Citizen's Charter* qui a vocation à améliorer les services publics (même si cet objectif ne peut être atteint que par davantage de privatisation et de déréglementation). Dans le sillage d'un Thatchérisme accusé d'alimenter les inégalités et un individualisme forcené, ces programmes ont été mis en place afin d'apaiser les craintes des membres plus progressistes du parti conservateur. Malgré ces efforts pour donner l'impression d'un parti plus soucieux des individus, et moins insensible, les mesures et les différentes politiques censées aidées les plus vulnérables sont incontestablement dans la continuité des politiques néo-libérales menées sous le gouvernement précédent<sup>1100</sup>. Le déséquilibre dans l'attention accordée aux programmes de privatisation et aux programmes dits plus sociaux pendant les *PMQs* traduit bien l'intérêt supérieur que John Major manifeste pour l'économie néo-libérale. Au cours des sept années de mandat du Premier ministre, on relève une seule référence à la *Classless Society*, et seulement deux à la *Citizen's Charter*. Contrairement à la privatisation, il n'y a aucune volonté réelle de la part du Premier ministre de « vendre » ces programmes. Le type de conservatisme assumé par John Major est clairement fondé sur une approche favorable à une limitation stricte du rôle de l'État, le tout serti d'une rhétorique *One Nation* inspirée de MacLeod<sup>1101</sup>.

#### 4.3.2. David Cameron : « *Hard working people who do the right thing* »

Quelques années se sont écoulées depuis les années d'éloge de la privatisation par John Major, et Theresa May lors d'un Congrès du parti conservateur à Bournemouth en octobre 2002 fait le bilan, déplorant que certaines personnes les appellent « le méchant parti » en réaction aux politiques néo-libérales des années 1980-90. Comme le démontre Agnès Alexandre-Collier

---

<sup>1098</sup> John Major, *John Major: The Autobiography*, Londres, Harper Collins, 1999, p. 214.

<sup>1099</sup> Nous considérons qu'« égalité des opportunités » est plus juste car le concept est plus large que celui d'égalité des chances (voir Alain Trannoy, « Les théories de l'égalité des opportunités de Fleurbaey et de Roemer sont-elles réconciliables ? », *Revue économique*, vol. 68, 2017, p. 57 à 72.)

<sup>1100</sup> Auda-André Valérie, « Écrire les années Major : quelle place pour la période 1990-1997 dans l'histoire de la résurrection du parti conservateur ? », *Observatoire de la société britannique*, vol. 7, 2009, p. 37-47.

<sup>1101</sup> Iain Macleod était perçu au sein du *One Nation Group* comme un membre plutôt favorable à une certaine intervention de l'État notamment pour améliorer les services sociaux ainsi qu'à une « solidarité sociale ». Voir Thomas McMeeking, *The Political Leadership of Prime Minister John Major: A Reassessment Using the Greenstein Model*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021, p. 193-194.



dans son ouvrage *Les habits neufs de David Cameron*<sup>1102</sup>, David Cameron, en tant que leader du parti, a adopté une stratégie de décontamination du parti en présentant sans cesse son gouvernement comme un « gouvernement conservateur moderne et compatissant », un « gouvernement conservateur progressiste » dirigeant un « pays compatissant »<sup>1103</sup>. Afin de donner du poids à ses annonces, D. Cameron brandit l'argument selon lequel il dirigera « un vrai Gouvernement (de type) *One Nation* ». Une manière de se distancer de ses prédécesseurs, qui n'ont vraisemblablement pas réussi à mettre en œuvre des politiques frappées de l'authentique sceau *One Nation*, consiste à affirmer et réaffirmer son engagement à travailler à partir d'un programme estampillé *One Nation*. Contrairement à John Major, David Cameron fait usage, pendant les *PMQs*, du terme *One Nation* un nombre assez élevé de fois pour être mentionné, il est de cinq (John Major ne mentionne jamais ce terme pendant les séances de questions au Premier ministre) et le nombre de fois où il parle de son gouvernement comme étant moderne, compatissant et progressiste (*compassionate Government*) est beaucoup plus élevé (quinze fois en tout). Pour prouver qu'ils sont un vrai gouvernement *One Nation*, David Cameron, à l'unisson avec les députés conservateurs, promet de « diminuer le taux d'imposition pour les travailleurs et d'augmenter le salaire minimum », de « supprimer l'impôt pour les salaires les plus bas » et de « construire un système de protection sociale qui récompense le travail » et enfin de « défendre les travailleurs »<sup>1104</sup>. De l'aveu même de David Cameron, lors d'une séance de *PMQs* en 2015, celui qui a inspiré le plus son modèle de gouvernement *One Nation* est Ian MacLeod. Pendant ce débat un député conservateur, dans sa question, compare le Premier ministre et « sa lutte sans merci contre la pauvreté »<sup>1105</sup> à Ian MacLeod qui appelait à « aider ceux qui n'ont plus de dignité ni d'estime de soi, les miséreux et les oubliés »<sup>1106</sup>. Dans sa réponse, D. Cameron file la comparaison dans un hommage à Macleod qui « était en effet un grand homme d'État, un grand politicien et quelqu'un qui croyait, tout comme moi, que nous devons agir de façon aussi énergique dans nos réformes sociales que dans nos réformes économiques »<sup>1107</sup>. Par ailleurs, le conservatisme *One Nation* de D. Cameron peut également être rapproché de celui de Benjamin Disraeli, comme le fait un député conservateur (Mr John

---

<sup>1102</sup> Agnès Alexandre-Collier, *Les habits neufs de David Cameron. Les conservateurs britannique (1990-2010)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

<sup>1103</sup> *Hansard, HC*, 08/06/16, vol. 611, col. 1182 ; 13/04/16, vol. 608, col. 343 ; 07/07/10, vol. 513, col. 369 ; 15/06/11, vol. 529, col. 771.

<sup>1104</sup> *Hansard, HC*, 03/06/15, vol. 596, col. 580. "achieve lower taxation for working people and a higher minimum wage" [...] take the lowest paid out of tax altogether; 15/07/15, vol. 598, col. 892 "build a welfare system that rewards work" [...] "stand up for working people"

<sup>1105</sup> *Hansard, HC*, 21/10/2015, vol. 600, col. 947. D. Burrowes: [...] all-out assault on poverty.

<sup>1106</sup> *Ibid.*, D. Burrowes [...] "help those who no longer have any dignity and self-respect; the down and outs".

<sup>1107</sup> *Ibid.*

Baron) lors d'une *PMQs* en mai 2016, lorsqu'il déclare que « le Premier ministre et nous, qui sommes sur les bancs avec le gouvernement, pouvons être très fiers d'avoir, au cours de ces dernières années, réduit la pauvreté relative ainsi que les inégalités de revenus »<sup>1108</sup>, et conclut par une formule non sans rappeler les célèbres mots de Disraeli : « nous sommes un parti *One Nation* ou nous ne sommes rien »<sup>1109</sup>. Cependant, le type de conservatisme *One Nation* que David Cameron défend implique une intervention minimale de l'État car selon lui « l'approche fondée sur l'État tout puissant a échoué »<sup>1110</sup> et « la marque distinctive d'un gouvernement *One Nation* ne se résume pas aux sommes d'argent que nous dépensons en aides sociales mais à ce que nous faisons pour nous attaquer aux causes de la pauvreté »<sup>1111</sup>. La promesse d'un gouvernement compatissant a toutefois ses limites car la protection et l'aide que l'État doit fournir ne s'adressent qu'à ceux qui travaillent dur (et qui font ce qu'il y a de juste). En effet pour D. Cameron, « cela n'est pas correct lorsque certaines familles reçoivent plus de 26,000 livres par an en aides sociales, qui sont payées par des gens qui travaillent dur et qui payent leurs impôts »<sup>1112</sup>. Il établit une sorte de hiérarchie entre ceux qui méritent de l'aide et ceux qui ne la méritent pas. Cette distinction entre ces deux groupes s'étend aux deux grands partis dans le slogan suivant lancé par David Cameron, lors d'une *PMQs* en 2012 : “*we back the workers, they back the shirkers*”<sup>1113</sup> (« nous soutenons les travailleurs, eux soutiennent les tire-au-flanc »). Cette approche plutôt victorienne qui consiste à s'attaquer à la pauvreté en identifiant, d'une part les « méritants » (c'est-à-dire ceux qui travaillent dur) et d'autre part les « non-méritants »<sup>1114</sup> (ceux qui perçoivent des allocations et profitent de la culture du « on-reçoit-quelque-chose-sans-rien-donner-en-retour »)<sup>1115</sup> constitue ce qu'est un gouvernement *One*

<sup>1108</sup> *Hansard, HC, 04/05/2016, vol. 609, col. 172. J. Baron: The Prime Minister and we on the Government Benches can be very proud of the fact that in recent years we have reduced both relative poverty and income inequality. We are a one nation party, or we are nothing.*

<sup>1109</sup> *Gentlemen, the Tory party, unless it is a national party, is nothing*, Disraeli, Benjamin, discours au Banquet of the National Union of Conservative and Constitutional Associations, au Crystal Palace, le 24 juin 1872.

<sup>1110</sup> *Hansard, HC, 16/02/2011, vol. 523, col. 953. D. Cameron: [...] the big state approach has failed.*

<sup>1111</sup> *Hansard, HC, 13/01/2016, vol. 604, col. 857. James Cartlidge: [...] the mark of a one nation Government is not the amount of money we spend on benefits but what we do to tackle the root causes of poverty”.*<sup>1111</sup>

<sup>1112</sup> *Hansard, HC, 15/06/2011, vol. 529, col. 769. D. Cameron: [...] it cannot be right for some families to get more the £26,000 a year in benefits that are paid for by people who are working hard and paying their taxes.*

<sup>1113</sup> *Hansard, HC, 11/07/2012, vol. 548, col. 305.*

<sup>1114</sup> La *Poor Law* de 1834 faisait la distinction entre les pauvres méritants et les pauvres non-méritants. La première catégorie comprenait ceux qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté (comme le handicap, la vieillesse, la maladie) ne pouvaient pas subvenir à leurs propres besoins. La seconde catégorie regroupait ceux qui étaient sans emploi et qui étaient considérés comme des « bons à rien », des « tire-au-flanc » qui représentaient un fardeau pour leur communauté et qui méritaient le plus sévère des traitements. Editorial, Malcolm Golightly, Margaret Holloway, *The British Journal of Social Work*, Volume 46, Issue 1, January 2016, Pages 1–7, <https://doi.org/10.1093/bjsw/bcw001>

<sup>1115</sup> *Hansard, HC, 12/06/2013, vol. 564, col. 334, “something-for-nothing culture”*

*Nation*, qui « s'attaque aux causes profondes de la pauvreté »<sup>1116</sup> et qui ne s'engage pas toujours à dépenser plus en aides sociales. Au regard de ces remarques, les causes de la pauvreté résident dans le péché d'indolence et d'oisiveté, et le seul remède est le travail, le dur labeur. Une telle croyance fait écho à l'idée victorienne selon laquelle l'individu, et non le système socio-économique, était tenu responsable de cet État d'indigence. C'est ce que Murray Edelman appelle le « déplacement de cible »<sup>1117</sup>. Une grande partie des personnes au chômage, pauvres ou encore des femmes, qui ont un salaire très faible ou un statut social bas ou encore comme dans notre cas ici, ceux qui perçoivent les aides sociales ont le sentiment qu'ils méritent la situation dans laquelle ils se trouvent et que cela ne peut pas être attribué aux institutions sociales et économiques<sup>1118</sup>. David Cameron a repris les idées de MacLeod et de Enoch Powell qui préconisaient l'instauration de prestations sociales soumises à des tests de ressources, accompagnés d'un système de sanctions destinés à ceux qui ne privilégieraient pas le travail et ainsi décourager les personnes qui choisiraient de vivre des allocations comme « un style de vie »<sup>1119</sup>. MacLeod et Powell soutenaient, dans leur publication de 1952, intitulée *The social services : needs and means*<sup>1120</sup>, que l'importance grandissante du système de protection sociale entraînait une perte de l'initiative personnelle et recommandaient un système de tests des ressources individuelles pour l'attribution d'aides sociales.

Non seulement les gens devaient travailler dur pour bénéficier de certaines prestations sociales mais on attendait également d'eux qu'« ils fassent ce qu'il est juste de faire »<sup>1121</sup>. Cette formule qui ressemble à un slogan et répétée *ad libitum* pendant les *PMQs* reste vague et ambiguë, et d'ailleurs, David Cameron prend soin de ne pas lui donner de signification précise. Il faut se tourner vers le contexte pour essayer de trouver un sens à cette phrase. Dans un souci de redorer l'image du parti conservateur, David Cameron a mis la justice sociale au centre de ses préoccupations dans le cadre de son programme *One Nation*. Cela a débuté pendant les années dans l'opposition avec la création de l'institut de recherche *Centre for Social Justice* (2004) dont le but était de mettre la justice sociale au cœur de la politique britannique ainsi que la création, en 2005, du *Social Justice Policy Group* qui avait vocation à réparer la « société brisée

---

<sup>1116</sup> *Hansard, HC, 11/06/2014, vol. 582, col. 543. D. Cameron: [...] What we need to do is tackle the causes of poverty.*

<sup>1117</sup> Murray Edelman, *Constructing the Political Spectacle, op. cit.*, p. 78-79.

<sup>1118</sup> Richard Hayton et McEnhill L., « Cameron's Conservative Party, social liberalism and social justice », *British Politics*, vol. 10, n°2, 2015, p.131-147.

<sup>1119</sup> *Hansard, HC 03/02/16, vol. 605, "A lifestyle choice"*

<sup>1120</sup> Macleod Iain et Powell John Enoch, *The Social Services – Needs and Means*, Londres, Conservative Political Centre, 1952.

<sup>1121</sup> *Hansard, HC, 16/10/13, vol. 568, col. 739. D. Cameron: we have the priorities to stand up for people who have worked hard and do the right thing.*

»<sup>1122</sup> du Royaume-Uni. On peut légitimement se demander comment un tel programme de justice sociale peut s'intégrer facilement dans un plan d'austérité qui ne dit pas son nom et qui est mis en place pour résorber le déficit créé par la crise de 2008. Et quel rôle la formule « *do the right thing* » joue-t-elle dans un tel plan ? Afin de préciser la signification de cette expression et de lui donner un sens le plus proche des intentions de David Cameron, cette phrase sera analysée par le prisme de la théorie de la justice sociale de John Rawls<sup>1123</sup>. La doctrine de John Rawls repose sur la différence entre « le bien » (*the good*) et « le juste » (*the right*), même s'il accorde la supériorité au « juste », il ne nie pas que les deux sont étroitement liés. Aucune politique ne devrait être fondée sur sa propre conception du bien (ou du bon) qui est influencée par nos valeurs personnelles, nos croyances, notre religion, nos principes moraux, etc., et qui peuvent être très différents d'un individu à l'autre (et le plus souvent irréconciliables). La politique devrait plutôt reposer sur la « raison publique » (*public reason*) qui sous-tend le « juste ». Cette « raison publique » s'appuie sur trois éléments principaux. Tout d'abord, les citoyens, selon Rawls, sont raisonnables et rationnels (une personne sous « le voile d'ignorance »<sup>1124</sup> prendra les décisions les plus bénéfiques pour l'ensemble de la société). Dans la mesure où la rationalité l'emporte sur les émotions lorsqu'il s'agit de prendre des décisions, le citoyen est un être raisonnable mais également un agent moral au sein de la société (la moralité étant le deuxième élément constitutif de « la raison publique »). David Cameron en appelle à la rationalité et enjoint aux citoyens de mettre de côté leur conception du « bien » et de ne pas poursuivre leurs intérêts personnels. Le troisième élément principal à la condition d'existence de la « raison publique » de J. Rawls est la présence d'un système éthique de collaboration dans lequel aucune coercition n'existe ; les citoyens raisonnables veulent vivre dans une société sur des bases qui sont acceptables pour tous. Ce qui peut amener les citoyens à ne pas donner la priorité à leurs intérêts personnels et à collaborer avec leurs concitoyens sur une base commune, serait, selon Rawls, la création d'un consensus par recoupement (*overlapping consensus*). Un tel consensus serait rendu possible grâce à un espace intersectionnel où les citoyens arriveraient à se mettre d'accord sur des principes de justice, malgré leurs différentes conceptions du bien. Le principe de justice auquel les citoyens doivent souscrire se résume, selon David Cameron, « à faire ce qu'il y a de juste » pour le bien commun. Le citoyen est libre de faire ses propres choix (de façon éclairée) mais il est soumis à un devoir moral de préserver la cohésion et l'ordre

---

<sup>1122</sup> Mantra de Iain Duncan Smith dans le cadre de la promotion du *Centre for Social Justice* dont il était le dirigeant.

<sup>1123</sup> John Rawls, *A Theory of Justice: Revised Edition*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 1999.

<sup>1124</sup> *Ibid.*, p. 118.

social. Il/elle est ainsi capable de faire passer l'intérêt général avant les siens et devient donc responsable du bien commun. En d'autres termes, le Premier ministre demande aux Britanniques de reconnaître les « choix difficiles »<sup>1125</sup> que le gouvernement a dû faire comme ce qu'il y « avait de plus juste à faire ». Agir en citoyen raisonnable, rationnel et moral, signifie que l'individu doit accepter les réformes sociales (bien que controversées) que le gouvernement essaie de mettre en place ou encore d'accepter de se serrer la ceinture pour contribuer à la réduction du déficit budgétaire et plus généralement de subir les coupes dans les dépenses publiques. David Cameron en appelle à la responsabilité et au sens du sacrifice de chacun pour le bien commun et pour réparer les dégâts causés par les dépenses inconsidérées du parti travailliste lorsqu'il était au pouvoir. Afin de donner une impression de gouvernement responsable, D. Cameron n'a eu de cesse d'accuser le parti travailliste d'avoir laissé « une pagaille totale et un (gros) déficit », « un désordre innommable », « un système totalement anéanti » et « un niveau de dette abyssal »<sup>1126</sup> à cause de leurs politiques d'emprunts et de dépenses effrénées<sup>1127</sup>. Il critique également de façon virulente la politique des Travaillistes en matière de protection sociale en leur reprochant d'« avoir perdu le contrôle du système des prestations sociales » et d'avoir encouragé la culture du « recevoir-sans-rien-donner-en-retour »<sup>1128</sup>, il finira même par les appeler « le parti des allocations illimitées »<sup>1129</sup>. La conclusion est sans appel, « le *Labour* n'est pas un parti sérieux »<sup>1130</sup>, « ils ne font même plus semblant d'être responsables »<sup>1131</sup>. Afin d'éviter le chaos social et économique, le Premier ministre, comme nous l'avons dit, en appelle à la responsabilité de chacun(e), et cela commence par celle du gouvernement qui a dû prendre des mesures difficiles et impopulaires pour « réparer le toit pendant qu'il fait beau »<sup>1132</sup>. Par ailleurs, le Premier ministre compte surtout sur les citoyens britanniques pour qu'ils « fassent ce qu'il y a de juste à faire », c'est-à-dire ne pas consentir, par exemple, aux politiques et aux doctrines désastreuses des Travaillistes. Cet appel à la responsabilité des citoyens raisonnables trouve un écho particulier dans la publication *One*

<sup>1125</sup> *Hansard, HC*, 16/10/2013, vol. 568, col. 739.

<sup>1126</sup> *Hansard, HC*, 24/11/10, vol. 519 col. 264, “the complete mess and deficit ; 27/04/11, vol. 527, col. 171, the utter shambles” ; 26/01/11, vol. 522, col. 286; “the bust system” ; 18/05/11, vol. 528, col. 336, “the deep pit of debt”

<sup>1127</sup> Quelques exemple de tells occurrences : *Hansard, HC*, 23/05/12, vol. 545; 25/01/12, vol. 539; 12/10/11, vol. 533; 23/11/11, vol. 536; 18/12/13, vol. 572.

<sup>1128</sup> *Hansard, HC*, 11/01/12, vol. 538.col.177.D. Cameron: We inherited an *out-of-control benefit system [...] something-for-nothing culture*.

<sup>1129</sup> *Hansard, HC*, 12/12/12, vol. 555, col. 286. D. Cameron: [...] *the party for unlimited welfare*.

<sup>1130</sup> *Ibid.*, “Labour is not a serious party”

<sup>1131</sup> *Hansard, HC*, 06/02/13, vol. 558, col 276, “have given up all pretence of responsibility”

<sup>1132</sup> *Hansard, HC*, 17/12/14, vol. 589, col. 1396, col. 1399; 14/10/15, vol. 600, col. 313. D. Cameron: [...] *fix the roof when the sun is shining*.

*Nation* de 1959 intitulée *The Responsible Society*<sup>1133</sup> qui instaure l'idée que l'État ne doit pas être le seul agent structurant de la société mais que cette dernière doit également compter sur « la satisfaction de l'action et de la croyance religieuse, ainsi que sur la prise en charge par tous ses membres des responsabilités sociales, de façon individuelle, en tant que familles, ou regroupés sous forme d'autres cercles »<sup>1134</sup>. Ce principe de confier différentes responsabilités à des groupes sociaux s'inspire de ce que Edmond Burke appelait les « *little platoons* » (telles que la famille, les églises, les villes, les associations...) qui constituent des sous-divisions au sein de la société, et en qui la confiance et l'affection du public ont été placées<sup>1135</sup>. David Cameron, et plus généralement les Tories, ont eu recours à l'évocation de ces organisations locales, ces « *little platoons* » ou encore « au premier secteur »<sup>1136</sup> (comme les appelait D. Cameron) dans lequel comptaient les associations caritatives, et le bénévolat qui constitue « une large culture de la responsabilité, de la réciprocité et de l'obligation »<sup>1137</sup>. C'est dans cet esprit de responsabilité citoyenne que D. Cameron a décidé de créer son programme *Big Society*<sup>1138</sup>, qui avait vocation à « amener la communauté à s'aider elle-même » et à « aider les familles les plus pauvres dans notre pays »<sup>1139</sup>. David Cameron remercie publiquement « le Rotary Club local de Witney pour avoir récolté beaucoup d'argent »<sup>1140</sup> qui sera injecté dans la *Big Society* ; il est également reconnaissant envers les « *big society banks* » (institutions indépendantes d'investissement social<sup>1141</sup>) pour avoir, elles aussi, mis beaucoup d'argent dans le secteur associatif. Cette organisation où les maillons les plus solides de la communauté aident les plus faibles est incontestablement teintée d'un sentiment de paternalisme rappelant le conservatisme

<sup>1133</sup> One Nation Group, *The Responsible Society*, Londres, Conservative Political Centre No. 200, 1959.

<sup>1134</sup> "the satisfaction of religious belief and action, and [on] the fulfilment of the social responsibilities which rest on all its members, individually, as families, and in other groupings", *One Nation Group* (1959) *The responsible society*, London, Conservative Political Centre, p. 9.

<sup>1135</sup> Frank M. Turner, McMahon Darrin M., Conor, O'Brien Cruise, Rakove Jack N. et Wolfe Alan (eds.), *Reflections on the Revolution in France, Edmund Burke*, New Haven, Yale University Press, 2003.

<sup>1136</sup> *Hansard*, HC, 14/07/2010, vol. 513, col. 944. D. Cameron: [...] do everything we can to help what used to be called, rather condescendingly, the third sector but I believe is the first sector the first sector.

<sup>1137</sup> *Conservatives promise "culture of mutuality and obligation"*, Stephen Cook, *Third sector*, 31 mars 2010.

URL: <https://www.thirdsector.co.uk/conservatives-promise-culture-mutuality-obligation/policy-and-politics/article/994202>

<sup>1138</sup> Le terme *Big Society* (qui peut être traduit par « société civile forte ») a été créé par Steve Hilton, le directeur de la stratégie pour David Cameron. L'objectif était de créer une communauté citoyenne active grâce à la réduction importante du pouvoir central tout en redonnant de l'autorité au niveau local au sein des différentes communautés. Les trois objectifs principaux de la *Big Society* visaient à davantage d'action sociale, la mise en place de réformes du service public et le fait d'accorder davantage d'autonomie à la communauté.

<sup>1139</sup> *Hansard*, HC, 14/07/2010, vol. 513, col. 948. A. Bray: *Get the community to help itself*. 05/09/2012, vol. 549, col. 233. D. Cameron: [...] efforts to help the poorest families in our country.

<sup>1140</sup> *Hansard*, HC, 03/07/2013, vol. 565, col. 918, "local Rotary club in Witney" for "raising a lot of money"

<sup>1141</sup> The *Big Society Bank* appelée également *Big Society Capital*, était alimentée par des fonds provenant de comptes bancaires inactifs (fonds dormants) destinés à soutenir les associations ainsi que les œuvres caritatives (répondant à des appels d'offres du gouvernement).

*One Nation* de Benjamin Disraeli.

Le conservatisme affiché par David Cameron lors des *PMQs* s'appuie indéniablement, en apparence toutefois, sur des bases sociales et libérales, particulièrement lorsqu'il se présente comme le leader d'un gouvernement progressiste et compatissant garant de la justice sociale. La limite à ce portrait compassionnel du gouvernement réside, d'une part dans la volonté du gouvernement à identifier ceux qui méritent l'aide de l'État, et ceux qui ne la méritent pas, et d'autre part, dans l'injonction « de faire ce qui est juste ». Une fois analysée, l'expression « *do the right thing* » se résume pour le citoyen raisonnable, rationnel et responsable à faire des choix et prendre des décisions, ou encore, faire des sacrifices pour le bien commun et à chercher de l'aide au sein de la communauté plutôt qu'auprès de l'État. L'application de la théorie de John Rawls aux principes de justice sociale de D. Cameron a ses limites dans la mesure où le Premier ministre use de stratégies rhétoriques pour amener les Britanniques à accepter le programme d'austérité du gouvernement. Afin que les citoyens puissent faire des choix libres et moraux, ils ont besoin qu'on leur fournisse des informations pertinentes et non biaisées et qu'ils ne subissent pas une forme de coercition dans leurs actions et leurs décisions, ce qui rendrait le système éthique de collaboration injuste et inégal. La répétition de la phrase « *do the right thing* » (« faites ce qui est juste ») agit comme une incantation poussant l'individu à faire ce que le gouvernement souhaite. Quelle autre option lui reste-t-il, à part celle d'accepter les mesures du gouvernement pour ne pas devenir un citoyen irresponsable et égoïste, complice des projets destructeurs des Travaillistes ? De plus, en poussant les gens à « faire ce qui est juste », D. Cameron impose sa vision de ce qui est bon pour la communauté. Dans ce cas, d'un point de vue rawlsien, on passe de ce qui est « juste » à ce qui est « bon », et dans ce cas, la liberté des citoyens se trouve restreinte, voire entravée par cette approche paternaliste. Et enfin, malgré le « principe de différence »<sup>1142</sup> défendu par Rawls qui reconnaît l'existence d'inégalités au sein de la société, tant que ces dernières ont des conséquences positives sur les plus démunis, la distinction que D. Cameron fait entre les « méritants » et les « non-méritants » est bien éloignée de l'esprit de la justice sociale envisagée par John Rawls.

En résumé, le mantra « *hard working people who do the right thing* » a été utilisé comme un outil rhétorique pour instrumentaliser les valeurs communautaires (celles du devoir et de l'obligation) afin de faire accepter plus facilement les mesures d'austérité ainsi que les réformes sociales du gouvernement.

En réalité, le conservatisme *One Nation* de David Cameron renvoie aux principes du *One*

---

<sup>1142</sup> John Rawls, « The Original Position », chap. 3, dans *A Theory of Justice*, op. cit., p. 102.

*Nation Group* publiés en 1990, selon lesquels « la rigueur économique est l'agent catalyseur, et non l'ennemi du système de protection sociale »<sup>1143</sup> justifiant la décision de réformer et de rationaliser le système de protection sociale (c'est-à-dire réduire le financement de ce système) et de transférer la responsabilité de l'État vers les communautés locales et les individus. Au vu de ces remarques, il est possible de conclure que le conservatisme *One Nation* de D. Cameron est clairement en faveur d'une intervention minimale de l'État (*Big society, not Big Government*<sup>1144</sup>) tout en présentant l'image d'un gouvernement compatissant et soucieux du sort des moins privilégiés et des moins nantis. Dans le souci de ne pas laisser sans signal la frange plus traditionnelle du parti et principalement celle partisane d'un libéralisme classique prônant le libre marché, voire la frange néolibérale favorable à la privatisation, David Cameron ne manque pas de « célébrer »<sup>1145</sup> et d'« encourager le capitalisme populaire »<sup>1146</sup> et la privatisation<sup>1147</sup> dans ses discours à la tribune lors des *PMQs*.

#### 4.3.3. Theresa May : « *a country that works for everyone* »

Le conservatisme *One Nation* de Theresa May, affiché pendant les *PMQs*, n'est pas disruptif par rapport à celui de David Cameron. Au contraire, on observe une continuité rhétorique. On remarque tout d'abord qu'elle accorde une place significative au travail comme étant « le meilleur moyen de se sortir de la pauvreté »<sup>1148</sup>, ce qui fait écho à la position de son prédécesseur pour lequel la priorité devait être accordée au travail et non aux aides sociales. Puis, on entend Theresa May faire l'éloge de la *Big Society* lorsqu'elle salue « le travail d'une vaste armée de bénévoles »<sup>1149</sup>, réaffirmant sa volonté de voir les individus agir de façon responsable en apportant leur aide aux membres les plus fragiles de la société. Le programme *The Shared Society*<sup>1150</sup> (La Société Partagée) de Theresa May peut être considéré comme l'avatar du programme social de David Cameron, puisqu'ils poursuivent des objectifs communs, notamment celui d'« avoir, à travers le pays, des associations au sein des communautés » car, outre être un « exemple de la *Shared Society*, elles apportent (ces

<sup>1143</sup> One Nation Group, *One Nation 2000*, Londres, Conservative Political Centre No. 0510/833, 1992, p. 9.

<sup>1144</sup> Slogan du parti Conservateur lors des élections de 2010 dans le discours de David Cameron du 31 mars 2010  
URL : <https://conservative-speeches.sayit.mysociety.org/speech/601492>

<sup>1145</sup> *Hansard, HC*, 30/04/2014, vol. 579, col. 819. D. Cameron: *Let us celebrate popular capitalism.*

<sup>1146</sup> *Hansard, HC*, 02/06/10, vol. 510, col. 431. D. Cameron: *At the same time, privatising those banks back into the private sector can help encourage popular capitalism once again.*

<sup>1147</sup> *Ibid.*

<sup>1148</sup> *Hansard, HC*, 19/07/17, vol. 627, col. 831; 10/04/19, vol. 658, col. 311, col 315; 19/06/19, vol. 622, col. 239. T. May: *the best route out of poverty is work.*

<sup>1149</sup> *Hansard, HC*, 19/06/19, vol. 622, col. 239. T. May: *[...] work of a vast army of other people: the volunteers.*

<sup>1150</sup> *The shared society: article by Theresa May*, GOV.UK, Theresa May, 8 janvier 2017, consultable à :  
URL: <https://www.gov.uk/government/speeches/the-shared-society-article-by-theresa-may>



associations) une importante contribution à cette dernière »<sup>1151</sup>. Cependant, la Première ministre doit faire face aux nombreuses critiques provenant des Travaillistes qui reprochent sévèrement au parti conservateur d'avoir mené une politique d'austérité qui a laissé de profondes cicatrices chez les Britanniques qui ont « fait ce qui était juste ». Comme l'extrait ci-dessous le montre, Theresa May est engagée dans un exercice d'équilibriste pour justifier la politique de son prédécesseur sans avouer qu'il s'agissait bien d'un programme d'austérité.

Il (J. Corbyn) utilise le terme d'austérité ; j'appelle cela vivre selon ses moyens. Il parle d'austérité mais en réalité il s'agit d'empêcher qu'une dette importante ne pèse sur nos enfants et petit-enfants dans les années à venir. Il ne s'agit pas d'austérité ; il s'agit de veiller à ce nous ayons une économie qui marche pour tout le monde<sup>1152</sup>.

Les accusations formulées par les Travaillistes concernant les mesures d'austérité du gouvernement précédent ont ravivé la peur de voir revenir la réputation du « *nasty party* »<sup>1153</sup>. Même si T. May a continué d'utiliser certains éléments de langage de D. Cameron, elle s'est assurée que les caractéristiques de son conservatisme à elle soient différentes de ceux de son prédécesseur. Le trait distinctif de son conservatisme *One Nation* (même si elle n'a jamais utilisé le terme *One Nation* pendant les *PMQs*) se présente sous la forme d'une formule qu'elle répète sans cesse pendant les séances du mercredi midi : *a country that works for everyone* (« un pays qui fonctionne pour tout le monde »). Alors que D. Cameron s'adresse à une partie des citoyens (ceux qui méritent l'aide de l'État sont ceux qui travaillent dur), Theresa May, par le biais de son mantra, englobe toute la population sans distinction. De cette façon, le programme *One Nation* de T. May est en accord avec la vision de B. Disraeli, pour qui le parti Tory qui « à moins d'être un parti national, n'est rien »<sup>1154</sup>. De ce point de vue, le parti conservateur reflète la diversité de classes présentes dans la société et est un parti « constitué par toutes les nombreuses classes du royaume, les classes, quelles qu'elles soient, et égales

---

<sup>1151</sup> Hansard, HC, 19/06/2019, vol. 622, col. 239. T. May: *having community foundations across the UK [that] are important contributor[s] to and an example of the shared society.*

<sup>1152</sup> Hansard, HC, 20/07/2016, vol. 613, col. 818. T. May: *He (J. Corbyn) uses the language of austerity; I call it living within our means. He talks about austerity, but actually it is about not saddling our children and grandchildren with significant debts in the years to come. It is not about austerity; it is about ensuring that we have an economy that works for everyone.*

<sup>1153</sup> "Our base is too narrow and so, occasionally, are our sympathies. You know what some people call us - the *nasty party*." Theresa May a utilisé cette expression lors d'un discours au congrès annuel du parti à Bournemouth en octobre 2002.

<sup>1154</sup> "Gentlemen, the Tory party, unless it is a national party, is nothing", Benjamin Disraeli (Earl of Beaconsfield) (1968). Disraeli, discours prononcé au Banquet of the National Union of Conservative and Constitutional Associations, au Crystal Palace, le 24 juin 1872.

devant la loi »<sup>1155</sup>. Encore une fois, il n'est pas question de proposer une stricte égalité entre les individus, mais bien de reconnaître que les inégalités font partie de l'ordre naturel des choses, un monde dans lequel « la condition et les objectifs de chacun donnent de la vigueur et de la diversité à la vie du pays »<sup>1156</sup>. Dans cet esprit, et de façon contradictoire, Theresa May fait une différence entre les individus qu'elle regroupe sous la formule générique « tout le monde ». Elle veut « un pays qui fonctionne pour tout le monde, pas seulement pour la poignée de privilégiés »<sup>1157</sup>, mais « pour les familles ordinaires qui travaillent », parce que « le parti conservateur est le parti des gens qui travaillent » et est le parti qui « s'assure que le travail paie »<sup>1158</sup>. Contrairement aux gens « méritants » identifiés par D. Cameron, l'expression « tout le monde » de Theresa May ne concerne pas en apparence « les gens qui travaillent dur » mais plutôt les « gens ordinaires qui travaillent » comme si le travail était à nouveau un prérequis pour être éligible à l'aide de l'État et du gouvernement. Les référents associés à l'expression « tout le monde » suivent un schéma en forme d'entonnoir. On commence par le terme le plus large c'est-à-dire « tout le monde » puis la cible se réduit « aux gens ordinaires », puis les « gens ordinaires qui travaillent » pour finir à une acception très étroite du terme « tout le monde », c'est-à-dire les « contribuables qui travaillent dur »<sup>1159</sup>. En réalité, Theresa May a édulcoré de façon subtile la rhétorique de David Cameron mais la vision reste similaire et est contenue dans un mantra qui peut être lue comme une formule palindromique : « un pays qui marche pour tout le monde » devient « tout le monde travaille pour le pays ».

Theresa May cherche toutefois à marquer une différence avec David Cameron. Elle ne s'adresse pas aux citoyens britanniques seulement en fonction de leur classe sociale ou de leur statut (socio-)économique lorsqu'elle souhaite un pays ou une économie qui « fonctionne pour tout le monde » mais elle utilise un système de classification sociale fondée sur l'appartenance géographique. La distinction entre les individus qui ont besoin d'aide n'est plus essentiellement en lien avec leurs différences sociales mais plutôt avec l'endroit où ils vivent, ajoutant ainsi au clivage social le clivage géographique. Un pays qui fonctionne pour tout le monde signifie que la nation doit se doter d'« une stratégie industrielle moderne qui a pour but précis de nous

---

<sup>1155</sup> [...] *formed from all the numerous classes in the realm, classes alike and equal before the law*". B. Disraeli, *Ibid.*

<sup>1156</sup> [...] *but whose different conditions and different aims give vigour and variety to our national life*." B. Disraeli, *Ibid.*

<sup>1157</sup> *Hansard, HC, 22/03/2017, vol. 623, col. 854. T. May: [...] to make Britain a country that works for everyone, not just the privileged few.*

<sup>1158</sup> *Hansard, HC 10/04/19, vol. 658, col. 319. T. May: Universal credit is helping people into work and making sure that work pays.*

<sup>1159</sup> *Hansard, HC, 27/02/19, vol. 655, col. 328, "hard-working taxpayers"*

assurer que nous développons les parties du pays qui en ont besoin et qui ont peut-être le sentiment d'avoir été abandonnées »<sup>1160</sup>. Theresa May veut s'assurer que l'économie fonctionne pour tout le monde « partout dans le pays »<sup>1161</sup>, « dans chaque partie du Royaume Uni »<sup>1162</sup>, « où que vous viviez »<sup>1163</sup>. Le rapprochement que Theresa May tente de réaliser entre les deux nations est en réalité celui entre deux « nations » géographiques, entre le *Black country* (« un très bon endroit pour faire du commerce, pour vivre et élever ses enfants »)<sup>1164</sup> et, plus généralement, le nord de l'Angleterre d'une part, et le sud plus riche d'autre part. Elle identifie deux catégories de citoyens (qui sont souvent les mêmes) qui ont besoin d'être aidés : tout d'abord ceux situés dans « les régions abandonnées »<sup>1165</sup> et ensuite ceux « qui s'en sortent à peine » (*the just about managing*)<sup>1166</sup> éparpillés sur tout le territoire. À la tribune, Theresa May déclare vouloir « une société plus juste »<sup>1167</sup>, « un système de protection sociale qui est juste » et une société dans laquelle « tout le monde profiterait de la richesse de la nation »<sup>1168</sup>, et conclut en disant que ce sont là les conditions pour vivre « dans une démocratie dans laquelle tout le monde aurait foi »<sup>1169</sup>. Elle martèle que le seul moyen pour que tout le monde soit plus riche, pour que tout le monde ait un meilleur emploi, et pour que tout le monde ait une vie meilleure, c'est d'avoir un gouvernement conservateur qui croit à plus d'équité grâce à « un nivellement par le haut »<sup>1170</sup> (*levelling up*)<sup>1171</sup> et à des politiques qui « tirent les gens vers le haut »<sup>1172</sup>. Contrairement à David Cameron, son approche est, à tout le moins de façon rhétorique, fondée

<sup>1160</sup> Hansard, HC, 27/03/19, vol. 657, col. 318, *modern industrial strategy is exactly aimed at ensuring that we are developing across parts of the country that need it and that perhaps feel that they have been left behind*

<sup>1161</sup> Hansard, HC, 10/04/19, vol. 658, col. 311, 317, *“across the country”*

<sup>1162</sup> Hansard, HC, 25/01/17, vol. 620, col. 289, *“in every part of the United Kingdom”*

<sup>1163</sup> Hansard, HC, 29/03/17, vol. 624, col. 247, *“throughout the country”*

<sup>1164</sup> Hansard, HC, 19/07/2017, vol. 627, col. 833. T. May: [...] *the Black country, a great place to do business, to live, and to bring up children.*

<sup>1165</sup> Hansard, HC, 27/03/2019, vol. 657, col. 318. T. May: *Our modern industrial strategy is exactly aimed at ensuring that we are developing across parts of the country that need it and that perhaps feel that they have been left behind.*

<sup>1166</sup> Hansard, HC, 16/01/2019, vol. 652, col. 1162.

<sup>1167</sup> Hansard, HC, 27/02/2019, vol. 655, col. 327, *“a fairer society (delivering for everyone)”, a welfare system that is fair.*

<sup>1168</sup> Hansard, HC, 20/07/2016, vol. 613, col. 820. T. May: [...] *everyone can benefit from the nation's wealth.*

<sup>1169</sup> Hansard, HC, 20/07/2016, vol. 613, col. 820. T. May: [...] *a democracy that everyone can have faith in.*

<sup>1170</sup> Hansard, HC, 14/09/2016, vol. 614, col. 891. T. May: *He believes in levelling down; we believe in levelling up.*

<sup>1171</sup> Programme phare de Boris Johnson en 2019 qui a pour objectif (à ce moment-là) de réduire les inégalités économiques (principalement) entre les régions et les groupes sociaux dans tout le pays. Le terme peut être entendu comme une sorte de « remise à niveau » des territoires déclassés du nord anglais. Cette promesse de « nivellement par le haut » repose sur des propositions destinées à « unir le pays en répandant la richesse et les opportunités aux quatre coins du Royaume-Uni » Raphaële Espiet-Kilty, « Boris Johnson's “Levelling Up Across the Whole of the UK”: One Nation or Business as Usual? », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 27, n°2, 2022.

<sup>1172</sup> Hansard, HC, 15/05/2019, vol. 660, col. 221. T. May: *Labour wants to bring people down; we want to raise people up.*

sur le rôle significatif de l'État pour améliorer le sort des individus. Elle dresse la liste des dépenses publiques que le gouvernement a engagées dans ce sens en mentionnant « la plus grande somme d'argent jamais versée au service public de santé de toute son histoire »<sup>1173</sup> :

T. May : [...] 1 milliard de livres supplémentaires pour la police, 1,4 milliard de plus pour les conseils locaux, 1,1 milliard supplémentaire pour les écoles, et un autre gel des prix de l'essence, une autre augmentation du salaire minimum garanti et une autre réduction d'impôt. Tout cela est possible grâce aux Conservateurs.

Contrairement à David Cameron qui a démontré de vraies compétences dans la présentation d'un conservatisme aux facettes multiples en essayant constamment de trouver le bon équilibre entre une rhétorique compatissante assumée et l'envoi de signaux discrets aux partisans du laissez-faire et des néo-libéraux au sein du parti, Theresa May, elle, a choisi une rhétorique autour de la responsabilité de l'État dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens et pour que la Grande-Bretagne soit un « pays qui fonctionne pour tout le monde ». Presqu'aucune référence au capitalisme populaire ou à la privatisation n'est faite lors des *PMQs*, seulement la mention rapide d'« *un gouvernement qui ne s'excuse pas d'être pro-business* »<sup>1174</sup>. Une telle stratégie s'est révélée être risquée car certains membres du parti ont commencé à reprocher à leur leader de s'être positionnée trop à gauche. Philip Davies résume bien ces critiques dans une célèbre question qu'il adresse à Theresa May en mai 2018 :

Permettez-moi d'emprunter les mots de notre ancien collègue, le regretté, le grand, Eric Forth<sup>1175</sup>. Madame le Premier ministre, je crois dans le libre marché, je crois dans la liberté individuelle et dans la responsabilité individuelle, et je suis méfiant à l'égard de l'État-nounou. Suis-je encore un Conservateur<sup>1176</sup> ?

Comme cela a été expliqué dans la première partie, les attaques (provenant de députés conservateurs) contre le leader pendant les *PMQs* ont une importance significative et peut donc nous amener à penser qu'un tel acte de rébellion pourrait menacer l'unité du groupe. L'accusation est menée ici par un député partisan d'un État peu interventionniste reprochant au

---

<sup>1173</sup> *Hansard, HC, 19/06/2019, vol. 662, col. 236. T. May: the biggest ever cash boost for the National Health Service in its history.*

<sup>1174</sup> *Hansard, HC, 23/01/2019, vol. 653, col. 246. T. May: [...] government who are unapologetically pro-business*

<sup>1175</sup> Homme politique conservateur, il fut député du *Mid Worcestershire* de 1983 à 1997. Enfin, il est député de *Bromley and Chislehurst* de 1997 jusqu'à sa mort en 2006. Il est décrit comme un « libéral de droite » dont la spécialité est l'obstruction systématique au Parlement.

<sup>1176</sup> *Hansard, HC, 23/05/2018, vol. 641, col. 840. P. Davies: May I paraphrase our former colleague, the late, great Eric Forth? Prime Minister, I believe in the free market, I believe in individual freedom and individual responsibility, and I am suspicious of the nanny state. Am I still a Conservative?*

leader de soutenir une intervention forte de l'État. Cet échange illustre parfaitement bien ce que David Seawright identifie comme la « nature double » du parti conservateur<sup>1177</sup>. Et c'est précisément le concept *One Nation*, décrit comme « une canopée »<sup>1178</sup>, qui facilite la coexistence des différentes visions du conservatisme au sein du parti. *One Nation* représente le cadre structurel de toute l'idéologie partisane conservatrice, c'est-à-dire que toutes les versions du conservatisme se retrouvent dans l'esprit *One Nation*<sup>1179</sup>. En réalité, *One Nation* sous-tend la cohésion du parti et c'est en cela que ce concept se rapproche de l'idéologie. Selon Paul Ricoeur :

Tout groupe tient debout, acquiert une consistance et une permanence grâce à l'image stable et durable qu'il se donne de lui-même. Cette image stable et durable exprime le niveau le plus profond du phénomène idéologique<sup>1180</sup>.

En d'autres termes c'est toujours à travers une idée ou une image idéalisée de lui-même qu'un groupe se représente sa propre existence, et c'est cette image qui, en retour, renforce son identité. Ce qui est intéressant, et peut-être peu commun, c'est le fait d'avoir un élément idéologique fort, tel que *One Nation*, qui ne sert pas unifier le groupe autour d'un seul principe, voire d'une seule identité, par exemple celle qui prônerait l'intervention très minimale de l'État, mais qui réunit deux positions opposées au sein du même parti. Cela ne se produit pas sans heurts mais ces tensions et ces conflits sont précisément ce qui permet au parti de se renouveler<sup>1181</sup> et de s'adapter aux changements socio-politiques du pays. Cette fluidité est la caractéristique principale de l'idéologie du parti conservateur qui fonctionne comme un moteur du changement et du renouveau sans être nécessairement un instrument de domination<sup>1182</sup>.

Cependant cette fluidité, cette capacité d'adaptation de l'idéologie ont pu être parfois perçues comme du calcul politique. En effet, certains, à l'instar de Peter Mair<sup>1183</sup>, voient dans le concept idéologique *One Nation* une forme de conservatisme clairement élaborée comme une stratégie partisane afin de transcender les intérêts sectionnels des différents partis politiques. D'aucuns

---

<sup>1177</sup> David Seawright, *British Conservative Party and One Nation Politics* (Continuum International Publishing Group Ltd., 2010), pp.37-39.

<sup>1178</sup> David Seawright, *The British Conservative Party and One Nation Politics*, London, Continuum, 2010, p. 38.

<sup>1179</sup> Agnès Alexandre-Collier et Emmanuelle Avril, *Les Partis Politiques en Grande-Bretagne*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 26.

<sup>1180</sup> Paul Ricoeur, « L'idéologie et l'utopie : deux expressions de l'imaginaire social », *Autres Temps* vol. 2, 1984, p. 59.

<sup>1181</sup> David Seawright, *op. cit.*, p. 62.

<sup>1182</sup> Michael Freedon, *Ideology: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

<sup>1183</sup> Peter Mair, « Populist Democracy vs Party Democracy » dans Mény Yves, Surel Yves (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*, Londres, Palgrave Macmillan, p. 81-98., 2002.

diront que le recours à la rhétorique *One Nation* est un gadget, une astuce pour redorer le blason du parti<sup>1184</sup> (parti qui a souffert de l'image d'un « *nasty party* »)<sup>1185</sup>, d'être un instrument électoraliste et partisan utilisé et usé par les Premiers ministres conservateurs affaiblissant ainsi son sens originel<sup>1186</sup>.

Cependant, il serait erroné de réduire l'idéologie à un simple instrument de communication partisane. L'idéologie est un fondement de la politique qui ne peut pas se construire sans références à des valeurs et à des principes et ce cadre doctrinal nécessite de la flexibilité et des compromis pour garder de sa vigueur. Idéologie et pragmatisme, ou plus simplement, théorie et pratique, ne s'opposent pas mais se combinent et les idéologies sont vouées à se transformer lorsqu'elles sont mises à l'épreuve du réel<sup>1187</sup>.

D'un point de vue anthropologique, le territoire, entendu ici comme territoire idéologique, est le facteur d'unité familiale et sociale du groupe. Isaac Schapera a montré que les sociétés aménagent la solidarité interne à partir du facteur de parenté et du territoire<sup>1188</sup>. Cette idée est soutenue par plusieurs anthropologues (M. Abélès et Vincent Lemieux, par exemple) pour qui la contiguïté territoriale (c'est-à-dire le territoire idéologique, pour nous) renforce les liens familiaux (unit la famille idéologique). L'idéologie est donc un élément indispensable dans l'organisation politique du groupe et par conséquent dans sa stabilité. Sans territoire doctrinal commun sur lequel le groupe peut prospérer et se regrouper en cas de dilution ou de perte identitaire, le groupe ne peut pas exister. C'est la raison pour laquelle le conservatisme *One Nation*, en tant que concept idéologique ou plus précisément en tant que creuset doctrinal du parti conservateur est nécessaire à l'unité et la stabilité du groupe. On voit donc apparaître un autre critère pour évaluer l'efficacité du leadership du chef : sa capacité à préserver le territoire idéologique *One Nation*. Afin de conserver la force de cohésion de ce concept, *One Nation* doit sans cesse être réactivée et réinventée par le leader et cela passe par l'utilisation de mantras, de formules percutantes et répétées. Murray Edelman évoque les talents du leader à « déployer des phrases et des gestes qui créent un lien avec un large auditoire »<sup>1189</sup>. Cela signifie que plus le Premier ministre martèle sa formule, plus il a de chance de retenir l'attention d'un plus grand

---

<sup>1184</sup> Raphaelae Espiet Kilty, « What Does It Mean to Be Leader of a “One Nation Conservative Government”? The Case of Boris Johnson », *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol. 25, n°3, 2020.

<sup>1185</sup> “Our base is too narrow and so, occasionally, are our sympathies. You know what some people call us - the *nasty party*.” Theresa May a utilisé cette expression lors d'un discours au congrès annuel du parti à Bournemouth en octobre 2002.

<sup>1186</sup> David Seawright, *op. cit.*

<sup>1187</sup> Robert Leach, *Political Ideology in Britain*, 3ème édition, Londres, Macmillan Education, 2015, p. 18.

<sup>1188</sup> George Balandier, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 6ème édition, 2013.

<sup>1189</sup> Murray Edelman, *Constructing the Political Spectacle*, Chicago, University of Chicago Press, 1988, p. 53.

nombre de députés à la Chambre et surtout en dehors de la Chambre via les médias, et plus le conservatisme *One Nation* se renforce.

Une autre façon de stimuler l'intérêt du public pour son idéologie est de s'adresser au plus grand nombre en se référant à des « populations mythiques »<sup>1190</sup>. Il s'agit de groupes dont l'identification est floue et très large telle que les « *ill-clad, ill nourished*<sup>1191</sup> », « les mal-logés », « la majorité silencieuse », ou des proportions telles qu'« un tiers de la population », ... Theresa May et David Cameron font référence à ces populations mythiques lorsqu'ils s'adressent à « ceux qui travaillent dur », à « ceux qui font ce qui est juste » ou tout simplement à « tout le monde ». Ces groupes sont difficilement observables et impossible à quantifier car on évoque un groupe de référence autre que ceux qui sont clairement visibles et qui se font entendre. John Major, en revanche, est très économe dans l'usage de ces groupes mythiques et préfère mettre en lumière le moyen pour aider les plus nécessiteux : la privatisation, qui devient un symbole en soi.

Cette partie met en exergue les différentes attitudes que les Premiers ministres peuvent adopter concernant la gestion du territoire. On observe des positions de défense du territoire, de conquête de nouveaux territoires, ou encore d'élargissement démographique du groupe. Les priorités divergent selon les besoins du parti. Pour ce faire les Premiers ministres utilisent les *PMQs* comme plateforme de promotion de leurs compétences dans divers domaines bien ciblés.

John Major adopte une stratégie de recentrage sur le territoire existant ne privilégiant que quelques thèmes majeurs tout en défendant avec force ces thèmes, notamment celui de l'économie (le modèle économique initié par Margaret Thatcher). David Cameron fait montre de davantage de pragmatisme dans l'ouverture thématique du parti sans pour autant manifester une attitude de conviction. Theresa May, malgré la gestion de la crise du *Brexit* a poursuivi cette ouverture, en montrant certainement davantage de conviction. Si le périmètre thématique du parti peut être flexible engendrant parfois des pertes de repères, l'idéologie suit le même schéma sans provoquer les mêmes effets. L'élément idéologique de référence du parti conservateur reste majoritairement *One Nation* qui montre également une certaine flexibilité. Cependant, cette fluidité dans le sens de *One Nation* a vocation à unifier le groupe et le régénérer et c'est du ressort du Premier ministre d'utiliser ce concept à des fins utiles pour la cohésion du groupe.

---

<sup>1190</sup> Murray Eldelman, *Political Language: Words That Succeed and Policies That Fail*, Cambridge, Mass, Academic Press, 1977, p. 29.

<sup>1191</sup> "I see on third of a nation ill housed, ill-clad, ill-nourished", Franklin Roosevelt, second discours inaugural – 1937, 20 janvier 1937, Washington DC, USA.

Un des moyens utilisés par le Premier ministre dans cet effort pour consolider l'unité du groupe et renforcer l'influence du parti par le biais d'éléments idéologiques consiste à présenter, à la tribune des *PMQs*, le concept *One Nation*. Ce dernier n'est pas présenté de la même façon à chaque fois selon les Premiers ministres, l'aspect polymorphe du concept autorise différentes représentations et interprétations de *One Nation* contribuant ainsi à satisfaire différents types de besoins (électoraux, partisans, ...) selon les mandats. Ce travail de représentation est également le moyen de défendre, d'élargir ou de promouvoir le territoire thématique du parti. En effet, il ne s'agit pas de prouver les compétences effectives du gouvernement dans tel ou tel domaine ou tout simplement dans l'art de gouverner mais il s'agit de projeter l'image de telles compétences, d'être perçu comme apte à gérer tel ou tel problème. On s'éloigne donc de la présentation factuelle et réaliste des capacités du gouvernement à diriger le pays pour en faire une re-présentation (le passage à un niveau d'abstraction et de subjectivité supérieur) et/ou une représentation (jouée devant la Chambre des communes). Cette notion de représentation (dans ses différentes acceptions) est l'outil principal des débats pendant les *PMQs* et c'est la raison pour laquelle elle mérite une étude détaillée afin de mettre en lumière les capacités, voire les talents, du Premier ministre dans cet exercice de représentation et d'en identifier les effets sur son leadership mais également sur la politique en général.



## Troisième partie - L'art de la représentation

Dans les régimes démocratiques, l'expression de la parole du peuple est garante du pouvoir démocratique. La chose politique est confiée par mandat à un intermédiaire responsable de représenter et de défendre les intérêts des citoyens. Ce médiateur peut être le représentant d'une circonscription, il s'agit du député, ou bien, il peut être le représentant des intérêts généraux du pays, et dans ce cas il s'agit du Premier ministre. C'est en cela que le pouvoir représente les citoyens ; cela signifie qu'un individu ou un groupe se pose comme le porte-parole de l'ensemble. Mais « le pouvoir représente, aussi, en tant qu'il met en scène l'univers dont il est issu et dont il assure la permanence »<sup>1192</sup>. Cet univers est le lieu politique, dans notre cas il s'agit de la Chambre des communes où se donne à voir la représentation politique. Selon l'anthropologue, Marc Abélès, « l'exercice de la représentation politique, la conduite des affaires se donnent à voir aux gouvernés en mobilisant des signes. Toute société comporte une mise en scène du politique »<sup>1193</sup>. Donner à voir semble être une dimension indissociable de l'ordre politique et ce dernier se déploie dans la sphère de la représentation ; pour Georges Balandier il n'y a de pouvoir que « sur scènes »<sup>1194</sup>. Il existe donc un lien organique entre politique et représentation, c'est-à-dire que la « mise en représentation n'est pas une dimension subalterne ou dérivée de l'action politique, elle en constitue une condition fondamentale »<sup>1195</sup>. Non seulement, le Premier ministre et les députés ne peuvent pas se soustraire à la mise en représentation de leur rôle de représentants politique et du devoir de redevabilité mais ils doivent surtout démontrer de vrais talents dans la réalisation de cette représentation. Si, comme le soutient Murray Edelman, « le leadership, c'est de la dramaturgie »<sup>1196</sup>, alors émerge un critère d'évaluation du leadership du Premier ministre : sa capacité à bien mener et orchestrer la représentation et la mise en scène de son discours ; en d'autres termes, sa capacité à maîtriser l'art du spectacle, qui, selon Marc Abélès, est un « ingrédient indispensable de l'art de gouverner »<sup>1197</sup>. En réalité, cette théâtralisation des échanges avec les membres de la Chambre n'est pas une expérience totalement nouvelle, car, comme l'explique le sociologue Erving Goffman, « toutes les relations sociales ordinaires sont elles-mêmes combinées à la façon d'un

---

<sup>1192</sup> Marc Abélès et Henri-Pierre Jeudy (eds.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 247.

<sup>1193</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, 1990, *op. cit.*, p. 117.

<sup>1194</sup> Georges Balandier, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland (coll. « Fondements »), 1992.

<sup>1195</sup> Marc Abélès et Henri-Pierre Jeudy (eds.), *Anthropologie du politique*, *op. cit.*, p. 251.

<sup>1196</sup> Murray Edelman, *Constructing the Political Spectacle*, *op. cit.*, p. 40.

<sup>1197</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin, 1990, nouvelle édition Payot, « Petite bibliothèque Payot », 2005, p. 117.

spectacle théâtral par l'échange d'actions, de réactions et de répliques théâtralement accentuées »<sup>1198</sup>, et certains interactants sont plus ou moins habiles dans cet exercice.

L'intérêt de cette troisième partie repose sur l'étude des différents procédés de mise en représentation du pouvoir du gouvernement et du Premier ministre pendant les *PMQs* ainsi que sur l'étude des effets de cette théâtralisation sur le message et l'action politique.

Nous prendrons comme point de départ la définition que propose Erving Goffman de la représentation. Pour lui, il s'agit de la « totalité de l'activité d'une personne donnée, dans une occasion donnée, pour influencer d'une certaine façon un des autres participants »<sup>1199</sup>. Nous ne pourrions malheureusement pas prendre en compte « la totalité de l'activité » du Premier ministre afin d'analyser comment ce dernier parvient ou non à influencer les autres membres de la Chambre. Même si la grande partie de notre analyse repose sur des éléments discursifs et rhétoriques, certains éléments visuels et situationnels ont été pris en compte. En effet, la mise en représentation du discours du Premier ministre implique la recherche d'effets de mise en scène, et cela participe davantage de l'art oratoire (c'est-à-dire la façon dont le Premier ministre présente et livre son discours) que de la rhétorique (qui, elle, s'intéresse uniquement au contenu du discours).

Notre analyse s'articulera autour de trois types de représentation. D'une part, la représentation du politique, c'est-à-dire de la personne politique par le biais de sa propre mise en scène. Puis, nous passerons de la mise en scène de la personnalité politique à la représentation de sa politique par le biais de symboles et de rites, pour enfin nous attacher à la représentation du monde politique plus généralement.

## **1. La mise en scène de soi**

### **1.1. Le personnage politique et la personnalisation du pouvoir**

Dans l'analyse du leadership et notamment celui du groupe-noyau de l'exécutif (*core executive*), les sciences politiques préfèrent fonder leur approche sur des facteurs structurels, institutionnels, et constitutionnels. Cependant, la personnalité et l'idiosyncrasie de l'acteur politique ont également intéressé la recherche sur le leadership politique<sup>1200</sup>. Même si s'attacher uniquement à la personnalité du Premier ministre serait réducteur pour une étude du leadership,

---

<sup>1198</sup> Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, 2 volumes, 1- *La présentation de soi*, Paris, Éditions de Minuit, 1974.

<sup>1199</sup> *Ibid.*

<sup>1200</sup> Fred I. Greenstein, « The Qualities of Effective Presidents: An Overview from FDR to Bill Clinton » *Presidential Studies Quarterly*, vol. 30, n°1, 2000 p. 178-185.

l'ignorer en revanche, serait une erreur, « on ne peut pas et ne devrait pas concevoir le Premier ministre comme un agent sans nom, sans visage et seulement déterminé par l'institution »<sup>1201</sup>. L'acteur politique en est parfaitement conscient et utilise cette dimension personnelle et intime pour construire son pouvoir politique. À ce propos, Samuel Popkin, considère que le style culturel de la personne politique ainsi que le personnage qu'il s'est construit sont des éléments déterminants dans l'évaluation d'un candidat<sup>1202</sup> par le public qui « est avide de détails sur la personnalité et les traits de caractère propres aux personnes politiques ainsi que sur les commentaires concernant leurs décisions et la façon dont ils se comportent avec les autres »<sup>1203</sup>. De plus, cet intérêt pour la personnalité du Premier ministre est renforcé par la place centrale qu'il occupe dans l'organisation du gouvernement. Le décalage entre ce qu'attend le public d'un gouvernement et ce que peut réellement accomplir le Cabinet pour satisfaire ces attentes en termes d'action politique a amené les Premiers ministres à réduire cet écart en prenant les commandes du parti et du Cabinet en se créant un personnage politique grâce auquel il parvient à gagner les élections et à apparaître aux yeux du public comme un membre qui se place au-dessus de la mêlée et doté d'un statut supérieur à celui de ses pairs<sup>1204</sup>. Richard Heffernan fait ce constat en mettant en avant l'idée selon laquelle les partis peuvent gagner les élections uniquement lorsqu'ils sont dominés par un leader de parti qui est par exemple moderne et audacieux (il parle de David Cameron)<sup>1205</sup>. Ce statut s'accompagne aussi d'un devoir de représentation du groupe dans son ensemble et donc d'un devoir de mise en scène de lui-même comme représentant du parti. Il s'agit là de ce qu'appelle Maurice Duverger la personnalisation du pouvoir, « cette tendance des autorités à joindre à leur pouvoir proprement dit un prestige et un rayonnement individuel qui relèvent du leadership »<sup>1206</sup>. Comme nous l'avons mentionné, cette personnalisation du pouvoir du Premier ministre implique une certaine mise en scène de soi qui correspond à la façon dont le Premier ministre se présente lui-même sur la scène de la démocratie représentative<sup>1207</sup>. On s'attend donc à ce que le Premier ministre entre dans un personnage, le personnage principal qui plus est, dont le rôle et le message sont dramatisés et

---

<sup>1201</sup> Hargrove Erwin, C, and Owens John E. (eds), *Introduction: Political Leadership in Context in Leadership in Context*, 2003, p. 92.

<sup>1202</sup> Samuel Popkin L., *The Reasoning Voter*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991.

<sup>1203</sup> Murray Edelman, *Constructing the Political Spectacle*, op. cit., p. 46.

<sup>1204</sup> John Kane, Haig Patapan, Paul 't Hart (eds.), *Dispersed Democratic Leadership: Origins, Dynamics, and Implications: Origins, Dynamics, and Implications*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

<sup>1205</sup> Richard Heffernan, « The Predominant Party Leader as Predominant Prime Minister? David Cameron in Downing Street », Open University, August 31, 2010, p. 3.

<sup>1206</sup> Maurice Duverger, *Sociologie de la politique*, op. cit., p. 186.

<sup>1207</sup> Ronald Hitzler, « Mise en scène et représentation de la politique aujourd'hui », *Trivium*, n° 14, 2014, p. 35-49.

théâtralisés.

Il est à présent nécessaire d'examiner comment ce processus de personnalisation du pouvoir politique se réalise et comment le Premier ministre parvient à construire un personnage public. On s'appuiera sur les recherches menées dans le domaine de la « *personality politics* » (la personnalisation de la politique) qui, selon la chercheuse Ana Inès Langer, se définit par « l'importance accrue accordée, dans le discours politique, à la personnalité et à la vie privée des politiciens et plus particulièrement des leaders de parti »<sup>1208</sup>. Cette dernière identifie deux types de personnalisation de la politique. Tout d'abord, le premier est en lien avec la personne en tant que leader, il est question d'insister sur les qualités de politicien et de leader de la personne politique. On pense, par exemple, à des qualités comme l'efficacité, la détermination ou encore la droiture. Donald V. Kurtz, dans la typologie des éléments constitutifs de la personnalisation de la personne politique, parle « d'attributs sociaux<sup>1209</sup> ». Il s'agit des qualités que possède le leader à travers le personnage public qu'il s'est construit et qui correspond aux normes à l'aune desquelles une communauté politique mesurera la légitimité de son leadership. Tout comportement ou parole qui irait à l'encontre des qualités attendues du leader dans telle ou telle circonstance nuirait au leadership du chef de parti. Un autre moyen de personnaliser le pouvoir repose sur l'utilisation d'éléments de la vie privée du leader et de ses qualités en tant que personne individuelle, ce que Ana I. Langer appelle la politisation de la vie privée du personnage politique<sup>1210</sup> (*politicisation of private persona*). Donald V. Kurtz, parle plus globalement « d'attributs de la personnalité » (*personality attributes*), c'est-à-dire, les qualités qui découlent de la présentation de soi par le leader et de l'interprétation qu'en fait la communauté politique<sup>1211</sup>. Comme il s'agit d'une présentation de soi ou plus précisément de la projection d'une construction de soi (un personnage, une persona), on comprend qu'il n'est pas nécessaire pour le leader politique de posséder certains « attributs personnels » pour de vrai mais de laisser penser aux followers, aux fidèles que ces qualités sont réelles<sup>1212</sup>.

Il est nécessaire, à ce stade, de préciser qu'il ne s'agit pas de l'évocation de la vie privée d'un personnage politique, de ses qualités ou de son comportement par les médias ou par une institution extra-parlementaire mais bien par la personne politique elle-même, dans notre cas il s'agit du Premier ministre. Pour Ana I. Langer les éléments de la vie privée desquelles certaines

---

<sup>1208</sup> Ana Inès Langer, « A Historical Exploration of the Personalisation of Politics in the Print Media: The British Prime Ministers (1945–1999) », *Parliamentary Affairs*, vol. 60, n°3, 2007, p. 6.

<sup>1209</sup> Kurtz Donald, V., *Political Anthropology: power and paradigms*, Nashville, Westview Press, 2001, p. 42.

<sup>1210</sup> *Ibid.*, p. 8

<sup>1211</sup> *Ibid.*

<sup>1212</sup> Diego L. Garzia, « The personalization of politics in Western democracies: Causes and consequences on leader-follower relationships », *The Leadership Quarterly*, vol. 22, n° 4, 2011.

qualités découlent sont relatives à cinq paramètres : la vie familiale, l'apparence, le style de vie, l'éducation reçue, et enfin, la religion.

Afin d'analyser la manière dont John Major, David Cameron et Theresa May personnalisent leur pouvoir, c'est-à-dire la façon dont ils se mettent en scène en utilisant des éléments de leur personnalité et de leur vie privée. Nous nous appuyons sur les deux types de personnalisation présentés précédemment, à savoir, celui qui concerne les qualités personnelles inhérentes, voire attendues d'un leader, et celui qui consiste à faire référence à des éléments de sa vie privée.

Il est rare qu'un Premier ministre vante ses propres qualités personnelles en tant que leader, nous n'avons relevé aucune occurrence de ce genre. Afin de pouvoir malgré tout donner quelques indications sur ce type de personnalisation, nous avons pris en considération l'opinion clairement exprimée de certains députés (*MPs*) sur le leadership de chacun des trois Premiers ministres. Nous avons également pris le parti de fournir quelques détails sur certains éléments visuels permettant de donner quelques indices sur les qualités de leader des Premiers ministres à l'étude. Il est cependant nécessaire de préciser qu'il ne s'agit pas d'une étude scientifique de la kinésique, de l'expression corporelle ou encore des attributs vestimentaires des acteurs politiques, cela est en dehors de notre champ d'expertise. Il s'agit d'observations qui pourront donner lieu à une étude ultérieure plus approfondie. Les éléments visuels les plus saillants et les plus pertinents pour notre étude relèvent de détails vestimentaires ou encore de l'aspect oratoire du discours (attitude dans la façon de livrer son discours).

David Cameron a été présent en tant que Premier ministre à 181 séances de *PMQs* entre 2010 et 2016. Il portait presque à chaque fois une cravate bleue, 160 fois sur 181 pour être très précis. Cela a d'ailleurs beaucoup fait parler les médias<sup>1213</sup> et certains d'entre eux ont même créé le sobriquet *blue-tied Cameron*<sup>1214</sup> (Cameron à la cravate bleue). On peut en conclure que, pour David Cameron, porter une cravate bleue n'est pas un acte fortuit mais bien un acte porteur de sens. En effet, les couleurs en politique ne sont jamais sans signification, elles symbolisent, dans notre cas, les partis politiques, et le bleu est la couleur généralement associée au parti conservateur. David Cameron a institué un rituel, celui de porter une cravate bleue le mercredi midi pendant les *PMQs*. Le symbole au centre de ce rituel, la cravate bleue, sert à communiquer un message immédiatement décrypté par la communauté politique. N'oublions pas que les Conservateurs faisaient partie d'une coalition avec les Libéraux Démocrates à partir de 2010 et

---

<sup>1213</sup> *What's with the blue tie, Prime Minister?* Michael White, *The Guardian*, 8 juin 2011.

URL: <https://www.theguardian.com/politics/2011/jun/08/prime-minister-blue-tie-conservatives>

<sup>1214</sup> *The Cameron Show*, Leo Robson, *The New Yorker*, 14 juillet 2016.

URL: <https://www.newyorker.com/news/news-desk/the-david-cameron-show>

que cela impliquait des compromis en termes d'élaboration de politiques<sup>1215</sup>. À ce propos Nadine Dorries se lamentait lors de la séance de *PMQs* du 7 septembre 2011 de constater que les Libéraux Démocrates semblaient influencer, malgré le nombre très faible de leurs sièges au Parlement (8,7% selon elle), leur politique en matière d'éducation, de santé et concernant des sujets comme l'immigration et le droit à l'avortement<sup>1216</sup>. Dans l'expression de sa frustration, elle demanda au Premier ministre de montrer au vice-Premier ministre, Nick Clegg, « qui est le patron »<sup>1217</sup>. Cette cravate bleue semble être un marqueur d'identité. Le message est clair, Cameron est conservateur et n'a pas l'intention de diluer le bleu dans le jaune, la couleur des Libéraux démocrates. D'ailleurs, Nick Clegg, en arborant très souvent une cravate jaune pendant les *PMQs* (même si la régularité de cet acte n'égale pas celle de D. Cameron) envoie un signal similaire. Cette mise en scène de soi par la cravate bleue semble anodine, cependant, par jeu de symbolisation, David Cameron, grâce à ce rituel de la cravate, devient lui-même le symbole du parti conservateur. Comme nous l'avons démontré dans la première partie, D. Cameron est celui qui a le plus individualisé le pouvoir (parmi les trois Premiers ministres à l'étude), il est la figure publique du parti. La cravate bleue ne vient qu'ajouter du symbole à ce processus d'individualisation. Ce processus de mise en scène de soi est en réalité un processus de symbolisation de soi, le personnage politique devient un symbole utilisé comme marqueur de différences sociales et politiques, et comme l'explique Emma Crewe, il devient par conséquent un substitut pour les électeurs<sup>1218</sup>.

Concernant Theresa May, le choix de la tenue vestimentaire semble tout aussi important que pour D. Cameron. Sa toute première prestation en tant que Premier ministre lors de la séance de *PMQs* du 20 juillet 2016 a largement été analysée par le prisme des codes vestimentaires et de l'attitude de la Première ministre à la *Dispatch Box* (tribune). En effet, la presse et le commentariat ont établi un parallèle vestimentaire et comportemental sans équivoque entre Theresa May et Margaret Thatcher. En effet, cette dernière s'est présentée à la Chambre des communes (et le fera de façon très régulière) en tailleur sombre, le cou paré d'un collier de perles blanches, et les cheveux arrangés dans une coiffure rappelant celle de la dame de fer. Une très pertinente étude sur le pouvoir du code vestimentaire dans la communication publique

---

<sup>1215</sup> Richard Hayton, « Conservative Party Statecraft and the Politics of Coalition », *Parliamentary Affairs*, vol. 67, n°1, 2014, p. 6-24.

<sup>1216</sup> *Hansard, HC, 07/09/2011*, vol.532, col. 354. N. Dorries: *The Liberal Democrats make up 8.7% of this Parliament and yet they seem to be influencing our free school policy, health and many issues including immigration and abortion.*

<sup>1217</sup> *Ibid.* N. Dorries: *Does the Prime Minister think it is about time he told the Deputy Prime Minister who is the boss?*

<sup>1218</sup> Crewe Emma, *The House of Commons: An Anthropology of MPs at Work*, London, Bloomsbury, 2015, p. 103.

par le professeur Lubomir Stoykov<sup>1219</sup> explique que Theresa May a été influencée par le style de la Dame de Fer et que toutes les deux considèrent les tenues vestimentaires comme des symboles et comme un moyen d'envoyer des messages lors d'apparitions publiques. Les habits, selon lui, « sont des textes et des images qui sont lus, compris, perçus et décodés »<sup>1220</sup> par le public, et c'est dans ce sens qu'il parle de « power dressing ». Comme il s'agit de symboles, leur interprétation est multiple et diverse selon les individus. Cependant, une impression particulière est recherchée, pour certains journalistes, le collier de perles blanches est le signe d'une forme de traditionalisme (chères mais pas frivoles ou décadentes comme peuvent l'être par exemple les diamants), elles dénotent la fiabilité<sup>1221</sup>. Mais plus généralement, les stratégies vestimentaires des deux femmes sont l'expression et l'affirmation de leur personnalité et de leur domination<sup>1222</sup>. Theresa May a fait le choix d'établir une comparaison ostensible entre elle et Margaret Thatcher par le biais de ses tenues vestimentaires mais également par des postures plutôt thatchériennes. En effet, lors de cette première séance de *PMQs*, elle met en scène une attaque à l'encontre de Jeremy Corbyn l'accusant de se comporter comme un « patron peu scrupuleux<sup>1223</sup> ». Pour prononcer ces mots, Theresa May, se penche en avant, et fusille J. Corbyn du regard. Cette scène mémorable est, selon les auteurs de *Punch and Judy Politics*, une tentative délibérée de ressembler à M. Thatcher<sup>1224</sup>. Un autre élément dans l'attitude de Theresa May qui est associé au style de M. Thatcher est de, sans cesse, lors d'une attaque verbale, pointer le doigt en direction de son adversaire de façon menaçante<sup>1225</sup>. Theresa May, à l'instar de David Cameron, recherche à présenter sa personnalité par l'intermédiaire d'un symbole, celui de la « Dame de fer ». La simple évocation de cette dernière par les vêtements et l'attitude convoque tout un éventail de références implicites comprises par une communauté spécifique.

John Major, quant à lui, semble avoir utilisé une autre stratégie en termes de codes vestimentaires, on peut même dire qu'il a exercé une autre forme de « *power dressing* », celle qui consiste à rester très sobre dans ses tenues vestimentaires. Ce choix de ne pas arborer de

---

<sup>1219</sup> Stoykov Lubomir, *Image and Political Communication: The Dress Code of Power in the Structure of Public Behavior*, Университет за национално и световно стопанство (УНСС), 2018. URL: <https://media-journal.info/?p=item&aid=363>

<sup>1220</sup> *Ibid.*

<sup>1221</sup> *The Margaret Thatcher look: from the pearls to the handbag*, Lauren Cochrane, *The Guardian*, 8 avril 2013.

<sup>1222</sup> Lubomir Stoykov, *Image and Political Communication: The Dress Code of Power in the Structure of Public Behavior*, *op. cit.*

<sup>1223</sup> *Hansard*, HC, 20/07/2016, vol. 613, col. 819. <https://www.youtube.com/watch?v=IAYGk4XP23M>, 11'40-11'20

<sup>1224</sup> Ayesha Hazarika et Tom Hamilton, *Punch & Judy Politics: An Insiders' Guide to Prime Minister's Questions*, Londres, Biteback Publishing, 2018, p. 314.

<sup>1225</sup> Voir *Hansard*, HC, 22/02/2017, vol. 621.

signes distinctifs dans sa tenue peut être interprété comme l'expression d'une volonté de paraître ordinaire. Lors de la campagne pour l'investiture du nouveau leader de parti, l'équipe de campagne de John Major a diffusé l'image d'un candidat « sans classe (sociale), jeune, abordable, méritant, et compatissant »<sup>1226</sup>, un portrait en totale rupture avec celui de son prédécesseur. Son côté ordinaire est devenu une vertu. Pendant la campagne de 1992, John Major, en homme simple, est remonté sur sa boîte à savon<sup>1227</sup> pour haranguer les foules et convaincre le public de voter pour les Conservateurs. À la même époque, le *Sunday Times* a consacré son côté ordinaire dans une colonne intitulée « L'importance d'être ordinaire »<sup>1228</sup> dans laquelle ce dernier était décrit comme un « homme ordinaire dans une position extraordinaire »<sup>1229</sup>. Ces qualités et ces caractéristiques d'homme simple et ordinaire ont été réunies dans une expression, plus précisément dans un surnom : « *Honest John* »<sup>1230</sup>. Cette sobriété dans ses tenues vestimentaires ainsi que dans son attitude à la tribune (voir partie 1 sur les infractions sanctionnées) est une stratégie, d'une part, pour rompre avec l'image aride du Thatchérisme<sup>1231</sup> et celle de Margaret Thatcher souvent qualifiée d'agressive, et d'autre part, pour correspondre aux attentes que peuvent avoir la communauté politique et le public d'un Premier ministre. En effet, le leader idéal doit être aux yeux des électeurs, avant toute chose, honnête<sup>1232</sup>. Cette stratégie est toutefois à double tranchant, surtout lorsque l'opposition trouve une faille dans la narration sur l'homme ordinaire et simple comme cela a été le cas lors d'une séance de *PMQs* en juillet 1991 où un député travailliste (Mr Haynes) demanda au Premier ministre où se trouvait *Honest John* lorsqu'il lui avait posé la veille une question sur ce qu'il connaissait des fraudes commises par la *Bank of Credit and Commerce International (BCCI)*<sup>1233</sup>

---

<sup>1226</sup> Alwyn W. Turner, « John Major and the Classless Society », dans Hickson Kevin and Williams Ben (eds.), *John Major: An Unsuccessful Prime Minister? Reappraising John Major*, Londres, Biteback Publishing, 2017.

<sup>1227</sup> Plus jeune, John Major, juché sur une boîte à savon au sud de Londres, haranguait les passants près de *Brixton Market*. Cette façon de s'adresser publiquement à des passants est dans la tradition des orateurs du *Speaker's Corner* à *Hyde Park* fondée sur le principe de la libre expression.

<sup>1228</sup> Référence à *The Importance of Being Earnest* d'Oscar Wilde.

<sup>1229</sup> *How Labour lost the "unlosable election"*, Anthony Broxton, *The Critic*, 9 avril, 2022.

URL: <https://thecritic.co.uk/how-labour-lost-the-unlosable-election/>

<sup>1230</sup> *Honest John versus Tricky Tony...*, Andrew Marr, *The Independent*, Wednesday 15 January 1997.

URL: <https://www.independent.co.uk/voices/honest-john-versus-tricky-tony-1283252.html>

<sup>1231</sup> Kevin Theakston, « Political Skills and Context in Prime Ministerial Leadership in Britain », *Politics and Policy*, vol. 30 n°2, 2002, p. 283-323.

<sup>1232</sup> Diego L. Garzia, « The personalization of politics in Western democracies: Causes and consequences on leader-follower relationships », art. cit., p. 4.

<sup>1233</sup> Voir l'article du Monde, *Le scandale de la Bank of Crédit and Commerce International La BCCI et son fondateur sont inculpés de fraude et de blanchiment d'argent sale*, 31 juillet 1991.

URL : [https://www.lemonde.fr/archives/article/1991/07/31/le-scandale-de-la-bank-of-credit-and-commerce-international-la-bcci-et-son-fondateur-sont-incipules-de-fraude-et-de-blanchiment-d-argent-sale\\_4007880\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1991/07/31/le-scandale-de-la-bank-of-credit-and-commerce-international-la-bcci-et-son-fondateur-sont-incipules-de-fraude-et-de-blanchiment-d-argent-sale_4007880_1819218.html)



lorsqu'il était Chancelier de l'Échiquier. Ou encore lors de séances en novembre et décembre 1996 pendant lesquelles des députés de l'opposition demandent au Premier ministre « s'il a pris des sanctions concernant la campagne des Conservateurs sur *Honest John* »<sup>1234</sup> et « s'il est prêt à retirer ses affiches mensongères » qui prétendent que « *Honest John* a baissé les impôts sur le revenu »<sup>1235</sup> et finissent par conclure que « personne ne peut se fier à *Honest John* »<sup>1236</sup>. Ceci est la parfaite illustration des limites à l'importance d'être perçu comme étant doté de telle ou telle qualité sans nécessairement les posséder. Dans le contexte d'accusations de corruption et de scandales d'ordre sexuel, l'image de l'homme honnête s'est violemment retournée contre le Premier ministre et certainement davantage que s'il n'avait pas créé ce personnage d'*Honest John*.

Toujours en lien avec l'attitude adoptée par le Premier ministre reflétant certaines qualités personnelles attendues d'un leader (voir plus haut la définition des deux types de personnalisation), la lecture de notes pendant les *PMQs* nous semble apporter une indication supplémentaire sur les aptitudes du Premier ministre à mettre en scène une version optimale de soi. John Major ne se passe jamais de notes. Il est très dépendant de son volumineux et très encombrant classeur qu'il dépose lourdement sur la table des débats à chaque fois qu'il se lève pour répondre à une question. Même s'il ne lit pas toujours ses notes, il est toujours littéralement accroché au classeur. Avec David Cameron et Theresa May le volume du classeur diminue pour n'être finalement que quelques feuilles agrafées. Il est très rare que David Cameron lise ses notes, il ne le fait que lorsqu'il donne une citation *verbatim*, on oublie même la présence du classeur déposé sur la table devant lui. Theresa May semble très peu dépendante de ses notes. Cela peut paraître anodin mais le recours plus ou moins important à des notes écrites envoie un message au public. En effet, ne pas lire ses notes permet de paraître plus à l'aise dans l'art oratoire, et cela permet également de suggérer que le Premier ministre connaît parfaitement bien tous les sujets abordés lors de la séance. Cela signifie qu'il a été briefé par son équipe et qu'il contrôle parfaitement, à la fois, les sujets, mais également le script de ses réponses. En revanche, dans le cas de John Major, une impression d'inconfort et de faible maîtrise de la représentation est donnée aux députés ainsi qu'aux téléspectateurs.

Nous considérons, comme Murray Edelman, que la construction d'une persona (d'un

---

<sup>1234</sup> Hansard, HC, 28/11/1996, vol.286, col. 461. Mr. Martlew: Does the Prime Minister sanction the Tory party campaign on "Honest John"?

<sup>1235</sup> Hansard, HC, 03/12/1996, vol. 286, col. 792. Mr. Walley: [...] will he now take down his untrue posters that falsely claim that honest John has given lower income tax?

<sup>1236</sup> Hansard, HC, 28/11/1996, vol. 286, col. 461. Mr Martlew: Is not the reality that nobody believes "Honest John"?

personnage public) peut « devenir un critère pour évaluer l'efficacité d'un leader »<sup>1237</sup>. D'une part, le leader se construit un personnage dont l'attitude et l'apparence suggèrent des qualités personnelles utiles pour consolider le leadership. D'autre part, le simple fait d'être capable de créer un personnage, c'est-à-dire l'art de la mise en scène de soi, représente un critère d'évaluation du leadership. Dans cette mesure, il est possible d'affirmer que John Major n'est pas à l'aise dans cet exercice, et ses tentatives se révèlent parfois contre-productives comme dans le cas de la création du personnage de « *Honest John* ». Quant à Theresa May, le choix des symboles dans ses tenues vestimentaires (en évoquant celles de la « Dame de fer ») a fourni à l'opposition maintes occasions de raviver les sentiments négatifs associés à la politique (et à la personne) de M. Thatcher. David Cameron, en revanche, semble être le plus efficace dans cet art de la mise en scène de soi. Cela est confirmé par l'étude de la personnalisation de la personne politique par le biais de la présentation d'éléments de la vie privée du Premier ministre.

## 1.2. Fiction de vie privée

On notera qu'aucune référence à sa vie privée n'est faite par John Major. En revanche, on en recense seize pour David Cameron et quatre pour Theresa May. Il est difficile de complètement exonérer John Major au motif que cette démarche est un phénomène récent, car selon l'étude de Ana I. Langer, le nombre de références que les politiciens faisaient à leur vie privée et à leur personnalité ont connu une augmentation constante depuis les années 1980<sup>1238</sup>. Il est donc possible d'en conclure que John Major a résisté à cette tendance et a préféré ne pas utiliser cet outil pour renforcer la personnalisation du pouvoir du Premier ministre et donc son leadership. Cependant, cette attitude qui consiste à faire référence à sa vie personnelle est devenue une routine politique plutôt à partir des années Blair, à la fin des années 1990, notamment sous l'effet d'une couverture médiatique toujours plus importante<sup>1239</sup>. En réalité, les Premiers ministres n'ont plus trop le choix de ne pas se plier à cette routine car la politique telle que pratiquée lors de campagnes électorales ou lors de débats tels que ceux qui ont lieu lors des *PMQs*, accorde une place très importante aux sujets liés à la personnalité du leader de parti et le public s'en sert pour déterminer le degré de sympathie et de charisme<sup>1240</sup> du Premier

---

<sup>1237</sup> "The construction of a persona can also become a criterion of effectiveness", Murray Edelman, *Constructing the Political Spectacle*, Chicago, University of Chicago Press, 1988, p. 42.

<sup>1238</sup> Ana Langer, *The personalisation of politics in the UK: Mediated Leadership from Atlee to Cameron*, Manchester, Manchester University Press, 2011, p. 97.

<sup>1239</sup> *Ibid.*

<sup>1240</sup> Thomas McMeeking, *A reassessment of the leadership of J. Major Using the Greenstein Model*, *op. cit.*

ministre. Les électeurs se servent des qualités humaines que présente le Premier ministre afin de se forger une opinion sur les qualités de ce dernier en tant que leader. Cette analyse repose sur le postulat de Diego Garzia selon lequel « les idées qu’ont les électeurs concernant la nature humaine peuvent servir de points de référence pour évaluer un candidat »<sup>1241</sup>, plutôt que le recours à l’idéologie ou la position du candidat sur tel ou tel thème ou sujet politique. On comprend alors à quel point il est important pour un homme ou une femme politique d’apparaître sous les traits d’un personnage dont la vie personnelle est non seulement en accord avec les qualités que les électeurs privilégient, mais également avec les valeurs du parti et de l’idéologie du parti. Les positions partisans correspondent à des manières d’être et des styles de vie et les plus petits symboles de la vie quotidienne sont susceptibles de signifier une option politique. Dans cette logique, les candidats sont amenés à présenter aux électeurs une fiction de vie privée qui doit reproduire les choix du programme politique. David Cameron l’a très bien compris, parmi les seize références explicites à sa vie privée, toutes sans exception, sont en lien direct avec sa famille, thème qui se trouve au centre de son programme électoral de 2010. Il évoque, tour à tour, sa mère (qui « était magistrate pendant des années au tribunal de Newbury »<sup>1242</sup>, et avec qui il a « fêté la fête des mères »)<sup>1243</sup>, ses trois enfants<sup>1244</sup><sup>1245</sup>, (qui « sont charmants<sup>1246</sup> » et vont à « l’école locale<sup>1247</sup> »), et son père (« qui vient de décéder »)<sup>1248</sup> ou encore son épouse Samantha, et même le chat de la maison, Larry<sup>1249</sup>. Il évoque surtout son rôle de père, et de parent qui emmène ses enfants au théâtre à Whitehall<sup>1250</sup>, ou au Musée impérial de la guerre<sup>1251</sup>. Ces éléments de la vie privée de David Cameron, que ce dernier dissémine au gré des séances de *PMQs*, font apparaître le Premier ministre comme un excellent porte-parole

---

<sup>1241</sup> Diego L. Garzia, 2011, « The personalization of politics in Western democracies: Causes and consequences on leader-follower relationships », art. cit.

<sup>1242</sup> *Hansard, HC*, 07/07/2010, vol. 513, col. 363. D. Cameron: [...] my mother, who served on the Newbury bench for many, many years.

<sup>1243</sup> *Hansard, HC*, 09/03/2016 vol. 607, col. 274. D. Cameron: [...] it was right to celebrate mother’s day. I shared it with my mother.

<sup>1244</sup> *Hansard, HC*, 14/05/2014 vol. 580, col. 750. D. Cameron: As the father of three young children [...]

<sup>1245</sup> *Hansard, HC*, 07/2014 col.580, vol. 143. D. Cameron: I am the father of two young daughters [...]

<sup>1246</sup> *Hansard, HC*, 13/07/2016 vol. 613, col. 288. D. Cameron: [...] my lovely children, who are all watching from the Gallery today.

<sup>1247</sup> *Hansard, HC*, 14/07/2010 vol. 513, col. 948. D. Cameron: I am pleased to say that my children attend a local school in Conservative-controlled Kensington.

<sup>1248</sup> *Hansard, HC*, 15/09/2010 vol. 515, col. 873. D. Cameron: [...] for her very kind words about my father and our new daughter.

<sup>1249</sup> *Hansard, HC*, 13/07/2016, vol. 613, col. 289. D. Cameron: This is the rumour that somehow I do not love Larry; I do, and I have photographic evidence to prove it. Sadly, I cannot take Larry with me.

<sup>1250</sup> *Hansard, HC*, 13/04/2016, vol. 608, col. 350. D. Cameron: Let me put in a plug for “The Curious Incident of the Dog in the Night-Time”, which is still on at the theatre on Whitehall. I took my children the other day.

<sup>1251</sup> *Hansard, HC*, 16/07/2014 vol. 584 col. 859. D. Cameron: [...] the Imperial war museum [...] I know that my own children enjoy going there.

des valeurs familiales traditionnelles soutenues par l'idéologie conservatrice. En effet, la famille en question est une famille que l'on pourrait qualifier aujourd'hui de nombreuse, et bien sûr, unie dans le mariage. Ces détails sur sa famille font émerger des qualités de « bon père de famille » aimant et soucieux du bien-être de ses proches, autant de qualités très certainement appréciées par l'ensemble de l'électorat. En regardant de plus près les seize références à la famille de David Cameron, on en compte cinq relatives à la maladie de son fils. En effet, David Cameron ne manquera pas de préciser que son fils est « très handicapé »<sup>1252</sup>, « atteint de paralysie cérébrale », ce qui a amené la famille Cameron à fréquenter assidûment les hôpitaux d'Oxford<sup>1253</sup>. Outre le fait de projeter l'image d'un père courageux et dévoué, ces références parlent de l'expérience vécue d'un père de famille usager du système de santé britannique. Des trois piliers fondamentaux du discours persuasif<sup>1254</sup>, l'éthos est celui que David Cameron privilégie ici. Très simplement, l'éthos est l'image que le locuteur donne de lui-même à travers son discours lorsqu'il s'adresse à un public<sup>1255</sup>. L'éthos proprement rhétorique est lié à l'énonciation même, et non à des éléments extra-discursifs sur le locuteur, par exemple, un éloge provenant d'un député du parti. Selon Aristote, « on persuade par le caractère quand le discours est de nature à rendre l'orateur digne de foi<sup>1256</sup> ». L'objectif est donc de susciter la confiance du public en projetant une impression de crédibilité et de sympathie par la mise en scène de qualités. Si les gens ne voient pas la personne politique comme une personne en qui ils peuvent avoir confiance, le discours de ce politicien n'aura aucun effet, peu importe l'argumentation et la validité de ses idées. L'éthos est souvent associé à la parole d'expert. L'expérience vécue, le savoir-faire sont des leviers pour convaincre l'auditoire de sa crédibilité. David Cameron, tout en suscitant la sympathie du public par l'évocation de la terrible maladie de son fils, parvient à donner l'image d'un homme qui sait parfaitement bien, et certainement mieux que beaucoup, comment fonctionne le système de santé et est, donc, la personne idoine pour traiter les problèmes relevant du système national de santé (*NHS*). Pour résumer, les différentes mentions de la maladie du fils de David Cameron sont la parfaite illustration de l'instrumentalisation de la vie privée à des fins politiques.

Le cas de Theresa May est intéressant de ce point de vue. Parmi les quatre références à sa vie privée, la moitié concerne sa famille (son mari et sa marraine) et l'autre moitié a trait à son

---

<sup>1252</sup> Hansard, HC, 05/09/2012 vol. 549, col. 237. D. Cameron: *I quite understand, as a parent of a very disabled child who had cerebral palsy.*

<sup>1253</sup> Hansard, HC, 05/12/2012 vol. 554, col. 867. D. Cameron: *For many years, my family used a children's hospice in Oxford that got absolutely no state support at all.*

<sup>1254</sup> Logos, pathos, et ethos

<sup>1255</sup> Voir URL : <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/ethos/>

<sup>1256</sup> Aristote, *Rhétorique.*, liv.1, chap. 2, § 5-9 dans Médéric Dufour, 1932, Paris, Les Belles Lettres, 1932.

diabète de type 1. Contrairement à David Cameron, Theresa May est plus en retenue sur les détails de sa vie personnelle. Elle ne fait allusion à son mari que lors de sa dernière séance de *PMQs*<sup>1257</sup>, avant cela, elle ne mentionne jamais d'anecdotes sur sa famille. Lorsqu'elle parle de sa marraine, c'est pour donner un ton plus personnel à son combat pour le droit des femmes en racontant qu'elle est issue d'une lignée de suffragettes<sup>1258</sup>. A l'instar de David Cameron, Theresa May se sert de la maladie pour signifier qu'elle connaît très bien cette maladie (établissant ainsi un lien privilégié avec les personnes souffrant de diabète et plus généralement de maladies chroniques) mais surtout que le système de santé lui est très familier et qu'elle en connaît les arcanes. Une telle stratégie semble, de prime abord, fonctionner comme celle de David Cameron lorsqu'il évoque la maladie de son fils. En réalité, Theresa May, en répétant qu'elle souffre de diabète de type 1<sup>1259</sup> sape son leadership. A l'instar des chefs des sociétés segmentaires (tel que le *Big Man*)<sup>1260</sup>, le leader du parti doit apparaître comme un être exceptionnel, sans faille et surtout en bonne santé. À ce propos, Michael Foley corrobore cette analyse en expliquant que « la priorité absolue est de maintenir l'apparence d'un leader vigoureux »<sup>1261</sup>. Il ne s'agit pas simplement d'un leader qui, en tant qu'individu, est handicapé ou malade mais bien de l'intégrité du groupe qui est compromis par ce problème médical. Dans le contexte du leadership politique, l'impression d'être en bonne santé est un atout hautement estimé qui doit être entretenu et utilisé comme stratégie<sup>1262</sup>. Lorsque, pendant une séance de *PMQs*, Theresa May est filmée en train de manger du sucre pour faire remonter son taux de glycémie, cela donne l'image d'un leader malade et vulnérable. Ce sentiment est renforcé lorsque Theresa May, lors d'une séance de *PMQs*<sup>1263</sup>, est très enrouée et peut à peine parler. Jeremy Corbyn ne manquera pas de le faire remarquer à la Chambre et de lui faire part de la compassion qu'il éprouve pour elle<sup>1264</sup>. Ce point soulève une contradiction dans la vision du leader par les affidés. D'une part, il semble que le côté ordinaire et humain du Premier ministre soit un élément indispensable pour réduire la distance entre le public et le leader et ainsi

<sup>1257</sup> Hansard, HC, 24/07/2019, vol. 663, col. 1301. T. May: *I am pleased to be able to see my husband in the Gallery today.*

<sup>1258</sup> Hansard, HC, 07/02/18 vol. 635 col. 1484. T. May: *I heard about the suffragettes' fight from my late godmother whose mother was a suffragette.*

<sup>1259</sup> Hansard, HC, 01/02/17, vol. 620, col. 1024. T. May: *I recognise this issue particularly personally, although I am a type 1 diabetic rather than type 2; 15/11/17 vol. 631, col. 359. T. May: I have had one, as a type 1 diabetic.*

<sup>1260</sup> Marshall Sahlins, « Poor Man, Rich Man, Big-Man, Chief: Political Types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 5, n°3, 1963, p. 285-303.

<sup>1261</sup> Michael Foley, *The British Presidency*, Manchester, Manchester University, Macmillan, 2000, p. 124.

<sup>1262</sup> *Ibid.*

<sup>1263</sup> Hansard, HC, 13/03/2019, vol. 656, col. 335.

<sup>1264</sup> Hansard, HC, 13/03/2019, vol. 656, col. 335. J. Corbyn: *I do have sympathy for the Prime Minister with her voice, and I hope it soon recovers. I understand how painful this is.*

influencer leur soutien. L'historien Antoine Prost évoque, à ce propos, la tendance des électeurs, dans les démocraties modernes, à choisir des gouvernants à leur image<sup>1265</sup>. Cette recherche de ressemblance, selon lui, inciterait les hommes politiques à déployer beaucoup de stratégies pour donner l'impression d'être à l'aise avec les sujets relatifs à la vie privée et à l'intime, et ainsi apparaître comme des êtres dotés de sentiments, de désirs, de qualités humaines facilement reconnaissables et plébiscitées par le public. D'autre part, les fidèles s'attendent à ce que leur leader soit un homme extraordinaire, aux capacités hors du commun<sup>1266</sup>. L'équilibre entre le fait de donner l'impression d'être une personne simple et ordinaire et celui d'être un être singulier et exceptionnel peut être difficile à trouver. On peut s'étonner du nombre relativement faible de références à la vie privée concernant les trois Premiers ministres à l'étude (aucune pour John Major, seize pour David Cameron et quatre pour Theresa May) mais comme dans le cas des infractions sanctionnées (voir première partie), ce genre d'occurrence est très remarqué et doit être très occasionnel pour que son effet soit optimal. Dans le cas d'une utilisation trop fréquente, ces occurrences perdraient de leur efficacité et transformeraient le Premier ministre en une personne trop ordinaire, trop familière, désacralisant ainsi la fonction de Premier ministre.

Selon les études sur la personnalité en politique, le leadership du Premier ministre reposerait donc, en partie, sur la mise en scène de soi. Cette représentation de soi est rendue possible par l'adoption d'une attitude particulière, de tenues vestimentaires choisies ou plus généralement de signes distinctifs mais également par l'évocation de certains détails de sa vie privée. Le récit et les éléments visuels sont associés dans cette mise en scène de la personne politique. La rhétorique s'accompagne d'un talent de metteur en scène pour créer un effet dramatique efficace, et l'art de combiner les deux (c'est-à-dire la mise en scène de la rhétorique) renforce le leadership du Premier ministre. L'habillage du discours constitue en quelque sorte un style propre à chaque orateur qui lui donne l'avantage sur les autres, et ce, au-delà de l'information contenue dans le message. La mise en scène du discours est donc essentielle dans l'évaluation du leadership du Premier ministre pendant les *PMQs*.

## **2. Mise en scène du discours**

### **2.1. Le Premier ministre en tant que metteur en scène**

---

<sup>1265</sup> Antoine Prost, « Transitions et interférences » dans Philippe Ariès, et Georges Duby (eds.), *Histoire de la vie privée, Tome 5., De la Première Guerre mondiale à nos jours*, Paris, Seuil, 1987.

<sup>1266</sup> Diego L. Garzia, « The personalization of politics in Western democracies: Causes and consequences on leader-follower relationships », art. cit.

Le leadership du chef sera associé au succès et à la puissance si son discours est « passionné »<sup>1267</sup>. Cela signifie que le Premier ministre doit déployer beaucoup d'énergie, de vigueur et surtout multiplier les effets de mise en scène. Il faut marquer les esprits, et le langage permet précisément la réalisation de cet objectif car le pouvoir se donne à voir par les mots, mais aussi par leur mise en scène<sup>1268</sup>.

L'intérêt des *PMQs* dans cet exercice réside dans le fait que ces séances sont hautement ritualisées et théâtrales. Une étude de la scénographie de ces représentations pourrait davantage confirmer l'aspect théâtral des séances (c'est ce qu'appelle Erving Goffman la « façade »)<sup>1269</sup> les éléments scéniques de l'appareillage symbolique tels que le mobilier, le décor, la disposition des acteurs, le lieu, les objets et leur disposition, les effets de caméras...) mais il s'agit là d'un travail qu'il serait intéressant de conduire de façon isolée. En résumé, tout s'agence parfaitement pour livrer une représentation aux effets dramatiques assurés. Nous avons déjà eu l'occasion de le constater avec les attaques verbales et les attaques sanctionnées. Le fait même d'utiliser une attaque verbale produit un effet dramatique. Pour saisir à quel point les séances de *PMQs* sont spectaculaires dans le sens théâtral du terme, il faut les comparer avec les séances du *Liaison Committee*<sup>1270</sup>. La comparaison est pertinente dans la mesure où il s'agit de moments où le Premier ministre, soumis à des questions sur l'action du gouvernement, doit rendre des comptes devant un comité. Les effets de mise en scène sont quasiment réduits à néant. Les deux points de différences majeures entre les *PMQs* et ce comité résident, d'une part, dans la configuration spatiale (le Premier ministre fait face à aux présidents des différents *Select Committees* assis en cercle, en U plus précisément, devant lui), et d'autre part dans l'absence du groupe parlementaire conservateur (aucun *backbencher* n'est présent). Les réponses du Premier ministre sont dépourvues d'attaques verbales directes, dépourvues de jeux de mots ou d'effets dramatiques, les échanges sont factuels. C'est l'absence de *MPs* qui anéantit tout effet tribal, en effet, la coopération des *backbenchers* est nécessaire à la mise en scène du Premier ministre et de son discours. C'est ce que Erving Goffman appelle « l'équipe », c'est-à-dire, « tout ensemble de personnes coopérant à la mise en scène d'une représentation

---

<sup>1267</sup> Donald Kurtz, *Political Anthropology*, op. cit., p. 37.

<sup>1268</sup> Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, op. cit.

<sup>1269</sup> *Ibid.*

<sup>1270</sup> Le *Liaison Committee* (le comité de liaison) coordonne les travaux des commissions de contrôle (*select committees*) et arrête leur programme de travail. Trois fois par an, ce comité est chargé d'interroger le Premier ministre sur les questions de politique publique. En cela, il s'agit d'un organe de contrôle de l'exécutif.

UFR : <https://committees.parliament.uk/committee/103/liaison-committee-commons/role/> consulté le 19/07/2022

particulière<sup>1271</sup> ». Il existe dans le groupe une étroite relation d'interdépendance entre le Premier ministre et les *MPs* assis derrière lui. Les membres de « l'équipe » doivent se faire confiance. Ce sont des « équipiers » parmi lesquelles la loyauté prévaut<sup>1272</sup>. Il peut cependant y avoir des désaccords qu'il faut maîtriser au mieux afin de maintenir la définition de la situation<sup>1273</sup> (c'est-à-dire de bien mener la situation interactionnelle que l'on s'est donnée). Comme dans toute représentation, le directeur de l'équipe (pour reprendre le terme de Erving Goffman<sup>1274</sup>), ou le metteur en scène (si l'on utilise de l'image et le lexique de la dramaturgie), a la tâche de distribuer les rôles et de définir la « façade personnelle<sup>1275</sup> » des équipiers (éléments qui confondus avec la personne de l'acteur le suivent partout). Dans notre cas, cette façade personnelle est l'attitude et l'apparence attendues d'un *backbencher*. Pendant les *PMQs*, le rôle attendu des *backbenchers* du parti est de faciliter les réponses du Premier ministre en posant ce que l'on appelle des « questions faciles » (*planted questions*)<sup>1276</sup> ou de le soutenir par des cris d'encouragements ou de félicitations (*supportive backchanneling disruptions*, voir première partie). Et si le public se rend compte de la présence d'un directeur, il tiendra à le rendre davantage responsable de la qualité de la représentation. Le critère d'évaluation du leadership du Premier ministre concerne ici ses talents ou ses capacités à mettre en scène son discours mais également à diriger, à l'instar d'un metteur en scène, le jeu des « équipiers » dans leur rôle de *backbenchers*.

## **2.2. Les différentes techniques de mise en scène du discours : Les bons mots, les jeux de mots, les saynètes et les sketches**

En s'attachant à l'étude de la mise en scène du discours des trois Premiers ministres à l'étude, on remarque que cette mise en scène présente des points communs dans leur nature et leur fonction. Tout d'abord, elle sert principalement à attaquer l'adversaire pour saper son autorité. Ensuite, on remarque qu'elle crée presque toujours un effet humoristique. En réalité, il s'agit d'attaques verbales (*FTA*) mises en scène sur le mode de l'humour afin d'atteindre un degré plus élevé de dramatisation qu'avec une simple *FTA*. Selon la typologie utilisée par Alexander Pundt et Felicia Herrmann dans leur étude sur l'impact de l'humour sur les relations

---

<sup>1271</sup> Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, op. cit.

<sup>1272</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>1273</sup> *Ibid.*

<sup>1274</sup> *Ibid.*, p. 98-99.

<sup>1275</sup> *Ibid.*

<sup>1276</sup> Franklin Mark et Philip Norton, *Parliamentary Questions*. Oxford, Clarendon Press, 1993, p. 77.



entre leader et followers<sup>1277</sup>, l'humour en question relève de l'humour dit « agressif », c'est-à-dire, « une forme négative d'humour qui a pour objectif de se moquer de l'autre ou utilisé afin d'offenser l'autre pour affirmer sa supériorité sur les autres »<sup>1278</sup>.

Les techniques de mise en scène de leur discours sont diverses et présentent des similitudes. Elles peuvent impliquer l'utilisation de bons mots, de jeux de mots ou encore de saynètes. Par exemple, John Major en mars 1992, va utiliser une citation de Shakespeare pour faire un bon mot et attaquer le parti travailliste qui réclame au Premier ministre un débat télévisé.

Nous avons mieux qu'un débat, nous avons une élection générale [...] Si je me souviens précisément les mots de Shakespeare :

«Le fil de sa verbosité est plus finement dévidé que l'écheveau de son argumentation »<sup>1279</sup>

De façon tout à fait appropriée, cela est tiré de *Love's Labour's Lost*<sup>1280</sup>. Et le *Labour* va perdre<sup>1281</sup>

David Cameron, quant à lui, profitera quelques années plus tard, en janvier 2016, du 400<sup>ème</sup> anniversaire de la mort de Shakespeare pour faire des jeux de mots contre le parti travailliste et leur « *revenge reshuffle* » (une sorte de purge parmi les ministres dans le « gouvernement fantôme »)<sup>1282</sup> :

Le 400<sup>ème</sup> anniversaire de la mort de Shakespeare est le moment idéal pour célébrer tout ce qu'il a légué à notre langue et notre culture et bien sûr au monde. [...] Je trouve que Shakespeare est très à propos dans toute circonstance. Prenons, par exemple, ce que nous pensons à ce moment précis. À un moment donné, on a eu l'impression que ce remaniement pouvait entrer dans *La nuit des rois*. C'était un remaniement de contre-attaque, cela allait donc être *Comme il vous plaira*. Je pense toutefois que nous pouvons conclure que tout cela a tourné à *La Comédie des*

---

<sup>1277</sup> Alexander Pundt, Felicia Herrmann, « Affiliative and aggressive humour in leadership and their relationship to leader-member exchange », *Journal of Occupational and Organizational Psychology*, vol. 88, n°1, 2015, p.108-123.

<sup>1278</sup> Maryhope Howland et Jeffrey Simpson, « Attachment orientations and reactivity to humor in a social support context » *Journal of Social and Personal Relationships*, 2014, vol. 31, n°1, cités dans Alexander Pundt, Felicia Herrmann, « Affiliative and aggressive humour in leadership and their relationship to leader-member exchange », art. cit.

<sup>1279</sup> Traduction, François-Victor Hugo, Shakespeare, *Peines d'amour perdues*, GF Flammarion, 1965, p. 276 (acte 5, sc 1).

<sup>1280</sup> *Peines d'amour perdues* de Shakespeare

<sup>1281</sup> Hansard, HC, 12/03/1992, vol. 205, col. 968. J. Major: *We have better than a debate—we have a general election, at which the case can be taken to the people. If I accurately recall my Shakespeare:*

""He draweth out the thread of his verbosity finer than the staple of his argument.""  
*Appropriately, that quote comes from "Love's Labour's Lost"—and Labour will lose—[Interruption.]*

<sup>1282</sup> Un remaniement qui dura plus de 34 heures et qui vit l'éviction de ministres notables comme Michael Dugher and Pat McFadden. Ce remaniement aurait été, selon la presse, un acte de vengeance de la part de J. Corbyn envers les membres déloyaux du parti.

*erreurs, et, a peut-être fait Beaucoup de bruit pour rien. Il y aura ceux qui craignent que les Peines d'amour [soient] perdues*<sup>1283</sup>.

Ce qui se rapproche le plus de la mise en scène d'un script où un député et le Premier ministre se livrent à jeu d'acteurs est la saynète<sup>1284</sup>. Par exemple, dans la formulation de sa question, le *backbencher* commence la scène en exposant la situation à partir de laquelle les jeux de mots, et l'humour plus généralement, vont pendre forme, et, dans sa réponse, le Premier ministre va rebondir sur ce qui vient d'être dit pour finalement finir par une chute savoureuse. Pour illustrer ce point, l'exemple de l'échange entre le député, Mr Field et John Major lors d'une *PMQs* du 19 janvier 1993 est très à propos :

Mr Field : Est-ce que mon Honorable ami accueille favorablement la publication, aujourd'hui, du code de la route ? Va-t-il s'assurer que des exemplaires soient fournis aux membres de l'opposition, qui, pour certains, semblent être coincés sur un rond-point, pas certains de savoir quelle sortie prendre, alors que d'autres ont l'air résolu à doubler leur leader sur la droite, alors que nous, dans ce gouvernement, nous regardons tout droit sur la grand' route devant nous (the major road).

John Major : Je souhaiterais, si vous me le permettez, répondre à cette question du test. Je suis très heureux de la publication de ce nouveau code de la route. Je dirais qu'il me semble très important que le Leader de l'opposition le regarde peut-être. Il pourrait apprendre, après ses propositions de ce matin, qu'il ne doit pas mettre son clignotant à droite quand en réalité il tourne à gauche<sup>1285</sup>.

Un autre exemple illustre également très bien la mise en scène de l'attaque. Il s'agit de la saynète entre Mr Delvin et John Major<sup>1286</sup> qui se moque du député travailliste Dennis Skinner

---

<sup>1283</sup> *Hansard, HC, 06/01/2016, vol. 604, col. 280. D. Cameron: The 400th anniversary of the death of Shakespeare is a very good moment for us to celebrate everything he has given to our language and our culture and, indeed, to the world [...]. I find that Shakespeare provides language for every moment. Let us consider what we are thinking about at the moment. There was a moment when it looked like this reshuffle could go into its twelfth night. It was a revenge reshuffle, so it was going to be as you like it. I think, though, we can conclude that it has turned into something of a comedy of errors—perhaps much ado about nothing. There will be those who worry that love's Labour's lost.*

<sup>1284</sup> Petite pièce comique ne comprenant généralement qu'une scène et un nombre restreint de personnages.

<sup>1285</sup> *Hansard, HC, 19/01/1993 vol. 217, col. 260. Mr. Field Does my right hon. Friend welcome the publication of the highway code today? Will he ensure that copies are made available to Opposition Members, some of whom seem to be stuck on a roundabout, uncertain as to which exit to take, while others seem intent on overtaking their leaders on the inside, while we on the Government side look forward to a major road ahead?*

*The Prime Minister: I should like, if I may, to try to respond to that testing question. I very much welcome the publication of the new highway code. I am bound to say that it does seem to me extremely important that the Leader of the Opposition perhaps should study it. He might learn, after his proposals this morning, that he should not signal right when he is turning left.*

<sup>1286</sup> *Hansard, HC, 11/02/1997, vol. 290, col. 138.*

(voir exemples en Annexe 12). Ce qui est intéressant ici, c'est de remarquer l'absence d'informations utiles au débat dans cet échange, il ne s'agit que de la théâtralisation d'une attaque verbale mise en scène sur quelques minutes pendant lesquelles les acteurs jouent leur partition, et les députés conservateurs jouent la leur en riant et criant à tout rompre. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le souligner, le message et la qualité de la prestation ne se réduisent qu'à la forme, plus besoin de répondre à des questions sur le fond ou sur l'action politique du gouvernement, l'action théâtrale est suffisante. Dans le cas de David Cameron, la saynète présente un très haut degré de théâtralisation. En effet, la façon dont une députée conservatrice (Mrs Eleanor Laing) et le Premier ministre adressent au *SNP* le message selon lequel l'unité du Royaume doit prévaloir sur l'indépendance de l'Écosse met en scène les vers de deux poèmes du célèbre poète écossais Robert Burns<sup>1287</sup>. L'un vantant l'unité de la Grande-Bretagne et l'autre rappelant la vulnérabilité de la souris (ici une métaphore pour l'Écosse) face au monde. Cette hybridation du discours parlementaire politique avec le jeu dramaturgique autour de poèmes en dialecte écossais est la démonstration de la possible coexistence de l'identité écossaise au sein du système de Westminster.

Dans le cas de David Cameron et de Theresa May, les jeux de mots ou les bons mots sont très souvent lancés par le Premier ministre sans qu'aucune perche ne lui soit tendue par un *backbencher* (c'est-à-dire sans le jeu de la saynète). David Cameron utilise beaucoup de références à la culture populaire télévisuelle dans l'élaboration de ses jeux de mots. Un exemple (voir Annexe 12 pour d'autres exemples) concerne la sitcom *Mrs Brown's Boys* :

David Cameron : Ils ont mis notre économie en faillite. Nous savons que *Mrs Brown's Boys* était une comédie ; *Mr Brown's Boys* était une tragédie<sup>1288</sup>.

Un autre exemple fait référence aux Monty Python :

Je dois dire que je commence à admirer sa ténacité. Il me rappelle le Chevalier Noir dans *Monty Python : Sacré Graal* ! Il se prend des coups de pied de si nombreuses fois mais il dit, « continuez, ce ne sont que des égratignures ». J'admire cela<sup>1289</sup>.

---

<sup>1287</sup> Robert Burns, *The Drumfries Volunteers*, 1795 ; *To a Mouse, On Turning Her Up in Her Nest with the Plough*, 1785.

<sup>1288</sup> Hansard, HC, 03/12/2014, vol. 589, col. 295. D. Cameron: *They bankrupted our economy. We know that "Mrs Brown's Boys" was a comedy; "Mr Brown's Boys" was a tragedy.*

<sup>1289</sup> Hansard, HC, 13/07/2016 vol. 613, col. 287. D. Cameron: *Let me say something to the right hon. Gentleman about the democratic process of leadership elections, because I did say a couple of weeks ago—[Interruption.] I have to say that I am beginning to admire his tenacity. He is reminding me of the Black Knight in "Monty Python and the Holy Grail". He has been kicked so many times, but he says, "Keep going, it's only a flesh wound." I admire that.*

On se souvient de certaines attaques humoristiques de Theresa May à l'encontre de Jeremy Corbyn :

Theresa May : [...] Mais puis-je le féliciter, parce que normalement il se lève à la tribune chaque semaine pour me demander de signer un chèque en blanc. Je sais qu'il aime les (T)chèques mais vraiment cela est déprimant<sup>1290</sup>.

Ou encore :

T. May : Encore une fois, ce que l'on a de la part du parti travailliste ce sont des faits alternatifs ; ce dont il a réellement besoin c'est d'un leader alternatif<sup>1291</sup>.

Ces petites phrases créent non seulement l'humour et attirent l'attention du public, mais sont aussi l'expression de la créativité du leader politique en tant qu'artiste, qui, à travers sa rhétorique, arrive à créer un symbole, un signe distinctif, comme un geste ou un slogan. Lorsque cette création est particulièrement originale et qu'elle aide à représenter une personne ou un groupe, alors le leader peut être considéré comme charismatique<sup>1292</sup>. L'exemple le plus marquant est celui de la remarque de David Cameron adressée à Tony Blair en 2005 lors de sa première *PMQs* en tant que leader du parti conservateur. David Cameron reproche au Leader de l'opposition de refuser de laisser les écoles décider de leurs admissions seules, arguant qu'« une telle approche appartient au passé » et ajoutant qu'« il veut parler du futur » et conclut par la devenue très célèbre formule « il a été le futur autrefois »<sup>1293</sup>. David Cameron reprendra, lors de sa dernière *PMQs*, cette même réplique, mais cette fois-ci, pour parler le lui : « Après tout, comme je l'ai dit une fois, j'ai été le futur autrefois »<sup>1294</sup>.

Un autre procédé humoristique concernant la mise en scène du discours se présente sous la forme d'histoires drôles ou plus précisément de sketches<sup>1295</sup>. Très proche de la saynète, mais différent malgré tout car le Premier ministre est, cette fois-ci, seul dans la conduite de cet exercice. Nous n'avons recensé aucune occurrence de ce genre de mise en discours pour John Major, mais plusieurs concernant David Cameron et Theresa May (voir les exemples Annexe

---

<sup>1290</sup> Hansard, HC, 21/02/2018, vol. 636, col. 153. T. May: *But may I congratulate him, because normally he stands up every week and asks me to sign a blank cheque? I know he likes Czechs, but really that is terribly depressing.*

<sup>1291</sup> Hansard, HC, 08/02/2017 vol.621, col. (inexistante). T. May: *The right hon. Gentleman comes to the Dispatch Box making all sorts of claims. Yet again, what we get from Labour is alternative facts; what it really needs is an alternative leader.*

<sup>1292</sup> Abner Cohen, *Two-Dimensional Man: An Essay on the Anthropology of Power and Symbolism in Complex Society*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1974.

<sup>1293</sup> 07/12/2005, Hansard indisponible. David. Cameron: *He was the future once*. Voir la video : URL: <https://www.youtube.com/watch?v=pfUtkdM4wPI>

<sup>1294</sup> Hansard, HC, 13/07/2016 vol. 613, col. 294. D. Cameron: *After all, as I once said, I was the future once.*

<sup>1295</sup> Courte scène rapide, généralement comique, représentée au théâtre, au music-hall ou au cirque, CNRTL

12). Le 12 septembre lors d'une *PMQs*, David Cameron, utilisera une réponse entière pour mettre en scène son attaque contre Ed Miliband. Il se présente tel un comédien debout à la tribune devant son public. L'objectif est de faire rire les *backbenchers* derrière lui mais surtout l'opposition.

Ceci est une économie qui a généré 1 million de nouveaux emplois dans le secteur privé. Je sais que l'Honorable Membre de la Chambre ne veut pas parler de prédistribution<sup>1296</sup>, mais j'ai fait quelques recherches et je peux lui parler de son nouveau gourou. Son nouveau gourou, l'homme qui a inventé la prédistribution s'appelle, et je n'invente rien, [interruption]. Ils refusent de l'entendre [interruption].

Mr Speaker : Du calme ! Les membres de chaque côté de la Chambre doivent se calmer. Écoutons la réponse du Premier ministre.

David Cameron : Je suis surpris que les membres du parti travailliste ne veuillent pas entendre parler de leur nouveau gourou. Il s'appelle Mr J. Hacker, et les recommandations de Mr J. Hacker est que nous dépensions 200 millions de livres supplémentaires. Lors de mes recherches j'ai découvert son nouveau livre ; il est publié par *Princeton University Press* et s'intitule : *La route vers nulle part*. L'Honorable membre de la Chambre n'a pas besoin de le lire ; nulle part, il y est déjà »<sup>1297</sup>.

## 2.3. Chacun son style

### 2.3.1. John Major partage la scène

Le fait que John Major n'utilise pas le sketch et que Theresa May n'ait pas recours à la saynète indique que les Premiers ministres n'ont pas les mêmes techniques de mise en scène de leur discours et ce sont précisément ces différences qui peuvent nous renseigner sur leur leadership.

---

<sup>1296</sup> Une politique de prédistribution est une politique qui vise à faire en sorte que la distribution des revenus primaires soit la moins inégalitaires possibles

<sup>1297</sup> *Hansard, HC, 12/09/2012, vol. 550, col. 276. D. Cameron: This is an economy that has generated 1 million new private sector jobs. I know the right hon. Gentleman does not want to talk about predistribution, but I have done a little work and I can tell him about his new guru. His new guru, the man who invented predistribution, is called—and I am not making this up—[Interruption.] They do not want to hear —[Interruption.]*

*Mr Speaker: Order. Members on both sides of the House need to calm down. Let us hear the Prime Minister's answer.*

*The Prime Minister: I am surprised that Labour Members do not want to hear about their new guru. He is called Mr J Hacker, and Mr J Hacker's recommendation is that we spend an extra £200 billion and borrow an extra £200 billion in this Parliament. From the work I have done, I have discovered his new book: it is published by Princeton University Press and it is called "The Road to Nowhere". The right hon. Gentleman does not need to read it; he is there already.*

John Major adopte une approche beaucoup plus collégiale que ses deux successeurs conservateurs. En effet, le nombre de mises en scène présentées par les *backbenchers* (une quinzaine) est beaucoup plus élevé que celui du Premier ministre (environ sept). La technique de mise en scène la plus répandue auprès des *backbenchers* conservateurs est la diction très théâtrale de la question, à tel point que John Major en fait la remarque dans sa réponse. Lorsque que Mr Brazier attaque les Libéraux Démocrates et les accuse de « piller les fonds alloués au logement pour les gaspiller dans des équipements de loisirs »<sup>1298</sup>, il termine son réquisitoire dans une exaltation dramatique très remarquée et remarquable. D'ailleurs, le Premier ministre ne manquera pas de relever que son « Honorable ami l'a informé de ce problème d'une manière on ne peut plus vigoureuse »<sup>1299</sup>. Il signale à un autre moment à Mrs Gorman que son attaque contre le *Rent Acts* « est formulée d'une façon des plus colorées »<sup>1300</sup>, ou encore, lorsque le Premier ministre fait remarquer à Mr Davis Evans, lorsque ce dernier critique très violemment le Congrès du parti travailliste à Sheffield, que « le choix de ses sujets et la façon de les présenter lui sont caractéristiques »<sup>1301</sup>. À travers ces exemples, John Major endosse davantage le rôle de commentateur que celui de directeur de la représentation. Comme nous le verrons plus loin, certains *backbenchers* ont même pris la place de directeur et John Major est relégué à la place de figurant. Cela apparaît clairement lorsqu'un député du parti se livre à un sketch à l'issue du duquel le Premier ministre ne rebondit pas et, d'une certaine façon, clôt le spectacle (d'autres exemples sont disponibles en Annexe 12). Lors de la séance du 9 janvier 1996, lorsque Mr Brooke demande à John Major si ce dernier :

a eu, malgré des journées très remplies, l'occasion de lire, hier, dans un dossier sur le vieillissement dans le journal *The Times* l'auto-analyse d'une femme mariée issue de la classe moyenne dans laquelle elle identifie ce qu'elle appelle les sept 'petits signes énervants de la

<sup>1298</sup> *Hansard, HC, 16/03/1993, vol. 221 col. 165. Mr Brazier: [...] the housing account is being raided by the Liberal-controlled authority to squander funds on leisure facilities?*

<sup>1299</sup> *Ibid., J. Major: but my hon. Friend has made me aware of it in a most forceful way. I shall pass it on to my right hon. Friend.*

<sup>1300</sup> *Hansard, HC, 15/01/1991, vol. 183, col. 730. Mrs. Gorman Does my right hon. Friend agree that on a cold day such as today, young people should not be sleeping in our streets when they could be in the ample bosom of some kindly landlady who, but for the twin bogey men of the Rent Acts and the taxman, could be encouraged to let spare rooms? On such a cold day as this, we should be concentrating our minds on removing all the obstacles that prevent people from letting rooms in private houses.*

*The Prime Minister: My hon. Friend puts the matter most colourfully and is undoubtedly an encouragement to us all.*

<sup>1301</sup> *Hansard, HC, 14/05/1992, vol. 207, col. 743. Mr. David Evans: I congratulate the Prime Minister on his stunning victory at the general election. Will he take this opportunity to congratulate the people of Welwyn Hatfield on getting rid of a Labour administration after 13 years? Will he assure me that we shall not hold the next Conservative party conference in Sheffield and that we shall not close the conference in total darkness with fireworks going off? [Interruption.] They might all turn out to be damp squibs, as happened to the Labour party. The Prime Minister: My hon. Friend makes his own distinctive points in his own distinctive way.*

marche vers la mort' ; et est-ce que mon Honorable ami a remarqué qu'elle a placé en haut de la liste le fait d'avoir voté pour les Libéraux Démocrates aux dernières élections générales ?

John Major : En fait, je n'ai pas vu cet article et je suis extrêmement désolé de l'avoir raté<sup>1302</sup>.

L'effet est réussi, la Chambre est secouée par le rire et les hurlements des députés. John Major rit franchement et ostensiblement tout en laissant ce moment de gloire au député sans y ajouter de répliques encore plus savoureuses. Cet exemple montre que les députés ont une marge de manœuvre assez importante dans la mise en scène de leur discours et par la même occasion dans la mise en visibilité de leur prestation car il n'y a pas eu de concertation avec l'équipe du Premier ministre pour faire de ce sketch une saynète dans laquelle le Premier ministre aurait eu la part belle et aurait retenu toute l'attention de la Chambre et du public. Cette approche plutôt collégiale de la mise en scène de la représentation indique que le leadership de John Major est partagé avec l'ensemble du groupe parlementaire. Dans la mesure où les talents oratoires et rhétoriques sont des éléments essentiels dans la construction d'un leadership<sup>1303</sup>, John Major laisse la possibilité aux *backbenchers* de faire montre de tels talents et de les laisser émerger comme leaders potentiels.

### 2.3.2. David Cameron s'approprie la scène : les pseudo-événements

En revanche, c'est précisément l'inverse qui se produit avec David Cameron. Ce dernier tend à concentrer l'attention sur lui lors de la mise en scène de ses réponses. La forme de mise en scène que David Cameron privilégie est le sketch, le spectacle solo et l'utilisation de jeux de mots. Une caractéristique de David Cameron consiste à recourir à ce que Daniel J. Boorstin appelle des « pseudo-événements »<sup>1304</sup>. Dans son ouvrage sur les effets de la couverture médiatique et de la publicité sur les pratiques politiques et sociales aux États-Unis dans les années 50, Boorstin définit les pseudo-événements comme une « vérité ambiguë »<sup>1305</sup> qui suscite auprès du public « l'envie d'être informé »<sup>1306</sup>. Selon lui, être au

---

<sup>1302</sup> Hansard, HC, 09/01/1996, vol. 269, col .14. Mr. Brooke: In his busy life, did my right hon. Friend have the opportunity yesterday to read in *The Times*, in the series on aging, a self-analysis by a middle-class married woman, in which she identified seven what she called "irritating little signs of the spiral towards death", and did he note that she placed at their heart having voted for the Liberal Democrats at the last general election? The Prime Minister: As a matter of fact, I am afraid that I did not see that article, and I am extremely sorry that I missed it.

<sup>1303</sup> Maurice Bloch, *Political Language and Oratory in Traditional Society*, Academic Press, 1975, p. 21-22.

<sup>1304</sup> Daniel J. Boorstin, *The Image: A Guide to Pseudo-Events in America*, New York, Knopf Doubleday Publishing Group, 1961.

<sup>1305</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>1306</sup> *Ibid.*

centre de l'attention des médias incite fortement les figures politiques à organiser des événements qui ne deviennent réels et importants que lorsqu'ils sont validés par une couverture médiatique<sup>1307</sup>. En d'autres termes, un pseudo-événement est un événement produit par un communicant dont le seul objectif est d'attirer l'attention des médias et du public sur lui. Ces événements n'ont pas de réelle valeur informative mais deviennent malgré tout le sujet des médias du pays. Les pseudo-événements sont soigneusement mis en scène suivant un script préparé à l'avance et ne laissent aucune place à l'improvisation. Pour être certain d'avoir le maximum de visibilité médiatique, ils sont programmés à l'avance pour un jour et une heure spécifique. C'est la raison pour laquelle les *PMQs* représentent le moment idéal pour de tels événements. L'exemple emblématique d'un pseudo-événement lors des *PMQs* est celui que Margaret Thatcher a orchestré le 23 octobre 1984. M. Thatcher avait anticipé la question d'un député de l'opposition, en l'occurrence il s'agissait de Tony Blair au début de sa carrière de parlementaire. Ce dernier posa une question au Premier ministre mettant en évidence une contradiction entre une déclaration de son Chancelier de l'Échiquier (Nigel Lawson) selon laquelle le chômage n'était pas un problème économique mais un problème social et ce qui était stipulé dans le Livre Blanc<sup>1308</sup> de 1944 sur l'emploi (qui plaçait justement la bataille de l'emploi au cœur de toute politique économique). M. Thatcher était prête et commença sa mise en scène, *Hansard* indique une interruption juste avant qu'elle n'explique qu'elle « a un exemplaire dans son sac à main », le sort et constate après une deuxième interruption rapportée dans *Hansard* qu'« il est, en effet, très vieux » et commence la lecture du début du document en question. Tony Blair a confié aux auteurs de *Punch and Judy Politics* que cette mise en scène « l'a complètement mis *KO* »<sup>1309</sup>. Le sac à main de Thatcher est devenu un vrai symbole de son autorité, ou encore une arme redoutable<sup>1310</sup> grâce à ce genre de pseudo-événement. David Cameron utilise le même ressort à plusieurs reprises. Il se sert d'accessoires à chaque fois. C'est tout à tour, un livre, une lettre ou un document interne au parti travailliste que David Cameron brandit à la tribune. Par exemple lors de la séance du 17 décembre 2014, David Cameron se sert d'un document envoyé à tous les députés travaillistes et fait mine de s'apprêter à dévoiler un grand secret, il fait même monter la tension en demandant aux députés de la Chambre d'être

---

<sup>1307</sup> Encyclopaedia Britannica, URL : <https://www.britannica.com/topic/pseudo-event>

<sup>1308</sup> Appelé *White papers* au Royaume-Uni est un document fourni par le Gouvernement détaillant leurs propositions en vue de l'élaboration de la législation future <https://www.parliament.uk/site-information/glossary/white-paper/>

<sup>1309</sup> Ayesha Hazarika et Tom Hamilton, *Punch & Judy Politics: An Insiders' Guide to Prime Minister's Questions*, Londres, Biteback Publishing, 2018, p. 142.

<sup>1310</sup> Peter Hennessy, *The Prime Minister: The Office and its Holders since 1945*, Londres, Penguin Books, 2001, p. 401-402



patients, puis il leur conseille de se rendre à la page 17 de ce document puis, après une interruption, il lit à haute voix que « dans le domaine de l'économie, les Conservateurs ont 17 points d'avance »<sup>1311</sup> et dans un acmé dramatique il crie « merci » et se rassoit dans un délire de hurlements. Un autre exemple, celui où David Cameron fait mine d'avoir reçu une lettre d'un citoyen du nom de Ed (personnage parodiant Ed Miliband).

D. Cameron : [...] J'ai reçu ce matin une lettre qui, je pense, intéressera, peut-être, les gens. Elle vient de Ed qui vit à Camden. On peut lire : « Je suis un millionnaire. Je vis dans une maison d'une valeur de 2 millions de livres que j'ai eue grâce à un droit d'héritage et également grâce à la spéculation. Je suis inquiet car si je vends ma maison pour en acheter une autre, je devrai m'acquitter d'une taxe de 7% que les vilains Conservateurs ont instaurée. Sous les Travailleurs, on parlait d'équité mais nous ne demandions jamais aux riches de payer plus. Qu'est-ce qu'un socialiste, qui boit du champagne comme moi, devrait faire<sup>1312</sup> ?

Ce genre de mise en scène n'est pas si simple à réaliser dans ce contexte parlementaire car les règles en vigueur à la Chambre interdisent tout accessoire ou objet ou encore toute référence à des écrits qui n'ont pas de lien avec l'activité parlementaire à proprement dit. David Cameron prend des risques en termes de sanctions parlementaires. D'ailleurs, à ce propos, le *Speaker*, interrompt David Cameron, qui lors d'une séance de *PMQs*<sup>1313</sup>, tenta de créer un pseudo-événement autour du livre du conseiller en communication de Tony Blair et dut se résoudre à ranger le livre en se contentant simplement de dire qu'il ne cherchait qu'à augmenter les ventes dudit livre. Ce genre de pseudo-événement est rare mais recèle un potentiel important en termes de mise en visibilité du Premier ministre. Ces événements sont conçus pour être hautement théâtraux et pour susciter un certain intérêt auprès du public. Ils ont tendance à créer des images marquantes qui resteront dans les mémoires comme l'image d'une foule en pleine exaltation (ici les députés à la Chambre) car il s'agit bien de l'objectif des pseudo-événements, celui de créer l'effet d'une foule enthousiaste. On peut en conclure que de telles mises en scène requièrent de solides capacités de metteur en scène, et David Cameron en utilisant cette

---

<sup>1311</sup> Hansard, HC, 17/12/2014, vol. 589, col. 1397. D. Cameron: on managing the economy, the Conservatives have a 17-point lead. Thank you.

<sup>1312</sup> Hansard, HC, 13/03/2013, vol. 560, col. 305. D. Cameron: Let me say to the hon. Gentleman that I will pay all of the taxes that I am meant to. [Interruption.] Let me just point out one small point. I had a letter this week which I thought people might enjoy. It is from Ed who lives in Camden. It says this: "I am a millionaire. I live in a house worth £2 million which I got through a combination of inheritance and property speculation. I am worried that if I sell my house and buy another one, I will have to pay the 7% stamp duty that the wicked Tories have introduced. Under Labour, we talked about fairness but we never made the rich pay more. What should a champagne socialist like me do?"

<sup>1313</sup> Hansard, HC, 07/07/2010 vol. 513, col. 364-365.

technique démontre de telles qualités mais il démontre également qu'il est la personne centrale du parti sur laquelle l'attention du public et des médias doit se concentrer.

### 2.3.3. Theresa May, le double-entendre et l'humour affiliatif

Theresa May, pour sa part, utilise presque toutes les formes de mise en scène du discours vues précédemment. Elle n'est toutefois pas très à l'aise dans l'organisation du pseudo-événement, elle n'utilise qu'une seule fois cette technique lorsqu'elle brandit une photocopie provenant d'un site internet<sup>1314</sup>, recommandé par la ministre de la Santé de l'opposition à ses followers (sur *Twitter*), faisant l'inventaire des critiques adressées à J. Corbyn<sup>1315</sup>. En revanche, ce que Theresa May utilise, et qui n'a pas été utilisé par ses deux prédécesseurs conservateurs, est ce que l'on appelle en anglais le double-entendre, c'est-à-dire un commentaire qui laisse deux interprétations possibles dont l'une d'entre elle possède une connotation sexuelle. Lors de la séance du 19 octobre 2016, Mr Bone rappelle aux membres de la Chambre que c'est son anniversaire et qu'il remercie la Première ministre pour les cadeaux qu'elle lui a fait en annonçant une sortie de l'Union européenne le 31 mars 2019 et pour sa politique carcérale. En réponse, Theresa May lui souhaite un bon anniversaire et « espère que Mrs Bone va marquer l'occasion comme il se doit ». À ce moment, tout le monde rit aux éclats et le *Speaker* annonce qu'il veut en savoir plus, ce qui conduit Theresa May à lui demander de se calmer<sup>1316</sup>. Elle réitérera ce genre de remarque lors d'une autre séance en novembre 2016, lorsque qu'un député conservateur demande à T. May « quel message de réconfort cette dernière peut adresser à un homme blanc, enrobé et d'âge moyen qui peut se sentir abandonné »<sup>1317</sup>. La Première ministre, en guise de réponse, l'invite à « passer la voir un de ces jours »<sup>1318</sup>. L'effet est, cette fois encore,

---

<sup>1314</sup> Il s'agit du site "*I like Corbyn, but*", inactif aujourd'hui.

<sup>1315</sup> *Hansard, HC, 26/04/2017, vol.624, col. 1103. T. May: [...] to a website called "I Like Corbyn, But..." which asks: "how will he pay for all this?" "But". It also says: "I heard he wants to increase taxes". "But" "I've heard he's a terrorist sympathiser". "But" "his attitudes about defence worry me". "But". They are right to be worried. Unable to defend our country; determined to raise tax on ordinary workers; no plan to manage our economy: even his own supporters know he is not fit to run this country.*

<sup>1316</sup> *Hansard, HC, 19/10/2016 vol. 615, col. 796. Mr Bone: Mr Speaker, as you might know it is my birthday today. The Prime Minister has already given me a huge birthday present by letting everyone know that we will be out of the European Union [...]or would she rather just sing happy birthday?*

*The Prime Minister: I am very happy to wish my hon. Friend a very happy birthday today: many happy returns! I hope that Mrs Bone is going to treat the occasion in an appropriate manner. [Laughter.]*

*Mr Speaker\_ Order. I want to hear what is coming next.*

*The Prime Minister : Calm down, Mr Speaker.*

<sup>1317</sup> *Hansard, HC, 16/11/2016 vol. 617, col. 235. Mr Richard Bacon: Following the election of Mr Trump, and given the very welcome progress made in our society by women and those from ethnic minorities, what message of reassurance does the Prime Minister have for fat, middle-aged white men, who may feel that we have been left behind?*

<sup>1318</sup> *Ibid., T. May: Perhaps my hon. Friend would like to come up and see me some time.*

garanti, les députés sont déchaînés et l'épisode sera repris par les médias<sup>1319</sup>. On peut dire que cette mise en scène de soi par le double-entendre fonctionne comme un pseudo-événement. Cependant, contrairement à David Cameron et à John Major, elle utilise l'humour non pas agressif pour attaquer l'adversaire mais l'humour dit affiliatif, c'est-à-dire une forme positive d'humour utilisée pour amuser les autres<sup>1320</sup>. Ce type d'humour sert à renforcer ses relations avec les autres<sup>1321</sup> et est classé comme « humour interpersonnel » qui « facilite les mécanismes de communication et permet l'instauration de relations sociales en réduisant les conflits au minimum<sup>1322</sup>. L'intérêt dans l'utilisation de ce genre d'humour est double. D'une part, il a pour effet de remonter le moral des membres du groupe, d'augmenter leur sentiment de bien-être et surtout de renforcer la cohésion et l'identité du groupe<sup>1323</sup>. D'autre part, il joue en faveur de la Première ministre, qui, grâce à cet humour affiliatif, augmente l'attrait qu'elle peut présenter aux yeux des membres du groupe<sup>1324</sup>, ce n'est toutefois pas une conséquence très différente de l'humour agressif. La différence entre les deux types d'humour réside dans la portée que l'humour affiliatif peut avoir. En effet, le Premier ministre renforce les liens sociaux entre et avec les membres de son groupe mais également avec ceux qui n'appartiennent pas à son groupe et, plus précisément, ceux de l'opposition qui ne se sentent pas visés par une agression mais se surprennent à rire avec le Premier ministre. En suscitant des sentiments positifs, même furtifs, parmi ses adversaires, Theresa May réussit à renforcer son leadership au-delà de son propre groupe. De ce point de vue, Theresa May en se reposant sur une large palette de techniques de mise en scène du discours et en utilisant à la fois l'humour agressif et affiliatif semble optimiser les moyens de consolider son leadership.

#### **2.4. Le chœur des *MPs*, qui dirige ?**

---

<sup>1319</sup> Voir article du *Daily Mail* <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3853662/Oh-Mrs-said-filthy-QUENTIN-LETTs-sees-Carry-moment-PMQs-Theresa-risks-risque-joke-brings-house-down.html> et de *l'Express* <https://www.express.co.uk/news/politics/732935/Come-up-and-see-me-sometime-Theresa-May-leaves-MP-red-faced-with-saucy-gag>

<sup>1320</sup> Alexander Pundt, Felicia Herrmann, « Affiliative and aggressive humour in leadership and their relationship to leader-member exchange », *Journal of Occupational and Organizational Psychology*, vol. 88, n°1, 2015, p.108-123.

<sup>1321</sup> Rod A. Martin, Patricia Puhlik-Doris, Gwen Larsen, Jeanette Gray, Kelly Weir, « Individual differences in uses of humor and their relation to psychological well-being: Development of the Humor Styles Questionnaire », *Journal of Research in Personality*, vol. 37, n°1, 2003, p. 48-75.

<sup>1322</sup> *Ibid.*

<sup>1323</sup> Martineau W. H., « A model of the social functions of humor », dans J. H. Goldstein, & P. E. McGhee (Eds.), *The psychology of humor*, New York, Academic Press, p. 101-125, 1972.

<sup>1324</sup> Rod A. Martin, Patricia Puhlik-Doris, Gwen Larsen, Jeanette Gray, Kelly Weir, Individual differences in uses of humor and their relation to psychological well-being: Development of the Humor Styles Questionnaire, art. cit.

Parmi les différentes techniques de mise en scène du discours du Premier ministre, les plus fréquentes et les plus remarquées pendant les *PMQs* impliquent toujours, comme nous l'avons illustré plus avant, une dimension humoristique produisant des effets différents. Une deuxième technique de dramatisation du discours consiste à transformer le groupe de *backbenchers* en un chœur auquel le Premier ministre fait répéter à grands cris un mot à intervalles réguliers comme pour ponctuer ses phrases. Cette technique est utilisée par les trois Premiers ministres de l'étude. La seule différence se porte sur le degré de théâtralisation de la scène. En effet, on remarque, en visionnant les séquences où ce genre de reprises en chœur se produisent que la ferveur à la fois des *backbenchers* et du Premier ministre peut varier. Dans cet exercice John Major semble plutôt à l'aise. Par exemple, lors de la séance du 30 mars 1993, John Major passe en revue les dix municipalités où les impôts locaux sont les plus élevés. Il les énumère une à une en faisant une pause à chaque fois pour laisser les *backbenchers* crier à l'unisson le mot « *Labour* », puis il fait la même chose avec les municipalités où les impôts locaux sont les plus bas, et à chaque nouveau nom les députés crient le mot « *Conservative* ».

John Major : [...] Permettez-moi de lui dire que les taux d'imposition les plus élevés pour une bande C sont Harlow – [MPs :] *Labour* ; Newcastle – [MPs :] *Labour* ; Greenwich – [MPs :] *Labour* ; Manchester – [MPs :] *Labour* ; Haringey – [MPs :] *Labour* ; Liverpool – [MPs :] *Labour* ; Hendon – [MPs :] *Labour* ; North Tyneside – [MPs :] *Labour*, Salford – [MPs :] *Labour* ; et Derwentshire – [MPs :] *Labour*. Où le taux d'imposition est le plus bas est Wellingborough – [MPs :] *Conservative* ; Westminster – [MPs :] *Conservative* ... <sup>1325</sup>

La retranscription proposée par *Hansard* ne rend pas du tout l'effet dramatique réel, ce n'est qu'en visionnant la scène que l'on peut se rendre compte de l'importance d'une telle mise en scène. Elle est tout aussi impressionnante lorsque c'est un député conservateur qui se livre à cet exercice. Prenons la séance du 25 juin 1996 au cours de laquelle Mr Evans dans sa question demande à John Major si telle ou telle action répréhensible ou critiquable est du fait des Conservateurs ; les *backbenchers* hurlent en chœur le mot « non ».

---

<sup>1325</sup> *Hansard, HC, 30/03/1993, vol. 222, col. 154. J. Major: I award the hon. Gentleman the prize for the cheekiest question this year. Let me tell him that the 10 highest taxes in band C are Harlow—Labour; Newcastle—Labour; Greenwich—Labour; Manchester —Labour; Haringey—Labour; Liverpool—Labour; Hendon—Labour; North Tyneside—Labour; Salford— Labour; and Derwentshire—Labour, all at band C. The lowest are Wellingborough—Conservative; Westminster —Conservative; Isle of Scilly—Independent; City of London—Independent; Hambleton—Conservative; Hinckley and Bosworth—Conservative; Huntingdonshire —Conservative; Basingstoke—Conservative; South Cambs—Independent, and Fareham—Conservative.*

Mr Evans : Est-ce que mon Honorable ami veut bien me rappeler, à moi ainsi qu'à ces gens de moins de 35 ans, si c'est un gouvernement conservateur qui a laissé l'inflation grimper à 26,9% [Les Membres de la Chambre : NON]. Est-ce que c'est un gouvernement conservateur qui a autorisé le taux supérieur d'imposition monter à 98 pence par livre ? [Les Membres de la Chambre : NON]. Est-ce que c'est un gouvernement conservateur qui n'a pas versé aux retraités leurs primes de Noël ? [Les Membres de la Chambre : NON]. Est-ce que c'est un gouvernement conservateur qui possède 176 députés complètement sponsorisés par les syndicats ? [Les Membres de la Chambre : NON]. Ou – [Interruption].  
 [...] Ou est-ce que c'est le camp d'en face ? [Les Membres de la Chambre : OUI]<sup>1326</sup>.

L'atmosphère est électrique, les députés manifestent un enthousiasme débridé, à tel point que la Présidente de séance, Betty Boothroyd<sup>1327</sup>, doit les rappeler à l'ordre. Par ailleurs, Mr Evans met du cœur à l'ouvrage en prenant bien le soin de donner un ton théâtral à chacune des questions contenues dans sa question posée au Premier ministre. Contrairement aux autres techniques de mise en scène du discours, et notamment la saynète, ces prestations excluent le Premier ministre. En effet, suite à la série de questions posées par Mr Evans de façon théâtrale et en collaboration avec le chœur formé par les autres députés conservateurs, John Major ne rétorque que par une simple réponse d'à peine une ligne laissant ainsi aux députés la récolte de la gloire. Cela se produira de la même façon une autre fois avec le même député<sup>1328</sup>. Une telle distribution des rôles pourrait être interprétée comme une volonté de la part du Premier ministre de constituer un leadership collectif au sein du groupe comme nous l'avons déjà évoqué à d'autres occasions. Cependant, ce genre de stratégie peut s'avérer dangereuse pour le Premier ministre. Tout d'abord, ce genre de mises en scène est très rare car elles sont très chronophages et donc plus susceptibles d'être interrompues, voire sanctionnées par le *Speaker* ; alors celui ou celle qui se livre à genre d'exercice occupera inévitablement le devant de la scène. De plus, elles sont spectaculaires, l'effet d'une telle scène est impressionnant, voire surprenant dans un discours parlementaire et attire donc beaucoup plus l'attention sur soi, ce qui augmente la visibilité du député de façon considérable. On peut également noter que les talents en tant que

---

<sup>1326</sup> *Hansard, HC, 25/06/1996 vol. 280, col. 149. Mr. Evans: Will my right hon. Friend remind me and all those people under 35 years of age whether it was a Conservative Government who let inflation rip to 26.9 per cent? [HON. MEMBERS: "NO."] Was it a Conservative Government who allowed the higher rate of tax to go to 98p in the pound? [HON. MEMBERS: "NO."] Was it a Conservative Government who did not pay the senior citizens' Christmas bonus? [HON. MEMBERS: "NO."] Was it a Conservative Government who had 176 Members of Parliament totally sponsored by the unions? [HON. MEMBERS: "NO."] Or—[Interruption.]*

*Madam Speaker Order. No wonder I get so many complaints in my mail bag every day about Prime Minister's Question Time. Will the hon. Gentleman please bring his question to a conclusion?*

*Mr. Evans: Or was it that lot opposite? [HON. MEMBERS: "Yes."]*

<sup>1327</sup> Présidente de la Chambres de communes du 28 avril 1992 au 23 octobre 2000.

<sup>1328</sup> *Hansard, HC, 14/04/1994, vol. 241, col. 417.*

chef de chœur sont beaucoup plus remarqués dans le cas de Mr Evans, et le fait d'être un bon leader de groupe est mis en parallèle avec les capacités que ce dernier possède quant à la direction du chœur. Et enfin, le fait que le Premier ministre ne soit pas réellement impliqué dans la prestation, voire qu'il ne soit qu'un simple figurant peut donner l'impression, non pas d'un leadership collectif, mais d'une revendication, voire une appropriation du leadership par le député. Lors de représentations, les rôles sont distribués et si le public voit la présence d'un directeur, il le tiendra pour responsable de la représentation<sup>1329</sup>, cependant, il est peu habituel pour le public de tenir pour responsable plusieurs directeurs de la même représentation. Alors que l'on veut projeter l'image d'un leadership collectif, l'impression de confusion prévaut parfois.

Cette situation n'est pas observable pour David Cameron et Theresa May qui sont les seuls à diriger ce genre de mise en scène, aucun *backbencher* ne se lance dans la direction d'un « chœur de députés ». David Cameron est celui qui a recours à ce type de mise en scène le plus fréquemment (on recense trois événements et seulement deux pour J. Major et T. May) et bien souvent avec brio (voir Annexe12).

Du point de vue du leadership, tous ces types de mise en scène du discours nous renseignent sur les capacités du Premier ministre à bien mener ses prestations, à marquer les esprits, à augmenter leur visibilité et à montrer la place qu'il/elle occupe au sein du groupe grâce à ces techniques de théâtralisation du discours. D'un point de vue anthropologique, l'intérêt de telles mises en scène est tout autre concernant le leadership du Premier ministre.

## **2.5. Les mises en scène en tant que rites de communion**

La mise en scène qui consiste pour le Premier ministre à faire crier à l'unisson par le chœur formé par les *backenchers* assis derrière lui un mot, comme pour scander la réponse du leader debout à la tribune, est un rituel spécifique. L'anthropologue et historien, David Kertzer, considère que ce genre d'événements fonctionne comme un rite de communion sociale<sup>1330</sup>. En s'appuyant sur les écrits sur la théorie de la cohésion sociale de Émile Durkheim, David Kertzer explique que les individus, pour vivre, ont besoin de « communion sociale » et que cela ne peut se réaliser que par une action commune lors d'un rite de communion sociale<sup>1331</sup>. Selon Émile Durkheim, « il ne peut y avoir de société qui ne sente le besoin d'entretenir et de raffermir, à

---

<sup>1329</sup> Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, op. cit., p.100.

<sup>1330</sup> David Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, New Haven, Yale University Press, 1988, p. 62.

<sup>1331</sup> *Ibid.*, p. 61-62.

intervalles réguliers, les sentiments collectifs et les idées qui font son unité et sa personnalité<sup>1332</sup>. Le meilleur moyen pour les membres de cette société d'exprimer leur solidarité est de participer en tant que groupe à une action symbolique. La mise en scène du maître de chœur avec les *backbenchers* en tant que rituel est la parfaite illustration de cette action symbolique qui renforce les liens entre les participants au rite. Toujours selon Émile Durkheim, « c'est en poussant un même cri, en prononçant une même parole, en exécutant un même geste concernant un même objet qu'ils se mettent et se sentent d'accord »<sup>1333</sup>. En réalité, les mécanismes et la structure de ce rite de communion se retrouvent dans d'autres mises en scène. Lorsque le Premier ministre se livre à des jeux de mots ou à des sketches, l'objectif est de produire un effet sur les députés. Ces derniers, à la fin de la mise en scène du Premier ministre, crient tous en chœur pour attester de la qualité de la prestation du Premier ministre, tout est ritualisé. Les cris que poussent, à l'unisson, les députés (très souvent il s'agit de *hear ! hear !* ou de *more ! more !*) sont constitutifs de ce rituel de communion et produisent un phénomène d'exaltation. Cette exaltation des sentiments collectifs contribue à la revitalisation festive du groupe politique, « une revitalisation qui est amplifiée par l'attachement à quelques symboles déclencheurs d'enthousiasmes »<sup>1334</sup>. Ces moments sont très utiles pour remonter le moral des *backbenchers*. Les individus, *mutatis mutandis*, les députés, prennent beaucoup de plaisir à participer à ce rituel et le leader, lui, a recours à ces rites pour susciter des émotions fortes qui contribueront à légitimer sa position de leader et surtout à augmenter l'enthousiasme des membres du groupe qui seront plus facilement prompts à approuver les mesures ou les politiques du gouvernement<sup>1335</sup>. Et comme la force du rite se mesure à l'émotion qu'il suscite<sup>1336</sup>, le leader a tout intérêt à bien maîtriser, en tant qu'officiant, les arcanes des différents rituels. Par ailleurs, ces rites de communion sont des moments nécessaires pour définir les limites identitaires du groupe social, c'est-à-dire le groupe de personnes envers qui les individus se sentent liés et loyaux. En d'autres mots, ces rites, comme cela est le cas pour tous les rites, renforcent la cohésion sociale du groupe et la solidarité entre ses membres<sup>1337</sup>. Le rituel est le point de rencontre entre l'individu et le groupe<sup>1338</sup> et c'est en cela que l'activité ritualisée n'est pas un simple moyen de créer de la solidarité au sein du groupe mais elle est une condition nécessaire

---

<sup>1332</sup> Émile Durkheim (1912), *Les Formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008.

<sup>1333</sup> *Ibid.*

<sup>1334</sup> Claude Rivière, *Anthropologie politique*, Armand Colin, 2000, p. 169.

<sup>1335</sup> David Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, p. 14.

<sup>1336</sup> Claude Rivière, *Les liturgies politiques*, Paris, PUF, 1988.

<sup>1337</sup> David Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, p. 62.

<sup>1338</sup> Claude Rivière, *Anthropologie politique*, *op. cit.*

à cette solidarité.

Au moment du confinement à partir de mars 2020 où les mesures de distanciation sociale sont entrées en vigueur à la Chambre de communes, ces mises en scène et ces rituels ont brusquement cessé d'exister pendant les *PMQs*. La plupart des députés étaient présents en ligne via une application de vidéo conférence, et les bancs de la Chambre se sont retrouvés presque vides. Le Premier ministre ne pouvait plus compter sur la participation des *backbenchers* à un quelconque rituel de communion. Comme nous avons eu l'occasion de le dire dans la première partie, l'atmosphère pendant les *PMQs* était, à ce moment-là, radicalement différente des autres séances non soumises aux règles de distanciation sociale. Cet épisode met en exergue une remarque, celle formulée par Marc Abélès, selon laquelle les meetings et les manifestations, ou ici les débats parlementaires du mercredi midi, ont en commun avec les rituels d'exiger de la part des protagonistes une présence physique. Lors de rituels, la tâche des *backbenchers* est de crier, de taper des pieds, de rire très fort, et aussi de gesticuler, et le Premier ministre, en tant qu'officiant, doit sans cesse attiser l'enthousiasme populaire. Toute cette mise en scène repose sur un séquençage précis selon lequel les actions de chacun s'enchaînent dans une fluidité qui crée un effet dramatique et solennel. Les séances à distance ne permettent pas le recours à ces rituels et privent le Premier ministre d'outils symboliques comme le rite de communion pour renforcer la cohésion du groupe. Cette démonstration sert à souligner que le rite est un objet symbolique qui (ré)unit les participants et renforce le sens social entre les uns et les autres<sup>1339</sup>. Si les *PMQs* avaient pérennisé ce format à distance avec une présence minimale in situ, le groupe parlementaire conservateur aurait perdu de nombreuses occasions de renforcer l'unité du groupe.

Le rite possède donc, comme nous venons de le voir, une force centripète, celle de produire au sein du groupe une unité et une stabilité (par la récurrence du rite) mais il possède également une force centrifuge (et produit des effets exogènes), c'est-à-dire dont les effets sont tournés vers l'extérieur. Les rites de communion, qui reposent sur l'exaltation du chœur qui scande bruyamment les propos du Premier ministre, sont tous, pour la plupart, des attaques contre le parti travailliste. Le message délivré est simple, il s'agit d'accusations d'incompétence ou d'échecs de la part de l'opposition. Cependant, la conduite d'une telle mise en scène, c'est-à-dire la forme du message, et non le fond, produit une autre signification, pour l'anthropologue, Claude Rivière le rite apparaît comme un « quasi-langage »<sup>1340</sup>.

---

<sup>1339</sup> David Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, p. 61.

<sup>1340</sup> Claude Rivière, *Les liturgies politiques, op. cit.*, p. 159



En tant que moyen gestuel et verbal d'expression de l'idéologie, ou en tant qu'il confère à l'action collective un supplément de sens politique, moral et social, le rite séculier devient une sorte de métalangage à forte valence communicationnelle. Ses significations dépassent de beaucoup les messages qu'il transmet. Quelquefois le sens est surtout dans la manière<sup>1341</sup>.

Le message envoyé au camp adverse consiste à dire que le groupe parlementaire conservateur occupe une position supérieure dans l'espace politique par rapport aux autres groupes. L'effet du rite de communion est de projeter l'image d'un parti uni et fort. Le rite est en quelque sorte « le moyen théâtral d'accréditer sa supériorité et donc d'obtenir respect et honneur par l'étalage de symboles de prééminence et de force »<sup>1342</sup>. La transmission de messages par la théâtralisation d'un rite est bien plus efficace que par la communication verbale<sup>1343</sup>. Le rituel politique crée un état émotionnel qui rend le message incontestable parce qu'il est présenté d'une manière à ce que l'on accepte ce que l'on voit comme étant l'essence même de ce que sont les choses<sup>1344</sup>. Ce rituel montre une image du monde qui suscite des émotions capables de neutraliser toute remise en cause de cette image.

Le rituel est donc doté d'un potentiel très puissant, la réalisation d'un rituel n'est pas un simple divertissement mais est bien un moteur de changement, ses effets ont un impact sur l'opinion publique : ils peuvent susciter l'adhésion des destinataires, voire entraîner une conversion de leur part<sup>1345</sup>. Il s'agit d'un instrument à la disposition du leader qui lui permettra d'affirmer son autorité et de signifier aux participants et au public quelle place et quel pouvoir le groupe parlementaire possède dans l'arène politique. La bonne conduite d'un rite aura pour effet de consolider le leadership du Premier ministre ; en revanche ne pas mener le rite de façon satisfaisante sera très dommageable pour le crédit du leader et celle du groupe. En effet, le crédit dont on parle ici vient du latin *credere*, et selon le linguiste, Émile Benveniste, « c'est littéralement placer le *Kred*, c'est-à-dire la puissance magique en un être dont on attend protection par suite croire en lui (*sic*) »<sup>1346</sup>. Pierre Bourdieu explique que « l'homme politique tient sa puissance proprement magique sur le groupe de la croyance du groupe dans la représentation qu'il donne au groupe et qui est une représentation du groupe lui-même et de sa

---

<sup>1341</sup> *Ibid.*, p. 181.

<sup>1342</sup> Claude Rivière, *Anthropologie politique*, *op. cit.*, p. 160.

<sup>1343</sup> David Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, *op. cit.*

<sup>1344</sup> *Ibid.*

<sup>1345</sup> Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier, 1994, p. 100-101.

<sup>1346</sup> Émile Benveniste, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, t. I, Paris, Editions de Minuit, 1969, p. 115-121.

relation aux autres groupes »<sup>1347</sup>. Le crédit du représentant (son capital symbolique)<sup>1348</sup> est une pure valeur fiduciaire (de confiance) qui dépend de cette représentation (on entend ici l'image du groupe projetée aux autres) qui elle-même dépend de la bonne conduite de la représentation sur scène (ici la scène parlementaire les mercredis midi). Il existe un lien entre la mise en scène du débat et plus précisément du discours du Premier ministre (la représentation au sens que Goffman propose)<sup>1349</sup> et les effets que cette représentation a sur l'image du Premier ministre et du groupe (sa représentation). On pense par exemple à Theresa May, qui lors de la séance du 3 avril 2019, n'a pas su ou pu s'assurer le soutien des *backbenchers* lorsqu'elle se lança dans de petites mises en scène d'attaques contre Jeremy Corbyn. Ce jour-là, les *backbenchers* restèrent silencieux et ont par conséquent sapé la représentation dans laquelle Theresa May proposait au groupe de s'engager ce jour-là. Ce genre de faux-pas entame de façon significative le « capital leadership »<sup>1350</sup> du Premier ministre et plus encore pendant les *PMQs*. Bien entendu, le Premier ministre ne peut pas prévoir les aléas totalement indépendants de sa volonté. L'objectif est de savoir dilapider ce capital sans être à zéro et sans jamais dépasser la limite au-delà de laquelle les partisans ne pourraient le supporter, et savoir ensuite reconstituer cette réserve. Nous proposons de définir ce qu'est un faux-pas, de les catégoriser et ensuite voir quel(le) Premier ministre a le plus ou le moins commis de faux-pas.

### 3. L'importance de la scène

#### 3.1. Les faux-pas à éviter

Les faux-pas sont interprétés comme des « événements mineurs » qui peuvent ébranler toute la représentation de l'acteur, cela peut être un lapsus, un bégaiement, la chute de l'acteur, ou encore des objets renversés... Le plus petit accroc, la plus petite maladresse peuvent déstabiliser, voire mettre en danger la cohérence de la représentation<sup>1351</sup>. Ce genre d'incidents n'est pas censé entrer dans le rôle du Premier ministre. Ce rôle est soumis à un certain nombre de règles comportementales et se conformer assidûment à ces règles indique que l'acteur est compétent dans ce rôle. L'incompétence, selon cette définition, est le résultat de la non-conformité occasionnelle aux règles et aux exigences du rôle en question<sup>1352</sup>. Erving Goffman

---

<sup>1347</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, coll. « Points essais », 2001, p. 241.

<sup>1348</sup> *Ibid.*

<sup>1349</sup> « totalité de l'activité d'une personne donnée, dans une occasion donnée, pour influencer d'une certaine façon les autres participants », Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, *op. cit.*

<sup>1350</sup> Mark Bennister, Paul 't Hart et Ben Worthy, « Assessing the authority of political office-holders: the leadership capital index », *West European Politics*, vol. 38, n°3, 2015, p. 417-440.

<sup>1351</sup> Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, *op. cit.*, p. 54-55.

<sup>1352</sup> Ronald Webb, « Political Uses of Humour », *ETC: A Review of General Semantics*, vol. 38, n°1, 1981, p. 36.

utilise la même notion de compétence (ou d'incompétence) lorsqu'une dissonance apparaît entre l'impression que donne l'acteur et l'impression qu'a le public de l'acteur et de sa représentation. Ce qui importe ici, ce n'est pas que la définition momentanée, provoquée par une maladresse, soit en elle-même répréhensible, mais c'est le fait qu'elle est différente de la définition officielle<sup>1353</sup>.

Le public est déstabilisé dans ses convictions et cela entame la crédibilité du Premier ministre qui donne cette impression d'incompétence ou d'inconvenance. Par ailleurs, ce genre de faux-pas sur la scène très théâtrale des *PMQs* provoque un retentissement médiatique très important. Un petit incident peut alors devenir un événement. La gageure pour un Premier ministre est donc d'éviter que ce genre d'événements mineurs se produise.

À partir de la définition du faux-pas donnée précédemment et en utilisant d'autres aspects de l'interaction entre individus étudiés par Erving Goffman dans son étude des relations interpersonnelles<sup>1354</sup>, l'élaboration d'une classification des faux-pas a pu être établie. Quatre catégories sont clairement identifiables pendant les *PMQs*. La première concerne les manquements à la discipline dramaturgique ; la deuxième est relative aux aveux de faiblesse du Premier ministre ; la troisième rassemble plusieurs types de maladresses; et enfin, une dernière catégorie s'intéresse aux comportements qui auraient dû rester uniquement en « coulisses ».

La première catégorie (les manquements à la discipline dramaturgique) est relative à une technique que les participants utilisent afin de maintenir la bonne conduite de la représentation et pour garder la face pendant l'interaction. Selon cette technique que Erving Goffman décrit, il est essentiel que chaque membre de l'équipe fasse preuve de discipline dramaturgique et s'y soumette en présentant son propre rôle. Il doit néanmoins se détacher affectivement de sa représentation de façon à rester disponible pour faire face aux aléas dramaturgiques qui peuvent survenir.

Il (l'acteur) est capable de taire ses sentiments spontanés afin de donner l'apparence qu'il s'en tient strictement à la manifestation de sentiments convenus, au statu quo expressif imposé par la représentation de son équipe<sup>1355</sup>.

En résumé, si le Premier ministre est attaqué ou surpris, il doit cacher la réaction affective réelle pour en laisser paraître une autre mieux appropriée. Par exemple, lors de la séance du 25 avril 1996, John Major est surpris par l'information qu'un *backbencher* livre à la Chambre

---

<sup>1353</sup> Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, *op. cit.*, p. 54-55.

<sup>1354</sup> Erving Goffman, *Mise en scène de la vie quotidienne*, *op. cit.*, p. 204.

<sup>1355</sup> *Ibid.*, p. 204.

impliquant le parti travailliste qui, à Islington, rejeta une proposition visant à condamner la fin du cessez-le-feu décidé par l'IRA<sup>1356</sup>. Le problème n'est pas la surprise ressentie par le Premier ministre, c'est le fait de la laisser paraître comme John Major l'a fait à cette occasion. Parmi les trois Premiers ministres de l'étude, David Cameron est celui qui a la plus enfreint la règle de la discipline dramaturgique, en laissant paraître des émotions négatives comme la colère. Parmi les événements qui ont particulièrement marqué les esprits, en voici un pour illustrer ce point précis. Un de ces incidents se déroula en avril 2004, lorsqu'une députée travailliste, Angela Eagle, interrompit David Cameron dans sa réponse (pour lui rappeler que la personne dont il parlait, Howard Stoate, député travailliste, avait démissionné), ce dernier lui répondit en paraphrasant une célèbre publicité pour une compagnie d'assurance auto mettant en scène le metteur en scène Michael Winner : « calmez-vous, ma chère »<sup>1357</sup>. Cela aurait pu rester qu'une attaque verbale sans conséquence, mais l'opposition lui demanda de retirer ses mots immédiatement et de s'excuser, non seulement David Cameron répéta la phrase plusieurs fois et affirma qu'il ne s'excuserait pas. Ce qui aurait pu être une attaque à l'humour agressif devint une accusation de sexisme de la part du Premier ministre<sup>1358</sup>. David Cameron n'a pas su contenir sa réaction affective face à l'opposant et déstabilise la représentation (au détriment de l'image de son parti et de lui-même). Concernant Theresa May, aucun de ces incidents n'a été observé. La deuxième catégorie de faux-pas concerne les aveux de faiblesse. Ce que nous entendons par aveux de faiblesse sont les déclarations qui mettent le Premier ministre ou le groupe entier en position inférieure ou en dans une situation de fragilité. Le fait de s'excuser entre dans cette catégorie. On se souvient d'une scène le 02 décembre 2015 à la Chambre pendant laquelle les débats tournaient beaucoup autour la décision de poursuivre les frappes aériennes en Syrie, et au cours de laquelle l'opposition a demandé douze fois à David Cameron de s'excuser d'avoir accusé, la veille au soir, les Travaillistes d'être une « bandes de sympathisants de terroristes »<sup>1359</sup>. Il ne s'excusa jamais gardant la face à tout prix. Theresa May fera exactement la même chose, en juillet 2019, en demandant à Jeremy Corbyn de s'excuser pour l'antisémitisme qui sévit au sein du parti travailliste et fait remarquer à la Chambre, à trois

---

<sup>1356</sup> Hansard, HC, 25/04/1996 vol. 276, col. 584. (10'00)

<sup>1357</sup> Hansard, HC, 27/04/2011, vol. 527, col. 170. D. Cameron: *He is now a GP—[Interruption.] Calm down, dear. Listen to the doctor. Howard Stoate, GP, says: "My... discussions with fellow GPs... reveal overwhelming enthusiasm for the"—[Interruption.] I said calm down. Calm down, dear—and I will say it to the shadow Chancellor, if he likes. [Interruption.]*

<sup>1358</sup> <https://www.theguardian.com/politics/2011/apr/27/david-cameron-calm-down-dear>

<sup>1359</sup> L'accusation aurait été proférée le jeudi 01 décembre avant un vote en faveur d'une frappe aérienne en Syrie visant les groupes militants de l'État Islamique : *You should not be walking through the lobbies with Jeremy Corbyn and a bunch of terrorist sympathizers*".

reprises (lors de la même séance)<sup>1360</sup> que le Leader de l'opposition ne s'est pas excusé. Obtenir des excuses de la part du Leader de l'opposition aurait été une victoire sur lui. Theresa May, commettra cette erreur à plusieurs reprises en 2018. En effet, suite à l'envoi d'une lettre à des Antillais issus de la génération *Windrush*<sup>1361</sup> les menaçant d'expulsion du pays, Theresa May ne s'excusa pas moins de sept fois en deux semaines pour cette erreur (Annexe 13). Un tel acte de contrition public à répétition peut créer une impression de faiblesse en désaccord avec la représentation que l'on a communément d'un leader devant justifier avec conviction son action à la tribune les mercredis midi.

La troisième catégorie de faux-pas recense les maladresses commises par le Premier ministre. Deux types de maladresses peuvent être identifiés. D'une part, ce que nous appellerons les maladresses situationnelles, c'est-à-dire non-verbales comme une chute, un dérapage, le fait de laisser échapper un objet, et d'autre part les maladresses verbales, comme le lapsus, l'élocution défaillante, le quiproquo ou la méprise, ou encore l'impair. John Major est celui qui enregistre le nombre le plus faible de maladresses verbales (un seul lapsus) et le nombre le plus élevé de maladresses situationnelles (six en tout) (voir Annexe 13). Ces dernières concernent principalement des erreurs dans le protocole régissant la façon de poser des questions et d'y répondre. Par exemple, il répond à une question (qu'il avait eue en avance) avant même que la question soit posée par le député<sup>1362</sup>. D'autres exemples concernent son manque d'organisation matérielle à la *Dispatch Box*. En effet, il est, tour à tour, perdu dans ses notes et devant s'excuser, perdu dans l'ordre des réponses qu'il doit fournir et commence à lire la mauvaise réponse à une question. Ce sont autant d'incidents qui ne manquent pas de permettre à l'opposition de réagir et se moquer du Premier ministre, à tel point que le *Speaker* doit rappeler la Chambre à l'ordre<sup>1363</sup>, et la représentation se trouve ainsi discréditée. Le schéma s'inverse avec Theresa May, on recense cinq maladresses verbales et seulement une maladresse situationnelle (il s'agit du jour où elle jette ses notes sur la *Dispatch Box* et où celles-ci tombent dans un « *whoops* »<sup>1364</sup> lâché par Theresa May, la Chambre est hilare). Les maladresses verbales

---

<sup>1360</sup> *Hansard, HC, 17/07/2019, vol. 663, col. 826-827.*

<sup>1361</sup> En 1948, après la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni a besoin de main d'oeuvre pour achever sa reconstruction. Elle se tourne vers ses colonies et permet, via le *British Nationality Act*, à tous les citoyens du Commonwealth d'obtenir la nationalité britannique. L'un des premiers bateaux, l'« *Empire Windrush* », débarque dans le port de Tilbury, à une cinquantaine de kilomètres de Londres, le 22 juin. À son bord, 492 passagers, dont de nombreux enfants, venus notamment de Jamaïque, de Trinidad-et-Tobago et d'autres îles proches. Ils seront les premiers de milliers de travailleurs antillais à traverser l'Atlantique pour s'installer au Royaume-Uni. Ils deviendront la « génération Windrush ».

<sup>1362</sup> *Hansard, HC, 24/01/1991, vol. 184, col. 543.*

<sup>1363</sup> *Hansard, HC, 25/04/1991, vol. 184, col. 543.*

<sup>1364</sup> *Hansard, HC, 11/10/2017, vol. 629, col. 329.*

sont de l'ordre du quiproquo et de l'impair. Lors d'une séance<sup>1365</sup> elle félicite la mauvaise personne et doit s'excuser et rectifier ses propos, une autre fois elle ironise sur l'absence d'une députée de l'opposition qui est, en réalité, hospitalisée, à nouveau elle doit s'excuser pour cette indélicatesse<sup>1366</sup>. Et enfin, David Cameron pour sa part enregistre trois maladroites situationnelles (voir Annexe 13) et cinq maladroites verbales. On relève quelques problèmes d'élocution lorsqu'il n'arrive pas, par exemple, à prononcer le nom d'une circonscription (Kirkcaldy). On relève également un quiproquo lorsqu'il rend hommage au député travailliste Michael Connarty qui « ne se représentera pas aux prochaines élections »<sup>1367</sup>, les députés crient qu'il se présentera bien aux élections et alors reformule sa réponse avec humour. Et enfin, on comptabilise quelques lapsus, par exemple, le 17 novembre 2010, David Cameron dit « qu'il faut s'assurer que nous ayons un meilleur choix et des fauteuils roulants plus rapides »<sup>1368</sup> ou lieu de « que nous ayons des fauteuils roulants plus rapidement ». Ou encore lors de la séance du 3 décembre 2014 où il accuse le Chancelier de l'Échiquier de l'opposition, Ed Balls, d'être « le premier exemple de 'masosadisme' politique »<sup>1369</sup>, se rendant compte de son erreur, il se reprend dans une réponse un peu plus tard et se corrige mais les députés travaillistes l'éreintent de moqueries, on entend même quelqu'un lui crier qu'« il a tout foiré ». Cependant, David Cameron rebondira dans une réponse ultérieure en reprenant son erreur et en la tournant en une attaque très cinglante contre Ed Balls. Nous n'avons pas les moyens de savoir si certaines de ces maladroites verbales sont scriptées (donc prévues) ou non. Soit, elles n'étaient pas écrites à l'avance et David Cameron parvient avec succès à revenir à son rôle rapidement et même à en tirer profit en réussissant, par exemple, à rebondir avec humour. Ou alors elles sont écrites à l'avance, et dans ce cas, il s'agit d'une mise en scène de maladroites qui est à classer parmi les techniques de mise en scène du discours vu précédemment. La différence toutefois réside dans

---

<sup>1365</sup> *Hansard, HC, 22/02/2017, vol. 621, col. 2014.*

<sup>1366</sup> *Hansard, HC, 10/01/2018, vol. 634, col. 318. T. May: Well, we were told all about them in a description from the shadow Secretary of State for Education, the hon. Member for Ashton-under-Lyne (Angela Rayner), who I see is not in her place on the Front Bench today— Valerie Vaz: She is in hospital.*

*T. May: I do apologise. I did not realise that the shadow Education Secretary was undergoing medical treatment.*

<sup>1367</sup> *Hansard, HC, 25/03/2015, vol. 594, col. 1429. D. Cameron: First, I pay tribute to the hon. Gentleman, who is standing down at the election. He has been a Member of Parliament for—[Interruption.] He is not?*

<sup>1368</sup> *Hansard, HC, 17/11/2010, vol. 518, col. 883. D. Cameron: It must be possible in this day and age to put more power in the hands of patients or parents to make sure we have better choice, faster wheelchairs—[Interruption.] Sorry. We should get the wheelchairs a bit faster.*

<sup>1369</sup> *Hansard, HC, 03/12/2014, vol. 589, col. 298. David Cameron: As he is one of the causes of the deficit, I think we have just found the first ever example of political masosadism. [Interruption.] col. 299, David Cameron: Let me be clear: I meant to say 'masochism'. I am sorry, Mr Speaker. Normally I say that the shadow Chancellor likes to dish it out but cannot take it, but after this quote I think he obviously quite likes taking it as well. So, there we are. [Laughter.] We have learned a lot of interesting things today.*

le type d'humour que cela implique. Dans ce cas, selon la typologie de Rob A. Martin et ses collègues<sup>1370</sup>, il ne s'agit ni d'humour affiliatif ni d'humour agressif mais d'humour fait à ses dépens (*self-enhancing*). Le Premier ministre accepte de faire rire les autres en devenant la cible de l'humour, on accepte que l'on rie de soi suite à une maladresse. A l'instar de l'humour affiliatif, ce genre d'humour sert à consolider les relations entre les membres du groupe mais également à améliorer l'image du Premier ministre. En revanche, les maladresses situationnelles que nous avons identifiées peuvent difficilement être interprétées comme des événements orchestrés pour créer de l'humour à ses dépens. Elles ne donnent pas l'occasion de corriger l'erreur ou de revenir dessus pour se justifier et tourner la situation à son avantage en l'utilisant comme un tremplin pour une attaque verbale. Le Premier ministre est neutralisé par cette maladresse et devient la risée de la Chambre sans en tirer les mêmes bénéfices qu'avec une maladresse verbale. Cela est particulièrement visible avec David Cameron qui se lève avant que la question du Leader de l'opposition soit terminée et doit se rasseoir et essuyer les avanies du camp adverse<sup>1371</sup>.

La dernière catégorie de faux-pas que nous avons identifiée est celle relative aux comportements qui sont en total décalage avec la représentation en cours parce que l'attitude du Premier ministre est plus adaptée à une interaction « en coulisses » que sur la scène parlementaire publique. Pour Erving Goffman, les coulisses sont « la région postérieure où la façade se relâche, là où l'on peut observer les faits dissimulés »<sup>1372</sup>. Cet autre emprunt au vocabulaire dramaturgique désigne ainsi un lieu, physiquement distinct de la scène, où « l'on a toute latitude de contredire sciemment l'impression produite par la représentation »<sup>1373</sup>. Il s'agit d'un lieu où la représentation est suspendue. Et si l'on dévoile au public ou laisse voir au public des éléments qui doivent restés cachés en coulisses, cela peut nuire à la cohérence de la représentation. Dans le cas des *PMQs*, les coulisses sont les couloirs, les lobbies, ou encore le salon de thé du Parlement où le comportement des députés est totalement différent de celui qu'ils adoptent pendant les *PMQs*. Pendant les débats, ils se fondent dans le rôle d'ennemis jurés rangés face à face dans la Chambre des communes, prêts à se mettre en pièces à grand renfort d'attaques verbales assassines, et en off, c'est-à-dire hors représentation, ils se mêlent

---

<sup>1370</sup> Martin Rod, Puhlik-Doris Patricia, Larsen Gwen, Gray Jeanette, Weir Kelly, « Individual differences in uses of humor and their relation to psychological well-being: Development of the Humor Styles Questionnaire », *Journal of Research in Personality*, vol. 37, n°1, 2003, p. 48-75.

<sup>1371</sup> *Hansard, HC*, 28/11/12 vol. 554 col. 218 ; 11/09/2013, vol. 567, cols. 970-971 ; 29/01/2014 vol. 574 col. 852 (8'00)

<sup>1372</sup> Erving Goffman, *Mise en scène de la vie quotidienne*, *op cit.*, p. 110-112.

<sup>1373</sup> *Ibid.*

les uns aux autres dans une entente discrète dans les couloirs de Westminster. En effet, comme le décrit Emma Crewe dans son étude ethnographique de la Chambre des communes, « les députés de tous les partis coopèrent en privé »<sup>1374</sup>, « ils passent des accords en coulisses, des conversations informelles se tiennent pendant les *Select Committees*, dans leurs bureaux ou encore au téléphone ». C'est-à-dire que les mises en scène d'antagonismes entre les deux camps laissent place à une coopération, à une communication entre les députés des partis. Une caractéristique qui définit le leadership de John Major est celle de ne pas faire la différence entre les coulisses et la scène. En effet, trop souvent (au moins vingt-cinq fois en tout) il s'amuse avec le camp opposé. Pire, il rit avec les Travaillistes et non des Travaillistes et même lorsque l'attaque est contre lui ou contre son parti. Au cours de sa deuxième prestation aux *PMQs* en novembre 1990, le député travailliste, Dennis Skinner, crie à John Major, lorsque ce dernier se lève pour répondre à une question : « Démissionne ! »<sup>1375</sup>, et le Premier ministre se met à rire. Le fait de rire n'est pas le plus grave, c'est de rire aussi longtemps et avec un air de franche camaraderie laissant penser que les deux hommes sont assez intimes pour ce genre de blague. Même chose le 8 mars 1994, où une députée conservatrice pose une question « facile » c'est-à-dire qui appelle une réponse qui met en valeur le Premier ministre ou le gouvernement, et un député travailliste lance avec ironie au Premier ministre « Celle-là, c'en est une vraiment difficile, hein, John ! »<sup>1376</sup> ce qui provoque une crise de rires (assez longue) chez John Major. Un dernier exemple illustre parfaitement bien le décalage dans le rôle de Premier ministre que John Major est censé tenir. En mars 1997, Paddy Ashdown (alors leader du parti Libéral Démocrate) dénonce les querelles intestines qui ravagent le parti conservateur, compare certains membres du Cabinet à des délinquants et finit par recommander au Premier ministre d'utiliser les chambres de sûreté ou des bracelets électroniques<sup>1377</sup>. John Major éclate de rire et ne peut pas contenir ses rires. Cela dure douze secondes exactement sous le regard inquiet d'un membre du Cabinet assis derrière lui. Un tel comportement dissone totalement avec l'aspect confrontationnel et belliqueux des *PMQs*. En réalité, John Major se croit encore en coulisses où il peut se permettre de relâcher la pose et laisser entrevoir les « secrets » censés être gardés loin des yeux du public. On ne sait plus dans quelle représentation il est réellement, celle de l'affrontement sans concession avec l'adversaire ou celle de la camaraderie, voire la connivence avec l'opposition au détriment parfois de son propre camp. Cela fait écho au commentaire du

<sup>1374</sup> Emma Crewe, *The House of Commons: An Anthropology of MPs at Work*, London, Bloomsbury, 2015, p. 68.

<sup>1375</sup> *Hansard*, HC, 29/11/1990, vol.181, col. 1011

<sup>1376</sup> *Hansard*, HC, 08/03/1994, vol. 239, col. 148. Hon. Members: "That's a hard one, John."

<sup>1377</sup> *Hansard*, HC, 04/03/1997, vol.291, col. 708. P. Ashdown: *In deciding how to deal with these delinquents, has the Prime Minister ever considered making use of secure accommodation and electronic tagging?*



député travailliste Quentin Davies en 2017 : « Il n'avait pas d'ennemis. Il était gentil avec tout le monde [...] C'est une bonne formule pour être *Chief Whip*<sup>1378</sup> et c'est une formule totalement inefficace pour être Premier ministre »<sup>1379</sup>. Dans tous les cas, il casse la cohérence de la représentation du groupe et de ce point de vue, nous considérons que John Major est celui qui commet les plus graves maladroites en ce qui concerne les faux-pas. Il est absolument nécessaire pour le leader de ne pas créer de discordances ou d'incohérences dans la représentation. Non seulement le rôle du Premier ministre est celui de mener au mieux la représentation mais il est également indispensable que la représentation repose sur la mise en scène du discours du Premier ministre en ayant recours à toute une panoplie de techniques oratoires aux effets marquants qui ne manqueront pas d'influencer le public, et compte parmi elles, le rite.

### 3.2. Le pouvoir de la théâtralisation

En réalité, toutes les mises en scène du discours du Premier ministre que nous avons évoquées ici s'imbriquent plus largement dans le processus de mise en spectacle du pouvoir par le rituel ou les rites. En effet, comme nous l'avons développé plus haut, le rite de communion (et d'autres comme le rite d'inversion, d'affrontement, ou encore d'intégration) est hautement théâtralisé, et ce, grâce au recours à différentes techniques de mise en scène qui forment des « ritèmes »<sup>1380</sup> (différentes unités du rites). La force du rituel réside dans la dramatisation, c'est-à-dire la mise en scène d'actes qui mobilisent l'adhésion d'un public, et qui suscitent chez les participants un haut degré d'émotion, et c'est la raison pour laquelle P. Smith<sup>1381</sup> affirme que le rite fonctionne comme « un piège à pensée » où « tout devient acceptable parce que chacun ne demande sur le moment qu'à y croire »<sup>1382</sup>. On comprend très rapidement que le rite, au-delà de n'être qu'un simple instrument de cohésion sociale, devient un outil d'influence. A travers les rites, le leader donne à voir un spectacle politique, et plus précisément un événement spectaculaire, dans le sens de ce qui impressionne, ce qui frappe les esprits. On évoque ainsi généralement le spectaculaire quand la politique se donne à voir de façon théâtrale et ostensible. Une série d'éléments secondaires peuvent être rattachés à cette notion, tels que « le recours

---

<sup>1378</sup> Équivalent du président du groupe parlementaire en France

<sup>1379</sup> Q. Davies (2017, December 6) *Lord Davies of Stamford*. Interview, House of Lords. *He didn't have enemies. He was nice to everybody [...] That's a good formula for being a Chief whip, and it's a hopeless formula for being Prime Minister.*

<sup>1380</sup> Claude Rivière, *Les Liturgies politiques, op. cit.*, p. 133-160.

<sup>1381</sup> Pierre Smith, « Aspects de l'organisation des rites », dans Michel Izard & Pierre Smith (eds.), *La Fonction symbolique*, Paris, Gallimard, 1979, p. 143.

<sup>1382</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État, op. cit.*, p.132

privilegié aux images et symboles ou la supposition que le spectaculaire produit une excitation des sens, jouant davantage sur des ressorts émotionnels que sur la raison »<sup>1383</sup>. L'anthropologue, George Balandier, dans *Pouvoir sur Scène*, explique qu'il ne peut y avoir de pouvoir sans théâtralisation, sans mise en scène ou apparat, et que l'effet de pouvoir résulte de la théâtralisation elle-même, c'est pourquoi l'auteur préfère parler de théâtrocratie<sup>1384</sup>, c'est-à-dire du gouvernement par les apparences, par le jeu des acteurs, et par la dramatisation. Le spectacle politique est devenu du *politainment*<sup>1385</sup>, c'est-à-dire de la politique spectacle divertissante. On s'éloigne alors de la notion de redevabilité qui est au centre de l'exercice des *PMQs*. Les différentes mises en scène sont très chronophages et donc réduisent le nombre de questions posées par les députés. Mark Shepard, dans son travail de thèse<sup>1386</sup>, dira que ce genre de mises en scène fait perdre beaucoup de temps à la Chambre et que pendant ce temps le gouvernement ne justifie pas ses actions tout à fait comme il devrait le faire et ainsi détourne l'attention des députés du vrai sujet. Non seulement les séances contiennent moins de questions mais les mises en scène ne contiennent pas réellement de réponse factuelle aux questions posées mais servent à produire un effet sur l'auditoire. En revanche d'autres chercheurs en science politique comme Rob Salmond ont démontré que les séances de questions posées au gouvernement ou aux ministres et notamment les *PMQs*, du fait de leur couverture médiatique très importante (à cause de leur aspect spectaculaire), augmentaient les connaissances des citoyens dans le domaine de la politique et stimulaient également leur intérêt pour la politique en général<sup>1387</sup>. Il a démontré à travers son étude que les *Question Times* faisaient augmenter à la fois l'affiliation partisane mais également la participation des individus à la vie politique en général et aux élections en particulier car, selon lui, les gens sont plus réceptifs à l'information politique lorsque celle-ci est imbriquée dans le divertissement ; il parle de l'effet mobilisateur du spectacle politique<sup>1388</sup>. Le devoir de redevabilité est en effet sacrifié dans ce cas au profit de la communication politique

---

<sup>1383</sup> Paula Cossart, Taïeb Emmanuel, « Spectacle politique et participation », *Sociétés et Représentation*, vo.1, n°31, 2011, p. 137-156.

<sup>1384</sup> Platon avait qualifié la démocratie athénienne de théâtrocratie, le régime de ceux qui se donnent en spectacle, qui se croient compétents sur tout, sans rien avoir appris, que cela soit au théâtre ou dans les autres domaines ; les auteurs de cette déviance jouent à ceux qui savent et se croient au-dessus des lois et des serments (Lois III, 701 A.D). En résumé il s'agit du pouvoir politique qui se met en scène à travers le théâtre et la parole publique, il s'agit plus exactement du pouvoir par la scène.

<sup>1385</sup> Voir Andreas Dörner, *Politainment*, Berlin, Suhrkamp, 2001. Voir également, Jörg-Uwe Nieland, « Politainment », *The International Encyclopedia of Communication*, New York, John Wiley & Sons, 2008.

<sup>1386</sup> Shepard Mark, *Prime Minister's Question Time. Functions, Flux, Causes and Consequences: A Behavioral Analysis*, Thèse, University de Huston, soutenue en décembre 1999.

<sup>1387</sup> Rob Salmond, « Parliamentary Question Time: How Legislative Accountability Mechanisms Affect Mass Political Engagement », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 23, n°3, 2014, p. 321-341.

<sup>1388</sup> *Ibid.*, p.328

instrumentalisée à des fins partisans et électorales. On conclura donc que la théâtralisation des rites et du discours du Premier ministre n'est pas au service du devoir de redevabilité du Premier ministre à proprement parler, mais fournit des indications quant aux compétences du leader à réaliser ses mises en scène. Comme dans la première partie concernant les *FTA*, le degré de redevabilité du Premier ministre sera jugé à l'aune de l'impression de compétence à se mettre en scène. Une représentation réussie signifie que le Premier ministre est le plus compétent dans cet exercice et donc projette un sentiment de compétence à gouverner.

## **4. Représentation de son action politique**

### **4.1. Représentation par le symbole**

La mise en scène de soi permet, comme nous l'avons vu précédemment, de définir de nouveaux critères d'évaluation du leadership du Premier ministre fondés sur la dramatisation du discours. Cette théâtralisation implique une mise à distance du réel, et le discours, c'est-à-dire les informations communiquées lors des *PMQs* pour justifier l'action du gouvernement, peuvent, elles aussi, être des représentations de la réalité. La forme supplanterait alors le fond. L'exercice auquel doit se livrer le Premier ministre les mercredis midi consiste à expliquer et justifier les décisions et les politiques soutenues par le gouvernement, et dans un tel contexte aux effets dramaturgiques très puissants, il n'est pas étonnant que les acteurs politiques utilisent des raccourcis sémantiques et des figures de style pour faire tenir en trente minutes l'explication et toute la complexité de leur politique et de leur programme. Le Premier ministre, dans l'impossibilité de détailler les mesures prises par le gouvernement, aura parfois recours aux images ou aux formules rhétoriques qui dans un contexte hautement ritualisé deviendront des outils symboliques. On passe alors de la présentation et la justification de sa politique à la représentation de cette dernière par le symbole. Le leader sera donc amené à démontrer ses capacités à manier et manipuler les symboles pour donner la meilleure représentation de la politique du groupe, c'est-à-dire celle qui arrivera à convaincre le plus grand nombre de la légitimité et l'action gouvernementale mais également celle qui parviendra à rallier le plus grand nombre à la cause du parti, et plus précisément à soutenir le leadership du Premier ministre. Nous prendrons trois exemples de ces symboles utilisés pour dépeindre certains projets et certaines idées politique des trois Premiers ministres à l'étude ainsi que l'évolution de ces symboles au cours des trois mandats. Le premier concerne l'idée de démocratie, le second celle de société et enfin le dernier symbole étudié sera celui relatif à l'Europe.

Un symbole peut être un objet matériel, une projection mentale, une action, une idée ou un mot

(des mots) auxquels les êtres humains donnent un sens ambigu, diffus, et multiple<sup>1389</sup>. Le mot démocratie entre précisément dans cette définition et est certainement un des symboles les plus utilisés en politique et un des plus difficiles à définir précisément selon les différents contextes. Face à cette difficulté, nous avons choisi de fonder notre analyse sur les réponses des trois Premiers ministres contenant explicitement le mot « démocratie » (ou « démocratique ») et voir quel aspect sémantique et conceptuel du symbole « démocratie », « société » et « Europe » tel(le) ou tel(le) Premier ministre a choisi de mettre en avant pendant les *PMQs*.

#### 4.1.1. Le symbole « démocratie »

Le mot « démocratie » apparaît à plusieurs reprises au cours des réponses de John Major entre 1990 et 1997 et concerne trois points précis. Le premier est exprimé dans une réponse du 23 juillet 1996 selon laquelle « la relation qu'entretient le *Labour* avec les syndicats est un outrage à la démocratie britannique »<sup>1390</sup>. John Major dénonce ici l'influence que les syndicats exercent sur le parti travailliste, selon lui, les syndicats soutiennent financièrement le parti de façon considérable à tel point que John Major conclut en ces termes : « Ils dirigent, et le parti travailliste suit »<sup>1391</sup>. La conception de la démocratie pour John Major, dans cet exemple précis, signifie qu'un parti politique devrait rester totalement indépendant de toute organisation extérieure pour éviter les pressions exercées par des groupes d'intérêts sur les décisions politiques qui ne sont pas nécessairement bonnes pour le pays. En l'occurrence, ce qui est, ici, dénoncé c'est le soutien des Travaillistes envers les grèves dans les transports organisées par les syndicats, qui sont désignées comme anti-démocratiques.

Le deuxième point qui révèle une des significations du mot « démocratie » pour John Major concerne le rejet de la représentation proportionnelle comme mode de scrutin aux élections législatives. En réaction à la campagne menée par le parti travailliste en faveur de l'introduction de la représentation proportionnelle, John Major déclare, suite à une question sur ce point précis, que ce système « permettrait aux partis minoritaires de déterminer la politique du gouvernement et de conduire ce dernier à passer des accords avec eux pour obtenir leur soutien

---

<sup>1389</sup> Donald V. Kurtz, *Political Anthropology*, op. cit.

<sup>1390</sup> Hansard, HC, 23/07/1996, vol. 282, col.144. J. Major: Member for Sedgefield (Mr. Blair) knows that the Labour party's relationship with the trade unions is a disgrace to British democracy: they rule, and the Labour party follows.

<sup>1391</sup> *Ibid.*

»<sup>1392</sup>, ce qui « n'est pas la démocratie, c'est du marchandage politique »<sup>1393</sup>. De ce point de vue, John Major défend le système « *first-past-the-post* », du scrutin majoritaire uninominal à un tour qui donne au parti gagnant une majorité simple ou absolue au Parlement privilégiant très clairement les grands partis comme le parti conservateur. La démocratie, du point de vue de John Major, semble reposer sur le moins de compromis possible avec l'opposition et sur la règle de la majorité laissant entendre que la proportionnelle n'est pas un système démocratique.

Le troisième point illustrant la conception de la démocratie pour J. Major est le rejet du référendum. Deux visions s'opposent, celle des Travaillistes qui demandent au gouvernement de laisser la Chambre des communes décider si oui ou non un référendum est nécessaire concernant la ratification du traité de Maastricht comme l'a fait la République d'Irlande (le 18 juin 1992) et celle de John Major qui pense que « la tenue de référendums sur des questions constitutionnelles majeures va à l'encontre de la souveraineté parlementaire du pays »<sup>1394</sup> et qui défend « la position classique concernant la démocratie parlementaire »<sup>1395</sup> et qu'il « ne voit aucun besoin de recourir au référendum ». En réalité, John Major rejette une certaine forme de souveraineté populaire<sup>1396</sup> (celle qui repose sur la consultation directe des citoyens par référendum) et défend la souveraineté parlementaire fondée sur « ce que les représentants du peuple pensent être juste et bon pour le peuple »<sup>1397</sup>, ce qui relève, selon Catherine Marshall, du « constitutionnalisme *Whig* officiel »<sup>1398</sup>.

Concernant David Cameron, sa conception de la démocratie, à travers son discours pendant les *PMQs*, passe par deux axes principaux au regard de l'utilisation qu'il fait du mot « démocratie » lors de ces séances (toutes les occurrences du mot ont été recensées et regroupées par thèmes). Tout d'abord, la démocratie passe nécessairement par l'importance de l'élection des personnes titulaires de charges publiques par le peuple, combinée à l'importance de donner davantage de

---

<sup>1392</sup> *Hansard, HC, 7/05/1991, vol. 190, col. 623. John Major: I am not in favour of either smoke-filled rooms or proportional representation. I share my hon. Friend's view that it leaves minority parties determining Government policy and striking bargains for their support. That is not democracy, it is horse trading, and I will have no part in it.*

<sup>1393</sup> *Ibid.*

<sup>1394</sup> *Hansard, HC, 18/06/1992, vol. 209, col. 1036. Mr. Renton: While I hope that the Irish people will reach a positive conclusion in their referendum today, does my right hon. Friend agree that the holding of referendums on major constitutional issues runs contrary to the practice of parliamentary sovereignty in this country John Major: I entirely agree with my right hon. Friend's comments on the subject of referendums.*

<sup>1395</sup> *Hansard, HC, 21/11/1991, vol. 199, col 415. J. Major: [...] but my view remains that we are a parliamentary democracy and I see no need for a referendum [...] I believe that he states the classical position concerning parliamentary democracy.*

<sup>1396</sup> Comme d'autres avant lui comme Clement Attlee ou Margaret Thatcher qui dénonçaient une "arme de dictateurs et de démagogues".

<sup>1397</sup> Marshall Catherine, *Political Deference in a Democratic Age. British Politics and the Constitution from the Eighteenth Century to Brexit*, Cham (Switzerland), Palgrave Macmillan, 2021.

<sup>1398</sup> *Ibid.*

poinds et de responsabilités aux différentes instances locales. Cela est manifeste dans la réforme du système social et de santé entreprise par David Cameron au début de son mandat et qui prit forme dans le *Health and Social Care Act*, 2012. En effet, beaucoup de responsabilités alors dévolues au ministère de la santé ont été transférées aux organes locaux du *NHS*. Par exemple des organes tels que le *NHS Commissioning Board (NHSCB)*<sup>1399</sup>, le *Clinical commissioning groups (CCGs)* ; ou encore le *Health and wellbeing boards* ont été créés pour donner une plus grande autonomie aux branches locales du *NHS*, les rendant davantage responsables envers les patients, leur conférant une légitimité démocratique, et les dotant d'un système transparent afin d'optimiser les ressources et la qualité du service. Pour que le fait de rendre des comptes sur ce qu'il se passe dans le *NHS* soit le plus démocratique possible cela doit, selon D. Cameron, nécessairement impliquer « *une meilleure collaboration entre le NHS et les gouvernements locaux pour s'assurer qu'il y ait une pratique démocratique du devoir de redevabilité* »<sup>1400</sup>. Qui plus est, ce devoir de redevabilité est encore plus démocratique si les responsables au sein des organisations sont élus par les citoyens. Cela vaut pour les membres du *Health and wellbeing boards* qui sont élus localement mais également pour les chefs de la police par région (les *police and crime commissioners*). En septembre 2011, le gouvernement de David Cameron parvient à faire voter le *Police Reform and Social Responsibility Act 2011* qui place le contrôle des forces de police sous l'autorité d'un *Police and Crime Commissioner* élu par les administrés des quarante-et-une préfectures de police<sup>1401</sup> d'Angleterre et du pays de Galles. David Cameron justifie cette restructuration de la direction de la police en utilisant l'argument de la redevabilité. Plus le chef de la police est efficace et donne de bons résultats, plus il a de chance d'être réélu et « s'ils ne font pas du bon travail, ils sont mis à la porte »<sup>1402</sup>. Les chefs de la police sont directement responsables envers les citoyens par le mécanisme de l'élection directe. David Cameron compare la démocratie comme elle est pratiquée au Parlement (« la démocratie est une chose formidable ici ») c'est-à-dire par le suffrage direct et veut donc l'appliquer aux services de police à travers le pays (« et pourquoi pas un peu de démocratie dans la police

---

<sup>1399</sup> Organe public non-ministériel en charge de superviser le budget, l'organisation et plus globalement le fonctionnement au quotidien des services de santé du *NHS* en Angleterre et dont les missions ont été détaillées dans le *Health and Social Care Act* 2012.

<sup>1400</sup> *Hansard, HC, 23/03/2011, vol. 525, col. 947. J. Major: One of the ways we can make the NHS more accountable is through the better combination of the NHS and local government. That is what our proposals envisage. That is the best way to make sure that there is good democratic accountability for what happens in our NHS.*

<sup>1401</sup> plus proche équivalent français

<sup>1402</sup> *Hansard, HC, 17/11/2010 vol. 518, col. 879. D. Cameron: If they do a bad job, they will get thrown out.*

également ?») <sup>1403</sup>.

Et enfin, le deuxième axe sur lequel repose la démocratie dans les réponses du Premier ministre, sans préciser la nature exacte de cette démocratie (interne, parlementaire...) est celui de la souveraineté parlementaire mise au service de la souveraineté populaire. Lors d'une *PMQs* du mois d'octobre 2014, un député *Lib Dem*, Andrew George, qui avait été tiré au sort pour présenter à la Chambre le projet de loi de son choix <sup>1404</sup>, fait une sorte de chantage à David Cameron pour que ce dernier autorise une révision des coupes budgétaires concernant les aides au logement (accordées aux locataires de logement sociaux possédant une chambre non occupée). À défaut, son groupe au sein de la coalition, les *Lib Dem*, bloquerait l'avancée du projet de loi du gouvernement sur la sortie de l'Union européenne par le Royaume-Uni, le *European Union (Referendum) Bill*. David Cameron lui répondra que « si ce dernier croyait en la démocratie, il reconnaîtrait que le *European Union (Referendum) Bill* a été voté par la Chambre avec une majorité très importante et que le projet de loi va être examiné à la Chambre des Lords » <sup>1405</sup>. En résumé, David Cameron appelle « démocratie » l'utilisation des règles constitutionnelles du Parlement, notamment le vote d'un projet de loi par la majorité des députés, autorisant les citoyens à voter directement sur un changement constitutionnel majeur (sortie de l'UE) dans le pays. Il se sert de l'argument de la souveraineté parlementaire (les élus du peuple décident à la place les citoyens britanniques) pour illustrer ce qu'est la démocratie pour, en réalité, faire passer une loi qui va à l'encontre de ce principe de souveraineté parlementaire en permettant au peuple d'écrire leur futur constitutionnel sans passer par la médiation des députés, ce qui paraît être une autre forme de démocratie (plus directe cette fois-ci, ce que l'on pourrait appeler « constitutionnalisme populaire ») <sup>1406</sup>.

Et enfin, le mot « démocratie » est prononcé par Theresa May (pendant les *PMQs*) seulement en relation au résultat du vote référendaire du 23 juin 2016. Theresa May est d'accord pour dire que « la signification du mot 'démocratie' est le gouvernement par le peuple, particulièrement

---

<sup>1403</sup> *Hansard, HC, 17/11/2010 vol. 518, col. 879. D. Cameron: The straight answer to that is no, I will not, and I will tell you why. It is about time we had more accountable police forces in our country. I want there to be police commissioners so that when they do a good job calling the police to account and they are fighting crime in the way that local people want, they get re-elected. If they do a bad job, they will get thrown out. We all think that democracy is a great thing in here; what about a bit of democracy in policing as well?*

<sup>1404</sup> Système de *Private Member's Bill* : le fait pour un député qui n'a pas de portefeuille ministériel (donc un *backbencher*) de présenter une proposition de loi. La sélection de ces députés se fait par tirage au sort. Très peu de ces propositions deviennent des lois.

<sup>1405</sup> *Hansard, HC, 29/10/2014, vol. 587, col. 303. D. Cameron: But if he believed in democracy, he would recognise that the European Union (Referendum) Bill passed this House with a massive majority and went into the House of Lords. We should reintroduce it as a Government Bill—that is what ought to happen.*

<sup>1406</sup> Catherine Marshall, *op.cit.*, p.317.

selon la règle de la majorité »<sup>1407</sup>. Elle ne cessera de marteler que « le respect pour la démocratie signifie que cette Chambre concrétise le *Brexit* que les gens, par leur vote, ont souhaité »<sup>1408</sup>. Un second référendum serait, selon elle, un déni de démocratie<sup>1409</sup> et que « vouloir empêcher le *Brexit* de se réaliser abîme fondamentalement notre démocratie »<sup>1410</sup>. Pour Theresa May la démocratie, à travers ses réponses, est à comprendre comme la démocratie populaire<sup>1411</sup>. Même si on peut imaginer que ces déclarations sont davantage pragmatiques qu'idéologiques, car faire marche arrière sur le *Brexit* aurait été fatal pour le parti conservateur, l'impact de ces mots sont réels. On rappelle aux citoyens britanniques que leur décision doit être prise en compte. Bien sûr, le recours au référendum a ses limites, après être considéré comme l'expression de la démocratie il devient indésirable, un second vote sur le *Brexit* est perçu comme un affront à la démocratie.

Il n'est pas question pour les trois Premiers ministres de définir avec méthode le concept de démocratie mais de l'utiliser comme un symbole qui vient en appui ou comme l'illustration d'une mesure, d'une action ou idée politique. Le sens attribué au mot démocratie varie selon le Premier ministre donnant l'impression d'une évolution dans le concept. En réalité, en tant que symbole, l'objet « démocratie » n'évolue pas pour s'affiner au fur et à mesure du temps mais se charge de nouveaux référents, de nouvelles significations sans nécessairement annuler les précédentes. C'est par ce procédé que la démocratie peut à la fois être synonyme de démocratie parlementaire et de démocratie directe en même temps. Il est possible de convoquer plusieurs référents en même temps, par exemple la démocratie comme instrument détenu par le peuple ou la démocratie par les urnes ou encore la démocratie comme objet de pure intégrité. Dans les exemples donnés précédemment, la signification particulière que donnent les trois Premiers ministres vient s'ajouter à la conception que chacun se fait de la démocratie et le mot devient encore plus polysémique. On pense par exemple à la notion de liberté qui aurait pu être associée (et qui est très souvent associée) au terme « démocratie » mais à aucun moment les deux termes sont rapprochés de façon explicite pendant les *PMQs*. John Major utilise le mot « liberté » en

---

<sup>1407</sup> Hansard, HC, 23/11/2016, vol. 617, col. 892. Gordon Hendersen: *Thank you, Mr Speaker—and I will repeat it. Some remainers do not seem to understand the meaning of the word “democracy”, which I would remind them is government by the people, especially the rule of the majority.*

Theresa May: *My hon. Friend is absolutely right to make the key point [...]*

<sup>1408</sup> Hansard, HC, 20/03/2019, vol. 656, col. 1038. T. May: *The right hon. Gentleman talks about respect for democracy. Respect for democracy means this House delivering the Brexit the British people voted for.*

<sup>1409</sup> Hansard, HC, 20/03/2019, vol. 656, col. 1038. T. May: *He now wants to disrespect democracy by holding a second referendum.*

<sup>1410</sup> Hansard, HC, 12/12/2018, vol. 651, col. 282. T. May: *[...] who want to stop Brexit and fundamentally damage our democracy?*

<sup>1411</sup> Voir Peter Mair, *Populist Democracy vs Party Democracy*, art. cit., 2002, p. 81.



tandem avec le mot « choix » faisant de la liberté le symbole de la possibilité pour tout citoyen de choisir par eux-mêmes. Le terme « choisir » n'est pas explicitement associé à un domaine, il s'agit, tour à tour, de choix dans les services de santé, dans le domaine de l'éducation. Le choix est devenu pour le parti conservateur « une croisade »<sup>1412</sup>, la priorité est de donner aux gens « la liberté de choisir »<sup>1413</sup>, qui, rappelons-le, est une des fondements de la démocratie (le choix par le peuple). Cependant, notons qu'une telle « croisade pour le choix » ne concerne en aucune façon le choix de décider par voie référendaire. Si l'individu associe spontanément la notion de liberté au concept de démocratie, les nouvelles charges sémantiques apportées au terme vont se mêler à cette notion de liberté pour susciter des sentiments et des impressions plus intenses. En réalité, deux éléments sont nécessaires à rendre le symbole puissant. Tout d'abord, il doit être utilisé de façon continue<sup>1414</sup> comme le font J. Major, D. Cameron et T. May avec le terme « démocratie ». Par ailleurs, plus le symbole est polysémique, évoquant le plus de sentiments possibles, plus il est flexible, c'est-à-dire interprété et réinterprété sans cesse, alors plus son effet est significatif et plus il est capable de remplir de fonctions<sup>1415</sup>. Pour s'assurer cette flexibilité et cette fluidité dans le sens du symbole évoqué, il faut éviter de définir le sens du symbole et laisser l'ambiguïté planer sur le terme. C'est exactement ce qu'il se passe pour les noms que les Premiers ministres ont donnés à certains de leurs programmes. Programmes qui, d'ailleurs, agissent comme signifiant symbolique de leur politique.

#### 4.1.2. Le symbole « société »

John Major, David Cameron et Theresa May, tous les trois ont donné un nom à leur projet pour le Royaume-Uni en termes de vision et de programmes politiques. Leur ambition pour le pays est symbolisée par une formule construite autour du mot « société ». Pour John Major il s'agit de la « Société sans classes » (*Classless Society*), pour David Cameron, il s'agit de la « Grande Société » (*Big Society*) et enfin Theresa May proposait de construire une « Société Partagée » (*Shared Society*). Lors des élections du leader du parti conservateur à la fin de l'année 1990, John Major refusait « d'adopter une ligne populiste de droite et

---

<sup>1412</sup> Hansard, HC, 05/12/1995 vol. 268, col.133. Mr Fabricant: [...] the reason is that those GPs believe in the Conservative party's crusade for choice the conservative party's crusade for choice.

<sup>1413</sup> Hansard, HC, 14/07/1992, vol. 211, col. 970. Mr Turner: Is the Prime Minister aware that his notion of the freedom to choose [...].

<sup>1414</sup> Charles Elder et Roger Cobb, *The Political Uses of Symbols*, Londres, Longman, 1983, p. 76.

<sup>1415</sup> Abner Cohen, « Political Anthropology: The Analysis of the Symbolism of Power Relations: Man », *New Series*, vol. 4, n°2, 1969, p. 32.

eurosceptique<sup>1416</sup> pour son programme »<sup>1417</sup> et préféra promettre de transformer la Grande-Bretagne en une société sans classe d'ici à l'année 2000<sup>1418</sup>. Dans ce programme contraire aux principes du conservatisme<sup>1419</sup> il voulait « des changements qui produiraient dans tout le pays une société réellement sans classe qui permettrait aux gens de n'importe quel niveau de s'élever à n'importe quel niveau en partant de n'importe quel niveau »<sup>1420</sup>. Dans un discours de J. Major en 1990, ce dernier explique que la « *Classless Society* » « encourage la levée de toutes les barrières artificielles empêchant de faire son propre choix ou d'atteindre ses objectifs »<sup>1421</sup>. Ces définitions ne sont pas des définitions *per se* mais plutôt des formules promotionnelles. Il s'agit, au détour de ces déclarations sur la « *Classless Society* », de donner une impression, de susciter des émotions, de donner le ton de son programme en quelque sorte. De l'aveu de J. Major (dans ses mémoires) son objectif était de « pousser le conservatisme vers ses racines compassionnelles »<sup>1422</sup>, donc d'évoquer une certaine douceur de la part de son gouvernement. Aucun détail technique n'est fourni pendant les *PMQs*, l'expression « *Classless Society* » est associée à des concepts positifs et à des formules ambiguës. Prenons la séance du 21 novembre 1996 au cours de laquelle John Major précise que ces « remarques sur la *Classless Society* concernait l'égalité des chances et pas l'uniformité grise que l'Honorable député souhaiterait voir dans ce pays »<sup>1423</sup>. Cela résonne davantage comme un slogan où seule la forme compte. David Cameron utilisera le même procédé avec la *Big Society*, il donne les contours de ce qu'est cette société en restant vague<sup>1424</sup>, il s'agit dit-il lors de séances de *PMQs* (en juillet 2010) « d'amener la communauté à s'aider elle-même<sup>1425</sup> », puis d'ajouter (en février 2011) que « la *Big Society*, c'est bien plus que le volontariat ou l'aide apportée aux associations

---

<sup>1416</sup> Agnès Alexandre Collier dans son ouvrage *Les habits neufs de Cameron, op. cit.*, présente les différentes factions au sein du parti entre 1990 et 2010. Les *dries* « par extension la droite du parti », les « ultra », ceux en faveur d'une politique néolibérale (en opposition aux *wets*, plus modérés) et les eurosceptiques dans « un premier temps superposés sur la division *wet/dry* ». p.20-29.

<sup>1417</sup> Seldon Anthony, *Major: A Political Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997, p. 125.

<sup>1418</sup> *Ibid.*, p. 125.

<sup>1419</sup> *Ibid.*, p. 736.

<sup>1420</sup> *Ibid.*, p. 126.

<sup>1421</sup> "There should be no artificial barrier of background, religion or race. A society of opportunity where people can better themselves and their families by their own efforts", Major, J. Discours prononcé par le Premier ministre au Queen Elizabeth II Conference Centre à Westminster le 4 décembre 1990. <https://johnmajorarchive.org.uk/1990/12/04/qeii-conference-centre-speech-4-december-1990/>

<sup>1422</sup> John Major, *John Major: The Autobiography*. Harper Collins, 1999, p. 214.

<sup>1423</sup> *Hansard, HC, 21/11/1996 vol. 285, col. 1100. J. Major: My remarks about a classless society were about equality of opportunity, and not about the grey uniformity that the hon. Gentleman would wish to see in this country.*

<sup>1424</sup> Hayton Richard, « Conservative Party Statecraft and the Politics of Coalition », *Parliamentary Affairs*, vol. 67, n°1, 2014, p. 8.

<sup>1425</sup> *Hansard, HC, 14/07/2010, vol. 513, col 948. A. Bray: [...] it is about getting the community to help itself.*

caritatives, c'est laisser les services publics ouverts, transférer le pouvoir au plus petit niveau, et donner aux gens la chance de jouer un plus grand rôle dans la vie de leur communauté »<sup>1426</sup>. Il fait également usage de formules toutes faites et percutantes comme « Il existe bien une société, seulement, ce n'est pas la même chose que l'État »<sup>1427</sup>. Cette formule est en réponse à la phrase que M. Thatcher<sup>1428</sup> avait prononcée lors d'un entretien accordé au *Women's Own Magazine* en 1987 dans laquelle elle explique que les individus qui rencontrent des difficultés dans leur existence s'attendent à ce que l'État les aide et leur trouve une solution et « qu'ils en viennent à reporter leurs problèmes sur la société », tout en ajoutant que « la société, ça n'existe pas, qu'il y a des hommes et des femmes, il y a des familles, et aucun gouvernement ne peut faire quoi que ce soit, si ce n'est à travers les gens, et que les gens doivent s'occuper d'eux-mêmes avant tout »<sup>1429</sup>. David Cameron, dix-huit ans plus tard, en sortant la phrase de son contexte, s'en sert à des fins politiciennes, peu importe si sa formule trahit l'esprit de l'originale<sup>1430</sup>, ce qui est important c'est de créer une représentation de sa politique, et plus précisément de son programme *Big Society* qui a vocation à réparer la « société brisée » dont parlait Iain Duncan Smith<sup>1431</sup> et à présenter la face compassionnelle de son mandat.

La « Société Partagée » de Theresa May obéit aux mêmes procédés, c'est-à-dire qu'aucune définition précise ne vient présenter la vision de cette société. Theresa May donne l'exemple des fondations communautaires<sup>1432</sup> comme « parfait exemple de sa société partagée »<sup>1433</sup> ou encore celui des « actifs dormants »<sup>1434</sup> qui permettront de faire fonctionner la « Société Partagée » sans donner plus de détails. Les similitudes entre la *Big Society* et la *Shared Society*

---

<sup>1426</sup> Hansard, HC, 16/02/2011, vol.523, col. 953. D. Cameron: *He makes a very good point, which is that the big society is about more than just volunteering or support for charitable groups; it is about opening up public services, devolving power to the lowest level, and giving people the opportunity to play a greater part in the lives of their communities.*

<sup>1427</sup> "There is such a thing as society, it's just not the same as the state", *Birmingham Post*, 15 septembre 2005, puis repris plus tard lors de l'investiture de Cameron en tant que leader du parti conservateur, le 6 décembre 2005.

<sup>1428</sup> Raphaela Espiet Kilty, « David Cameron, Citizenship and the Big Society: a New Social Model? », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 21, n°1.

<sup>1429</sup> Margaret Thatcher, 1987, Interview for "Woman's Own" ("No Such Thing as Society").' dans Margaret Thatcher Foundation: *Speeches, Interviews and Other Statements*. London.

<sup>1430</sup> Richard Hayton, « Conservative Party Statecraft and the Politics of Coalition », *Parliamentary Affairs*, vol. 67, n°1, 2014, p. 8.

<sup>1431</sup> Iain Duncan Smith, lors du congrès du parti conservateur le 02 octobre 2007 à Blackpool, exhortait les activistes du parti à réparer la « société cassée » car selon lui : « *British society is broken and it's time you admitted it.* »

<sup>1432</sup> Les fondations communautaires sont des fondations publiques locales qui constituent et gèrent des fonds de dotation (donations) à l'appui d'organismes de bienfaisance locaux et des priorités de leur communauté.

<sup>1433</sup> Hansard, HC, 13/12/2017 vol. 633, col.396. P. Aldous: *Does she agree that community foundations are a perfect example of her shared society [...]?*

<sup>1434</sup> *Ibid.*

sont indiscutables<sup>1435</sup>. Il n'aurait pas été pertinent de la part de Theresa May de reprendre l'expression *Big Society* pour son programme car « le leader charismatique cherche continuellement de nouvelles formules, de nouveaux symboles, de nouvelles théories, ou de nouvelles interprétations »<sup>1436</sup>. À ce propos, Theresa May et David Cameron ne définiront pas exactement le sens de leur société « grande » ou « partagée » mais la caractériseront à l'aide de mantras assénés de façon implacable tout au long de leur mandat. Des formules telles que « les travailleurs qui font ce qui est juste » pour évoquer la responsabilité de chacun dans la *Big Society* ou « un pays qui fonctionne pour tout le monde » pour évoquer le partage des chances pour tout le monde dans la *Shared Society* de T. May, sont un moyen très efficace de susciter l'adhésion des membres du parti, voire du public autour d'un symbole. Roger W. Cobb et Charles D. Elder expliquent que le consensus par le symbole dépend de ce que les individus comprennent et ressentent face au symbole mais ne dépend pas du tout du sens profond de ce dernier<sup>1437</sup>. En d'autres termes, il est nécessaire d'éviter de parler de la substance du terme érigé en symbole et de s'assurer que les référents du symbole soient abstraits, éloignés, et définis de façon ambiguë<sup>1438</sup>. L'ambiguïté est une caractéristique du symbole qu'il est nécessaire de cultiver en tant que leader car elle « rend possible les différentes interprétations, masque les différences et les divergences d'intérêts »<sup>1439</sup>. L'ambiguïté, selon Murray Edelman, permet non seulement d'éviter d'offenser ceux pour qui un propos factuel et direct serait choquant mais également de permettre aux individus d'entendre et de comprendre ce que bon leur semble dans les formules vagues<sup>1440</sup>. Dans un système bipartite, les deux partis principaux sont constitués d'éléments disparates, beaucoup de membres ont des idées différentes car il n'existe pas vraiment d'autre parti qui leur correspond davantage. Le leader doit donc rester ambigu et vague pour unifier tous ces membres aux intérêts divers<sup>1441</sup>.

John Major, David Cameron et Theresa ont, tous les trois, construit la (re)présentation de leur programme sur la notion de « société ». Même si les trois types de sociétés en question font appel à des images différentes, l'intérêt de réutiliser le terme « société » à chaque nouveau

---

<sup>1435</sup> Voir Raphaële Espiet-Kilty, « Cameron and Big Society. May and Shared Society. Same Party: Two Visions? », art. cit.

<sup>1436</sup> Abner Cohen, *Two-Dimensional Man: An Essay on the Anthropology of Power and Symbolism in Complex Society*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1974, p. 30.

<sup>1437</sup> Charles Elder et Roger Cobb, *The Political Uses of Symbols*, Londres, Longman, 1983.  
Kahneman Daniel, *Thinking Fast and Slow*, New York, Farrar, 2011, p. 120.

<sup>1438</sup> *Ibid.*

<sup>1439</sup> Georges Balandier, *Le détour : pouvoir et modernité*. Paris, Fayard, 1985, p. 96-97.

<sup>1440</sup> Murray Edelman, *Constructing the Political Spectacle*, op. cit., p. 50.

<sup>1441</sup> Patricia Sykes, *Presidents and Prime Ministers: Conviction Politics in the Anglo-American Tradition*, Lawrence, University Press of Kansas, 2000.

mandat semble une bonne stratégie. L'objectif pour le leader est en effet de trouver la bonne formule qui va incarner son leadership ou sa politique ; c'est-à-dire la simple évocation de l'expression va susciter une variété d'impressions et de significations. Si le terme ne suscite aucune émotion, aucune image ou aucune valeur, ce dernier n'est pas un symbole. Le terme « société » à travers les expressions *Classless Society* ou *Shared Society* ou *Big Society* pris séparément peut difficilement être classé comme un symbole (il reste une simple notion ou un concept). En revanche, si ce mot est considéré en association aux expressions mentionnées ci-dessus et en relation les unes aux autres, dans un sens global, le mot « société », dans le contexte précis du parti conservateur, devient un symbole. Les trois Premiers ministres n'ont fait qu'imprégner le mot « société » de valeurs, de significations différentes. C'est l'utilisation, de façon consécutive, de différents adjectifs accolés au terme qui a contribué au processus de symbolisation du mot « société ». Dans d'autres cas, ce processus de symbolisation se déroule différemment. L'exemple de l'Union européenne en tant que symbole illustre bien le mécanisme de symbolisation et présente de façon claire les autres fonctions (et effets) des symboles.

#### **4.1.3. Le symbole « Europe »**

Une caractéristique de l'identité du parti conservateur réside dans son euroscepticisme et particulièrement depuis le discours de M. Thatcher à Bruges en 1988. Cet euroscepticisme a eu un impact significatif sur les décisions politiques des différents gouvernements conservateurs (le rabais<sup>1442</sup> obtenu par M. Thatcher en 1984, ou encore les options de retrait dans l'Union européenne<sup>1443</sup>, ou l'accord d'un référendum sur la sortie de l'Union européenne) et c'est la raison pour laquelle il est important d'étudier comment l'Europe est représentée dans le discours politique des Premiers ministres et députés conservateurs à la Chambre. Il sera également question d'analyser le lien entre cette représentation (eurosceptique) de l'Union européenne et les différentes actions politiques des trois Premiers ministres à l'étude. Comme l'explique Agnès Alexandre-Collier<sup>1444</sup>, l'euroscepticisme s'exprime par différents degrés d'intensité. Au regard des déclarations faites par les Premiers ministres et les députés conservateurs pendant la période à l'étude, deux pôles sont identifiés. L'euroscepticisme

---

<sup>1442</sup> Rabais sur la contribution du Royaume-Uni au budget européen

<sup>1443</sup> Les options de retrait dans l'Union européenne (ou *opting-out*) sont des exceptions au droit de l'Union européenne

<sup>1444</sup> Philip Cowley et Mark Stuart, « The Cambusters: The Conservative European Union Referendum Rebellion of October 2011 », *Political Quarterly*, vol. 83, n° 2, avril-juin 2012, p. 402., dans Alexandre-Collier Agnès, « Le nouveau visage de l'euroscepticisme à la Chambre des communes », art. cit.

modéré d'une part et l'euroscepticisme radical d'autre part<sup>1445</sup>. On a également observé que les eurosceptiques modérés pratiquaient davantage un euroscepticisme pragmatique, c'est-à-dire : soutenir une position de maintien au sein de la Communauté européenne ou de l'Union européenne principalement pour servir les intérêts économiques du Royaume-Uni tout en veillant à ne pas trop céder de pouvoirs institutionnels à Bruxelles. La frange eurosceptique radicale, elle, est plutôt animée par l'idéologie, c'est-à-dire que leur rejet de l'Union européenne procède d'un sentiment nationaliste, souverainiste et identitaire. Le Premier ministre en tant que leader a la lourde tâche d'essayer de concilier les différentes franges eurosceptiques du parti. Il se trouve qu'à travers notre étude nous avons remarqué que John Major, David Cameron et Theresa May ont adopté une position eurosceptique modérée et pragmatique. Par exemple, la déclaration de John Major lors d'une *PMQs* du mois de juin 1996 illustre très bien la position qu'il a adoptée lors de toutes les *PMQs* de son mandat :

John Major : Notre politique est d'être dans l'Europe, de nous battre pour les intérêts britanniques, exprimer notre désaccord avec nos partenaires européens et tomber d'accord avec eux lorsque cela est dans l'intérêt de ce pays<sup>1446</sup>.

David Cameron, quant à lui, déclarera (toujours lors d'une séance de *PMQs*) que « notre position sera meilleure au sein de l'UE mais qu'il faut apporter des changements à cette dernière »<sup>1447</sup>. Et Theresa May adoptant ce que l'on appelé une position de *Brexit* modérée dira qu'« elle garantit d'agir selon le résultat du référendum et de sortir de l'UE, mais également de maintenir de bonnes relations avec nos voisins dans l'Europe »<sup>1448</sup> (sous-entendant « des bonnes relations économiques avec l'UE »). Les attaques et les critiques contre l'Europe proviennent en très grande majorité des députés conservateurs qui, eux, adoptent une position plus radicale concernant l'Union européenne. On a bien deux visions de l'Europe et deux représentations de cette dernière. La première, celle proposée par les eurosceptiques modérés et principalement par les trois Premiers ministres à l'étude est caractérisée par une approche raisonnée et raisonnable, alors que celle proposée par les eurosceptiques plus radicaux relève davantage de

---

<sup>1445</sup> Aleks Szczerbiak et Paul Taggart, *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, vol. 2, Londres, Oxford University Press, 2008.

<sup>1446</sup> *Hansard, HC*, 11/06/1996, vol. 279, col. 113. J. Major: *Our policy is to be within Europe, fighting for British interests, disagreeing with our European partners when we must and agreeing with them when it is in the interests of this country.*

<sup>1447</sup> *Hansard, HC*, 09/03/2011, vol. 524, col. 905. D. Cameron: *We are better off inside the EU but making changes to it.*

<sup>1448</sup> *Hansard, HC*, 16/01/2019, vol. 652, col. 1156. T. May: *Ensuring that we deliver on the referendum result – that we leave the EU [...] end of free movement, ensuring that we could have our own trade policy and be fairer to our farmers and fishermen, but maintain that good relationship with our neighbours in the EU.*

l'émotionnel. Considérons dans un premier temps l'image que les Premiers ministres donnent de l'Union européenne dans leurs réponses au cours de *PMQs*. À partir de l'Annexe 14 qui répertorie la plupart des déclarations en faveur de l'Union européenne (ou la Communauté européenne)<sup>1449</sup> faites par John Major et David Cameron (aucune pour T. May) au cours de leurs mandats, nous proposons ci-dessous un condensé de ces critiques positives envers l'Union européenne. Pour John Major, « l'industrie, le commerce, et les individus dans ce pays se portent mieux au sein plutôt qu'à l'extérieur de la Communauté européenne »<sup>1450</sup> ; il explique que « notre politique est de faire de la Communauté européenne un succès »<sup>1451</sup>, « une plus grande Union européenne, un libre marché au sein de l'UE, une UE décentralisée »<sup>1452</sup>. John Major qui considère l'Europe comme « un terrain de jeu »<sup>1453</sup>, voit « à l'intérieur de la Communauté européenne un nombre grandissant d'avantages d'un marché unique »<sup>1454</sup>. Quant à David Cameron, il « veut faire partie d'une Europe réformée et pleine de succès »<sup>1455</sup>, « plus ouverte, plus flexible et plus compétitive »<sup>1456</sup>, parce que selon lui, « nous sommes plus forts, plus en sécurité et nous nous portons mieux dans une Europe réformée »<sup>1457</sup> et que « nous ne nous diluons pas à l'intérieur de l'UE mais nous renforçons le pouvoir de la Grande-Bretagne et le prestige de notre pays »<sup>1458</sup>. Au moment où David Cameron entre en campagne en faveur du maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, il utilise pour défendre sa position et celle du Royaume-Uni à l'intérieur de l'Union une argumentation construite et raisonnée. Il a recours à un discours structuré qui commence souvent par « mon argument »<sup>1459</sup> ou

---

<sup>1449</sup> La Communauté européenne (CE), appelée Communauté économique européenne (CEE) jusqu'au traité de Maastricht en 1992, ne se confond formellement avec celle de l'Union européenne (UE) que depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2009, date d'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

<sup>1450</sup> *Hansard, HC, 28/11/1991, vol. 199, col. 1064. J. Major: Industry, commerce and individuals in this country are better off in the EC than outside it.*

<sup>1451</sup> *Hansard, HC, 24/05/1994, vol. 244, col. 178. J. Major: Our policy is to make a success of the EC and to make sure that it regains the affection of people.*

<sup>1452</sup> *Hansard, HC, 07/02/1995, vol. 254, col. 138. J. Major: A wider EU, a free market EU, a decentralised EU*

<sup>1453</sup> *Hansard, HC, 04/05/1993, vol. 224, col. 16. J. Major: [...] have a playing field in Europe.*

<sup>1454</sup> *Hansard, HC, 01/07/1993, vol. 227, col. 1106. J. Major: [...] we see within EC the increasing advantages of the single market.*

<sup>1455</sup> *Hansard, HC, 23/01/2013, vol. 557, col. 304. D. Cameron: I want to be part of a reformed and successful EU.*

<sup>1456</sup> *Hansard, HC, 23/01/2013, vol. 557, col. 304. D. Cameron: We want a European Union that is more open, more flexible, more competitive.*

<sup>1457</sup> *Hansard, HC, 08/06/2016, vol. 611, col. 1182. D. Cameron: [...] in favour of staying in a reformed EU because we are stronger, safer and better off.*

<sup>1458</sup> *Hansard, HC, 15/06/2016, vol. 611, col. 1757. D. Cameron: We do not diminish ourselves inside a EU ; we enhance the power of Britain and the greatness of our country.*

<sup>1459</sup> *Hansard, HC, 02/03/2016, vol. 606, col. 945. D. Cameron: My arguments about being stronger in the reformed European Union; 03/06/2015.*

« l'argument le plus solide »<sup>1460</sup> ou « le point que je veux soulever »<sup>1461</sup> » ainsi que des chiffres et des pourcentages assortis d'acronymes et de termes très techniques. Il évoque « le versement à 81% des agriculteurs qui ont fait une demande à la *Rural Payment Agency* en 2015 »<sup>1462</sup>, les frais de douanes anti-dumping, les investissements étrangers directs, les plateformes de chaînes d'approvisionnement, les contributions au budget européen alloué à la recherche, l'accès au marché sans frais de douanes ni quotas... Cameron prend le temps de développer ses arguments en détail (voir Annexe 14) et sans effets rhétoriques notables, il en appelle clairement à la raison des Britanniques.

Ces remarques plutôt positives concernant l'Union européenne et la relation entre l'Europe et le Royaume-Uni sont contrebalancées par des remarques négatives. L'objectif est de ne pas s'aliéner la frange plus radicale du parti et de ne pas donner l'impression de renier l'identité eurosceptique du parti. Toujours à partir de l'Annexe 14, on peut entendre D. Cameron dire « vouloir remplacer le *Human Rights Act*<sup>1463</sup> par une *British Bill of Rights* »<sup>1464</sup>, accuser « la zone Schengen d'avoir des frontières poreuses »<sup>1465</sup>, trouver « inacceptable de voir les dépenses pour l'UE augmenter »<sup>1466</sup> et enfin dire subir « les attaques continuelles que représentent les réglementations venant de Bruxelles »<sup>1467</sup>. John Major, quant à lui, déplore que « les conditions de travail soient dictées par Bruxelles »<sup>1468</sup>, il trouve « extrêmement décevant le jugement rendu

---

<sup>1460</sup> *Hansard, HC, 08/06/2016, vol. 611, col. 1185. D. Cameron: I think that the strongest argument for the Government's position of wanting us to stay.*

<sup>1461</sup> *Ibid., col. 1182. D. Cameron: I would make the point.*

<sup>1462</sup> *Hansard, HC, 02/03/2016 vol. 606, col. 948. D. Cameron: The system is complicated, and we need to make sure that the Rural Payments Agency does the very best that it can. To date 70,000 farmers have received their 2015 payments, which is 81% of all claims paid, but there is always room for improvement. Indeed, we should look at all the devolved areas of the United Kingdom to see how they are coping with the problem, but more broadly it is very important that we maintain the access that our farmers have without tariff, without tax, without quota, to produce the cleanest and best food anywhere in the world and export it unhindered to 500 million people in the European single market.*

<sup>1463</sup> Le *Human Rights Act* 1998 est une loi britannique adoptée par le Parlement du Royaume-Uni le 9 novembre 1998 et en vigueur depuis 2 octobre 2000. Elle prévoit l'incorporation de la Convention européenne des droits de l'homme de 1953 dans le droit britannique. Cette loi édicte les droits fondamentaux et les libertés auxquels chacun(e) a droit sur le sol britannique.

<sup>1464</sup> *Hansard, HC, 01/12/10, vol. 519, col. 819. D. Cameron: We should be replacing the Human Rights Act with a British Bill of Rights*

<sup>1465</sup> *Hansard, HC, 20/04/2016, vol.608, col.917. D. Cameron: The Schengen zone is only as strong as its weakest border.*

<sup>1466</sup> *Hansard, HC, 27/10/10, vol. 517, col. 309. D. Cameron: It is completely unacceptable to see spending rise consistently in the EU.*

<sup>1467</sup> *Hansard, HC, 07/12/11, vol. 537, col. 294. D. Cameron: We are seeing it under continued regulatory attack from Brussels.*

<sup>1468</sup> *Hansard, HC, 12/11/1996, vol. 285, col. 154. J. Major: What I object to is working conditions being dictated from Brussels.*



aujourd'hui par la Cour européenne des droits de l'Homme contre le gouvernement »<sup>1469</sup> et met en garde le pays contre « le volet social du traité de Maastricht qui alourdirait les coûts, détruirait les emplois et la compétitivité »<sup>1470</sup>. Du côté des députés conservateurs, le ton, pendant les *PMQs*, n'est pas le même du tout, les attaques contre l'Union européenne sont bien plus violentes (rares sont les députés qui ont eu, au cours des trois mandatures à l'étude, un discours modéré envers l'Europe<sup>1471</sup>, les commentaires pendant les *PMQs* sont négatifs dans leur très grande majorité). A l'instar du mot « société », la représentation de l'Union européenne conserve la même teneur au fil des années et chaque mandat vient recharger négativement le terme qui est devenu un symbole puissant. On peut alors se demander par quel processus l'Union européenne est devenue un symbole négatif propre au groupe des conservateurs. Afin de répondre à cette question, nous avons relevé toutes les références négatives à l'Union européenne provenant des députés conservateurs et nous les avons rangées en sept grandes catégories. La première et la deuxième catégories concernent les attaques dirigées contre l'Europe qui menace d'une part la souveraineté (institutionnelle, économique, juridique...) du Royaume-Uni et d'autre part sa cohésion nationale et son identité (première et deuxième colonne dans figure 26). La troisième catégorie (troisième colonne dans figure 26) recense les accusations de corruption (de la part de l'UE) et la quatrième (quatrième colonne du tableau de la figure 26), celles de violations de la démocratie (de la part de l'Europe envers le Royaume-Uni). La cinquième catégorie (colonne 5 du tableau) fait la liste des échecs de la monnaie unique, l'euro, la sixième est relative aux critiques sur le financement de l'Union européenne et enfin une dernière catégorie (septième colonne) regroupe les critiques concernant le mode d'organisation de l'UE. Le tableau ci-dessous présente seulement une sélection des attaques formulées à l'endroit de l'UE.

Figure 26. Attaques des députés conservateurs contre l'Union européenne

Accusations portées par les députés contre l'UE	Exemples pendant les <i>PMQs</i> (entre 1990 et 2019)
---	---

<sup>1469</sup> Hansard, HC, 22/02/1996, vol. 272, col. 489. J. Major: *It is extremely disappointing that the European Court of Human Rights has found against the government.*

<sup>1470</sup> Hansard, HC, 02/02/1993, vol. 218, col. 139. J. Major: *The social chapter adds to costs, destroys jobs and destroys competitiveness.*

<sup>1471</sup> Voir Agnès Alexandre Collier Alexandre-Collier Agnès, *Les habits neufs de David Cameron. Les conservateurs britannique (1990-2010)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p. 27-38.

L'UE menace la souveraineté du pays	<p>- Mr Janner : Est-ce que le Parlement du Royaume-Uni doit se rendre et livrer sa souveraineté dans l'intérêt de l'unité de l'Europe ? <sup>1472</sup> (12/05/1992)</p> <p>- Mr J. Townend : [...] l'excès de réglementation qui vient pour la plupart de l'Europe et qui détruit beaucoup de nos petites entreprises<sup>1473</sup>. (22/07/1993)</p> <p>- Priti Patel : [...] le <i>Human Rights Act</i> est un exemple criant de ce qui ne va pas dans notre pays<sup>1474</sup> (01/12/2010)</p> <p>- Mr E. Leigh : l'UE pourrait avoir son mot à dire sur le montant des aides sociales que nous devrions payer aux Roumains et aux Bulgares avant même que ces derniers aient apporté leur contribution à notre société<sup>1475</sup> (27/02/2013)</p> <p>- Mr A. Coombs : [...] les Britanniques veulent que soit limitée l'ingérence de la Commission européenne dans les moindres aspects de leur existence<sup>1476</sup> (06/06/1995)</p>
L'UE menace l'identité et la cohésion nationale	<p>- Sir P. Tapsell : [...] si une union fiscale était créée, elle serait dominée par l'Allemagne et ce serait la fin de la démocratie partout en Europe<sup>1477</sup>. (24/10/2012)</p> <p>- A.M. Morris : [...] la libre circulation des individus prévue par l'UE détruit les chances des citoyens de nationalité britannique de trouver un emploi<sup>1478</sup>. (09/03/2016)</p> <p>- C. Chope : [...] si nous restons dans l'UE, il y aura 3 millions de migrants supplémentaires d'ici à 2030<sup>1479</sup> (20/04/2016)</p>

<sup>1472</sup> *Hansard, HC, 12/05/1992, vol. 207, col. 493. Mr. Janner: Parliament of the United Kingdom should surrender sovereignty in the interests of European unity.*

<sup>1473</sup> *Hansard, HC, 22/07/1993, vol. 229, col. 500. Mr. John Townend: over-regulation, much of which comes from Europe, and which is destroying many of our small businesses?*

<sup>1474</sup> *Hansard, HC, 01/12/2010, vol. 519, col. 819. Priti Patel: If the Human Rights Act is "a glaring example of what is going wrong in our country", when will the Government put the human rights of the law-abiding majority above those of dangerous convicted criminals?*

<sup>1475</sup> *Hansard, HC, 27/02/2013, vol. 559, col. 312. Mr Edward Leigh: [...] that the EU would now be interfering potentially in what benefits we should pay to Romanians and Bulgarians before they have made any contribution to our society?*

<sup>1476</sup> *Hansard, HC, 06/06/1995, vol. 261, col. 17. Mr. Anthony Coombs: the vast majority of the British people want the European Commission's interference in the nooks and crannies of British life to be reduced?*

<sup>1477</sup> *Hansard, HC, 24/10/2012, vol. 551, col. 920. Sir Peter Tapsell: [...] a fiscal union would certainly be dominated by Germany, and that would lead to the death of democracy throughout most of Europe.*

<sup>1478</sup> *Hansard, HC, 09/03/2016, vol. 607, col. 271. Anne Marie Morris: Does the Prime Minister agree that the EU's free movement of people is damaging the employment prospects of UK nationals?*

<sup>1479</sup> *Hansard, HC, 20/04/2016, vol. 608, col. 913. Mr Christopher Chope: [...] which warns that if we stay in the European Union, there will be 3 million more migrants by 2030?*

	- Mr Lamont : [...] la Cour de justice de l'UE devrait recevoir le premier prix pour son attaque contre le fromage Cheddar <sup>1480</sup> . (07/03/1996)
L'UE accusée de corruption	- Mr Dykes : [...] un besoin de réformer la politique agricole commune pour éradiquer la fraude contenue dans cette politique <sup>1481</sup> (13/02/1992) - Philip Davies : Peut-il (le Premier ministre) nous dire où figure l'UE dans son classement en termes de corruption étant donné qu'elle n'a pas fait approuver ses comptes depuis 20 ans ? <sup>1482</sup> (11/05/2016)
L'Europe en tant que régime non-démocratique	- Mr Gill : [...] les diktats socialistes de Jacques Delors <sup>1483</sup> . (04/06/1992) - Priti Patel : [...] le mépris du public pour les bureaucrates non-élus à Strasbourg <sup>1484</sup> (09/02/2011) - Sir Gerald Howarth : [...] la Cour européenne des droits de l'Homme qui cherche à aller à l'encontre de la volonté des Britanniques <sup>1485</sup> . (05/06/2013) - Dr Julian Lewis : [...] une unification fiscale de la zone euro mène incontestablement à la création d'un gouvernement unique et dangereusement non-démocratique <sup>1486</sup> (07/12/2011)
Les échecs de l'euro	- Andrew Rosindell : [...] la crise désastreuse de l'euro <sup>1487</sup> (07/12/2011) - Sir G. Howarth : [...] la politique monétaire désastreuse qui a causé un chaos économique <sup>1488</sup> (23/01/2013) - Dr Liam Fox : [...] la zone euro est en train d'échouer et de menacer la stabilité financière mondiale <sup>1489</sup> (29/10/2014)

<sup>1480</sup> Hansard, HC, 07/03/1996, vol. 273, col. 451. *Mr Lamont: Should the first prize go to the European Court of Justice for its ruling on fishing or to the attack on the brand of Cheddar cheese, or should the golden fleece go to the European Commission's astonishing dawn raid on the Football Association's headquarters?*

<sup>1481</sup> Hansard, HC, 13/02/1992, vol. 203, col. 1109. *Mr Dykes: [...] be to reform the common agricultural policy, to remove the losses from fraud which occur within that policy.*

<sup>1482</sup> Hansard, HC, 11/05/2016, vol. 609, col. 625. *Philip Davies: the European Union in his league table of corruption, given that it has not had its accounts signed off for 20 years?*

<sup>1483</sup> Hansard, HC, 04/06/1992, vol. 208, col. 943. *Mr. Gill: [...] not the socialist diktats of Jacques Delors.*

<sup>1484</sup> Hansard, HC, 09 /02/2011, vol. 523, col. 300. *Priti Patel: In view of the public's disdain for the unelected bureaucrats in Strasbourg [...]*

<sup>1485</sup> Hansard, HC, 05/06/ 2013, vol. 563, col. 1513. *Sir Gerald Howarth: Does my right hon. Friend agree that the actions of the European Court of Human Rights in seeking to frustrate the will of the British people to rid ourselves of terrorists illustrate the extent to which that Court has betrayed its original principles?*

<sup>1486</sup> Hansard, HC, 07/12/2011, vol. 537, col. 301. *Dr Julian Lewis: Why is my right hon. Friend supporting a policy of fiscal unification for the eurozone states that, if it happens, will undoubtedly lead to the creation of a dangerously undemocratic single Government for those countries?*

<sup>1487</sup> Hansard, HC, 07/12/2011, vol. 537, col. 292. *Andrew Rosindell: [...] an end to the disastrous crisis of the euro.*

<sup>1488</sup> Hansard, HC, 23/01/2013, vol. 557, col. 308. *Sir Gerald Howarth: [...] those members of the eurozone that have introduced the disastrous single currency policy into Europe, which has caused economic chaos.*

<sup>1489</sup> Hansard, HC, 29/10/2014, vol. 587, col. 304. *Dr Liam Fox: The big picture is that the eurozone is failing and threatening global financial stability. [...] Why should Britain be paying for the failures of the eurozone?*

<p>Critiques du financement de l'UE</p>	<p>- Mr Bone : [...] les réductions dans le budget de la défense ne serviront pas à réduire le déficit mais à subventionner nos partenaires européens<sup>1490</sup> (20/10/2010)</p> <p>- Peter Bone : [...] les gens ont voté pour sortir de l'UE pour arrêter de dépenser des milliards et des milliards de livres pour l'UE chaque année<sup>1491</sup> (06/12/2017)</p> <p>- Mc Cartney : [...] pour que les contribuables britanniques ne soient pas forcés de déverser de l'argent dans ce puits sans fond qu'est l'Europe<sup>1492</sup>. (08/06/2016)</p>
<p>Critiques sur l'organisation de l'UE</p>	<p>- Mr Cash : [l'EU est] un super-État fédéral<sup>1493</sup> (27/06/1991)</p> <p>- Sir P. Tapsell : [...] le rejet d'un États-Unis de l'Europe<sup>1494</sup> (28/10/1993)</p> <p>- Sir Cranley Onslow : [...] l'horreur absolue d'une sorte d'Union européenne fédérale et centralisée<sup>1495</sup> (24/05/1994)</p>

Afin de créer ou de renforcer le symbole « Europe » ou plus précisément « UE » (Union européenne), les députés chargent le symbole de valeurs et de sentiments négatifs. Pour résumer les éléments du tableau ci-dessus, l'Europe est présentée comme « un danger pour les emplois des Britanniques<sup>1496</sup>, pour le système social<sup>1497</sup>, et pour la souveraineté du pays<sup>1498</sup>. Elle s'est emparée du contrôle des frontières du RU<sup>1499</sup>, laissant déferler sur le sol britannique des

<sup>1490</sup> Hansard, HC, 20/10/2010, vol. 516, col. 938. Mr Bone: [...] so yesterday's cuts to the defence budget will not go to reduce the deficit, but to subsidise our European partners. This is obscene.

<sup>1491</sup> Hansard, HC, 06/12/2017, vol. 632, col. 1029. Mr Peter Bone: When the British people voted to leave the European super-state, to stop sending billions and billions of pounds to the EU each and every year, and to make our laws in our own country.

<sup>1492</sup> Hansard, HC, 08/06/2016, vol. 611, col. 1186. Mc Cartney: that hard-working British taxpayers will not be forced to pour money into that EU black hole.

<sup>1493</sup> Hansard, HC, 27/06/1991, vol. 193, col. 1135. Mr. Cash: [...] against the federal super-state

<sup>1494</sup> Hansard, HC, 28/10/1993, vol.230, col. 972. Sir Peter Tapsell: [...] total rejection of a united states of Europe?

<sup>1495</sup> Hansard, HC, 24/05/1994, vol. 244, col. 177. Sir Cranley Onslow: As the British electorate clearly cannot expect Opposition Members to spell out the full horrors of the sort of centralised and federal European Union.

<sup>1496</sup> Hansard, HC, 19/01/1993, vol.217, col. 255. Sir John Hannam: Will my right hon. Friend confirm that the social chapter, which he skilfully negotiated out of the Maastricht treaty, would destroy investment, business confidence and jobs in this country.

<sup>1497</sup> Hansard, HC, 27/02/2013, vol. 559, col. 312. Mr Edward Leigh: Who would have thought, when some of us voted for just a common market all those years ago, that the EU would now be interfering potentially in what benefits we should pay to Romanians and Bulgarians before they have made any contribution to our society?

<sup>1498</sup> Hansard, HC, 24/05/1994, vol. 244, col. 177. Sir Cranley Onslow: As the British electorate clearly cannot expect Opposition members to spell out the full horrors of the sort of centralised and federal European Union...

<sup>1499</sup> Hansard, HC, 18/11/2015, vol. 602, col. 665. Andrew Rosindell: So will he take immediate action to secure our borders [...] to restore complete sovereignty over our British borders from the European Union?

millions de migrants<sup>1500</sup>. L'UE est corrompue<sup>1501</sup>, non-élue<sup>1502</sup>, c'est un gouffre financier<sup>1503</sup> menaçant de semer le chaos<sup>1504</sup> dans le pays » ... Contrairement au discours plus modéré des Premier ministre, les députés ne semblent pas disposés à recourir à l'argumentation raisonnée mais aux émotions. D'ailleurs, le processus de symbolisation implique nécessairement une telle dimension émotionnelle. Les députés vont toucher la corde sensible de façon bien plus soutenue et invoquer les grands symboles du pays comme la monarchie. Par exemple, un député conservateur (Mr Janner) se demande « quel rôle la monarchie britannique aura lorsque le pays aura cédé sa souveraineté à l'UE »<sup>1505</sup>, une autre demande au Premier ministre « si le gouvernement de sa Majesté va plier le genou devant la Cour européenne »<sup>1506</sup>. Une autre façon de susciter des émotions fortes est de raviver de vieilles rancœurs contre l'Allemagne, par exemple. En effet, Sir Peter Tapsell, à plusieurs reprises, évoque la position dominante de l'Allemagne en termes négatifs (cela dans le contexte de la crise de la dette européenne et l'évocation d'une union fiscale)<sup>1507</sup>. Lors d'une séance de juillet 2011, il demande au Premier ministre s'il ne pense pas qu'« une union fiscale donnerait inévitablement à l'Allemagne une position encore plus dominante »<sup>1508</sup> et que selon le député Arnold, « les réserves d'or seraient transférées à Frankfort »<sup>1509</sup>, et se demande « si les Allemands peuvent daigner étudier les

---

<sup>1500</sup> *Hansard, HC, 20/04/2016, vol.608, col. 913. Mr Christopher Chope [...] which warns that if we stay in the EU, there will be 3 million more immigrants by 2030.*

<sup>1501</sup> *Hansard, HC, 13/03/1997, vol. 292, col 495. Sir G Gardiner: will he say how much British taxpayers' money is being laundered through the Commission for that dubious exercise?*

<sup>1502</sup> *Hansard, HC, 22/02/1996, vol. 272, col. 488. Mr Nicholls: it is simply unacceptable that an unelected foreign court should put its judgement on British policy before that of a British Home.*

<sup>1503</sup> *Hansard, HC, 08/06/2013, vol. 611, col. 1186. Mc Cartney: [that] hard-working British taxpayers will not be forced to pour money into that EU black hole.*

<sup>1504</sup> *Hansard, HC, 23/01/2013, vol. 557, col. 308. Sir G. Howarth: single currency policy in Europe has caused economic chaos.*

<sup>1505</sup> *Hansard, HC, 12/05/1992, vol 207, col. 495. Mr Janner: [...] the extent to which, in his own opinion, the Parliament of the United Kingdom should surrender sovereignty in the interests of European unity and what role he considers that a British monarch should play in influencing policy and opinion within the European Community?*

<sup>1506</sup> *Hansard, HC, 11/05/2011, vol.527, col. 1155. Mr Hollobone: Will Her Majesty's Government bend their knee to the European Court, or will they stand up and insist that on this issue Britain will not budge?*

<sup>1507</sup> Le contexte est celui de la crise de la dette européenne entre 2009 et la fin des années 2010. Plusieurs États membres de la zone euro (Grèce, Portugal, Irlande, Espagne et Chypre) ne pouvaient plus rembourser leurs dettes ou renflouer les banques surendettées (sous leur contrôle) sans l'assistance de partis tiers comme d'autres États membres de la zone, la Banque Centrale Européenne ou encore le FMI. C'est dans un tel contexte que l'idée de la création d'une Europe plus fédérale dotée de pouvoirs en matière de fiscalité. Une plus grande intégration européenne avec un organe central qui contrôlerait le budget de États membres a été proposée le 14 juin 2012 par Jens Weidmann, alors président de la Deutsche Bundesbank.

<sup>1508</sup> *Hansard, HC, 07/12/2011, vol. 537, col. 303. Sir Tapsell: [...] the alternative policy of a fiscal union will [...] pose a great threat to the liberty of Europe, because it would inevitably make Germany still more dominant?*

<sup>1509</sup> *Hansard, HC, 13/06/1996, vol.279, col. 417. Mr Arnold: [...] our gold reserves—to Frankfurt, which is what would follow a Labour Government's subscription to the social chapter and a single currency?*

raisons qui ont conduit à la révolte du *Boston Tea Party* »<sup>1510 1511</sup>. À peine un an plus tard, ce même député dira à nouveau que si une union fiscale devait être créée, elle serait dominée par l'Allemagne, ce qui « conduirait à la mort de la démocratie partout en Europe »<sup>1512</sup>. Les procédés rhétoriques sont à l'œuvre dans ce processus de symbolisation. En effet, les figures de style de l'hyperbole ou simplement l'exagération ainsi que l'enthymème (voir ci-dessous) et la comparaison sont beaucoup utilisées et contribuent à la dramatisation de la représentation de l'UE. L'hyperbole est, par exemple, rendue par les adjectifs dans des formules comme : « ceci est obscène »<sup>1513</sup> (en parlant du moyen de financement de l'UE), « une crise désastreuse de l'euro »<sup>1514</sup>, un « volet social aux dégâts incalculables »<sup>1515</sup>, les « politiques démentes de Bruxelles »<sup>1516</sup>, ou encore « ceci est complètement inacceptable »<sup>1517</sup> (que l'UE augmente sa bureaucratie) et « profondément impopulaire »<sup>1518</sup>. L'enthymème est une sorte de syllogisme souvent réduit à deux termes<sup>1519</sup> et sert de raccourci sémantique. Par exemple, lorsque l'UE est associée à l'image de bureaucrates non-élus et qui n'ont donc aucune obligation de rendre des comptes, cela peut paraître contraire aux principes démocratiques en vigueur dans un pays comme le Royaume-Uni. Le raccourci est donc le suivant : les principes de l'UE sont contraires à la démocratie. Et enfin, les métaphores et les comparaisons vont servir à faire entrer la représentation de l'UE dans un monde mythologique. Les députés parlent (de façon très ironique) de remettre la Toison d'Or (comme une récompense) à la Cour européenne de justice pour avoir attaqué les bijoux nationaux que sont le cheddar, la pêche ou encore le siège de la

---

<sup>1510</sup> Il s'agit d'un événement précédant la guerre d'indépendance américaine. Les colons américains se révoltèrent contre les taxes et les impôts levés par la couronne britannique en jetant à l'eau les cargaisons en provenance de l'Angleterre dans le port de Boston.

<sup>1511</sup> *Hansard, HC, 07/12/2011, vol. 537, col. 303. Sir P. Tapsell: Can the Germans be persuaded to study the reason for the Boston tea party? "No taxation without representation" is the bastion of freedom.*

<sup>1512</sup> *Hansard, HC, 24/10/2012, vol. 551, col. 920. Sir P. Tapsell: [...] if a fiscal union were introduced, it would certainly be dominated by Germany, and that would lead to the death of democracy throughout most of Europe.*

<sup>1513</sup> *Hansard, HC, 20/10/2010, vol. 516, col. 938. P. Bone: [...] yesterday's cuts to the defence budget will not go to reduce the deficit, but to subsidise our European partners. This is obscene.*

<sup>1514</sup> *Hansard, HC 07/12/2011, vol. 537, col. 292. Mr Rosindell: [...] an end to the disastrous crisis of the euro—a currency that the Labour party still want us to join.*

<sup>1515</sup> *Hansard, HC, 09/03/1993, vol.220, col. 783. Sir Roger Moate: Does my right hon. Friend agree that to sign up to the social chapter would inflict incalculable damage on British business and hold back economic recovery?*

<sup>1516</sup> *Hansard, HC, 09/07/1996, vol. 281, col. 173. T. Taylor: [...] largely as a result of lunatic Brussels policies—*

<sup>1517</sup> *Hansard, HC, 20/10/2010, vol. 516, col. 943. D. Nuttall: Does the Prime Minister agree that it is completely unacceptable that the European Union is expanding its bureaucracy while here in the UK we are cutting ours?*

<sup>1518</sup> *Hansard, HC, 18/05/2011, vol. 528, col. 340-41. Mr. James: An increasing number of European Court of Human Rights and European Court of Justice judgments are deeply unpopular in our country.*

<sup>1519</sup> Forme de raisonnement dans laquelle le syllogisme est réduit à deux termes, l'antécédent et le conséquent et dans lequel une partie des prémisses ou la conclusion est sous-entendue. *Je pense, donc je suis*, est un enthymème.

*Football Association*<sup>1520</sup>, d'autres décrivent l'UE comme un monstre dont les « tentacules »<sup>1521</sup> doivent être coupées pour laisser libre « notre nation insulaire chérie »<sup>1522</sup>.

Face à une menace si grande, les députés ont mis en avant la conduite à adopter afin de maîtriser le « monstre ». Certains parlent de mobiliser tous les « efforts pour repousser ces institutions autoritaires »<sup>1523</sup>, d'autres conseillent au Premier ministre de « montrer à Bruxelles l'esprit du bouledogue »<sup>1524</sup><sup>1525</sup>, Tim Loughton demande au Premier ministre de « frapper cette ridicule Cour de justice de l'Union européenne de ses critiques acérées »<sup>1526</sup> et enfin, Philip Davies, quant à lui, ne voit que « la seule solution pour reprendre le contrôle de nos frontières et de notre système d'aides sociales est de quitter l'UE »<sup>1527</sup>.

Dans le cas de l'UE, il est indiscutable que les députés conservateurs ont contribué à faire de l'UE un symbole négatif tout au long des différents mandats, et ce, grâce aux différentes tactiques pour susciter le plus d'émotions possible auprès du public... Plus le symbole suscite d'émotions diverses et fortes, plus il est puissant. La raison n'intervient pas, aucune définition technique n'est présentée, d'ailleurs, la plupart des Britanniques ne connaissent pas très bien les institutions européennes<sup>1528</sup> (la capacité d'évocation symbolique n'est nullement en rapport avec la connaissance précise de l'histoire et les événements liés au symbole) seule l'émotion compte. Philippe Braud explique ce phénomène :

Il y a en effet flottement du sens par abaissement du seuil de vigilance (degré d'attention intellectuelle) de la raison raisonnante. [...] Le rapport au symbolique relève d'une attitude d'abandon de cette vigilance consciente, de resserrement de cet étau qui régule l'expression des émotions, canalise les perceptions, oriente et dirige les interprétations de la réalité vécue<sup>1529</sup>.

---

<sup>1520</sup> Hansard, HC, 07/03/1996, vol. 273, col. 451. Mr. Lamont: [...] should the golden fleece go to the European Commission's astonishing dawn raid on the Football Association's headquarters?

<sup>1521</sup> Hansard, HC, 21/11/2018, vol.649, col. 855. A. Rosindell: completely cutting away the tentacles of the EU from our cherished island nation once and for all?

<sup>1522</sup> Ibid.

<sup>1523</sup> Hansard, HC, 18/05/2011, vol. 528, col. 340-41. M. James: An increasing number of European Court of Human Rights and European Court of Justice judgments are deeply unpopular in our country ... authority to support efforts to push back those overbearing institutions?

<sup>1524</sup> Symbole de courage sans faille associé à Churchill et son bouledogue anglais

<sup>1525</sup> Hansard, HC, 07/12/2011, vol. 537, col. 292. Andrew Rosindell: Will the Prime Minister do Britain proud on Friday and show some bulldog spirit in Brussels?

<sup>1526</sup> Hansard, HC, 15/03/2017, vol. 623, col. 392. Tim Loughton: [...] so will the Prime Minister take the opportunity to stick the knife into the ridiculous Court of Justice of the European Union

<sup>1527</sup> Hansard, HC, 18/12/2013, vol. 572, col. 742. Philip Davies: [...] that the only way to get back control of our borders and our benefits system is to leave the European Union?

<sup>1528</sup> Simon Hix, Blog LSE, *Brits know less about the EU than anyone else*, 27 novembre 2015. <https://blogs.lse.ac.uk/euoppblog/2015/11/27/brits-know-less-about-the-eu-than-anyone-else/>

<sup>1529</sup> Braud Philippe, *L'émotion en politique*, Paris, Presse de Sciences Po, 1996, p. 92.

Du fait de cette dimension émotionnelle très forte, les symboles sont des instruments de manipulation très puissants. Créer un symbole ou s'identifier à un symbole fort peut devenir un moyen très efficace pour acquérir du pouvoir<sup>1530</sup>. En termes de symboles et de pouvoir, les députés eurosceptiques radicaux, en créant un symbole négatif fort (l'UE), ont réussi à s'imposer dans les décisions et les politiques concernant l'Europe. Ils ont même mis en cause le leadership des Premiers ministres qui ont peiné, voire échoué, à créer un « contre-symbole » pour reprendre le dessus. Même si David Cameron avait déployé davantage de ressources pour créer un symbole concurrent à celui des eurosceptiques radicaux, cela n'aurait pas pu devenir un symbole puissant pour deux raisons. La première aurait impliqué que D. Cameron suscite des émotions fortes auprès du public en faveur de l'Union européenne et il serait tombé dans le sentiment europhile totalement contradictoire avec l'éthos du parti qui est devenu plus radical<sup>1531</sup>. L'autre raison pour laquelle l'hypothétique symbole concurrent de David Cameron n'aurait pas pu exister, implique la longévité du symbole. Face à un symbole qui s'est construit et renforcé au fil des décennies, un nouveau symbole construit sur un euroscepticisme modéré et sans passé avait peu de chance de voir le jour. La représentation de l'Union européenne par le symbole n'est pas une simple projection d'images mais bien une matrice de la construction du réel politique<sup>1532</sup> et du changement. Nous soutenons que la représentation symbolique de l'UE par les députés a contribué à rendre le *Brexit* possible et réel. Et comme la marque du pouvoir est la construction du réel, on peut dire que sur ce sujet (l'Europe) les députés eurosceptiques radicaux ont su renforcer leur pouvoir, leur influence au détriment du leadership du Premier ministre grâce à l'utilisation de symboles forts.

La force émotionnelle d'un symbole est rendue possible et optimale grâce à la morphologie particulière du symbole. Le symbole tire sa force et sa puissance émotionnelle de sa forme condensée, il est souvent réduit à un mot, un geste, une couleur. Murray Edelman, en s'appuyant sur les travaux d'Edward Sapir<sup>1533</sup> explique que les symboles de condensation, contrairement aux symboles référentiels (qui sont strictement dénotatifs), « évoquent les émotions associées à la situation. Ils condensent en un signe, un objet ou un acte la fierté patriotique, les différentes angoisses, les souvenirs de gloires et d'humiliations passées, les promesses d'une grandeur à venir, ce qui peut être quelques-unes de ces choses ou bien toutes à la fois »<sup>1534</sup>. Comme cela

---

<sup>1530</sup> David Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, New Haven, Yale University Press, 1988, p. 5.

<sup>1531</sup> Agnès Alexandre-Collier, « Euroscepticism under Margaret Thatcher and David Cameron: From Theory to Practice », *Observatoire de la société britannique*, n°17, 2015.

<sup>1532</sup> David Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, op. cit., p. 5.

<sup>1533</sup> Edward Sapir, « Symbolism », *Encyclopedia of the Social Sciences*, vol. 14, 1934, p. 492-495.

<sup>1534</sup> Murray Edelman, *The Symbolic Uses of Politics*, op. cit., p. 6.



est le cas pour l'Union Européenne, le symbole représente et rassemble une grande diversité de sens et de valeurs, et la condensation est l'interaction de ces différentes significations et leur synthèse pour produire un nouveau sens propre à l'individu<sup>1535</sup>. Chaque individu aura sa propre perception et interprétation du symbole. La « multivocalité » du symbole permet aux différentes significations associées à l'objet symbolique d'être comprises par différents individus de différentes façons<sup>1536</sup>. On comprend alors pourquoi l'approche argumentative de David Cameron et de John Major concernant l'UE ne produit pas les mêmes effets que le symbole de condensation que les députés ont fait de l'UE. Le public est beaucoup plus réceptif à ce genre de symbole qu'à un argument factuel et raisonné. Grâce aux symboles politiques, cela devient beaucoup plus facile pour les individus de traiter les concepts comme des objets<sup>1537</sup> qui les aideront à donner du sens à leur vie<sup>1538</sup>. Murray Edelman explique pourquoi le symbole est souvent l'outil auquel les individus ont recours pour interpréter les situations et les concepts qui les entourent :

Beaucoup de citoyens pensent en termes de stéréotypes, de personnalisation et simplification outrancières, parce qu'ils ne peuvent admettre ou tolérer des situations ambiguës ou complexes, et qu'ils préfèrent répondre principalement aux symboles qui simplifient exagérément ou distordent la réalité<sup>1539</sup>.

Par ce processus de symbolisation, l'institution (l'UE) est réifiée et devient un objet symbolique à la disposition des députés pour légitimer leur position et influencer les autres membres du groupe. C'est à travers ce symbolisme que nous reconnaissons les forces dominantes dans l'arène politique et c'est par la manipulation des symboles que les groupes dominants renforcent leur autorité<sup>1540</sup>. C'est la raison pour laquelle (re)présenter son action politique pendant les *PMQs* à l'aide de symboles est très efficace pour renforcer son leadership ; plus le symbole circule parmi les membres du groupe, plus il se renforce, et plus les utilisateurs ou les détenteurs de ce symbole sont auréolés d'une plus grande autorité. Cependant, une mauvaise utilisation de cet outil peut produire précisément l'effet inverse et mettre en danger le leadership du Premier ministre. Le symbole de condensation n'est pas le seul outil à la disposition du Premier ministre pour donner une représentation de la politique du gouvernement tout en agissant sur les émotions des membres du groupe et du public en général. L'évocation du passé et notamment

---

<sup>1535</sup> David Kertzer *Ritual, Politics and Power*, op. cit., p. 11.

<sup>1536</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>1537</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>1538</sup> David Kertzer, op. cit., p. 8.

<sup>1539</sup> Murray Edelman, *The Symbolic Uses of Politics*, op. cit., 1964, p. 31.

<sup>1540</sup> David Kertzer, op. cit., p. 5.

celle des ancêtres est également une stratégie efficace pour faire des parallèles et des comparaisons entre soi et les politiques portées par d'illustres Premiers ministres conservateurs. Ces effets d'échos entre le passé et le présent pour justifier ou présenter ses décisions et actions politiques procèdent de ce que nous appellerons la représentation par la filiation.

## 4.2. Représentation par la filiation

### 4.2.1. Quand évocation devient invocation

Un des grands principes d'organisation politique qui ont marqué de leur empreinte les sociétés humaines repose sur la logique de parenté<sup>1541</sup> qui est à la fois un facteur de continuité et un vecteur de transmission<sup>1542</sup>. En effet, c'est par la parenté, c'est-à-dire la filiation, que se transmettent l'identité et l'histoire du groupe, mais aussi le pouvoir. Selon Marc Abélès, « l'histoire de la représentation politique est généalogique et pour avoir la qualité « d'égibilité », le candidat doit posséder un patrimoine politique »<sup>1543</sup>, par exemple, un nom, ou une descendance porteuse d'idéologie. Il est donc important de posséder une histoire généalogique et de la transmettre. Le rappel du lien filial entre les différentes générations est ce qu'appelle le professeur en anthropologie, Abner Cohen, les « mythologies de la descendance » selon lesquelles un groupe peut exprimer clairement son caractère unique en termes de principe de descendance unilinéaire en prétendant que les membres du groupe descendent d'un ancêtre commun<sup>1544</sup>. La revendication d'une descendance unilinéaire n'est pas courante dans les sociétés industrielles contemporaines, un principe moins strict est aujourd'hui utilisé dans toutes les sociétés. Cette notion de lignée unilinéaire est donc très souple, l'anthropologue, Meyer Fortes, explique que les membres du groupe disent être les descendants de mêmes ancêtres mais sans qu'aucune généalogie soit validée ou bien reconnue<sup>1545</sup>, on parle alors de « descendance bilatérale ». Le plus important n'est pas tant la stricte généalogie mais l'existence dans le groupe de grands ancêtres. Ce principe de filiation est sous-tendu par le culte de ces ancêtres qui s'accompagne de la croyance dans les pouvoirs mystiques de ces aïeux<sup>1546</sup>. George Balandier précise que dans ce genre de sociétés lignagères, comme chez les Lugbara de l'Ouganda, le culte des ancêtres constitue le support du pouvoir. Un homme ayant « la capacité

---

<sup>1541</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'Etat, op. cit.* p. 12.

<sup>1542</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>1543</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'Etat, op. cit.*, p. 105.

<sup>1544</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>1545</sup> Abner Cohen, « Political Anthropology: The Analysis of the Symbolism of Power Relations: Man », *New Series*, vol. 4, n°2, 1969, p. 69.

<sup>1546</sup> *Ibid.*, p. 69.

d'invoquer efficacement les ancêtres peut être accepté comme un véritable leader »<sup>1547</sup>. Apparaît alors un autre critère dans l'évaluation du leadership du Premier ministre : sa capacité, ses talents à invoquer les grandes figures du parti conservateur. Cependant, tous les défunts ne deviennent pas des ancêtres, mais seulement ceux qui ont laissé un « dépositaire », un héritier de leur charge, de leurs prérogatives et de leurs biens. Une solidarité associe étroitement les défunts éminents, qui ont reçu le statut d'ancêtres, aux vivants éminents, qui détiennent les offices et le prestige<sup>1548</sup>. En résumé, les ancêtres (les défunts) fondent le pouvoir de ceux qui sont leurs héritiers au sein d'une société donnée, et tout pouvoir nouveau ne peut se constituer que par rapport à eux. Afin de bénéficier de ce statut d'héritier, il faut être reconnu comme descendant de cet ancêtre. Lors d'une séance de *PMQs* de décembre 2010, suite à une citation d'Ed Miliband (Leader de l'opposition) selon laquelle le ministre des affaires étrangères décrit « cette bande (le Cabinet) comme 'les enfants de Thatcher' », David Cameron rétorqua sans hésiter qu'il « préférerait être un enfant de Thatcher qu'un enfant de Brown »<sup>1549</sup>. David Cameron en attribuant une généalogie précise au Leader de l'opposition et à lui-même en utilisant l'idiome de la parenté met en évidence l'organisation politique du pays présentée en deux camps idéologiques regroupés autour des figures de Margaret Thatcher et Gordon Brown. Le nom d'un ancêtre fonctionne comme un symbole, il est le signifiant (la forme symbolique), et le signifié, c'est-à-dire le message (référent) relatif à ce symbole, est celui de l'appartenance à ce groupe qui reconnaît M. Thatcher comme ancêtre, il s'agit de la fonction symbolique du nom<sup>1550</sup>. Par conséquent, le recours à ce « nom-symbole » permet définir l'identité et les intentions du leader<sup>1551</sup> par l'effet d'un jeu de parallélismes entre ce que représente l'ancêtre et le Premier ministre. Tous les moyens sont bons pour établir une comparaison entre le Premier ministre et la figure auguste du parti. En janvier 2014, David Cameron, par exemple, répond favorablement à l'invitation d'un député à venir à Tamworth, car cela lui permettra de « passer du temps à l'ombre de Sir Robert Peel »<sup>1552</sup>, en anglais, il dit littéralement « dans l'ombre de » comme pour suggérer une superposition, voire une fusion, de la silhouette des deux hommes. La comparaison peut également venir d'un député, comme le fait Sir Gerald Howarth, en avril

---

<sup>1547</sup> Georges Balandier, *Anthropologie politique*, op. cit., p. 141-143.

<sup>1548</sup> Georges Balandier, *Anthropologie politique*, op. cit., p. 142.

<sup>1549</sup> *Hansard*, HC, 01/12/2010, vol. 519, col.813. D. Cameron: *I would rather be a child of Thatcher than a son of Brown. [Interruption.]*

<sup>1550</sup> Abner Cohen Cohen Abner, « Political Anthropology: The Analysis of the Symbolism of Power Relations: Man », art. cit.

<sup>1551</sup> Donald Kurtz, *Political Anthropology*, op. cit.

<sup>1552</sup> *Hansard*, HC, 22/01/ 2014, vol. 574, col. 295. D. Cameron: *I'm always happy to visit Tamworth and spend time in the shadow of Sir R. Peel.*

2017, qui fait ses adieux à la Chambre en tant que député et raconte qu'il est « arrivé ici en 1983, lorsqu'un Premier ministre conservateur femme redoutable et déterminée transformait l'économie du pays » et qu'il « part alors qu'une autre Première ministre conservatrice est déterminée à redonner à ce pays son statut de nation souveraine »<sup>1553</sup>. Évoquer une grande figure du parti en l'associant à son nom permet au Premier ministre de puiser auprès de cet ancêtre la force de son nom. Il y a par ce procédé de convocation du nom-symbole comme un transfert de vitalité entre l'ancêtre et le Premier ministre. Et bien sûr, afin de renforcer la force de l'ancêtre il faut périodiquement invoquer son nom et lui vouer un véritable culte. Un député, Nigel Huddleston, rend hommage lors d'une séance de *PMQs* (en mai 2019) à M. Thatcher qui « a convaincu des gens comme [lui] et des gens, partout dans le pays, issus d'un milieu social modeste que c'est le parti conservateur qui est le parti de l'opportunité et l'aspiration »<sup>1554</sup>. Theresa May (en mars 2019) fait de M. Thatcher une pionnière en matière d'écologie en rappelant qu'elle a été « la première leader du monde à soulever le problème du changement climatique »<sup>1555</sup>. Dans une autre séance (celle du 15 mai 2019), Theresa May réaffirme la force de M. Thatcher face à l'opposant. Lorsque Jeremy Corbyn, comparant deux députés travaillistes à des icônes, leur rend hommage en insistant sur leur longévité en tant que députés (depuis 1979), Theresa May rompt le charme de l'hommage en rappelant avec fermeté que leur entrée à la Chambre, il y a 40 ans, correspond « bien sûr à l'élection de Margaret Thatcher et de son gouvernement conservateur »<sup>1556</sup>. Le culte de l'ancêtre se présente rarement sous forme de panégyrique ou de dithyrambe à la seule gloire de l'ancêtre, ce culte par l'invocation de la figure vénérable associe le nom et la personne du Premier ministre. En mars 2018, Theresa confirme

---

<sup>1553</sup> *Hansard, HC, 26/04/17, vol. 624, col. 1111. Sir Gerald Howarth: It has been an immense privilege to serve the people of Cannock and Burntwood and of Aldershot for the past 34 years. I arrived here in 1983, when one formidable and determined female Conservative Prime Minister was transforming the country's economic fortunes, and I depart as another is determined to restore to this country the status of a sovereign nation state embracing the rest of the world.*

<sup>1554</sup> *Hansard, HC, 15/05/2019, vol. 660, col. 223. Nigel Huddleston: As already noted, 40 years ago, Margaret Thatcher became Prime Minister. During her premiership, she convinced people like me and people from modest backgrounds right across the country that it is the Conservative party that is the party of opportunity and aspiration.*

<sup>1555</sup> *Hansard, HC, 27/03/2019 vol. 657, col. 320. Theresa May: I am very grateful to my hon. Friend for raising this very important issue. He has also reminded people that it was a Conservative Prime Minister who was one of the first world leaders to raise the issue of climate change and to put it on the international agenda.*

<sup>1556</sup> *Hansard, HC, 15/05/2019, vol. 660, col. 220. Jeremy Corbyn: Speaking of icons, it would be right to acknowledge that it is 40 years since my hon. Friend the Member for Huddersfield (Mr Sheerman) and my right hon. Friend the Member for Birkenhead (Frank Field) were both elected to this Parliament for the first time in the 1979 election.*

*The Prime Minister: I would also like to congratulate the hon. Member for Huddersfield (Mr Sheerman) and the right hon. Member for Birkenhead (Frank Field) on having been elected to this House 40 years ago and having spent 40 years in this House. I also note that 40 years ago, of course, it was the election of Margaret Thatcher and her Conservative Government.*

bien qu'elle placera l'accès à la propriété au centre de la politique de son gouvernement comme l'a fait Margaret Thatcher<sup>1557</sup>. David Cameron, de son côté, comparera son action à celle de MacLeod en réponse à l'invocation de l'homme en question par un *backbencher*.

Mr David Burrowes : J'ai une question de la part de Iain de Enfield. Il dit « Ceci est un appel à l'aide pour ceux qui ont perdu toute dignité et respect de soi ; les sans-le-sou et sans abri ». Il demande « un effort constructif pour s'attaquer à ce problème urbain qui ne fait que s'aggraver ». Ces mots, qui ont été prononcés il y a environ cinquante ans par le regretté, le grand député conservateur pour la circonscription de Enfield West, Iain MacLeod, trouve un écho aujourd'hui, alors est-ce que le combat acharné contre la pauvreté mené par le Premier ministre va régler le problème du mal-logement ?

Le Premier ministre : Je suis très reconnaissant envers mon Honorable ami. Iain MacLeod était en effet un grand homme d'État, un grand homme politique et quelqu'un qui croyait, comme moi, que nous devons être aussi ambitieux, et nous le sommes, en ce qui concerne les réformes sociales qu'avec les réformes économiques<sup>1558</sup>.

Outre le fait de renforcer son autorité par l'évocation d'un « grand homme » comme MacLeod, David Cameron rapproche sa propre politique, celle d'un « gouvernement compassionnel » à celle préconisée par I. MacLeod pour pouvoir bénéficier par ricochet de l'aura du nom<sup>1559</sup> et de l'action de MacLeod, dans le but de légitimer ses réformes. En effet, MacLeod, un des neuf premiers membres du groupe appelé *One Nation* en 1950, en tant que rédacteur en chef (avec Angus Maude) de la publication (pour le *Conservative Political Centre*), d'un pamphlet (*One nation: a Tory approach to social problems*<sup>1560</sup>) destiné à exposer la vision des conservateurs en matière de politique et plus particulièrement en matière de politique sociale, a expliqué que

---

<sup>1557</sup> Hansard, HC, 28/03/2018, vol. 638, col. 753. Chris Philp: Does she agree that promoting home ownership, as Margaret Thatcher did, will remain a central part of the Government's policy?  
The Prime Minister: I am very happy to confirm to my hon. Friend that promoting home ownership remains a central part of this Government's policy.

<sup>1558</sup> Hansard, HC, 21/10/15, vol. 600, col. 947. Mr David Burrowes: I have here a question from Iain of Enfield. He says: "This is an appeal to help those who no longer have any dignity and self-respect; the down and outs." He calls for "a constructive attempt to tackle this growing urban problem." Those words, which were spoken nearly 50 years ago by the late, great Conservative Member for Enfield West, Iain Macleod, resonate today, so will the Prime Minister's all-out assault on poverty tackle and prevent homelessness?  
The Prime Minister: I am very grateful to my hon. Friend. Iain Macleod was indeed a great statesman, a great politician and someone who believed, as I do, that we should be as active in social reform as we are in economic reform.

<sup>1559</sup> Selon Mark Garnett, McLeod est connu pour « his glamorous posthumous image [that] derives mainly from his reputation as an orator », dans Richard Hayton (ed.), Andrew S. Crines (ed.) *Conservative Orators from Baldwin to Cameron, 2015*.

<sup>1560</sup> Iain MacLeod et Angus Maude, *One Nation: A Tory Approach to Social Problems*, London, Conservative Political Centre, 1950.

la priorité devait être accordée au logement et à l'éducation à l'aide de mesures nécessaires pour réduire le nombre de sans-abris et pour améliorer le niveau de santé des plus pauvres<sup>1561</sup>. Et c'est précisément un parallèle avec cette priorité que D. Cameron fait pour justifier l'extension de son programme *Help to Buy*<sup>1562</sup> aux locataires d'organismes d'utilité publique pour l'habitat social et de la construction de maisons à frais réduits et destinés aux primo-accédants de moins de quarante ans.

Le recours à la figure de l'ancêtre a donc plusieurs effets. Comme nous l'avons illustré plus haut, il sert à donner au Premier ministre une force et une légitimité émanant de l'autorité de l'ancêtre. Mais pour que cette force soit la plus importante possible, il est nécessaire d'invoquer régulièrement les grandes figures du passé pour que leur image (symbole-nom) se renforce. En effet, si cette figure n'est jamais évoquée, elle perd de sa force et n'est jamais rechargée d'une nouvelle émotion ou d'une nouvelle signification. Le Premier ministre et les illustres ancêtres sont ainsi placés dans une sorte de relation symbiotique dans laquelle les deux se nourrissent l'un de l'autre, ce qui, en dernière analyse, renforce la lignée. Le culte de l'ancêtre relève bien de l'invocation plutôt que de l'évocation car l'effet recherché est semblable à celui que produit l'invocation d'une figure mystique ou mythologique. Il s'opère par ce procédé et par ce langage de l'invocation une manipulation du sacré ; on invoque l'esprit de la personne défunte<sup>1563</sup> à un moment crucial où la présence de l'aïeul(le) répondra le plus au besoin du moment. Le leader parvient à obtenir une légitimité ou donner une légitimité à son action en se reliant par le biais du mythe à un ancêtre supranaturel, responsable des origines du groupe ou d'événements cruciaux dans l'histoire du groupe<sup>1564</sup>. En résumé, la généalogie, l'invocation des ancêtres peuvent servir l'ambition de ceux qui veulent conquérir le pouvoir et l'autorité<sup>1565</sup>.

#### **4.2.2. Quand la filiation devient une contrainte**

Alors que l'ancêtre est invoqué par le Premier ministre, la force de ce dernier se renforce tout comme celle de l'ancêtre. Le Premier ministre a donc tout intérêt à convoquer les grandes figures du passé pour à la fois renforcer son leadership mais également donner une certaine

---

<sup>1561</sup> Hugh Bochel, « One Nation Conservatism and social policy », 1951–64, *Journal of Poverty and Social Justice*, vol.18, n°2, 2010, p.123-134.

<sup>1562</sup> Dispositif soutenu par le gouvernement qui a pour but d'aider les primo-acheteurs à acquérir un logement.

<sup>1563</sup> Georges Balandier, *Anthropologie politique*, op. cit., p. 141.

<sup>1564</sup> Lucy Mair (1962) citée dans Lewellen Ted C., *Political Anthropology: An Introduction*, Massachusets, Bergin and Garvey, 1983, p. 62-63.

<sup>1565</sup> Georges Balandier, *Anthropologie politique*, op. cit., p. 141.

caution à ses décisions politiques. Cependant, l'invocation des ancêtres peut être à double tranchant, la force de l'illustre aîné peut être utilisée contre le Premier ministre par un député qui a son tour va s'arroger la prérogative de l'invocation mais cette fois-ci contre le chef. On peut citer à titre d'exemple l'échange entre Peter Tapsell et David Cameron en octobre 2011 sur le contrôle des banques. Peter Tapsell convoque trois grandes figures du parti conservateur qui ont réussi à résoudre un problème majeur en leur temps, voire à vaincre un mal, et demande à David Cameron, par analogie, de faire preuve du même courage et de prendre des mesures contre les banquiers (qu'il estime responsables de la crise financière de 2008, et dont les banques ont été renflouées par de l'argent public malgré les primes et salaires conséquents accordés à leurs cadres) :

Au 18<sup>ème</sup> siècle, c'était les nababs indiens, dénoncés par Edmund Burke. Au 19<sup>ème</sup> siècle, c'était les industriels sans pitié, humanisés par Shaftesbury. Au 20<sup>ème</sup> siècle, c'était les leaders syndicaux matés par Lady Thatcher. Aujourd'hui, le grand sujet c'est les banquiers. Aux États-Unis, les autorités fédérales poursuivent en justice de nombreuses banques très connues. Quand cela va-t-il se produire ici <sup>1566</sup>?

Ceci se passe dans un contexte où les recommandations de la Commission indépendante sur le secteur bancaire<sup>1567</sup> ont été rendues en septembre 2011 et ont été critiquées pour être trop timides, voire sans effets notables<sup>1568</sup> et qui « ne résoudraient pas les erreurs du passé »<sup>1569</sup>. L'objectif de David Cameron et de George Osborne, alors Chancelier de l'Échiquier, était d'éviter de jeter les banques à la vindicte publique (au forum économique mondial de Davos en janvier 2011, G. Osborne proposait des solutions pour réglementer le secteur bancaire pour « éviter le dénigrement systématique des banquiers »<sup>1570</sup>). David Cameron répond à la question

---

<sup>1566</sup> Hansard, HC, 14/09/2011, vol, 532, col. 1032. *Sir Peter Tapsell: In the 18th century, it was the Indian nabobs, denounced by Edmund Burke. In the 19th century, it was the ruthless industrialists, humanised by Shaftesbury. In the 20th century, it was the trade union leaders, tamed by Lady Thatcher. Today, the overmighty subject is the bankers. In the United States, the federal authorities are prosecuting a wide swathe of the top banks. When will that happen here?*

<sup>1567</sup> Le 16 juin 2010, le Chancelier de l'échiquier annonçait la création de cette commission et serait dirigée par Sir John Vickers. Elle avait vocation à réfléchir à des réformes structurelles et non structurelles qui pouvaient être apportées au secteur bancaire au Royaume-Uni afin de favoriser la stabilité financière ainsi que la compétition et de faire des recommandations au gouvernement avant la fin septembre 2011. La commission publia son rapport final le 12 septembre 2011.

<sup>1568</sup> *The Guardian*, W. Keegan, 17/04/2011, *The Vickers report on banks is all right as far as it goes. But...* URL : <https://www.theguardian.com/business/2011/apr/17/vickers-report-bank-all-right-as-far-as-it-goes>

<sup>1569</sup> *The Adam Smith Institute*, 15/09/2011, *"The Vickers report is a botched opportunity. It will not solve the errors of the past"*. <https://www.adamsmith.org/blog/money-banking/criticisms-of-vickers>

<sup>1570</sup> *The Guardian*, 28/01/2011 Davos 2011: *George Osborne offers deal to stop banker bashing* URL: <https://www.theguardian.com/business/2011/jan/28/chancellor-george-osborne-offers-bankers-deal>

de Peter Tapsell de façon pusillanime et vague sans vouloir prendre une position ferme<sup>1571</sup>. Ce faisant, il refuse, en un sens, de s'inscrire dans la lignée de ses prédécesseurs et renonce à cette filiation du courage et de l'honneur. Un autre exemple d'invocation des ancêtres par un député pour amener le Premier ministre à suivre l'exemple des grandes figures de la lignée conservatrice est celui où Mrs Gorman demande à John Major d'autoriser la liberté de vote<sup>1572</sup> à l'occasion de la troisième lecture du traité de *Maastricht Bill* à la Chambre des communes et d'« agir comme Ted Heath qui autorisa la liberté de vote à la Chambre des communes dans des circonstances similaires »<sup>1573</sup>. John Major, en réponse, dit ne pas se souvenir d'un tel vote et refuse de se faire contraindre même sous la pression de l'invocation de Ted Heath. Le cas le plus signifiant peut-être concernant la contrainte exercée par la convocation de l'esprit d'un aïeul est celui qui consiste pour un député conservateur à contraindre le Premier ministre à refuser une décision ou une réforme de l'Union européenne qui aurait des conséquences sur le Royaume-Uni, en invoquant l'esprit eurosceptique de M. Thatcher contenu dans sa célèbre formule : « *no, no, no* ». À son retour de Rome où se déroulait un Conseil européen extraordinaire le 27 octobre 1990, M. Thatcher rend compte de la teneur de ce sommet dans un discours à la Chambre des communes où elle répond « non, non, non »<sup>1574</sup> a posteriori à Jacques Delors, alors président de la Commission Européenne, qui, lors d'une conférence de presse avait proposé une formalisation plus avancée des organes institutionnels de la CEE (en faisant « du Parlement européen l'organe démocratique de la Communauté, de la Commission la branche exécutive et du Conseil le Sénat »<sup>1575</sup>). C'est alors que cette formule est restée associée à Margaret Thatcher et particulièrement dans le contexte d'attaques contre l'UE. Le célèbre

---

<sup>1571</sup> *Hansard, HC, 14/09/2011, vol. 532, col. 1032. D. Cameron: My right hon. Friend obviously had a much better education than I did; that is apparent. Also, it was very good to hear him say something very positive about Margaret Thatcher. The serious point that my right hon. Friend makes is right: we do need to see responsibility from our bankers. I support what Vickers has said in terms of the reforms that we need, and to answer my right hon. Friend's question directly, if people break the law, no matter where they come from or who they are, they should face the consequences and be punished.*

<sup>1572</sup> Vote libre par lequel les députés sont autorisés à voter sur un projet de loi selon leur propre conscience et non selon les instructions officielles du parti.

<sup>1573</sup> *Hansard, HC, 25/06/1992, vol. 210, col. 381. Mrs. Gorman: May I congratulate my right hon. Friend on the remarks that he made on Tuesday, when he said that there would be another debate in the House on the Maastricht Bill before Third Reading? May I recommend the attitude of one of his predecessors, my right hon. Friend the Member for Old Bexley and Sidcup (Sir E. Heath), who allowed a free vote of the House in similar circumstances when he was piloting the European Communities legislation through the House?*

*John Major: I was not a Member of the House at that moment, and I am not entirely sure that I recall that free vote.*

<sup>1574</sup> *Ibid.*

<sup>1575</sup> *Hansard, HC, 30/10/1990, vol.178, col. 873. M. Thatcher: The President of the Commission, Mr. Delors, said at a press conference the other day that he wanted the European Parliament to be the democratic body of the Community, he wanted the Commission to be the Executive and he wanted the Council of Ministers to be the Senate.*



« no, no, no » sera repris par plusieurs députés, qui, en avril 1994, demandent à John Major de s’opposer à Jacques Delors qui a déclaré vouloir invalider les concessions obtenues par le Royaume Uni concernant son droit de veto<sup>1576</sup> ou un autre (William Cash) qui enjoint à D. Cameron de refuser toute augmentation de la contribution du Royaume-Uni au budget européen<sup>1577</sup> ou encore un autre (Nigel Evans) qui demande à Theresa May de refuser un report du délai de sortie de l’UE<sup>1578</sup>. Dans tous ces exemples, il s’agit de députés eurosceptiques non-modérés qui forcent la main du Premier ministre en invoquant la figure ancestrale de l’euroscepticisme : M. Thatcher.

Tous ces exemples illustrent à quel point l’invocation des ancêtres doit être réalisée avec prudence. L’image de l’illustre personnage peut à la fois donner du poids au leadership du Premier ministre et ses actions politiques mais également saper son autorité. Ces exemples montrent également à quel point la puissance des aïeux est importante car ce sont les ancêtres « qui fondent le pouvoir et tout nouveau pouvoir ne peut se construire par rapport à eux »<sup>1579</sup>.

#### 4.2.3. La filiation rhétorique

Comme dans le cas du « *no, no, no* » de M. Thatcher, le nom du grand personnage conservateur n’est pas toujours mentionné explicitement. Le Premier ministre peut reprendre les mots, les formules de son aïeul(le), il s’agit dans ce cas d’une filiation rhétorique. L’expression utilisée qui est communément associée à un personnage politique permet en quelque sorte au Premier ministre de faire parler ce personnage. Le Premier ministre exprime un point de vue, présente la justification de ses actions indirectement par l’intermédiaire de son aîné. Ou comme dans le cas suivant, le Premier ministre se sert de la formule pour attaquer l’opposant. Au cours de différentes séances de *PMQs*, David Cameron reproche au leader du *SNP*, Angus Robertson, d’éviter de parler de questions relatives à la fiscalité et au système de protection sociale en Écosse ou bien, à un autre moment, se moque du même A. Robertson, qui selon lui, avait promis un référendum sur l’indépendance de l’Écosse et ne l’a jamais fait, et en

---

<sup>1576</sup> *Hansard, HC, 21/04/1994, vol. 241, col. 1036. Mr. Leigh: Did my right hon. Friend notice that yesterday Mr. Jacques Delors declared his intention to render worthless any concessions won by Britain on majority voting rights in the Council of Ministers [...] Will my right hon. Friend, therefore, echo his predecessor in replying to Mr. Jacques Delors no, no, no*

<sup>1577</sup> *Hansard, HC, 27/04/2011, vol. 527, col. 170. Mr William Cash: During the recess, a number of European issues have arisen: the Portuguese bail-out, the increase in the European budget and proposals for corporation tax at the European level. Will the Prime Minister re-coin a phrase and simply say to all those matters, “No, no, no”*

<sup>1578</sup> *Hansard, HC, 03/04/2019, vol. 657, col. 1036. Mr Nigel Evans: As the Prime Minister seeks to get her short extension upon the short extension, will she make it absolutely clear to the European Union that if they turn around and say that it has to be a long extension and that we will have to fight the European Union elections, she will say no, no, no?*

<sup>1579</sup> Georges Balandier, *Anthropologie Politique, op. cit.*, p. 142.

conclusion (en *punchline*, pourrait-on dire) de ces attaques, le Premier ministre lança un à son adversaire le fameux « *Frit !* » de M. Thatcher. Cette dernière a introduit l'expression « *frit !* » (en français « froussard, trouillard ») dans le discours politique lors d'une séance de *PMQs* le 19 avril 1983. Mise en colère par une interjection lancée par le leader adjoint de l'opposition, Denis Healey, qui lui cria de faire marche arrière, M. Thatcher lui demanda en retour « s'il avait peur d'une élection, s'il était effrayé ? s'il avait la frousse (*frit*) ? Ou ne le supporterait-il pas ? »<sup>1580</sup>. Depuis ce jour, le terme est associé à M. Thatcher et les députés<sup>1581</sup> de tout bord font usage du terme pour attaquer leurs opposants. La filiation devient parfois une difficulté comme nous le verrons un peu plus bas. Theresa May, quant à elle, reprend également les mots de M. Thatcher lorsqu'elle veut signifier qu'elle ne reculera pas sur le *Brexit* et que « le processus est enclenché ; et qu'il n'y a pas de retour possible »<sup>1582</sup>. Il s'agit là d'une référence à la célèbre phrase prononcée par M. Thatcher lors de son discours à l'occasion du congrès du parti conservateur le 10 octobre 1980 : « *The Lady's not for turning* » ou une référence à la très célèbre phrase « *There is no alternative* » qui a, d'ailleurs, donné le surnom de *TINA* attribué à M. Thatcher, connue pour ses positions dites fermes et irrévocables.

John Major pour sa part, fait appel aux grandes figures du parti pour trouver la parade à une question piège. Par exemple, il reprend une formule très célèbre de Harold Macmillan, ancien Premier ministre conservateur, prononcée à l'aéroport à Londres avant son départ pour une tournée des pays du Commonwealth en janvier 1958, et en réponse à la démission de son Chancelier de l'Échiquier et d'autres membres de ce ministère. Il dira à cette occasion que « la meilleure chose à faire était de régler ces petites difficultés locales »<sup>1583</sup>. Faisant face aux attaques du Leader de l'opposition (John Smith) révélant les propos très incriminants de l'ex-Chancelier de l'Échiquier, Norman Lamont, sur la façon dont sont conduites les affaires du gouvernement, John Major dira : « comme l'un de mes prédécesseurs aurait pu dire, nous avons une petite difficulté locale. Et nous allons la dépasser »<sup>1584</sup>. C'est toujours dans cet esprit d'invoquer l'ancêtre pour obtenir de l'aide ou une protection que l'ancien Premier ministre

---

<sup>1580</sup> *Hansard, HC, 19/04/1983, vol. 41, col. 159. Mr. Healey: [...] Cut and run.*

*The Prime Minister: The right hon. Gentleman is afraid of an election, is he? Afraid? Frightened? Frit? Could not take it? Cannot stand it?*

<sup>1581</sup> Ed Miliband, *Hansard, HC, 14/01/2015, vol.590, col. 861*; Dennis Skinner le 10/12/2018 vol. 651, col. 33.

<sup>1582</sup> *Hansard, HC, 19/04/2017, vol. 624, col. 668. T. May: We have set that process in motion; there is no turning back.*

<sup>1583</sup> "I thought the best thing to do was to settle up these little local difficulties, and then turn to the wider vision of the Commonwealth", Harold MacMillan, *The Times*, 8 January 1958.

<sup>1584</sup> *Hansard, HC, 10/06/1993, vol. 226, col. 430. J. Major: As one of my predecessors might have said, we have a little local difficulty. We shall get over it.*

conservateur, Stanley Baldwin<sup>1585</sup> sera appelé à la rescousse lors d'une *PMQ* de juin 1993, époque à laquelle la presse se déchainait contre le parti conservateur dans l'affaire Michael Mates<sup>1586</sup> ; le journal le *Guardian* parlait d'affaires de corruption dans le financement de la campagne du parti conservateur<sup>1587</sup>. Sir Peter Tapsell, rappela dans une question adressée à John Major, que lorsque « dans son temps, Mr Baldwin, fut attaqué par les magnats de la presse, il rétorqua que les journaux cherchaient à exercer du pouvoir sans responsabilité, ce qui est le rôle dévolu aux prostituées »<sup>1588</sup>. Un tel procédé donne l'impression que le fait d'invoquer le nom d'un grand Premier ministre qui a rencontré un problème similaire à celui rencontré par John Major avait la capacité de conjurer ce problème ou de le rendre moins important face à la puissance qu'inspire la figure ancestrale.

Parfois, un mot devient le fil conducteur d'un courant de pensée tout en unissant le groupe autour d'un principe. Prenons le mot « *surrender* » (se rendre au sens de capituler en français) qui a une signification très spécifique au sein du parti conservateur. Ce mot sera utilisé dans le contexte de l'opposition des députés eurosceptiques à davantage d'intégration au sein des institutions européennes depuis les années 1980 et sera utilisé de mandature en mandature (conservatrice) jusqu'à sa version finale qui prit forme dans le *Surrender Act (European Union (Withdrawal) (No. 2) Act 2019*<sup>1589</sup>, entré en vigueur le 9 septembre 2019, surnommé le *Benn Act*), sous Boris Johnson (voir ci-dessous). Nous proposons de faire la généalogie de ce terme du point de vue du parti conservateur. Tout a commencé avec Winston Churchill qui déclara dans un discours à la Chambre des communes en juin 1940 : « Nous nous battons sur les plages, [...] nous nous battons sur les collines ; nous ne nous rendrons jamais (*surrender*) »<sup>1590</sup>. L'ennemi était alors l'armée allemande menaçant le Royaume-Uni pendant la Seconde Guerre mondiale. Quelques décennies plus tard, on retrouve cette expression utilisée par M. Thatcher. Au retour d'un sommet au Conseil de l'Europe, à Rome en octobre 1990, elle fit un discours à

---

<sup>1585</sup> Premier ministre du 22 mai 1923 au 22 janvier 1924, puis du 7 juin 1935 au 28 mai 1937 et du 4 novembre 1924 au 4 juin 1929

<sup>1586</sup> Michael Mates était ministre en charge de l'Irlande du Nord entre 1992 et 1993. Il démissionna de ses fonctions après avoir apporté son soutien à l'homme d'affaires Asil Nadir (condamné pour vol), ce qui ruina sa réputation. Voir deuxième partie.

<sup>1587</sup> Anthony Seldon, *Major: A Political Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997, p. 383.

<sup>1588</sup> *Hansard, HC, 24/06/1993, vol.227, col. 444. Sir P. Tapsell: Does my right hon. Friend recall that, when Mr. Baldwin, in his day, was under assault from the press barons of that time, his retort was that the newspapers were seeking to exercise power without responsibility, which is the traditional role of the harlot?*

<sup>1589</sup> Loi obligeant le Premier ministre à demander un report de la date de sortie du Royaume Uni de l'UE, prévue initialement le 31 octobre 2019, dans le cas où le Parlement rejetait les accords de sortie proposés par le gouvernement. Cette loi empêchait une sortie sans accord.

<sup>1590</sup> *Hansard, HC, 04/06/1940, vol. 361, col. 796. Churchill: We shall fight on the beaches, we shall fight on the landing grounds, we shall fight in the fields and in the streets, we shall fight in the hills; we shall never surrender, and even if, which I do not for a moment believe, « we shall never surrender ».*

la Chambre des communes, le 30 octobre 1990, expliquant qu'elle était favorable à la création d'un fonds monétaire européen et à une unité monétaire de référence (aux devises nationales) au sein de la Communauté, l'*ECU*<sup>1591</sup>, prenant soin de marteler que, malgré cette décision, « nous ne serions pas prêts à abandonner (*surrender*) l'utilisation de notre monnaie nationale, la livre sterling »<sup>1592</sup> et que « nous n'abandonnerions (*surrender*) pas notre identité nationale »<sup>1593</sup>. La menace vient une fois encore du continent mais cette fois-ci, sous la forme de la Communauté Européenne et, plus précisément ici, de la perspective d'une monnaie unique (que Thatcher refuse sans ambiguïté<sup>1594</sup>) ou à davantage d'intégration à une Communauté aux institutions encore plus renforcées et centralisées<sup>1595</sup>. Puis, encore quelques années plus tard, sur les sept mentions du verbe « *surrender* »<sup>1596</sup> sous J. Major et D. Cameron, toutes expriment la menace que fait peser le parti travailliste sur le pays en voulant « capituler et abandonner (*surrender*) notre liberté et notre pouvoir aux mains de Bruxelles »<sup>1597</sup>, ou en voulant appliquer une politique qui « sacrifierait les intérêts britanniques »<sup>1598</sup> ou qui « abandonnerait (*surrender*) le droit de véto de la Grande-Bretagne »<sup>1599</sup> ou « son rabais »<sup>1600</sup>. Rappelons que certains députés, comme Peter Tapsell, n'ont pas hésité lors de plusieurs *PMQs* à utiliser des propos aux accents germanophobes pour attaquer l'Union européenne. En 2012, ce dernier fait un parallèle entre une éventuelle union fiscale et la domination de l'Allemagne, qui serait « la fin de la

---

<sup>1591</sup> *European Currency Unit, (a common Community currency, selon Thatcher)* : unité de compte européenne qui servait de référence pour les devises nationales. Cette unité de compte internationale créée en 1979, avec le Système monétaire européen (SME), avait pour objectif de limiter les fluctuations des taux de change entre les pays membres de la CEE.

<sup>1592</sup> *Hansard, HC, 30/10/1990, vol. 178, col. 870. M. Thatcher: I again emphasised that we would not be prepared to have a single currency imposed upon us, nor to surrender the use of the pound sterling as our currency.*

<sup>1593</sup> *Hansard, HC, 30/10/1990, vol. 178, col. 882. J. Major [...] it was made very clear then that we would not surrender our national identity.*

<sup>1594</sup> *Hansard, HC, Deb, European Council (Rome), 30 October 1990, vol. 178, col. 871. The hard ecu would be a parallel currency, not a single currency. If, as time went by, people and Governments chose to use it widely, it could evolve towards a single currency. But our national currency would remain unless a decision to abolish it were freely taken by future generations of Parliament and people. A single currency is not the policy of this Government.*

<sup>1595</sup> *Hansard, HC, Deb, European Council (Rome), 30 October 1990, vol. 178, col. 872. Yes, the Commission wants to increase its powers. Yes, it is a non-elected body and I do not want the Commission to increase its powers at the expense of the House.*

<sup>1596</sup> *Hansard, HC, 07/12/1995 vol. 268, col. 491; 11/06/1996 vol.279, col. 113 ;16/07/1996 vol. 281, col. 941 ;23/07/1996 vol. 282, col.144; 10/12/1996 ;07/12/2011 vol.537, col 294; 23/01/2013 vol.557, col. 310.*

<sup>1597</sup> *Hansard, HC, 07/12/1995 vol. 268, col. 491. Sir Teddy Taylor: [...] under their present leadership, are destined to surrender more of our liberty, power, jobs and freedom to Brussels?*

<sup>1598</sup> *Hansard, HC, 11/06/1996, vol. 279, col. 113. J. Major: We are there to fight for British interests, not to follow the policy that the right hon. Gentleman would follow and surrender British interests.*

<sup>1599</sup> *Hansard, HC, 16/07/1996 vol. 281, col. 940. Mr. Amess: Does not new Labour wish to surrender Britain's veto in Europe? Does not new, phoney Labour mean new, real danger for residents in Basildon, Southend and the whole country?*

<sup>1600</sup> *Hansard, HC, 23/01/2013 vol.557, col. 310. Mr Graham Stuart: [...] the Labour party has a history of going in and surrendering things such as the rebate.*

démocratie en Europe »<sup>1601</sup>. C'est à la faveur de cette rhétorique que le mot « *surrender* » est renvoyé à ses origines, c'est-à-dire à la Seconde Guerre mondiale et le conflit contre l'Allemagne, faisant revenir l'image de Churchill (surtout quand une députée demande à David Cameron de « montrer l'esprit du bulldog<sup>1602</sup> » lors de sa prochaine visite à Bruxelles). Par cet habile rapprochement entre la lutte contre l'Allemagne conquérante (nazie) et la lutte contre toujours plus d'intégration à l'Union européenne (ou précédemment la Communauté Européenne), le mot « *surrender* » est devenu l'emblème, voire l'instrument symbolique de la résistance à l'Union européenne, en rappelant le combat de deux illustres « ancêtres », W. Churchill et M. Thatcher. Il est tout à fait logique et compréhensible (surtout quand on sait que B. Johnson a écrit une biographie de Churchill) que Boris Johnson, quelques années plus tard (en septembre 2019<sup>1603</sup>), face à une défaite face au Parlement, surnomme respectivement la *Benn Bill* et ensuite l'*European Union Withdrawal Act*, la *Surrender Bill* et le *Surrender Act*. En effet, Boris Johnson prononça le mot « *surrender* » pas moins de huit fois au cours du mois de septembre 2019<sup>1604</sup> en référence à la proposition de loi appelée la *Benn Bill*, qui ensuite deviendrait le *Benn Act*, qui avait pour effet, lorsqu'il entrerait en vigueur, d'empêcher le gouvernement de sortir de l'Union européenne sans accord (*no deal exit*) et de le contraindre à faire voter un accord de retrait (*Withdrawal Agreement*) au Parlement et également de repousser le délai de sortie de l'UE au 31 janvier 2020 (au lieu du 19 octobre 2019). Boris Johnson utilise l'artillerie lourde en termes symboliques. Il suggère par ces noms (*Surrender Bill/Act*) la défaite du pays et surtout, par effet rétroactif, celle de son « ancêtre » W. Churchill.

Quand on fait la généalogie du mot « *surrender* » d'un point de vue conservateur, on apprend que ce terme est l'apanage des eurosceptiques conservateurs plutôt radicaux et possède comme référent la « guerre » contre l'UE, rappelant, lorsqu'il est utilisé, les grands moments de cette lutte depuis Winston Churchill.

Tout comme le mot « *surrender* », les autres références aux grands personnages du parti conservateur sont associées à des événements précis que nous avons décrits plus haut et font revivre aux membres du groupe les grands moments qui ont jalonné l'histoire du parti conservateur. Outre le fait qu'ils servent d'auxiliaires dans la construction et/ou l'affirmation

---

<sup>1601</sup> Hansard, HC, 24/10/2012, vol. 551, col. 920. Sir P. Tapsell: [...] if a fiscal union were introduced, it would certainly be dominated by Germany, and that would lead to the death of democracy throughout most of Europe.

<sup>1602</sup> Hansard, HC, 07/12/2011 vol. 537, col. 292. A. Rosindell: Will the Prime Minister do Britain proud on Friday and show some bulldog spirit in Brussels?

<sup>1603</sup> Le 29 septembre 2019 au congrès du parti conservateur à Manchester

<sup>1604</sup> PM's divisive 'surrender bill' phrase is neither careless nor casual, Rowena Mason, *The Guardian*, 6/07/2019, URL: <https://www.theguardian.com/politics/2019/sep/26/pms-divisive-surrender-bill-phrase-neither-careless-nor-casual>

de son autorité en tant que leader, les ancêtres et leur invocation ont une fonction historique. Le groupe, grâce à ces invocations, célèbre une forme de rite de commémoration qui contribue à la formation d'une conscience collective et identitaire du groupe<sup>1605</sup>. La relation au passé est peut-être celle qui permet à l'individu de percevoir plus facilement, à travers des effets de reconnaissance rétrospective, son rapport à la collectivité et à l'histoire. « Les expériences vécues dans le passé, c'est bien connu, acquièrent avec le temps une aura particulière mais surtout elles créent de l'identité et de la différence »<sup>1606</sup>. La parole politique est, en un sens, responsable du passé et plus précisément de sa relation au présent dans la mesure où, s'adressant à tous, elle doit prévenir les ruptures de sens entre générations. On peut donc en conclure que d'un point de vue anthropologique, le leader a cette responsabilité d'invoquer l'esprit des ancêtres dans un but de transmission de l'histoire et de l'identité du groupe, ce qui, en dernière analyse, consolidera la cohésion entre les membres et les générations de ce même groupe.

## 5. La représentation du monde politique

La représentation de sa politique (en tant que Premier ministre), c'est-à-dire celle du gouvernement, est contrainte par le contexte parlementaire dans lequel l'opposition remet en cause certaines politiques et certaines actions du gouvernement au pouvoir. Une tension quasi continue existe entre les grands partis qui s'opposent à la Chambre des communes et le Premier ministre est soumis à une pression très forte pour réussir à convaincre et persuader les membres de l'opposition (et parfois ceux de son propre parti) de la légitimité de ses actions. Il a alors recours, comme nous l'avons vu précédemment, à la représentation symbolique de sa politique et celle du groupe. Cette présentation par médiation symbolique et ritualisée de son action s'insère plus généralement dans une représentation de l'ordre politique du pays. Le Premier ministre utilise le procédé de symbolisation à une échelle plus grande pour décrire et expliquer les relations de pouvoir qui existent entre les différentes forces politiques du pays. Selon Keith Grint, le leadership implique la construction sociale du contexte qui légitime une action particulière et qui, de ce fait, organise le monde ; « on ne s'attache pas à la situation elle-même mais plutôt à la façon dont elle est présentée »<sup>1607</sup>. Le leader dans notre cas est un représentant politique, qui est lui-même un symbole<sup>1608</sup>, il est un substitut du corps électoral, il

---

<sup>1605</sup> Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier, 1994, p. 89.

<sup>1606</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>1607</sup> Keith Grint, « Problems, problems, problems: The social construction of 'leadership' », *Human Relations*, vol. 58, n°11, 2005, p. 1471.

<sup>1608</sup> "Leaders themselves can become powerful symbols and embody the values and ideals of a political community", Donald Kurtz, *Political Anthropology: power and paradigms*, Nashville, Westview Press, 2001.

fait partie de la construction symbolique de la politique sans laquelle aucune perception de la réalité politique ne serait possible. De ce point de vue, la représentation (politique) par la représentation symbolique, au-delà d'être juste le reflet du monde, organise le monde et « le politicien doit posséder ce talent principalement d'ordre esthétique d'être capable de représenter la réalité politique de façon nouvelle et originale »<sup>1609</sup>. Une de ces manières esthétiques et originales de présenter le monde politique et son ordonnancement relève de l'utilisation d'objets et de récits symboliques.

### 5.1. La création d'un ennemi

Ces récits concernent l'activité politique qui se déroule à l'intérieur du territoire du groupe aux frontières précises avec une séparation claire entre l'intérieur et l'extérieur, tout en orientant le comportement des membres de ce groupe<sup>1610</sup>. Les chefs de gouvernement définissent leur gouvernement, leur nation et leur groupe social sur la base de différences entre « notre monde » et « les autres mondes » essayant de renforcer un sentiment commun d'identité nationale et sociale en marquant les différences. Une société, dans ses relations avec l'extérieur, considère « d'autres sociétés comme hostiles et dangereuses pour sa sécurité et sa souveraineté et se mobilise pour la défendre tout en exaltant son unité, sa cohésion et ses traits distinctifs »<sup>1611</sup> (par les symboles). L'idée peut être résumée en disant que « tout peuple aurait besoin d'ennemis pour assurer sa cohésion interne »<sup>1612</sup>. En tant qu'être essentiel, l'ennemi est diabolisé. Il est le mal par nature<sup>1613</sup>. Son caractère malfaisant et méprisable tient à ce qu'il est ennemi, non pas de soi, mais de tous, c'est-à-dire du genre humain. Le peuple adverse n'est pas seulement recomposé en un bloc indissociable, mais chacun des membres qui le composent est dépourvu dorénavant de personnalité propre<sup>1614</sup>. Par ailleurs, l'ennemi doit être personnifié pour légitimer les attaques et rationaliser l'agression<sup>1615</sup>. Appliqués à notre étude, deux camps se distinguent clairement, d'un côté le groupe parlementaire conservateur et leur leader, le Premier ministre, et de l'autre côté, l'opposition et plus particulièrement le parti travailliste. C'est précisément ce parti qui va incarner l'ennemi, et c'est ce processus de personnalisation de

---

<sup>1609</sup> Frank R. Ankersmit, *Political Representation* (Stanford, CA: Stanford University Press, p.116-117, 2002, cité dans John Street, « Celebrity politicians: popular culture and political representation », *British Journal of Politics and International Relations*, vol.6, n°4, 2004, p. 445.

<sup>1610</sup> Georges Balandier, *Anthropologie politique*, op. cit., p. 30.

<sup>1611</sup> Georges Balandier, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 6<sup>ème</sup> édition, 2013, p.42.

<sup>1612</sup> Michel Adam, « La guerre », dans Abélès Marc et Henri-Pierre Jeudy (eds.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 91-128.

<sup>1613</sup> Marc et Henri-Pierre Jeudy (eds.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 106.

<sup>1614</sup> *Ibid.*

<sup>1615</sup> Murray Edelman, *Constructing the Political Spectacle*, Chicago, University of Chicago Press, 1988, p. 88.

l'ennemi qui va rendre possible les attaques *ad hominem*. Il ne suffit pas de déclarer que le parti travailliste est l'ennemi à combattre, il est nécessaire, avant toute chose, de justifier ce statut d'ennemi. Les ennemis sont caractérisés par un ou plusieurs traits qui les désignent comme mauvais, immoraux, déviants, et par conséquent sont une menace perpétuelle<sup>1616</sup>. Regardons en détail comment le groupe conservateur et plus particulièrement le Premier ministre définissent le *Labour* comme un ennemi. En quoi est-ce que les Travaillistes sont des ennemis ? L'essentialisation du parti travailliste en ennemi repose sur quatre axes (voir exemples dans tableau ci-dessous, figure 27).

Figure 27. Représentation des Travaillistes en tant qu'ennemis

Caractéristiques de l'ennemi (le <i>Labour</i> )	Exemples dans le discours des parlementaires pendant les <i>PMQs</i>
Le <i>Labour</i> : une menace pour le pays, son économie et sa sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Neil O'Brien : Les membres de l'autre côté, qui veulent fondamentalement porter atteinte à notre démocratie<sup>1617</sup> (12/12/18)</li> <li>- T. May : Les Travaillistes veulent dissoudre le <i>Mi5</i>, désarmer notre police et abandonner notre arme de dissuasion nucléaire [...] et refusent de contrôler nos frontières<sup>1618</sup> (26/04/17)</li> <li>- T. May : Le parti travailliste représente la plus grosse menace pour les gens et pour le pays<sup>1619</sup> (12/12/18)</li> <li>- Charlie Elphicke : la vraie menace pour notre grande nation, c'est un gouvernement travailliste<sup>1620</sup> (16/01/19, col 1152)</li> <li>- T. May : la plus grande menace pour nos efforts en matière économique<sup>1621</sup> (23/01/19) ;</li> <li>- T. May : [...] Le <i>Labour</i> [est] la plus grande menace pour notre économie et notre défense<sup>1622</sup> (27/03/19, vol 657, col 313) ;</li> </ul>

<sup>1616</sup> *Ibid.*, p. 66.

<sup>1617</sup> *Hansard, HC*, 12/12/2018, vol. 651, col. 282. *Neil O'Brien: the Members opposite, who want to stop Brexit and fundamentally damage our democracy.*

<sup>1618</sup> *Hansard, HC*, 26/04/2017, vol. 624, col. 1100. *T May: The plan to disband MI5, disarm our police and scrap our nuclear deterrent was endorsed by the right hon. Gentleman's policy chief and even by his shadow Chancellor [...] and refusing to control our borders.*

<sup>1619</sup> *Hansard, HC*, 12/12/2018, vol. 651, col. 281. *T. May: She is absolutely right that the greatest threat to the jobs, livelihoods and futures of her constituents, and constituents around the United Kingdom, would be a Labour Government.*

<sup>1620</sup> *Hansard, HC*, 16/01/2019, vol. 652, col. 1152. *Charlie Elphicke: [...] Conservative Governments have delivered time and again for the British people and that the biggest threat to that is sitting on the Opposition Front Bench*

<sup>1621</sup> *Hansard, HC*, 23/01/2019, vol. 653, col. 238. *T. May: [...] the biggest threat to all economic improvements.*

<sup>1622</sup> *Hansard, HC*, 27/03/2019, vol. 657, col. 313. *T. May: [...] biggest threat to economy and defence.*



	<ul style="list-style-type: none"> <li>- D. Cameron : la plus grande menace pour l'économie britannique<sup>1623</sup> (15/10/14) ;</li> <li>- D. Cameron : Le <i>Labour</i> a sélectionné quelqu'un qui s'affiche aux côtés d'extrémistes<sup>1624</sup> (20/04/16) ;</li> <li>- J. Major :Le <i>Labour</i> n'a pas de position claire contre le terrorisme<sup>1625</sup> (10/06/93)</li> <li>- Mr. Oppenheim : [...] le sentiment général révolusion face à l'action de l'opposition qui soutiennent des terroristes<sup>1626</sup> ( 20/01/94).</li> <li>- Mr Lidington : Le <i>Labour</i> a sélectionné comme candidat pour la circonscription de Exeter quelqu'un qui avoue être un terroriste<sup>1627</sup> (26/10/95) ;</li> <li>- J. Major : [...] le <i>New Labour</i> et les nouveaux dangers<sup>1628</sup> (02/07/96 ; 04/07/96 ; 16/07/96...) pour notre nation (02/07/96) ;</li> <li>- Mr Amess : l'hypocrite nouveau <i>Labour</i> signifie de nouveaux dangers réels pour tout le pays<sup>1629</sup> (16/07/96) ;</li> <li>- D. Cameron : le <i>Labour</i> veut détruire l'Union<sup>1630</sup> (26/11/91) ;</li> <li>- J. Major : [...] la pilule empoisonnée que représentent les politiques de l'opposition<sup>1631</sup> (18/03/1997, col 722)</li> </ul>
Le <i>Labour</i> nourrit un sentiment	<ul style="list-style-type: none"> <li>- T. May : Corbyn, Farron et Sturgeon veulent faire alliance pour diviser notre pays<sup>1632</sup> (19/04/17, col 673)</li> <li>- T. May : Le Hamas and Hezbollah sont les amis du <i>Labour</i>. Hatton est un</li> </ul>

<sup>1623</sup> Hansard, HC, 15/10/2014, vol. 586, col. 300. D. Cameron: *The biggest threats to the British economy are sitting a few feet away from me.*

<sup>1624</sup> Hansard, HC, 20/04/2016, vol. 608, col. 267. D. Cameron: *The Labour party is abandoning Trident in Scotland and it has selected in London someone who sits on platforms with extremists*; 09/03/16, vol. 607, col 267. D. Cameron: *I was completely appalled to see yesterday that the Labour party has readmitted someone to the party who says that the 9/11 suicide bombers "must never be 'condemned'" and who belongs to an organisation that says: "We defend the 'Islamic State' in Syria and Iraq".*

<sup>1625</sup> Hansard, HC, 10/06/1993, vol. 226, col. 430. J Major: *The Labour party had the chance to demonstrate that it is resolute against terrorism, and it did not take it.*

<sup>1626</sup> Hansard, HC, 20/01/1994, vol. 235, col. 1033. Mr. Oppenheim: *[...] the widespread sense of revulsion in the country [...] at the actions of other Opposition Members who, by their actions, have given succour to terrorists?*

<sup>1627</sup> Hansard, HC, 26/10/1995, vol. 264, col. 1138. Mr Lidington: *[...] make it his policy to condemn unreservedly the selection by the Labour party in Exeter of a self-confessed terrorist as its candidate.*

<sup>1628</sup> Hansard, HC, 02/07/1996, vol.280, col. 720. J. Major: *New Labour and the new dangers will become very apparent to everyone*; 02/07/1996, vol. 280, col 720. Mr. Luff: *[...] posing a multitude of new dangers for our nation.*

<sup>1629</sup> Hansard, HC, 16/07/1996, vol. 281, col. 940. Mr Amess: *[...] new phoney labour means new, real danger for the whole country.*

<sup>1630</sup> Hansard, HC, 26/11/1991, vol. 199, col. 722. D. Cameron: *[...] to break the Union. That is the direction in which the Labour party's policies are going.*

<sup>1631</sup> Hansard, HC, 18/03/1997, vol. 292, col. 722. J. Major: *That is the poison pill of opposition's policies [...]*

<sup>1632</sup> Hansard, HC, 19/04/2017, vol. 624, col. 673. T. May: *Corbyn, Farron and Sturgeon want to unite together to divide our country.*

antinational et contre le peuple	<p>héros pour le <i>Labour</i> et Churchill est un méchant<sup>1633</sup> (20/02/19) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mr Pawsey : On rapporte que Lord Mandelson, Baroness Symons et Adam Ingram ont travaillé pour le régime de Kadhafi<sup>1634</sup> (09/03/11)</li> <li>- T. May : Les Travailleurs sont du côté de Poutine<sup>1635</sup> (03/04/19, col 1029)</li> <li>- D. Cameron : Le <i>Labour</i> soutient un candidat qui manque de patriotisme et de fierté nationale<sup>1636</sup> (27/02/13)</li> <li>- David Burrowes : Le <i>Labour</i> donne les nouveaux emplois aux ressortissants étrangers en priorité<sup>1637</sup> (26/03/2014)</li> <li>- D. Cameron : Le <i>Labour</i> dénigre notre pays<sup>1638</sup> (20/01/16)</li> <li>- J. Major : Les travaillistes sont prêts à transférer le pouvoir à Bruxelles<sup>1639</sup> (14/11/91)</li> <li>- T. May : une trahison envers beaucoup de citoyens par une minorité<sup>1640</sup> (28/11/18)</li> <li>- Nadhim Zahawi : [...] ils (les travaillistes) se moquent des gens qui aiment leur pays<sup>1641</sup> (26/11/14)</li> <li>- D. Cameron : Le <i>Labour</i> n'écoute jamais les Britanniques<sup>1642</sup> 16/01/2013</li> <li>J. Major : Le <i>Labour</i> veut mettre la main sur l'argent des gens et le dépenser<sup>1643</sup> 12/07/1994</li> </ul>
-------------------------------------	---

<sup>1633</sup> Hansard, HC, 20/02/2019, vol. 654, col. 1461. T. May: *What do we see from his Labour party? Hamas and Hezbollah are friends, and Israel and the United States are enemies; Hatton a hero, and Churchill a villain.*

<sup>1634</sup> Hansard, HC, 02/03/2011, vol. 524, col. 294. Mark Pawsey: *It is reported that Lord Mandelson, Baroness Symons and Adam Ingram have worked for the Gaddafi regime.*

<sup>1635</sup> Hansard, HC, 03/04/2019, vol. 657, col. 1029. T. May: *The right hon. Gentleman said that he preferred to believe Vladimir Putin than our own security agencies.*

<sup>1636</sup> Hansard, HC, 27/02/2013, vol. 559, col. 313. D. Cameron: *This candidate, endorsed by the leader of the Labour party, shows a shocking lack of patriotism and national pride.*

<sup>1637</sup> Hansard, HC, 26/03/2014, vol. 578, col. 346. David Burrowes: *the previous Labour Government, who talked loosely about British jobs for British workers but who saw 90% of new jobs going to foreign nationals.*

<sup>1638</sup> Hansard, HC, 20/01/16, vol. 604, col. 1413. D. Cameron: *the reasons why a Labour MP in the south of England is as rare as hen's teeth is that they talk down our country and talk down opportunity in it.*

<sup>1639</sup> Hansard, HC, 14/11/91, vol. 198, col. 1224. J. Major: *[...] the Leader of the Opposition that they would draw the line anywhere on transfer of authority to Brussels.*

<sup>1640</sup> Hansard, HC, 28/11/18, vol. 650, col. 242. T. May: *So now we have it: they want to cause chaos, frustrate Brexit and overturn the will of the British people. That would be a betrayal of the many by the few.*

<sup>1641</sup> Hansard, HC, 26/11/14, vol. 588, col. 916. Nadhim Zahawi: *we should not sneer at people who work hard, who are patriotic, and who love their country?*

<sup>1642</sup> Hansard, HC, 16/01/2013 vol. 556, col. 872. D Cameron: *The view of the Opposition is that we should sit back, do nothing, accept the status quo and never listen to the British people or British business [...]*

<sup>1643</sup> Hansard, HC, 12/07/1994, vol. 246, col. 828. J. Major: *Labour Members dislike the prospect of lower taxation: they would like to get their hands on people's money and spend it.*

<p><i>Labour</i> pratique l'obstructionnisme systématique</p>	<p>- Mr. Newton : Le parti Travailliste s'est opposé à chaque réforme sur ce sujet (les syndicats) depuis 1979<sup>1644</sup> (25/02/1993)</p> <p>- T. May : Les Travaillistes ont voté contre les politiques destinées à améliorer la vie des gens, contre les politiques introduites par un gouvernement conservateur<sup>1645</sup> (01/05/19)</p> <p>-D. Cameron : Le <i>Labour</i> s'oppose à la réforme du <i>NHS</i> qui pourraient sauver des vies<sup>1646</sup> (23/03/11)</p> <p>- D. Cameron : ils (les travaillistes) s'opposent à toutes les réformes<sup>1647</sup> (30/11/11)</p>
<p>Le <i>Labour</i> est moralement mauvais</p>	<p>- le <i>Labour</i> est raciste<sup>1648</sup> (17/07/19) antisémite<sup>1649</sup> (20/02/2019), fondamentalement malhonnête<sup>1650</sup> (11/05/93)</p> <p>- le <i>Labour</i> a des meetings politiques ségrégués<sup>1651</sup> (09/03/16)</p> <p>- Des députés travaillistes insultent, intimident et harcèlent d'autres députés<sup>1652</sup> (05/09/18)</p> <p>- D. Cameron : le <i>Labour</i>, une équipe olympique de l'hypocrisie<sup>1653</sup> (13/06/2012)</p> <p>- D. Cameron : le <i>Labour</i> a truqué le marché<sup>1654</sup> ( 19/01/10) ; ils ne sont pas</p>

<sup>1644</sup> Hansard, HC, 25/02/1993, vol. 219, col. 1002. Mr Newton: *The Opposition have opposed every significant piece of reform legislation that we have passed since 1979 in that connection.*

<sup>1645</sup> Hansard, HC, 01/05/19, vol. 659, col. 197. T. May: *we are ensuring that we as Conservatives are improving people's lives. In so many of those areas, the right hon. Gentleman has done nothing but vote against the policies that this Conservative Government have produced.*

<sup>1646</sup> Hansard, HC, 23/03/11, vol. 525, col. 949. D. Cameron: *Do Members opposite want to save those lives, or are they going to stick with the status quo and say that there should be no choice, that patients should not have a say in how they are treated and that doctors should not be more involved in the health service? What a backward step, and what a backward lot.*

<sup>1647</sup> Hansard, HC, 03/11/2011, vol. 536, col. 934. D. Cameron: *we have to reform welfare, which they oppose, we have to freeze public sector pay, which they oppose, and we have to reform public sector pensions, where they are on the side of the irresponsible trade union leaders.*

<sup>1648</sup> Hansard, HC, 17/07/2019 vol. 663, col. 826. T. May: *Labour today presents like a textbook case of institutional racism.*

<sup>1649</sup> Hansard, HC, 20/02/2019, vol. 654, col. 1465. Mrs Caufield: *Does the Prime Minister agree that antisemitism is rife throughout the whole Labour party?*

<sup>1650</sup> Hansard, HC, 11/05/1993, vol. 224, col. 650. John Major: *the Labour party is in a fundamentally dishonest position.*

<sup>1651</sup> Hansard, HC, 09/03/2016, vol. 607, col. 274. D. Cameron: *let me say this to the Labour party: one thing you can help with is no more segregated political meetings.*

<sup>1652</sup> Hansard, HC, 05/09/2018, vol. 646, col. 163. Andrea Jenkyns: *In this year's local election, we elected the first Conservative councillor in my constituency—a wonderful lady called Nic—but since her election, she has been subjected to the most awful abuse by Labour and Momentum activists.*

<sup>1653</sup> Hansard, HC, 13/06/2012, vol. 546, col. 318. David Cameron: *if there was an Olympic medal for double standards and rank hypocrisy, the Labour party would be well in the running.*

<sup>1654</sup> Hansard, HC, 19/01/2010 vol. 521, col. 831. D. Cameron: *What we will not have is what we had from Labour, which was a rigged market.*

	<p>transparents<sup>1655</sup> (02/03/11) ; le <i>Labour</i> trafique les chiffres<sup>1656</sup> (30/11/11) ;</p> <p>- D. Cameron : Les anciens ministres travaillistes au sein du Cabinet se décrivant comme des politiciens prêts à recevoir de l'argent contre des titres ou des passeports<sup>1657</sup> (17/07/13)</p> <p>- D. Cameron : [...] et ceci est l'héritage immoral laissé par le <i>Labour</i><sup>1658</sup> (5/11/14) ;</p> <p>- Mrs Shepherd : [...] la mainmise des « gauchistes bobo » sur les écoles dans années 60-70 a laissé une génération de parents sans aucune base morale<sup>1659</sup> (02/03/93)</p> <p>- Mr Shaw : Les conseillers locaux travaillistes profitent personnellement de la fraude, de la corruption et du népotisme<sup>1660</sup> (16/03/95)</p> <p>- Mr Hughes : [...] remercier ceux qui se sont battus pour mettre à jour les abus de pouvoir systématique<sup>1661</sup> ( 22/06/95)</p> <p>J. Major : Les Travaillistes pratiquent la politique véreuse d'autrefois<sup>1662</sup> (27/10/94)</p> <p>Mr Atkins : Le rapport de l'audit dévoile les activités criminelles et de corruption des conseils (« <i>councils</i> ») Travaillistes<sup>1663</sup> (19/11/96)</p>
--	---

Le premier axe fait du parti travailliste une menace pour le Royaume-Uni, son économie et sa sécurité. Le Premier ministre et les députés créent un lien entre le parti travailliste et le

<sup>1655</sup> *Hansard, HC, 02/03/2011, vol. 524, col. 299. D. Cameron [...] because we now have transparency from every single council in the country apart from one that is controlled by the Labour party.*

<sup>1656</sup> *Hansard, HC, 30/11/2011, vol. 536, col. 931. D. Cameron: when the right hon. Gentleman was sitting in the Treasury, the figures were fiddled by Ministers and advisers.*

<sup>1657</sup> *Hansard, HC, 17/07/2013, vol. 566, col. 1089. D. Cameron: We had former Labour Ministers describing themselves as cabs for hire, Cabinet Ministers giving passports for favours and a Prime Minister questioned by the police over cash for honours.*

<sup>1658</sup> *Hansard, HC, 05/11/2014, vol. 587, col. 823. D. Cameron: That is the moral—or rather immoral—inheri- tance that we received from the Labour party.*

<sup>1659</sup> *Hansard, HC, 02/03/1993, vol. 220, col. 137. Mrs Sheperd: the schools were hijacked in the 1960s and 1970s by the trendy lefties? Is not it clear that now that those pupils who had been hijacked are parents, they are unable to give their families the moral base to know what is right and wrong today?*

<sup>1660</sup> *Hansard, HC, 16/03/1995, vol. 256, col. 1021. Mr Shaw: Does my right hon. Friend agree that the evidence of Labour councillors personally benefiting from fraud, corruption, nepotism and inefficiency; 02/03/93, vol. 220, col. 137.*

<sup>1661</sup> *Hansard, HC, 22/06/1995, vol. 262, col. 474. Mr. Hughes: In the course of his busy day, will my right hon. Friend find time to send a message of congratulation to all who, despite threats and intimidation, battled to expose the systematic abuse of power in Labour Monklands?*

<sup>1662</sup> *Hansard, HC, 27/10/1994, vol. 248, col. 1004. J. Major: If that is to be the new, clean politics, let us have the old, dirty politics from Labour that we have been used to.*

<sup>1663</sup> *Hansard, HC, 19/11/1996, vol. 285, col. 835. Mr Atkins: Is my right hon. Friend aware of the independent auditor's report, published yesterday, of the criminal and corrupt activities of Labour councillors.*

terrorisme ; ils accusent le *Labour* de vouloir se débarrasser du programme nucléaire Trident<sup>1664</sup> et se débarrasser de l'arme nucléaire et ainsi devoir compter sur d'autres pays pour assurer la sécurité du pays ; ils les accusent de vouloir mettre la Grande-Bretagne en faillite et de vouloir renverser le capitalisme<sup>1665</sup> ; ils présentent les Travaillistes comme la plus grosse menace pour le pays et son économie. Le deuxième axe implique la nécessité de faire passer le parti travailliste et ses membres pour des opposants à la nation dépourvus de fierté nationale. Les Conservateurs à la Chambre reprochent au *Labour* de frayer avec des dictateurs notoires, de vouloir abolir la monarchie. En effet, John Major se demande, lors d'une séance de *PMQs* en février 1995, pourquoi les Travaillistes sont « si hostiles au principe d'hérédité à la Chambre des Lords »<sup>1666</sup> et déclare que cette position « est juste l'étape avant la destruction de la monarchie héréditaire ». Le quatrième axe concerne le reproche fait au parti travailliste de vouloir nuire à toute réforme et toute politique proposée par le gouvernement en votant systématiquement contre ses projets. Et enfin, le dernier axe, et certainement le plus important pour transformer le *Labour* en ennemi national, doit présenter le parti travailliste comme un parti moralement mauvais, accusé de corruption, de népotisme, de racisme, d'antisémitisme, d'hypocrisie, de malhonnêteté et de harcèlement. La « diabolisation » du parti travailliste remplit deux fonctions. Celle de renforcer la cohésion sociale, de délimiter et constituer l'unité du groupe<sup>1667</sup> car le groupe politique ne s'individualise que dans un rapport d'opposition à des groupes équivalents<sup>1668</sup>. C'est dans ce sens que le leader doit promouvoir une mentalité d'opposition au groupe antagoniste, une sorte de culture du « nous » contre « eux »<sup>1669</sup>. Le leader, par ce processus de création de l'ennemi, exalte l'esprit partisan au sein du groupe mais également le tribalisme qui est illustré par la formule de Theresa May qui attaque le maire travailliste de Londres (Sadiq Khan) et demande aux députés, afin de bien marquer la différence entre les deux groupes : « Est-il l'un des nôtres ? Non, c'est l'un des vôtres »<sup>1670</sup>. Ceci est précisément la deuxième fonction (même si elle est dépendante de la première) de la création

---

<sup>1664</sup> *Trident*, est un programme de dissuasion nucléaire établi en 1980 et couvre la mise au point, l'achat et l'exploitation d'armes nucléaires au Royaume-Uni et leur moyen de livraison.

<sup>1665</sup> *Hansard, HC, 27/06/2018*, vol. 643, col. 886. *T. May: He can either back business or he can want to overthrow capitalism; he cannot do both.*

<sup>1666</sup> *Hansard, HC, 15/02/1996*, vol. 271, col. 1134. *J. Major: I am surprised at the hostility of the Labour party to the hereditary principle [...]*

<sup>1667</sup> Lucien Sfez, *La symbolique politique*, Paris, PUF (coll. « Que-sais-je ? »), 1988, p. 97.

<sup>1668</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin, 1990, nouvelle édition Payot, « Petite bibliothèque Payot », 2005, p. 90.

<sup>1669</sup> Strangio Paul, 't Hart Paul et Walter James, *Understanding Prime Ministerial Performance*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 4.

<sup>1670</sup> *Hansard, HC, 15/11/2017*, vol. 631, col. 356. *T. May: [...] but the police and crime commissioner in London is the Mayor. Is he one of ours? No, he's one of yours.*

de l'ennemi, celle d'objectiver l'alternative<sup>1671</sup>. En réduisant l'autre à un ennemi à combattre absolument, le parti travailliste devient un concept, une idée. Dans cet effort d'essentialisation du mal sous les traits du parti travailliste, on remarque que les trois Premiers ministres à l'étude ont tous œuvré de façon continue et presque égale. Cela implique que la création de l'ennemi est une sorte de ressort naturel, voire de survie qui fait partie de la vie politique des groupes en général. Cela revient à dire que personne ne peut devenir leader de parti politique sans cette capacité à créer un ennemi commun au groupe.

La présence d'un ennemi et toutes les menaces terribles que ce dernier fait peser sur le pays crée une certaine anxiété, voire une peur auprès des individus. L'objectif pour le leader, c'est justement de définir des situations qui engendrent de l'anxiété, des peurs afin d'amener les individus à soutenir les actions du gouvernement destinées à apaiser ces peurs<sup>1672</sup>. Le leader jouera alors sur des menaces réelles ou imaginaires d'un ennemi extérieur au groupe tout en exploitant des images stéréotypées, des événements dramatiques, des crises et des problèmes que le gouvernement propose de résoudre avec efficacité<sup>1673</sup>. Les individus qui ressentent de l'angoisse veulent qu'on leur présente un ordre politique, plus généralement un monde organisé et stable dans lequel leurs peurs et les menaces qu'ils redoutent sont expliquées simplement et dont le remède est garanti. Le recours au récit symbolique, c'est-à-dire aux mythes, est un moyen de créer un monde où les choses sont simplifiées. Murray Edelman met en évidence « le lien étroit et nécessaire qu'il existe entre l'anxiété et l'attachement à un mythe qui établit une identité sociale commune et fait apparaître une ligne de conduite à adopter pour calmer les angoisses<sup>1674</sup> ». Les mythes seraient alors un remède aux peurs et aux angoisses ressenties face aux menaces présentes dans le quotidien des citoyens et créeraient pour eux un monde simple à comprendre sur le thème de l'enchantement du monde.

## 5.2. (Ré)Enchantement du monde

C'est par le mythe que le leader parviendrait donc à rassurer les individus confrontés à la menace d'un ennemi extérieur et à enchanter le monde politique afin de le rationaliser. Les mythes expliquent et justifient l'ordre du monde existant<sup>1675</sup>, et par conséquent, remplissent une

---

<sup>1671</sup> Murray Edelman, *Constructing the Political Spectacle*, op. cit., p. 50.

<sup>1672</sup> Charles Elder et Roger Cobb, *The Political Uses of Symbols*, Londres, Longman, 1983, p. 24.

<sup>1673</sup> *Ibid.*

<sup>1674</sup> Murray Edelman, *Politics as Symbolic Action: Mass Arousal and Quiescence*, New York, Academic Press, 1971, p. 54.

<sup>1675</sup> Georges Balandier, *Anthropologie politique*, op. cit., p. 143.

fonction de justification et de protection face à l'inconnu. Le mot « mythe » signifie une « croyance commune partagée par un groupe de personnes qui donne aux événements et aux actions une signification particulière »<sup>1676</sup>. Et cette croyance dépend, en grande partie, de la narration proposée par le leader car c'est ce dernier qui incarne la mythologie du groupe<sup>1677</sup>. En effet, le leader se crée un personnage en conformité avec la représentation donnée et va ainsi livrer une narration de soi mais également une narration, ou plus précisément, une histoire, qui va le ou la mettre en valeur, et le narrateur est le protagoniste de cette histoire dont il est, par conséquent, le héros. En résumé, « le conteur est le conte »<sup>1678</sup>. Comme nous avons pu le voir avec la création de l'ennemi, le leader fabrique des croyances et influence le public en créant des perceptions<sup>1679</sup> tout en s'érigeant comme le héros de ce monde. C'est la raison pour laquelle, selon Marc Abélès, le mythe et les rituels viendraient réenchâter le monde<sup>1680</sup> souvent à la faveur d'un schéma narratif séquentiel qui fait émerger le sauveur<sup>1681</sup> (désignation du problème, identification des causes et des responsables et résolution du problème).

Le mythe commence par l'identification du leader-héros. Cela se produit généralement après un rite d'investiture ou d'institution du nouveau chef. Après la victoire du parti aux élections générales, le leader du parti devient le Premier ministre. À partir de cet instant, plusieurs rituels se succèdent. En effet, le souverain convoque le leader du parti vainqueur et lui demande de former un gouvernement qui deviendra le gouvernement de sa Majesté. Puis le nouveau Premier ministre se rend au *10 Downing Street* pour faire un discours<sup>1682</sup>. En l'absence de cérémonie officielle publique pour investir le Premier ministre (la fonction est le résultat d'une convention<sup>1683</sup> et non de la création d'un poste officiel), le moment le plus propice au rite d'investiture au Parlement est bien entendu le mercredi midi à la Chambre des communes où le plus grand nombre de députés est présent. Il n'est alors pas inexact de dire qu'au cours de la séance qui a suivi l'élection du parti conservateur en avril 1992, les félicitations appuyées des députés adressées à leur nouveau Premier ministre ont fait office de rite d'investiture du nouveau chef. Le 12 mai 1992 le député Mr Gill demande solennellement s'il peut « en tant que

---

<sup>1676</sup> Murray Edelman, *Politics as Symbolic Action: Mass Arousal and Quiescence*, op. cit., p. 14.

<sup>1677</sup> Ted C. Lewellen, *Political Anthropology: An Introduction*, Massachussetts, Bergin and Garvey, 1983.

<sup>1678</sup> Judi Atkins et John Gaffney, « Narrative, persona and performance: The case of Theresa May 2016–2017 », *Sage Journals*, vol. 22, n°2, 2020, p. 293-308.

<sup>1679</sup> Murray Edelman, *Politics as Symbolic Action*, op. cit., p. 53-79.

<sup>1680</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, op. cit.

<sup>1681</sup> Judi Atkins et John Gaffney, « Narrative, persona and performance: The case of Theresa May 2016–2017 », art. cit.

<sup>1682</sup> Pour le détail de ces étapes hautement ritualisées voir le site du Parlement, *House of Commons Library, How is a Prime Minister appointed ?* URL: <https://commonslibrary.parliament.uk/how-is-a-prime-minister-appointed/>

<sup>1683</sup> *Cabinet manual, Introduction*, 12., chap. 3. 3.1.

premier député conservateur dont le nom apparaît sur le programme de la séance<sup>1684</sup> pour la première *PMQs* de ce nouveau Parlement, féliciter, au nom de tous les députés conservateurs, mon Honorable ami, le Premier ministre, pour avoir conduit, pour la première fois, notre parti à sa quatrième victoire »<sup>1685</sup>. Un autre député lors de la même séance ajoute que c'est « un énorme plaisir, soulagement et espoir pour l'avenir que nous apporte notre victoire aux élections sous son leadership »<sup>1686</sup> provoquant, bien sûr, un tonnerre d'acclamations dans les rangs conservateurs. Dans un environnement autant ritualisé, il n'est pas erroné de dire qu'un tel hommage participe bien d'une forme de rite d'institution ou, tout le moins, d'un rite de reconnaissance (du chef). Pour David Kertzer, l'investiture publique est un rituel pour élever le statut d'une personne, ici de député et leader à Premier Ministre et également pour légitimer le transfert d'autorité<sup>1687</sup>, principalement lorsque le leader du parti prend la place d'un Premier ministre d'un autre parti. Pierre Bourdieu explique que le rite implique la limite, la séparation entre ceux qui sont et ceux qui ne sont pas. Il s'agit d'un rite de consécration qui consacre la différence. Pour Pierre Bourdieu le rite d'institution est « un acte de magie sociale qui assigne une essence, une compétence, il impose un droit d'être et un devoir d'être »<sup>1688</sup>. Cela peut paraître étrange dans un système parlementaire où le Premier ministre est tout d'abord un député ; cependant rappelons qu'il n'est pas n'importe quel député mais « le premier parmi ses pairs » et que la fonction de Premier ministre s'est, d'une certaine manière, présidentialisée. C'est d'ailleurs une des raisons possibles qui poussent un leader de parti, devenant Premier ministre, suite à la démission du Premier ministre du même parti, à convoquer des élections générales anticipées pour soumettre son leadership au vote des citoyens et obtenir une plus grande légitimité par les urnes. John Major, en tant que leader du parti conservateur, qui était devenu *de facto* Premier ministre en novembre 1990 après la démission de M. Thatcher, avoua « vivre dans le péché avec les électeurs »<sup>1689</sup> jusqu'au moment où il convoqua des élections générales en avril 1992 qui lui apportèrent la victoire. Ce genre de rite d'institution renforce le leadership et le charisme du Premier ministre tout en lui conférant une dimension sacrée, ce qui

---

<sup>1684</sup> *Order Paper* est le programme officiel des activités de la Chambre des communes pour chaque jour où le Parlement siège.

<sup>1685</sup> *Hansard, HC, 12/05/1992, vol. 207, col. 495. Mr. Gill As the first Conservative Member whose name appears on the Order Paper for the first Prime Minister's Question Time of the new Parliament, may I convey the congratulations of all Conservative Members to my right hon. Friend the Prime Minister on leading our party to its unprecedented fourth election victory? [Cheers]*

<sup>1686</sup> *Hansard, HC, 12/05/1992, vol.207, col 495. Mr. Davies: Is my right hon. Friend aware of the enormous sense of pleasure, relief and hope in the future generated by our victory at the election under his leadership ? [Interruption.] There are obviously some sour grapes on the Opposition side.*

<sup>1687</sup> David Kertzer, *Ritual, Politics and Power*, New Haven, Yale University Press, 1988, p. 51.

<sup>1688</sup> Bourdieu Pierre, « *Les rites d'institution* », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°43, 1982, p. 58-63.

<sup>1689</sup> *BBC, 13 July 2016* <https://www.bbc.co.uk/programmes/p041b3xb> consulté le 25/08/2022



fait écho à Georges Balandier, pour qui, « tout chef possède ce quelque chose de sacré qui le rend supérieur »<sup>1690</sup>. Selon Max Weber, le charisme se traduit par l'utilisation d'adjectifs laudateurs mettant en exergue le caractère exceptionnel et magique, voire surnaturel, du leader qui est qualifié également de héros, de prophète ou de sauveur<sup>1691</sup>. Le leader est ainsi glorifié, magnifié et auréolé d'une force quasi-mystique. Dans ces récits mythiques, les Premiers ministres apparaissent sous des noms aux évocations héroïques. David Cameron devient l'archétype du sauveur étant « le capitaine de notre État »<sup>1692</sup>, qui fera encore mieux que William Pitt le jeune et « sauver, à lui seul, l'Union Européenne pour le bien de l'Europe et du Royaume-Uni »<sup>1693</sup>. Theresa May se fait appeler (lors d'une *PMQs*) « Theresa de Maidenhead »<sup>1694</sup> et répond à la troisième personne en tant que « Theresa de Maidenhead ». Elle devient par cette appellation l'archétype de la femme britannique ordinaire présent dans l'imagination des Britanniques<sup>1695</sup>. Son pendant masculin serait « *Honest John* », John Major incarnant la simplicité et l'honnêteté en politique. Puis, à grand renfort de poses et de talent de mimétisme, elle se transforme en la « Dame de Fer » qui, elle-même, serait la parfaite incarnation de la figure mythologique de Boadicée<sup>1696 1697</sup>. Puis, elle devient la « *Queen of Brexit* »<sup>1698</sup> flanquée de son « *King of Brexit* »<sup>1699</sup> (Philip Hammond), celle qui sauvera le Royaume-Uni des « tentacules »<sup>1700</sup> de l'Europe. Dans ce royaume enchanté, David Cameron nous raconte, en référence au discours d'Henry V avant la bataille d'Azincourt<sup>1701</sup>, dans l'œuvre de Shakespeare, que les politiciens, lui compris, seraient des chevaliers dont l'honneur et la fraternité seraient

<sup>1690</sup> Georges Balandier, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 6<sup>ème</sup> édition, 2013, p. 128.

<sup>1691</sup> Kelly Davis M. et William. L. Gardner, « Charisma Under Crisis Revisited: Presidential Leadership, Perceived Leader Effectiveness and Contextual Influence », *Leadership Quarterly*, vol. 23, n°5, 2012, p. 918–933.

<sup>1692</sup> *Hansard, HC*, 30/04/2014 vol. 579, col. 822. N. Zahawi: *Mr Speaker, could this right honourable man, the captain of our state, lend his help [...]*

<sup>1693</sup> *Hansard, HC*, 23/01/2013 vol. 557, col. 314. *Mr Crispin Blunt: Pitt the Younger said that "Europe is not to be saved by any single man", and then correctly went on to predict that England would "save Europe by her example." I believe that my right hon. Friend is in danger of contradicting Pitt, because his example today and his exertions over the next four years stand the best possible chance of rescuing the European Union for both Europe and Britain.*

<sup>1694</sup> *Hansard, HC*, 18/04/2018, vol. 639, col. 315. *J. Stevenson: When Theresa from Maidenhead next comes to Carlisle [...]*

<sup>1695</sup> Judi Atkins et John Gaffney, « Narrative, persona and performance: The case of Theresa May 2016–2017 », *Sage Journals*, vol. 22, n°2, 2020, p. 296.

<sup>1696</sup> *Ibid.*

<sup>1697</sup> En 60 après J.-C., cette reine rebelle défia Rome, qui occupait depuis peu la Bretagne. Elle mena des milliers d'hommes et de femmes contre l'opresseur romain, n'hésitant pas à tout brûler sur son passage.

<sup>1698</sup> *Hansard, HC*, 31/10/2018, vol. 648, col. 909. *P. Hammond: Prime Minister, I always thought that you could be the Queen of Brexit, but did you ever think that the Chancellor could be the King of Brexit?*

<sup>1699</sup> *Ibid.*

<sup>1700</sup> *Hansard, HC*, 21/11/2018, vol. 649, col.855. *A. Rosindell: [...] completely cutting away the tentacles of the EU from our cherished island nation once and for all?*

<sup>1701</sup> *Hansard, HC*, 30/04/2014 vol. 579, col. 822.

inébranlables.

L'intérêt pour le Premier ministre d'avoir recours à ce genre de récits est celui de renforcer son charisme. Des trois types de charismes identifiés par Max Weber<sup>1702</sup>, celui relatif à l'autorité charismatique est tout particulièrement concerné ici. Cette autorité charismatique, appelée domination charismatique, repose sur certaines qualités liées à la personnalité du leader en vertu desquelles il est différent des autres hommes ordinaires et traité comme s'il était doté de pouvoirs ou de qualités exceptionnelles<sup>1703</sup>. Le charisme, le don de grâce, dépend de la dimension sacrée de la personne (comme le fait d'être roi ou reine, ou plus précisément la « reine du *Brexit* »), de son héroïsme et de son caractère exemplaire. C'est dans ce sens que le charisme véhiculé par le mythe permet la légitimation du pouvoir du leader qui dépend de la détention d'une qualité mystique.

### 5.3. Un monde politique mythologisé

Le monde du mythe fonctionne sur des mécanismes simples. Il s'organise autour de la présence d'hostiles comploteurs et de leaders bienveillants, et chacun d'eux façonne l'avenir selon leurs plans<sup>1704</sup>. Les schémas typiques des mythes politiques sont peu nombreux. Soit ils définissent un ennemi qui ourdit des complots contre l'intérêt national et qui doit être exterminé, soit ils désignent un leader, héros et sauveur d'un ordre social stable et respecté par tous et que l'on doit suivre et à qui on doit obéir et pour qui les sacrifices, la souffrance et la privation sont gratifiants<sup>1705</sup>.

Les comploteurs sont définis comme un groupe extérieur « différent » et préparant un complot pour commettre des actes nuisibles à la société<sup>1706</sup>. Ces derniers sont identifiés par le parti conservateur comme étant le parti travailliste. Et selon le Premier ministre et les députés conservateurs, « Tony Blair a conspiré avec le président George W. Bush »<sup>1707</sup> ; « le *Labour* fait partie d'un complot consistant à abandonner le droit de veto britannique<sup>1708</sup> au sein de l'UE

---

<sup>1702</sup> L'autorité rationnelle, traditionnelle et charismatique

<sup>1703</sup> Max Weber, *On Charisma and Institution Building (selected papers)*, Chicago, University of Chicago Press, 1968, p. 48.

<sup>1704</sup> Edelman Murray, *Politics as Symbolic Action: Mass Arousal and Quiescence*, New York, Academic Press, 1971, p. 77.

<sup>1705</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>1706</sup> *Ibid.*, p.77

<sup>1707</sup> *Hansard, HC*, 21/01/2015 vol. 591, col. 210. *Sir Tapsell: [...] that Mr Blair conspired with President George W. Bush.*

<sup>1708</sup> La Grande-Bretagne n'a pas à proprement parler d'un droit de veto exceptionnel. En réalité, il s'agit du droit d'opposer son refus à une décision émanant des institutions européennes. La pérennité de ce veto dépend du type de majorité nécessaire à l'adoption d'un texte. Pour certains domaines, comme les affaires étrangères, la fiscalité et la justice, une majorité à l'unanimité était requise. Puis, avec l'adoption du *Single European Act* and du *Traité de Maastricht* (le premier accepté par M. Thatcher ; le second par John Major) le nombre de domaines

»<sup>1709</sup> ; « le parti travailliste a le projet de détruire la Grande-Bretagne »<sup>1710</sup>, le secrétaire d'État de l'opposition en charge de l'Irlande du Nord, Mr McNamara « foment un plan pour se débarrasser des gens d'Ulster (unionistes) »<sup>1711</sup>. Et face à ce groupe comploteur contre les intérêts du Royaume-Uni, on retrouve « les sauveurs », les Conservateurs qui s'érigent en protecteur de la nation. Tout d'abord, ils vont se présenter en fervents défenseur du Royaume en exaltant le sentiment patriotique du groupe. John Major, lors d'une séance au mois décembre 1992, sur les conseils d'un député propose de supprimer le « jour férié marxiste du 1<sup>er</sup> mai »<sup>1712</sup> et de le remplacer par l'anniversaire d'événements à la gloire du Royaume-Uni comme « la bataille de Trafalgar, la bataille d'Azincourt ou, encore mieux, la bataille de Waterloo »<sup>1713</sup>. David Cameron et Theresa May promettent de « reprendre le contrôle »<sup>1714</sup>, de « rapatrier le pouvoir en Grande-Bretagne »<sup>1715</sup>, de « toujours agir dans l'intérêt national du Royaume-Uni »<sup>1716</sup>. Puis, ils vont endosser le costume du héros mythique. David Cameron et son gouvernement sont comparés à des justiciers ; selon le député conservateur Robert Halfon « l'histoire de Robin Hood présente des parallèles avec un gouvernement qui taxe les gros bonnets de la City et les barons de la pétrochimie pour redonner aux faibles revenus »<sup>1717</sup>. David Cameron a créé le bien nommé « Projet Merlin »<sup>1718</sup> pour aider à financer les petites entreprises<sup>1719</sup> et pour « retirer l'argent des banques et le donner aux entreprises en grande

---

dans lesquels une majorité qualifiée a augmenté, affaiblissant ainsi le veto britannique. Pour les changements constitutionnels, un vote à l'unanimité est obligatoire, donc le Royaume-Uni conserve dans ce domaine son droit de veto.

<sup>1709</sup> *Hansard, HC, 12/12/1996, vol. 287, col. 399. Mr Greenway: Labour party is part of that plot (abandoning the British veto in favour of qualified majority voting).*

<sup>1710</sup> *Hansard, HC, 27/06/2018 vol.643, col. 887. T. May: [...] it is a plan to break Britain.*

<sup>1711</sup> *Hansard, HC, 01/07/1993, vol. 227, col. 1103. Mr. Paice: Will my right hon. Friend find time today to assure the people of Ulster that this Government are totally committed to the Union? Will he also point out to them that the hon. Member for Kingston upon Hull, North (Mr. McNamara) has a plot to ditch them?*

<sup>1712</sup> *Hansard, HC, 03/12/1992, vol.215, col. 392. Mr Conway: Does my right hon. Friend agree that the people of this country never wanted to celebrate the Marxist anniversary of May day?*

<sup>1713</sup> *Hansard, HC, 03/12/1992, vol.215, col. 392. Mr Conway: Will my right hon. Friend consider replacing the May day bank holiday with a bank holiday to mark the anniversary of the battle of Trafalgar, the battle of Agincourt or, better still, the battle of Waterloo?*

<sup>1714</sup> *Hansard, HC, 08/02/2017, vol. 621, col. [inexistante]. T. May: [...] take back control [...]*

<sup>1715</sup> *Hansard, HC, 16/01/2013, vol. 556, col. 864. D. Cameron: If you want to take power back to Britain, you vote Conservative.*

<sup>1716</sup> *Hansard, HC, 07/02/2018, vol. 635, col. 1494. T. May: We will go into those negotiations to get the best possible deal for the United Kingdom.*

<sup>1717</sup> *Hansard, HC, 11/05/2011, vol. 527, col. 1160. Robert Halfon: Does my right hon. Friend agree that the story of Robin Hood has parallels with a Government who are taxing bankers to build the big society, City fat cats to fund tax cuts for lower earners and oil barons to cut fuel prices? Will he invite disaffected Opposition Members to join a Government who help the poor and take away from the rich?*

<sup>1718</sup> Signé en février 2011 le « Projet Merlin » fait partie d'un accord avec les banques qui ont accepté de prêter aux entreprises 190 milliards de livres pour l'année en cours.

<sup>1719</sup> *Hansard, HC, 04/07/2012, vol. 547, col. 916. D. Cameron: The Merlin scheme saw lending to small businesses [...]*

difficulté »<sup>1720</sup>. John Major revêt lui aussi les habits du défenseur de l'intérêt national en pointant du doigt le *New Labour* et ses « nouveaux dangers » tout en déclarant que « ce sont là les politiques que nous allons attaquer »<sup>1721</sup>. Et enfin, dans ce monde mythique, le parti conservateur est le remède à un parti travailliste moribond et mortifère. En effet, les Conservateurs ne cessent de répéter que le *Labour* est « le parti des fossoyeurs »<sup>1722</sup>, « un perroquet mort »<sup>1723</sup>, « des monomaniaques du malheur »<sup>1724</sup>, un parti « enfermé dans le passé qui n'a pas sa place dans le futur »<sup>1725</sup> et que « tout ce qu'il a à offrir c'est un grand retour en arrière »<sup>1726</sup> ; ou « un retour à la case départ »<sup>1727</sup>. Les Travaillistes sont des « prophètes du malheur »<sup>1728</sup>, qui n'ont rien d'autre à proposer « qu'un niveau plus bas en toute chose, moins d'opportunités pour les jeunes qui veulent un avenir meilleur »<sup>1729</sup>.

Par effet de contraste, le parti conservateur se présente, lui, comme le parti de l'avenir, associé au succès et à l'optimisme. Les Conservateurs « créent une Grande-Bretagne tournée vers l'avenir »<sup>1730</sup>, « une Grande-Bretagne prospère »<sup>1731</sup><sup>1732</sup>, qui « donne aux gens de l'optimisme et de l'espoir »<sup>1733</sup> ainsi qu'« un avenir plus radieux pour notre pays »<sup>1734</sup>, et « s'assure que les jeunes ont toutes les opportunités pour prospérer et poursuivre leurs rêves »<sup>1735</sup>. « Avec le parti conservateur, de meilleurs jours sont à venir »<sup>1736</sup>, le gouvernement écrit « de grandes histoires

---

<sup>1720</sup> *Ibid.* D. Cameron: [...] to get money out of the banks and into hard-pressed businesses.

<sup>1721</sup> Hansard, HC, 02/07/1996, vol. 280, col. 720. J. Major: *New Labour and the new dangers will become very apparent to everyone, and it will be the policies that we shall attack, because they are wrong and damaging.*

<sup>1722</sup> Hansard, HC, 03/07/2013, vol. 565, col. 913. D. Cameron: [...] the party of the graveyard

<sup>1723</sup> Hansard, HC, 05/11/2014, vol. 587, col. 817. D. Cameron: *Labour is a dead parrot [...]*

<sup>1724</sup> Hansard, HC, 23/03/1993, vol. 221, col. 760. J. Major: *Good news for Britain is very bad news for the monomaniacs of misery opposite.*

<sup>1725</sup> Hansard, HC, 18/06/1991, vol. 193, col. 144. J. Major: *Labour is locked in the past and has no place in the future [...]*

<sup>1726</sup> Hansard, HC, 22/11/2017, vol. 631, col. 1038. T. May: *Not fit for the future, all he offers is a blast from the past.*

<sup>1727</sup> Hansard, HC, 10/10/2018, vol. 647, col. 135. T. May: *Labour taking us back to square one [...]*

<sup>1728</sup> Hansard, HC, 05/11/1996, vol. 284, col. 1032. J. Major: [...] *Prophets of doom and gloom*

<sup>1729</sup> Hansard, HC, 22/05/2019, vol. 660, col. 718. T. May: [...] *lower standards, less opportunity for young people for a brighter future.*

<sup>1730</sup> Hansard, HC, 27/06/2018, vol. 643, col. 888. T. May: [...] *creating a Britain fit for the future.*

<sup>1731</sup> Hansard, HC, 18/01/2017, vol. 619, col. 932. T. May: *A strong and prosperous Britain [...]*

<sup>1732</sup> Peut-être une référence au parti anti-labour « *A Campaign for a More Prosperous Britain* » fondée en 1974 par Tom Keen

<sup>1733</sup> Hansard, HC, 28/02/2018, vol. 636, col. 821. T. May: *That is a cons government delivering on people's priorities and giving them optimism and hope for the future.*

<sup>1734</sup> Hansard, HC, 05/12/2018, vol. 650, col. 882. T. May: [...] *it is this cons government who are building a brighter future for our country.*

<sup>1735</sup> Hansard, HC, 20/06/2018, 20/06/2018 vol. 643, col. 331. T. May: *It is tis government who are ensuring that young people have the opportunities to prosper and to pursue their hopes.*

<sup>1736</sup> Hansard, HC, 10/10/2018, vol. 647, col. 134. T. May: [...] *better times are ahead, under a conservative government.*

pleines de succès »<sup>1737</sup> et fait de « la Grande-Bretagne une vraie réussite »<sup>1738</sup>. Theresa May insiste et soutient que « son projet pour une Grande-Bretagne ouverte sur le monde » dépeint la vision d'une Grande-Bretagne « vraiment ouverte sur le monde, plus forte, plus juste, plus unie, plus avant-gardiste, prospère, tolérante, et indépendante ; une vision qui façonnera un avenir plus fort et construira une Grande-Bretagne meilleure »<sup>1739</sup>. Une qualité que le leader doit posséder est celle de donner un cap pour l'avenir tout en le présentant comme radieux et plein de promesses, car, selon Marc Augé, « le grand responsable politique est celui qui donne un sens à l'avenir »<sup>1740</sup>. Le mythe est l'instrument idoine pour une telle représentation du monde car il sollicite l'imagination, qui est cruciale dans la construction d'un récit mythique propre à une communauté. Le mythe se caractérise par « une narration qui enracine la communauté dans le passé, explique son présent et convoque l'image d'un futur préférable »<sup>1741</sup>. Par conséquent, un leader qui ne saurait pas faire le récit convaincant du passé, du présent et de l'avenir a peu de chance de rester leader très longtemps<sup>1742</sup>. En d'autres termes, l'efficacité d'un leader peut se mesurer à l'aune de ses talents à créer des mythes qui renforcent la croyance qu'il existe un ennemi comploteur, un leader-héros compétent et bienveillant et un public prêt au sacrifice et au dur labeur et également prêt à obéir pour assurer la victoire du bien sur le mal. Le mythe permet aux individus souffrant de différentes angoisses de se rassurer et se dire que rien n'est leur faute mais seulement celle d'un ennemi identifiable. Les individus veulent croire que le gouvernement va vaincre le mal et anéantir les menaces<sup>1743</sup>. Adhérer à ce mythe fait de l'individu un fidèle, un suiveur inconditionnel<sup>1744</sup>.

Cependant, une ironie subsiste, ou plutôt une contradiction subsiste. Comme le pouvoir est inséparable du sacré et comporte une dimension surnaturelle<sup>1745</sup>, cela facilite la création de

---

<sup>1737</sup> Hansard, HC, 15/10/1996, vol 284, col 1033 J. Major: *One of the present government's great success stories* [...]

<sup>1738</sup> Hansard, HC, 09/01/1996 vol. 269, col. 18. Alex Ander: *Is it not abundantly clear to all independent observers that Britain is a success story.*

<sup>1739</sup> Hansard, HC, 18/01/2017, vol. 619, col. 928. T. May: *What I did yesterday was to set out a plan for a global Britain. I set out a plan that will put the divisions of last year behind us, and that shows a vision for a stronger, fairer, more united, more outward-looking, prosperous, tolerant, independent and truly global Britain. It was a vision that will shape a stronger future and build a better Britain.*

<sup>1740</sup> Augé Marc, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier, 1994, p. 103.

<sup>1741</sup> Keith Grint, « The Arts of Leadership », p. 97, dans Nigel Bennett, Megan Crawford, Marion Cartwright (eds.), *Effective Educational Leadership*, Londres, Sage Publications, 2003., p. 97.

<sup>1742</sup> *Ibid.*

<sup>1743</sup> Murray Edelman, *Political Language: Words That Succeed and Policies That Fail*, Cambridge, Mass, Academic Press, 1977, p. 80.

<sup>1744</sup> Murray Edelman, *Politics as Symbolic Action: Mass Arousal and Quiescence*, op. cit., p. 80.

<sup>1745</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin, 1990, nouvelle édition Payot, « Petite bibliothèque Payot », 2005, p. 121.

mythes. Discret ou apparent, le sacré est toujours présent à l'intérieur du pouvoir<sup>1746</sup>. Les mythes, comme les rites, ont un caractère sacré, même si les liens sont plus lâches aujourd'hui entre le pouvoir et le sacré, ils ne sont pas rompus<sup>1747</sup>. Que ce soient les rites d'institution, ou d'inversion, ou encore d'affrontement, imbriqués dans un récit mythologie ou mythique, les rites même laïques mobilisent le divin<sup>1748</sup>. Alors qu'ils créent un monde imaginaire qui fonctionne principalement grâce à leur dimension sacrée qui échappe totalement à la rationalité, les mythes, dans leur structure polarisée, (les « comploteurs » contre les « sauveurs ») donnent un sens au monde et le rationalisent<sup>1749</sup>. Les mythes permettent aux individus de vivre dans un monde dans lequel les causes (des problèmes, des difficultés,) sont simples et bien définies et les remèdes sont clairs. Ils substituent le monde réel empirique et compliqué à des mythes simples dans lesquels l'ennemi comploteur et le héros-sauveur sont les personnages centraux<sup>1750</sup>. Le recours à l'imaginaire, aux sensations, aux émotions contribue donc à rendre le monde rationnel et compréhensible tout en créant un attachement fort au leader.

Les mythes et les rites ont pour effet à la fois de constituer et renforcer l'unité du groupe mais également de renforcer le lien qui unit les participants au leader qui incarne le mythe et qui assume le rôle d'officiant du rite. Il est doté d'un pouvoir sacré, d'une grande force de domination qui s'exerce sur les membres du groupe unis autour de lui. On pourrait dire qu'il s'agit d'une force centripète, agissant à l'intérieur des limites du groupe. Cependant, dans le cadre parlementaire et plus particulièrement dans celui des *PMQs*, cette force ou plus précisément l'autorité charismatique du leader peut dépasser les frontières internes du groupe et produire des effets au-delà des limites du groupe. En effet, le rituel des *PMQs* est « joué » devant un public assis dans une galerie en surplomb, venant assister au spectacle, et également devant des journalistes qui rendront compte dans les médias du soir et du lendemain du succès plus ou moins relatif du Premier ministre face à l'opposition. Il existe donc une sorte de contrat entre le Premier ministre et ces spectateurs. Les journalistes sont à l'affût du moindre petit événement, et le Premier ministre sait que la presse écrira sur sa prestation si ce dernier arrive à marquer les esprits, obtenant ainsi une plus grande visibilité (en cherchant, par exemple, une sanction par le *Speaker*, en créant un pseudo-événement ou encore en lançant des insultes à son opposant). Quant aux spectateurs, l'objectif est de leur faire ressentir la force du rituel et de

---

<sup>1746</sup> Georges balandier *Anthropologie politique*, p. 44.

<sup>1747</sup> Maurice Duverger, *Sociologie de la politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1973, p. 381.

<sup>1748</sup> Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, *op. cit.*, p.121.

<sup>1749</sup> Murray Edelman, *Politics as Symbolic Action: Mass Arousal and Quiescence*, *op. cit.*, p. 79.

<sup>1750</sup> Murray Edelman, *Ibid.*, p. 83.

susciter une certaine émotion ou impression, de préférence positive, en faveur du Premier ministre ; ce sont, peut-être, de potentiels électeurs ou ambassadeurs du parti. Cette relation, par le rite, entre le Premier ministre et la galerie a été étendue à un plus large public avec l'introduction de caméras à la Chambre des communes en 1989, diffusant les *PMQs* à des millions de foyers. On peut alors se demander quel impact cet élargissement du public a eu sur la nature et les effets des rites et des récits symboliques ainsi que sur le rôle du Premier ministre et son leadership.

#### **5.4. Dé-ritualisation des *PMQs* (affaiblissement du rite)**

La scène parlementaire, nous explique Georges Balandier, n'est plus un univers clos, « elle est proposée aux regards des téléspectateurs qui deviennent effectivement spectateurs à distance du drame monté pour eux – le plus souvent sous la forme d'un bref affrontement des vedettes politiques »<sup>1751</sup>. Marc Augé appelle cela le « dispositif rituel élargi »<sup>1752</sup>. Le spectacle se joue simultanément à divers endroits avec divers publics conférant au rituel un caractère abstrait, détemporalisé et quasi désincarné du rapport à autrui. On ne pratique plus le rite pour renforcer les liens communautaires mais pour donner un spectacle à distance à des individus inconnus. Qui plus est, la télévision permet de regarder le rituel non seulement à distance mais autant de fois qu'on le souhaite (tous les mercredis ou grâce aux enregistrements) et l'expérience répétée de voir les séances affaiblit le rituel et les symboles. On a, comme John Berger<sup>1753</sup> l'explique, une série de duplicata de l'original que l'on peut voir et revoir à distance et dans un autre lieu moins symbolique et ritualisé que la Chambre des communes. Il n'est plus nécessaire de faire l'effort d'assister physiquement au rituel des *PMQs*. Les images du rituel et les images du mythe se reproduisent en s'éloignant toujours un peu plus de l'origine sacrée de ces images, de ces icônes pourrait-on dire. Par ce processus, le rituel se désacralise. Les participants aux rituels deviennent des téléspectateurs et l'officiant, le Premier ministre, perd son aura par un effet d'effacement de la distance entre lui et les téléspectateurs créant un rapprochement par écran interposé avec ces derniers, et le plaçant en quelque sorte au même niveau qu'eux<sup>1754</sup>.

Par ailleurs, toujours selon Georges Balandier, « les possibilités de multiplier les images

---

<sup>1751</sup> Georges Balandier, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland (coll. « Fondements »), 1992, p. 152-153.

<sup>1752</sup> Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier, 1994, p. 94.

<sup>1753</sup> John Berger, *Ways of seeing*, UK, Penguin books, 1972.

<sup>1754</sup> Diego L. Garzia, « The personalization of politics in Western democracies: Causes and consequences on leader-follower relationships », *The Leadership Quarterly*, vol. 22, n° 4, 2011, p. 697-709.

politiques introduisent l'accoutumance et la désaffection des sujets-spectateurs »<sup>1755</sup> car les images politiques perdent de leur force d'irruption, ces images deviennent quotidiennes, se banalisent, s'usent et entraînent une perte de curiosité ainsi qu'un certain désenchantement<sup>1756</sup>. La répétition des images, l'omniprésence de visages et de discours connus, produisent un effet d'usure, voire de vacuité. La possibilité de passer d'un programme à l'autre tend à faire de la scène politique un élément parmi d'autres. Le leadership s'érode, le charisme disparaît, la menace de l'ennemi se banalise et s'éloigne peu à peu. Afin de limiter cet affaiblissement, le pouvoir et ses adversaires doivent recourir à toutes les ressources actuelles de la dramaturgie politique et provoquer ainsi le renouvellement par des effets de nouveauté. Il faut renouveler les images car « l'emprise politique se nourrit de la nouveauté qui est le moteur des théâtralisations contribuant à son maintien<sup>1757</sup> ». Le leader et les députés auront alors recours à des pseudo-événements (par exemple H. Harman arborant un T-shirt féministe en plein séance<sup>1758</sup> ou encore la députée conservatrice Mrs Currie qui sort une banderole « *I love Basildon*<sup>1759</sup> »), des insultes toujours plus violentes (on se rappelle de D. Cameron insultant Ed Miliband d'« idiot bafouillant »)<sup>1760</sup>, des effets de mise en scène toujours plus extraordinaires, c'est ce que Marc Abélès appelle « l'inflation médiatique »<sup>1761</sup>, une sorte de surenchère, et c'est l'escalade du spectaculaire. Dans les sociétés primitives, c'est l'inverse qui se passe, « le pouvoir dramatise la longue durée, la transmission de la tradition<sup>1762</sup>, et la pérennité de ses propres succès », et non de l'irruption à répétition du nouveau et de l'éphémère. Alors que dans les sociétés antérieures, les mythes et les rituels structurent la société et lui confèrent une identité et une unité, et le pouvoir se renforce par les images sacrées et les traditions<sup>1763</sup>, dans nos sociétés modernes, les pseudo-événements, les sociodrames, le spectacle pour le spectacle n'apportent qu'une satisfaction ou des gains immédiats et furtifs.

La télévision est devenue un mode d'expression qui permet non seulement de retransmettre l'événement mais aussi de le créer. Les chaînes et les directeurs de programmes opèrent une sélection, un prélèvement dans la matière première (dans notre cas il s'agit des moments marquants et sensationnels des *PMQs*) et après un travail de montage et de commentaires, ils

---

<sup>1755</sup> Georges Balandier, *Le pouvoir sur scènes*, *op. cit.*, p. 153.

<sup>1756</sup> *Ibid.*

<sup>1757</sup> Georges Balandier, *Le détour : pouvoir et modernité*. Paris, Fayard, 1985, p. 106.

<sup>1758</sup> On pouvait lire sur le T-shirt : *This is what a feminist looks like*, *Hansard*, HC, 29/10/2014, vol. 587

<sup>1759</sup> *Hansard*, HC, 27/10/1992, vol. 212.

<sup>1760</sup> *Hansard*, HC, 23/05/2012, vol. 545, col. 1131. D. Cameron: *Which we would not have if we listened to the muttering idiot sitting opposite me—[Interruption.]*

<sup>1761</sup> Marc Abélès et Henri-Pierre Jeudy (eds.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 256.

<sup>1762</sup> Georges Balandier, *Le détour*, *op. cit.*, p. 107.

<sup>1763</sup> *Ibid.*



proposent leur « histoire » et l'imposent aux téléspectateurs, leur dictant en quelque sorte quelle priorité est à donner à tel ou tel événement. Des titres de journaux comme ceux, par exemple, de *The Independent* en 2015 (PMQs: David Cameron colle une étiquette de gauche aux différentes personnes nommées par Corbyn : un staliniste, un trotskiste et un communiste<sup>1764</sup>) ou de *l'Express* en 2018 (PMQs LIVE: La réaction FURIEUSE de Theresa May concernant le commentaire sexiste de Corbyn)<sup>1765</sup> racontent leur histoire à l'aide de formules lapidaires. De plus, le même événement retenu par les médias peut être interprété de façons différentes selon les individus (l'interprétation est souvent faite selon les situations sociales et idéologiques des individus et les symboles résonnent différemment chez les uns et chez les autres). On a, en fait, un double éloignement par rapport à la réalité de la séance (la matière première), on a une interprétation (celle des médias), puis une autre interprétation (celle des individus) à partir de celle proposée par la presse ou la télévision ou les médias en général. L'expérience de la réalité se fait par les images, on n'a plus accès à la matière première. L'expérience de la réalité en tant que telle n'existe plus, tout est expérience des images qui agissent à la manière d'un filtre, et cependant tout est ressenti comme du vécu, du réel. Les personnes désincarnées et mises en fiction par les médias nous apparaissent encore plus réelles que réelles parce qu'elles nous deviennent familières ; elles entrent dans nos foyers, nous « rendent visite » plusieurs fois par semaine. Marc Augé résume très bien ce phénomène :

Les responsables politiques, comme les vedettes des variétés, du sport ou du cinéma, sont des personnages que le public en général reconnaît sans les connaître (un personnage « connu » est un personnage qu'on reconnaît), établissant avec eux un rapport partiellement imaginaire, mais familier, qui s'exprime encore plus nettement en face de marionnettes qui les caricaturent et dont les prestations exercent une influence sur l'opinion<sup>1766</sup>.

Néanmoins, ces programmes ne fonctionnent pas comme un contre-rituel quand ils sont répétés un nombre incalculable de fois (enregistrements, rediffusions, programmations multiples...) et se jouent dans des millions de lieux au même moment. Ils n'agissent plus comme un rituel concurrent mais comme un simple divertissement. Le rituel originel se trouve vidé de sa substance symbolique ; ces caricatures, les gros titres tapageurs, l'exploitation de scandales, les montages séquentiels (les *best-of*) contribuent au processus de dé-symbolisation, l'image tue et

---

<sup>1764</sup> PMQs: David Cameron labels Jeremy Corbyn's left-wing appointments 'a Stalinist, a Trotskyist and a communist' Charlie Atkin, *The Independent*, 4 novembre 2015.

<sup>1765</sup> Theresa May's FURIOUS reaction at Corbyn over 'sexist comment' - Commons ERUPTS, Katie Harris, *Express*, 19 décembre 2018.

<sup>1766</sup> Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier, 1994, p. 96-97.

remplace le symbole. Le piège serait de penser que les images créées par les médias sont des symboles, ces images ne relèvent pas du symbolique mais du pur artifice médiatique. On assiste à un travail inverse de dé-symbolisation par démythologisation, dérision, destruction du sens. Le sociologue Pierre Ansart parle à ce propos de « machines à décroire<sup>1767</sup> ». L'image de bienfaiteur, de sauveur, que les leaders ont construite en empruntant aux codes du mythe est détruite pour laisser place à une image de personnage caricatural aux traits de vilain ou d'idiot. Le rite laisse place à la communication et le rôle du leader est de trouver l'équilibre entre son rôle d'officiant du rituel et celui de communicant politique. Il lui faut innover, renouveler le message ou à défaut le support sans détruire complètement la dimension sacrée du rituel. Georges Balandier, en s'appuyant sur les travaux de Jean Baudrillard, est plus catégorique et explique que « le pouvoir n'existerait plus que par sa composante spectaculaire où les gouvernants et les gouvernés ne seraient plus liés que par le jeu des simulations »<sup>1768</sup>. De ce point de vue le leader ne serait que le metteur en scène de son propre jeu.

La représentation du monde par le leader participe de ce qu'appelle l'anthropologue, Claude Rivière, la liturgie politique<sup>1769</sup>, c'est-à-dire que le pouvoir politique se crée et se renforce par l'accomplissement de rituels sacrés, de récits symboliques de mythologies. La routinisation de ces pratiques par la multiplication des images notamment par l'intermédiaire du support télévisuel a transformé ces pratiques liturgiques en communication politique fondée sur les caractéristiques du marketing politique<sup>1770</sup>. Le leader utilise stratégiquement une rhétorique spécifique propre aux mythes et au rituels, et plus largement, empreinte des mécanismes anthropologiques d'organisation du groupe et du pouvoir au sein du groupe (par exemple en désignant « l'autre » comme l'ennemi ou par la glorification du leader). Cette forme de communication a pour objectif de légitimer son pouvoir et ses actions mais également d'exercer son autorité sur le plus large auditoire possible en diffusant son message imbriqué dans une forme spectaculaire auprès du plus grand nombre de potentiels électeurs. En résumé, il s'agit d'une forme de communication hybride qui repose à la fois sur le symbolique et le sacré mais également sur des éléments profanes relevant plutôt du marketing politique. De plus, elle implique des mécanismes d'escalade dans les effets spectaculaires, destinée à susciter, voire manipuler les émotions et les croyances des fidèles et plus largement du public. De ce point de

---

<sup>1767</sup> Pierre Ansart, *La gestion des passions politiques*, Lausanne, l'Age d'homme, 1983, p. 181.

<sup>1768</sup> Georges Balandier, *Le détour*, op. cit., p. 125.

<sup>1769</sup> Claude Rivière, *Les liturgies politiques*, Paris, PUF, 1988.

<sup>1770</sup> À ce propos, voir : Thomas Stenger, « Présentation générale. Le marketing politique : entre démocratie et marché », p. 15-36, dans Thomas Stenger (ed.), *Le marketing politique*, Paris, CNRS Editions, 2012.

vue, il serait à propos de dire que ce procédé communicationnel fait des *PMQs* une « occasion de faire de la propagande politique » comme l'écrit R. K. Alderman dans un article sur les *PMQs*<sup>1771</sup> en 1996.

### 5.5. Du mythe (et du rite) à la propagande

Selon Jacques Ellul, la propagande s'avère inévitable en démocratie dans la mesure où ce régime suppose la concurrence entre partis et la formation de l'opinion publique<sup>1772</sup>. Il explique également que la démocratie, même si cette dernière est indiscutablement liée à la propagande, ne constitue pas en soi un bon support pour cette dernière (contrairement aux régimes totalitaires<sup>1773</sup>) et que pour être efficace l'usage du mythe est nécessaire<sup>1774</sup>. La propagande doit créer « une image motrice à caractère émotionnel »<sup>1775</sup> provoquant l'adhésion sans réflexion et c'est pourquoi les mythes et les rituels et plus généralement le symbolisme sont de parfaits outils de propagande. C'est ce que le professeur en anthropologie, James R. McLeod, confirme quand il dit que « la rhétorique et les rituels sont les auxiliaires complémentaires dans notre monde de sociodrames qui permet aux acteurs politiques de construire des mondes symboliques de propagande très persuasive »<sup>1776</sup>. Par ailleurs, la propagande aide à satisfaire certaines attentes psychologiques de l'homme moderne par la désignation d'un bouc émissaire, la fusion dans une communauté, une activité compensatoire, la valorisation individuelle, l'autojustification, l'élimination de l'angoisse existentielle<sup>1777</sup>. Le discours des conservateurs pendant les *PMQs* correspond tout à fait à ces attentes. En effet, le mythe qu'ils proposent présentent un bouc émissaire : le parti travailliste, le socialisme, et l'Union européenne. Les rites d'exaltation, d'institution, et d'affrontement servent à la fois à l'intégration de nouveaux membres et au sentiment d'unité mais également à créer un effet cathartique de libération des angoisses. Les récits symboliques ont pour objectif d'ordonner le monde et de le rendre compréhensible par tous en faisant du groupe conservateur les acteurs bienveillants du monde politique au service de l'intérêt de la nation. De plus Jacques Ellul

---

<sup>1771</sup> Elisabeth Reber, *Quoting in Parliamentary Question Time: Exploring Recent Change*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 223.

<sup>1772</sup> Jacques Ellul, « Propagande et démocratie », *Revue française de science politique*, vol. 2, n°3, 1952, p. 474.

<sup>1773</sup> Ellul explique que l'État totalitaire a le monopole de la propagande publique et rend impossible la propagande disséminée par plusieurs entités privée. Par ailleurs, selon lui, ce qui caractérise la démocratie c'est de donner au public l'accès à l'information (« la clef de la démocratie ») et l'information (reposant sur les faits et la vérité) est peu compatible avec la propagande qui cherche à influencer le public.

<sup>1774</sup> Jacques Ellul *Propagande et démocratie*, art. cit., p. 486.

<sup>1775</sup> *Ibid.*

<sup>1776</sup> James R. McLeod, « The Sociodrama of Presidential Politics: Rhetoric, Ritual, and Power in the Era of Teledemocracy », *American Anthropologist*, vol. 101, n°2, 1999, p. 361.

<sup>1777</sup> Patrick Chastenet, *Introduction à Jacques Ellul*, Paris, La Découverte, 2019.

indique que la propagande s'adresse à la fois aux individus et à la masse, ce qui est rendu possible par le relais télévisuel, et qu'elle doit être permanente et orchestrée. Une mise en scène très élaborée et préparée en amont permet au leader et au groupe de présenter un discours qui ressemble à un vrai spectacle et, bien sûr, les meilleurs moments tournent en boucle dans les médias et tout recommence le mercredi suivant.

Afin de pouvoir mettre en relation la propagande et les *PMQs* de façon cohérente et précise, il est nécessaire d'affiner la définition de ce qu'est la propagande. L'OTAN propose une définition officielle :

Toutes les informations, idées, doctrines, appels spéciaux, diffusés dans le but d'influencer l'opinion, les attitudes ou le comportement d'un groupe déterminé pour en tirer profit, soit directement, soit indirectement<sup>1778</sup>

L'intellectuel Jean-Marie Domenach affine cette définition en proposant la liste des techniques et des règles propres à la propagande<sup>1779</sup>. Cette dernière suppose la simplification et le choix d'un ennemi unique (le parti travailliste qui incarne tous le maux et tous les dangers) ; le grossissement et la défiguration des faits (utilisation de figures de style comme l'hyperbole et l'exagération mais aussi l'insulte) ; l'orchestration dans la répétition des thèmes principaux (mise en scène de l'attaque contre le *Labour* sur l'économie, l'Europe, ...) ; la « transfusion » de sens provenant des mythes préexistants et affects collectifs mobilisés au service de la cause (les mythes qui réactivent des stéréotypes préexistants chez l'individu et parlent à l'émotionnel comme le mythe des comploteurs face au sauveur) ; le principe d'unanimité et de contagion (la pression conformiste que le groupe exerce sur l'individu par l'effet de tribalisme et de la participation aux rituels).

Dans tous les points évoqués ci-dessus, l'ennemi est toujours le moteur de la propagande, il est toujours ce qui motive la mise en place de stratégies et de tactiques destinées à attaquer cette entité malfaisante. La technique la plus efficace pour présenter l'ennemi de façon simplifiée est la caricature. Nous avons déjà eu l'occasion de faire l'inventaire et de catégoriser les caractéristiques saillantes de l'ennemi incarné par le parti travailliste qui représente une menace pour le pays, et qui est moralement mauvais. Dans cette représentation de l'ennemi le Premier ministre va encore plus loin en réduisant le Leader de l'opposition et son parti à des caricatures. John Major compare le Leader de l'opposition, John Smith, à « Salomé en train de danser la

---

<sup>1778</sup> Huyghe François-Bernard, *Maîtres du faire croire - De la propagande à l'influence*, Paris, Vuibert, 2008.

<sup>1779</sup> Jean-Marie Domenach, *La propagande politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1962, p. 49-76

danse des sept voiles »<sup>1780</sup>, Tony Blair est comparé à « Bambi »<sup>1781</sup>, le parti travailliste est décrit comme un réverbère contre lequel les syndicats (à la manière d'un chien) viendraient uriner<sup>1782</sup>. Ils sont, aux yeux de John Major, des « dingos »<sup>1783</sup>. Et il finira par leur ôter toute humanité en les comparant à des porcs dont « le museau est enfoui profondément dans l'auge »<sup>1784</sup>, ou à « une bête »<sup>1785</sup>, ou encore des poules mouillées<sup>1786</sup>. David Cameron, quant à lui, compare le Chancelier de l'Échiquier de l'opposition (Ed Balls) à « une dinde »<sup>1787</sup>, à « Voldemort »<sup>1788</sup>, ou encore à « Wallace et Gromit »<sup>1789</sup>. Il compare le Leader de l'opposition (Ed Miliband) à « Bert du Muppet Show »<sup>1790</sup>, au « Chevalier Noir des Monty Python »<sup>1791</sup> ou encore à « un croupier de casino »<sup>1792</sup>, il l'insulte de « zéro »<sup>1793</sup>, de « Eddie the Eagle<sup>1794</sup> », de « caniche »<sup>1795</sup>, de « poney qui ne connaît qu'un seul tour »<sup>1796</sup>. Theresa May, pour sa part, compare Jeremy Corbyn à « Groucho Marx »<sup>1797</sup> et lui reproche de « vivre sur la planète Venezuela »<sup>1798</sup>.

Un autre invariant comme ennemi est le socialisme qui est incarné par le parti travailliste. C'est

<sup>1780</sup> Hansard, HC, 29/10/1992, vol. 212, col. 1129. J. Major: *Even Salome ran out of veils at seven. He has shed seven veils and what is revealed is less attractive than Salome.*

<sup>1781</sup> Hansard, HC, 26/10/1995, vol. 264, col. 1141. D. Evans: *Is he aware that last Thursday Bambi, the leader of the Labour party, showed the nation [...]?*

<sup>1782</sup> Hansard, HC, 15/07/1993, vol.228, col. 1112. J. Major: *The unions are the dog and Labour is the lamp post.*

<sup>1783</sup> Hansard, HC, 04/11/1993, vol. 231, col. 514. Mr. Greenway: *[...] now being made by the ever-loony Labour party?*

<sup>1784</sup> Hansard, HC, 08/06/1995, vol. 261, col. 319. Mr. Evans: *They have their snouts firmly in the trough [...]*

<sup>1785</sup> Hansard, HC, vol. 276, col. 1294. J. Major: *That is the nature of the Labour beast—vote for it, and then pay for it.*

<sup>1786</sup> Hansard, HC, 29/01/1991, vol. 184, col. 791. Mr. Dickens: *Is this not more commendable than the behaviour of a lot of yellow-bellied Labour MPs?*

<sup>1787</sup> Hansard, HC, 18/12/2013, vol. 572, col. 534. D. Cameron: *You don't need it to be Christmas to know when you are sitting next to a turkey. [Interruption.]*

<sup>1788</sup> Hansard, HC, 01/02/2012, vol. 539, col. 820. D. Cameron: *Where is "Baldemort"?*

<sup>1789</sup> Hansard, HC, 12/01/2011, vol. 521, col. 280. D. Cameron: *I know that the shadow Chancellor cannot really do the numbers, so there is no point Wallace asking Gromit about that one.*

<sup>1790</sup> Hansard, HC, 26/06/2013, vol. 565, col. 294. D. Cameron: *[...] but that is why half the country think he is Bert from "The Muppets", as they think he belongs in "Sesame Street", not Downing street.*

<sup>1791</sup> Hansard, HC, 13/07/2016, vol. 613, col. 287. D. Cameron: *I have to say that I am beginning to admire his tenacity. He is reminding me of the Black Knight in "Monty Python and the Holy Grail".*

<sup>1792</sup> Hansard, HC, 06/03/2013, vol. 1559, col. 950. D. Cameron: *[...] but I do not have to listen to the croupier in the casino when it all went bust.*

<sup>1793</sup> Hansard, HC, 12/01/2011, vol. 521, col. 282. D. Cameron: *He was the nothing man at the Treasury and he is the nothing man now that he is trying to run the Labour party.*

<sup>1794</sup> Hansard, HC, 11/05/2011, vol. 527, col. 2257. D. Cameron *[...] he rather reminds me of Eddie the Eagle.*

<sup>1795</sup> Hansard, HC, 25/03/2015 vol. 594, col. 1432. D. Cameron: *[...] Alex Salmon's poodle.*

<sup>1796</sup> Hansard, HC, 30/10/2013, vol. 569, col. 912. D. Cameron *[...] the right hon. Gentleman is a one-trick pony and he has run out of road.*

<sup>1797</sup> Hansard, HC, 10/07/2019, vol. 663, col. 309. T. May: *I was merely going to point out to him that those were the words not of Karl but of Groucho.*

<sup>1798</sup> Hansard, HC, 11/10/2017, vol. 629, col. 330. T. May: *Well, we all know what planet he and his shadow Chancellor are on: Planet Venezuela.*

la raison pour laquelle la caricature du *Labour* ou des différents Leaders de l'opposition est souvent liée à une vision biaisée du socialisme. La propagande s'organise autour de la condamnation d'une idéologie et de tous ceux qui la soutiennent. L'idéologie devient l'identité du groupe. Pour Jonathan L. Maynard, l'identité, en tant que « création conceptuelle de l'individualité d'une personne ou d'un groupe, est toujours idéologique »<sup>1799</sup>. Une idéologie étant « un système distinct d'idées qui forge la perception qu'ont les individus de leur monde social et politique ainsi que leur comportement dans ce monde » façonne nécessairement l'identité du groupe, et ce, principalement en rassemblant certaines différences entre différents groupes dans des axes psychologiques et politiques qui vont par la suite s'opposer<sup>1800</sup>. Les idéologies sont incontestablement identitaires et exigent une allégeance exclusive et sans faille à un groupe racial, religieux, ou dans notre cas politique, caractérisé par l'animosité qu'il nourrit envers certains groupes extérieurs considérés comme menaçants et criminels. C'est ainsi que le socialisme fait partie intégrante du parti travailliste d'un point de vue Conservateur. Cependant, Jonathan L. Maynard fait la différence entre une simple étiquette et une idéologie. En partant des travaux du professeur Siniša Malešević, sur la sociologie de la guerre établissant un lien entre une « étiquette de groupe » (c'est-à-dire une appellation pour distinguer un groupe idéologiquement) et un projet idéologique concret pour justifier une série d'actions politiques, Jonathan L. Maynard nous met en garde contre la représentation par le biais d'une simple étiquette<sup>1801</sup>. Selon lui, cette étiquette doit avoir, parmi les membres du groupe, une résonance importante qui est rendue possible grâce à l'association à cette étiquette de toute une variété de significations denses et de croyances qui reposent sur l'utilisation de notions, d'images, et d'attributs particuliers qui vont au-delà de la simple appellation. L'auteur, sans le dire explicitement, donne la définition du symbole et rejoint Clifford Geertz pour qui « les idéologies sont un système ordonné de symboles complexes »<sup>1802</sup>. Les identités ne sont pas toujours créées par soi et toujours personnelles, elles peuvent être données par quelqu'un d'autre et même imposées. C'est exactement ce que font les Conservateurs à la Chambre des communes pendant les *PMQs* en essayant d'imposer leur vision de l'identité travailliste réduite à l'idéologie du socialisme. Et comme les « idéologies ne sont pas l'exacte représentation de la réalité mais une reconstruction symbolique de celle-ci »<sup>1803</sup>, il est aisé pour le groupe

---

<sup>1799</sup> Johnathan Leader Maynard, « Identity and Ideology in Political Violence and Conflict », *St. Anthony's International Review*, vol. 10, n°2, 2015, p. 18-52, p. 19.

<sup>1800</sup> *Ibid.*

<sup>1801</sup> Jonathan L. Maynard, *op. cit.*, p.22.

<sup>1802</sup> Clifford Geertz, « Ideology as a Cultural System », dans David Apter (ed.), *Ideology and Discontent*, New York, Free Press, 1964, p. 193.

<sup>1803</sup> Michael Freeden, *Ideology: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 67.

parlementaire conservateur de proposer leur propre représentation symbolique du socialisme. Premièrement, il propose une définition de cette idéologie en trois temps (voir tableaux ci-dessous). Tout d'abord, il l'associe à d'autres idéologies ou mouvements politiques aux connotations négatives pour les conservateurs, comme le marxisme<sup>1804</sup> ou le stalinisme<sup>1805</sup>. Puis, il donne les concepts clés associés au socialisme tel que la (re)nationalisation des entreprises, le syndicalisme, l'interventionnisme... Et enfin, ils décrivent les politiques concrètes qu'implique le socialisme pratiqué par les Travailleurs, comme l'interventionnisme économique, les politiques d'emprunt et de dépenses publiques...

Figure 28. Première phase de définition du socialisme

Idéologies et mouvements associés au socialisme	Concepts clés associés au socialisme (pratiqué par le parti travailliste)	Le socialisme en pratique
le marxisme (03/04/2019 ; 09/10/2013), le stalinisme (20/04/2016), le communisme (15/09/2010) le syndicalisme (14/07/2010), le trotskisme (29/02/12), le luddisme (09/07/91, 24/10/2012)	État centralisé (contrôlant le secteur privé) (04/07/1991 ; 07/07/2010), la (re)nationalisation (12/12/1995 ; 05/06/2019) le corporatisme (14/04/1994) la propriété commune (07/03/1995) l'État Providence (24/04/2013), l'interventionnisme de l'État (14/04/1994) l'unilatéralisme (11/07/1991)	l'emprunt, la dépense publique (23/11/2011, 15/03/2017) les forts taux d'imposition (18/12/2013) plus de taxes, plus d'aides de l'État, le plus d'allocations et d'indemnités possibles (13/03/2013)

Dans un deuxième temps, les Conservateurs vont passer à un niveau supérieur d'abstraction et de représentation par l'image, les figures de style, l'imagination (voir tableau ci-dessous). Ils

<sup>1804</sup> Par cette référence les conservateurs ciblent le communisme, l'esprit révolutionnaire et l'abolition des classes.

<sup>1805</sup> Ici, les conservateurs font référence à un régime (le stalinisme) qui est généralement caractérisé par la mise en place d'un État policier totalitaire centralisé, l'emploi de la force et de la terreur comme mode de gouvernement, accompagnés d'un culte de la personnalité organisé autour du principal dirigeant de chaque parti communiste.

utilisent les formules hyperboliques, l'exagération, puis les sarcasmes et les insultes et enfin ils ont recours aux petites phrases aux allures de slogans et les répétitions.

Figure 29. Deuxième phase de définition du socialisme

hyperboles / exagérations	sarcasmes et insultes	petites phrases (slogans), répétitions
(Le Leader de l'opposition aimerait vivre dans) un univers marxiste qui plaît au socialisme tribal <sup>1806</sup> (09/10/13) ; le Chancelier d'opposition et son marxisme d'extrême gauche <sup>1807</sup> (28/02/2018), avec le <i>Labour</i> nous vivrions dans un coin perdu, socialiste, surtaxé et pas protégé <sup>1808</sup> (12/03/1992) ; le <i>Labour</i> fait commerce uniquement avec le Venezuela,	Les dingos de gauchistes <sup>1810</sup> (27/04/2011), les Princes Rouges <sup>1811</sup> (02/07/2014), les socialistes incompetents qu'il faut mettre dehors <sup>1812</sup> (27/02/2013), les « rouges » <sup>1813</sup> (11/07/12), un gouvernement socialiste d'extrême gauche et démodé <sup>1814</sup> (19/07/2017), si le Leader l'opposition essaie de	Si vous votez rouge, vous vivez dans le rouge <sup>1816</sup> (19/11/1996) ; (à cause du dernier gouvernement socialiste) la Grande-Bretagne était l'homme malade de l'Europe <sup>1817</sup> (29/06/1995) ; impôts, impôts, impôts, injustice, injustice, injustice <sup>1818</sup> (10/07/2019) ; un seul modèle pour tout le monde, c'est à prendre ou à laisser <sup>1819</sup> (26/04/17, col 1102)

<sup>1806</sup> Hansard, HC, 09/10/2013, vol. 568, col. 152 D. Cameron: *He would like to live in some sort of Marxist universe [...] to appeal to tribal socialism and a minority in the country.*

<sup>1807</sup> Hansard, HC, 28/02/2018, vol. 636, col.828. George Freeman: *[...] the shadow Chancellor and his reheated, hard-left Marxism?*

<sup>1808</sup> Hansard, HC, 12/03/1992 vol.205, col.970. J. Major: *We would be living in an underprotected, overtaxed socialist backwater on the edge of Europe.*

<sup>1810</sup> Hansard, HC, 27/04/2011, vol.527, col. 173. D. Cameron: *I have to say to my hon. Friend that that shows that some of the loony left is still alive.*

<sup>1811</sup> Hansard, HC, 02/07/2014, vol. 583, vol. 888. D. Cameron: *when you take out the red princes—you will find that 80% of the candidates are union-sponsored.*

<sup>1812</sup> Hansard, HC, 27/02/2013, vol. 559, col. 314. D. Cameron: *They are not only socialists but incompetent socialists to boot.*

<sup>1813</sup> Hansard, HC, 11/07/2012, vol. 548, col. 304. D. Cameron: *There is only one person who is red around here, and that is Red Ed, running the Labour party. Who backed Red Ken Livingstone? They did. Who backed Red Len McCluskey?*

<sup>1814</sup> Hansard, HC, 19/07/2017, vol. 627, col. 836. T. May: *[...] the return of a hard-left, old-fashioned socialist Government?*

<sup>1816</sup> Hansard, HC, 19/11/1996, vol. 285, col. 835. J. Major: *"If you vote red, you live in the red."*

<sup>1817</sup> Hansard, HC, 29/06/1995, vol. 262, col. 1081. Mr. Clifton-Brown: *Does my right hon. Friend recall the time under the last socialist Government when Britain was regarded as the sick man of Europe.*

<sup>1818</sup> Hansard, HC, 10/07/2019, vol. 663, col. 310. T. May: *Labour used to have a slogan of "Education, education, education"; now, it is just "Tax, tax, tax. Injustice, injustice, injustice."*

<sup>1819</sup> Hansard, HC, 26/04/2017, vol. 624, col. 1102. T. May: *He believes in "one size fits all; take everybody down to the lowest common denominator; take it or leave it".*



Cuba et la Corée du Nord <sup>1809</sup> (28/06/2017).	virer à gauche je lui donne la note marx-imum <sup>1815</sup> (04/11/15)	Une sorte d'intervention de l'État nounou soutenue par le LO <sup>1820</sup> (11/03/1993)
---	---	---

Le manque de nuances et de pondération est délibéré car il s'agit de faire du socialisme un symbole de condensation négatif. Et afin d'accroître l'impact émotionnel du symbole, les Conservateurs vont attaquer les valeurs morales du socialisme tel qu'il est pratiqué par les Travaillistes (voir tableau ci-dessous). Selon leur vision de cette idéologie, le socialisme est synonyme de corruption, de manque de transparence et de démocratie, et enfin il conduirait à des comportements immoraux.

Figure 30. Troisième phase de définition du socialisme

corruption	<i>J. Major : Le niveau abyssal de corruption<sup>1821</sup> au sein du parti travailliste</i> (12/04/94 ; 13/06/2012) ; le <i>Labour</i> pratique le « népotisme » (21/11/96 ; 03/03/94) ; A. Selous : [...] <i>l'évasion fiscale est une caractéristique du socialisme moderne<sup>1822</sup></i> (18/04/2012) ; les conseillers dans les <i>councils</i> profitent de la fraude (16/03/1995), de la corruption (23/05/1995 ; 17/07/2013) et du népotisme (03/03/1994 ; 16/03/95)
manque de transparence et de démocratie	<i>D. Cameron : Le Labour reçoit des dons des syndicats qui achètent les candidats travaillistes et achètent leurs politiques<sup>1823</sup></i> (25/02/2015). <i>D. Cameron : Le Labour truque les nominations<sup>1824</sup></i> (10/07/2013). <i>D. Cameron : L'Honorable député est membre du syndicat Unite et doit faire ce qui lui est dicté. C'est un triste jour pour la démocratie<sup>1825</sup></i> (03/07/13) ; J.

<sup>1809</sup> Hansard, HC, 28/06/2017, vol. 626, col. 594. T. May: *I sometimes think that the Leader of the Opposition and his shadow Chancellor think that the only good trade deals are with Venezuela, Cuba and North Korea.*

<sup>1815</sup> Hansard, HC, 04/11/2015, vol. 601, col. 960. D. Cameron: *If he is trying to move the Labour party to the left, I would give him "full Marx"*

<sup>1820</sup> Hansard, HC, 11/03/1993, vol. 220, col. 1102. J. Major: *It is not nannying intervention of the sort that the right hon. and learned Gentleman advocates that this country needs.*

<sup>1821</sup> Hansard, HC, 12/04/1994, vol. 241, col. 17. J. Major: *(Mr. Donohoe) ought to consider the depth of corruption and despair that there is as a result of Labour local authorities.*

<sup>1822</sup> Hansard, HC, 18/04/2012, vol. 543, col.317. Andrew Selous: *what does he think about Ken Livingstone, who said that "I get loads of money, all from different sources, and I give it to an accountant and they manage it"? Is that modern socialism for you—[Interruption.]*

<sup>1823</sup> Hansard, HC, 25/02/2015, vol. 593, col. 317. D. Cameron: *If we want an example of what is wrong with British politics, it is the massive money that goes from the unions to the Labour party that buys their candidates and buys their policies.*

<sup>1824</sup> Hansard, HC, 10/07/2013, vol. 566, col. 359. D. Cameron: [...] *that is why they refuse to investigate the scandal of these rigged appointments.*

<sup>1825</sup> Hansard, HC, 03/07/2013, vol. 565, col. 917. D. Cameron: *The hon. Gentleman is a member of Unite, so he has to stick to their script. What a sad day for democracy.*

	<i>Major : Le Labour pratique la « Quangocratie »<sup>18261827</sup> (20/06/95) ; J. Major : la relation entre le Labour et les syndicats est une honte pour la démocratie britannique<sup>1828</sup> (23/07/1996)</i>
comportement immoral et indigne	<i>Le Labour utilise des tactiques d'intimidation (05/09/2018) ; T. May : des conseillers travaillistes ont décidé de quitter le parti travailliste à cause du harcèlement et de l'antisémitisme de la part de Momentum<sup>1829</sup> et de l'extrême gauche<sup>1830</sup> (20/02/19) ; Mr Atkins : (déploie) les activités criminelles des Councils travaillistes<sup>1831</sup> (23/05/95 ; 19/11/96). La députée Caroline Johnson dit « préférer une sortie sans accord à l'arrivée d'un gouvernement marxiste et antisémite »<sup>1832</sup>. Un député, Colin Shepherd, dans les années 1990 explique que « dans les années 1960 et 1970 les gauchistes branchés ont mis la main sur les écoles privant les parents d'aujourd'hui de toute base morale »<sup>1833</sup>.</i>

Pour résumer les tableaux ci-dessus en y apportant d'autres exemples (ci-dessous), les Conservateurs décrivent le socialisme incarné par les Travaillistes comme une menace importante pour le pays (par exemple : « les syndicalistes qui veulent perturber le système scolaire, nos frontières et notre pays »)<sup>1834</sup>, comme une menace pour les valeurs morales et pour

<sup>1826</sup> Quango : organisme non-gouvernemental quasi autonome est un organisme semi-public financé majoritairement par l'État mais disposant d'une certaine autonomie tel que le *British Council*.

<sup>1827</sup> *Hansard, HC, 20/06/1995, vol. 262, col. 152. J. Major: So much for its professed concern about quangocracy. When it suits it, that is precisely what it will do.*

<sup>1828</sup> *Hansard, HC, 23/07/1996, vol. 282, col. 144. J. Major: [...] the Labour party's relationship with the trade unions is a disgrace to British democracy.*

<sup>1829</sup> *Momentum* est un courant politique de gauche au Royaume-Uni. Il a été créé en octobre 2015 par Jon Lansman, Adam Klug, Emma Rees et James Schneider un mois après la campagne victorieuse de Jeremy Corbyn pour l'élection à la direction du Parti travailliste

<sup>1830</sup> *Hansard, HC, 20/02/2019, vol. 654, col. 1466. T. May: Anne Meadows, a long-serving Labour councillor on Brighton and Hove City Council, has today chosen to leave Jeremy Corbyn's Labour party and join the Conservatives, due to the bullying and antisemitism that she has received from Momentum and the hard left.*

<sup>1831</sup> *Hansard, HC, 19/11/1996, vol.285, col. 835. Mr Atkins: Is my right hon. Friend aware of the independent auditor's report, published yesterday, of the criminal and corrupt activities of Labour councillors.*

<sup>1832</sup> *Hansard, HC, 03/04/2019, vol. 657, col. 1033. C. Johnson: [...] we have to balance the risk of a no-deal Brexit versus the risk of letting down the country and ushering in a Marxist, antisemite-led Government.*

<sup>1833</sup> *Hansard, HC, 02/03/1993, vol.220, col. 137. C. Sheperd: [...] the schools were hijacked in the 1960s and 1970s by the trendy lefties? Is not it clear that now that those pupils who had been hijacked are parents, they are unable to give their families the moral base to know what is right and wrong today?*

<sup>1834</sup> *Hansard, HC, 30/11/2011, vol. 536, col. 933. D. Cameron: [...] he is on the side of the trade union leader who wants strikes and not negotiations and he is on the side of people who want to disrupt our schools, disrupt our borders and disrupt our country.*

l'économie du pays (le « Labour idéologique cause le chaos et le désordre »<sup>1835</sup> et « cherche à renverser le capitalisme »<sup>1836</sup>), et enfin comme une menace pour la démocratie et pour les libertés individuelles. Le socialisme associé au *Labour* est devenu pour les Conservateurs un symbole qui fonctionne comme un échantillon de tout ce qui différencie le parti conservateur du parti travailliste et agit comme un raccourci pour se faire une idée de l'identité d'un groupe politique car les électeurs ne sont pas tous informés et certains de leurs opinions<sup>1837</sup>. Ce qu'il est important de remarquer, c'est que les trois Premiers ministres à l'étude ont utilisé le socialisme comme ennemi de façon constante et significative. Le rejet systématique et sans nuance du parti travailliste et du socialisme est en quelque sorte la base des principes conservateurs. Et cela n'est pas nouveau, car comme l'explique Clarisse Berthezène dans son ouvrage *Les Conservateurs britanniques dans la bataille des idées*, le début du 20<sup>ème</sup> siècle voit apparaître un clivage entre socialistes et antisocialistes, ainsi qu'une certaine paranoïa au sein du parti conservateur suite à la révolution bolchévique de 1917<sup>1838</sup>, ce qui mena le parti à décider officiellement en 1920 « de combattre les socialistes et les extrémistes qui peuplent les rangs des syndicats<sup>1839</sup> » et décident à partir de 1918 de ne plus utiliser le terme « travailliste » et de le remplacer par le mot « socialiste »<sup>1840</sup>. En d'autres mots, « la lutte contre le socialisme devient alors le mot d'ordre du parti »<sup>1841</sup>. Un leader conservateur qui n'utiliserait pas le symbole négatif du socialisme et plus généralement les attaques contre le socialisme (qui est l'ADN du *Labour*) provoquerait une vraie rupture idéologique au sein du parti et déstabiliserait l'identité et l'équilibre du groupe. En effet, s'opposer à une idéologie concurrente satisfait le besoin de se distinguer d'autres groupes et d'affirmer son identité sociale par les stéréotypes, le concept d'ennemi et les symboles<sup>1842</sup>.

Dans le contexte de la propagande, ces attaques transforment l'ennemi en caricature ou bien deviennent si violentes qu'elles font basculer la propagande dans ce que l'on appelle la

---

<sup>1835</sup> Hansard, HC, 04/03/1997, vol. 291, col. 707. J. Major: *The very last thing that the national health service needs is an ideological Labour Government causing chaos and disruption.*

<sup>1836</sup> Hansard, HC, 03/05/2018, vol. 643, col. 887. T. May: *He can either back business or he can want to overthrow capitalism; he cannot do both.*

<sup>1837</sup> Popkin Samuel L., *The Reasoning Voter*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991, p. 51.

<sup>1838</sup> Clarisse Berthezène, *Les conservateurs britanniques dans la bataille des idées, 1929-1954 : Ashridge College, premier think tank conservateur*, Paris, Les presses de Sciences Po, 2011, p. 26.

<sup>1839</sup> T.J. Whittaker, congrès de la NUCA à Birmingham, 10 juin 1920, cité dans Clarisse Berthezène, *Les Conservateurs britanniques dans la bataille des idées*, op. cit., p. 26.

<sup>1840</sup> *Ibid.* p. 29.

<sup>1841</sup> *Ibid.* p. 26.

<sup>1842</sup> Charles Elder et Roger Cobb, *The Political Uses of Symbols*, Londres, Longman, 1983, p. 32.

« propagande d'atrocité »<sup>1843</sup>. Selon le politologue, François-Bernard Huyghe, ce type de propagande consiste à imputer à l'adversaire les pires crimes et mobilise les leaders pour affirmer que leur cause est juste. « L'ennemi est un ennemi de la civilisation et du genre humain. Il est mauvais moralement, esthétiquement et humainement »<sup>1844</sup>. L'affrontement entre le Premier ministre et le leader de l'opposition à la Chambre des communes pendant les *PMQs*, qui d'ailleurs est perçu comme une guerre<sup>1845</sup>, est violent et connaît très souvent une forme d'escalade<sup>1846</sup> dans l'intensité des attaques. Il n'est donc pas surprenant que l'exagération et l'invention d'atrocités deviennent souvent le matériau privilégié de la propagande. On retrouve ce genre de propagande dans les discours des Premiers ministres à l'étude. En effet, comme nous avons déjà eu l'occasion de le mentionner, John Major, David Cameron et Theresa May, tous les trois ont accusé les Travaillistes de sympathiser avec les terroristes ou de « partager la tribune avec un extrémiste qui appelle à noyer les juifs dans l'océan »<sup>1847</sup>. L'atrocité va jusqu'au point Godwin<sup>1848</sup> lorsqu'un député conservateur, lors d'une séance de *PMQs* en mai 1995, accuse le parti travailliste de soutenir une politique de dévolution du pouvoir en Écosse qui « déchirerait le pays de façon plus irrévocable et plus profondément qu'auraient pu le faire toutes les armées d'Hitler »<sup>1849</sup>. Un autre exemple encore plus explicite concerne le député Mr Pickles qui, en février 1996, toujours lors d'une séance de *PMQs*, explique que dans les propositions du parti travailliste figure celle qui consiste à donner à tout nouveau couple marié 5 000 livres et fait remarquer à la Chambre que cette proposition a été faite pour la dernière fois en Allemagne sous le Troisième Reich et que le parti travailliste suit le concept de « *Ein Reich, ein Volk, ein Führer* »<sup>1850</sup>. Une fois le point Godwin atteint, il est impossible de surenchérir, on est dans l'horreur, « l'autre » est réduit au mal absolu et doit à tout prix être détruit.

---

<sup>1843</sup> Terme inventé en 1979 par les sociologues américains David Bromley, Anson Shupe et Joseph Ventimiglia dans Bromley, David G., Shupe, Anson D., Ventimiglia G. C., « Contes d'atrocités, l'Église de l'Unification et la construction sociale du mal », *Journal of Communication*, 1979, p. 42-53.

<sup>1844</sup> François-Bernard Huyghe, *Maître du faire croire*, op. cit., p. 41.

<sup>1845</sup> David Cameron parle de gagner la bataille en sautant dans les tranchées pour donner des coups de baïonnettes aux blessés, D. Cameron, For the Record, p.245

<sup>1846</sup> Jonathan Culpeper, « Reflections on impoliteness, relational work and power », dans Derek Bousfield et Miriam Locher (eds.), *Impoliteness in Language*, Berlin, Mouton de Gruyter, 2008, p. 39.

<sup>1847</sup> *Hansard, HC*, 04/05/2016, vol. 609, col. 163 D. Cameron: *He shared a platform with an extremist who called for Jews to be drowned in the ocean.*

<sup>1848</sup> Le point Godwin ou la loi Godwin énonce que plus une discussion dure et devient violente, plus la probabilité d'y trouver une comparaison impliquant les nazis ou Adolf Hitler se rapproche

<sup>1849</sup> *Hansard, HC*, 11/05/1995, vol. 259, col. 880. *Dame Jill Knight: Labour's devolution policy would split this country more irrevocably and fundamentally than all Hitler's armies could possibly have done.*

<sup>1850</sup> Slogan des affiches nazies en 1938 (*Ein Volk, ein Reich, ein Führer* : un peuple, un empire, un chef)

Une caractéristique majeure de la propagande est de s'adresser à la masse<sup>1851</sup>, au plus grand nombre de personnes. L'outil télévisuel a beaucoup contribué à élargir l'auditoire des parlementaires et des Premiers ministres. Ces derniers sont tout à fait conscients de leur exposition médiatique pendant les *PMQs*. D'ailleurs, John Major, lors d'une séance en janvier 1995, faisait référence aux « millions [de personnes] qui ont pu regarder la séance à la télévision »<sup>1852</sup>. En revanche, la scène parlementaire n'est pas à priori l'endroit le plus adapté pour faire de la propagande en raison des contraintes imposées par les règles et le protocole parlementaires. En effet, la communication est soumise à des règles strictes limitant la marge de manœuvre du Premier ministre pour s'adresser à d'autres personnes en dehors des députés à la Chambre. Le Premier ministre a donc dû adapter son discours et trouver un mode original de communication plus direct (tout en restant dans le mode de communication attendu par le *Speaker*) pour adresser son discours, et plus précisément son message, au public et aux téléspectateurs.

## **5.6. *PMQs* : un mode de communication directe**

### **5.6.1. Nécessité de communiquer plus directement**

La diffusion télévisée des séances a très certainement ouvert la Chambre et les débats au monde extérieur au Parlement même si les dangers d'un tel système avaient été très rapidement entrevus. En effet, lorsque les discussions sur la possible introduction des caméras à la Chambre ont débuté, les parlementaires ont alors montré beaucoup de réticence car ils craignaient que certains membres commencent à communiquer avec le public plutôt qu'avec les autres députés<sup>1853</sup>. À ce propos, Sir Godfrey Nicholson avait déclaré en 1962 que cela pourrait « encourager l'exhibitionnisme et la vanité qui sont les dangers de la profession en politique »<sup>1854</sup>.

Cependant, un autre phénomène a incontestablement amené le Premier ministre à s'intéresser à la communication extra-parlementaire. Dans un système politique où le principe de souveraineté parlementaire exige de l'exécutif qu'il rende des comptes au Parlement et non aux

---

<sup>1851</sup> Jacques Ellul, « Propagande et démocratie », art. cit.

<sup>1852</sup> *Hansard, HC*, 26/01/1995, vol. 253, col. 470. J. Major: I think that everyone who heard that intervention, and the millions who may have watched it on television [...]

<sup>1853</sup> Ayesha Hazarika et Tom Hamilton, *Punch & Judy Politics: An Insiders' Guide to Prime Minister's Questions*, Londres, Biteback Publishing, 2018, p. 17.

<sup>1854</sup> *Hansard, HC*, House of Commons Proceedings, 22/02/1962, vol. 654, col. 629. *Sir G. Nicholson: Would not a suggestion like the one which has just been made merely encourage the exhibitionism and vanity which are occupational hazards of politics?*

partis ou aux organisations extra-parlementaires<sup>1855</sup>, il n'est pas attendu du Premier ministre qu'il s'adresse directement aux citoyens derrière leur poste de télévision. Cependant, comme nous l'avons expliqué dans la première partie, le Premier ministre a acquis une certaine autonomie vis-à-vis du groupe parlementaire conservateur suite à des changements à la fois structurels au sein du parti (mode d'élection du leader) et également suite au phénomène de personnalisation du Premier ministre par les médias. Le leader conservateur a besoin du soutien de la base du parti mais il doit également essayer de plaire à un plus grand nombre d'électeurs au-delà des membres du parti s'il veut rester leader ou le devenir<sup>1856</sup>. Le Premier ministre est devenu le « visage électoral »<sup>1857</sup> du parti. Le parti dépend de plus en plus de l'attrait que peut présenter le leader (en termes de personnalité) aux yeux des médias et du public. Selon Thomas Poguntke, D. Cameron a été le leader politique qui a été plus populaire que son parti en 2010<sup>1858</sup>. Le leader a tendance à rechercher une légitimité personnelle en ayant recours à un mode de communication plus directe avec les électeurs<sup>1859</sup>. Le faux-pas le plus grave pour un leader est de perdre la confiance des électeurs ou plus généralement l'attrait qu'il peut avoir auprès du public car c'est précisément cet électorat potentiel qui fait la bonne ou mauvaise fortune du parti. Cela signifie que l'ultime sanction vient de l'extérieur du Parlement. Le jeu électoral dépasse le cadre de la Chambre des communes pour en former un autre plus large en dehors où les règles cette fois-ci sont dictées par le public. Le défi, dans un contexte parlementaire comme celui de la Chambre de communes, est de contourner les règles parlementaires pour établir une communication directe avec l'électorat à l'extérieur du cadre parlementaire. Plusieurs stratégies peuvent être utiles et efficaces. David Cameron, par exemple, a utilisé différents angles de caméra pour regarder, non pas son adversaire en face, mais le public en se plaçant de biais à la *Dispatch Box*. Boris Johnson a pratiqué une technique similaire en faisant dos au siège du *Speaker* pour s'adresser directement aux députés entassés, debout, à l'entrée de la Chambre et à la galerie du public au-dessus d'eux. Lindsay Hoyle<sup>1860</sup> demandera d'ailleurs à Boris Johnson de regarder de l'autre côté, en direction du fauteuil du Président de séance<sup>1861</sup> pour empêcher

---

<sup>1855</sup> Thomas Poguntke et Paul Webb, « Presidentialization, Party Government and Democratic Theory ». Travail présenté à l'ECPR atelier sur Democracy & Political Parties, Grenade, Espagne, 15-19 avril 2005, p. 31.

<sup>1856</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>1857</sup> Thomas Poguntke et Paul Webb, « The Presidentialization of Politics in Democratic Societies: A Framework for Analysis » dans Poguntke Thomas, Webb Paul (eds.), *The Presidentialisation of Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 10.

<sup>1858</sup> Thomas Poguntke et Paul Webb, *Party Leadership in the Age of Presidentialization: Lessons from Germany and Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 18.

<sup>1859</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>1860</sup> Lindsay Hoyle est devenu président de la Chambre des communes le 4 novembre 2019, succédant à John Bercow

<sup>1861</sup> *Hansard, HC, 25/07/2020, vol. 678, col. 1512.*

une communication directe avec les parlementaires et le public.

Une autre technique pour s'adresser plus directement aux citoyens tout en restant dans les limites imposées par le discours parlementaire est celle qui consiste à resserrer l'espace entre soi et le public par une rhétorique qui réduit les distances. L'insulte permet précisément ce genre de raccourcis.

### **5.6.2. L'insulte comme moyen privilégié pour une communication directe**

Les séances de *PMQs* fonctionnant sur le mode de l'affrontement, favorisé par la disposition de la Chambre et par une culture d'opposition aux groupes antagonistes, l'attaque est le mode d'action et de communication principal des séances de *PMQs*. Les attaques verbales, les insultes, sont l'instrument du processus de décrédibilisation de l'opposant, de défense du territoire, et de création de l'ennemi. Elles fonctionnent parfois comme des symboles, lorsque, par exemple, le Premier ministre ou les députés conservateurs réduisent le parti travailliste à des symboles négatifs (en les appelant « socialistes<sup>1862</sup> », ou « alliés de l'Europe<sup>1863</sup> »). Et enfin, ces insultes servent à alimenter certains rites (le rite d'affrontement ou d'inversion par exemple), et à créer les mythes dans lequel les ennemis sont décrits comme le mal absolu. L'insulte fait partie intégrante du mode de communication des *PMQs* et a l'avantage (pour le Premier ministre) de réduire la distance entre l'émetteur et le récepteur (entre l'homme politique et le peuple). Sous sa forme la plus directe, la plus crue ou sous forme d'objet symbolique, l'insulte représente un raccourci sémantique. Le langage est simple, facilement compréhensible par tous, convoquant des significations dénuées de complexité ou de nuances. Avec l'insulte, on parle franc et sans détour.

L'insulte représente également un raccourci cognitif. Le célèbre psychologue et économiste Daniel Kahneman<sup>1864</sup> explique que l'être humain traite l'information (et la prise de décision) à l'aide de deux systèmes : le système 1, qui répond automatiquement au message sans effort (comme sous l'effet d'un stimulus) et le système 2, qui traite l'information en réalisant un effort mental important (relevant de l'analyse, appelé également dispositif rationnel). L'individu est plus prompt à se reposer sur le système 1 car ce dernier lui demande moins d'efforts (*cognitive ease*). Cela est davantage vrai lorsque le message est élaboré, car plus les informations sont nombreuses, plus le système 2 est saturé et passe le relais au système 1. C'est ainsi que l'auteur

---

<sup>1862</sup> *Hansard, HC, 19/07/17, vol. 627, col. 836. Mr Kenneth Clarke [...] the return of a hard-left, old-fashioned Socialist government.*

<sup>1863</sup> *Hansard, HC, 07/02/1995, vol. 254, col. 138. Mr. Streeter: [...] which can be described as a total sell-out to Brussels?*

<sup>1864</sup> Daniel Kahneman, *Thinking Fast and Slow*, New York, Farrar, 2011.

en arrive à dire que pour que le message soit persuasif, au-delà d'être vrai, il ne doit pas demander d'efforts (cognitifs). Dans les réponses du Premier ministre pendant les *PMQs*, il n'est pas rare de trouver à la suite d'une démonstration ou d'une explication (qui sature le système 2) une insulte en guise de conclusion qui sera retenue plus facilement par le public<sup>1865</sup> (car elle envoie un message simple au système 1). Dans ce cas, on peut dire que l'insulte procède d'une communication directe non médiatisée (par le système 2). Le message passe directement. Par ailleurs, l'insulte possède une charge émotionnelle très forte, elle produit le même effet que le symbole de condensation, et provoque une réaction émotionnelle spontanée<sup>1866</sup> car elle fait écho directement à des croyances personnelles, à une humeur, à un sentiment... Dans ce cas, la force émotionnelle de l'insulte est bien supérieure à la force rationnelle<sup>1867</sup> d'un argument, ou d'une explication construite. Ce contournement de la raison établit, elle aussi, une communication plus directe avec le récepteur, on se rapproche des individus, de leur intimité. C'est dans ce genre de situation que la vigilance consciente du spectateur, diminue de façon significative et l'individu se laisse influencer<sup>1868</sup>, voire diriger par l'impact émotionnel des insultes. L'insulte, outre être une « arme » défensive ou offensive, est un moyen de parler directement et intimement aux individus parce qu'elle suscite des émotions. Selon George E. Marcus, les émotions ont la capacité de faire « dévier les gens de leur façon d'être qui leur est caractéristique »<sup>1869</sup>, surtout quand les éléments de langage sont chargés et connotés négativement<sup>1870</sup>, comme l'insulte. Par ailleurs, l'attaque verbale, c'est-à-dire, l'insulte ou encore la caricature simplifie le message de façon considérable ; ce message simplifié est déclencheur d'émotions. Le Premier ministre, en utilisant ce mode de communication, s'adresse à tout le monde et se fait comprendre de tout le monde, des gens les plus ordinaires, augmentant ainsi son attrait électoral. D'aucuns diront que ce sont là certaines des caractéristiques de la rhétorique populiste. Nous pensons, en effet, que l'insulte fait partie, entre autres éléments, de l'arsenal du populiste.

Afin de définir le populisme, Cas Mudde et C. Rovira Kaltwasser, s'appuient sur les approches

---

<sup>1865</sup> *Hansard, HC, 20/10/2010, vol. 516, col. 940.* David Cameron, explique les raisons de la baisse du chômage de façon technique et conclut en rappelant la pagaille que le *Labour* a laissé.

<sup>1866</sup> Charles Elder et Roger Cobb, *The Political Uses of Symbols*, Londres, Longman, 1983, p. 34.

<sup>1867</sup> Cornelia Ilie, « Insulting as (un) parliamentary practice in the British and Swedish Parliaments: A rhetorical approach », dans Bayley P. (ed.), *Cross-Cultural Perspectives on Parliamentary Discourse*, Amsterdam: John Benjamins Publishing, 2004, p. 78.

<sup>1868</sup> Philippe Braud, *L'émotion en politique*, Paris, Presse de Sciences Po, 1996, p. 91-92.

<sup>1869</sup> George E. Marcus, *Le citoyen sentimental : émotions et politique en démocratie*, Paris, Sciences Po. Les Presses, 2008, p. 222.

<sup>1870</sup> Robert Cockburn et Rob Salmond, *Parliamentary Question Times: How legislative accountability mechanisms affect citizens and politics*, University of California, Los Angeles ProQuest Dissertations Publishing, 2007, p. 77.



couramment utilisées selon lesquelles le populisme est défini comme un discours, une stratégie, ou encore comme un style politique<sup>1871</sup>. À partir de ces trois axes, nous tenterons de démontrer dans quelle mesure l'insulte est populiste ou tout le moins un outil dans la rhétorique populiste. Tout d'abord, du point de vue du discours, le populisme se définit de façon conceptuelle selon l'idée que les puissantes élites agissent contre les intérêts du peuple ou ceux des gens ordinaires qui sont exploités par l'« *establishment* ». En d'autres termes, le monde serait organisé sur l'antagonisme entre le « peuple pur » et les « élites corrompues »<sup>1872</sup>. Pour Francisco Panizza<sup>1873</sup> et Benjamin Moffitt, l'élite est représentée plus généralement par « les autres », c'est-à-dire d'autres groupes dans la société, toute une série d'autres personnes et d'institutions qui œuvrent contre le peuple<sup>1874</sup>. En parlant comme les gens ordinaires (et c'est en cela que le politiquement incorrect, l'insulte ou encore l'attaque plus généralement est utile), le leader populiste se présente comme le porte-parole de la majorité (silencieuse) dont les idées et les intérêts sont ignorés par la majorité<sup>1875</sup>. Et grâce à l'insulte, ce leader essentialise tous ces « autres » comme mauvais qui sont tour à tour les migrants qui menacent l'homogénéité du peuple, l'Union européenne qui nuit à la souveraineté du pays, ou certains pays (ou peuples) de cette union, ou encore les partis de l'opposition. Tout ce qui peut créer de l'antagonisme est bon pour alimenter le sentiment populiste<sup>1876</sup>. Donc, le discours doit insister sur les élites qui agissent contre les intérêts du peuple. En se reportant au tableau de la figure 27 (et l'Annexe 2), il est facile de trouver des exemples de ce genre de discours de la part des trois Premiers ministres à l'étude. Les insultes et les attaques verbales sont les vecteurs principaux pour représenter cette élite sous les traits de l'Union européenne et du parti travailliste qui agissent contre l'intérêt du peuple britannique. Par exemple, la cible peut être le parti travailliste qui « a donné des allocations familiales à des millionnaires »<sup>1877</sup> ou qui « a laissé sciemment des vides juridiques pour aider les riches »<sup>1878</sup> ; ou qui « place le politiquement correct au-dessus des

---

<sup>1871</sup> Cas Mudde et Cristobal R. Kaltwasser, *Populism and Political Leadership*, dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 377.

<sup>1872</sup> *Ibid.*, p. 377-379.

<sup>1873</sup> Francisco Panizza, « Introduction: populism and the mirror of democracy », dans Panizza, Francesco, (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*, Londres, Verso Books, p. 1-31, 2005, p.3-4.

<sup>1874</sup> Benjamin Moffitt et Simon Tormey, « Rethinking Populism: Politics, Mediatisation and Political Style, *Political Studies* », vol. 62, n°2, 2014, p. 391.

<sup>1875</sup> Cas Mudde et C. R. Kaltwasser, *op. cit.*, p. 376.

<sup>1876</sup> Francisco Panizza, « Introduction: populism and the mirror of democracy », *op. cit.*, p. 3.

<sup>1877</sup> *Hansard*, HC, 09/01/2013, vol. 556, col. 309. *D. Cameron: [...] the Labour party thinks it is right to give child benefit to millionaires.*

<sup>1878</sup> *Hansard*, HC, 27/11/2013, vol. 570, col. 245. *Mr Reckless: The Prime Minister and his Chancellor closed the gaping loophole left by the last Government that allowed the rich to avoid stamp duty.*

besoins des personnes vulnérables et au-dessus du sens commun »<sup>1879</sup>. L'autre cible vise les migrants et les immigrés illégaux qui menacent les acquis des Britanniques, d'où la nécessité de leur interdire l'accès aux soins<sup>1880</sup>, de les empêcher de « violer les règles et tricher avec le système pour passer devant les autres »<sup>1881</sup> ...

Le deuxième élément dans la définition du populisme concerne la stratégie. Kurt Weyland définit le populisme comme une stratégie politique par laquelle « un leader cherche à se maintenir ou à accéder au pouvoir gouvernemental grâce à l'utilisation d'un support direct, non-médiatisé, non-institutionnalisé, qui a la capacité de mobiliser un grand nombre de followers »<sup>1882</sup>. Sans répéter ce qui a été développé plus avant, l'insulte réduit la distance entre le public et le leader en envoyant un message beaucoup plus direct qu'avec une formule, une explication ou un argument rationnel.

Et enfin, le dernier élément définitionnel du populisme repose sur le style politique du leader. Benjamin Moffitt s'intéresse particulièrement à cette dimension et propose sa propre vision du populisme par le biais du style politique. Au-delà de rappeler que la rhétorique populiste propose des solutions simples et directes à des problèmes complexes en ayant recours à des formules à haut potentiel émotionnel, l'auteur insiste sur l'aspect théâtral et spectaculaire du discours du leader populiste. Il associe le style politique à des « répertoires de représentation qui sont utilisés pour créer des relations politiques »<sup>1883</sup> (*repertoires of performance*). En des termes simples, le leader donne la priorité à la forme (de son message) en devenant un acteur qui propose une représentation sur la scène politique en adoptant un registre (et une mise en scène) spécifique pour faire passer son message, et c'est par ce processus qu'il parvient à établir un lien avec un public spécifique. Benjamin Moffitt explique que pour affirmer leur refus d'adhérer à la politique traditionnelle, convenue et établie, les leaders utilisent des « répertoires » (des mises en scène) qui peuvent revêtir différentes formes allant du langage familier ou à certains gestes au politiquement incorrect, aux jurons et à l'insulte<sup>1884</sup>. Margaret Canovan a qualifié ces mauvaises manières et ce mépris pour l'observance des bonnes pratiques propres au monde

---

<sup>1879</sup> Hansard, HC, 23/05/1995, vol. 260, col. 936. *Mr. Robathan: he will have found that the Labour party in Islington put political correctness above the needs of the vulnerable and of the children in its care, and above common sense.*

<sup>1880</sup> Hansard, HC, 03/07/2013. Vol. 565, col. 919.

<sup>1881</sup> Hansard, HC, 02/05/2018, vol. 640, col. 306. *T. May: [...] but that we take action against those who are here illegally, who break the rules and try to play the system.*

<sup>1882</sup> Kurt Weyland, « Clarifying a Contested Concept: Populism in the Study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, vol. 34, n°1, 2001, p. 1-22.

<sup>1883</sup> Benjamin Moffitt et Simon Tormey, « Rethinking Populism: Politics, Mediatization and Political Style », *Political Studies*, art. cit., p. 387.

<sup>1884</sup> *Ibid.* p. 392.

politique de « style tabloïd »<sup>1885</sup> qui s'oppose au style rigide, rationnel, grave et sérieux propre à l'« *establishment* ».

Au vu de ces trois éléments (discours, stratégie et style), on est en mesure de dire que l'insulte est un outil populiste dans le cadre du discours politique et, plus précisément dans notre cas, dans le discours parlementaire. Utiliser l'insulte dans ce contexte particulier ne fait pas du leader un populiste mais plutôt un acteur qui se sert d'un outil rhétorique populiste pour donner un style politique à son personnage à la tribune. David Cameron nous aide à illustrer cette notion dans une attaque qu'il formule à l'encontre d'Ed Miliband, le chef de l'opposition travailliste. Lors d'une *PMQs* du mois de novembre 2012, il rappelle à son opposant qu'« il existe une différence entre le populisme et la popularité » et d'ajouter que cette différence « c'est la crédibilité »<sup>1886</sup> qu'il conseille vivement à Ed Miliband d'acquérir. Ceci est assez ironique si l'on considère que la popularité va de pair avec la crédibilité et que le populisme vous prive de cette qualité. L'insulte étant un outil populiste, David Cameron, en attaquant gratuitement son opposant, perd ainsi une part de sa crédibilité. Afin d'apprécier au plus juste ce qu'est une rhétorique populiste par l'insulte pendant les *PMQs*, il ne faut pas considérer le nombre moyen de *FTA* par Premier ministre mais uniquement les attaques les plus virulentes et les plus crues, celles qui produisent du spectacle et qui suscitent de vives émotions (comme lorsque D. Cameron traite Ed Miliband de « bègue idiot »<sup>1887</sup>). En se référant aux chapitres de la première partie de ce travail concernant les insultes, il apparaît clairement que D. Cameron est celui qui a le plus recours à cette stratégie de la rhétorique populiste. Cela ne signifie pas qu'il s'agit d'un critère d'évaluation de l'efficacité du leadership du Premier ministre mais plutôt d'un élément permettant de définir son style de leadership.

Cette dernière partie illustre l'importance et la puissance des rites, des mythes et des symboles. Ces derniers sont conduits par un officiant à l'autorité importante et resserrent l'unité du groupe, réaffirment son identité autour de valeurs communes inconditionnelles. Les participants aux rituels sont apaisés et rassurés par le leader, qui à l'aide de ces instruments symboliques, structure le monde tout en lui donnant un sens. Par une adhésion volontaire, ils sont prêts à suivre le leader. Le contexte et la nature des *PMQs* offrent un environnement propice à ces pratiques ritualisées et symboliques et offrent un spectacle irrésistible au public et aux autres

---

<sup>1885</sup> Margaret Canovan, « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, vol. 47, n°1, 1999, p. 2-16.

<sup>1886</sup> *Hansard, HC*, 11/01 / 2012, vol. 538, col. 171. D. Cameron: *It is time for the Leader of the Opposition to listen to his shadow Defence Secretary, who wrote very candidly over Christmas: « there is a difference between populism and popularity ». And that is called credibility. Time to have some.*

<sup>1887</sup> *Hansard, HC*, 23/05/2012, vol. 545, col. 1131. D. Cameron: [...] *stammering idiot.*

députés de la Chambre. Ce spectacle dépasse les limites du Parlement et, grâce aux nouvelles technologies, il se banalise par son caractère à présent devenu omniprésent et sans surprise. Les acteurs doivent sans cesse renouveler leur message, inventer de nouveaux slogans, de nouveaux sketches et toujours « taper » plus fort sur l'opposant qui devient l'ennemi à abattre. Cette escalade dans le sensationnel, voire l'horreur, vide le rituel de sa substance et de son caractère sacré pour devenir de la propagande aux accents populistes. L'objectif n'est plus de pratiquer le rituel à des fins d'unité sociale mais de les manipuler pour obtenir, davantage de voix aux élections. Dans cette dernière partie, les critères pour évaluer le leader dans le contexte des *PMQs* sont multiples. Ils concernent les capacités du leader à bien conduire le rituel, à utiliser les bons symboles, à incarner la mythologie du groupe mais également à maîtriser les techniques de communication moderne.

## Conclusion

Ce travail de thèse a tenté de démontrer l'intérêt que présente l'anthropologie pour appréhender la notion complexe de leadership. Cet angle original et peu adopté par les sciences politiques nous a également permis de définir le style de leadership que chacun des trois Premiers ministres à l'étude, John Major, David Cameron et Theresa May, ont adopté au cours de leur mandat. Ce travail de recherche a permis, en dernière analyse, de faire apparaître les limites (voire les dérives) de l'utilisation des outils anthropologiques par les leaders politiques. Les outils en question qui ont été retenus pour ce travail proviennent des différentes études qui ont été menées sur les sociétés dites primitives (appelées également sociétés segmentaires). Cela nous a amené à nous appuyer dans un premier temps sur les deux principes fondamentaux de l'organisation sociale et politique de ces sociétés : la parenté et le territoire. Par ailleurs, nous avons eu recours à d'autres éléments caractéristiques de ces sociétés et essentiels dans l'étude des relations de pouvoir au sein et au-delà du groupe : les rituels et les symboles. L'application de ces outils pour une étude du leadership politique a été réalisée dans le cadre des questions posées au Premier ministre (environ 430 séances de *PMQs* de trente minutes sur une quinzaine d'années). Cet environnement présente de nombreuses caractéristiques propres au fonctionnement des sociétés primitives, comme la présence du conflit et de la confrontation, l'importance du langage (de la rhétorique), la mise en scène de rites, autant d'éléments qui font émerger ou qui assoient le leadership du chef, du *Big Man*. Et enfin, le choix du groupe pour cette étude s'est porté sur le parti conservateur britannique. La très longue longévité de la lignée conservatrice au pouvoir ainsi que sa forte identité marquée, en autres, par l'euroscpticisme, l'antisocialisme et le principe *One Nation* ont été retenus comme les caractéristiques les plus propices pour une étude fondée sur une approche anthropologique du leadership.

La méthodologie utilisée dans notre travail est fondée sur l'élaboration de critères sous forme de grilles principales et de grilles secondaires (destinées aux micro-analyses). Ces grilles ont rendu possible le recensement d'occurrences spécifiques permettant l'analyse de traits distinctifs du leadership. Ces critères ont donné lieu à la reconnaissance de certains types de leadership propres aux Premiers ministres conservateurs dans le contexte du débat parlementaire confrontationnel lors des *PMQs*.

Le premier critère retenu concerne les qualités martiales du Premier ministre. Le chef doit maîtriser l'attaque afin de gagner en légitimité. Pendant les *PMQs*, le leader n'a pas d'autre choix que celui d'attaquer l'opposant (dans ce que l'on a appelé un rite d'affrontement) car les caractéristiques structurelles et culturelles de ces débats forcent le Premier ministre à faire

preuve de bellicosité, voire d'agressivité. C'est ainsi que les attaques verbales, les *FTA* (*face threatening acts*) sont devenues la norme de ce genre de débat. La normalisation d'un tel discours a conduit les acteurs à trouver de nouveaux moyens pour se distinguer dans leur utilisation des attaques et intensifient le degré d'agressivité des *FTA* et ont recours aux attaques personnelles, au harcèlement, ou encore aux insultes. Ces différentes formes d'attaques permettent une plus grande visibilité de l'assaillant. Les prises de risques en termes de sanctions de la part du président de séance sont plus élevées mais font partie d'une stratégie précise, celle de frapper toujours plus fort sans jamais détruire le jeu ni remettre en cause la structure du débat. Plus le Premier ministre fait montre de qualités martiales par le biais d'attaques verbales, plus il apparaît légitime et crédible auprès du groupe et par extension auprès du public, et ce, au détriment du devoir qu'a le gouvernement de rendre des comptes sur son action politique. A l'instar du *Big Man* dans les sociétés primitives, le Premier ministre doit être capable de jouer avec les règles ou de les contourner afin d'apparaître comme celui ou celle qui a le dessus sur l'adversaire.

Le deuxième critère élaboré à partir des attaques verbales est celui qui sert à déterminer si le leadership du Premier ministre est collectif ou individuel. Les attaques verbales sont une ressource à la disposition des membres du groupe pour gagner en visibilité et augmenter son capital leadership. Une grille recensant les *FTA* émanant du Premier ministre d'une part et celles formulées par les députés d'autre part, a mis en évidence les rapports de force entre dans le groupe concernant la revendication du leadership. Il apparaît clairement que John Major n'a pas la main mise exclusive sur cette ressource et la partage volontiers avec les députés conservateurs, il pratique le leadership collectif. En revanche, David Cameron semble avoir le monopole entier des attaques verbales limitant l'accès à cette ressource. Le phénomène d'individualisation de la fonction de Premier ministre ainsi que l'évolution du format des *PMQs* ont renforcé ce monopole sans pour autant nous amener à conclure que le Premier ministre est privé du choix de partager ou non cette ressource. Cette évolution dans le partage des *FTA* indique un changement dans la nature du groupe entre J. Major et Theresa May, on serait passé d'un esprit plutôt holiste à un esprit davantage individuel.

Le troisième critère, réalisé cette fois-ci à partir d'une grille recensant le nombre d'interruptions, nous renseigne sur le caractère relationnel du leadership du groupe. On entend ici le mot relationnel dans le sens où le leadership du Premier ministre est renforcé ou, au contraire, menacé par les membres du groupe. Cette fois-ci, le pouvoir d'interrompre l'opposant dans son discours est l'apanage exclusif des députés. Ils ont ce pouvoir d'obstruction pour, soit soutenir leur leader (si ce dernier est encore « viable »), ou pour défendre le groupe et sa survie.

Ce pouvoir de nuire au Premier ministre est patent lorsque les députés refusent de faire du bruit et d'interrompre leurs adversaires car le message envoyé est celui de la désunion au sein du parti. Ce pouvoir d'opposition au leader est également visible dans les attaques verbales dirigées contre ce dernier. On a constaté qu'avec l'autonomisation des députés, ce nombre avait augmenté de façon significative au cours des mandats à l'étude. Une qualité que le leader devra posséder est celle de maintenir le soutien des députés. Qu'il s'agisse de la bonne maîtrise des *FTA* par le leader ou le recours aux interruptions par les députés ou encore le partage des *FTA* entre le leader et les membres du groupe, l'essentiel est de donner l'impression d'être un groupe uni qui fait front contre l'adversaire. Le leader doit impérativement veiller à maintenir cette impression et c'est en cela que les grilles présentées dans ce travail peuvent apporter une indication sur les facultés du Premier ministre à réaliser cette tâche.

La deuxième partie de ce travail de recherche explore le leadership du Premier ministre à l'aune de ses aptitudes à défendre le territoire du groupe. Afin d'apprécier les capacités du leader à défendre la propriété (thématique) du parti à la tribune des *PMQs*, une grille a été élaborée pour comptabiliser le nombre de fois où le Premier ministre et les députés conservateurs affirment être (plus) compétents dans tel ou tel domaine, tout en accusant l'opposition d'être incompetent dans ces mêmes domaines et dans d'autres. Il s'agit d'une stratégie pour conserver la propriété de certains thèmes et pour s'en approprier d'autres, voire de voler ceux de ses opposants. Le territoire de base à défendre est composé de six thèmes appelés enjeux (économie, santé, gestion des autorités locales, éducation, protection sociale et sécurité) et l'ordre de priorité accordé pour chaque thème par chaque Premier ministre varie selon les nécessités du moment. L'utilisation privilégiée des revendications de compétences (du parti conservateur) ou, au contraire, des accusations d'incompétence de la part de l'opposition nous renseigne sur le style plutôt offensif ou défensif de chaque leader. Qui plus est, parmi les moyens de défense ou d'appropriation de thèmes (formules antithétiques, issue framing, agenda forcé...) et même de vol de certains thèmes (comme le *NHS*, le salaire minimum ou encore le vote ouvrier), chaque Premier ministre utilisera son procédé de prédilection, nous renseignant ainsi sur son style de communication et donc de leadership. Il est à noter que le nombre de ces revendications (de compétence) et accusations (d'incompétence) sont plus élevées pendant les périodes électorales et également lors de la présentation ou de l'introduction d'un nouveau budget, d'un nouveau programme ou d'une nouvelle réforme transformant ainsi les *PMQs* en plateforme électorale ou plus généralement en plateforme de promotion. Le leader est donc évalué sur ses talents en tant que chef de campagne, non pas militaire cette fois, mais électorale

pour retenir ou conquérir de nouveaux électeurs.

Une autre grille est proposée afin cette fois-ci de mieux évaluer les capacités des leaders à élargir le territoire, c'est-à-dire le périmètre thématique du parti. Cette grille recense les thèmes dits mineurs, ceux qui ne figurent pas dans le socle thématique principal. À la lecture de cette grille, on s'aperçoit que John Major s'est très peu intéressé aux sujets mineurs, il est resté sur sa base thématique. Quant à David Cameron et Theresa May, ces derniers ont tenté de s'approprier des thèmes mineurs (droits individuels, égalité de salaires, environnement, ...) qui, pour la plupart, avait vocation à donner une touche plus progressiste et compassionnelle au parti conservateur. Même si Theresa May semble manifester plus de conviction sur ces sujets que David Cameron, cette ouverture du territoire à d'autres thèmes est une stratégie électorale qui a transformé le parti conservateur en parti « attrape tout ». D'un point de vue anthropologique, un tel élargissement du territoire représente une menace pour l'unité et l'identité du groupe. Agrandir le périmètre thématique n'est donc pas nécessairement la preuve d'un leadership fort. Même si le territoire s'élargit et crée de nouvelles factions au sein du groupe, le parti conservateur peut compter sur un principe unificateur : *One Nation*. Chaque Premier ministre revendique être le digne héritier de la tradition *One Nation* et adapte son discours et sa rhétorique sur certains principes de cette notion *One Nation*. J. Major met en avant les principes énoncés par le *One Nation Group* pour soutenir la libre entreprise considérée comme la solution à la pauvreté. David Cameron reviendra aux fondamentaux de *One Nation* en se faisant le chantre de la responsabilité individuelle et collective et de la justice sociale. Theresa May, quant à elle, veut un parti conservateur qui incarne la nation dans son ensemble et veut un pays qui « fonctionne pour tous ». L'utilisation à bon escient du principe de *One Nation* se révèle être une stratégie aux effets positifs pour le leadership du Premier ministre dans la mesure où ce dernier parvient, grâce à la force unificatrice de *One Nation* à renforcer l'identité du groupe.

La dernière partie de ce travail de thèse propose une étude du leadership du Premier ministre par le prisme de la représentation. En effet, le Premier ministre et les députés, remplissent la fonction de représentants des citoyens ou de leurs mandants à la Chambre des communes, ce rôle implique une mise en abyme de la représentation de cette fonction par la représentation théâtrale sur la scène parlementaire des *PMQs*. En termes d'appréciation du leadership du Premier ministre, ce dernier sera apprécié à l'aune de ses compétences dans le rôle de « metteur en scène » de son propre personnage et de son discours mais également dans le rôle de directeur de la représentation en général (avec les députés). Le Premier ministre aura recours à différents procédés de mise en représentation de son autorité ou du pouvoir du



gouvernement. Face un phénomène grandissant de personnalisation de la politique, il créé une persona politique à l'aide de postures et de tenues, ou d'éléments, vestimentaires (répertoriés au cours du visionnements des *PMQs*) qui font du leader une sorte de symbole du parti. Un autre procédé dans la mise en scène du Premier ministre consiste à distiller, à tribune, des éléments de sa vie privée afin de faciliter un rapprochement, voire créer une certaine intimité avec le public. Cependant, cette tactique peut se révéler être à double tranchant si ces détails font émerger une faiblesse du leader (par exemple une maladie). Chaque Premier ministre choisira de façon stratégique les détails de leur vie privée afin d'apparaître comme « la parole d'expert » pour appuyer certains éléments de leurs propos. Les qualités de « metteur en scène » du Premier ministre s'illustrent également par la mise en scène de son discours. L'objectif est de produire des effets par le truchement de techniques rhétoriques et oratoires principalement fondées sur l'humour ou le sarcasme. Après le recensement des différents procédés de mise en scène du discours, il est apparu que l'utilisation de tel ou tel procédé (comme la saynète, les bons mots, les sketches, les pseudo-événements...) par tel ou tel Premier ministre nous renseignait sur son style de leadership selon s'il pratiquait l'humour agressif ou affiliatif, collégial ou non). Un procédé qui a retenu principalement notre attention est celui qui consiste à amener les députés à répéter en chœur certaines formules. Ce chœur fonctionne comme un rite d'exaltation et indique clairement qui est le chef d'orchestre (le Premier ministre ou un député) et quel groupe est supérieur aux autres (au regard du succès du rite). Comme tous les autres rites vus dans la première partie (le rite d'affrontement et d'inversion), la qualité de l'orchestration de ces moments précis nous renseigne sur les capacités du leader à diriger et à unir son groupe. L'accomplissement de ces rituels a la vertu de renforcer l'unité du groupe et de revitaliser ce dernier dans un élan d'émotions fortes. Par ailleurs, comme l'explique Shirin M. Rai, les rituels et les cérémoniels, par les émotions qu'ils suscitent, possèdent un pouvoir significatif sur les mécanismes de manipulation, de légitimation, de prise de décisions et de résultats stratégiques<sup>1888</sup>. En d'autres termes, le spectaculaire des rituels produit des effets non observables a priori. C'est par ce moyen que s'établit une dialectique entre hypervisibilité (théâtralisation du rituel) et invisibilité (effets invisibles) du rituel. Il apparaît donc nécessaire pour un leader de maîtriser le mieux possible le maniement des rituels. Tout faux-pas dans la théâtralisation de la représentation sape l'autorité du leader et est bien sûr à proscrire car il entame le capital leadership du chef.

Ces remarques sur la fonction des rituels met en exergue l'importance de la forme du message

---

<sup>1888</sup> Shirin M. Rai, « Analysing Ceremony and Ritual in Parliament », *The Journal of Legislative Studies*, vol.16, n°3, 2010, p. 287.

parfois au détriment du fond, de la substance de ce dernier. On assiste à une sorte de contournement de la raison par l'effet dramatique qui est renforcé par l'utilisation de symboles. En effet, le leader aura soin de présenter sa politique, ses principes, ses actions de façon la plus efficace possible, c'est-à-dire faire passer un message simple, rapide et marquant. L'utilisation et le choix de symboles constituent un autre critère pour appréhender le leadership du Premier ministre. La construction de symboles négatifs comme l'Union européenne ou le socialisme sont très efficaces pour (re)présenter les orientations politiques du gouvernement mais également pour renforcer l'identité et la cohésion du groupe. De plus, les symboles sont, par leur charge émotionnelle, leur multivocalité, leur flexibilité et leur simplification du sens, de redoutables instruments de persuasion et de manipulation. Le leader sera donc jugé sur ses capacités à utiliser ou à créer de nouveaux symboles.

Ce procédé de communication nous éloigne de la chose réelle, de la réalité et de la complexité du monde. En effet, ce processus de représentation de soi, de sa politique nous conduit vers un monde simplifié et immédiat à tel point que le monde créé par le leader devient un monde mythique et enchanté dans lequel le Premier ministre devient le héros-sauveur, l'archétype du leader traditionnel. Afin de nourrir le mythe, le leader aura soin de peupler ce monde d'illustres ancêtres du parti issus de la lignée conservatrice. Tour à tour, J. Major, D. Cameron et T. May invoquent un(e) aïeul(le) du parti afin d'accroître leur légitimité par effet de parallélisme entre eux et l'ancêtre qui est devenu un symbole. Cette invocation des ancêtres et du passé a un effet de cohésion générationnelle entre les membres du parti qui se retrouvent dans la même histoire et la même tradition du parti. Plus le leader fait appel à la puissance d'un illustre prédécesseur, plus il renforce sa propre autorité. Cependant, le nom de ces mêmes prédécesseurs peut parfois produire l'effet inverse et devenir une entrave. Dans ce monde mythologisé, les choses sont simples, les comploteurs œuvrent à la destruction du pays alors que le héros (fraîchement intronisé par un rite d'institution) et ses fidèles compagnons sont à la manœuvre pour déjouer les mauvais desseins de l'ennemi. On comprend alors l'intérêt pour le leader de travailler à la création d'un tel univers qui le place en tête d'affiche et le dote d'une aura de sauveur. Cependant, la large (re)diffusion et la multiplicité des images de ce monde clivé et simplifié à l'extrême devient un spectacle banal où les images perdent de leur force et se vident de plus en plus de leur substance, un spectacle dans lequel le statut de héros est confondu avec celui d'une simple célébrité. Il faut sans cesse renouveler les images en produisant davantage de spectacle et renforçant ainsi l'effet d'usure au point de transformer les rituels et les symboles en simples outils de communication marketing. Le mythe et les rituels ont laissé place à la propagande. L'adversaire est un ennemi à abattre, l'incarnation du mal absolu, et l'insulte est devenue l'arme

offensive populiste privilégiée ; elle divise le monde entre « nous » les représentants du peuple et « eux », les autres qui veulent nuire au peuple (le parti travailliste, les socialistes, les europhiles...). Parce qu'elle propose un raccourci sémantique et suscite une émotion forte, l'insulte permet une communication plus directe avec les citoyens. C'est grâce à ce critère, fondé sur l'utilisation plus ou moins grande de l'insulte ou de l'attaque verbale crue et violente, que le style du premier ministre pourra être teinté ou non de populisme.

Cette étude du leadership des Premiers ministres conservateurs à partir de critères précis fondée sur une approche anthropologique met en évidence certains traits distinctifs dans le style de leadership de chacun des trois responsables politiques. Par l'utilisation d'outils anthropologiques, nous avons tenté de mettre en évidence des similitudes entre le leadership des chefs de sociétés dites primitives et celui des chefs du partis conservateurs au pouvoir. Cela nous permet de dire, en conclusion, dans quelle mesure les caractéristiques saillantes du leadership des *Big Men* des sociétés segmentaires sont observables chez John Major, David Cameron et Theresa May sans, bien sûr, affirmer que ces styles doivent être considérés comme des vérités définitives pour l'ensemble des mandats de chaque Premiers ministres.

Concernant John Major, la caractéristique principale que ce dernier partage avec le *Big Man* est l'approche collective du leadership. C'est celui qui, des trois Premiers ministres, incarne le mieux le principe de *primus inter pares*. En ne s'arrogeant pas le monopole de l'attaque, il partage volontiers la scène parlementaire avec les députés de son groupe, autorisant ainsi ses pairs à émerger comme de potentiels rivaux pour le poste de leader. Le groupe semble fonctionner sur un principe relationnel et holiste où chacun joue un rôle pour la persistance du groupe ; d'ailleurs, le nombre important d'interruptions provenant des députés confirment ce point. Cependant, cette attitude lui a été reprochée, elle fut perçue (par certains membres du parti) comme une faiblesse dans son leadership<sup>1889</sup>. Cette critique s'est trouvée invalidée au fur à mesure que John Major a affirmé son autorité de leader en augmentant le nombre d'attaques verbales de façon significative.

David Cameron, quant à lui, semble très clair sur son style de leadership, il a déclaré en mai 2007 que c'était lui qui dirigeait son parti et pas le contraire<sup>1890</sup>. Il présente toutes les qualités du chef guerrier, s'éloignant, toutefois, du principe de *primus inter pares*. C'est le Premier ministre parmi les trois à l'étude qui ressemble le moins au prototype du *Big Man* (qui doit en

---

<sup>1889</sup> Thomas McMeeking, *The Political Leadership of Prime Minister John Major: A Reassessment Using the Greenstein Model*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021, p.164.

<sup>1890</sup> David Cameron: "*I lead, I don't follow my party. I lead them*", *BBC Radio 4's*, 22 mai 2007.

permanence gagner le soutien de ses pairs et redistribuer les ressources du groupe). David Cameron, lui, ne partage pas les attaques (qui représentent une ressource importante pour un leader), il en a le monopole. Ce qui est caractéristique chez D. Cameron, c'est la violence de certaines de ses attaques qui sont parfois très spectaculaires. D'ailleurs, le spectacle est un autre trait saillant de son leadership. En effet, les effets de mise en scène sont nombreux, et c'est en cela qu'il ressemble à un chef de tribu orchestrant les artifices des différents rituels réalisés au sein du groupe. Ses adieux lors de sa dernière *PMQ* le 13 juillet 2016, sont la parfaite illustration de l'ensemble de ses prestations à la tribune des *PMQs*. La séance s'achève par une *standing ovation* des députés à la Chambre des communes. Pour résumer, David Cameron ne cherche pas à partager son leadership, au contraire il cherche à individualiser ce dernier le plus possible en recherchant un maximum de visibilité et de publicité.

Et enfin Theresa May, quant à elle, correspond à l'analyse que livre John Bercow sur son leadership, lorsque ce dernier explique que Theresa May cherche sincèrement à transmettre des informations à la Chambre pendant les *PMQs* en fournissant de « très, très longues réponses »<sup>1891</sup>. Elle semble davantage disposée à convaincre par l'argumentation. En effet, comparée à ses deux prédécesseurs Premiers ministres conservateurs, elle est celle à avoir eu le moins recours aux attaques verbales. Ce qui est frappant lorsque l'on regarde ou assiste à ses prestations, c'est qu'elle semble se fondre dans le rôle du chef guerrier seulement au moment de sa confrontation avec le Leader de l'opposition pour rapidement abandonner ce rôle après le duel et redevenir un chef favorisant le discours rationnel. Sa posture belliqueuse est davantage marquée lors de ses dernières semaines en tant que leader du parti conservateur alors qu'elle savait qu'elle céderait sa place. Une telle attitude signale une volonté de se battre pour la « survie » du groupe au-delà de son mandat et au-delà de ses propres intérêts.

Ce travail de thèse propose plusieurs critères pour évaluer le style de leadership de trois Premiers ministres conservateurs en adaptant les outils communément utilisés en anthropologie. Ce travail ne propose pas un modèle unique de leadership mais décrit les différentes façons pour un leader de manœuvrer afin d'être le plus efficace possible à la tribune. Cette étude a la modeste ambition de compléter les nombreuses autres études sur le leadership en proposant une approche originale dans un domaine d'application peu exploité : les *PMQs*. Cependant, cette thèse soulève de nombreuses autres questions sur le leadership auxquelles il n'était pas possible

---

<sup>1891</sup> Hazarika Ayesha et Tom Hamilton, *Punch & Judy Politics: An Insiders' Guide to Prime Minister's Questions*, Londres, Biteback Publishing, 2018, p. 160.

de répondre ici. Trois axes seraient à notre sens utiles d'explorer plus en profondeur afin de compléter cette étude sur le leadership du Premier ministre. Il serait pertinent d'appliquer les critères retenus dans notre étude aux différents leaders du parti travailliste afin de voir, dans un premier temps, si cette approche anthropologique fonctionne avec le *Labour* et, dans un second temps, pour constater ou non si de grandes différences avec le parti conservateur émergent et pourquoi. Dans le même esprit de comparaison, une étude comparative entre le style de leadership des Premiers ministres à la Chambre des communes et celui des Premiers ministres au Parlement écossais (*First Ministers*) à Holyrood ferait certainement émerger d'autres stratégies et d'autres tactiques dans la consolidation de son leadership. Le deuxième axe de recherche à partir de ce sujet de thèse concerne la construction du leadership du Premier ministre pendant les *PMQs* par les médias. Est-ce que les récits du leader sont différents à la tribune et dans les médias selon la sensibilité politique de ces derniers ou selon leur qualité (presse à sensation ou presse sérieuse) ? Dans quelle mesure influencent-ils ou construisent-ils le leadership du Premier ministre ? Une autre piste de recherche soulevée par cette étude est relative au lien entre le genre et le leadership pendant les *PMQs*. Nous avons expliqué que les Premiers ministres, sous l'effet ou la pression de facteurs structurels, culturels et normatifs, adoptaient un comportement martial, voire agressif pendant les *PMQs*, et ce quel que soit le sexe du Premier ministre en question. Cependant, si l'on considère, à l'instar de Joni Lovenduski<sup>1892</sup>, que les pratiques parlementaires sont influencées et façonnées par le genre masculin, on pourrait alors se demander si les Premières ministres (qui plus est, à l'heure d'une plus grande affirmation des genres et des sexes), ont trouvé, dans une forme de résistance, des stratégies pour revendiquer leur identité de genre ou pour introduire dans leur style une dose de « féminisme »<sup>1893</sup> (voire de féminisme).

---

<sup>1892</sup> Joni Lovenduski, « Prime Minister's Questions as Political Ritual at Westminster », dans Rai S.M. et Johnson, R.E. (eds), *Democracy in Practice*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014, p. 141.

<sup>1893</sup> Terme utilisé par Patricia Lee Sykes, « Gendering Prime-Ministerial Power », dans Paul Strangio, Paul 'T Hart and James Walter (eds.), *Understanding Prime-Ministerial Performance*, 2013, p.102-103. Cette notion revendique l'agence féminine qui repose sur les choix et les préférences des femmes. L'auteur précise que le « féminisme » peut inclure des caractéristiques telle que la coopération, la conciliation et le consensus.

# Annexes

## Annexe 1 – Grilles de critères d'évaluation du leadership

### GRILLE 1

#### -----→ Premier ministre

Séances	Attaques <b>contre Labour</b> + mots-clés de l'attaque	Attaques contre LO / MPs - <b>Personnalisation</b>	Attaques <b>sanctionnées</b> + mots-clés

#### -----→ *Backbenchers*

Séances	Attaques <b>contre Labour</b> + mots-clés de l'attaque	Attaques contre LO / MPs <b>personnalisation</b>	Attaques <b>sanctionnées</b>

### GRILLE 2

Séances	Interruptions bruit en soutien au PM =indicateur du succès -→ <b>Supportive collective backchanneling</b>	<i>Barracking</i> + huées Obstruction + désapprobation --→ <b>Dismissive collective backchanneling</b>	Séances	Interruptions bruit en soutien au PM =indicateur du succès - → <b>Supportive collective backchanneling</b>	<i>Barracking</i> + huées Obstruction + désapprobation --→ <b>Dismissive collective backchanneling</b>

### GRILLE 3

	Compétence attribuée au parti conservateur					Accusations d'incompétence contre le <i>Labour</i>				
	S1	S2	S3	S4	S5	S1	S2	S3	S4	S5
Économie										
Sécurité / défense										
Immigration										
NHS - santé										
Welfare / social security / pension										
Éducation										
Logement										
Politique étrangère										
Environnement										
Emploi / chômage										
Famille / travail										
Bien-être animal										

### GRILLE 5

Séances	Faux – pas	Mise en scène

séances	Filiation	Rejet de filiation

## **ANNEXE 2 – FTA contre le parti travailliste**

**Parti divisé – désorganisé** (lab = shambolic, and dysfunctional, were all at each other's throats) – not stronger together – disunited – rats in a sack – labour are warring – scheming to remove their leader - Lab fell into confusion and chaos- bitter in-fighting – split from top to bottom – The splits in the opposition are seismic

**Losers – losers of all elections**– unelectable— poor bet – will lose next election – unfit and unready for government – utterly unfit for government – unable to run the country – moribund: we might hold a wake

**Parti dépensier - parti trop généreux avec aides sociales** = non-incitation au travail culture of welfare dependency - something-for-nothing culture. Party of unlimited welfare/ 28/11/1996: people know that dogs bark, cats miaow and the Labour party puts up taxes.

**politique d'emprunt, de dépense et de taxes**

**pas prévoyants** – squanderers – profligacy in office

**Faible leadership** – weak leadership (15/06/11) – leadership vacuum- leadership is drowning – absence of leadership – chronic leadership shortcomings – 30/10/13 (toute la séance)

**Une menace – mauvais pour le pays – anti-nationaliste - sécurité et défense - chaos et division du pays – libre circulation / pas de contrôle de l'immigration** = open door policy

Examples: damage our democracy / bankrupt Britain/ Let Britain down / capitulation on Europe/ give all powers to Brussels/ sold Britain out / plan to break Britain/ Biggest threat to people and country / friends of Hamas and Hezbollah – Lab would destroy defences, borrow and taxes = apocalypse annoncée – Labour want to bring people down. We'll never let do it (antisemitism) to our country – lab between China and Cuba- Lab are sad the eco is improving –Labour surrenders Britain's interests (12/2011 col 294) = Labour gave away so many powers to Europe, "people feel betrayed" – Labour gave away our / the British rebate- Labour wrecked the country- Labour support candidate showing lack of patriotism and national pride – Labour prioritise foreign nationals for new jobs - We must never let them near the country- The biggest threat to (economy, ...) – sneer at people who love their country – Lab's media adviser is a Stalinist, their policy adviser is a Trotskyist and eco adviser is a communist – Lab never stand up for British people – said to migrants they could all come – Labour readmitted a terrorist-friendly member – Lab's press secretary is a vowed Stalinist – selected somebody who sits on platforms with extremists (S. Khan) – put extremists over working people – not supportive of British brand – surrender – abdicated their national duty – Labour want to break the Union (UK)– Labour do not support, they oppose terrorism act 1989- Lab talk down Britain = competitors – gods news for the country is bad news for Labour- not resolute against terrorism – Lab give succor to terrorists – total sell-out to Brussels - – Labour's devolution policy would split this country more irrevocably and fundamentally than all Hitler's armies could possibly have done – Labour selected a self-confessed terrorist as its candidate for Exeter (26/10/95) – Would wreck the Constitution if in power – seeks to hide the truth to harm government – Labour provided many hard armaments to Argentina (sworn enemy) – the allegedly New Labour = new dangers / poses a multitude of new dangers for our Nation – Phoney New Labour = real danger for the whole country –



Labour's relationship with unions is a disgrace to British democracy - Labour MEP seek unlimited fines against the – Labour are part of that plot - UK government – Labour members brought to the House of Commons three members of the IRA's army and left them unattended – Lab stands up for Brussels' interests not for Britain's interests – labour's systematic leaks – ideological Lab government causing chaos and disruption- poison pill of the opposition's policies - Labour = the best efforts to talk Britain down

**Labour révolutionnaire anti-monarchie** : 15/02/1996, col 1134 :

Mr. Dunn : Does my right hon. Friend agree that the destruction of the hereditary principle in the House of Lords is but a short distance from the destruction of the hereditary monarchy?

The Prime Minister: I am surprised at the hostility of the Labour party to the hereditary principle, for this reason: when the Government were defeated in a vote last week, we were defeated by the votes of hereditary peers. As it happens, one of the Labour Front Bench remarked to the House, "the people have spoken".

### **Hypocrites / posture / double discours**

**opportunistes en politique** (jumping on every bandwagon = voir année 2011) – naked opportunism- a bunch of rank opportunists / playing party politics / = obstruction, filibustering – Lab fiddled grants (in marginal constituencies) for political reasons – play pathetic game of pretending – broke their promises – part of opportunism – fear adverse publicity – weaponize the NHS – they say one thing in opposition and practice something else in private – the so-called non-cooperation is the hypocritical sham – serve their own party political ambitions – Lab's new politics style is even worse than the old dirty politics from Lab – a disjunction between what they say and what they do – preaches one thing and practices another – double-think case -

**Centralisation / top-down approach**, top-down bureaucracy / (Those are my principles, if you don't like them, well I have others" (Groucho Marx) – new autocratic lab party -

**Nationalisation = blind dogma**, move back to nationalisation – **bureaucracy and red tape – centralising and interfering (no power to local entities)** – centralist control and socialism – seek to control private sector centrally – centralised bureaucracy /ts- meddling bureaucracy – Labour = nanny state – more layers of bureaucracy – same old interventionist, corporatist 1960 policies – same old centralising tendency- central government -

### **Labour = Quangocracy**

**Organisation = A la botte des syndicats**, système d'élection du leader lab = not democratic- les syndicats choisissent le LO – rotten labour government – unions = labour's paymasters – a wholly owned subsidiary of the trade union movement = a sad day for democracy – unhealthy relationship – aux ordres des union barons – Lab needs democracy – not democratic (intra party)

**Moralement mauvais** = racist / antisemite (25/04/18, 18/07/18, 27/04/16) / not kind, not fair / misleading / dishonest (27/10/10)/ a betrayal of British people/ laughing stock / conspiracy against their leader / can't be trusted (02/07/96)- Labour's broken promises / Lab MPs abuse, intimidate, bully other Lab MPs/ authoritarian / hypocrite – an organised hypocrisy – Olympic team for

hypocrisy- Lab rigged the market – irresponsible- not transparent, try to cover it up- culture of not revealing pbs in the NHS culture of cover-up and secrecy – doommongers – scaremongers– illegal press activity – Lab fiddled figures – Lab on the side of Union those who want to disrupt our schools, our borders, our country (col 933, 30/11/2011)- candidate to mayorship doesn't pay taxes – Labour's poisonous legacy- lab's plan is morally bankrupt – shameful- cash for honours, cabs for hire, passports for favours- Lab MPs raise issues for \$ from unions– dodgy dossiers and smearing MPs – immoral inheritance from labour (5/11/2014, col 823) – toxic – friends of the tax dodgers – yellow-bellied MPs – all the nastiness of the 70's = Labour use fake pictures and fake statistics – cynically betray the weakest – Labour humbug – distributed smear leaflet – Lab have no principles – they shouldn't parade their self-righteousness – trendy lefties = no moral base — Lab is in a fundamentally dishonest position – role model for hooligans – smear and innuendo have become the trademark of opposition- the depth of corruption and despair cos of lab local authorities – nepotism – corruption – sleazy way in which Lab deals with ...- Lab accepted \$ from Rom Maxwell = sleaze – Labour councilors benefiting from fraud, corruption and nepotism – Lab told untruths – gutter politics- indulge in flasehoods – donations determine policy or buy favours – can't be trusted – Labour councils = malpractice- lab = systematic abuse of power, threats and intimidation – arrogant – fatuous – a curse – use cynical ploy – deceivers – sleaze and corruption (labour local council) and corrupt and criminal activities – Lab waging utterly untruthful and unscrupulous campaign (on taxes) – allegations of corruption and organised crime in the north Tyneside 23/05/95)/ the tip of the nasty Labour iceberg 22/06/95)/ opportunist (03/11/10 x2; 28/11/96 However he tries to muffle reality, he cannot hide from that fact. Break their promises – labour are bullies (05/09/2018, 12/09/2018)- typical of the dishonesty and the bogus statistics (05/02/95) – Labour's segregated political meeting (09/03/2016, 23/03/2016)- crude and blatant smear (08/02/1996) – a racist party ( 27/02/2019, 03/04/2019) –Labour's rigged appointments (10/07/2013) – Labour spread lies and libellous accusations ( 18/04/18)- Labour's crony politics (13/06/12)- benefiting from fraud, corruption, nepotism (16/03/1995)- fine words and weasel actions (17/02/1994) – policy of envy ( 12/07/94) – old dirty politics ( 27/01/94)

27/02/96: Mr. Pickles: May I draw to my right hon. Friend's attention the suggestion in the book that, under a Labour Government, each newly married couple would receive £5,000? Is he aware that the last time that that proposal was seriously made was in Germany under the Third Reich? Does he agree that, in seeking a role model for his own leader, the hon. Gentleman has bypassed domestic role models and seeks the concept of "Ein Reich, ein Volk, ein Führer"?

**Déconnexion d'avec le peuple / pas du côté du peuple** = disrespectful to British people – Lab don't speak to their constituents – Labour taking out of people's pockets – Labour so out of touch with the nation – never consulted the British people (Europe)- Lab never listen to the British people – ignored the needs of the people – The people's party does not trust the people – Labour is totally out of touch with British people – scaremongering people – Labour want to get their hands on people's \$ and spend it -

**Socialist – Communist – Marxiste.** Examples : Red - hard-left Marxism (= real threat) / amis des pays communistes et autoritaires (north korea) = ennemis des libertés / bankrupt socialism / a far-left

Lab government – Groucho Marx – loony left – Labour = Modovan communists’ policy – on the side of Trotskyites of the “Right to Work” campaign- tax avoidance = modern socialism- Lab = “red” – incompetent socialists to boot – Lab= Marxist universe appealing to tribal socialism – socialist policy that would ruin Britain – party anti-business, anti-entreprise – « red » - Troskyists – unilateralist tendencies – Luddite left – a socialist Party – Corporatist Britain – only 2 places where privatisation is reviled and state ownership preferred = Labour and North Korea – socialist campaign against successful business (09/10/13) – Labour want to colonize the Red planet, Pluto (15/07/15)

14/04/1994: Will he also agree with me that Manchester, under socialism, now owes nearly as much as El Salvador—a country which has been ravaged by 10 years of civil war?

14/04/94 col 416: Will he also agree with me that Manchester, under socialism, now owes nearly as much as El Salvador—a country which has been ravaged by 10 years of civil war?

**No plan – inaction – pas de direction – no idea – losing arguments – usual empty opposition  
U-turn**

**Labour = europhile** – want to join the euro – want more powers to be given to Europe- gave away power after power to Brussels

**Conservatives versus Labour sur Europe** : When he does, will he make doubly sure that it emphasises the crucial choice that faces our people in those elections—between Conservative resistance to further moves towards Euro federalism, while we protect British jobs by staying out of the social chapter, and Labour and Liberal eagerness to sign up to anything, to hand over control to the Eurocrats in Brussels and to saddle us with employment costs that would hit directly at British jobs?

**Caricature** = Wallace and Gromit – The Muppet Christmas Caroll: 19/12/12 col 850 – Groucho Marx- Labour = Eddie the Eagle – Star Trek – a blank page – so many U-turns, they should be having a Grand Prix – Labour = the party of the graveyard – LO = croupier au casino – LO = chicken run not raging bull – LO = Bert des Muppet à Sesame Street – LO loves Engels – The red princes (Blair, Straw, Prescott, Dromey)- Alex Salmond’s poodle – the party of the abominable no-men- lab = Luddites – daft – monomaniacs of misery – The Unions are the dog and Lab is the lamp post – ever loony Lab – T Blair = Bambi – have their snouts firmly in the trough (pigs) – slow learners – Lab = (incompetent) and men of straw – new autocratic lab party where henchmen oversee everything – the Labour Beast – Lab is a pantomime – Jurassic Park (D. Skinner) - prophets of doom and gloom - the dismal Johnnies – Dollies ready to copy the European social model – peaceniks- LO= one-trick pony and he has run out of the road – Shadow Chancellor = a turkey – Smith = Salomé qui danse avec sept voiles – lab,= a dead parrot (5/11/2014)- 02/04/2014 LO : empty head, a blank page – 13/07/16 LO : Black Knight in Monthly Python – he’s the nothing man = LO – 01/02/2012, col 820 : Where is “Baldemort”? He is not at home today (Liam Byrne) – muttering idiot (23/05/12)

20/12/17I think I will be having to resist the temptation to call the goose Jeremy.

25/02/97: col 145: No wonder the hon. Member for Great Grimsby (Mr. Mitchell) called the right hon. Gentleman the Kim Il Sung of the Labour party.

30/10/2013, col 245: LO behaving like the mayor of a Sicilian town towards the Mafia.

17/03/94: col 1012The Prime Minister I must say that the right hon. Lady is being extremely silly and is talking rubbish.

**Attitude au Parlement** = behaved in a way that disgraced Parliament – cheap jibes of opposition members- disruptive attitude –Lab party whinges and whines – Lab MPs = yobs – juvenile and ill-judged stunts (by boycotting Welsh Q Time) – cheap insults are becoming increasingly silly (26/10/95) comments are absurd, inaccurate and misleading (26/10/95) – shout from a sedentary position – J Major dit ne pas avoir entendu la question à cause du bruit des Labour- 1996 11/05 Mr. Jones) may shake his head, but all he is showing is that he is ignorant—not that he has any knowledge. 16/01/97: The hon. Lady sniggers. 9/06/2010: let me say to Lab member who are shouting. Opposition members who shake their heads – 28/03/2018: It is all very well Labour Members chuntering about this (col. 749). Lab shouting from the front bench (20/02/2019)/ 20/03/19It is no good Labour Members waving their hand –Labour = barracking (11/06/91). He huffs and puffs with false indignation (20/02/96). 06/06/91: In so far as I could hear the question over the chanting from Opposition Members

11/03/93 Sir Terence Higgins: Will my right hon. Friend take time today to have discussions with the leader of the Labour party about the deplorable behaviour of the official Opposition last night, which was clearly encouraged by the Front Bench? Is it not pathetic that the Opposition have to resort to such tactics, instead of using effective debate, as these inevitably bring the House into disrepute?

The Prime Minister: Any discussions are for my right hon. Friend the Chief Whip and his Opposition counterpart. I condemn what apparently happened last night, although I was not in the House. I have to ask why the Leader of the Opposition did not stop it and, more relevantly, why his deputy Chief Whip seemed to be organising it.

04/11/93: Lb members behaved last night in a way that disgraced Parliament / Lab role model for hooligans last night

13/06/95: juvenile and ill-judged stunts by boycotting Welsh Q. Time

27/02/95: Mr. Pickles draw to my right hon. Friend's attention the suggestion in the book that, under a Labour Government, each newly married couple would receive £5,000? Is he aware that the last time that that proposal was seriously made was in Germany under the Third Reich? Does he agree that, in seeking a role model for his own leader, the hon. Gentleman has bypassed domestic role models and seeks the concept of "Ein Reich, ein Volk, ein Führer"?

27/10/10: Opposition Members groan col 311 + Labour seem to groan as soon as falling unemployment is mentioned (05/03/14) + We hear groans from the Labour party (14/10/15)

### **Miscellaneous**

By his own words, he is found guilty of short-termism and petty politicking, rather than looking after the national interest (30/10/13)

the Leader of the Opposition is employed in cynical ploys and gimmicks.23/10/13

23/10/13 : D. Cameron accuse LO de conman quatre fois au moins

09/05/2018 col 670: the British people voting to reject the back-to-the-future economic policy of the Labour party and the broken promises of Labour. They do not trust Labour, and they do not trust its leader.

### ANNEXE 3 - Exemples d'attaques concernant les qualités attendues d'un parti politique

	Honnêteté / sincérité confiance	Unité / cohésion	Connecté avec le peuple / caring	Compétent / perdants/ crédibilité
<b>J. Major</b>	<p>24/04/91= trafique les chiffres (MP)                      phoney pictures and fake statistics (02/05/91) /more interested in public relations (04/06/91)/ say one thing in public and practice stg else in private (06/06/91)/ lab humbug (9/07/91)/ a tissue of falsehoods on NHS (5/11/91)/ smear leaflets (05/11/91MP)/ Lab tell fictions not facts about NHS (14/11/91 MP)/ Lb makes worthless pledges (20/02/92)/ phoney budget (05/03/92)                      Labour lied about not being part of CND(05/03/92)/ lab is in a fundamental dishonest position/ lab leadership is more interested in opinion polls and images rather than (29/06/93)/ asl misleading ? (16/12/93)/ campaign of...is the hypocritical sham (14/12/93MP)/ smear and innuendo have become the trademark of the opposition (18/01/94)/ a case of fine words and weasel action (17/02/94MP)/ The depth of corruption and despair that there is as a result of lab local authorities (12/04/94) / lab controlled councils : nepotism (12/04/94MP)/ waste, corruption and illegal activities (21/04/94/MP)/ lab duck, dodge and weave around promises (24/05/94)/ politics of envy (12/07/94 + 24/01/95)/ sleazy way in which lab deals with...(25/10/94)/ allegations of corruption (20/10/94MP)/ Lab's new politics is even worse than the old dirty politics from Labour (27/10/94)                      lab : opportunists (01/11/94)/ a gap between what they say and what they practice (08/12/94)/ use grievances for partisan interests of lb party (15/12/94)/ robbing savers of their savings (02/02/95)/ sleazy media bankrolled lab's leadership</p>	<p>Disunited = scheming to remove their leader (07/03/91)MP/ split on the question of Europe (02/07/91)/ intent on overtaking their leaders (19/01/93)/ lab divided over ...(22/04/93)/ divided party (24/11/94)/ lab not united behind their leaders (27/10/94MP)/ divided (02/02/95)/ divided on single currency (16/02/95)/ split and contradictions (02/03/9) (09/03/95)/ lab cabinet ministers are strongly opposed in their views (21/03/95)/ lab fell into confusion and chaos (21/03/95MP)/ divided = deputy LO attacks LO (11/04/95)/ divided (25/04/95) / glaring divide between LO and Shadow chancellor (25/05/95)/ divided, bitter in-fighting (22/06/95) / division (29/06/95)/ lack of conjunction between front bench and the back bench (18/07/95) / wide and deep division on Europe (19/12/95)/ lab MEP désaccord avec Lab front Bench MPs (19/12/95MP)/ Lab education spokesman undermined by the Lab leader (30/01/96)/ Lab se contredisent (06/02/96)/ party as split as it can be X3 (02/04/96) + 23/04/96/ divided on policies, measures (21/05/96MP)/ lab divided (06/06/96)/ Lo and MPs division (11/06/96)/ divided : squabbling in public (23/07/96)/ split from</p>	<p>Cynically betray the weakest (27/06/91MP)/ Lab so out of touch so they lost election (02/07/92)/ lab totally out of touch with British people (02/12/93MP) / little concern for opportunities for the poor/</p>	<p>Amateurs, they are still dithering (21/03/91) / changent d'avis 25/04/91) + 07/05/91)/ their priority is not clear (21/05/91) / irrelevance and irresponsibility of opposition (27/06/91)/ Labour = shower (16/01/92MP)/ leader is a loser(14/05/92MP)/ lost election cos of lack of confidence in his party (22/10/92)/ Lab not credible (12/01/93) / We might hold a wake (14/01/93)/ lab's policies inconsistent &amp;change all the time (19/01/93)/ no policies, just complain (21/01/93)/ incompetent + lack of policies (16/02/93)/ lab whinges and whines but does nothing (16/02/93MP)/ opposition not even effective (16/03/93)/ opposition change their policies (16/03/93)/ will lose next election (18/03/93)/ jeremiahs and monomaniacs of misery (18+23/03/93)/ undecisive (28/10/93)/ great lack of confidence in the lab (02/12/93)/ not serious party cos no policies (02/12/93)/ a smokescreen to hide incompetence (16/12/93)/ lab bad voting records (14/12/93MP)/ lab controlled councils : waste inefficiency (12/04/94MP)/ the opposition's position is consistently stupid, and stupidly consistent (16/06/94)/Lab in government would a weak government (18/10/94)/ this is not new labour : it is old labour rejected by the electorate (01/12/94)/ lab's policy is nonsense (21/03/95)/ lab :inconsistency and contradictory (02/03/95MP) inefficiency lab councils (16/03/95MP)/ unfit and unready for government (11/04/95MP)/ (18/04/95)/</p>

<p>campaign (26/01/95MP)/ cannot be trusted (16/02/95)/ produced a dishonest press release (02/03/95)/ hypocritical (09/03/95MP)/ lab councillors benefiting from fraud, corruption, nepotism (16/03/95MP)/ wrote a biased, distorted report (23/03/95)/ smear campaign against privatisation (28/03/95)/ Lab told untruths X2 (20/04/95)/ smear conservatives (20/04/95)/ behind new lab lies the gutter politics of old lab (20/04/95)/ mislead people (27/04/95)/ indulge in falsehoods + untrue comments (27/04/95)/ language of envy and vindictiveness (27/04/95MP) / typical of the dishonesty and the bogus statistics (02/05/95)/ union-packed quango (18/05/95MP)/ a disjunction between what they say and what they do (23/05/95)/ protect electors from the malice of lab councils (06/06/95)/ smear and ill judgements (06/06/95)/ yobs (23/05/95MP)/ allegations of corruption and organised crime (23/05/95MP)/ lab exploited disgraceful leak (06/06/95)/ double discourses (08/06/95)/ have their snout firmly in the trough, they put themselves first (08/06/95MP)/ jobs for their families X2 (20/06/95) + 22/06/95/ quangocracy (20/06/95)/ preach one thing, it practices another (20/06/95)/ lab councils : malpractice (20/06/95MP)/ systematic abuse of power (22/06/95MP)/ tip of the nasty Lab iceberg (22/06/95MP)/ more concerned about political gestures (17/10/95)/ lab : smear (19/10/95)/ double-think case (26/10/95MP)/ empty rhetoric, empty soundbites (05/12/95MP)/ lab lurches from one headline to the next and from one distortion to the next (18/01/96)/ claim something and don't act on it (30/01/96)/</p>	<p>top to bottom (23/07/96) / division on his backbenches (10/12/96, col 116)/ the splits in the opposition are seismic (10/12/96) divided on Europe X2 (30/01/97)</p>		<p>lab's policy is bad for Scotland and the country (16/05/95)/ not the courage of their convictions (18/05/95) Can't be trusted – changing hiding positions (22/06/95)/ slow learners (22/06/95MP)/ labour losers (29/06/95)/ losers of all elections (04/07/95)/ will lose at the next election X3(06/07/95)/ arrogant and losers (06/07/95)/ the most inexperienced and fatuous opposition (06/07/95MP)/ losers (18/07/95)/ their heads in the sand and not aware of what is going on (17/10/95)/ utterly unfit for government ( 26/10/95MP)/ totally incompetent and men of straw (26/10/95MP)/ unelectable (09/01/96)/ there is nobody with outstanding ability on opposition benches (07/03/96)/ lab have no policy (02/04/96)/ lab's policy trat people badly up and down the country (30/04/96)/ the opposition are a pantomime (06/06/96)/ lab would ruin everything good we have done (20/06/96MP)/ no credible plan and U-turn (02/07/96) / Lab's policies wrong and damaging (02/07/96)/ not to be trusted (02/07/96MP)/ Lab policies : dangers (04/07/96) / Lab's policies :dangers around the land (16/07/96)/ lab : road to ruin (09/07/96MP)/ lab policies : drivell (18/07/96)/ lab's policies would damage the lives, opportunities and futures of people (18/07/96)/ Lab is still not fit to govern (26/11/96)/ lab unable to run the country ( 28/11/96MP)/ unlikely to take difficult decisions (05/12/96) / new labour :new incompetence (03/12/96MP)incapable of running the country (03/12/96MP)/ confusion about their policies (23/01/97)/ lab ideological lab government causing chaos and disruption (04/03/97) /</p>
--	--	--	---

<p>lab say one thing and doing another (01/02/96+06/02/96 MP)/ innuendo and smear + made crude and blatant smears (08/02/96)/ not a single scruple to twist public opinion (13/02/96)/ smears and innuendo of the sort that we have heard for three years X2 (15/02/96+22/02/96)/ Lab seeks to hide truth to harm government (20/02/96)/ If he had a shred of honesty himself (20/02/96)/ new autocratic lab party where henchmen oversee everything (25/04/96)/ have done all that they can for party advantage (20/06/96)/ pale face speak with forked tongue (20/06/96MP)/ New phoney Labour (16/07/96MP + 18/07/96MP)/ cynical ploy, opportunistic and desperate party (31/10/96)/ lab : deceivers (21/11/96)/ jobs for the boys (21/11/96)/ no openness about donations, secret funds X2 (21/11/96) / corrupt and criminal activities in lab council (19/11/96MP)/ hire their boys (19/11/96MP) Lab waging utterly untruthful and unscrupulous campaign (12/12/96)/ lab use leaks : deplorable (12/12/96) / part of network of systematic leaks (12/12/96MP)/ launch an untruthful campaign (16/01/97+ 28/01/97)/ seeking to smear (16/01/97)/ produced bogus figures (21/01/97)/ using NHS as a political football / peddle double standards (28/01/97)/ lab fiddle figures (13/02/97)/ Lab do not believe in what they say (13/02/97)/ new lab just want to parade the soundbites and prejudice invented by ...(25/02/97) / smeared and smeared and smeared again (20/03/97) / If there are any double standards, they sit</p>			
---	--	--	--

	there—on the Opposition Benches (20/03/97)			
<b>D. Cameron</b>	<p>Fiddled grants for political reasons (16/06/20) / play pathetic game of pretending (30/06/10)/ Lab party is doing one thing and doing another (14/07/10MP)/ That is thoroughly dishonest (27/10/10)/ What a pity that opportunism has overtaken principle (03/11/10) / The Labour party has completely broken its word (03/11/10)/ playing political games (03/11/10) / opportunism is high X2 (03/11/10)/ labour break their promises (08/12/10) / an organised hypocrisy (08/12/10) / lab : rigged market X2 (19/01/11)/ Gordon Brown's 2 henchmen (26/01/11)/ not transparent about spending in councils (02/03/11)/ Lab try to cover it up (02/03/11)/ opportunistic on AV reform (16/03/11 MP)/ have we just heard blatant opportunism (27/04/11)/ what we are getting from the Labour party is complete and utter hypocrisy (04/05/11)/ la bis playing politics with people's jobs (04/05/11) / opportunistic opposition (15/06/11)/ myth and misinformation (29/06/11) / That is absolutely typical of the opportunism of the Labour party (02/11/11)/ lab fiddled figures (30/11/11)/ people feel betrayed (07/12/11)/ forecasts are fixed and fiddled by ministers (18/01/12)/ some people might call it hypocrisy (01/02/12) / a bunch of rank opportunists X2 (08/02/12)/ opportunism from Lab (22/02/12) / a little more</p>	<p>Dysfunctional and shambolic and were all at each other 's throats (14/07/10) / divided on taxes (24/11/10)/ not stonger together, disunited grp (11/05/11)/ divided party X2 (15/06/11)/ weak leadership X2 (15/06/11)/ weak and divided (05/09/12)/ rats in a sack (28/11/12) / divided (shadow chancellor v LO) (09/01/13)/ they are weak and divided (05/06/13) / divided on Eu referendum (05/06/13) / squabble with themselves (10/07/13MP)/ divided party (17/07/13)/ lab members shout in support of the LO and brief against him outside (26/03/14)/ Lab are warring (02/04/14)/ The shadow cabinet desperately wants to reshuffle the leader (16/07/14)/ total and utter chaos (07/01/15) / every day more divided (21/01/15) / in shambles (28/01/15)/ lab lost control of its own party (11/02/15MP)/ divided (25/03/15) / lab do not support LO (15/07/15)</p>	<p>Lab don't speak to their constituents (8/12/10MP) / so out of touch with the nation (19/12/12)/ never consulted the British people (16/01/13)/ Never listen to the British people (16/01/13)/ sneer at people who play a role in our society (24/04/13)/ The people's party does not trust the people (05/06/13) / sneering at people who work hard and love their country (26/11/14)/</p>	<p>Lab budget: road to ruin (23/06/10) Have no plan, no answers to give (14/07/10)/ signed far too many things without ever thinking about the consequences (15/9/10)/ complete incompetence (13/10/10)/ blank sheet of paper ; blank page X2, no proper plan (24/11/10) / once in opposition they behave irresponsibly and run away (08/12/10)/ has a leader dithering with no answers (15/12/10)/ lost control of the political agenda and losing arguments and no ideas (09/03/11)/ opposition feeble (16/03/11) / seems to have gone to sleep (18/05/11)/ Lab : u-turn/ empty opposition and weak leadership X2 (08/06/11)/ not the guts to back welfare reform (22/06/11)/ lab try to shuffle off their responsibility (07/09/11)/ lab not credible (14/09/11)/ irresponsible, left-wing and weak (30/11/11) / irresponsible X2 (30/11/11MP, col 934)/ cannot be trusted on economy again (07/12/11)/ lab no idea about policy (18/01/12)/ leadership vacuum (18/01/12)/ but do not have the guts to face down opposition when they are in opposition (25/01/12) / lab a great big vacuum (01/02/12) / absolutely hopeless (01/02/12)/ not fit to run opposition, not fit for government (22/02/12) / absence of leadership</p>



<p>transparency ...might be a good thing (29/02/12) / Lab's candidates for Mayor doesn't pay his taxes X3 (18/04/12) / Lab vote a bill because it benefits them financially and it's wrong (18/04/12) / lab controlled councils not transparent (25/04/12) / Olympic medal for hypocrisy (13/06/12) Olympic medal for double standards and rank hypocrisy (13/06/12) / lab : crony politics (13/06/12)/ sucking up to the Murdochs (13/06/12, col 321) / political skeleton in the cupboard of lab (04/07/12MP)/ unions buy votes : a scandal in party funding (24/10/12) / lab's position is one of complete opportunism and posturing (31/10/12) / rank opportunism (31/10/12) / lab worried about the PR (27/02/13)/ lab : rank opportunism (27/02/13, col 307)/ no transparency on bonuses (06/03/13) / Shadow Chancellor's plan is financially and morally bankrupt (06/03/13)/ Shameful (on tax avoidance) 12/06/13) / offering tax avoidance to its donor (19/06/13) / culture of not revealing problems in NHS (26/06/13)/ should pay back the taxes they dodged from their donors (26/06/13)/ lab buried reports, culture of cover-up in the NHS (26/06/13MP+ 03/07/13)/ culture of secrecy and cover-up (03/07/13)/ lab avoid taxes : lab's shame (03/07/13) Rigged appointments: scandal (10/07/13)/ unhealthy relationship with Unions (10/07/13/ Labour:</p>			<p>(22/02/12) / has learnt nothing X2 (12/09/12) / poisonous legacy (28/11/12) / leadership is drowning (28/11/12) / lab wrecked the country ( 28/11/12)/ not a serious party (12/12/12)/ do not deserve to be in government (19/12/12)/ lab : not credible (06/02/13) / credibility problem (27/02/13)/ lab : irresponsibility (27/02/13, col 307)/ all we hear is irresponsibility from the Opposition (27/02/13)/ incompetent socialists to boot (27/02/13, col 314)/ Lab losers lost by-elections : party which went nowhere (06/03/13)/ so many U-turns, they should be having a grand prix (05/06/13) / all the U-turns we have had (12/06/13)/ lab : weak (19/06/13) / destroy its credibility without the help from others (19/06/13) / That is why Labour has absolutely no credibility whatever (26/06/13) / the party of the graveyard (03/07/13) / weak, take no tough decisions (03/07/13) / because they are a hopeless Opposition (16/10/13)/ lab : useless (17/07/13) / Lab ducked every tough decisions to improve country (04/09/13) / Lab : weak and nothing to say (04/09/13) / impossible to take tough decisions (11/09/13) / all the flip-flops they have done X2 (30/10/13)/ la bis ducking its responsibilities (06/11/13) / lab : useless (06/11/13/ Lab's policies are to self-destruct in about 5 seconds (20/11/13)/ is getting weaker (18/12/13)/</p>
---	--	--	---

	<p>cabs for hire, giving passports for favours, Lab PM: cash for honours (17/10/13)</p> <p>That is a scandal, and he should do something about it (17/07/13) / Mr Mills gave £1.6M to lab and got advice about how to dodge his taxes X2 (17/07/13) / Unions give \$ to Lab and MPs raise Trade Union issues in Parliament (17/07/13) / afraid of bad PR (11/09/13) / naked opportunism (20/11/13)/ shameful dereliction of duty (27/11/13)/ believe in the politics of envy (29/01/14)/ lab playing party politics (07/05/14) / weaponize NHs and use it a political football X4 (07/01/15) / lab = donors : tax avoidance (11/02/15) / lab friends of the tax dodgers (11/02/15)/ it is called corruption, but it seems to be the path suggested by the Labour party (11/02/15 ; col 773)/ allegations of crime under labour (11/02/15)/ Weaponize NHS (25/02/15) / friends of tax avoiders (04/03/15) / despicable and weak thing to do (11/03/15)/ lab refuse to tell the truth about NHS and weaponize it (25/03/15) / play politics (06/01/16)</p>			<p>have not learned any lessons of the past X2 (29/01/14)/ some female interim leaders but replaced with totally ineffective men (05/02/14)/ reality deniers (26/02/14) / lab policy is weak (26/03/14) / no clue about how to help working people (26/03/14) / weak in governmentt, weak in opposition (02/04/14)/ weak and they do not have a plan (02/04/14) / Lab's arguments are getting weaker all the time (02/04/14)/ Lab change their minds (09/04/14)/ Britain is on the rise and Labour is on the slide (30/04/14) /absence of leadership (25/06/14)/ chronic leadership shortcomings (25/06/14MP)/ failure and weakness and not up to the job (22/10/14) / a complete and utter shower (29/10/14) / Lab is in a dreadful position. The electorate has very low esteem for them and has no idea their policies are (5/11/14)/ Lab is a dead parrot (5/11/14)/ Lab absolutely feeble (5/11/14) lab has nothing to say to propose(5/11/14) Lab is in a dreadful position (5/11/14) lab a party with nowhere to go (5/11/14) / immoral inheritance that we the country received from lab (05/11/14)/ complete and utter failure (05/11/14) / completely hopeless and unelectable (03/12/14) / has not learned a single thing (17/12/14) / have learnt absolutely nothing (07/01/15)/ party that would put it all at risk (21/01/15) / every day weaker, more unfit for office</p>
--	--	--	--	---

				<p>(21/01/15)/ useless opposition 28/01/15) / what a useless shower (28/01/15) / lab is getting weaker (28/01/15) / party that is falling apart (04/02/15) / lab are desperate and that is why they are losing (11/02/15) / lab's policy been written on the back of a fag packet (25/02/15) / a monument to the chaos we would get under labour (4/03/15) / nothing to say on policy X4 (11/3/15) / with lab you get less for more (18/03/15) / could put at risk all our efforts (25/03/15) / take the easy way, duck the difficult decisions and then you can't pay (15/07/15) / lab unelectable (28/10/15) / does not want to face up to difficult decisions (20/01/16)/ they have learned nothing in the last decade (03/02/16) / Lab's policy in 2 words : Acropolis Now (02/03/16) / Lab party this week entered Fantasy Land (20/04/16)/ it would take them a year to work out who would sit there (as PM) (13/07/16) /</p>
<b>T. May</b>	<p>Former lab leader wanted to weaponize the NHS (12/10/16) / they talk, they posture (16/11/16)/ what we get from la bis alternative facts (08/02/17)/ lab puts the party first (22/03/17) / we will not trust the lab party (19/04/17) / lab has rather shamelessly tried to weaponize the NHS (05/07/17)/ interested only in playing party politics (13/09/17MP)/ It is time he apologised for the grossly misleading Labour leaflets (06/12/17, col 1027)/</p>	<p>Fighting and tearing itself apart (20/07/16)/ Lab is divided (20/07/16)/ divided (07/09/16)/ lab party too busy fighting each other (20/07/16MP) / the right hand is not talking to the far-left (25/01/17)/ divided (25/01/17, col 289) / divided (08/03/17)/ disagreeing with leader (08/02/17MP) / The only hard border around is right down the middle of the</p>	<p>Lab party will always put politics before people (17/01/18)/ lab ignored the interests of British fishermen (06/06/18MP)/ lab has lost touch with working-class people (13/06/18MP)/ Lab: disrespectful to British people (20/03/19) /vote against measures aiming at helping poorer (just about managing) people (16/01/19+10/04/19)/</p>	<p>Lab is a laughing stock / incapable of uniting our country (07/09/16)/ weak, unfit to govern (08/03/17)/ government in waiting to bankrupt our country (05/07/17) / cannot be trusted (19/07/17) /backtrack and go back on promises (15/11/17)/ Lab not fit for future (22/11/17)/ keeps making promises they cannot keep (06/12/17) / not a government that would be kind or fair to anybody (25/04/18)/ taking us back to square one X2</p>

	<p>breaches equality law (21/02/17MP)/ a betrayal of the British people (28/02/18) / lab spread lies and libellous accusations (18/04/18/MP)/ broken promises of Lab ; people do not trust lab nor its leader (09/05/18) / with Lab you simply cannot trust a word that they say (16/05/18)/ break their promises (16/05/18) / typical of lab : say one thing and do another (20/06/18)/ lab can play politics (17/10/18) / playing politics X2 (21/11/18) / betrayal of the many by the few (28/11/18+ 03/07/19) /</p>	<p>Labour party (06/12/17) / more interested in fighting internal ideological matters (21/03/18)/ division in party (13/06/18) /</p>	<p>lab wants to bring down people (15/05/19)</p>	<p>(14/10/18 + 31/10/18 + 05/12/18)/ lab : U-turn (12/12/18) / supine attitude (12/12/18MP)</p>
--	---	--	--	---

Attaques contre le Labour concernant :

	Honnêteté/sincérité confiance	Unité/cohésion	Connecté avec le peuple / soucieux du sort du peuple	Compétent / crédibilité
<b>Major</b>	<b>102</b>	35	4	70
<b>Cameron</b>	85	25	7	<b>116</b>
<b>May</b>	<b>21</b>	11	6	16

**ANNEXE 4 – Attaques provenant du Premier ministre et des députés conservateurs (contre le parti travailliste et le Leader de l’opposition)**

	jan	fev	mars	avril	mai	Juin	juill	aout	sept	oct	nov	dec
1991	6- <b>2</b>	20- <b>5</b>	32- <b>12.8</b>	26- <b>10.4</b>	40- <b>13.33</b>	34- <b>9.71</b>	34- <b>13.6</b>	0	0	0	50- <b>14.28</b>	<b>10</b>
1992	38- <b>15.2</b>	48 - <b>12</b>	45- <b>22.5</b>	0	10- <b>5</b>	12- <b>4</b>	<b>4</b>	0	0	19- <b>9.5</b>	0	11- <b>7.33</b>
1993	25- <b>12.5</b>	32- <b>9.14</b>	56 - <b>12.4</b>	19- <b>6.33</b>	33- <b>11</b>	25- <b>8.33</b>	30- <b>12</b>	0	0	10- <b>6.66</b>	17- <b>8.5</b>	14- <b>7</b>
1994	13- <b>8.66</b>	14- <b>5.6</b>	11- <b>5.5</b>	24- <b>8</b>	22- <b>7.33</b>	25- <b>12.5</b>	13- <b>6.5</b>	0	0	18- <b>9</b>	12- <b>6</b>	17- <b>8.5</b>
1995	11- <b>7.3</b>	31- <b>8.85</b>	40- <b>10</b>	37- <b>14.8</b>	52- <b>14.85</b>	59- <b>19.6</b>	19- <b>12.6</b>	0	0	29- <b>19.3</b>	0	28- <b>14</b>
1996	55- <b>15.7</b>	67- <b>16.7</b>	19- <b>6.33</b>	56- <b>22.4</b>	<b>11</b>	27- <b>7.71</b>	71- <b>23.6</b>	0	0	19- <b>12.6</b>	45- <b>12.8</b>	42- <b>16.8</b>
1997	44 <b>22</b>	51- <b>14.5</b>	38- <b>12.6</b>									

	jan	fev	mars	avril	mai	Juin	juill	aout	sept	oct	nov	dec
2010						57- <b>11.4</b>	20- <b>10</b>	0	<b>14</b>	32- <b>10.6</b>	32- <b>10.6</b>	28- <b>9.3</b>
2011	32- <b>10.6</b>	16- <b>5.3</b>	53- <b>10.6</b>	<b>17</b>	30- <b>10</b>	38- <b>9.5</b>	4- <b>2</b>	0	17- <b>8.5</b>	24- <b>8</b>	38- <b>9.5</b>	24- <b>12</b>
2012	31- <b>10.3</b>	47- <b>15.6</b>	6- <b>3</b>	27- <b>13.5</b>	14- <b>7</b>	18- <b>9</b>	24- <b>12</b>	0	15- <b>7.5</b>	27- <b>9</b>	12- <b>6</b>	17- <b>5.6</b>
2013	30- <b>7.5</b>	35- <b>11.6</b>	30- <b>10</b>	<b>12</b>	0	42- <b>10.5</b>	<b>68</b> <b>22.6</b>	0	18- <b>9</b>	<b>62</b> <b>15.5</b>	34- <b>11.3</b>	20- <b>10</b>
2014	25- <b>6.25</b>	16- <b>5.3</b>	18- <b>6</b>	22- <b>7.3</b>	12- <b>6</b>	9- <b>3</b>	17- <b>5.6</b>	0	0	13- <b>4.3</b>	31- <b>10.3</b>	12- <b>6</b>
2015	44- <b>11</b>	44- <b>14.6</b>	60- <b>15</b>	0	0	16- <b>5.3</b>	13- <b>6.5</b>	0	6- <b>3</b>	21- <b>7</b>	9- <b>3</b>	<b>3</b>
2016	35- <b>8.7</b>	14- <b>4.6</b>	16- <b>4</b>	18- <b>6</b>	20- <b>10</b>	6- <b>2</b>	10- <b>5</b>					

	jan	fev	mars	avril	mai	Juin	juill	aout	sept	oct	nov	dec
2016							<b>5</b>	0	15- <b>7.5</b>	11- <b>3.6</b>	13- <b>3.25</b>	<b>1</b>
2017	12- <b>4</b>	12- <b>4</b>	32- <b>8</b>	26- <b>13</b>	-	5- <b>2.5</b>	17- <b>8.5</b>	0	11- <b>5.5</b>	14- <b>4.6</b>	14- <b>4.6</b>	13- <b>4.3</b>
2018	8- <b>2.6</b>	12- <b>4</b>	9- <b>2.2</b>	9- <b>4.5</b>	14- <b>3.5</b>	19- <b>4.7</b>	10- <b>5</b>	0	11- <b>5.5</b>	11- <b>2.7</b>	20- <b>6.6</b>	33- <b>11</b>
2019	24- <b>6</b>	31- <b>10.3</b>	25- <b>6.2</b>	10- <b>5</b>	22- <b>5.5</b>	15- <b>5</b>	49- <b>12.2</b>					

**ANNEXE 5 – Nombre moyen d’attaques contre le parti travailliste et attaques personnelles (contre un membre de l’opposition) et attaques (contre les Travaillistes) provenant des députés et nombre de sanctions reçues**

T. MAY	2016		2017		2018		2019		TOTAL moy
	nb	Moy/séance	nb	Moy/séance	nb	Moy/séance	nb	Moy/séance	
Attaque contre <i>Lab</i>	24	<b>2.18</b>	78	<b>2.88</b>	83	<b>2.44</b>	59	<b>2.45</b>	<b>2.54</b>
Attaques perso	20	<b>1.81</b>	58	<b>2.14</b>	47	<b>1.38</b>	105	<b>4.37</b>	<b>2.39</b>
		<b>3.99</b>		<b>5.02</b>		<b>3.82</b>		<b>6.82 ----</b>	<b>-&gt;4.93</b>
sanctions députés	1	<b>0.09</b>	17	<b>0.62</b>	26	<b>0.76</b>	11	<b>0.45</b>	<b>0.58</b>

Cameroon	2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		TOTAL
	nb	moy	nb	mo	nb	mo	nb	mo	nb	mo	nb	mo	nb	mo	
Attk <i>Lab</i>	111	<b>6.64</b>	163	<b>5.18</b>	133	<b>5.07</b>	194	<b>6.72</b>	82	<b>2.73</b>	113	<b>4.52</b>	66	<b>3.14</b>	<b>4.85</b>
Attk perso	59	<b>3.47</b>	108	<b>3.37</b>	88	<b>3.25</b>	133	<b>4.58</b>	84	<b>2.8</b>	88	<b>3.52</b>	50	<b>2.38</b>	<b>3.37</b>
															<b>----&gt; 8.22</b>
sanctions	2	0.11	4	0.12	4	0.14	1	0.03							<b>0.1</b>
		<b>10.1</b>		<b>8.55</b>		<b>8.32</b>		<b>11.3</b>		<b>5.53</b>		<b>8.04</b>		<b>5.52</b>	<b>8.32</b>
députés	12	<b>0.70</b>	26	<b>0.81</b>	14	<b>0.51</b>	23	<b>0.79</b>	8	<b>0.26</b>	5	<b>0.2</b>	4	<b>0.19</b>	<b>0.49</b>

J.Major	1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		TOTAL
	nb	moy	nb	mo	nb	mo	nb	mo	nb	mo	nb	mo	nb	mo	
Att Lab	89	3.42	74	4.11	93	3.44	50	2.37	114	4.95	153	5.53	57	6.70	4.36
Perso	85	3.26	73	4.05	120	4.44	72	3.34	119	5.17	175	6.25	60	7.05	4.63
														----->	9
sanctions							1				2				0.05
															9.05
		6.68		8.16		7.88		5.71		10.12		11.7		13.75	
députés	80	3.07	37	2.05	58	2.14	43	2	78	3.39	83	2.96	16	1.88	2.85

### Évolution du nombre totale des attaques provenant du PM et celles provenant des députés

	1990-1997 (Major)	2010-2016 (Cameron)	2016-2019 (T May)
PM	9.05	8.32	4.93
	-----> - 8%	-----> - 40.7%	
		-----> - 45.5%	
députés	2.85	0.49	0.58
	-----> - 82,8%	-----> 18.36%	
		-----> -79.6%	

**ANNEXE 6 – Attaques de la part de T. Blair contre le gouvernement conservateur et attaques de la part de John Major en réponse. Deux périodes de références : juin 1995 et avril 1996**

<p><b>Mardi 6 juin 1995</b></p>	
<p>Mr. Prescott</p> <p>We welcome the Prime Minister's support for Sir Richard Scott. May I remind the Prime Minister that it was his Chancellor, on the BBC's "Question Time" last year, who said that he would resign if the inquiry found that he had acted improperly? Can the Prime Minister assure us that, if the inquiry finds that any Minister had knowingly misled the House, he or she must resign?</p>	<p>The Prime Minister</p> <p>The right hon. Gentleman may wish to draw conclusions from a partial report not yet — [HON. MEMBERS: "Yes or no?"] I will reply to the question in my own way.</p> <p>The right hon. Gentleman may wish to draw his conclusions on the basis of a partial report ; I will draw my conclusions when the report has been responded to by those mentioned in it, when a final report has been produced and when I have had time to study and consider that final report. [...]</p> <p>At that point I will make my judgment on the basis of the facts, not now, as the right hon. <b>Gentleman does, on the basis of his prejudices.</b></p>
<p>Mr. Skinner</p> <p>The Government leaked it.</p>	<p>The Prime Minister</p> <p>The hon. Member for Bolsover (Mr. Skinner) has clearly finally flipped if he believes what he is shouting out at the moment. [HON. MEMBERS: "Who leaked it?"] I wish I knew who had maliciously leaked this selective aspect of the report. But I do know who is seeking to take advantage of that leaked report in studio after studio. I wonder what people might make of someone who takes a partial extract of an incomplete report before it is responded to and appears in every studio in the land to smear someone. <b>I know what I make of him. I make of him the shadow Foreign Secretary.</b></p>
<p><b>20/06/95</b></p>	
<p>Mr. Blair</p> <p>What I am trying to establish is whether the right hon. Gentleman will abide by the findings of the Scott inquiry. I accept that he has said that if Ministers are found to have misled the House deliberately they will resign; but will the right hon. Gentleman abide by the findings of the Scott inquiry on that point? If he does not,</p>	<p>The Prime Minister</p> <p><b>I was wondering in which direction the soundbite would go today</b>—now we know what the first two questions were intended to lead up to. I set up Sir Richard Scott's inquiry; I am awaiting the report; I will consider it; and I will make my judgment when I have got it and seen it.</p>



and rejects them, that will put the final seal of contempt on a disintegrating Government.	
22/06/95	
Mr. Blair  Does the Prime Minister agree with the Secretary of State for Northern Ireland that there are those within the Conservative party who are destabilising the Government and damaging the country?	The Prime Minister  <b>When we were discussing Question Time I made a prediction—and I am usually right—that on this occasion the right hon. Gentleman would not pick this subject.</b> My right hon. and learned Friend the Secretary of State for Northern Ireland is an honourable friend in every sense of the word. His letter shows that few men are blessed with better personal friends than he is to me. I am immensely grateful for his continued support. His letter also shows that he is deeply concerned for the Northern Ireland peace process, to which he has contributed a very great deal.
Mr. Blair ( 22/06/1995)  If the questions are occasionally predictable, it is because the targets are also so predictable. It surely comes to something, does it not, when a Cabinet Minister is driven to writing to The Times about divisions in the Government without even telling the Prime Minister? If even Cabinet Ministers decide that the bitter in-fighting is damaging the national interest, will not the people of Britain conclude <b>that the Conservative party is no longer fit to govern the country?</b>	The Prime Minister  I seem to have noticed today that the former deputy leader of <b>the Labour party had a little bit of bitter in-fighting</b> of his own about the right hon. Gentleman's education policy. <b>I also seem to recall that there was rather more in-fighting.</b> Labour's education spokesman wrote to his colleagues at the end of last year:  ""We are opposed to schools opting out ... nor is there any intention that GM status should continue.""  <b>There seems to be some confusion—perhaps a touch of bitter in-fighting.</b>
29/06/95	
Mr. Blair  As we now know that the former Secretary of State for Wales strongly disagreed with the whole direction of Government policy, should he not have resigned from the Cabinet a long time ago, irrespective of the leadership issue? If that is right, should not the present members of the Government who, we well know, agree with the former Secretary of State for Wales also resign?	The Prime Minister  The right hon. Gentleman misunderstands the situation. As I understand it, my right hon. Friend the Member for Wokingham (Mr. Redwood) resigned from the Cabinet because <b>he was devastated that I had resigned as leader of the Conservative party.</b>
Mr. Blair	The Prime Minister

<p>I wonder whether that is the view of all the members of the Cabinet; I rather doubt it. Does the right hon. Gentleman recall saying that the leadership election would clear the air? Surely all that has become clear is the divisions, the hatred and the anarchy that exist within his party. Is it not the case now that whoever leads the Conservative party will, in effect, lead not one party, but two? Those divisions can never be reconciled.</p>	<p><b>The right hon. Gentleman certainly has a cheek,</b> since 40 per cent of his party voted against him when he was elected leader recently. [Interruption.] The right hon. Member for Kingston upon Hull, East (Mr. Prescott), the deputy leader of the Labour party, said 1 million. <b>I did not realise that a million people voted against the right hon. Gentleman. Perhaps they did.</b></p>
---	--

- : **attaque directe**
- ===== : **personnalisation de l'attaque**
- : **ironie**
- : **sous-entendu**
- : **sanction**

<b>02 avril 1996</b>	
<p>Mr. Blair</p> <p>Does the Prime Minister recall, in the days when he was flatly against a referendum on Europe, saying that referendums were introduced only to cover up divisions in the Cabinet and none such existed in his Cabinet? Are not those divisions precisely the reason why he is in favour of a referendum today?</p>	<p>The Prime Minister</p> <p><b>I am surprised that</b> the right hon. Gentleman should say that when he has just announced a referendum to sort out internal difficulties in his party about his policy. I have said that I will contemplate a referendum on a particular issue of policy that has never occurred before. The right hon. Gentleman intends to ballot all his party members about Labour policy—which is a novel proposition: <b>I am not entirely sure how one can ballot people about something that does not exist.</b></p>
<p>Mr. Blair</p> <p>I suspect that I shall have rather more support for my referendum than the Cabinet will give the right hon. Gentleman's. Why cannot the Prime Minister answer now the question that he was able to answer a few months ago? Has the Chancellor changed his mind—a nod or a shake of the head will do? We have paralysis in the Government—even the big man of the Cabinet cannot get his way. Is not the decision being taken only because the Government are</p>	<p>The Prime Minister</p> <p>That was well prepared, but the right hon. Gentleman <b>was too shy to</b> mention that he has changed his policies on Europe, defence, the trade unions and on almost everything else. As for divisions, I have in my hand a paper entitled "Europe Isn't Working". It is produced by 50 Labour Members and it opposes every aspect of European policy that the right hon. Gentleman has in mind.</p>

<p>weak, divided and are being pushed around by their factions?</p>	<p>As to a single currency, the deputy leader of the Labour party—<b>whom we miss today</b>—says, "Yes, we are against a single currency." The right hon. Member for Copeland (Dr. Cunningham)—who is also not here—says that he, personally, is in favour of a single currency. Labour Members of the European Parliament are in favour of a single currency within the time limits and constraints, and the hon. Member for Livingston (Mr. Cook) says that it is irresponsible. <b>The right hon. Gentleman is trying to dance in the midst of those divisions while pretending that there are none. The reality is that his party is as split as it can be on that issue.</b></p>
<p>Mr. Blair</p> <p>I have a suggestion for the Prime Minister: why does he not put his Government out of their misery and give the country a referendum on a matter that it really wants to decide—his Government or ours?</p>	<p>The Prime Minister</p> <p>In order to be kind and generous to the right hon. Gentleman, <b>I am giving him time to find some policies so that he has some basis—other than negative campaigning</b>—upon which to conduct an election.</p>
<p><b>16/04/1996</b></p>	
<p>Mr. Blair</p> <p>The last person in this country to lecture us about honesty in tax is the Prime Minister—people remember the pledge not to raise VAT before the last election. What reasons would the Prime Minister give for the Conservative party's humiliating defeat in that by-election?</p>	<p>The Prime Minister</p> <p>If the right hon. Gentleman wishes to talk about taxes—[HON. MEMBERS: "No."] He raised it. Perhaps he would care to refer to the unattributable briefing that he gave on the plane, and subsequently denied, in which he made it clear that taxes would go up at £40,000 and higher. Subsequently, when challenged it was claimed that the conversation never took place. [HON. MEMBERS: "Answer."]</p>
<p>Mr. Blair</p> <p>What we do understand is that the public do not want their railway system broken up and sold. Is not an underlying reason for the Conservative party defeat the fact that people simply do not trust the Conservatives any more? They do not trust them on railways, on tax or on the health service. The sooner they get the chance to say so loud and clear, the better for Britain.</p>	<p>The Prime Minister</p> <p><b>I suppose that it is best to reprise the old favourites while one has the chance.</b> When talking about the Labour party and the railway service, the right hon. Gentleman should recall that the Labour Government closed more than 600 stations; we have opened more than 220. Under Labour, fares rose by 20 per cent.; we have frozen them in line with the retail prices index and they will drop. When the right hon. Gentleman talks about the costs of privatisation, he should bear in mind the fact</p>

	that there will be £10 billion of new private sector investment to improve the services for rail users. That could not have happened in the public sector; it did not happen in the public sector—
<b>23/04/1996</b>	
<p>Mr. Blair</p> <p>I suspect that the hon. Member for Gravesham (Mr. Arnold) speaks for many tens on the Conservative side. Will the Prime Minister clarify whether it is the Government's policy to threaten retaliation against Europe over beef, so that the confusion and incompetence at the heart of Government policy may be removed once and for all?</p>	<p>The Prime Minister</p> <p>The right hon. Gentleman once threatened to leave Europe, as I recall—it was part of his election manifesto. As the hon. Member for North-West Durham (Ms Armstrong) might put it, <b>he has clearly zig-zagged from that policy since then.</b></p> <p>Our policy is as I described it a moment ago: to try to seek, by agreement, the lifting of the ban. I hope that the ban will be lifted but, if that is unreasonably withheld, our position is—as it has been—that we shall look at other options.</p>
<p>Mr. Blair</p> <p>What does that mean? I suggest to the Prime Minister that a strategy based on the Grand Old Duke of York is not a very good one. The Foreign Secretary is hinting at retaliation, the Deputy Prime Minister contradicts him and he calls his European partners a bunch of something-or-others while the Minister of Agriculture, Fisheries and Food is negotiating with them.</p> <p>Will the Prime Minister kindly take a grip on the situation? If he does not, he will find that his Government are taken seriously neither at home nor abroad.</p>	<p>The Prime Minister</p> <p>The right hon. Gentleman and some of his hon. Friends played a part in creating this problem. There is not a beef farmer in this country who does not know that <b>the problem has been worsened by the way in which the Labour party has behaved. I am surprised that the right hon. Gentleman has the gall to continue to behave in that way.</b> I set the matter out perfectly clearly for the right hon. Gentleman a moment ago and I am sorry that he was unable to understand it. We are discussing the lifting of the ban, and we are making progress on that. That is the right way to proceed but, at the end of the discussions, if the lifting of the ban is unreasonably withheld, we shall consider other options for action. I hope that is clear enough for the right hon. Gentleman this time.</p>
<p>Mr. Blair</p> <p>If the Prime Minister is to threaten retaliation, he should be clear about what he is saying. At some point, the Prime Minister will have to admit the brutal truth to himself—that the business of his Government is less designed to run an Administration than to appease the</p>	<p>The Prime Minister</p> <p>If the right hon. Gentleman is so keen on being clear, perhaps he will be clear about his tax plans. Perhaps he will be clear about why, if children stay on to do A-levels, their parents should lose £500 a year in benefit. Perhaps he will recognise that we operate in Europe in the</p>

<p>factions in the Conservative party. Until that changes, he and his Government will be divided, weak and incompetent.</p>	<p>national interest <b>while he seeks party interest.</b> It is in the national interest to seek, as we are doing, the lifting of the ban on beef, and it is equally in everyone's interest to <b>remind the beef industry which party played a role in worsening the crisis.</b></p>
<p><b>25 avril 1996</b></p>	
<p>Mr. Blair</p> <p>Does not the fact that four of the Prime Minister's Cabinet Ministers—[Interruption.] I am well aware why Conservative Members do not want to talk about this. Does not the fact that four Cabinet Ministers voted against the Prime Minister himself on a Bill from his own Lord Chancellor show the humiliating state to which his authority has been reduced?</p>	<p>The Prime Minister</p> <p>I think that the right hon. Gentleman will recall what I said when I announced the Bill last November in the debate on the Queen's Speech. I made it clear at that time that this was a matter of personal conviction for all hon. Members and that I had no intention of riding roughshod over the convictions of any hon. Member, in the Government or beyond, on the matter. I said then that we would propose free votes on matters of conscience. If the right hon. Gentleman thinks that it is right to have a free vote on a matter of conscience, does he equally think that it is right that those members of any Administration who feel strongly on these matters should be excluded? <b>Presumably he does.</b> <b>If he does, he has a strange view of what forms a matter of conscience.</b></p>
<p>Mr. Blair</p> <p>I remind the Prime Minister that that was a Government Bill, proposed by his Lord Chancellor. Last night's vote was not only about the amendment—it was fundamentally about the ethos of the Bill and about the direction of the Conservative party. Does not that vote show the advanced state of decay of his Government—that he now has to rely on Opposition support to carry that messed-up measure through the House of Commons ?</p>	<p>The Prime Minister</p> <p>The right hon. <b>Gentleman is deliberately misleading, and he knows that he is deliberately misleading— [Interruption.]</b> Madam Speaker</p> <p>Order. I am sure that the Prime Minister did not intend to use unparliamentary language. I refer to the words "deliberately misleading". Will he please rephrase that?</p> <p>The Prime Minister</p> <p>Of course—as Madam Speaker wishes it. I will simply say that the right hon. Gentleman is being disingenuous in the way in which he addresses this issue. He has known from the Bill's outset that I have made it clear that, on the issue of fault and on other issues of conscience, there was to be a genuinely free vote of the House. A free vote was not forced</p>

	<p>on the Government. I announced it from the Dispatch Box last November when I spoke about the Bill in the Queen's Speech. I have honoured that promise, for every member of my party.</p> <p>I made it clear that we were to have a free vote, and I made it clear to every member of the Government that a free vote would apply to them as well. In the past we have had free votes on other matters of conscience, such as capital punishment and Sunday trading. I believe that on an issue of such importance, and on one which is a matter of conscience, it is right for hon. Members to have an opportunity to vote exactly as their consciences dictate. I believe that that is in the best interests of Parliament. Moreover, if I had imposed a Whip on members of the Government after announcing that there would be a free vote, the right hon. Gentleman would now be criticising me from the Dispatch Box for not allowing the genuine free vote that I promised the House some months ago. I gave my word to the House, and I have kept it.</p>
<p>Mr. Blair</p> <p>They are all asking where I was. That is a novel constitutional proposition—that it is now my duty to turn up and vote with the Government to save them from their own Cabinet Ministers. After hearing the Chancellor this morning, and with two Cabinet Ministers sitting in silent support of the European Communities (European Court) Bill, is not the Prime Minister's real problem that every member of his Cabinet has a future agenda but him? Until he gets an agenda and asserts it, this country will continue to suffer from the most feeble Government in living memory.</p>	<p>The Prime Minister</p> <p>The right hon. Gentleman overlooks the fact that I set out the agenda last November, and I have kept to that agenda. I realise that in the new <b>autocratic Labour party—where party henchmen oversee everything</b> that Front Benchers and Back Benchers say and, should they stray, a signed statement is put out in their names later on the same day—<b><u>the concept of a free vote is alien to the right hon. Gentleman.</u></b></p> <p>The next time the right hon. Gentleman talks to us about his conscience and matters related to church and conscience, <b><u>perhaps he will say that it does not apply when he sees political advantage. He would be prepared to go through people for his own party political interests and to go against their consciences—even on a matter that affects the conscience of every hon. Member. If that is the way he behaves in opposition, people will be aware of that and they will be aware of what sort of Government he would be likely to have if he ever had the opportunity.</u></b> What he has revealed to the House this afternoon is that <b><u>he has no</u></b></p>

	<u>understanding of parliamentary tradition, no understanding of individual conscience</u> and no understanding of the way in which Parliament must deal with matters of this sort which affect the consciences of every hon. Member and every family in the country
--	--

- : attaque directe
- ===== : personnalisation de l'attaque
- : ironie
- : sous-entendu
- : sanction

## ANNEXE 7 – FTA / ATTAQUES provenant des députés conservateurs

	jan	fev	mars	avril	mai	Juin	juill	aout	sept	oct	nov	dec
1991	3 - <b>1</b>	2- <b>0.5</b>	5- <b>2</b>	11- <b>4.4</b>	9- <b>3</b>	18- <b>5.1</b>	10- <b>4</b>				18- <b>5.1</b>	<b>4</b>
1992	11- <b>4.4</b>	8- <b>2</b>	10- <b>5</b>	-	2- <b>1</b>	4- <b>1.3</b>	0			<b>2</b>	-	-
1993	6- <b>3</b>	7- <b>2</b>	16- <b>3.5</b>	3- <b>1</b>	6- <b>3</b>	4- <b>1.3</b>	6- <b>2.4</b>	-	-	3- <b>2</b>	3- <b>1.5</b>	3- <b>1.5</b>
1994	1- <b>0.6</b>	5- <b>2</b>	2- <b>1</b>	6- <b>2</b>	4- <b>1.3</b>	11- <b>5.5</b>	2- <b>1</b>			4- <b>2</b>	2- <b>1</b>	6- <b>3</b>
1995	5-4 <b>3.3</b>	5- <b>1.4</b>	11- <b>2.7</b>	4-6 <b>1.6</b>	17- <b>4.8</b>	16- <b>5.3</b>	3-5 <b>2</b>			6- <b>4</b>	-	8- <b>4</b>
1996	10- <b>2.8</b>	15- <b>3.7</b>	4- <b>1.3</b>	6- <b>2.4</b>	<b>3</b>	7- <b>2</b>	21- <b>7</b>			4- <b>2.6</b>	9- <b>2.5</b>	5- <b>2</b>
1997	7- <b>3.5</b>	7- <b>2</b>	2- <b>0.6</b>									

	jan	fev	mars	avril	mai	Juin	juill	aout	sept	oct	nov	dec
2010						-	2	3	-	2	1	4
2011	4	3	9	-	3	1	2	-	1	-	-	4
2012	2	1	-	2	1	2	2	-	1	2	1	-
2013	2	1	-	2	-	7	4	-	2	3	1	1
2014	1	-	2	-	-	1	2	-	-	-	1	-
2015	2	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-
2016	2	-	-	-	-	1						

	jan	fev	mars	avril	mai	Juin	juill	aout	sept	oct	nov	dec
2016							1	-	-	-	-	-
2017	1	2	3	1	-	1	4	-	2	5	-	-
2018	1	4	1	4	-	3	1	-	1	1	2	7
2019	1	4	-	3	2	-	1	-	-	-	-	-



## ANNEXE 8 – Interruptions non reportées dans *Hansard*

### D. CAMERON - 27 avril 2016

**Nb d'interruptions sanctionnées par un rappel du *Speaker* : 1**

**Nb d'interruptions indiquées dans *Hansard* par [interruption] :**

Col 1422: D. Cameron: .... our schools, and I want a system where heads and teachers run schools, not bureaucrats.

Jeremy Corbyn: Well, there wasn't much of an answer there. Will the Prime Minister tell the House— [Interruption = **Answer ! Shhhhhh ! Corbyn s'arrête**] If Conservative Members would be patient, they might hear the simple question that I am putting to the Prime Minister. Will he tell the House whether he will bring forward legislation to force good and outstanding schools to become academies against their wishes in the upcoming Queen's Speech? Yes or no?

Col. 1424: Corbyn A pattern seems to be developing. [Interruption **dure longtemps et devrait être sanctionnée**] It is quite simply this: the

Col. 1425: Angus Robertson : As in the 1930s, there are thousands— [Interruption **show some respect = injonction adressée aux conservateurs**]

**Nb d'interruptions non reportées dans *Hansard*, ni sanctionnées :**

Col. 1423: Corbyn: The Prime Minister will be aware that repeats on television sometimes get more viewers than they did the first time round. [**ANSWER JEREMY ! mais corbyn ne s'arrête pas**] The chief executive of the largest academy chain in London, the Harris Academy, has warned that a far more fundamental thing that the Prime Minister should be worrying about, rather than whether schools should become academies or not, is teacher shortages.

Col. 1425: PM: The other pattern that I have noticed, standing at this Dispatch Box, is that I am on my fifth Labour leader—and if he carries on like this, I will soon be on my sixth.

Byron Davies (Gower) (Con)Q2. The [**huées en réponse à un gros tacle de cameron, huée dure longtemps**] Government package to help potential buyers of the Tata Steel site in Port Talbot is substantial and befits the tremendous bipartisan endeavours this Government have undertaken

---

### Theresa May - 15 MARS 2017

**Interruptions non reportées :**

Col. 386: Jeremy Corbyn: Given that this Government propose to borrow more between now and 2020 than the entire borrowing of all Labour Governments put together, we do not need lectures

from them on that. ----→ [huées] Mr Speaker, [huées] Mr Speaker coming [huées] from a government that proposes to

Fin col. 387: Jeremy Corbyn: We have a Government U-turn, no apology, and a Budget [interruption à déchiffrer + rires très forts] that falls most heavily on those with the least broad shoulders, with cuts to schools, cuts to social care and cuts to support for people with disabilities. That is the agenda of the right hon. Lady's Government, and everybody knows it.

**Annexe 9 – Revendications de compétence et accusation d'incompétence : sujets majeurs et mineurs**

	J.	Major			D.	Came ron			T.	May		
<b>SUJETS majeurs</b>	Comp	incom	<b>Total</b>		Comp	Incom	<b>Total</b>		Comp	Incom	<b>Total</b>	
Economie	1.07	1.56	<b>2.63</b>		1.50	2.75	<b>4.25</b>		1.08	1.21	<b>2.29</b>	
Emploi – chômage- Précarité - formation	0.40	0.44	<b>0.84</b>		0.65	0.32	<b>0.97</b>		0.55	0.32	<b>0.87</b>	
<i>NHS / Santé</i>	0.36	0.32	<b>0.68</b>		0.82	0.90	<b>1.72</b>		0.62	0.45	<b>1.07</b>	
Éducation – écoles	0.17	0.29	<b>0.46</b>		0.21	0.31	<b>0.52</b>		0.46	0.15	<b>0.61</b>	
<i>Welfare / pension / sécurité sociale</i>	0.08	0.11	<b>0.19</b>		0.50	0.54	<b>1.04</b>		0.55	0.27	<b>0.82</b>	
Sécurité / law and order	0.20	0.36	<b>0.56</b>		0.18	0.28	<b>0.46</b>		0.29	0.18	<b>0.47</b>	
<i>Local council / local gvt</i>	0.17	0.55	<b>0.72</b>		0.07	0.06	<b>0.13</b>		0.20	0.14	<b>0.34</b>	
Logement	0.08	0.09	<b>0.17</b>		0.15	0.19	<b>0.34</b>		0.36	0.19	<b>0.55</b>	
<b>Sous-Total</b>	2.56	3.76	<b>6.25</b>		4.08	5.35	<b>9.43</b>		4.11	2.91	<b>7.02</b>	
<b>Tx d'évolution</b>			↑-----	----	-----	-----→	<b>+ 50.88%</b>					
							↑-----	--	-----	----→	<b>-25.55%</b>	
			↑-----	----	-----	-----	-----	--	-----	----→	<b>+12.32%</b>	
<b>Sujets mineurs</b>												
Services Publics	0.02	0.01	<b>0.03</b>						0.04	0.05	<b>0.09</b>	
Salaires/revenus = hausse – contrôle des bonus	0.006	0.006	<b>0.012</b>		0.08	0.07	<b>0.15</b>		0.22	0.02	<b>0.24</b>	
Transport - Infrastructure	0.006	0.01	<b>0.016</b>		0.13	0.12	<b>0.25</b>		0.06	0.04	<b>0.1</b>	
Energie	0	0.006	<b>0.006</b>		0.005	0.03	<b>0.035</b>		0.02	0	<b>0.02</b>	
Environnement – écologie Agriculture – forêt	0.01	0	<b>0.01</b>		0.11	0.06	<b>0.17</b>		0.21	0.01	<b>0.22</b>	
<i>Tax avoidance</i>					0.10	0.08	<b>0.18</b>		0.02	0	<b>0.02</b>	
Politique étrangère	0.01	0.006	<b>0.016</b>		0.02	0.01	<b>0.03</b>		0.01	0.01	<b>0.2</b>	

aide internationale												
Europe - Brexit	0	0.006	<b>0.006</b>		0.005	0	<b>0.005</b>		0.29	0.35	<b>0.64</b>	
Immigration - frontières	0	0			0.14	0.19	<b>0.33</b>		0.02	0	<b>0.02</b>	
Pauvreté					0.06	0.02	<b>0.08</b>					
Inégalités - droits					0.06	0.005	<b>0.065</b>		0.17	0.08	<b>0.25</b>	
Sous-total	0.052	0.044	<b>0.096</b>		0.71	0.58	<b>1.29</b>		1.06	0.56	<b>1.8</b>	
<b>TOTAL majeurs + mineurs</b>	<b>2.65</b>	<b>3.81</b>	<b>6.46</b>		<b>4.86</b>	<b>6.02</b>	<b>10.88</b>		<b>5.2</b>	<b>3.48</b>	<b>8.68</b>	
<b>Taux d'évolution</b>			↑-----	-----	-----	-----	-----→					
							↑-----	--	-----	-----→	- 20.22%	
			↑-----	-----	-----	-----	-----	--	-----	-----→	+ 34.36%	

Cameron augmente le territoire idéologique (avec les sujets mineurs) de près de 20% par rapport à John Major (on passe de 50.88% à 68.42% = 17,54%, car on considère que l'on part de 0 concernant les sujets mineurs pour John Major).

T. May, quant à elle, augmente le territoire de plus de 20 % (22.04%) par rapport à J Major

Cependant les sujets mineurs de prédilection de David Cameron et de Theresa May sont différents donc ils ne se cumulent pas.

### Annexe 10 – Nombre total des compétences et incompétences additionnées

	jan	fev	mars	avril	mai	Juin	juill	a	sept	oct	nov	dec
1991	1- <b>0.3</b>	22- <b>5.5</b>	18- <b>7.2</b>	24- <b>9.6</b>	29- <b>9.6</b>	40- <b>11.4</b>	24- <b>9.6</b>		-	-	22- <b>6.2</b>	12 <b>12</b>
1992	33- <b>13.2</b>	53- <b>13.25</b>	30- <b>15</b>	-	10- <b>5</b>	15- <b>5</b>	5 <b>5</b>		-	6- <b>3</b>	-	13- <b>8.6</b>
1993	23- <b>11.5</b>	20- <b>5.7</b>	16- <b>3.5</b>	13- <b>4.3</b>	10- <b>3.3</b>	30- <b>10</b>	10- <b>4</b>		-	1- <b>0.6</b>	7- <b>3.5</b>	16- <b>8</b>
1994	10- <b>6.6</b>	16- <b>6.4</b>	17- <b>8.5</b>	26- <b>8.6</b>	21- <b>7</b>	7- <b>3.5</b>	3- <b>1.5</b>		-	6- <b>3</b>	4- <b>2</b>	6- <b>3</b>
1995	4- <b>2.6</b>	12- <b>3.4</b>	32- <b>8</b>	14- <b>5.6</b>	30- <b>8.5</b>	21- <b>7</b>	3- <b>2</b>		-	13- <b>8.6</b>	-	7- <b>3.5</b>
1996	13- <b>3.7</b>	10- <b>2.5</b>	10- <b>3.3</b>	22- <b>8.8</b>	6	14- <b>4</b>	34- <b>11.3</b>		-	5- <b>3.3</b>	36- <b>10.2</b>	16- <b>6.4</b>
1997	18- <b>9</b>	21- <b>6</b>	25- <b>8.3</b>	-	-	-	-			-	-	-

	jan	fev	mars	avril	mai	Juin	juill	a	sept	oct	nov	dec
2010						53- <b>10.6</b>	17- <b>8.5</b>		4	27- <b>9</b>	23- <b>7.6</b>	30- <b>10</b>
2011	29- <b>9.6</b>	45- <b>15</b>	52- <b>10.4</b>	13- <b>6.5</b>	60- <b>20</b>	50- <b>12.5</b>	9- <b>4.5</b>		16- <b>8</b>	33- <b>11</b>	39- <b>9.7</b>	22- <b>11</b>
2012	21- <b>7</b>	36- <b>9</b>	2- <b>1</b>	17- <b>8.5</b>	34- <b>17</b>	21- <b>10.5</b>	19- <b>9.5</b>		15- <b>7.5</b>	20- <b>6.6</b>	28- <b>14</b>	56- <b>18.5</b>
2013	30- <b>10</b>	46- <b>15.3</b>	52- <b>17.3</b>	17	-	81- <b>20.2</b>	21- <b>7</b>		43- <b>21.5</b>	69- <b>17.2</b>	42- <b>14</b>	32- <b>16</b>
2014	42- <b>10.5</b>	43- <b>14.3</b>	33- <b>11</b>	35- <b>11.6</b>	17- <b>8.5</b>	20- <b>6.6</b>	35- <b>11.6</b>		3	52- <b>17.3</b>	39- <b>13</b>	23- <b>11.5</b>
2015	62- <b>15.5</b>	47- <b>15.6</b>	60- <b>15</b>	-	-	9- <b>4.5</b>	11- <b>5.5</b>		7- <b>6.5</b>	16- <b>5.3</b>	13- <b>6.5</b>	11- <b>5.5</b>
2016	39- <b>9.7</b>	21- <b>7</b>	31- <b>7.7</b>	17- <b>5.6</b>	11- <b>5.5</b>	3- <b>1</b>	10- <b>5</b>					

	jan	fev	mars	avril	mai	Juin	juill	a	sept	oct	nov	dec
2016							9- <b>4.5</b>		14- <b>7</b>	10- <b>3.3</b>	19- <b>4.7</b>	3 <b>3</b>
2017	12- <b>4</b>	26- <b>8.6</b>	32- <b>10.6</b>	82- <b>41</b>	-	1 <b>1</b>	34- <b>17</b>		24- <b>12</b>	28- <b>9.3</b>	33- <b>11</b>	34- <b>17</b>
2018	20 <b>6.6</b>	27 <b>9</b>	35 <b>8.7</b>	7 <b>3.5</b>	29 <b>7.2</b>	38 <b>9.5</b>	11 <b>5.5</b>	-	7 <b>3.5</b>	32 <b>8</b>	15 <b>5</b>	20 <b>6.6</b>
2019	33 <b>8.2</b>	20 <b>6.6</b>	27 <b>6.7</b>	41 <b>20.5</b>	70 <b>17.5</b>	27 <b>9</b>	32 <b>8</b>		-	-	-	-

## Annexe 11 – Trois procédés de défense du territoire

### 1 - Opposition entre la compétence du parti conservateur et l'incompétence du parti travailliste

04/09/2013, vol. 567, col. 305. D. Cameron: It is time for them to explain that they were wrong and we were right.

04/02/2015, vol. 592, col 265. D. Cameron: That is the choice: competence from us, chaos from them

### 2 - Capacité du parti conservateur à résoudre un problème

11/09/2013, vol. 567, col. 971. D. Cameron: Under this Government, the top rate of tax will be higher than in any year when he or the shadow Chancellor sat and advised the last, disastrous Labour Government. That is the truth of it. **This Government are making good the mess that he made in government.**

19/11/1996, vol. 285, col 833. Mr. Riddick / Is my right hon. Friend aware that unemployment in my constituency has fallen by 640—22 per cent—since the beginning of the year? Is not a reason for that good news the fact that the United Kingdom has a stable industrial climate with few strikes, except in the public sector? **Is it not true that only a Conservative Government can be relied upon to do anything about that problem** because the Labour party, with its strong links to the unions, is still the strikers' friend?*[Interruption.]*

04/09/2013, vol. 567, col 305. D. Cameron: these are early days—**but it is because of the tough decisions that this Government took that we can now see progress.**

### 3 - Mise à l'agenda forcée d'un thème par le Premier ministre

19/01/1993, vol. 217, col. 256. J. Major The right hon. and learned Gentleman also forgot to mention another record of mine; the record for bringing down inflation so that we can recreate lasting jobs

14/11/1996, vol. 285, col. 482. J. Major: I had fondly suspected today that the right hon. Gentleman might have broken with tradition and mentioned the fall in unemployment, which his party is supposed to care about

15/10/2014, vol. 586, col. 292. D. Cameron: Instead of casting aspersions, why does not the right hon. Gentleman get back to talking about the economy?

13/09/2017, vol. 628, col. 834. T. May: Once again, there are a few things about people's circumstances that the right hon. Gentleman failed to mention—things that the Government have done, such as giving a tax cut to 30 million people. For a basic rate taxpayer, that means £1,000 more in their pocket. That is what sound management of the economy by a Conservative Government delivers for people.

## **ANNEXE 11 – Procédés de mise en scène / de dramatisation**

### **Saynètes, sketches, jeux de mots, bons mots, humour**

**12/03/1992, vol. 205 col. 968.** The Prime Minister: We have better than a debate—we have a general election, at which the case can be taken to the people. If I accurately recall my Shakespeare:

""He draweth out the thread of his verbosity finer than the staple of his argument.""

Appropriately, that quote comes from "Love's Labour's Lost"—and Labour will lose—[Interruption.]

**25/01/2012 vol.539 col. 291.**

Mrs Eleanor Laing : Today is the anniversary of the birth of the great Scottish poet Robert Burns. Does the Prime Minister agree with Burns's impassioned plea for the unity of our nation in his poem, "The Dumfries Volunteers",

"Be Britain still to Britain true,

Amang oursels united;

For never but by British hands

Maun British wrangs be righted!?"

The Prime Minister: I am grateful to my hon. Friend for her question, and the point she makes is a good one. Burns night will be celebrated not just across Scotland but across the whole of the United Kingdom and in many parts of the world. When I hear the Scottish nationalists, who are so keen to leave the UK yet so anxious about having a referendum, I think that perhaps they should remember Burns's words when he referred to the

"Wee, sleekit, cowrin, tim'rous beastie,

O, what a panic's in thy breastie!"

**11/02/1997, vol. 290, col. 138. (ATTENTION à regarder en video):** Mr. Devlin Will by right hon. Friend confirm that, since 1979, average pensioner incomes have improved by 50 per cent. over and above inflation? Will he also confirm that 90 per cent. of today's pensioners reaching retirement age have an income in addition to their state pension? Does he think that that will be a comfort to the hon. Member for Bolsover (Mr. Skinner) on his 65th birthday today?

The Prime Minister: I should like to wish the hon. Member for Bolsover (Mr. Skinner) a very happy birthday. [HON. MEMBERS: "Hear, hear."] That is warmly echoed by my hon. Friends. Wrong though the hon. Gentleman has been on almost every issue during his long parliamentary career—in a minute, he is going to say that he is not 65 and I am fiddling the figures—I hope that he smiles before he is 66.

**24/06/1993, vol.227, col. 444. (ATTENTION à regarder en video):** Sir Peter Tapsell: Does my right hon. Friend recall that, when Mr. Baldwin, in his day, was under assault from the press barons of that time, his retort was that the newspapers were seeking to exercise power without responsibility, which is the traditional role of the harlot?

The Prime Minister I will reply in a parody of the words of another great Englishman: Assault? I see no assault.

**19/01/1993, vol. 217, col 260.** Mr. Field: Does my right hon. Friend welcome the publication of the highway code today? Will he ensure that copies are made available to Opposition Members, some of whom seem to be stuck on a roundabout, uncertain as to which exit to take, while others seem intent on overtaking their leaders on the inside, while we on the Government side look forward to a major road ahead?

The Prime Minister: I should like, if I may, to try to respond to that testing question. I very much welcome the publication of the new highway code. I am bound to say that it does seem to me extremely important that the Leader of the Opposition perhaps should study it. He might learn, after his proposals this morning, that he should not signal right when he is turning left.

**08/02/2017 vol. 621** (pas de colonne). PM: The right hon. Gentleman comes to the Dispatch Box making all sorts of claims. Yet again, what we get from Labour is alternative facts; what it really needs is an alternative leader.

**Ibid.** Patrick Grady (SNP) Q3. Does the Prime Minister agree that in a 21st-century Parliament the rules should not enable any Member to speak for 58 minutes in a three-hour debate? Does she agree that the rules of the House should be changed to prevent filibustering and ensure that Members on both sides of the House get a fair share of the time available? (908648)

PM: I find that a rather curious question from the hon. Gentleman. As it happens, last night I was out of the House between the two votes. I switched on the BBC parliamentary channel and I saw the hon. Gentleman speaking. I turned over to something else. I switched back to the parliamentary channel and he was still speaking. I switched over to something else. I switched back and he was still speaking. He is the last person to complain about filibustering in this House. *[Interruption.]*

**17/11/2010 vol 518, vol 580:** PM: Even the jokes are lame this week.

Let me tell you a few people we will not be employing. We will not have special advisers ordering around civil servants like Labour did. We will not be employing Damian McBride to smear the wives and families of politicians. We will not be employing Alastair Campbell to sex up dossiers to make the case for war. I have got a list—[Hon. Members: “More, more.”] Do you want some more? There is plenty more. I have got a whole list of people here who were employed by the last Government. Here is one, Ruth Mackenzie. She was a Labour party employee. She then became an expert adviser in the Department. What was her qualification? Well, according to *The Guardian*, “She speaks new Labour”. Well, there we are, that is a great qualification. There is another one here—

**09/01/1996, vol.269 col. 14.** Mr. Brooke: In his busy life, did my right hon. Friend have the opportunity yesterday to read in *The Times*, in the series on aging, a self-analysis by a middle-class married woman, in which she identified seven what she called

"irritating little signs of the spiral towards death",

and did he note that she placed at their heart having voted for the Liberal Democrats at the last general election?

The Prime Minister

As a matter of fact, I am afraid that I did not see that article, and I am extremely sorry that I missed it.



**21/02/2018 col.636, vol. 153.** PM: I set out in my speech in Munich last week exactly what we want that security partnership to cover, because we believe in ensuring that we are maintaining the security and safety of people here in the UK, but also in Europe. We are unconditionally committed to the safety and security of Europe. But may I congratulate him, because normally he stands up every week and asks me to sign a blank cheque? I know he likes Czechs, but really that is terribly depressing.

**06/03/2013, vol. 559, col. 950.** PM: What I would say to John and everyone like John is that under this Government, bonuses are one quarter of what they were when the right hon. Gentleman was in the Treasury. I will take lots of lectures from lots of people, but I do not have to listen to the croupier in the casino when it all went bust.

When the croupiers were in charge, where was the transparency? There was none. Where were the rules? There were none.

He can try and wave it away, but the right hon. Members for Doncaster North (Edward Miliband) and for Morley and Outwood (Ed Balls) were sitting in the casino when the wheels stopped spinning and the country nearly went bust.

### **Théâtralisation de la part des députés :**

**15/01/1991 vol. 183, col. 730.** Mrs. Gorman: Does my right hon. Friend agree that on a cold day such as today, young people should not be sleeping in our streets when they could be in the ample bosom of some kindly landlady who, but for the twin bogey men of the Rent Acts and the taxman, could be encouraged to let spare rooms? On such a cold day as this, we should be concentrating our minds on removing all the obstacles that prevent people from letting rooms in private houses.

The Prime Minister: My hon. Friend puts the matter most colourfully and is undoubtedly an encouragement to us all

**22/11/194, vol. 250, col. 467.** My hon. Friend makes his point in his usual crisp manner.

**Très haute théâtralisation mais rien dans Hansard 14/02/1991, vol.185 col. 993.** Sir Hal Miller : Does my right hon. Friend agree that reductions in interest rates following a fall in inflation will sharpen the already competitive position of our motor industry which increased exports last year by 18 per cent? Are not rising exports, rising investment and increased skill levels proof positive that we are achieving what Labour claims to want, and that we should stick with our policies, rather than cut and run?

**08/12/1992, 6'30.** MP très theatral et J.Major rit + 20/05/1993 Mr Clifton-Brown, col. 366+ 19/10/93 col. 144 (Mr Evans)= rien dans hansard + 07/12/93 Mr. Greenway

**16/03/1993, vol. 221, col. 165.** Mr. Brazier Does my right hon. Friend agree that the measure introduced temporarily last November to ease the Treasury rule on capital receipts for housing authorities was sensible? Will he join me in condemning what is happening in Canterbury, where the Treasury rule is being abused and the housing account is being raided by the Liberal-controlled authority to squander funds on leisure facilities?

The Prime Minister I was not myself aware of that particular point, but my hon. Friend has made me aware of it in a most forceful way. I shall pass it on to my right hon. Friend.

**14/05/1992, vol 207, col. 743.** Mr. David Evans: I congratulate the Prime Minister on his stunning victory at the general election. Will he take this opportunity to congratulate the people of Welwyn Hatfield on getting rid of a Labour administration after 13 years? Will he assure me that we shall not hold the next Conservative party conference in Sheffield and that we shall not close the conference in total darkness with fireworks going off? *[Interruption.]* They might all turn out to be damp squibs, as happened to the Labour party.

The Prime Minister: My hon. Friend makes his own distinctive points in his own distinctive way, and I have no doubt that the voters of Welwyn Hatfield, in returning him, have seen him do precisely what they expected of him.

**03/12/2014, vol. 589, col. 295.** PM They bankrupted our economy. We know that “Mrs Brown’s Boys” was a comedy; “Mr Brown’s Boys” was a tragedy.

**13/07/2016 vol. 613 col. 287.** D. cameron: Let me say something to the right hon. Gentleman about the democratic process of leadership elections, because I did say a couple of weeks ago—*[Interruption.]* I have to say that I am beginning to admire his tenacity. He is reminding me of the Black Knight in “Monty Python and the Holy Grail”. He has been kicked so many times, but he says, “Keep going, it’s only a flesh wound.” I admire that.

**03/12/2014, vol. 589, col. 295.** The Prime Minister: I simply make this prediction: in a moment or two, the right hon. Gentleman will be looking as awkward as when he ate that bacon sandwich.*[Interruption.]* Oh yes!

If we are talking about predictions, let us remember the right hon. Gentleman’s predictions. He said that our policy would lead to the disappearance of 1 million jobs—wrong. He said that it was a fantasy that the private sector would create the jobs—wrong. [Hon. Members: “Wrong!”] He said that we would choke off jobs and growth—[Hon. Members: “Wrong!”] The Opposition told us that there would be a lost decade, that there would be a double-dip recession and that there would be 1 million more people unemployed. They have been wrong on every single economic issue.

**22/02/12, vol. 540, col. 867.** PM: I will tell the right hon. Gentleman what is actually happening in the health service under this Government: waiting times for outpatients, down; waiting times for inpatients, down; the number of people waiting in total, down; the number of people waiting for more than a year, halved; hospital infections, down to their lowest level; and mixed-sex wards, down by 94%. That is our record. There are 4,000 more doctors, almost 1,000 more midwives and fewer managers. He talks about what people think about this Government, so let me remind him what his two-time candidate said about him this week:

“You are not articulating a vision or a destination, you’re not clearly identifying a course and no-one’s following you...My problem is that you are not a leader.”

I could not have put it better myself.

**12/01/2011, vol. 521, col 282.** PM: I think the right hon. Gentleman knows that this just is not working. We have ended up with a shadow Chancellor who cannot count, and a Labour leader who does not count. When the right hon. Gentleman was in the Treasury, what did he do when the

Government set up the regulatory system that failed? He did nothing. What did he do when they paid out £11 billion in bonuses to bankers? He did nothing. What did he do when they said that they had abolished boom and bust? He did nothing. He was the nothing man at the Treasury and he is the nothing man now that he is trying to run the Labour party.

**06/01/2016, vol. 604, col. 280.** The Prime Minister : My apologies for almost interrupting my hon. Friend's soliloquy—I am very sorry about that. The 400th anniversary of the death of Shakespeare is a very good moment for us to celebrate everything he has given to our language and our culture and, indeed, to the world. It is going to be a fantastic moment for people to visit Britain and come to see Stratford and all the other places that have such a great association with Shakespeare. I find that Shakespeare provides language for every moment. Let us consider what we are thinking about at the moment. There was a moment when it looked like this reshuffle could go into its twelfth night. It was a revenge reshuffle, so it was going to be as you like it. I think, though, we can conclude that it has turned into something of a comedy of errors—perhaps much ado about nothing. There will be those who worry that love's Labour's lost.

**13/07/2016 vo. 613, col 294. PM:** The last thing I would say is that you can achieve a lot of things in politics and get a lot of things done; in the end, public service and the national interest is what it is all about. Nothing is really impossible if you put your mind to it. After all, as I *once* said, I was the *future once*. [Applause.]

**20/07/2016 vol. 613, col. 819. PM:** I am interested that the right hon. Gentleman referred to the situation of some workers who might have job insecurity and potentially unscrupulous bosses. I suspect that many Members on the Opposition Benches might be familiar with an unscrupulous boss—a boss who does not listen to his workers, a boss who requires some of his workers to double their workload and maybe even a boss who exploits the rules to further his own career. Remind him of anybody ?

**Running joke :** Cameron compare l'élection du LO à une convention de start strek et utilise le slogan très populaire *Beam me up* puis plus tard à nouveau référence à *star trek and a black hole*

**25/03/2015, vol.594, col. 1424. LO:** So here is a straight question: will he now rule out a rise in VAT?

PM: In 43 days' time, I plan to arrange the right hon. Gentleman's retirement. But he is right: straight questions deserve straight answers, and the answer is yes.

LO: Now, if the Prime Minister is in the mood for straight answers, let us try him with another one. Can he confirm that a spending cut—[*Interruption.*]

PM: he right hon. Gentleman is wrong about that, but look: straight answer from me, straight question to him. I have ruled out VAT. Will he rule out national insurance contributions? Yes or no?

**Accessoires** = un cahier, un livre

**09/02/2011 vol. 523, col. 293. D. Cameron:** We were all waiting for the right hon. Gentleman's big idea, and we have now got it. Labour has published its fresh new ideas. The tree was chopped down, but there is nothing in the book. We all knew that we wanted a blank page, but no one thought that he would publish a whole book of them. What are his plans? What are his great ideas? He has not got

a single idea for making this country a better place. Instead of sniping, why does he not join in and work out how we could build a bigger society in our country?

**07/07/2010, vol. 513, col. 364-365.** PM: The shadow Foreign Secretary is shouting and shaking his head. Gun crime and violent crime almost doubled under the last Government. There is going to be a rush of new Labour memoirs coming up, so perhaps hon. Members should start with the report of the spin doctor who worked for the last Prime Minister, who—

Mr Speaker: Order. No, we will not bother with that.

Cameron Mr Speaker, I was only trying to boost sales.

**26/04/2017 :** T May brandit une photocopie d'un site internet et cite les gens qui ont posté une critique sur J. Corbyn.

**12/09/2012, vol 550, col 276.** PM: This is an economy that has generated 1 million new private sector jobs. I know the right hon. Gentleman does not want to talk about predistribution, but I have done a little work and I can tell him about his new guru. His new guru, the man who invented predistribution, is called—and I am not making this up—*[Interruption.]* They do not want to hear — *[Interruption.]*

Mr Speaker: Order. Members on both sides of the House need to calm down. Let us hear the Prime Minister's answer.

The Prime Minister I am surprised that Labour Members do not want to hear about their new guru. He is called Mr J Hacker, and Mr J Hacker's recommendation is that we spend an extra £200 billion and borrow an extra £200 billion in this Parliament. From the work I have done, I have discovered his new book: it is published by Princeton University Press and it is called "The Road to Nowhere". The right hon. Gentleman does not need to read it; he is there already.

**13/03/ 2013, vol. 560, col. 305.** PM: Let me say to the hon. Gentleman that I will pay all of the taxes that I am meant to. *[Interruption.]* Let me just point out one small point. I had a letter this week which I thought people might enjoy. It is from Ed who lives in Camden. It says this: "I am a millionaire. I live in a house worth £2 million which I got through a combination of inheritance and property speculation. I am worried that if I sell my house and buy another one, I will have to pay the 7% stamp duty that the wicked Tories have introduced. Under Labour, we talked about fairness but we never made the rich pay more. What should a champagne socialist like me do?"

**17/12/2014 vol. 589, col. 1397.** PM: We do not need to raise taxes because we have a plan for efficiencies in spending. It is the Labour party that does not have a plan. The right hon. Gentleman asks what has changed for real people over the past year, and I will tell him: 588,000 people who did not have a job last year have one this year. Long-term unemployment has fallen. Youth unemployment has fallen. You might have thought that the Labour party would welcome those things. It is Christmas, so we should all enter into the Christmas spirit. I have had my Christmas present a little early, because I have here the document being sent to every Labour MP. In case they

have not had time to read it, let me advise them that if they go to page 17—*[Interruption.]* Be patient. It is there in black and white: on managing the economy, the Conservatives have a 17-point lead. Thank you.

### **Double entendre**

**19/10/2016, vol. 615, col. 795.** Mr. Bone: May I associate myself with the remarks of the Prime Minister? I am of an age that I can remember the terrible black and white film of this tragedy. It affected everyone. We in this House pass on our thoughts to the people of Aberfan today.

Mr Speaker, as you might know it is my birthday today. The Prime Minister has already given me a huge birthday present by letting everyone know that we will be out of the European Union no later than 31 March 2019. May I press her for another present? Her excellent policy of closing Victorian prisons and opening modern ones is spot-on. Will she support the reopening of Wellingborough prison as part of this excellent programme, or would she rather just sing happy birthday?

The Prime Minister: I am very happy to wish my hon. Friend a very happy birthday today: many happy returns! I hope that Mrs Bone is going to treat the occasion in an appropriate manner.  
*[Laughter.]*

Mr Speaker: Order. I want to hear what is coming next.

The Prime Minister : Calm down, Mr Speaker.

**16/11/2016 vol. 617, col 235.** Mr Richard Bacon (cons): Following the election of Mr Trump, and given the very welcome progress made in our society by women and those from ethnic minorities, what message of reassurance does the Prime Minister have for fat, middle-aged white men, who may feel that we have been left behind?

PM: That is a very interesting point. Perhaps my hon. Friend would like to come up and see me some time.

### **Choeurs**

**11/10/2017 Vol 629, col 325.** The Prime Minister : Let me tell the right hon. Gentleman what the record of this Government is: the deficit is down by more than two thirds; 3 million more people are in jobs; 1.8 million more children are in good or outstanding schools; more people are visiting A&E; more people are getting operations than ever before; there are record levels of funding into the NHS; and there are record levels of funding into our schools. What did we see about the Labour party from its conference? *[Interruption.]* Wait for it.

**30/03/1993, vol. 222, col.154** The Prime Minister: I award the hon. Gentleman the prize for the cheekiest question this year. Let me tell him that the 10 highest taxes in band C are Harlow—Labour; Newcastle—Labour; Greenwich—Labour; Manchester —Labour; Haringey—Labour; Liverpool—Labour; Hendon—Labour; North Tyneside—Labour; Salford— Labour; and Derwentshire—Labour, all at band C. The lowest are Wellingborough—Conservative; Westminster —Conservative; Isle of Scilly—Independent; City of London—Independent; Hambleton—Conservative; Hinckley and

Bosworth—Conservative; Huntingdonshire —Conservative; Basingstoke—Conservative; South Cambs—Independent, and Fareham—Conservative.

**15/11/2017, vol. 631, col. 358.** PM: Actually, I think this is a major moment: the right hon. Gentleman has got something right today. We are the Government and he is the Opposition. On the NHS, there are 1,800 more patients seen within the four-hour A&E standard every single day compared with 2010. He talks about school funding. We are putting more money into our school budget. We are seeing record levels of funding going into our schools. This Government are the first Government in decades who have actually gripped the issue of a fairer national funding formula, and we are putting that into practice. But you can only put record levels of money into your NHS and your schools with a strong economy, and what do we see as a result of policies that this Conservative Government have put in place? Income inequality: down under the Conservatives, up under Labour. Unemployment: down under the Conservatives, up under Labour. Workless households: down under the Conservatives, up under Labour. Deficit: down under the Conservatives, up under Labour. The right hon. Gentleman is planning a run on the pound; we are building a Britain fit for the future.

**16/07/1996, vol. 281 col. 940. J. Major:** While the right hon. Gentleman is concerned about economic performance, let me mention the things that he neglected to mention: the lowest level of inflation for 50 years; the lowest mortgage rates for 30 years—[HON. MEMBERS: "More."]—four years of falling unemployment and increasing employment—[HON. MEMBERS: "More."]—the lowest rate of basic tax for 50 years—[HON. MEMBERS: "More."]—disposable income rising way above inflation—[HON. MEMBERS: "More."]—No. 1 in Europe for investment—[HON. MEMBERS: "More."]—in the interests of other questioners, I shall stop there, but there is far more to the success of the Government's policies.

**20/03/1997, vol. 292, col. 1072.** The Prime Minister: The stain, if stain there will be, is upon a Labour Front Bench that has smeared and smeared and smeared again. The Labour leader has traded in double standards from the moment he took up office. This is the Labour leader who sells policy to the trade unions for cash—[HON. MEMBERS: "Hear, hear."]; who refuses to comply with the code of practice on party funding—[HON. MEMBERS: "Hear, hear."]; who calls for party openness but will not publish the secret funds of his own office—[HON. MEMBERS: "Hear, hear."]; who attacks share options but takes money from millionaires for his own party—[HON. MEMBERS: "Hear, hear."]; who attacks business men and asks them to fund things for him, who flew Concorde and failed to declare it—[HON. MEMBERS: "Hear, hear."]; who has a deputy leader who spends a weekend at a five-star hotel and does not declare it—[HON. MEMBERS: "Hear, hear."]; and who flies to the other side of the world to do newspaper deals and never admits to them—[HON. MEMBERS: "Hear, hear."] If there are any double standards, they sit there—on the Opposition Benches.

**25/06/1996, vol. 280, col. 149.** Mr. Evans: Will my right hon. Friend remind me and all those people under 35 years of age whether it was a Conservative Government who let inflation rip to 26.9 per cent? [HON. MEMBERS: "NO."] Was it a Conservative Government who allowed the higher rate of tax to go to 98p in the pound? [HON. MEMBERS: "NO."] Was it a Conservative Government who did not pay the senior citizens' Christmas bonus? [HON. MEMBERS: "NO."] Was it a Conservative Government who had 176 Members of Parliament totally sponsored by the unions? [HON. MEMBERS: "NO."] Or—[*Interruption.*]

Madam Speaker: Order. No wonder I get so many complaints in my mail bag every day about Prime Minister's Question Time. Will the hon. Gentleman please bring his question to a conclusion?

Mr. Evans: Or was it that lot opposite? [HON. MEMBERS: "Yes."]

The Prime Minister: The answer to my hon. Friend, as I heard it, was no, no, no, no and yes.

**14/04/1994, vol. 241, col. 417.** Mr. Evans: Is my right hon. Friend aware that Janice takes quite a lot of interest in this place and she would like to know whether it was a Conservative party that won the last four general elections, with a record 14 million votes in the last election? Could he also tell Janice whether it was a Conservative Government who imposed a higher rate of tax in 1978? Was it 40p? [HON. MEMBERS: "No."] Was it 60p? [HON. MEMBERS: "No."] Was it 70p? [HON. MEMBERS: "No."] Was it 90p? [HON. MEMBERS: "No."] Was it 98p? [HON. MEMBERS: "Yes."] And if it was not a Conservative Government, was it that lot opposite?

Hon. Members: Yes.

The Prime Minister: I believe that the answer is yes, and I think that my hon. Friend can safely tell Janice that.

**09/03/2011, vol. 524, col. 902.** The Prime Minister: The usual pre-scripted questions that he dreamt up earlier. The question is: has he got a reform plan for the NHS? [Hon. Members: "No!"] Has he got a police reform plan? [Hon. Members: "No!"] Has he got a plan to cut the deficit? [Hon. Members: "No!"] It is no wonder that the former Foreign Secretary has just said that

"the...Left is losing elections on an unprecedented scale because it has lost control of the political agenda...it is also losing key arguments" —

and it has a

"deficit in ideas".

That is what he said, and he is absolutely right.

**08/12/2010, vol. 520, col. 306.** The Prime Minister: I certainly learned one thing: when it comes to breaking promises, politicians have got nothing on football management—there is no doubt about that. [*Interruption.*] Before Labour Members all start pointing, we should just remember who it was who said, "We will never introduce tuition fees." Who said, "We will never introduce top-up fees"? Who said "We will back the Browne review"? Who is now an organised hypocrisy?

### Annexe 13 - Les faux-pas

	Comportement en coulisses	Réactions affectives	Maladresses Situationnelles :  Verbales : lapsus, élocution défailante, quiproquo, la méprise, l'impair (confusion)	Aveux de faiblesse	Total
J. Major	25 occurrences sur 150 séances PM rit avec l'opposition Rit trop longtemps Rit trop aux mise en scène des MPs (ex :14/04/94)	25/04/1996 J Major surpris par l'info que contient la question d'un MP conservateur sur le Labour et le montre trop 10'00 col 584	24/01/91 25/04/91 03/03/92 08/12/92 18/01/94 18/04/95 28/02/95 27/02/96 25/04/96	Dissensions: 22/11/94, Mr Winterton: so that the press and the Conservative jobs can give it the attention it deserves? 10/12/96 vol. 287, col 116 he right hon. Gentleman knows full well that he has precisely the same divisions on his own Back Benches.	
D. Cameron	25/03/15: MP Andrew Percy: I had to say at least once.	27/04/11: calm down dear ! vol. 527, col 170 27/01/16 vol 605 col 261 : they met a bunch of migrants 24/02/16 vol 606, col 291 put on a proper suit, do up your tie...	17/11/10 28/11/12 05/12/12 11/09/13 29/01/14 14/05/14 (pronon circonscription) 03/12/14 (masodism) 25/03/15	Dissension: 08/06/16 vol 611, col 1183 I do not agree with what my right hon. Friend the Member for Surrey Heath (Michael Gove) said, and I do not agree with what my right hon. Friend the Member for Witham (Priti Patel)	
T. May	0	0	02/11/16 08/02/17 22/02/17 11/10/17 (whoops) 18/10/17 10/01/18 (fin 318)	Excuses : 02/05/18 X3 18/04/18 29/04/18  Dissension : 18/07/18 X2 23/01/19 X2 13/03/19	



## Outrage

27/04/11: **Calm down dear!**

27/01/16 col. 261. They met the unions and they gave them flying pickets. They met the Argentinians; they gave them the Falkland Islands. They (Corbyn and McDonnell) **met a bunch of migrants in Calais**; they said they could all come to Britain. The only people they never stand up for are the British people and hard-working taxpayers.

24/02/2016, PM I am very proud of the NHS in Oxfordshire and everyone who works in it. Having met the head of the Oxford Radcliffe trust recently, I know that he supports the move towards more seven-day services. That is absolutely vital.

Carolyn Harris (Swansea East) (Lab) Ask your mother!

The Prime Minister Ask my mother? I know what my mother would say. She would look across the Dispatch Box and say, **“Put on a proper suit, do up your tie and sing the national anthem.”**

NB : dans sa dernière *PMQs* D. Cameron fait une sorte de *mea culpa* sur les habits de J. Corbyn  
13/07/16 col. 289.

## John MAJOR - Maladdresses

24/01/91 vol. 184, col. 453. J Major informe qu’il a eu la supplementary question en avance et y répond sans que la dite-question soit posée. Il s’en rend compte et I am sorry—I will let the hon. Gentleman ask his supplementary question. Et le député travailliste (Mr Barnes) laisse ses camarades se moquer du PM et le Speaker doit rappeler la Chambre à l’ordre. **(Erreur procédure)**

25/04/91 John Major se trompe dans le protocole des questions-réponses. Il fait comme s’il avait déjà répondu à des questions et demande à la députée travailliste de se référer à la réponse qu’il a donnée il y a qqs instants. Les députés de l’opposition ne manquent pas de se moquer de lui et le Speaker doit rappeler la chambre à l’ordre. **(Erreur de procédure)**

03/03/92 John Major ne se lève pas après l’appel de la question pour donner ses engagements. Les MPs doivent l’appeler à se lever

08/12/92 PM ne s’aperçoit pas que le MP a fini sa question et reste assis. L’opposition rit

18/01/94 (4’00) col 703, John Major est perdu dans ses notes et cherche à gagner du temps en répétant As the Hon knows, et s’excuse même auprès de LO et bien sûr les députés se moquent de lui

18/04/95 PM se trompe dans ses notes (5’50, col. 16) et commence à lire la mauvaise réponse. Les députés de moquent de lui.

28/02/95

27/02/96 Lapsus col. 717 : Gentleman au lieu de Lady

## David Cameron - Maladdresses

17/11/10 **lapsus**: col. 883: to make sure we have better choice, faster wheelchairs—[Interruption.] Sorry. We should get the wheelchairs a bit faster.

28/11/12 col 218, Ed Miliband attaque violemment Cameron et ce dernier se lève avant la fin de la question du LO et il se fait railler par Ed Miliband pour ce faux-pas (Calm down, calm down). The Prime Minister just cannot keep his cool when he knows he is losing the argument, and it is the British people who are paying the price for his failure.

05/12/12 Lapsus = In addition to duties in my house—[Interruption]—I am sorry, in this House. [Laughter.] You would have thought I'd got used to it by now. Vol 554, Col 860

11/09/13 : se lève avant la fin de la question et se fait casser

29/01/14 : *idem*

14/05/14 (prononciation d'une circonscription) : the global fund promoted by the former Prime Minister, the right hon. Member for Kirk—er, and—[Interruption.] The right hon. Member for Kirkcaldy and Cowdenbeath (Mr Brown); thank you very much.

03/12/14 Lapsus (masodism) Au lieu de Sado masochism il dit *masosadism* et il se corrige plus tard gros bordel (vol. col. 298) I think we have just found the first ever example of political masosadism. [Interruption.] *Labour: you screwed it up !*

*Col. 299 : Let me be clear: I meant to say 'masochism'. I am sorry, Mr Speaker. Normally I say that the shadow Chancellor likes to dish it out but cannot take it, but after this quote I think he obviously quite likes taking it as well. So there we are. [Laughter.] We have learned a lot of interesting things today.*

25/03/15 vol. 594, col. 1430

First, I pay tribute to the hon. Gentleman, who is standing down at the election. He has been a Member of Parliament for—[Interruption.] He is not?

Michael Connarty: I am not.

The Prime Minister: I am sorry. Let me rephrase that. [Interruption.] I want to defend my team, because this is my 146th appearance at the Dispatch Box for Prime

Minister's questions, and they normally get these things right. Let me pay tribute to the hon. Gentleman anyway and wish him luck in the current battle he has in his constituency.

### **Theresa MAY - Maladdresses**

02/11/16, col. 880: First, may I congratulate the right hon. Gentleman on the birth, I understand, of his granddaughter? [Interruption.] No? I am sorry. In that case, I am completely mystified. [Interruption.] In that case—[Interruption.] Wait for it. In that case, perhaps one should never trust a former Chief Whip. [Interruption.] (Mrs May was quick to turn the blame on Conservative Party Chairman Sir Patrick McLoughlin for dealing her "misinformation".)

J. Corbyn: It is a bit unfair to blame a former Chief Whip for some little bit of confusion—very ungallant.

08/02/17 Lapsus: elle dit Shadow Health Secretary au lieu de Health Secretary (38')

22/02/17 : elle se trompe de personne, de nom col 1024 et s'excuse à la prochaine prise e parole

11/10/17 (whoops) fait tomber ses papiers en se levant et lâche un *whoops* = voir la presse

18/10/17 vol.629, col 835 Will the Prime Minister now pause universal credit and fix the problems before pressing ahead with the roll-out?

The Prime Minister: Yes, it is absolutely right—[Hon. Members: “Hooray!]

Dawn Butler (Brent Central) (Lab) :Sit down now!

Mr Speaker Order. I have said before to the hon. Member for Brent Central (Dawn Butler) that, as an aspiring stateswoman, she must conduct herself with due decorum. Calm—perhaps she is another Member who should take up yoga.

The Prime Minister: I suggest that Opposition Members listen to the whole sentence. Yes, it is absolutely right that we have announced this morning that we will change the telephone charge.

10/01/18 (vol 634, col 318) Well, we were told all about them in a description from the shadow Secretary of State for Education, the hon. Member for Ashton-under-Lyne (Angela Rayner), who I see is not in her place on the Front Bench today—

Valerie Vaz (Walsall South) (Lab): She is in hospital.

The Prime Minister: I do apologise. I did not realise that the shadow Education Secretary was undergoing medical treatment, so I apologise unreservedly for that comment.

#### **T. MAY – Excuses**

02/05/2018 vol. 640, col. 306 PM .... : and **I have apologised** not just for the anxiety that has been caused to people in the Windrush generation, but to those who have found that the wrong decisions have been taken about their situation.

+ col. 303 : I was Home Secretary when some of these decisions were taken and mistakes were made about individual cases, and **I have apologised** for that. The former Home Secretary also **apologised** for that.

+ col 308: and I was very clear **in my apology** to those of the Windrush generation who have been caught up in this issue.

18/04/2018 vol.639, col.311 For those who have mistakenly received letters challenging them, I want to **apologise to them**. I want to say sorry to anyone who has felt confusion or anxiety as a result of this.

+ col. 313 My right hon. Friend the Home Secretary has been swift in responding to the unfortunate confusion and anxiety, for which **we have apologised**,

+ col. 314 As the Immigration Minister has made clear, **we apologise unreservedly** for the distress caused to anyone who has been told incorrectly that they do not have the right to be in the UK.

## Annexe 14 – Position des Premiers ministres sur l’Union européenne

### John Major

Position du PM	PM attaque l’EU	PM défend l’EU
<p>The social chapter would be bad for Britain. It would damage British industry, choke off foreign investment and destroy jobs. I have to say to the House that delay in ratifying the Maastricht treaty would do exactly the same. The treaty is in the national interest and we shall pursue it. We want to be inside Europe and outside the social charter (09/03/1993)</p> <p>Our policy is to be within Europe, fighting for British interests, disagreeing with our European partners when we must and agreeing with them when it is in the interests of this country (11/06/1996)</p>	<p>- <b>A European super-state</b> would not be acceptable to me (18/06/1991).</p> <p>- <b>The social chapter</b> adds to costs, <b>destroys jobs and destroys competitiveness</b> + 02/02/1993, col 139</p> <p>- It is extremely disappointing that <b>the European Court of Human Rights has found against the government</b></p> <p>- Today’s <b>European Court of Justice ruling will damage</b> the prospects of job creation (12/11/1996)</p> <p>- I’m not prepared to allow the product of years of good, sound economic management to be undermined by <b>regulation from Brussels</b> (12/11/1996)</p> <p>- What I object to is <b>working conditions being dictated from Brussels</b> (12/11/1996)</p> <p>- We are united in our opposition to a <b>centralist, federalist Europe</b> (05/12/1996)</p>	<p>Framing the future of the Community in the interests of the UK and the rest of Europe (21/11/1991)</p> <p>industry, commerce and individuals in this country are better off in the EC than outside it (28/11/1991) + 14/02/1991 + 12/03/1991</p> <p>pursue issues that are in our interests and those of the whole Community: the introduction of a single market, reform CAP (04/06/1992).</p> <p>It would be damaging for Britain if we were unable to ratify the Maastricht Treaty (04/06/1992) we see within EC the increasing advantages of the single market (01/07/1993)</p> <p>(27/10/1992)</p> <p>have a playing field in Europe (04/05/1993) + 02/02/1995</p> <p>Our policy is to make a success of the EC and to make sure that it regains the affection of people (24/05/1994)</p> <p>A wider EU, a free market EU, a decentralised EU (02/02/1995)</p>

### David Cameron

Position du PM	PM attaque l’EU	PM défend EU
<p>We also want to make sure that ever-closer union does not apply to the UK. We want a renegotiation and then a referendum (23/01/13)</p> <p>We are better off inside the EU but making changes to it (09/03/11)</p>	<p>We should be <b>replacing the Human Rights Act</b> with a British Bill of Rights (01/12/10)</p> <p>damaging regulation coming out Brussels (16/02/11)</p> <p>it is about time we ensured that <b>decisions are made in this Parliament</b> (16/02/11)</p> <p><b>The Schengen zone is only as strong as its weakest border</b> (20/04/16)</p> <p>It is completely unacceptable to see <b>spending rise consistently in the EU</b></p>	<p>be part of Europe, but a more flexible Europe, a more competitive Europe, a Europe that can take on the challenge of the global race and the rise of nations in the south and the east (16/01/13)</p> <p>I want to be part of a reformed and successful EU. We want a European Union that is more open, more flexible, more competitive (23/01/13)</p> <p>in favour of staying in a reformed EU because we are</p>

	<p>(27/10/10)  leaving the European convention on human rights [...] when we have these <b>foreign criminals committing offence after offence, and we cannot send them home</b> because of their “right to a family life”, that needs to change. (03/06/2015, col 583)  The ECHR suggesting that <b>convicted prisoners to be able to vote</b> make me physically ill (03/11/2010)  We are seeing it under continued <b>regulatory attack from Brussels</b> (07/12/11)</p>	<p>stronger, safer and better off. We do not diminish ourselves inside a EU ; we enhance the power of Britain and the greatness of our country (15/06/2016)</p>
--	--	---

### Theresa May

Position du PM	PM attaque l'EU	PM défend EU
<p>Ensuring that we deliver on the referendum result – that we leave the EU [...] end of free movement, ensuring that we could have our own trade policy and be fairer to our farmers and fishermen, but maintain that good relationship with our neighbours in the EU (16/01/2019)</p>		

## Bibliographie

Cette bibliographie se présente sous la forme de rubriques thématiques à l'exception des trois dernières rubriques qui elles s'organisent autour de trois champs scientifiques différents : l'anthropologie, la sociologie (et la géographie). En effet, ces disciplines ne sont pas l'objet direct de la thèse mais des moyens méthodologiques.

### Sources primaires :

Enregistrement de 42 séances de 1989 à 1997 acheté auprès du service des enregistrements vidéo du site du Parlement britannique

*Hansard online*, [www.Parliament.uk](http://www.Parliament.uk), <https://hansard.parliament.uk/>

*Parliament TV*, <http://parliamentlive.tv/Commons>

*Prime Minister's Questions news*, <https://www.parliament.uk/business/news/parliament-government-and-politics/parliament/prime-ministers-questions/?page=4>

### Sources secondaires :

#### Institutions politiques et (néo)institutionnalisme

##### Ouvrages et chapitres d'ouvrages

Benveniste Émile, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, tome 1, Paris, Éditions de Minuit, 1969, p. 115-121.

Downs Anthony, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row, 1957.

Hay Colin, « Social Constructivism », dans Mark Bevir, R. A. W. Rhodes (eds.), *Routledge Handbook of Interpretive Political Science*, 2016.

Mahoney James and Thelen Kathleen, « A Theory of Gradual Institutional Change », dans James Mahoney and Kathleen Thelen (eds.), *Explaining Institutional Change: Ambiguity, Agency, and Power*, 2012.

March James G, Olsen Johan P. « The Logic of Appropriateness », dans Goodin Robert, Moran Michael, Rein Martin (eds.), *The Oxford Handbook of Public Policy*, p. 689–708, 2009.

March James G, Olsen Johan P. « Elaborating the “New Institutionalism” », dans Sarah A. Binder, R. A. W. Rhodes, and Bert A. Rockman (eds.), *The Oxford Handbook of Political Institutions*, p. 3-20, 2008.

Rhodes R. A. W., Binder Sarah A., et Rockman Bert A. (eds.), *The Oxford Handbook of Political Institutions*, 2008.

Shepsle Kenneth A., « Rational Choice Institutionalism Get access Arrow », dans Binder Sarah A, Rhodes R. A. W., Rockman Bert A. (eds.), *The Oxford Handbook of Political Institutions*, p. 23-38, 2009.

### **Articles et revues**

DiMaggio Paul et Powell Walter (1983), « The Iron-Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Field », *American Sociological Review*, vol. 48, n°2, 1983, p. 147-160.

Downs Anthony, « An Economic Theory of Political Action in a Democracy », *Journal of Political Economy*, vol. 65, n°2, 1957, p. 135-150.

Hall Peter A. et Taylor Rosemary C., « Political Science and the Three New Institutionalisms », vol. 44, n°5, 1996, p. 936-957.

Helmke Gretchen et Levitsky Steven, « Informal Institutions and Comparative Politics: A Research Agenda », *Perspectives on Politics*, vol. 2, n°4, 2004, p. 725-740.

Meyer, John W., and Brian Rowan, « Institutionalized Organizations: Formal Structure as Myth and Ceremony », *American Journal of Sociology*, vol. 83, no. 2, 1977, p. 340-363.

Searle John R., « What is an institution? », *Journal of Institutional Economics* (2005), vol. 1, n°1, 2005, p.1-22.

Waylen, Georgina, « Researching Ritual and the Symbolic in Parliaments: An Institutional Perspective », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 16, n°3, 2010, p. 352-365.

### **Le parlement britannique (approche constitutionnelle)**

#### **Règles sur la procédure parlementaire**

*Erskine May (Erskine May's treatise on the law, privileges, proceedings and usage of Parliament)*, 25<sup>ème</sup> édition, 2019. URL: <https://erskinemay.parliament.uk/>

*Rules of behaviour and courtesies in the House Issued by the Speaker and the Deputy Speakers, décembre 2015.*

URL: <https://www.parliament.uk/documents/rules-of-behaviour.pdf>

*Standing Orders of the House of Commons - Public Business 2016. Standing Orders 42, 43, 44, 45, 46, 47.*

URL: <https://publications.parliament.uk/pa/cm201516/cmstords/0002/body.htm#43>

## **Ouvrages et chapitres d'ouvrages**

Bagehot Walter, *The English Constitution*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Cumberbatch Guy, Brown Brian et Skelton Julia, « The Implications of Parliamentary Broadcasting for Politicians », dans Bob Franklin (ed.), *Televising Democracies*, Milton Park, Abingdon-on-Thames, Routledge, p. 203-17, 1992.

Herbert Alan Patrick, *The Point of Parliament*, 2<sup>ème</sup> édition, Londres, Methuen & Co., 1947.

*Ministerial Code: Cabinet Office*, August 2019.

URL: <https://www.gov.uk/government/publications/ministerial-code/ministerial-code>

Moran Michael, *Politics Governance in the UK*, (3<sup>ème</sup> édition), Londres, Palgrave, 2017.

Norton Philip, *Does parliament matter?* Londres, Prentice Hall / Harvester Wheatsheaf, 1993.

Norton Philip, *Parliament in British Politics*, Londres, Palgrave MacMillan, 2005.

Rogers Robert et Walters Rhodri, *How Parliament works*, Londres, Routledge, 6<sup>ème</sup> édition, 2006.

Searing Donald D., *Westminster's World: understanding political roles*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1994.

Shephard Mark, « Administrative review and oversight: the experience of Westminster » dans Pelizzo Riccardo et Staplehurst, Rick, (eds.), *Legislatures and Oversight. Series on contemporary issues in parliamentary development*, Washington, D.C., The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, 2004, p. 40-46.

*The Cabinet Manual: A guide to Laws, Conventions and Rules on the Operation of Government*), 1<sup>ère</sup> édition, October 2011.

UR: [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/60641/cabinet-manual.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/60641/cabinet-manual.pdf)



## Articles et revues

Armitage Faith, « Peace and quiet in the British House of Commons, 1990–2010 », *Democratization*, 2013, vol. 20, n° 3, 2013, p. 456-477.

Judge David, « Disorder in the ‘Frustration’ Parliament of Thatcherite Britain », *Political Studies*, vol. 4, n° 3, 1992, p. 532-553.

Norton Philip, « Playing by the Rules: The Constraining Hand of Parliamentary Procedure », *Journal of Legislative Studies*, vol. 7, n° 3, 2001, p. 13-33.

Puwar Nirmal, « The Archi-texture of Parliament: Flaneur as Method in Westminster », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 16, n° 3, 2010, p. 298-312.

Russel Meg, « Brexit and Parliament: The Anatomy of a Perfect Storm », *Parliamentary Affairs*, vol. 74, n°2, 2020, p. 443-463,

Saalfeld Thomas et C. Müller, « Wolfgang Roles in legislative studies: A theoretical introduction », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 3, n°1, 1997, p. 1-16.

Strøm Kaare, « Rules, reasons and routines: Legislative roles in parliamentary democracies », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 3, n°1, 1997, p. 155-174.

## *Prime Minister's Questions*

## Ouvrages et chapitres d'ouvrages

Chester D.N. et Bowring Nona, *Questions in Parliament*, Oxford, Clarendon Press, 1962.

Cockburn Robert et Salmond Rob, *Parliamentary Question Times: How legislative accountability mechanisms affect citizens and politics*, University of California, Los Angeles ProQuest Dissertations Publishing, 2007.

Franklin Mark et Norton Philip, *Parliamentary Questions*. Oxford, Clarendon Press, 1993.

Hazarika Ayesha et Tom Hamilton, *Punch & Judy Politics: An Insiders' Guide to Prime Minister's Questions*, Londres, Biteback Publishing, 2018.

Lovenduski Joni, « Prime Minister's Questions as Political Ritual at Westminster », dans Rai S.M. et Johnson, R.E. (eds), *Democracy in Practice*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014.

Reber Elisabeth, *Quoting in Parliamentary Question Time: Exploring Recent Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021.

Shepard Mark, *Prime Minister's Question Time. Functions, Flux, Causes and Consequences: A Behavioral Analysis*, Thèse, University de Huston, soutenue en décembre 1999.

*Tuned in Or Turned Off: Public Attitudes to Prime Minister's Questions*, Hansard Society (ed.), Londres, Hansard Society, 2014.

Wiberg Matti. 1995. « Parliamentary Questioning: Control by Communication? », dans Döring (ed.), *Parliaments and Majority Rule in Western Europe*, Frankfurt, Mannheim Centre for European Social Research, p. 179-223.

### Articles et revues

Alderman R. K., « The Leader of the Opposition and Prime Minister's Question Time », *Parliamentary Affairs*, vol. 45, n°1, 1992, p. 66-76.

Bates Stephen R., Kerr, P., Byrne, C. et Stanley, L., « Questions to the Prime Minister: A comparative Study of PMQs from Thatcher to Cameron », *Parliamentary affairs*, vol. 67, n°2, 2014, p. 253-280.

Bercow John, discours au Centre for Parliamentary Studies, John Bercow, 6 juillet, 2010, URL: <https://www.johnbercow.co.uk/content/speech-centre-parliamentary-studies/>

Bevan Shaun et John Peter, « Policy representation by party leaders and followers: what drives UK PMQS? » vol. 51, n°1, 2016, p. 59-83.

Gimson Andrew, « PMQs: That's the Way to do It! » *British Journalism Review*, vol. 23, n°3, 2012, p. 11-13.

Jones G.W., « The Prime Minister and Parliamentary Questions », *Parliamentary Affairs*, vol. 26, n°3, 1973, p. 260-273.

Martin, Shane, « Parliamentary Questions, the Behaviour of Legislators, and the Function of Legislatures: An Introduction », *Journal of Legislative Studies*, vol. 17, n°3, 2011, p. 259–270.

Mohammed Dima, « Institutional insights for analysing strategic manoeuvring in the British Prime Minister's Question Time », *Argumentation*, vol. 22, n° 3, 2008, p. 377-393.

Otjes Simon et Louwse Tom, « Parliamentary Questions as Strategic Party Tool », *West European Politics*, vol. 41, n°2, 2018, p. 496-516.

Salmond Rob, « Parliamentary Question Time: How Legislative Accountability Mechanisms Affect Mass Political Engagement », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 23, n°3, 2014, p. 321-341.

Salmond Rob, « Robust and partisan Parliamentary events like Prime Ministers Questions increase engagement with politics », *Democratic Audit UK*, 21 mai 2014.

URL: <https://www.democraticaudit.com/2014/05/21/robust-and-partisan-parliamentary-occasions-like-prime-ministers-questions-increase-engagement-with-politics/>

Shane Martin, « Parliamentary Questions », *CAP Note*, SUNY/Center for International Development, 2013. En ligne, URL : [https://www.agora-parl.org/sites/default/files/agora-documents/parliamentary\\_questions.pdf](https://www.agora-parl.org/sites/default/files/agora-documents/parliamentary_questions.pdf)

Shephard Mark, Brady Daniel, « Questions to the Prime Minister versus Question by the Prime Minister: An Examination of the State and Nature of 'Punch and Judy' Politics during PMQs at Westminster », *Journal of Legislative Studies*, vol. 26, n°1, 2020, p. 27-46.

Waddle Maurice, Bull Peter, et Böhnke Jan R., « “He is just the Nowhere Man of Politics” : Personal Attacks in Prime Minister’s Questions », *Journal of Language and Social Psychology*, vol. 38, n°1, 2018, p. 61-84.

## **Les partis politiques**

### **Ouvrages et chapitres d’ouvrages**

Alexandre-Collier Agnès et Avril Emmanuelle, *Les Partis Politiques en Grande Bretagne*, Paris, Armand Colin, 2013.

Duverger Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1976.

Kirchheimer Otto, « The transformation of the Western party systems », dans Joseph La Palombara et Myron Weiner (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press.

Mair Peter, Müller Wolfgang et Plasser Fritz, *Political Parties and Electoral Change: Party Responses to Electoral Markets*. Londres, Sage Publications, 2004.

Mair Peter, *Party System Change: Approaches and Interpretations*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

Poguntke Thomas et Webb Paul, « The Presidentialization of Politics in Democratic Societies: A Framework for Analysis » dans Poguntke Thomas, Webb Paul (eds.), *The Presidentialisation of Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

Poguntke Thomas et Webb Paul, *Party Leadership in the Age of Presidentialization: Lessons from Germany and Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

Robertson David, *A Theory of Party Competition*, Londres, John Wiley & Sons Ltd, 1976.

Rose Richard, *Do Parties Make a Difference?* second edition, Londres, Macmillan Press London, 1984.

Sartori Giovanni, *Partis et systèmes de partis*, Bruxelles, Éditions de l’université de Bruxelles, 2011.

Webb Paul et Bale Tim, *The modern British party system*, second edition, Oxford, Oxford University Press, 2021.

### **Articles et revues**

Heffernan Richard, « UK party leaders as ‘preeminent’ but can also be ‘predominant’: Cameron and the Conservatives, 2005-2010 », *British Politics*, 2014, vol. 9, n°1, p. 51-67.

Katz Richard S., Mair Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, 1995, vol. 1, n°1, p. 5-28.

Krouwel André, « Otto Kirchheimer and the catch-all party », *West European Politics*, vol. 26, n°2, 2003, p. 23-40.

Marsh David, Richards David et Smith Martin, « Unequal Plurality: Towards an Asymmetric Power Model of British Politics », *Government and Opposition*, vol. 38, n°3, 2003 306-332.

Poguntke Thomas et Webb Paul, « Presidentialization, Party Government and Democratic Theory ». Travail présenté à l'ECPR atelier sur Democracy & Political Parties, Grenade, Espagne, 15-19 avril 2005.

Poguntke Thomas et Webb Paul, « The Presidentialization of Politics Thesis Defended », *Parliamentary Affairs*, vol. 66, n° 3, 2013, p. 646-654.

### **Le parti conservateur**

#### **Ouvrages et chapitres d'ouvrages**

Alexandre-Collier Agnès, *Les habits neufs de David Cameron. Les conservateurs britannique (1990-2010)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

Bale Tim, *The Conservative Party: From Thatcher to Cameron*, Londres, Polity, 2011.

Berthezène Clarisse, *Les conservateurs britanniques dans la bataille des idées, 1929-1954 : Ashridge College, premier think tank conservateur*, Paris, Les presses de Sciences Po, 2011.

Cameron David, *For the Record*, Londres, William Collins, 2019.

Campbell John, *Margaret Thatcher, Volume Two: The Iron Lady*, Londres, Vintage, 2008.

Clarke Charles, James Toby, Bale Tim, Diamond Patrick (eds.), *British Conservative Leaders*. Londres, Biteback Publishing, 2015.

Disraeli Benjamin, *Sybil or The Two Nations* (1845), Londres, Oxford University press, 1975.

Hayton Richard et Crines Andrew S. (eds.), *Conservative Orators from Baldwin to Cameron*, Manchester, Manchester University Press, 2015.

Hayton Richard, *Reconstructing Conservatism? The Conservative Party in Opposition, 1997–2010 (New Perspectives on the Right)*, Manchester, Manchester University Press, 2012.

Heppell Timothy, *Cameron: The Politics of Modernisation and Manipulation*, Manchester, Manchester University Press, 1ère édition, 2020.

Heppell Timothy, *Choosing the Tory Leader: Conservative Party Leadership Elections from Heath to Cameron*, Londres, I.B Tauris, 2008.

Heppell Timothy, *The Tories: From Winston Churchill to David Cameron*, Londres, Bloomsbury, 2014.

Heppell Timothy, Seawright David (eds), *Cameron and the Conservatives. The Transition to Coalition Government*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012.

Hickson Kevin and Williams Ben (eds.), *John Major: An Unsuccessful Prime Minister? Reappraising John Major*, Londres, Biteback Publishing, 2017.

Macleod Iain et Powell John Enoch, *The Social Services – Needs and Means*, Londres, Conservative Political Centre, 1952.

MacLeod Iain et Maude Angus, *One Nation: A Tory Approach to Social Problems*, London, Conservative Political Centre, 1950.

Major John, *John Major: The Autobiography*, Londres, Harper Collins, 1999.

McMeeking Thomas, *The Political Leadership of Prime Minister John Major: A Reassessment Using the Greenstein Model*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021.

Oakeshott Michael, « On Being Conservative » (1956), dans Oakeshott Michael, *Rationalism in Politics and Other Essays*, Indianapolis Liberty Fund, 2ème édition, p. 407-437, 1991.

One Nation Group, *One Nation 2000*, Londres, Conservative Political Centre No. 0510/833, 1992.

One Nation Group, *The Responsible Society*, Londres, Conservative Political Centre No. 200, 1959.

Partos Rebecca, *The Making of the Conservative Party's Immigration Policy*, Milton Park, Abingdon-on-Thames, Routledge, 2019.

Seawright David, *The British Conservative Party and One Nation Politics*, London, Continuum, 2010.

Seldon Anthony et Newell Raymond, *May at 10*, Londres, Biteback Publishing, 2019.

Seldon Anthony et Mike Finn (eds.), *The Coalition Effect 2010-2015*, Cambridge University Press, 2015.

Seldon Anthony et Snowdon Peter, *Cameron at 10: The Verdict*, London, William Collins, 2015.

Seldon Anthony, *Major: A Political Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1997.

Skelton Noel, *Constructive Conservatism*, Edinburgh, William Blackwood & Sons, 1924.

Theakston Kevin, « David Cameron as Prime Minister » dans *Cameron and the Conservatives: The Transition to Coalition Government*, T. Heppell, et D. Seawright (eds), Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012.

Turner Frank M., McMahon Darrin M., Conor, O'Brien Cruise, Rakove Jack N. et Wolfe Alan (eds.), *Reflections on the Revolution in France, Edmund Burke*, New Haven, Yale University Press, 2003.

Willets David, *Modern Conservatism*, Londres, Penguin, 1992.

### Articles et revues

Alexandre-Collier Agnès, « La démocratisation interne du Parti conservateur ou comment (re)devenir un ‘ parti attrape-tout ’ », *Observatoire de la société britannique*, vol. 4, 2007, p. 35-47.

Alexandre-Collier Agnès, « How Populist was David Cameron? », *Juncture*, vol. 23, n° 2. 2016, p.116-125.

Alexandre-Collier Agnès, « De la prise de parole et la défection à l’expulsion : les rébellions conservatrices face à la turbulence du Brexit », *Politique européenne*, 2021, vol. 3, n°73, p. 32-57.

Alexandre-Collier Agnès, « Euroscepticism under Margaret Thatcher and David Cameron : From Theory to Practice », *Observatoire de la société briatnnique*, n°17, 2015.

Alexandre-Collier Agnès, « John Major vs. the ‘bastards’ ou la puissance de la mobilisation eurosceptique contre le traité de Maastricht », *Observatoire de la société britannique*, 2009, vol. 7, 2009, p. 63-83.

Atkins Judi et John Gaffney, « Narrative, persona and performance: The case of Theresa May 2016–2017 », *Sage Journals*, vol. 22, n°2, 2020, p. 293-308.

Auda-André Valérie, « Écrire les années Major : quelle place pour la période 1990-1997 dans l’histoire de la résurrection du parti conservateur ? », *Observatoire de la société britannique*, vol. 7, 2009, p. 37-47.

Bochel Hugh, « One Nation Conservatism and social policy », 1951–64, *Journal of Poverty and Social Justice*, vol.18, n°2, 2010, p.123-134.

Cowley, Philip and Norton, Philip (1999), « Rebels and Rebellions: Conservative MPs in the 1992 Parliament », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 1, n°1, p. 84-105.

Espiet Kilty Raphaelae, « What Does It Mean to Be Leader of a “One Nation Conservative Government”? The Case of Boris Johnson », *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol. 25, n°3, 2020.

Espiet-Kilty Raphaële, « Boris Johnson’s “Levelling Up Across the Whole of the UK”: One Nation or Business as Usual? », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 27, n°2, 2022.

Espiet Kilty Raphaelae, « David Cameron, Citizenship and the Big Society: a New Social Model? », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 21, n°1.

Evans, Stephen, « Mother's Boy: David Cameron and Margaret Thatcher », *The British Journal of Politics & International Relations*, vol.12, n°3, 2010, p. 325-343.

Haigron David, « “Caring” John Major: portrait of a Thatcherite as a One-Nation Tory », *Observatoire de la société britannique*, vol. 7, 2009, p. 177-196.

Hayton Richard et McEnhill Libby, « Cameron's Conservative Party, social liberalism and social justice », *British Politics*, vol. 10, n°2, 2015, p. 131-147.

Hayton Richard, « Cameron's Conservative Party, social liberalism and social justice », *British Politics* vol. 10, n°2, 2015, p. 131-147.

Hayton, Richard et McEnhill L., « Cameron's Conservative Party, social liberalism and social justice », *British Politics*, vol. 10, n°2, 2015, p.131-147.

Heppell Timothy, « The conservative party leadership of David Cameron: Heresthetics and the realignment of British Politics », *British Politics*, vol. 8, 2013, p. 260–284.

Kavanagh Dennis, « John Major's political legacy », *Observatoire de la société britannique*, vol. 7, 2009, p. 27-35.

Kavanagh Dennis, « Brexit, the Conservatives and the General Election », *Revue française de civilisation britannique*, 2017, vol. 23, n°2, 2018.

Partos Rebecca et Bale Tim, « Immigration and asylum policy under Cameron's Conservatives », *British Politics*, vol. 10, n°2, 2015, p. 169–184.

Walsha Robert, « The One Nation Group and One Nation Conservatism 1950–2002 », *Contemporary British History*, vol. 17, n°2, 2003, p. 69-120.

Webb Paul et Childs Sarah, « Wets and Dries Resurgent? Intra-Party Alignments Among Contemporary Conservative Party Members », *Parliamentary Affairs*, vol. 64, n° 3, 2011, p. 383-402.

### **Le Premier Ministre (et le gouvernement)**

#### **Ouvrages et chapitres d'ouvrages**

Aneweg Rudy B., « Cabinet Ministers: Leaders, Teams Players, Followers? », dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, edited by, Oxford University Press, 2014.

Bennister Mark, *Prime Ministers in Power: Political Leadership in Britain and Australia*, Basingtoke, Palgrave/Macmillan, 2012.

Blick Andrew et George Jones, *Premiership: The Development, Nature and Power of the Office of the British Prime Minister*, Charlottesville, Societas, 2010.

Blick Andrew et Jones George, « The Contingencies of Prime Ministerial Power in the UK », dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

Dowding Keith, « Prime-Ministerial Power: Institutional and Personal factors », dans Paul Strangio, Paul 'T Hart and James Walter (eds.), *Understanding Prime-Ministerial Performance*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

Eichbaum Chris et Shaw Richard, « Prime Ministers and their Advisers in Parliamentary Democracies », dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, edited by, Oxford University Press, 2014.

Ellis Kevin, *Harold Macmillan and the personal influence of British Prime Ministers*, thèse non publiée, University of Essex, 2002.

Foley Michael, *The British Presidency*, Manchester, Manchester University, Macmillan, 2000.

Heffernan Richard, « The British Prime Minister: Much More Than 'First Among Equals' », dans Thomas Poguntke and Paul Webb (eds.), *The Presidentialization of Politics: A Comparative Study of Modern Democracies*, Oxford Scholarship Online, 2005.

Hennessy Peter, *The Prime Minister: The Office and its Holders since 1945*, Londres, Penguin Books, 2001.

Laing Matthew et McCaffrie Brendan, « The Politics Prime Ministers Make: Political Time and Executive Leadership », dans Paul Strangio, Paul 'T Hart and James Walter (eds.), *Westminster Systems in Understanding Prime-Ministerial Performance*, 2013.

Mughan Anthony, *Media and the Presidentialization of Parliamentary Elections*, Londres, Palgrave, 2000.

Richards Steve, *The Prime Ministers: Reflections on Leadership from Wilson to Johnson*, London, Atlantic Books London, 2020.

Rose Richard, « British Government: The Job at the Top » dans Richard Rose and Ezra N. Suleiman (eds.), *Presidents and prime ministers*, Washington, D.C., American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980.

Rose Richard, *The Prime Minister in a Shrinking World*, Hoboken, Blackwell Publishers Inc., 2001.



Strangio Paul, 't Hart Paul et Walter James, *Understanding Prime Ministerial Performance*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

Sykes Patricia L., *Presidents and Prime Ministers: Conviction Politics in the Anglo-American Tradition*, Lawrence, University Press of Kansas, 2000.

Sykes Patricia Lee, « Gendering Prime-Ministerial Power », dans Paul Strangio, Paul 't Hart and James Walter (eds.), *Understanding Prime-Ministerial Performance*, 2013.

Weller Patrick, *First Among Equals: Prime Ministers in Westminster Systems*, Londres, Unwin Hyman, 1985.

Weller Patrick., « The Variability of Prime Ministers », dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, edited by, Oxford, Oxford University Press, 2014.

### **Articles et revues**

Byrne Christopher et Theakston Kevin, « Understanding the power of the prime minister: structure and agency in models of prime ministerial power», *British Politics*, vol. 14, 2018, p.329-346.

Byrne Christopher, Kevin Theakston, « Understanding the power of the prime minister: structure and agency in models of prime ministerial power », *British Politics*, vol. 14, 2019, p. 329–346.

Byrne, Christopher, Nick Randall, and Kevin Theakston, « Evaluating British Prime Ministerial Performance: David Cameron's Premiership in Political Time», *British Journal of Politics and International Relations*, vol.19, n° , 2017, p. 202–220.

Dunleavy Patrick et Jones G. W., 'Leaders, Politics and Institutional Change: The Decline of Prime Ministerial Accountability to the House of Commons, 1868-1990', *British Journal of Political Science*, vol. 23, n°3, 1993, p. 267-298.

Dunleavy, Patrick., Jones G. W., and O'leary Brendan., « Prime Ministers and the Commons: Patterns of Behaviour, 1868 to 1987», *Public Administration*, vol. 68, n°1, 1990, p.123-139.

Heffernan Richard, « Exploring (and Explaining) the British Prime Minister », *Political Studies*, vol. 7, n°4, 2005, p. 605-620.

Heffernan Richard, « Prime ministerial predominance? Core executive politics in the UK », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 5, n°3, 2003, p. 347-72.

Heffernan Richard, « There's No Need for the '-isation': The Prime Minister Is Merely Prime Ministerial», *Parliamentary Affairs*, vol. 66, n°3, 2013, p. 636-645.

Langer Ana Inés, « A Historical Exploration of the Personalisation of Politics in the Print Media: The British Prime Ministers (1945–1999) », *Parliamentary Affairs*, vol. 60, n°3, 2007, p. 371–387.

Theakston Kevin et Gill Mark, « Rating 20th century British prime ministers », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 8, n°2, 2006, p. 193-213.

Theakston, Kevin, « Political Skills and Context in Prime Ministerial Leadership in Britain », *Politics and Policy*, vol. 30 n°2, 2002, p. 283-323.

Theakston, Kevin, « What Makes for an Effective British Prime Minister? » *Quaderni di Scienza Politica*, vol. 14, n°2, 2007, p. 39–61.

Thomas Graham, P., « United Kingdom: The Prime Minister and Parliament », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 10, n°2-3, 2004, p. 4-37.

### **Leadership et statecraft**

#### **Ouvrages et chapitres d'ouvrages**

Alexandre-Collier Agnès et Vergniolle de Chantal François (eds.) *Leadership and Uncertainty Management in Politics: Leaders, Followers and constraints in Western democracies*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2005.

Asquer Raffaele, Golden Miriam A., Hamel Briant T., *Corruption, party leaders and candidate selection*, St Louis, Washington University, 2019.

Bennister Mark, Ben Worthy, Paul t'Hart (eds.), *The leadership capital Index, A new perspective on political leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

Bevir Mark et R.A.W. Rhodes (eds.), *Handbook of Interpretive Political Science*, Milton Park, Routledge, 2016.

Blondel Jean, *Political leadership: towards a general analysis*, Londres, Beverly Hills, SAGE, 1987.

Boin Arjen, 't Hart, Paul, Stern, Eric et Sundelius Bengt, *The Politics of Crisis Management: Public Leadership Under Pressure*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Brown Archie, *The Myth of the Strong Leader. Political Leadership in the Modern Age*, Londres, Vintage Books, 2014.

Burns James MacGregor, *Leadership*, New York, Harper, 1979.

Costo Lobo Marina, « Party and Electoral Leadership» dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

Curtice John et Holmerg, Sören, « Party leaders and party choice » dans J. Thomassen (ed.), *The European Voter*, Oxford: Oxford University Press, p.235-252, 2005.

De Beus Jos, « Populist Leadership, Leadership» dans Kane John, Patapan Haig, 't Hart Paul (eds.), *Dispersed Democratic Leadership: Origins, Dynamics, and Implications: Origins, Dynamics, and Implications*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Elgie Robert, *Studying Political Leadership: Foundations and Contending Accounts*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015.

Fiorina Morris et Shepsle Kenneth A., « Formal Theories of Leadership: Agents, Agenda Setters, and Entrepreneurs » dans Bryan D. Jones (ed.), *Leadership and Politics: New Perspectives in Political Science*, Lawrence, University Press of Kansas, 1989.

Foley Michael, *John Major, Tony Blair and a conflict of leadership: collision course* Manchester, Manchester University Press, 2002.

Foley Michael, *Political Leadership: Themes, Contexts, and Critiques*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

Frédéric Sawicki « Le leadership politique : Un concept à remettre sur le métier ? » dans *Le leadership politique et le territoire : Les cadres d'analyse en débat*, Andy Smith and Claude Sorbets (ed.), Res publica, p. 71-88.

Goodin Robert, E., *The Oxford Handbook of Political Science*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Greenstein Fred, *The Presidential Difference: leadership style from FDR to Barack Obama*, 3ème édition, Princeton, Princeton University Press, 2009.

Grint Keith, *The Arts of Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

Hargrove Erwin, C, and Owens John E. (eds), *Introduction: Political Leadership in Context in Leadership in Context*, 2003.

Hay Colin, *Political Analysis: A Critical Introduction*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002.

Helms Ludger, *Comparative political leadership 2012*, London, Palgrave Macmillan, 2012.

Jones Bryan D., « Leader/Follower Interaction in Mass Democracies: Follower-Driven Models», dans Bryan D. Jones (ed.), *Leadership and Politics: New Perspectives in Political Science*, Lawrence, University Press of Kansas, 1989.

Kane John, *et al.*, « Dispersed Democratic Leadership », dans John Kane, Haig Patapan, Paul 't Hart (eds.), p.1-12, *Dispersed Democratic Leadership: Origins, Dynamics, and Implications: Origins, Dynamics, and Implications*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Langer Ana, *The personalisation of politics in the UK: Mediated Leadership from Atlee to Cameron*, Manchester, Manchester University Press, 2011.

Lasswell Harold, *Power and Personality*, New York, W.W. Norton & Co, 1948.

Machiavel Nicolas, *Le Prince*, Paris, Hatier, 1999.

Monod, Jean Claude, *Qu'est-ce qu'un chef en démocratie ? Politiques du charisme*, Paris, Éditions du Seuil, 2012.

Mudde Cas et Kaltwasser Cristobal R., Populism and Political Leadership, dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

Riker William H., *The Art of Manipulation*, New Haven, Yale University Press, 1986.  
Skowronek Stephen, *The Politics Presidents Make: Leadership from Adams to Bill Clinton*, Harvard, Harvard University Press, 1997.

Theakston Kevin, « Political Skills and Context in Prime Ministerial Leadership in Britain », dans Hargrove E.C. and Owens J.E (eds.), *Context in Leadership in Context*, 2003.

Uhr John et 't Hart Paul, « Understanding Public Leadership: An Introduction », dans Paul 't Hart, John Uhr (eds.), *Public Leadership: Perspectives and Practices*, ANU Press, 2008, p. 1-22.

Uhr John, « Parliamentary Oppositional Leadership, Leadership », dans John Kane, Haig Patapan, Paul 't Hart (eds.), *Dispersed Democratic Leadership: Origins, Dynamics, and Implications: Origins, Dynamics, and Implications*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Weller Patrick, *The Prime Ministers' Craft: Why Some Succeed and Others Fail in Westminster Systems*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

Wildavsky Aaron, « A Cultural Theory of Leadership » dans by Bryan D. Jones (ed.) *Leadership and Politics: New Perspectives in Political Science*, Lawrence, University Press of Kansas, 1989.

Wildavsky Aaron, *The Nursing Father: Moses as a Political Leader*, Tuscaloosa, The University of Alabama Press, 1984.

## Articles et revues

Bennister Mark, 't Hart Paul et Worthy Ben, « Assessing the authority of political office-holders: the leadership capital index », *West European Politics*, vol. 38, n°3, 2015, p. 417-440.

Buller Jim et James, Toby S., « Statecraft and the Assessment of National Political Leaders: The Case of New Labour and Tony Blair », *The British Journal of Politics & International Relations*, vol. 14, n° 4, 2012, p. 534-555.

Buller, Jim et James, Toby. S., (2015) « Integrating Structural Context into the Assessment of Political Leadership: Philosophical Realism, Gordon Brown and the Great Financial Crisis », *Parliamentary Affairs*, vol. 68, n°1, p. 77–96.

Bulpitt Jim, « The Discipline of the New Democracy: Mrs Thatcher's Domestic Statecraft », *Political Studies*, vol. 14, n° 1, 1986, p. 19-39.

Bynander Fredrik et t'Hart Paul, « The Politics of Party Leader Survival and Succession: Australia in Comparative Perspective », *Australian Journal of Political Science*, vol. 42, n°1, 2007, p. 47-72.

Davis Kelly. M. et Gardner, William. L., « Charisma Under Crisis Revisited: Presidential Leadership, Perceived Leader Effectiveness and Contextual Influence », *Leadership Quarterly*, vol. 23, n°5, 2012, p.918–933.

Gamble Andrew, « Austerity as Statecraft », *Parliamentary Affairs*, vol. 68, n°1, 2015, p. 42-57.

Garzia Diego L., « The personalization of politics in Western democracies: Causes and consequences on leader-follower relationships », *The Leadership Quarterly*, vol. 22, n° 4, 2011, p. 697-709.

Gibb Cecil, « Leadership Psychological Aspects », *International Encyclopedia of the Social Science*, New York, Macmillan, 1968, vol. 9, p.91-101.

Greenstein Fred I., « The Impact of Personality on Politics: An Attempt to Clear Away Underbrush », *The American Political Science Review*, vol. 61, n° 3, 1967, p. 629-641.

Greenstein Fred I., « The Qualities of Effective Presidents: An Overview from FDR to Bill Clinton » *Presidential Studies Quarterly*, vol. 30, n°1, 2000 p. 178-185.

Griffiths Simon, « Statecraft as a Straightjacket: A Reply to Hayton and Gamble », *Parliamentary Affairs*, vol. 69, n°3, 2015, p. 735–743.

Grint Keith, « Problems, problems, problems: The social construction of 'leadership' », *Human Relations*, vol. 58, n°11, 2005, p.1467-1494.

Hayton Richard, « Conservative Party Statecraft and the Politics of Coalition », *Parliamentary Affairs*, vol. 67, n°1, 2014, p. 6-24.

Hayton Richard, « Ideology and Statecraft: A Reply to Griffiths », *Parliamentary Affairs*, vol. 69, n°3, 2016, p. 729–734.

Heffernan Richard, « The Predominant Party Leader as Predominant Prime Minister? David Cameron in Downing Street », Open University, August 31, 2010. Disponible sur SSRN: <https://ssrn.com/abstract=1669422> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1669422>

Kinder, D., Peters, M., Abelson, R., & Fiske, S., « Presidential prototypes », *Political Behavior*, vol. 2, n°4, 1980, p. 315-337.

McAllister Ian, « Keeping them honest: Public and elite perceptions of ethical conduct among Australian legislators », *Political Studies*, vol. 48, n°1, 2000, p.22-37.

Needham Catherine, « Brand Leaders: Clinton, Blair and the Limitations of the Permanent Campaign », *Political Studies*, 2005, vol. 53, n°2, p. 343-361.

Nichols Curt et Myers Adam S., « Presidential Responses to Enervated Political Regimes Exploiting the Opportunity for Reconstructive Leadership », *American Politics Research*, vol. 38, n°5, 2010, p. 806-841.

Stevens C., « Thatcherism, Majorism and the Collapse of Tory Statecraft », *Contemporary British History*, vol. 16, n°1, 2002, p.119-150.

Toby James S., « Political Leadership as Statecraft? Aligning Theory with Praxis in Conversation with British Party Leaders », *British Journal of Politics & International Relations*, vol. 20, n°3, 2018, p. 555-572.

Toby James, « Neo-Statecraft Theory, Historical Institutionalism and Institutional Change », *Government and Opposition*, vol. 51, n° 1, 2016, p. 84-110.

Wiant Fredel M., « Exploiting factional discourse: Wedge issues in contemporary American political campaigns », *Southern Communication Journal*, vol. 67, n°3, 2002, p. 276-289.

### **Discours (politique et parlementaire), communication (et mise en scène)**

#### **Ouvrages et chapitres d'ouvrages**

Bayley Paul, *Cross-cultural perspectives on parliamentary discourse*, Amsterdam, John Benjamins Publishing Company, 2004.

Boorstin Daniel J., *The Image: A Guide to Pseudo-Events in America*, New York, Knopf Doubleday Publishing Group, 1961.

Bourdieu Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, coll. « Points essais », 2001.

Bousfield Derek, Locher Miriam A. (eds.), *Impoliteness in Language: Studies on its Interplay with Power in Theory and Practice*, Berlin, Mouton de Gruyter, 2008.

Brown Penelope et Stephen Levinson, *Politeness: Some Universals in Language Usage*. Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

- Chilton Paul, *Analysing political discourse: Theory and practice*, Londres, Routledge, 2004.
- Culpeper Jonathan, « Reflections on impoliteness, relational work and power », dans D. Bousfield et M Locher (eds.), *Impoliteness in Language*, Berlin, Mouton de Gruyter, p. 17-44, 2008.
- Culpeper Jonathan, *Impoliteness: Using Language to Cause Offence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.
- Dörner Andreas, *Politainment*, Berlin, Suhrkamp, 2001.
- Eldelman Murray, *Political Language: Words That Succeed and Policies That Fail*, Cambridge, Mass, Academic Press, 1977.
- Habermas Jürgen, *The Theory of Communicative Action*, Boston, Beacon Press, 1981.
- Ilie Cornelia, « Insulting as (un) parliamentary practice in the British and Swedish Parliaments: A rhetorical approach », dans Bayley P. (ed.), *Cross-Cultural Perspectives on Parliamentary Discourse*, Amsterdam: John Benjamins Publishing, 2004, p. 45-86.
- Ilie Cornelia, « Parliamentary Discourse », dans K. Tracy, C. Ilie & T. Sandel (eds.), *The International Encyclopedia of Language and Social Interaction*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2015.
- Ilie Cornelia, « Unparliamentary Language: Insults as Cognitive Forms of Ideological Confrontation », dans René Dirven, Roslyn M. Frank et Cornelia Ilie (eds.), *Language and Ideology: Volume 2: descriptive cognitive approaches*, Amsterdam, John Benjamins Publishing, 2001.
- Ilie Cornelia. « Interruption patterns in British parliamentary debates and drama dialogue », dans Anne Betten et Monika Dannerer (eds.), *Dialoganalyse IX: Dialogue in Literature and the Media*, Berlin, De Gruyter, 2005, p. 311-326.
- Maarek Philippe J., *Communication et Marketing de l'homme politique*, quatrième édition, Paris, LexisNexis, 2014.
- Martineau W. H., « A model of the social functions of humor », dans J. H. Goldstein, & P. E. McGhee (Eds.), *The psychology of humor*, New York, Academic Press, p. 101-125, 1972.
- Reid Christopher, « Rhetoric and Parliamentary Leadership – Prime Minister's Questions », dans J. Atkins, A. Finlayson, J. Martin, N. Turnbull (eds.), *Rhetoric in British Politics and Society*. Londres, Palgrave Macmillan, 2014.
- Stenger Thomas (ed.), *Le marketing politique, Les essentiels d'Hermès*, Paris, CNRS Éditions, 2012.
- Stoykov Lubomir, *Image and Political Communication: The Dress Code of Power in the Structure of Public Behavior*, Университет за национално и световно стопанство (УНСС), 2018. URL: <https://media-journal.info/?p=item&aid=363>

Thornborrow Joanna, *Power Talk: Language and Interaction in Institutional Discourse*, Harlow, Longman, 2002.

### Articles et revues

Arundale Robert B., « Face as relational and interactional: A communication framework for research on face, facework, and politeness », *Journal of Politeness Research*, vol. 2, 2006, p.193-216.

Brown Penelope et Levinson Stephen, « Universals in Language Usage: Politeness Phenomena », dans E. Goody (ed.), *Questions and Politeness: Strategies in Social Interaction*, Cambridge: Cambridge University Press, 1978, p. 56-310.

Bull Peter et Fetzer Anita, « “I quote and I am not making this up”: The role of quotations in the adversarial discourse of PMQs », *Political Studies Association*, 2017. URL: <https://www.psa.ac.uk/sites/default/files/conference/papers/2017/Text.pdf>

Bull Peter et Waddle Maurice, « “Let me now answer, very directly, Marie's question”: The impact of quoting members of the public in Prime Minister's Questions », *Journal of Language Aggression and Conflict*, vol. 7, n°1, 2019, p. 56-78.

Bull Peter et Wells Pamela, « Adversarial Discourse in Prime Minister's Questions », *Journal of Language and Social Psychology*, vol. 31, n°1, 2011, p.30–48.

Bull Peter, « “Slipperiness, evasion and ambiguity”: Equivocation and facework in non-committal political discourse », *Journal of Language and Social Psychology*, vol. 27, n°4, 2008, p. 324-332.

Bull Peter, « The Microanalysis of Political Discourse », *Philologia Hispalensis*, vol. 1, n°26, 2012, p. 79-93.

Bull Peter, Fetzer Anita, « Face, Facework and Political Discourse », *Revue internationale de psychologie sociale*, vol. 2, n° 23, 2010, p. 155-185.

Bull, Peter et Law H., *Punch and Judy politics: Face aggravation in Prime Minister's question time*. Travail présenté au congrès annuel de la *British Psychological Society*, Brighton, UK, avril 2009.

Cossart Paula, Taïeb Emmanuel, « Spectacle politique et participation », *Sociétés et Représentation*, vo.1, n°31, 2011, p. 137-156.

Fetzer Anita et Weizman Elda, « ‘What I would say to John and everyone like John is...’: The construction of ordinariness through quotations in mediated political discourse », *Discourse & Society*, 2018, vol.29, n°5, p. 495-513.

Harris Sandra, « Being Politically Impolite: Extending Politeness Theory to Adversarial Political Discourse », *Discourse and Society*, vol. 12, n°4, 2001, p.451-472.



Ilie Cornelia, « Histrionic and agonistic features of parliamentary discourse », *Studies in Communication and media research*, vol. 3, n°1, 2003, p. 25-53.

Kienpointner Manfred, « Varieties of rudeness: Types and functions of impolite utterances », *Functions of Language*, vol. 4, n°2, 1997, p. 251-287.

Martin Rod, Puhlik-Doris Patricia, Larsen Gwen, Gray Jeanette, Weir Kelly, « Individual differences in uses of humor and their relation to psychological well-being: Development of the Humor Styles Questionnaire », *Journal of Research in Personality*, vol. 37, n°1, 2003, p. 48-75.

Murphy James, « (Im)politeness during Prime Minister's Questions in the UK Parliament », *Pragmatics and Society*, vol. 5, n°1, 2014, p.76-104.

Parkin David, Political Language, *Annual Review of Anthropology*, vol.13, 1984, p. 345-365.

Pérez de Ayala Soledad, « FTAs and Erskine May: Conflicting needs? —Politeness in question time », *Journal of Pragmatics*, vol. 33, n°2, 2001, p. 143-169.

Pundt Alexander, Herrmann Felicia, « Affiliative and aggressive humour in leadership and their relationship to leader-member exchange », *Journal of Occupational and Organizational Psychology*, vol. 88, n°1, 2015, p.108-123.

Ronald Hitzler, « Mise en scène et représentation de la politique aujourd'hui », *Trivium*, n° 14, 2014, p. 35-49. URL : <https://journals.openedition.org/trivium/4776>

Slembrouck Stef, « The parliamentary Hansard 'verbatim' report: the written construction of spoken discourse », *Language and Literature*, vol. 1, n°2, 1992, p. 101-119.

Street John, « Celebrity politicians: popular culture and political representation », *British Journal of Politics and International Relations*, vol.6, n°4, 2004, p. 435-52.

Tracy Karen, « “Reasonable Hostility”: Situation-appropriate face-attack », *Politeness Research Language Behaviour Culture*, vol. 4, n° 2, 2008, p. 169-191.

Tracy Karen et Tracy Sarah, « Rudeness at 911 Reconceptualizing Face and Face Attack », *Human Communication Research*, vol. 25, n°2, 2006, p. 225-251.

Waddle Maurice et Bull Peter, « Playing the Man, Not the Ball: Personalisation in Political Interviews », *Journal of Language and Social Psychology*, vol.35, n°4, 2016, p.412-434.

Webb Ronald, « Political Uses of Humour », *ETC: A Review of General Semantics*, vol. 38, n°1, 1981, p. 35-50.

## **Politique britannique**

### **Ouvrages et chapitres d'ouvrages**

Avril Emmanuelle, « New labour et la culture d'entreprise. Troisième voie radicale ou prudence électorale ? », dans Emmanuelle Avril et Richard Davis (eds.), *Comprendre la Grande-Bretagne de Tony Blair*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 13-25, 2001.

Bogdanor Vernon, *Beyond Brexit: Towards a British Constitution*, Londres, I.B. Tauris, 2021.

Bogdanor Vernon, *Britain and Europe in a Troubled World*, New Haven, Yale university press, 2020.

Cowley Philip et Kavanagh Dennis, *The British general election of 2017*, Londres, Palgrave Macmillan, 2018.

Davies Steve, *The Economics and Politics of Brexit: The Realignment of British Public Life*, Great Barrington, American Institute for Economic Research, 2020.

Goes Eunice, « The Third Way and the politics of community », dans Sarah Hale, Will Leggett et Luke Martell (eds.), *The Third Way and beyond: Criticisms, futures and alternatives*, Manchester, Manchester University Press, 2004.

Marshall Catherine, *Political Deference in a Democratic Age. British Politics and the Constitution from the Eighteenth Century to Brexit*, Cham (Switzerland), Palgrave Macmillan, 2021.

Quinn Thomas, « Electing and Ejecting Party Leaders », dans Thomas Quinn, *Electing and Ejecting Party Leaders in Britain*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012,

Sullivan Helen, « Local Government Reform in Great Britain », dans Norbert Kersting, Angelika Vetter (eds.), *Reforming Local Government in Europe: Closing the Gap between Democracy and Efficiency*, 2003.

Szczerbiak Aleks et Taggart Paul, *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, vol. 2, Londres, Oxford University Press, 2008.

Wright Tony, *British Politics: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

### **Articles et revues**

Alexandre-Collier Agnès, « Le Nouveau visage de l'euroscepticisme conservateur à la Chambre des communes », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 22, n°2.  
URL : <https://journals.openedition.org/rfcb/1347>

Gamble Andrew, « Theories of British Politics », *Political Studies*, vol. 38, n°3, 1990, p. 404-420.

Jessop Bob, « New Labour or the normalization of neo-liberalism », *British Politics*, vol. 2, n°3, 2007, p. 282-288

Marsh David, Richards David et Smith Martin, « Unequal Plurality: Towards an Asymmetric Power Model of British Politics », *Government and Opposition*, vol. 38, n°3, 2003, p. 306-320.

Tournier-Sol Karine, « L'impact du UKIP et du *Brexit Party* sur l'échiquier politique britannique », *Revue Française de Civilisation Britannique* [Online], vol. 27, n°2, 2022. URL: <https://journals.openedition.org/rfcb/9498>

**Campagnes électorales et élections** (définition d'enjeux, propriété d'enjeux, mise à l'agenda, campagne permanente)

### **Ouvrages et chapitres d'ouvrages**

Blumenthal Sidney, *The Permanent Campaign*, New York, Simon and Schuster, 1982.

Heclo Hugh, « Campaigning and Governing: A Conspectus », dans Ornstein Norma J. et Mann Thomas E. (eds), *The Permanent Campaign and Its Future*, Washington, D.C., American Enterprise Institute and The Brookings Institution, 2000.

Johnson Dennis W., *Routledge Handbook of Political Management*, (Part 2: American Campaigns and Elections, 7. The Permanent Campaign p. 93), Abingdon-on-Thames, Routledge, 2012.

Ornstein Norman J. and Mann Thomas E, (eds.), *The Permanent Campaign and its Future*, Washington D.C, American Enterprise Institute, 2000.

Popkin Samuel L., *The Reasoning Voter*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991.

Schattschneider Elmer Eric, « The Semisovereign People: A Realist's View of Democracy in America », dans Martin Lodge *et al.* (ed.), *The Oxford Handbook of Classics in Public Policy and Administration*, 2016, p.123–136.

Sulkin Tracy, *Issue Politics in Congress*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Zittoun Philippe, *La fabrique politique des politiques publiques : Une approche pragmatique de l'action publique*, Presses de Sciences Po, 2013.

### **Articles et revues**

Brouard Sylvain, Grossman Emiliano et Guinaudeau Isabelle, « La compétition partisane française au prisme des priorités électorales : compétition sur enjeux et appropriations thématiques », *Revue française de science politique*, vol. 62, n°2, 2012, p. 255-276.

Edward G. Carmines et James A. Stimson, « On the Structure and Sequence of Issue Evolution », *The American Political Science Review*, vol. 80, n°3, 1986, p. 901-920.

Damore David F., « Candidate Strategy and the Decision to Go Negative » *Political Research Quarterly*, vol. 55, n° 3, 2002, p. 669-685.

Elmelund-Praestekaer Christian, « Issue Ownership as a determinant of negative campaigning », *International Political Science Review*, vol. 32, n°2, p. 209-221, 2011.

Green Jane et Hobolt Sara, « Owning the issue agenda: Party strategies and vote choices in British elections », *Electoral Studies*, vol. 27, n°3, 2008, p. 460-76.

Hortala-Vallve et Esteve-Volart Berta, « Voter turnout in a multidimensional policy space », *Economics of Governance*, vol. 12, n°1, 2011, p. 25-49.

Lachat Romain, « Issue Ownership and the Vote: The Effects of Associative and Competence Ownership on Issue Voting », *Swiss Political Science Review*, vol. 20, n°4, 2014, p. 727-740.

Needham Catherine, « Brand Leaders, Clinton, Blair and the Limitations of the Permanent Campaign », *Political Studies*, vol 53, n°2, 2005, p. 343-361.

Petrocik John, R., « Issue Ownership in Presidential Elections, with a 1980 case study », *American Journal of Political Science*, vol. 40, n°3, 1996, p. 825-850.

Walgrave Stefaan, Tresch Anke et Lefevere Jonas, « The Conceptualisation and Measurement of Issue Ownership », *West European Politics*, vol. 38, n°4, 2015, p. 778-796.

Walter Annemarie S., « Choosing the Enemy: Attack behaviour in a multiparty system », *Sage Journals*, vol 20, n°3, 2014, p. 311-323.

Wiant Fredel M., « Exploiting factional discourse: Wedge issues in contemporary American political campaigns », *Southern Communication Journal*, vol. 67, n°3, 2002, p. 276-289.

## **Idéologies (et histoire des idées)**

### **Ouvrages et chapitres d'ouvrages**

Berlin Isaiah, *Two concepts of liberty: an inaugural lecture delivered before the university of Oxford*, Oxford, Clarendon press, 1958.

Eagleton Terry, *Ideology: An Introduction*, Londres, Verso, 2007.

Freeden Michael, *Ideology: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

Freeden Michael, *Liberalism: A very short introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

Geertz Clifford, « Ideology as a Cultural System », dans David Apter (ed.), *Ideology and Discontent*, New York, Free Press, p. 47-76, 1964.

Inglehart Ronald, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, University Press Princeton, 1977.

Leach Robert, *Political Ideology in Britain*, 3ème édition, Londres, Macmillan Education, 2015.

Rawls John, *A Theory of Justice: Revised Edition*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 1999.

Rawls John, *Political Liberalism*, New York, Columbia University, Press, 1993.

Steger Manfred B. et Roy Ravi K., *Neoliberalism: A very short introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

### **Articles et revues**

Maynard Johnathan Leader, « Identity and Ideology in Political Violence and Conflict », *St. Anthony's International Review*, vol. 10, n°2, 2015, p. 18-52.

Newman Jack, « The Ambiguous Ideology of Levelling Up », *The Political Quarterly*, vol. 92, n°2, 2021, p. 312-320.

Ricoeur Paul, « L'idéologie et l'utopie : deux expressions de l'imaginaire social », *Autres Temps* vol. 2, 1984, p. 53-64.

### **Populisme, propagande et démocratie**

#### **Ouvrages et chapitres d'ouvrages**

Domenach Jean-Marie, *La propagande politique*, Paris, Presse Universitaires de France, 1962.

Chastenet Patrick, *Introduction à Jacques Ellul*, Paris, La Découverte, 2019.

Huyghe François-Bernard, *Maîtres du faire croire - De la propagande à l'influence*, Paris, Vuibert, 2008.

Lazar Mark, Diamanti Ilvo, *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties*, Paris, Gallimard, hors-série « Connaissance », 2019, traduit de l'italien par Christophe Mileschi, *Popolocrazia, La metamorfosi delle nostre democrazie*, Tempi Nuovi, 2018.

Mair Peter, « Populist Democracy vs Party Democracy » dans Mény Yves, Surel Yves (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*, Londres, Palgrave Macmillan, p. 81-98., 2002.

Mudde Cas et Kaltwasser Cristobal, « Populism and Political Leadership », dans Rhodes, R.A.W., et 't Hart Paul, *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, p. 376-387. 2014.

Panizza Francisco, « Introduction: populism and the mirror of democracy », dans Panizza, Francesco, (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*, Londres, Verso Books, p. 1-31, 2005.

Rosanvallon Pierre, *La légitimité démocratique, impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Éditions du Seuil, 2008.

Taggart Paul A., *Populism, Concepts in the Social Sciences*, Buckingham, Open University Press, 2000.

### **Articles et revues**

Canovan Margaret, « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, vol. 47, n°1, 1999, p. 2-16.

Dorna Alexandre, « Du populisme et du charisme », *Le journal des psychologues*, 2007, vol. 4, n°247.

Ellul Jacques, « Propagande et démocratie », *Revue française de science politique*, vol. 2, n°3, 1952, p. 474-504.

Moffitt Benjamin et Tormey Simon, « Rethinking Populism: Politics, Mediatization and Political Style », *Political Studies*, vol. 62, n°2, 2014, p. 381-397.

Weyland Kurt, « Clarifying a Contested Concept: Populism in the Study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, vol. 34, n°1, 2001, p. 1-22.

### **Anthropologie et sociologie**

#### **Anthropologie générale**

##### **Ouvrages et chapitres d'ouvrages**

Augé Marc et Jean Paul Colleyn, *L'anthropologie, Que sais-je ?* Paris, Presses Universitaires de France, 2009.

Barth Frederik, *Political leadership Among Swat Pathans*, Londres, Routledge, 1965.

Evans-Pritchard E. E., *The Nuer*, Oxford, Oxford University Press, 1940.

Forde C.D., Fortes M., Gluckman M., Turner V.W., *Essays on the Ritual of Social Relations*, Manchester, Manchester University Press, 1962.

Fortes M. and E. E. Evans-Pritchard (eds.) (1940), *African Political System*, 1ère édition, Milton Park, Routledge, 1987.

Gluckman Max, *Order and Rebellion in Tribal Africa (1963)*. Milton Park, Routledge, 1ère édition, 2004.

Gluckman Max (ed.), *Custom and Conflict in Africa*, Oxford, Blackwell, 1955.

Godelier Maurice, *L'imaginé, l'imaginaire et le symbolique*, Paris, CNRS Éditions, 2015.

Godelier Maurice, *La production des Grands Hommes : pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*, Paris, Fayard, 1982.

Godelier Maurice, *Métamorphoses de la parenté*, Paris Fayard, 2004.

Maine Henry James Sumner (1861), *Ancient Law*, New York, Cosimo Classics, 2005.

Schneider David, *American Kinship: A Cultural Account*, second edition, Chicago, The University of Chicago Press, 1980.

Turner Victor W., *Schism and Continuity in an African Society*, Manchester, Manchester University Press, 1972.

### Articles et revues

Lederman Rena, « Big Man, Anthropology of », *International Encyclopedia of the Social and Behavioural Sciences*, 2<sup>ème</sup> édition, vol. 2, 2015, 567-573.

Sahlins Marshall, « Poor Man, Rich Man, Big-Man, Chief: Political Types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 5, n°3, 1963, p. 285-303.

Sivaramakrishnan K., « Some Intellectual Genealogies for the Concept of Everyday Resistance », *American Anthropologist*, vol. 107, n°3, 2005, p. 346-355.

### Anthropologie politique

#### Ouvrages et chapitres d'ouvrages

Abélès Marc, « Filiation et politique dans les démocraties modernes », dans Bonte Pierre, Porqueres I. Gené Enric, et Wimgaux Jérôme (eds.), *L'argument de la filiation : Aux fondements des sociétés européennes et méditerranéennes*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2011, p. 369-386.

Abélès Marc et Henri-Pierre Jeudy (eds.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997.

Abélès Marc, « Rituels de l'héritage politique », dans Jeudy Henri-Pierre (ed.), *Patrimoines en folie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1990.

Abélès Marc, *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin, 1990, nouvelle édition Payot, « Petite bibliothèque Payot », 2005.

Abélès Marc, *Un ethnologue à l'Assemblée*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2001.

Abélès Marc. *Le lieu du politique*, Paris, Société d'ethnographie, 1983.

Adam Michel, « La guerre », dans Abélès Marc et Henri-Pierre Jeudy (eds.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 91-128.

- Ansart Pierre, *La gestion des passions politiques*, Lausanne, l'Age d'homme, 1983.
- Aronoff Miron et Kubik, Jan, *Anthropology and Political Science: A Convergent Approach*, Oxford, Berghahn Books, 2013.
- Augé Marc, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier, 1994.
- Bailey Frederick G., *Stratagems and Spoils*, 1971. New York, Schocken Books, 1969.
- Bailey Frederick G., *Treasons, Stratagems, And Spoils: How Leaders Make Practical Use Of Beliefs And Values*, Milton Park, Routledge, 2001.
- Balandier Georges, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 6<sup>ème</sup> édition, 2013.
- Balandier Georges, *Le détour : pouvoir et modernité*. Paris, Fayard, 1985.
- Balandier Georges, *Sens et puissance*. Les dynamiques sociales, Paris, PUF, 1971.
- Balandier Georges, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland (coll. « Fondements »), 1992.
- Bloch Maurice, *Political Language and Oratory in Traditional Society*, Academic Press, 1975.
- Braud Philippe, *L'émotion en politique*, Paris, Presse de Sciences Po, 1996.
- Ciavovella Riccardo et Wittersheim Eric, *Introduction à l'anthropologie du politique*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur Université, 2016.
- Cohen Abner, *Two-Dimensional Man: An Essay on the Anthropology of Power and Symbolism in Complex Society*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1974.
- Crewe Emma, *A short Anthropology of Parliament*, London, Haus Curiosity, 2015.
- Crewe Emma, *Lords of Parliament: Manners, ritual and politics*, Manchester, Manchester University Press, 2005.
- Crewe Emma, *The House of Commons: An Anthropology of MPs at Work*, London, Bloomsbury, 2015.
- Devin Guillaume et Hastings Michel, *10 concepts d'anthropologie en science politique*, Paris, Biblis Inédit, 2018.
- Edelman Murray, *Constructing the Political Spectacle*, Chicago, University of Chicago Press, 1988.
- Edelman Murray, *Politics as Symbolic Action: Mass Arousal and Quiescence*, New York, Academic Press, 1971.
- Edelman, Murray, *The Symbolic Uses of Politics*, Champaign, University of Illinois Press, 1964.
- Elder Charles et Cobb Roger, *The Political Uses of Symbols*, Londres, Longman, 1983.
- Kahneman Daniel, *Thinking Fast and Slow*, New York, Farrar, 2011.
- Kertzer David, *Ritual, Politics and Power*, New Haven, Yale University Press, 1988.



- Kurtz Donald, V., *Political Anthropology: power and paradigms*, Nashville, Westview Press, 2001.
- Lewellen Ted C., *Political Anthropolgy: An Introduction*, Massasuchetts, Bergin and Garvey, 1983.
- Marcus George E., *Le citoyen sentimental : émotions et politique en démocratie*, Paris, Sciences Po. Les Presses, 2008.
- O'Barr William, « Boundaries, strategies and power relations: political anthropology and language », dans O'Barr William (ed.), *Language and politics*, De Gruyter Mouton, 1976.
- Rhodes R.A.W., *Everyday Life in British Government*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- Rivière Claude, *Anthropologie politique*, Armand Colin, 2000.
- Rivière Claude, *Les liturgies politiques*, Paris, PUF, 1988.
- Sfez Lucien, *La symbolique politique*, Paris, PUF (coll. « Que-sais-je ? »), 1988.
- Shore Cris, « Anthropology », dans R.A.W. Rhodes and Paul 't Hart (eds.), *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Oxford, Oxford University Press, p. 176-192, 2014.
- Smith Pierre, « Aspects de l'organisation des rites », dans Michel Izard & Pierre Smith (eds.), *La Fonction symbolique*, Paris, Gallimard, p. 139-170, 1979.
- Turner Victor. W., *Le Phénomène rituel. Structure et contre structure*, Paris, Presses universitaires de France, 1990.
- Vincent Joan, *Anthropology and Politics: Visions, Traditions, and Trends*, Tucson, University of Arizona Press, 1990.
- Vincent Joan, *The Anthropology of Politics*, Hoboken, Blackwell Publishers, 2002.

### **Articles et revues**

- Abélès Marc, « Mises en scène et rituels politiques : une approche critique », *Hermès, La Revue*, vol.1, n° 8-9, 1991, p. 241-259.
- Abélès Marc, « Rituels et communication politique moderne, Le nouvel espace public », *Hermès, La Revue*, vol.1, n°4, 1989, p.127-141.
- Abélès Marc, Michel Foucault, l'anthropologie et la question du pouvoir, *L'Homme*, 2008, p. 105-122.
- Abélès Marc, Pour une anthropologie des institutions, *L'Homme*, tome 35 n°135, 1995, p. 65-85.
- Bronwen Douglas, « Rank, Power, Authority: A Reassessment of Traditional Leadership in South Pacific Societies » dans *The Journal of Pacific History*, vol. 14, n° 1, 1979, p. 2-27.

Cohen Abner, « Political Anthropology: The Analysis of the Symbolism of Power Relations: Man », *New Series*, vol. 4, n°2, 1969, p. 215-235.

Donegani Jean-Marie, « De l'anthropologie au politique », *Raisons politiques*, vol. 2, n°22, 2006, p. 5-14.

Garfield Zachary H., von Rueden Christopher et Hagen Edward H., « The evolutionary anthropology of political leadership », *The Leadership Quarterly*, vol. 30, n° 1, 2019, p. 59-80.

McLeod, James R., « The Sociodrama of Presidential Politics: Rhetoric, Ritual, and Power in the Era of Teledemocracy », *American Anthropologist*, vol. 101, n°2, 1999, p. 59-80.

Rai, Shirin M., « Analysing Ceremony and Ritual in Parliament », *The Journal of Legislative Studies*, vol.16, n°3, 2010, p. 284-297.

Sapir Edward, « Symbolism », *Encyclopedia of the Social Sciences*, vol. 14, 1934, p. 492-495.

Terray Emmanuelle, « Une nouvelle anthropologie politique ? », *Homme*, tome 29, n°110, 1989, p. 5-29.

Vincent Joan, « Political Anthropology: Manipulative Strategies », *Annual Review of Anthropology*, vol.7, 1978, p. 175-194.

## **Sociologie (politique)**

### **Ouvrages et chapitres d'ouvrages**

Bourdieu Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Éditions Fayard, 2014.

Bourricaud François, *Esquisse pour un théorie de l'autorité*, Paris, Plon, 1961.

Clastres Pierre, *Archéologie de la violence*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1997.

Clastres Pierre, *La société contre l'état*, 1974, Paris, Les éditions de minuit, 1974.

Crozier Michel et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Éditions du Seuil, 1977.

De Certeau Michel, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.

Durkheim Émile (1912), *Les Formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008.

Duverger Maurice, *Sociologie de la politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1973.

Goffman Erving, *Forms of talk*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1983.

Goffman Erving, *Interaction Ritual, essays on face-to-face behaviour*, New York, Pantheon Books, 1967.

Goffman Erving, *Strategic Interaction*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1969.

Goffman Erving, *The Presentation of Self in Everyday Life*, Edinburgh, University of Edinburgh Press, 1959.

Goffman Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne*, 2 volumes, Paris, Éditions de Minuit, 1974.

Lave Jean, « Situating learning in communities of practice », dans Lauren Resnick, Levine B., M. John, Stephanie Teasley & D. (eds.), *Perspectives on Socially Shared Cognition*, 1991, p. 63-82.

Sayer Andrew, *Realism and social Science*, Thousand Oaks, SAGE Publications Ltd, 1999.

Sennett Richard, *Authority*, New York, W. W. Norton Company, 1993.

Weber Max (1947), *The Theory of Social and Economic Organization*, Talcott Parsons (ed.) (Traduit par M. Henderson et. Talcott Parsons), Glencoe, Free Press & The Falcon's Wing Press, 1969.

Weber Max, *Economie et Société*, Paris, Plon, 1971.

Weber Max, *On Charisma and Institution Building (selected papers)*, Chicago, University of Chicago Press, 1968.

### **Articles et revues**

Bourdieu Pierre, « Les rites d'institution », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°43, 1982, p.58-63.

Braud Philippe, « La violence politique dans les démocraties européennes occidentales », *Revue française de science politique*, vol 44-4, 1994, p. 678-681.

Goffman Erving, « On face-work: an analysis of ritual elements in social interaction », *Psychiatry: Journal for the Study of Interpersonal Processes*, vol. 18, 1955, p. 213-231.

Lukes Steven, « Political Ritual and Social Integration », *British Sociological Association*, vol. 9, n°2, 1975, p. 289-308.

Nouvelles de... De la règle aux stratégies : entretien avec Pierre Bourdieu, dans *Terrain. Anthropologie et sciences humaines*, 1985, p. 93-100.

### **Géographie (le territoire)**

#### **Ouvrages**

Barel Yves, « le social et ses territoires », dans Franck Auriac, Roger Brunet (eds.), *Espaces, Jeux et Enjeux*, 1986.

Di Méo Guy (ed.), *Les territoires du quotidien*, (coll. « Géographie sociale »), Paris, L'Harmattan, 1996.

Di Méo Guy et Buléon Pascal, *L'Espace social : une lecture géographique des sociétés*, Paris, A. Colin, 2005.

### Articles et revues

Di Méo Guy. « De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie », *L'information géographique*, vol. 62, n°3, 1998, p. 99-110.

Jolivet Marie-José, Léna Philippe, « Des territoires aux identités », Jolivet Marie-José (ed.), *Logiques identitaires, logiques territoriales*, n°14, 2000, p. 5-16.

## Index

### A

*agency*, 67  
anthropologie politique, 22  
attaques verbales, 73, 78

### B

*badgering*, 7, 85, 93, 96, 97, 117, 124, 129  
*barracking*, 36, 55, 144, 147, 156, 413  
*Big Man*, 23  
*Big Society*, 270, 271, 272, 330, 331, 332, 463  
*Brexit*, 59, 92, 107, 126, 127, 128, 130, 131, 154, 157,  
162, 163, 167, 174, 176, 177, 178, 179, 186, 200, 211,  
229, 231, 232, 233, 240, 246, 251, 280, 326, 328, 345,  
355, 361, 363, 370, 387, 437, 458, 463, 464, 475, 476

### C

campagne électorale, 19, 34, 82, 112, 148, 202, 203, 205,  
208, 210, 220, 221  
capital leadership, 19  
charisme, 63  
*Classless Society*, 330, 331

### E

*ERG*, 126, 154, 175  
*Erskine May*, 49, 52, 54  
eurosepticisme, 89, 115, 126, 144, 172, 174, 175, 177,  
178, 186, 200, 230, 232, 245, 330, 334, 337, 345, 353,  
398, 463, 475

### F

*FAA*, 51  
*FTA*, 38, 51, 62, 71, 77, 113, 135

### H

héresthétique, 96, 217  
humour, 5, 51, 117, 124, 296, 297, 298, 300, 306, 307,  
308, 316, 319, 401, 402

### I

Ian Blackford, 106, 155  
immigration, 4, 173, 189, 198, 199, 200, 201, 243, 245,  
246, 252, 286, 409

insulte, 70, 118  
interruptions, 54  
*issue ownership*, 33, 57, 181, 201, 223

## L

enthymème, 343

## M

mise en scène, 5, 22, 25, 26, 40, 41, 45, 47, 60, 72, 109, 281, 282, 283, 292, 294, 295, 296, 298, 299, 301, 302, 303, 305, 306, 308, 309, 310, 311, 314, 315, 319, 322, 323, 377, 381, 395, 398, 401, 440, 449, 471, 483  
mythe, 5, 351, 367, 368, 371, 375, 376, 379, 380, 381, 403

## N

*National Minimum Wage*, 4, 233  
*neo-statecraft*, 18

## O

*One Nation*, 4, 29, 31, 238, 251, 255, 256, 257, 258, 259, 261, 264, 265, 270, 272, 273, 276, 277, 278, 280, 350, 398, 400, 461, 462, 463, 464

## P

parti attrape-tout, 4, 246, 249, 250, 251  
personnalisation, 5, 28, 52, 60, 125, 141, 159, 282, 283, 290, 346, 360, 391, 401, 407, 427, 432  
personnalisation, 83  
*politainment*, 322  
populisme, 65, 81, 394, 403, 478  
power dressing, 287, 288  
présidentialisation, 142, 146, 171, 204  
*primus inter pares*, 139  
problème, 214

propagande, 5, 380, 381, 388, 390, 397, 403, 478

## R

rapport Nolan, 115  
redevabilité, 3, 47, 65, 132, 159, 160, 161, 221, 222, 281, 322, 326  
règles pragmatiques, 80, 102  
rite de communion, 311, 313, 321  
rite électoral, 4, 208, 209  
rites de rébellion, 109  
rituel, 2, 10, 21, 36, 41, 42, 49, 79, 109, 111, 139, 174, 209, 285, 311, 313, 321, 369, 375, 376, 378, 397, 402, 482  
rituel d'inversion, 110

## S

*Shared Society*, 273, 330, 332  
socialisme, 384  
*Stakeholding society*, 4, 224  
*Standing Order*, 105, 106  
*Standing Orders*, 16  
symbole, 5, 22, 42, 141, 142, 247, 260, 279, 285, 300, 304, 323, 324, 328, 330, 332, 333, 337, 341, 344, 346, 348, 351, 359, 379, 383, 386, 388, 393, 401  
symboles de condensation, 345

## T

territoire, 32  
territoire thématique, 4, 7, 34, 48, 57, 179, 180, 182, 185, 187, 198, 211, 218, 219, 220, 241, 243, 249, 252, 253, 254, 255, 280  
théâtralisation, 5, 26, 43, 281, 299, 308, 310, 313, 321, 322, 323, 402, 442  
thèmes mineurs, 4, 200, 242, 243, 247, 248, 251, 252, 254, 255, 400  
théorie du jeu, 69